
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

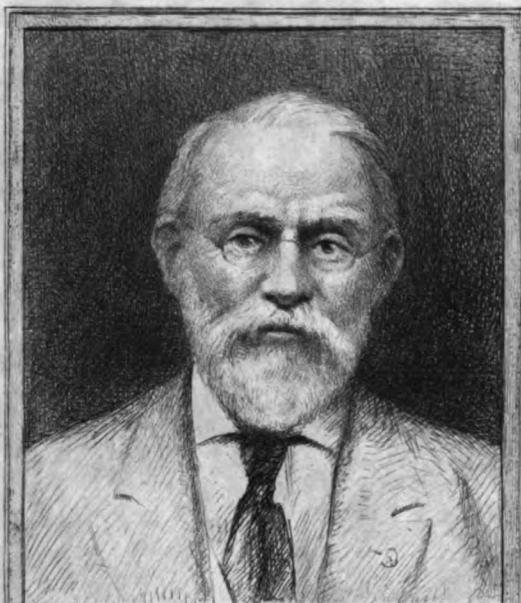
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 530124



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

1918 Richard 1930

20
611
.074
A2

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DE L'ORNE

TYPOGRAPHIE E. RENAUT-DE BROISE

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DE L'ORNE

TOME VII



W

ALENÇON
TYPOGRAPHIE RENAUT-DE BROISE

PLACE D'ARMES

1888

24

Dunning
Nijhoff
12-8-16
13603

BUREAU ET COMMISSION DE PUBLICATION

Président	Léon DE LA SICOTIÈRE.
Vice-Présidents	Le Comte DE CONTADES.
	Eugène LECOINTRE.
	Le Comte DE CHARENCEY.
	Le Comte DE VIGNERAL.
Secrétaire général ..	Gustave LE VAVASSEUR.
Secrétaire.....	Henri BEAUDOUIN.
Secrétaire-Adjoint..	L'abbé HOMMEY.
Trésorier.....	Reynold DESCOUTURES.
Membres de la Com- mission de publi- cation.....	L'abbé ROMBAULT.
	Jules APPERT.
	ARNOUL.
	Louis BLANCHETIÈRE.
	LE NEUF DE NEUVILLE.
	L'abbé DUMAINE.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

ACHARD DES HAUTES-NOES, maire de Saint-Mars-d'Egrenne, à
Alençon, rue de Bretagne, 29.
ACHON (Charles d'), au Mans, 4, rue Monplaisir.
ADIGARD, avocat à Domfront.
ALEXANDRE, bibliothécaire de la ville, à Alençon, rue de l'Ecus-
son, 40.
ALMAGRO-DESCHAMPS, ancien pharmacien, à Laigle.
ANTONIN, pasteur de l'Eglise Evangélique, à Alençon, rue du
Jeudi, 32.
APPERT (Jules), à Flers, rue d'Argentan, 10.

ARNOUL, architecte du département, à Alençon, rue de la Mairie, 11.

AVELINE, avoué, à Alençon.

AUDIFFRET-PASQUIER (duc d'), sénateur, de l'Académie française, au château de Sassi (*Orne*) ; — à Paris, avenue Marceau, 58.

AUDIFFRET-PASQUIER (marquis d'), au château de Sassi ; — à Paris, avenue d'Antin, 15.

AURIAC (d'), conservateur sous-directeur à la Bibliothèque nationale, à Paris, 3, rue Ventadour.

BAILLANCOUT (de), à Mortain (*Manche*).

BARRET, curé de Mieuxcé.

BEAU (Amédée), ancien député, au château de Tubœuf, par Chandai.

BEAUCHAMPS (baron de) DE MONTHÉARD, au château de Beauchamp, par la Ferté-Bernard (*Sarthe*).

BEAUCHÈNE (comte de), au château de Torcé, par Ambrières (*Mayenne*).

BEAUCHÈNE (de), ancien commandant de gendarmerie, à Alençon.

BEAUDOUIN (Henri), à Alençon, 22, rue des Promenades.

BEAUREGARD (de), au château d'Aché, par Alençon.

BERNIER (le Révérend Père), à Tinchebrai.

BIDARD-HUBERDIÈRE, docteur-médecin, à Lonlai-l'Abbaye ; — à Paris, rue de Suresnes, 9.

BLANCHETIÈRE, membre de l'Institut des provinces, à Domfront.

BLIN, chanoine honoraire, curé de Durcet, par la Carneille.

BONHOMME, curé des Champs, par Tourouvre.

BONNEAU LA VARANNE, rue des Marcheries, à Alençon.

BOSCHET (l'abbé), aumônier de l'Asile, à Alençon.

BOIVIN-CHAMPEAUX, avocat, à Alençon.

BOISZENOU, propriétaire, à la Chapelle-Viel, par Notre-Dame-d'Après.

BOURMONT (comte Amédée de), à Paris, boulevard Saint-Michel, 89.

BOUL (Georges), agent-voyer, à Carrouges.

BOURGOIN, négociant, à Mortagne.

BRESDIN, conseiller général, maire de Longni.

BRETÈCHE (Alexandre de la), au château de Tercei, à Saint-Loyer-des-Champs, par Almenèches ; — à Caen, rue Guilbert, 20.

BRIDREY, ancien pharmacien, à Argentan.

BROC (vicomte de), au château des Feugerets, par Bellême ; — à Paris, rue de Las-Cases, 15.

BRUST (Constant), propriétaire, à Laleu, par le Mesle-sur-Sarthe.

BUQUET, ancien notaire, à Almenèches.

BUREL, curé de la Lande-Patry.

CACHET, docteur-médecin, à Domfront.

CANIVET, conseiller général, à Chambois ; — 11, boulevard Magenta, à Paris.

CAPLAT, conseiller d'arrondissement, à Damigni.

CAUDECOSTE (vicomte de), à Notre-Dame-d'Après ; — à Paris, Cours-la-Reine, 14.

- CHALLEMEL (Wilfrid), à Paris, rue du Luxembourg, 38.
 CHAMBAY, docteur-médecin, à Alençon.
 CHAMPAGNE (marquis DE), à Ménil-Jean, par Putanges.
 CHANCEREL, notaire à Alençon.
 CHARENCEY (comte DE), conseiller général, au château de Champ-Thierry, à Saint-Maurice-lès-Charencey ; — à Paris, rue Saint-Dominique, 3.
 CHARPENTIER, receveur de l'Enregistrement, à Alençon.
 CHARPENTIER, curé doyen de Briouze.
 CHARTIER, avocat, à Mortagne.
 CHENNEVIÈRES (Henri DE), attaché à l'administration des Beaux-Arts ; — à Paris, rue Paul-Louis-Courrier, 3.
 CHENNEVIÈRES (marquis DE), directeur honoraire des Beaux-Arts, Membre de l'Institut ; — à Paris, rue Paul-Louis-Courrier, 3.
 CLÉRIGE, curé de Saint-Léonard, à Alençon.
 COURCIVAL (marquis DE), au château de Courcival, par Bonnétable (Sarthe) ; — à Paris, 112, rue Mercadet.
 COURTILLOLES (DE), au château de Courtilloles, à Saint-Rigomer-des-Bois (Sarthe).
 LOUET (Gaston), à Putanges.
 CONTADES (comte Gérard DE), maire, à Saint-Maurice-du-Désert, par la Ferté-Macé ; — à Paris, avenue Marceau, 28.
 CROPAT, receveur municipal, à Argentan.
 DALLET (Alexandre), conseiller municipal, à Saint-Aubin-de-Bonneval, par le Sap.
 DARPENTIGNY, greffier de la Justice de Paix, à Putanges.
 DE BROISE, ancien imprimeur, à Alençon.
 DESCOUTURES (Reynold), greffier du Tribunal de Commerce, à Alençon, rue de l'Ecusson.
 DES DIGUÈRES (Victor), maire de Sévigni, par Argentan.
 DES DIGUÈRES (Alexandre), maire de Batilly, par Ecouché.
 DELALANDE, fabricant de serrurerie artistique, à Tinchebrai.
 DESMOUSSEaux fils, quincaillier, à Alençon, rue du Bercaill, 9.
 DESVAUX, curé de la Trinité-des-Laitiers, par Gacé.
 DONON (A.), consul général de Turquie, au château de Lonrai ; à Paris, avenue Gabrielle, 42.
 DUBOIS-GUCHAN (Gaston), archiviste-paléographe à Seès, place du Friche.
 DUBUISSON, avocat, à Longni.
 DUFOUR, à Saint-Laurent, près Seès.
 DUFOUR, maître-d'hôtel, à la gare de Domfront.
 DU HAYS (Ch.), attaché à la direction des Haras au ministère de l'Agriculture, à Paris, rue Casimir-Périer, 4 ; — à Saint-Germain-de-Clairefeuille, par Nonant.
 DULAU, 37, Soho-Square, à Londres.
 DUMAINE, curé de Montsort, à Alençon.
 DUPLESSIS-D'ARGENTRÉ (comte), à Saint-Julien-de-Terroux, château de la Bermondière (Mayenne) ; — à Versailles, 6, rue Anjou.
 DUPONT, supérieur du collège de Saint-Blaise, à Alençon.
 DUPUY, aumônier du lycée, à Alençon, rue de l'Ecole, 7.

IV

- FARCY (Paul DE), à Château-Gontier (*Mayenne*)
 FILLEUL, maire de Mortagne.
 FOUCAULT (Eugène), antiquaire, à Flers, rue de Messei.
 FLEURY, curé de Tessé-la-Madelaine.
 FREBET, professeur au Petit-Séminaire de la Ferté-Macé.
 FROMONT (DE), au château de Frébourg, commune de Contilli,
 par Mamers (*Sarthe*).
 GALICHER-LA-FORÊT, notaire, à Champsecret.
 GALPIN (Gaston), député de la Sarthe, à Alençon, rue de Bretagne, 31.
 GAULIER, curé de Marmouillé, par Nonant.
 GILLARD, curé de Saint-Fraimbault-de-Lassay (*Mayenne*).
 GIRARD, secrétaire-général de l'Evêché, à Seès.
 GODET, curé, du Pas-Saint-l'Homer, par Moutiers.
 GOURDEL (l'abbé), curé de Saint-Hilaire-de-Briouze.
 GRIMBERT (l'abbé), curé de Coulonges, par le Mesle-sur-Sarthe.
 GUÉRIN, vicaire, à Notre-Dame d'Alençon.
 GUIBOUT, à Seès.
 GUILLEMIN, officier en retraite, à Alençon, rue Saint-Blaise, 69.
 GUILLOUARD, professeur à la Faculté de Droit de Caen.
 GUYON (DE), rue des Granges, à Alençon.
 HAREL (Paul), maître-d'hôtel, à Echauffour.
 HOMMEY (Achille), banquier, à Alençon, rue de Bretagne, 7.
 HOMMEY (Léon), banquier, à Alençon, rue de l'Ecole, 5.
 HOMMEY (Charles), notaire, à Alençon.
 HOMMEY, prêtre, à Saint-Léonard d'Alençon.
 FORTNIÈRE (Paul DE LA), juge au Tribunal civil, à Alençon,
 boulevard Lenoir-Dufresne.
 HOUSSIN DE SAINT-LAURENT (baron), conseiller général, à
 Lonlai-l'Abbaye.
 HUET, vicaire, à Saint-Étienne-de-Caen (*Calvados*).
 HUPIER, docteur en médecine, à Alençon, rue de l'Ecole.
 JAMET, curé-archiprêtre d'Argentan, chanoine honoraire.
 JOSSE, professeur au Petit-Séminaire, à Seès, chanoine hono-
 raire.
 JOUAULX, curé de Ménil-Guyon, par Courtomer.
 JOUSSELIN, propriétaire, à Alençon, rue du Collège, 11.
 JOUSSET, docteur en médecine, associé correspondant de la
 Société nationale des Antiquaires de France, à Bellême.
 LA GENEVRAYE (comte DE), au château de la Genevraye, par le
 Merlerault.
 LAGARENNE (DE), place Saint-Léonard, à Alençon.
 LA JONQUIÈRE (marquis DE), ancien préfet, à Mauves (château
 de Landres) ; — 28, rue de Varennes, Paris
 LANGE, docteur-médecin, à Flers.
 LAPORTE, ancien sous-préfet, à Alençon, rue de Bretagne.
 LA RAILLIÈRE (Marc DE), à la Ferté-Macé ; — à Paris, rue de
 l'Abbé-Grégoire, 26.
 LA RAILLIÈRE (Gustave LE MEUNIER DE), conseiller général et
 maire, à la Ferté-Macé.
 LARUE (l'abbé), curé à Vrigny, par Mortrée.
 LA SICOTIÈRE (DE), sénateur, ancien directeur de la Société des

- Antiquaires de Normandie, à Alençon, rue Marguerite-de-Navarre ; — à Paris, rue de Fleurus, 3.
- LEBRETON (J.), chanoine, à Seès.
- LEBOULLANGER (l'abbé), Porte-de-la-Barre, à Alençon.
- LEBEY (Daniel), licencié en droit, à la Carneille.
- LECHEVREL (Ernest), maire de Chanu.
- LECOINTRE (Eugène), membre de la Commission des Archives départementales, à Alençon, rue du Château, 35.
- LECOINTRE-DUPONT (G.), président d'honneur de la Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers (*Vienne*).
- LECOMTE, au château de Montigni (*Sarthe*).
- LECORNU (Emile), rue de Tinchebrai, à Flers.
- LE COUTURIER, président de la Société *Flammarien*, à Argentan.
- LEFAIVRE, bibliothécaire au Grand-Séminaire, chanoine honoraire, à Seès.
- LE FAVERAIS, président du Tribunal Civil de Mortain (*Manche*).
- LEFEBVRE, marchand tapissier et antiquaire, à Argentan.
- LE FERON de LONGCAMP, ancien président de la Société des Antiquaires de Normandie, rue de Geôle, à Caen.
- LÉGER, avoué à Mortagne.
- LE GALLOIS, docteur-médecin, à la Ferté-Macé.
- LE GRIS (Amédée), maire à Rânes.
- LE HARDY (Gaston), secrétaire de la Société des Antiquaires de Normandie, à Rots (*Calvados*).
- LELIEVRE, instituteur à Saint-Jean-des-Bois, par Tinchebray.
- LEMAITRE, curé du Merlerault.
- LEMARQUANT, licencié en droit, à Ecouché.
- LEPAGE, imprimeur, directeur du *Courrier de l'Ouest*, à Alençon.
- LE PELLETIER (Rodolphe), filateur, à Athis.
- LE ROUILLÉ, à Alençon, rue du Château.
- LEROY (Mme), à Alençon, rue du Cours, 48.
- LETAILLIEUR, docteur-médecin, à Alençon, rue du Jeudi.
- LETACQ (l'abbé), curé de Ticheville (*Orne*).
- LEURSON, agent-voyer en chef, en retraite, à Alençon.
- LEVAIN (Charles), à Caorches (*Eure*).
- LE VAVASSEUR (Gustave), conseiller général de l'Orne, lauréat de l'Institut, à La Lande-de-Lougé, par les Yveteaux.
- LEVEILLÉ, professeur au Petit-Séminaire de la Ferté-Macé.
- LHERETREYRE, curé de Bellou-sur Huisne, par Rémalard.
- LIBERT (Marcel), sénateur, conseiller général, à Alençon, rue des Grandes-Poteries, 13 ; — à Paris, 66, rue Bonaparte.
- LIVACHE, notaire, à Ceaucé.
- LORIOT (Florentin), avocat, à Alençon, Grande-Rue. 112.
- LORMEAU, professeur au Petit-Séminaire, à Seès.
- LOUTREUIL, manufacturier, 17, rue Pretchistink, à Moscou.
- LOUVEL, ancien chef d'institution, à Rémalard.
- MACAIRE, chef de division à la Préfecture de l'Orne, à Alençon, rue de la Demi-Lune.
- MACKAU (baron DE), député, conseiller général, à Guerquesalles, par Vimoutiers ; — à Paris, avenue d'Antin, 22.

- MALLET, professeur d'archéologie au Petit-Séminaire de Sées.
 MARAIS (Emeric), vicaire général de l'Evêché, à Seès.
 MARAIS (Paul), attaché à la Bibliothèque Mazarine, à Paris-Passy, 31, rue Mozart.
 MARCÈRE (DE), sénateur, à Paris, rue Montaigne, 23.
 MARCHAND, conseiller d'arrondissement, maire d'Alençon.
 MARIÈRE, curé d'Omméel, par Exmes.
 MARIGNY, ancien notaire, à Seès.
 MARSAULT, pasteur protestant, à Rouillac (*Charente*).
 MARTIN LE NEUF DE NEUVILLE, président honoraire du Tribunal civil, à Alençon, rue du Parc.
 MAUNOURY, chanoine, au Petit-Séminaire de Seès.
 MÉRIEL (Amédée), à Falaise, Grande-Rue-Saint-Gervais.
 MILLET (fils), rue Basse-des-Promenades, à Alençon.
 MOISSON, à Vaucottes, par Yport (*Seine-Inférieure*).
 MONTAUZÉ, imprimeur, à Seès.
 MONTOZON (DE), ancien sous-préfet, à Château-Gontier (*Mayenne*).
 MORAND DE LA PERRELLE, lieutenant-colonel d'infanterie de marine, à Vimoutiers.
 MORTAGNE (Clovis), notaire à Alençon.
 MURIE, architecte, conservateur de la Bibliothèque et du Musée, à Flers.
 PARMENTIER, sous-préfet, à Domfront.
 PATOU (Urbain), avocat, à Avrilli, près Domfront.
 PORIQUET, sénateur, conseiller général de l'Orne, à Montmerrei, château de Blanche-Lande; — à Paris, rue de Monceau, 58
 PRÉBOIS (Paul), notaire, à Seès.
 PREMPAIN (Ch.), architecte à Seès.
 PROVOST, curé de Mortagne.
 RACINET, ancien notaire, 5, rue Chézy, à Neuilly-sur-Seine (Seine).
 RENAULT DU MOTÉY (Henri), docteur en droit, avocat, à Alençon, rue Saint-Blaise.
 RENAUT-DE BROISE, imprimeur, à Alençon.
 RICHER, professeur au Petit-Séminaire de Seès.
 ROBILLARD DE BEAUREPAIRE, ancien conseiller à la Cour d'appel, secrétaire de la Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.
 ROEDERER (comte), au château de Bois-Roussel, commune de Bursard, par Essai.
 ROMANET (vicomte Olivier DE), à Versailles, 52, rue Saint-Martin, et aux Guillels, par Mortagne.
 ROMBAULT, supérieur du Petit-Séminaire, à Seès.
 ROMET (Paul), rue de Bretagne, à Alençon.
 ROTOURS (baron DES), aux Rotours, par Putanges.
 RUALT-DUPLESSIS, ancien conseiller à la Cour d'Appel, à Caen.
 SAFFRAY, curé de Sarceaux, par Argentan.
 SALLES (Auguste), professeur au Lycée, à Caen.
 SALZE, 134, rue Mouffetard, Paris.
 SAUVAGE (Hippolyte), 134, boulevard de la Villette.
 SCALCK DE LA FAVERIE (M^{me}), membre de la Société des gens de lettres, rue des Tennerolles, 83, à Saint-Cloud (*Seine*).

- SEMALLÉ (comte DE), à Semallé ; — et à Aillères (*Sarthe*), château de la Gastine.
 SÉNÉCHAL, conseiller général, à Seès.
 SEVRAY, chapelain de l'Immaculée-Conception, à Seès.
 SOUDANCÉ (vicomte H. DE), à Montdoucet, près Nogent-le-Rotrou (*Eure-et-Loir*).
 SURVILLE, instituteur, à la Chapelle-Biche, par Flers-de-l'Orne.
 TAILLEFER (Joseph), à Vimoutiers.
 TIRARD (Jules), à Condé-sur-Noireau (*Calvados*), rue du Chêne.
 TOMERET, chef de division à la Préfecture de l'Orne, à Alençon, rue de Lancrel, 18.
 TOURANGIN, ancien trésorier général, maire de Vingt-Hanaps.
 TOURNOUER, rue des Saints-Pères, n° 11, Paris.
 TRÉGARO (Mgr), évêque de Seès.
 TRIGER (Robert), docteur en droit, au Mans (*Sarthe*), 5, rue de l'Evêché.
 TURENNE (vicomte DE), député de l'Orne, au château de Courtoimer ; — à Paris, 100, rue du Bac.
 TURGEON (Charles), professeur à la Faculté de Droit, à Rennes.
 VAUDICHON (DE), ancien préfet, au château des Tourailles, par la Carneille.
 VÉNIARD, notaire, à Domfront.
 VIGNERAL (comte DE), ancien chef d'escadron d'état-major, au château de Ri, par Putanges.
 VIMONT, professeur de mathématiques, directeur de la Société *Flammarion*, à Argentan.
 YVART, notaire, à Alençon, rue de Bretagne.

MEMBRES CORRESPONDANTS

- DANIEL, quincaillier, au Sap.
 DESFRICHES, curé, à Ussi (*Calvados*).
 GALLE, président de la Société Polymathique du Morbihan, à Vannes.
 LEBOUCHER-DUTAILLIS, propriétaire, à Argentan.
 MAYAUD, membre de la Société Archéologique de la Creuse, à Villeneuve-sur-Yonne.
 NIQUET, curé, à Villers-Canivet (*Calvados*).
 PINÇON, instituteur communal à Echauffour, canton du Merlerault.
 POLI (vicomte DE), à Paris, rue des Acacias, 37.
 ROCHET (Charles), statuaire, à Paris, rue Monsieur-le-Prince, 62.
-

SOCIÉTÉS SAVANTES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

*Auxquels la Société Historique et Archéologique de l'Orne
adresse ses Publications et ses Correspondances.*

—

- Ministère de l'Instruction publique (6 exemplaires).
- Archives Départementales de l'Orne, à Alençon.
- Bibliothèque Publique d'Alençon.
- Bibliothèque Publique d'Argentan.
- Commission Météorologique de l'Orne.
- Commission Historique et Archéologique de la Mayenne, à Laval.
- Comité des Travaux Historiques et des Sociétés savantes, à Paris.
- Société Archéologique, Artistique, Littéraire et Scientifique de l'arrondissement de Valognes.
- Société Archéologique et Historique, de la Charente, à Angoulême.
- Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, au Mans.
- Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.
- Société Historique et Archéologique du Maine, au Mans.
- Société Industrielle de Flers.
- Société Scientifique Flammarion, à Argentan.
- Cercle de Saint-Simon, 28, rue Serpente (Paris).
- Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
- Société de l'Histoire de Normandie, à Rouen.
- Académie Nationale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Caen.
- Société d'Histoire Ecclésiastique et d'Archéologie Religieuse de Valence.
- Société Normande de Géographie, à Rouen.
- Société Philomatique Vosgienne, à Saint-Dié.
- Société de Statistique des Deux-Sèvres, à Niort.
- Société d'Archéologie, de Littérature, etc., d'Avranches.
- Société Archéologique d'Eure-et-Loir, à Chartres.
- Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers.
- Société Philologique, à Paris.
- Société des Beaux Arts de Caen.
- Analecta Bollandiana, à Bruxelles.
- Société française d'Archéologie, à Compiègne.

—

CATHERINE DE GONZAGUE-CLÈVES

DUCHESSE DE LONGUEVILLE

Les événements de la vie intime présentent toujours un grand intérêt, même ceux des époques éloignées et un peu effacées du souvenir. Les mariages en particulier ont ce privilège. Une sympathie mystérieuse, le charme des tête-à-tête ne les préparent pas tous ; certains ont été amenés par les négociations d'amis, de personnages habiles, et, parfois, des princes, des souverains sont intervenus pour en faire réussir d'utiles à leur politique ; peut-être quelques-uns n'ont pas eu un mobile élevé.

Le Dauphin Louis maria son fidèle Imbert de Bâtarnay, seigneur du Bouchage avec Georgette de Montchenu sans consulter la volonté de son père. Devenu le roi Louis XI, et pratiquant de plus en plus les procédés autoritaires, il arrange, comme le montre la lettre suivante, le mariage de la fille de M. de Beauchamp, son chambellan avec le seigneur de Montferrand : « je suis sûr que votre fille ne fera que ce que vous voudrez, et puisque vous voulez connaître la chevence du sieur de Montferrand, envoyez en Savoie incontinent puisque vous ne vous en voulez fier à moi, et gardez qu'il y ait faute, ou autrement vous connaîtrez que je ne suis pas content de vous. » Ce langage impératif n'admettait pas de refus.

La reine Anne de Bretagne aimait à unir deux existences, et les inspirations de son bon cœur étaient souvent heureuses ; elle dotait ses filles d'honneur et leur trouvait des maris. Elle fit épouser Blanche de Tournon au seigneur de Sault et lui donna

trois mille livres. Cette bonne princesse écrit à une jeune fille qui devait se marier : « Ne vous laissez pas conseiller par des gens qui ne vous soient ni parents ni amis.... Ne mettez votre argent en main de personne qu'il ne vous soit recouvrable à toute heure et où il n'y ait sûreté . . venez ici nous en deviserons plus en long. »

Le conseil qui était sage pour le temps passé n'est pas à dédaigner dans le présent.

Le roi Charles VIII demande à du Fou, bailli de Touraine, sa fille pour le bâtard de Bourbon. Du Fou répond que de six enfants qu'il avait plu à Dieu de lui donner une seule fille lui reste, sa femme et lui ont fait vœu à Dieu qu'elle ne serait pas mariée avant l'âge de treize ans accomplis, il aimerait mieux mourir que de fausser son serment, mais il ne la mariera pas sans la permission du roi parce qu'il ne voudrait pas qu'elle fût en lieu qui ne lui serait pas agréable.

François I^{er} aussi absolu que Louis XI contraignit Madame d'Estouteville à marier sa fille au bâtard de Savoie. Ne trouvant pas la même condescendance de la part de la Marquise de Montferrat, il rappelle le capitaine Léonard de Romulo, son envoyé vers elle et lui fait dire qu'il est pour « s'en ressentir. »

Ce n'était pas toujours avec une aussi impérieuse volonté que les souverains intervenaient dans cet acte important de la vie. Henri IV n'ayant pu réussir à faire épouser Mademoiselle de Melun à M. d'Estrées, se contenta de dire : « Je vois bien qu'il n'y faut plus penser ayant affaire à tous ces glorieux sots de flamands » Souvent l'intervention de ces hauts protecteurs ne se manifestait que par des témoignages de munificence en vue de favoriser le mariage.

I

Les malheurs du temps et l'incertitude de l'avenir ne semblent pas avoir ralenti les négociations matrimoniales. Au plus fort d'une des tristes époques de notre histoire, au moment où les chefs de la Ligue faisaient un traité avec l'Espagne, en 1585, deux familles illustrées par leurs longs services auprès des rois, les Guise et les Nevers désiraient s'unir par un double mariage ; la pensée première de l'alliance des deux nobles races venait du

Cardinal Charles de Bourbon, parent au même degré des uns et des autres. Les liens du sang, fort affaiblis chez nos générations présentes, mais alors très puissants, rattachaient au chef influent de la famille les membres moins favorisés. Dans la circonstance présente le Cardinal de Bourbon recherchait également le bien des deux familles : sa sœur Marguerite de Bourbon était la mère d'Henriette de Clèves, duchesse de Nevers et de Catherine, duchesse de Guise. Il voulait unir par un double mariage les enfants des deux sœurs, ses nièces : Catherine de Gonzague-Clèves, Mademoiselle de Nevers au prince de Joinville ; le duc de Rethélois à la fille aînée du duc et de la duchesse de Guise.

Des membres des trois familles de Nevers, de Guise et de Bourbon prirent part à la négociation ; on apprendra à les connaître en pénétrant dans la correspondance échangée entr'eux ; les lettres originales dont quelques extraits vont suivre, sont conservées à la bibliothèque Nationale, dans le fonds français, et disséminées dans les volumes numérotés de 3,000 à 5,000. Presque toujours les femmes signent leurs lettres de leur nom de fille précédé de leur prénom ; jamais elles ne le font suivre du nom de leur mari comme cela se fait de nos jours. Les hommes signent de leur nom, en général, précédé de leur prénom, sans ajouter aucun titre. Parfois ils signent du nom de leur terre (1). Dans les lettres intimes la signature est souvent remplacée par un monogramme.

Les citations textuelles paraîtront peut-être parfois longues, mais elles serviront à faire connaître le style et par suite la physionomie des personnages, elles ont d'ailleurs une saveur que n'offrira aucune traduction : *traduttore, tradittore*. Le plaisir que donne la vue d'une personne n'est-il pas bien supérieur à celui que fait éprouver le meilleur portrait.

II

Le duc de Nevers était alors Louis de Gonzague, troisième fils du duc de Mantoue, né en Italie en 1539, mais naturalisé

(1) L'art. 201 de l'ordonnance de 1629 enjoint aux gentilshommes de signer les actes de leur nom de famille, et non de celui de leurs terres pour les distinguer des roturiers à qui on avait permis de porter le nom des fiefs qu'ils possédaient.

français. C'était un de ces Italiens venus en grand nombre chercher fortune en France dans le milieu du seizième siècle ; ils se poussaient dans toutes les positions, beaucoup parvinrent à une fortune inouïe par l'appui de la Reine Mère, mais l'opinion publique leur était contraire. Louis de Gonzague qui s'appuyait sur des qualités réelles avait réussi à épouser, en 1565, Henriette de Clèves, héritière du duché de Nevers par l'extinction de la race masculine de Clèves.

Il ne sera pas hors de propos de rappeler très-brièvement quelles familles avaient possédé cette principauté pendant les deux siècles précédents.

Nevers d'abord simple comté avait été apporté en 1369, par Marguerite de Flandre, à Philippe le Hardi, duc de Bourgogne ; il échut à leur troisième fils, Philippe, par le partage de 1401. Le fils de celui-ci, Jean de Bourgogne fut dépossédé de son Comté par son oncle Philippe le Bon qui avait épousé sa mère Bonne d'Artois après qu'elle fut devenue veuve. Charles le Téméraire continua l'usurpation, mais Louis XI, en raison des services rendus à la France par Jean et par son père, tué à Azincourt, fit restituer le Comté de Nevers et tous les autres biens de la famille aux filles de Jean, Elisabeth et Charlotte. La dernière épousa le Sire d'Albret et de ce mariage naquirent Marie et Charlotte. Elisabeth s'était mariée à Jean, duc de Clèves d'où Jean II et Engilbert (1). Engilbert épousa Charlotte de Bourbon en 1489.

Un différend s'étant élevé entre les Clèves et les d'Albret à l'occasion de biens restitués, le roi Louis XII, fils d'une Clèves, intervint et pour mettre un terme aux procès décida que les deux fils de Engilbert épouseraient les deux filles de Jean d'Albret qui étaient leurs tantes. Un seul de ces mariages s'effectua. Charles de Clèves épousa en 1504 Marie d'Albret ; il mourut en 1521 dans la tour du Louvre ; sa veuve « dame d'excellente vertu et singulière piété » très appréciée du roi François I^{er} obtint en 1538 que le Comté de Nevers serait érigé en duché. Les documents du temps le désignent sous le nom de Nevers ou de Nivernois.

François, le fils issu de ce mariage, épousa Marguerite de Bourbon (2), sœur d'Antoine, roi de Navarre. Ils avaient eu deux

(1) Mort en 1506.

(2) Morte en son château de la Chapelle-d'Angillon en 1559, à 42 ans ; François de Nevers se remaria à Marie de Bourbon-Estouteville qui avait épousé le duc d'Enghein, le 14 juin 1557 et s'était trouvée veuve le 10 août suivant, son mari ayant été tué à Saint-Quentin.

fil et trois filles. L'aîné, François blessé à la bataille de Dreux, mourut le janvier 1563 ; le dernier, Jacques étant mort le 6 septembre 1563, la sœur aînée Henriette hérita du duché et l'apporta en 1565 à Louis de Gonzague ; le contrat fut passé le 2 mars à Toulouse pendant le voyage qu'y fit Charles IX. Leurs descendants possédèrent le duché de Nevers jusqu'en 1659. A cette date Charles III de Gonzague le vendit au Cardinal Mazarin, celui-ci le légua à sa mort, survenue deux ans après, à son neveu Mancini-Mazarini (1). Le petit-fils de ce dernier, connu sous le nom de duc de Nivernois, mourut en 1798. En lui finit le duché dont le titre n'a pas été relevé. Sa fille avait épousé Timoléon de Cossé, duc de Brissac.

La descendance masculine de chacune des quatre races qui avaient possédé la principauté de Nevers s'était éteinte après un siècle. De Philippe le Hardi à la Révolution, les comtes ou ducs de Nevers avaient duré plus de quatre cents ans, mais ils avaient usé quatre familles, et dans ces familles les hommes avaient vécu moins longtemps que les femmes, ce qui s'explique par la carrière qu'il suivaient : Elisabeth de Bourgogne vécut deux ans de plus que Jean de Clèves, Catherine de Bourbon quatorze ans de plus qu'Engilbert ; Marie d'Albret vingt-huit ans de plus que Charles. A la vérité François I^{er} de Clèves eut deux femmes, mais la seconde, Marie de Bourbon, survécut vingt-huit ans à son troisième mari ; Anne de Bourbon survécut à François II de Clèves ; Diane de Lamark veuve de Jacques de Clèves eut encore deux maris : Clermont et Babou, comte de Sagonne ; Henriette de Clèves a vécu trois ans de plus que Louis de Gonzague. Les femmes qui épousaient des hommes de guerre étaient vouées à un veuvage précoce ; celles qui ont eu deux et trois (2) maris ne sont pas rares, le contraire ne se voit guère : Louis XII avec ses trois femmes, Philippe le Bon, duc de Bourgogne, qui en eut trois aussi, n'étaient pas exposés comme l'étaient les hommes d'armes. Joachim de Chabannes, seigneur de Curton, sénéchal de Toulouse, en avait bien eu quatre. Guillaume de Nassau,

(1) « Ce Monsieur de Nevers si difficile à serrer, ce Monsieur de Nevers si extraordinaire qui glisse des mains alors qu'on y pense le moins », dit M^{me} de Sévigné ; il avait épousé M^{lle} de Thiangès, nièce de M^{me} de Montespan.

(2) Jacqueline de Bavière en avait eu quatre ; on sait qu'elle quitta Jean de Bourgogne pour épouser le duc de Glocester ; il s'en suivit une guerre qui fut profitable à la France.

prince d'Orange, assassiné en 1584, en avait eu autant à 51 ans ; la dernière fut Charlotte de Bourbon-Montpensier, leur fille aînée fut la mère de notre grand Turenne.

III

Les détails de ces dernières pages auront paru un peu longs, ils étaient nécessaires et nous font entrer dans notre sujet. Les origines expliquent la descendance

Henriette de Clèves, avons-nous vu, s'était trouvée héritière du duché de Nevers et des biens immenses des Clèves, parce que ses deux frères François (1) et Jacques (2) étaient morts sans postérité, le premier à la bataille de Dreux, le second quelques mois après et qu'à son profit s'était réalisée la clause du testament de son père : « à défaut d'hoirs mâles de François, procréés de son corps en loyal mariage, Jacques succèdera ; à défaut d'hoirs mâles de Jacques, Henriette succèdera. »

Henriette avait deux sœurs plus jeunes : Catherine, mariée « venant à l'âge de douze ans » à Antoine de Croy, prince de Portien, bientôt veuve et remariée en 1570 à Henri de Lorraine, duc de Guise ; Marie, que Catherine de Médicis donna en mariage comme gage de paix, en 1572, à Henri de Bourbon, prince de Condé, son cousin germain et qui mourut en 1574 ; elle fut appelée la belle (3) Marie de Clèves, inspira de l'amour au duc d'Anjou, depuis Henri III, et des vers (4) au poète Desportes. Un auteur du temps dit que Mesdames de Nevers, de Guise et de Condé étaient accomplies de toutes les beautés du corps et de l'esprit, très-belles, très-bonnes et très-aimables ; elles étaient appelées à la cour les *trois grâces de jadis*.

Lorsque les trois sœurs firent le partage de la riche succession de Clèves, qui s'était élevée en revenu dans l'année 1551 à cent

(1) Marié à Anne de Bourbon.

(2) Marié à Diane de Lamark.

(3) Il existe d'elle un délicieux portrait au cabinet des Estampes, portraits dessinés.

(4) Il composa les *Amours de Diane* en l'honneur de Diane de Cossé-Brissac, comtesse de Mansfeld, que son mari tua dans un accès de jalousie ; *Hippolyte*, en l'honneur d'Hélène de Surgères ; *Cléonice*, en l'honneur de la célèbre Henriette de Vivonne de la Châtaigneraie.

cinquante-une mille livres, Catherine et Marie eurent chacune vingt-huit mille livres de rente ; la part d'Henriette fut de cent mille livres environ, qui en monnaie de cette époque valent sept ou huit fois autant de la nôtre. Le setier de blé est monté de 3 livres à 28 francs environ.

En 1565, quelques mois après la mort de son second frère et âgée de vingt-deux ans, Henriette donna son cœur et son immense fortune à Louis de Gonzague qui annonçait, et il le réalisa, devoir être un des hommes éminents de son époque. Charles IX récompensa ses services en érigeant ses terres de Senonches et de Brezolles, situées à l'extrémité orientale du Perche, en principauté sous le nom de Mantoue ; par sa grand-mère, Anne d'Alençon, il se rattache encore à nos contrées.

IV

Le cardinal de Bourbon, de qui venait l'idée des mariages, était Charles II, frère d'Antoine, roi de Navarre et du prince de Condé ; il fut un moment *le Roi de la Ligue*, sous le nom de Charles X ; à défaut des qualités qui font l'homme d'Etat, il avait celles de l'homme privé, recherchant l'avantage et l'utilité des siens, il avait eu la pensée d'unir les Guise et les Nevers, également ses neveux, par un double mariage profitable à la religion catholique et au bien du royaume.

Ses lettres le montrent très-désireux d'une alliance entre les deux familles. Il écrit à sa nièce la duchesse de Nevers, qu'il avait une grande joie de l'espérance des mariages qu'il désirait plus que chose au monde ; il la supplie de faire tout son possible, il fera tous ses efforts pour qu'il en soit de même du côté de M. de Guise. « Du reste, ma nièce, on m'a dit que vous aviez envie de ma maison de Cachan (1) pour mon petit neveu, je suis très-aise d'avoir quelque chose qui vous soit agréable, vous priant de croire que vous avez commandement sur moi et sur ce qui est à moi. »

Dans plusieurs lettres au duc de Nevers il exprime le vif désir qu'un accord se fasse avec M. de Guise ; une bonne conclusion

(1) Près Paris ; elle dépendait de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, dont le cardinal de Bourbon était abbé.

des mariages lui donnera une grande joie. Le vieux cardinal était pénétré pour les siens d'une vive tendresse dont ne le détournèrent pas les événements politiques auxquels il était mêlé.

V

Le projet d'unir les Nevers et les Guise était venu à la traverse d'une négociation entamée pour marier Catherine de Gonzague-Clèves, Mademoiselle de Nevers, avec Charles de Bourbon, comte de Soissons, fils de Françoise d'Orléans-Longueville, seconde femme du prince de Condé (1).

Charles (2) de Bourbon-Condé, cardinal de Vendôme, appelé Tête de Marotte par les Huguenots, fils du prince de Condé et de sa première femme Éléonore de Roye, morte en 1564, écrivait le 24 août 1585 au duc de Nevers : « personne ne peut désirer davantage cette alliance, qui peut obliger non-seulement l'obéissance de mon frère le comte à vous faire service comme à son père... » et, le 22 septembre : « ...notre amitié au fidèle service que vous recevrez toujours de mon frère le comte et de moi vous conservera la volonté de moyenner l'heureux succès de cette alliance, aussi que nous ne vous demandons rien pour enrichir mon dit frère, mais seulement ce que votre prudence jugera être nécessaire pour l'entretien de Mademoiselle votre fille. »

La mère du comte de Soissons écrit de son côté au duc de Nevers et aborde cette dernière question avec un tact tout féminin ; elle a envoyé au cardinal une déclaration du bien qu'elle peut faire à son fils «... je ne le pense pas plus aimer que vous n'aimez mademoiselle votre fille ; vous avez un si fier jugement que je m'assure que vous voudrez aider de toute votre puissance, si Dieu permet qu'ils soient plus proches, à ce qu'ils soient heureux et non nécessiteux. C'est un des principaux articles qui dépend de vous. Je vous supplie pour le désir incroyable que j'ai de l'effet de cette négociation qu'il vous plaise faire paraître combien vous êtes bon père... »

Dans une autre lettre parlant de l'alliance, elle exprime son désir d'en entretenir le roi de Navarre (3) « et monsieur mon

(1) Louis de Bourbon I^{er}, prince de Condé.

(2) † 1594.

(3) Depuis Henri IV.

beau-fils (1) comme aîné des enfants de feu monsieur mon mari » ; elle attend le cardinal, son frère, pour faire plus ample réponse.

Le 22 juillet, elle mande au duc de Nevers qu'elle louera Dieu de cette alliance s'il permet qu'elle se fasse ; le 23 août elle le remercie d'approuver et désirer toujours l'alliance dont Monseigneur le cardinal a été le premier à lui parler ; elle l'approuve et la désire autant. Ainsi que le duc de Nevers elle s'en remet à Monseigneur le cardinal comme à l'oncle commun aux deux et désire une prompte résolution dans cette affaire ; un des siens ira expliquer le bien que peut avoir son fils. Le détail n'en était pas long : la princesse n'avait de la famille de son mari qu'un douaire de six mille livres de rente en fonds de terre, savoir, la seigneurie de Villaines (2) en Duesmois « où il y a un château fort logeable, amodié mille cinquante écus ; celle de Saumaise où il y a tour et logis de deux mille livres de rente et quelques bois » ; elle abandonnait ces revenus à son fils ainsi que la pension de douze mille livres par an que lui faisait le roi ; le cardinal donnait une pension de huit mille livres « et la terre de Saint-Félix, dont se touche douze cents livres par an » ; outre ce qui précède, le comte de Soissons pouvait avoir quatre mille livres de revenu par an. Il y avait là beaucoup d'éventuel.

Le cardinal Charles de Bourbon ayant reçu cette note l'envoie à la duchesse de Nevers avec ces mots : « je vous prie voir et m'en mander sur ce de vos nouvelles ». C'était sur un tout autre ton que le bon cardinal s'exprimait au sujet de l'alliance projetée entre les enfants de ses nièces ; il dit au duc de Nevers : « . . . je serai toujours très-aise que vous accordiez avec M. de Guise pour le mariage de ma nièce, car aussi bien ma belle-sœur ne se contente de votre offre, et puis ce sont tous mes neveux » ; et au duc de Guise : « j'affectionne tant ce qui vous touche que vous-même ne sauriez y apporter plus d'ardeur . . . je vous aime comme mon fils. . . ».

Autres étaient les sentiments du cardinal Charles de Bourbon-Condé ; il désirait Mademoiselle de Nevers pour son demi-frère le comte de Soissons et représentait au duc de Nevers que cette alliance apporterait une amitié inviolable entre les familles.

(1) Henri I^{er} de Bourbon, alors veuf de Marie de Clèves, tante de Catherine de Gonzague-Clèves.

(2) A 4 lieues de Châtillon-sur-Seine.

Cette dernière combinaison ne réussit pas et en lisant les lettres de Françoise d'Orléans, mère du comte de Soissons, on en comprend les motifs : elle se plaint « du dédain, du mépris et du peu de soins qu'on prend de ces jeunes princes ; la haine qu'on leur porte est si générale qu'on la fait paraître tant sur les catholiques que sur les huguenots ». Cette princesse fut malheureuse : sa mère supplie la reine d'avoir pitié « de cette pauvre veuve désolée. Tout ce qu'elle peut avoir commis c'est, faisant le devoir d'une femme de bien, d'avoir suivi et accompagné son mari jusqu'à la mort. . en quelle extrémité la perte de son mari l'a réduite, et la charge de tant de petits enfants. . . ». Le cardinal de Bourbon, l'oncle commun, engagé dans la Ligue, fut amené à se montrer favorable au rapprochement des Guise et des Nevers. « Nous ne sommes pas huguenotes » disait la mère du comte de Soissons ; ce prince en effet avait été élevé dans la religion catholique, mais le parti dont son père avait été le chef le réclamait, il s'y rattacha, eut une part dans le succès de la bataille de Coutras et voulut épouser la princesse de Navarre restée protestante ; sur le refus de Henri IV il épousa Anne, fille de Louis de Montalié et de Jeanne de Coesme (1). Il avait dix-neuf ans lorsque son mariage avec Mademoiselle de Nevers avait échoué. Françoise d'Orléans, chargée de ses propres enfants et de ceux du premier lit de Louis de Condé, se préoccupait de l'avenir de son fils aîné. Dès 1579 elle écrivait à la duchesse d'Uzès, Louise de Clermont : « mon fils vous supplie faire l'amour pour lui et vous souvenir de ce que lui avez promis ». Le comte de Soissons n'avait alors que douze ans ; il était avec sa mère à la cour de Nérac et là tout était précoce.

VI

Les raisons qui mettaient obstacle au mariage de Mademoiselle de Nevers et du comte de Soissons étaient de nature à faire réussir une alliance avec le duc de Rethelois. Ce projet était en outre favorisé par l'affection réciproque des deux sœurs survivantes de Clèves, Henriette et Catherine, attestée par leurs lettres

(1) Elle se remaria avec le prince de Conti, beau-frère de sa fille.

et par celles du temps. La maréchale de Retz écrit à la duchesse de Nevers : « la fidèle et parfaite amitié que votre sœur vous porte ne se peut égaler à quoi que ce soit, ni comparer que des bonnes, vertueuses et parfaites filles de Nevers ».

La duchesse de Guise écrivait à sa sœur qu'elle et son mari ne désirent rien tant au monde que l'alliance de leurs enfants, elle la supplie de s'y montrer aussi affectionnée qu'elle-même afin qu'elles soient « mères et tantes de leurs enfants, et sœurs s'aimant plus qu'il n'y en eut jamais au monde » Ce mariage sera très facile à accorder « si vous en avez autant d'envie tous deux comme nous en avons, mon mari et moi..... Adieu, mon cœur, je meurs d'envie de vous voir pour achever ce qui est commencé que nous désirons infiniment. »

Dans une autre lettre, elle dit que son mari le désire plus que chose au monde : « mes couches seront dans un mois, je vous conjure encore une fois, madame ma bonne sœur, qui ne m'avez jamais manqué, par toute l'amitié que vous me portez de venir voir votre pauvre sœur si affligée de tant de sorte de tourments qui me rendent si triste que je ne pense pas réchapper de mes couches si Dieu n'a bien pitié de moi ; ce me serait un regret insupportable de mourir sans vous voir, vous, madame, que j'aime plus que mon cœur et ma vie..... » Avec l'aide de Dieu et de sa bonne santé, la duchesse de Guise eut de bonnes couches, comme quatorze autres fois ; mais, comme le disait d'elle Catherine de Médicis : « Elle est aisée à prendre l'alarme »

Les lignes suivantes montrent encore avec quelle ardeur elle poursuit ces mariages : « Pourvu que nous puissions achever, et que vos enfants soient les miens, et les miens les vôtres, c'est tout ce que je demande Dieu m'est témoin si votre alliance ne m'est plus chère et plus désirée que la conservation de ma vie.... Je vous supplie que nous procédions sur ce fait en mère et tante que nous sommes à nos enfants et aussi en sœurs qui s'aiment plus qu'il n'y en eut jamais au monde..... »

Si la duchesse de Guise était ardente et passionnée pour sa famille, sa sœur était animée des mêmes sentiments ; elle remerciait le cardinal Charles de Bourbon de tenir la main aux mariages de ses neveux et nièces et le priait d'être présent quand on réglerait les conditions : « Si nous avions cet honneur que vous y fussiez, je crois que tout irait beaucoup mieux pour l'hon-

neur et le respect que nous vous devons, car il y a danger que les opiniâtretés y naissent. » Le duc de Guise, de son côté, écrit au duc de Nevers : « ...Je vous redirai encore ce coup que ce que je vous ai écrit par ma dernière de remèler notre sang ne me partira jamais de l'âme.... »

VII

Le vœu des familles ainsi exprimé les conditions du traité étaient à déterminer. Le 10 février 1586, M. de Nevers écrit à M. de Guise de vouloir lui déclarer sa résolution sur le mariage de leurs enfants afin qu'il puisse faire la sienne sans laisser tirer les choses en plus grande longueur, chacun demeurant libre de sa parole.

Les conseils chargés des intérêts des deux partis s'assemblèrent le premier mars pour faire un traité. On ne trouvait pas de graves difficultés quant au mariage de M. de Joinville avec Catherine de Gonzague Clèves; ils étaient en rapport d'âge et une dispense était facile à obtenir pour leur consanguinité. Toutefois M. de Nevers ne voulait donner qu'une dot de 150 mille écus, savoir 50 mille écus comptant et le reste au denier quinze; les cent mille écus restant en terres rachetables dans vingt ou trente ans en cinq paiements égaux; M. de Guise en demandait 200 mille.

Les choses ne se préparaient pas aussi bien pour le second mariage; M. de Rethelois n'avait que six ans et la fille aînée de M. de Guise en avait de onze à douze. On devait prévoir le cas où ce bonhomme de six ans parvenu à l'âge de se marier ne voudrait pas épouser M^{me} de Guise.

Il y avait là une éventualité de nature à préoccuper M. et M^{me} de Guise. Aussi, dès le 16 mars, ils dépêchèrent M. de Piepape, un de leurs officiers vers M. de Nevers pour proposer que M. de Rethelois épousât leur fille puînée au lieu de l'aînée, cette dernière aurait à attendre dix à douze ans, et si M. de Rethelois ne partageait pas la pensée de ses père et mère, « M^{me} de Guise resterait en vieil âge sur les bras de ses parents. » Au reste, elle avait six ans de plus que M. de Rethelois. Si la puînée venait à mourir, il trouverait toujours à épouser une de ses sœurs, « Dieu dans sa bonté a mis tant d'enfants dans cette maison de Guise qui se suivent de près. »

Il y en eut, en effet, quinze en dix-huit ans et le dernier naquit quelques mois après la mort de son père. Comment une femme qui avait eu tant d'enfants et à qui son mari écrivait toujours des lettres très tendres, aurait-elle eu une intrigue amoureuse avec Saint-Mégrin !

Comme moyen de déterminer le jeune duc parvenu en âge de puberté à prendre en mariage une de ses filles, le duc de Guise demandait pour mademoiselle de Nevers quatre cent mille écus de dot au lieu de cent cinquante mille, promettant de donner la même somme à sa fille quand elle épouserait M. de Rethelois.

Montholon, avocat de M. et de M^{me} de Nevers, fait observer que leur condition n'est pas semblable à celle de M. de Guise, car M. de Nevers paierait pour le premier mariage une dot très considérable, et si le second ne se faisait pas, M. de Guise n'aurait rien à payer. Serait-il en mesure de donner une pareille dot à chacune de ses filles qui sont nombreuses ; il n'en donne pas de garantie ? Ne peut-on pas craindre dans l'avenir un refus de mademoiselle de Guise, comme de M. de Rethelois ?

A cette dernière observation, les conseils du duc de Guise répondaient que le défaut d'accomplir le second mariage causerait plus d'inconvénients que le premier n'apporterait de profit.

Jacques Canaye, autre conseil des Nevers, disait que les filles de France n'avaient jamais eu plus de cent cinquante mille écus de dot.

M. et M^{me} de Nevers se refusaient à donner une dot de quatre cent mille écus, la trouvant excessive ; pour la payer, ils seraient obligés d'engager les plus belles terres de la maison ; jusqu'à ce moment, on n'avait pas donné de dot si importante. Ils tenaient à la fille aînée comme s'ils avaient pressenti en Louise de Lorraine l'historien des faiblesses de Henri IV ; le titre d'aînée était plus honorable et flattait davantage l'honneur de leur maison.

Elle n'avait pas cependant à espérer que l'aînesse de la maison de Lorraine lui arrivât, puisqu'elle avait quatre frères, et qu'en Lorraine le droit d'aînesse n'existait pas entre les filles.

Le cardinal de Bourbon avait désiré une alliance entre les Guise et les Nevers en vue de faire régner la religion catholique seule dans le royaume, par suite d'y affermir le paix. Le Parlement et tous les hommes qui s'y rattachaient pensaient de même. L'avocat Montholon écrivait au duc de Nevers : « Il est

nécessaire de conserver messieurs vos enfants en la religion catholique ; » et Jouvenel des Ursins : « Je me suis résolu de me réunir avec ceux qui s'emploient pour la conservation de la religion catholique, apostolique et romaine en laquelle je désire vivre et mourir. » C'était alors l'opinion des gens instruits, occupés, vivant du travail de l'intelligence et du négoce. Ils voulaient vivre dans la religion de leurs pères qui leur semblait attaquée uniquement par les mécontents et les ambitieux.

Le duc de Nevers était compté parmi les hommes les plus instruits de son époque ; il a sa place dans cette pléiade d'hommes habiles à manier la plume et l'épée, et dont Langey, Biron, Henri IV sont de brillantes personnalités ; il prit une part active à tous les événements de son temps, fut dévouée sans réserve au Roi, à la reine-mère et écrivait à celle-ci qu'il irait au bout du monde et emploierait mille fois sa vie pour son service ; ardent défenseur de la religion, il la servait à l'égal de Henri de Guise, mais en dehors de la Ligue, jugée par lui comme par le pape Sixte-Quint, une entreprise trop révolutionnaire. Malgré son dévouement à cet intérêt supérieur, que l'alliance projetée devait fortifier il n'accepta pas, ni la duchesse, les trouvant préjudiciables à l'honneur et à la considération de leur maison, les nouvelles propositions de M. et M^{me} de Guise ; ils refusèrent de prendre la fille puînée à la place de l'aînée et de donner une dot de 400 mille écus au lieu de celle de 150 mille qu'ils avaient promise.

Anne d'Este, mère de Henri de Guise intervint. La fille du duc de Ferrare et de madame Renée de France était meilleure catholique que sa mère ; veuve de François de Guise, de qui elle avait quatre enfants, elle s'était remariée à Jacques de Savoie, duc de Nemours (1) ; elle chercha à renouer le projet d'alliance ; elle écrivit au duc de Nevers qu'il n'a pas de raison de s'offenser de ce que son fils avait mis dans sa procuration que sa fille puînée serait destinée au duc de Rethelois ; la différence d'âge s'oppose à ce qu'il épouse l'aînée ; « le duc de Guise n'est pas si ennemi de sa fille aînée qu'il lui refusât un tel bien, si l'âge s'y rencontrait ; il n'est pas refroidi pour l'alliance, »

(1) Ils eurent Charles-Emmanuel, gouverneur de Lyon ; Henri, marquis de Saint-Sorlin.

Catherine de Lorraine (1) qui, à dix-huit ans (2), avait épousé Louis de Bourbon, duc de Montpensier, âgé de cinquante-sept ans, venait aussi en aide à son frère : « puisque l'âge s'oppose à l'honneur qu'il voudrait pour son aînée, qu'il le puisse recevoir pour sa seconde, que j'aime et tiens chère comme si c'était ma fille ; je parlerai en folle mère de vous dire, monsieur, que quand elle aura cet honneur de vous voir, vous n'aurez regret d'en avoir fait le choix... »

Les Nevers ne revinrent pas sur leur décision ; ils parurent profondément froissés des causes de la rupture. Henriette s'en explique à sa sœur avec la vivacité que cette dernière montrait pour arriver à la conclusion.... « ce qui me causerait plus de désespoir que mille et mille morts si j'avais autant de vies pour les recevoir, c'est la perte de votre bonne grâce..... monseigneur mon mari ne fut jamais si résolu de conserver votre amitié, tenant le gage qu'il vous donnait de sa foi, ses enfants, pour le témoignage assuré qu'il ne désirait que votre fortune, belle, heureuse et prospère.... vous l'avez récompensé de beaucoup d'ingratitude et fait paraître que le teniez en tel mépris qu'avez traité chose tout au contraire de ce qu'aviez promis.... si les mariages ne ne vous étaient agréables, il y avait bien autre moyen de s'en défaire.... »

Le duc de Nevers écrit à un ami qu'il n'a pas changé, que tel il a été au commencement, tel il est ; il a toujours suivi le grand chemin ; il connaît mais repousse le proverbe latin : *Qui vult discedere ab amico causam quærit*.

Le ton de la lettre de la duchesse de Nevers à sa sœur est exagéré ; le sentiment qui domine semble être plus le mécontentement que le regret. J'aime mieux l'entendre s'exprimer ainsi dans une autre lettre : « ...Quoiqu'il arrive, vous me trouverez toujours aussi prompte à vous rendre le devoir qu'une sœur vous aimant extrêmement peut et doit. »

Le duc de Guise accepte la rupture sans regrets : « Je vous dirai, écrit-il à un destinataire qui ne m'est pas connu, que le traité d'entre M. de Nevers et moi pour le mariage de nos enfants est rompu à mon très grand contentement, parce que, grâce à

(1) Sœur de Henri de Guise ; alors veuve depuis trois ans.

(2) 4 février 1570.

Dieu, ç'a été sans avoir manqué aucunement à ma parole donnée, comme pour rien au monde, je n'y eusse voulu défaillir, encore que je souffrisse une extrême regret de m'y être obligé.... je suis libre de ce côté et vous puis redonner ma parole, comme, de fait, je vous la donne par la présente pour traiter avec M. de Montmorency du mariage de ses enfants avec promesse de tenir ce que vous aviserez pour le mieux.... autrefois le sieur de Montmorency m'a fait dire qu'il ne désirait qu'une occasion semblable pour s'établir et s'emparer dans son gouvernement des places que les hérétiques y tiennent... »

VIII

Le mariage ne se fit pas entre mademoiselle de Nevers et le prince de Joinville. Deux ans après, le duc de Guise aurait voulu que son fils épousât la nièce du pape ce qui n'eut pas lieu. Bientôt le fils succéda au titre de son père assassiné à Blois. En 1610, il épousa Henriette de Joyeuse, fille du duc (1), veuve de Henri de Bourbon, duc de Montpensier.

Comment les deux sœurs, si tendrement unies, ne parvinrent-elles pas à faire contracter à leurs enfants une alliance qu'elles disaient désirer avec passion ? La politique dictait alors les alliances. Dans les luttes continuelles de cette époque, chacun avait besoin d'appuis ; on cherchait des amis et des partisans et toutes les occasions de s'en faire étaient saisies avec empressement. Henri de Guise voulant venger la mort de son père, imputée par l'opinion du temps à l'excitation de Coligny, chef des protestants (2), s'efforçait d'entraîner Nevers ; ses lettres en témoignent : « ...Ce porteur vous dira la peine où nous sommes de votre irrésolution, combien elle nous coûte, et nous menace et à vous

(1) Frère Ange « qui prit, quitta, reprit la cuirasse et la haire », veuf à 20 ans, il s'était fait capucin ; Henri IV le fit maréchal de France. Le 2 janvier 1600, M^r l'évêque de Nevers écrit à la duchesse de Nevers :

« Le père gardien des Capucines de Paris m'a promis de vous donner un prédicateur à Nevers pour le Carême... il m'a dit aussi que s'il y eût un moyen de décharger père Ange, jadis Monsieur de Joyeuse, de la promesse qu'il a fait à Saint-André-des-Arts, il eût été aise d'y aller pour l'amour de Dieu et pour l'amour de vous, et que ce sera pour le carême suivant.... » 1608.

(2) Lettre de Robertet du 23 février 1568 au duc de Nemours : « ...C'est M. l'amiral, ce dit le paillard qui l'a fait, qui le lui a fait faire... »

de ruine ; considérez la fortune misérable où vous abandonnez votre femme et ce qui sort de vous,.. Quant à ce que je vous ai mandé de vos enfants, je le veux et désire, ma femme encore plus.. »

Une autre fois : « Je m'en vais assembler nos forces de toutes parts en diligence, afin d'être prêts à conclure le bâton à la main qu'il faudra puis après décharger sur ceux de la religion ou de poursuivre nos desseins par une guerre qui ne saurait être qu'à l'avantage de notre parti.... »

Louis de Guise, de son côté, s'élève contre ceux qui sont « tombés à ce passe-temps si grand et si honorable que branler les jambes sur les coffres de l'antichambre. »

Le duc de Nevers ne se laissa pas entraîner ; soit que sa pénétration lui eût fait entrevoir l'issue de la Ligue ; soit que sa conscience l'empêchât d'embrasser un parti repoussé par le roi et condamné par le pape, il demeura fidèle à Henri III, le véritable représentant de l'autorité traditionnelle, disputée à la vérité, mais forte par la coutume. Ainsi fixé dans sa ligne politique, il ne chercha pas à se rapprocher des Guise, et l'alliance projetée, poursuivie sans entraînement, ne se fit pas.

IX

Les prétendants ne manquaient pas auprès de mademoiselle de Nevers ; la demande du duc et de la duchesse de Guise pour son fils était à peine repoussée que Catherine fut recherchée par un grand personnage, François de Bourbon, duc de Montpensier. Ce prince zélé catholique et dévoué au Roi, n'eut jamais les hésitations de son cousin issu de germain, Antoine de Navarre, encore moins les idées d'opposition du prince de Condé.

Le 18 juin, il écrit au duc de Nevers : « Je ne puis assez humblement vous remercier de ce qu'avez agréable l'alliance que j'ai fait rechercher et désire s'effectuer et s'accomplir.... »

Cinq années auparavant le père du duc de Montpensier, Louis de Bourbon, et le duc de Nevers avaient eu quelques démêlés qu'on ne peut s'empêcher de rappeler en peu de mots. En 1575, Monsieur, frère du roi, s'était retiré mécontent de la Cour. Le Roi donna l'ordre aux ducs de Montpensier et de Nevers de le ramener ; bientôt l'accord se fit entre les deux frères. Montpen-

sier s'étant rencontré quelques années après avec Monsieur, celui-ci dit qu'il leur avait beaucoup d'obligations à tous deux d'avoir accommodé cette affaire plutôt que d'avoir usé de moyens de rigueur. Le duc de Montpensier répondit que s'il eût suivi les sentiments de Nevers, les choses se seraient passées avec plus de danger pour lui. Nevers, instruit de ces paroles fit assurer Monsieur de sa fidélité et ajouta que celui qui avait dit le contraire avait menti.

Grand émoi dans les deux familles inutile à retracer ici : chaque chef avait ses partisans qui la soutenaient. Le roi de Navarre était d'avis que Montpensier devait monter à cheval et aller forcer et contraindre par les armes M. de Nevers à se dédire et à désavouer ses paroles. Henri, roi de Navarre, était alors âgé de vingt-six ans et tel que le dépeint une lettre de sa tante, la veuve du prince de Condé : « Le roi de Navarre est fort crû (1), et fait homme, ayant de la barbe qui lui change à mon avis le visage qui, toutefois, est toujours beau. »

« Mon mari s'est déclaré pour Monsieur mon frère en présence du Roi et de tous ceux qui sont pour l'autre parti, » écrit à la duchesse de Nevers, sa sœur, de Guise : « il a fait voir que le manifeste que l'on trouvait si mauvais est bien fait, et que, c'eût été lui, il l'aurait fait de même, les plus aigres ont été par ses raisons adoucis. »

Comme toujours, comme partout, des gens attisaient le feu. Louis de Crillon (2) écrit : Il y a de grands brouillons ; ils sont bien aises de vous voir mal avec M. de Montpensier et peut-être éloignés d'auprès du roi ».

Des avis plus sages furent heureusement écoutés ; le cardinal Charles de Bourbon supplie Nevers de finir cette querelle : « Vous le pouvez à votre honneur. »

Henri III intervint ; il écrit à Nevers : « Je désire l'accord parce que Montpensier, mon oncle et vous, m'êtes très chers... Vous m'aimez tant que suivrez en cela ma volonté, »

La reine désirait aussi que l'affaire s'arrange « pour le contentement de vous deux et de nos maisons. »

(1) Cette expression était alors très usitée : Louis XIII répond à sa mère qui lui disait : « Que vous êtes fait grand depuis que je ne vous ai vu. » « Je suis crû Madame, pour votre service. » — « M^{me} de Sévigné, dit Chesnières, a trouvé mes arbres crûs. »

(2) On écrivait Crillon ou Grillon.

La réconciliation s'opéra entre deux chefs dévoués dont les services étaient utiles au roi. Quelques années après un projet d'alliance était formé entre les enfants.

Le duc de Montpensier, âgé de quarante-quatre ans et veuf de Renée d'Anjou, demandait en mariage Catherine de Gonzague-Clèves, et pour son fils, Henri, prince de Dombes, mademoiselle Henriette, sa sœur.

Les articles pour les deux mariages furent dressés par Montholon et soumis aux parties.

En juillet intervient un acte destiné à sceller la réconciliation des deux familles. Le duc de Nevers « promet et jure, qu'effectué le mariage du duc de Montpensier et de sa fille aînée, de se réunir à lui et à son fils, d'être ami de leurs amis, ennemi de leurs ennemis.... »

Ces préliminaires n'amenèrent pas de conclusion. Comme les deux précédents, ces deux projets de mariage furent l'objet de négociations et ne se réalisèrent pas. Le duc de Montpensier resta dans son veuvage, jusqu'à sa mort survenue six ans après. Son fils, Henri, parvenu en âge de se marier, ne rechercha pas Henriette de Gonzague, il épousa Henriette, fille de Henri, duc de Joyeuse ; devenue veuve, elle se remaria à Charles, fils de Henri de Guise, comme il a été dit ci-dessus.

X

Catherine de Gonzague-Clèves, qui avait manqué d'épouser d'abord le comte de Soissons, puis le fils aîné de Henri de Guise, enfin le duc de Montpensier, fut recherchée par un prince étranger aux intrigues de la Ligue et serviteur fidèle de Henri de Navarre, par Henri d'Orléans 1^{er}, duc de Longueville (1), et j'ai hâte d'ajouter pour le lecteur qui s'intéresse à cette princesse qu'elle n'eut pas le sort de la reine Elisabeth d'Angleterre.

Cette fois le mariage s'accomplit ; il fut célébré le 1^{er} mars 1588 ; le même jour, la troisième sœur du jeune duc, épousa Charles de Gondy, marquis de Belle-Isle, fils aîné du maréchal de Retz. On

(1) Longueville, près Rouen, duché en 1505, en faveur de la Maison d'Orléans-Dunois. Henri était fils de Léonor, qui avait pour sœur Françoise, mariée à Louis, 1^{er} prince de Condé.

sait que bientôt veuve elle se retira au couvent de la Visitation, à Toulouse.

Quoique Catherine de Gonzague-Clèves eût manqué plusieurs mariages, il n'y avait pas de temps perdu ; comme le duc de Longueville, elle avait vingt ans, étant née dans les premiers jours de janvier 1568, à Nevers. « ...Dieu m'a fait cette grâce que je suis accouchée d'une fille non sans grand travail et peine » écrit le 23 janvier, Henriette de Nevers, à la duchesse de Ferrare.

Le baptême avait été une véritable fête pour la ville, tant les cérémonies religieuses tenaient alors de place dans toutes les existences ; les rues étaient couvertes de voiles et tendues de tapisseries des deux côtés ; de distance en distance, des portiques de feuillage, surmontés d'écussons ; un immense cortège : les gens d'église, quatre cents arquebusiers conduits par Jehan Tenon, fils de Guillaume Tenon, échevin de la ville, messieurs de la justice, les conseillers et officiers de la ville, des gentilshommes ; le comte de la Mirande représentant le Roi portait mademoiselle de Nevers, madame la princesse de Portien, sa tante était com mise par la reine-mère. J'abrège les détails du baptême pour en venir à ceux du mariage.

En mariant leur fille, le duc et la duchesse de Nevers lui constituèrent en dot 260 mille écus d'or, somme bien supérieure à celle qu'ils avaient voulu lui donner deux ans avant pour épouser le prince de Joinville. A l'instant du mariage furent payés 30 mille écus d'or, et dix mille écus en bagues et meubles. La Terre de Coulommiers en Brie fut donnée pour 120 mille écus. Pour les 100 mille écus restant on payait deux mille écus de rente par an. Le duc de Longueville donna un douaire de quatre mille écus d'or de rente ; le roi fit un don de cent cinquante mille écus ; Henri III était très généreux et donnait sans compter ; furent présents : des cardinaux, des ducs, les maréchaux de Biron et d'Aumont, la duchesse de Guise : « Je suis très aise, lui écrit son mari, que vous vous soyez comportée avec toute modestie au mariage de M. de Longueville et de mademoiselle de Nevers duquel je me réjouis bien fort et le trouve très à propos.... »

La valeur de l'écu d'or (1) était alors de 60 sols ou trois livres ; la dot de Mademoiselle de Nevers valait 780 mille livres. Une

(1) Edit de Henri III de 1578,

somme d'argent avait, en 1588, une puissance six fois plus grande que la même somme aujourd'hui; c'était donc une dot de quatre millions et demi de notre monnaie que donnaient les Nevers; ces dots fort rares alors sont de nos jours fréquentes dans le monde de la finance où l'on arrive à réaliser d'immenses fortunes au moyen des capitaux qui s'accumulent tous les jours. Louis de Gonzague et Henriette de Clèves avaient richement doté leur fille aînée, l'aînesse dans leurs idées et dans celles du temps étant tenue en grand honneur.

Une lettre de Françoise d'Alençon, duchesse de Vendôme, écrite en 1550 à sa fille, Marguerite de Bourbon, duchesse de Nevers, peut aider à apprécier l'importance des biens des Nevers : « Ma fille, ma mie, la mort de la reine de Navarre m'a rendu la légitime d'Armagnac qui sont trois mille livres de rente. Ce ne sont les grands biens qui vous viennent, mais, ma mie, je me contente... Il est vrai qu'il vous advient et avez de cette heure tant de biens par monsieur de Nevers que vous pouvez dire la dame de France qui, en cela, n'a son pareil. Mais si Dieu, vous les ôtait..., vous savez, Margot, comme j'ai fait toute ma vie... »

Les cent cinquante mille livres de revenu de la maison de Nevers en regard des trois mille livres de la légitime d'Armagnac expliquent l'opinion de Françoise d'Alençon, mais ce qui, dans cette lettre, domine tout et mérite d'être retenu, c'est le passage : « Ma mie, je me contente... » De nos jours où trouve-t-on ces sentiments ? Il faudrait peut-être les chercher chez les égaux de Françoise d'Alençon.

XI

Cette grande fortune de la maison de Nevers n'était pas sans supporter des charges. Des dettes emportaient une bonne part du revenu. En 1563, Jacques de Clèves demandait main-levée de la saisie de ses biens opérée par les créanciers de son père; il promet que trente mille livres de rente resteraient affectés à payer les arrérages des rentes et partie des dettes. Le Conseil du roi charge les conseillers Séguier et Lamoignon d'aviser avec les créanciers à vendre quelques terres. Le 26 juin 1564, Catherine de Médicis écrit aux conseillers Séguier et Lamoignon, les prie d'appeler les sieurs du Rezay, bailli du Nivernais, La

Herbaudière, Bigot, Palluau, anciens serviteurs de la maison du duc de Nevers et de mettre ordre à ses affaires.

Louis de Gonzague, devenu le chef de la maison de Nevers, et sa femme entreprirent courageusement de rétablir leur fortune ; la lettre suivante, adressée le 8 septembre 1586 au Président Chandon montre les difficultés qu'ils avaient à surmonter : « Ayant travaillé plus que ma santé ne pouvait porter pour redresser nos affaires domestiques, je me suis trouvé tellement affaibli que je cherche le repos. Je le puis maintenant que j'ai détourné de moi le continuel tourment où me tenait l'incertitude des moyens de vivre du lendemain... les affaires domestiques de notre maison seront réglées par moi et par la duchesse qui ne sera plus tourmentée du souci perpétuel de manquer d'argent comme précédemment. »

Les espérances du duc ne se réalisèrent qu'en partie ; sa fortune ne fut pas à l'abri des difficultés. Sa mort survenait en 1595, et, dans l'intervalle écoulé entre cette date et 1601, la duchesse écrivait à son fils : « J'attends ce soir votre sœur de Longueville. Je désire que vous fassiez en sorte d'être payé de votre pension et tiriez le plus que vous pourrez de nos assignations, car si vous ne le faites en notre présence, il ne faut pas que vous pensiez jamais en rien avoir ; si vous n'en tirez de l'argent, je ne pourrai aucunement subvenir à votre dépense n'en ayant pas seulement pour fournir à la mienne. » Ce fils, qui était devenu duc de Nevers par la mort de son père, écrivait à sa mère en 1597 : « ...Je vous supplie, madame, de vouloir commander que l'on me fasse quelque habillement, car je n'en ai qu'un qui ne vaut guère... » C'était, du reste, le ton du moment ; Henri IV n'écrivait-il pas que son pourpoint était troué au coude ; et Henri de Guise à sa femme : « Je n'ai ni argent ni chemise... Je ne puis me repaître de paroles, mais de beaux écus bien larges et pesants que vous m'enverrez dans six jours ou dans douze Marchais sera vendu... »

Henriette, seconde fille de Louis de Gonzague, se trouvait peu après son mariage dans une position non moins gênée elle se plaint à sa mère des saisies « lesquelles empêchent que l'on ne peut rien avoir. »

Vers le même temps, les meubles de la duchesse de Nevers étaient saisis et un arrêt du Conseil d'Etat du roi de 1599 s'occupe

de cette saisie. La duchesse dût, cette année, vendre Saint-Valery et autres terres de la Picardie ; elle en obtint 60,000 écus.

XII

D'où venait cette gêne dans une famille placée dans une haute situation auprès du Roi et dans le royaume, qui possédait des duchés, des comtés, des baronnies, de châtelainies.

Le désordre dans les fortunes tenait à des causes qui sont de tous les temps et à d'autres qui étaient produites tant par les mœurs que par le fait d'une époque fort troublée.

D'abord il ne faut pas donner trop d'importance à ce nom pompeux de seigneurie ; toute terre, si petite fût-elle, qui ne relevait pas d'une autre avait été dans l'origine qualifiée Seigneurie et conservait cette qualification. Bien des comtés ne rendaient pas plus de mille livres et des baronnies trois cents ; ces grands noms cachaient souvent de faibles revenus.

Les marques de la munificence royale qui s'étaient dans les contrats restaient parfois à l'état de promesses. En 1578, Louis de Gonzague attendait encore cent mille livres sur le don que lui avait fait le roi à l'occasion de son mariage. Quatre ans après le mariage de madame de Longueville, les cent cinquante mille écus, provenant du don du Roi n'étaient pas encore payés ; les 30,000 livres promises par Louis XI à Engilbert de Clèves pour son mariage avec Charlotte de Bourbon ne l'étaient pas davantage après 99 années écoulées, ni enfin la dot promise à Bonne d'Artois lors de son mariage avec Philippe, comte de Nevers, en 1413. La dot d'Elisabeth fille de Henri IV, mariée à Philippe IV, ne fut jamais payée, et, si Louis XIV s'empara de la Flandre, c'est en compensation de la dot promise et non payée à l'infante Marie-Thérèse, sa femme. Comme dit M^{me} de Sévigné, « ces écus fort souvent ne font qu'honorer le contrat ».

Il en était de même des rançons. Louis de Gonzague, fait prisonnier à Saint-Quentin, avait dû payer 50 mille écus pour la sienne, il n'en fut remboursé qu'après vingt ans. Paul de Termes, prisonnier vers le même temps, demande de l'argent au duc de Guise, lui disant « que, sur son état de maréchal de France, personne ne lui prêterait un teston... Je ne sais plus de

quel bois faire flèche tant pour vivre et payer ce que je dois ici que pour mander ma femme en ma maison. .. »

La maison du duc de Nevers était très coûteuse. Un état des gens de sa suite du 22 mars 1594. comprend 146 personnes appointées ou gagées et défrayées de leur dépense de bouche, et autant de chevaux. On trouve un chambellan, un conseiller, quatre écuyers, au nombre desquels Doissonville (1), quatre pages, un médecin, un aumônier, un apothicaire, un tailleur, un boulanger, un pâtissier, des muletiers, des charretiers, des laquais. Les écuyers, outre la nourriture, un homme et deux chevaux avaient 66 écus, un valet de garde-robe, 18; le médecin en avait 200 et deux chevaux : l'apothicaire 48 et un cheval; l'aumônier 33 et un cheval.

Les grands personnages faisaient élever dans leur maison les enfants de gentilshommes peu riches. Le 9 août 1593, Nicolas d'Angennes, seigneur de Rambouillet, remercie le duc de Nevers de ce qu'il veut bien avoir agréable que son fils soit nourri auprès de Mgr le duc de Rethelois.

En ce temps-là les douaires, les pensions viagères à payer dans les grandes familles étaient souvent très élevés et emportaient le plus clair du revenu. En 1567, les biens des Nevers payaient un douaire de dix-mille livres à la duchesse de Longueville (2), un de cinq mille à la duchesse de Nevers-Montpensier (3), un de quatre mille à la duchesse de Nevers-Bouillon (4).

Ces douaires prenaient fin, mais ce qui, au contraire, allait croissant, c'étaient les rentes constituées. Dans un état des dettes du duc de Nevers, on voit que les rentes ont augmenté chaque année, et la cause en est ainsi énoncée : « Pour faute de fonds de l'année précédente. »

On empruntait un capital et on constituait une rente remboursable au gré seul du preneur qui était tranquille, mais allait s'obérant. Le duc de Nevers s'était grevé d'une rente de 2281 écus

(1) Ancienne orthographe de d'Haussonville.

(2) Marie de Bourbon, d'abord veuve du duc d'Enghien, puis de François I^{er}, duc de Nevers, qui l'avait épousée le 2 octobre 1560.

(3) Anne de Bourbon, veuve de François II, duc de Nevers; elle l'avait épousé le 6 septembre 1561.

(4) Diane de Lamarck, fille du duc de Bouillon, veuve de Jacques de Clèves; elle se maria à Henri de Clermont-Tallard, puis à Jean Babou, comte de Sagonne.

pour le voyage de Pologne, à la suite du duc d'Anjou ; d'une de 500 pour donner l'état de Maître des requêtes à Chandon ; d'une de 333 écus pour faire un don à Montholon ; d'une de 1500 écus pour un voyage d'Italie ; d'une de 2112 écus pour accompagner la reine-mère en Poitou ; d'une de 2377 pour un voyage en Picardie, fait avec le Roi ; d'une de 4 à 500 écus pour les frais de noce de sa fille ; d'une autre pour sa blessure. En 1588, le duc de Nevers payait, en rentes, 25 mille écus de plus qu'au moment de son mariage. Au denier douze (1) taux de l'époque, c'était un capital de trois cent mille écus.

En même temps qu'il se chargeait de nouvelles rentes à servir, il diminuait son patrimoine pour rembourser d'anciennes dettes ; ainsi, en 1578, il avait déjà aliéné trois mille écus de rentes sur Paris ; la terre d'Aspremont, dont M. de Lorraine s'était chargé pour 40 mille livres, calculant le revenu ordinaire au denier trente ; la terre de Buc achetée par le chancelier de l'Hôpital pour 40 mille livres ; Saint-Brisson et Pierrefite par le président Seguin pour 84 mille livres ; Brion par M. de Chaulnes pour 74 mille livres ; Thisy en Beaujolais, par Claude de Rébé, écuyer, et plusieurs autres. En ce temps-là, beaucoup de terres passèrent des anciens seigneurs aux mains des capitalistes qui, ayant placé leur argent au denier douze, s'enrichissaient promptement, achetaient des fiefs et en prenaient les noms.

Les revenus des terres, pour faire face aux dépenses, étaient irrégulièrement payés, parce que dans cette époque si troublée de la seconde moitié du seizième siècle, les champs étaient dévastés par les partis contraires, malgré les traités faits entre les chefs pour respecter les laboureurs, leurs bestiaux, leurs instruments, leurs travaux et leurs récoltes. Les populations, pour se soustraire à ce désordre, commencèrent à émigrer vers les villes et vers le Nouveau-Monde à la recherche des mines d'or, et La Boétie pouvait écrire vers 1580 ; « autrefois la noblesse habitait les champs. » Les Etats, tenus à Blois en 1576, demandent au roi de ne pas permettre à la noblesse de suivre la Cour, mais de la renvoyer dans les campagnes, comme au temps du roi Louis XII.

(1) On payait l'intérêt à raison de 8 0/0 ; les terres étaient vendues d'après un revenu de 3 et un tiers.

Les gages des hommes d'armes n'étaient pas mieux payés. Ceux de lieutenant-général et de gouverneur de la Champagne étaient de 333 écus par mois, à peu près la solde d'un de nos chefs de corps d'armée en campagne. Le duc de Nevers avait bien une pension de huit mille livres, mais il ne touchait une annuité que tous les trois ans. Fourquevaux, ambassadeur à Madrid, écrivait : « Je suis contraint de vendre mon bien pour ne faire honte à la charge d'ambassadeur ». François de Noailles, ambassadeur à Venise, adressait les mêmes plaintes. Le duc de Nevers, sur sa fortune personnelle, devait souvent faire face à l'insuffisance des deniers du roi ; en novembre 1590, il fit vendre sa vaisselle d'argent pour payer les Suisses du régiment de Soleure ; elle pesait 138 marcs et fut vendue 878 écus.

La duchesse de Nevers, comme toutes les dames de la Maison de la Reine, figurait sur l'état des « gaiges », mais aucune n'avait plus de 800 livres. Certaines, quoique très grandes dames, comme la maréchale de Brissac, n'en avaient que 400.

Le roi manquant d'argent en demandait à ceux qui l'apportaient, parfois à titre de don, parfois à titre de prêt. Un emprunt sur les plus riches de la Cour et des grandes villes était la première ressource à laquelle on avait recours dans un besoin pressant d'argent. François I^{er}, Henri II, Henri IV en usèrent ainsi. On obtenait très peu par ce moyen, mais c'étaient les idées économiques du temps. En 1581, le duc de Nevers constitue une rente de 1833 écus « pour donner au roi ». En 1567, il prête au roi cent mille livres au denier douze pour mettre les étrangers ennemis hors du royaume ; en 1578, prêt de quatre cent mille livres au roi pour acquitter ses dettes ; en 1588, prêt au roi de 49.222 écus. Les dettes de Henri III étaient alors de cinq millions d'écus. Les Etats-Généraux, ne tenant aucun compte de sa promesse de régler sa maison, de se réduire à un chapon, au lieu de deux, à son diner, exigèrent la suppression de 2.666.000 écus d'impôts. Par cet exemple comme par beaucoup d'autres, on voit que les impôts n'avaient pas alors la permanence qu'ils ont de nos jours où, une fois mis, on ne les enlève plus, tandis qu'au seizième siècle, on les supprimait quand avait cessé la cause qui les avait fait établir.

Ces prêts étaient plus ou moins bien remboursés. A la vérité, Henri IV disait : La Noue : il faut payer ses dettes, je paie bien

les miennes ; mais ce n'était pas sans risques que les amis du roi trouvaient de l'argent dans cette époque de désordre, souvent ce n'était qu'à des taux énormes.

Le désir de conserver les terres dans la famille était encore une des causes des dettes. La faculté d'exercer le retrait lignager en permettant de rentrer dans des biens sortis de la famille donnait aussi une facilité de s'endetter parce qu'on n'avait pas toujours l'argent nécessaire et qu'il fallait l'emprunter, c'est ce que fit, en 1567, le duc de Nevers pour les terres de la Guerche et Pouence, aliénées par Anne d'Alençon, sa grand'mère, au maréchal de Brissac ; il emprunta 70 mille écus à des banquiers de Lyon, sous la condition de se charger de 184.816 livres de dettes du grand parti.

Mais de toutes les causes de la gêne des familles, la principale était les procès ; ils étaient longs et dispendieux, certains interminables et passaient d'une génération à une autre. Engilbert de Clèves et le seigneur d'Albret, son oncle, ayant eu un différend, se disputèrent les armes à la main, puis vinrent devant le Parlement, enfin le roi Louis XII dut intervenir et, par un double mariage, fit cesser le procès.

Le duc de Nevers en avait un contre le roi de Navarre pour les successions de Foix et d'Albret. En 1566, Catherine de Clèves intente contre sa sœur Henriette une demande en restitution de partage des biens de leur père ; l'affaire ne fut arrangée qu'en 1584. « Soyez bonne sollicituse de nos procès, car nous en avons bon besoin.... trottez incontinent, » écrit Henri de Guise à sa femme

Marie de Bourbon, duchesse douairière de Longueville, entretenait la duchesse de Nevers de ses procès avec Madame de Nemours.

Ces procès, qui ne sont plus dans les habitudes de notre siècle, se sont continués longtemps dans certaines grandes familles. Ce sujet revient bien souvent dans les lettres de M^{me} de Sévigné, écrites cent ans plus tard : « N'oubliez point de solliciter le petit procès et de bien compter sur vos doigts les moutons de votre troupeau » écrit-elle à M^{me} de Grignan.

Louis de Gonzague avait sept Conseils pour suivre ses affaires et ses procès : le président Chandon rétribué à 1200 livres par an, les avocats Canaye (1) et Montholon et quatre autres. Chandon

(1) Ambassadeur à Venise en 1602.

avait fait les mémoires et factums dans plusieurs grands procès : dans celui contre Brissac qui avait été perdu, dans celui contre le duc de Montpensier, à propos de Montmelas (1) ; un autre contre la reine d'Ecosse ; un contre François de Montmorency, qui avait repris le procès de son père. Chandon se trouvait mal rétribué et s'en plaint dans une longue lettre. C'est vers ce temps que les avocats commencèrent à exagérer leurs demandes d'honoraires. Sully dit que ceux qui avaient plaidé un procès pour le duc de Luxembourg « furent assez hardis pour exiger 1500 écus. » Leurs successeurs les firent regretter et quelques années plus tard, La Fontaine put écrire :

Mettez ce qu'il en coûte à plaider aujourd'hui,
Comptez ce qu'il en reste à beaucoup de familles.

La gêne éprouvée par Louis de Gonzague et Henriette de Clèves ne leur était pas particulière. Leur fils écrit qu'il est dans la nécessité de laisser son équipage en gage. Marie de Clèves, moins riche que sa sœur, comme nous l'avons vu, avait éprouvé les mêmes embarras ; elle avait apporté à Henri de Bourbon des terres évaluées 28 mille livres de rente ; comme ses sœurs, elle avait été vêtue et baguée à dix mille livres ; elle écrit au duc de Nevers, son beau-frère, que son mari n'a état ni pension du roi, que toutes leurs terres sont saisies, il n'a été possible de trouver de l'argent ni sur bagues, ni sur vaisselles, « toutes personnes craignent de contracter avec nous pour le peu de sûreté qu'il y a...., il vous plaise prendre pitié du pauvre état de nos affaires, nous faire donnée main-levée sans laquelle je prévois qu'il arrivera pis... »

Un pareil état me paraît contredire les inventions et les insinuations du poète Desportes sur une femme morte en couches après deux ans de mariage ; elles me paraissent accueillies trop facilement par les historiens de nos jours. Il est plus juste de juger cette princesse par quelques extraits de lettres du duc de Nevers, son beau-frère.

Etant au siège de La Rochelle où il fut blessé, il lui écrit le 21 mars 1573 et se réjouit « de la nouvelle conduite de son mari

(1) Vendu en 1566, moyennant le prix de 29.500 l.

autant qu'il a été marri de l'ancienne. . » Le 27 juin, il lui donne les conseils qu'elle lui a demandés entr'autres celui d'éloigner des personnes que son mari désire ne pas voir près d'elle. Six jours après, nouvelle lettre dans laquelle il parle du contentement du prince d'être rapproché « d'une si belle et si vertueuse princesse qu'il aime autant qu'elle le mérite et il l'a prouvé sachant qu'il ne faisait que son devoir. »

L'année suivante, cette belle princesse mourut en couches ; à cette occasion, le duc de Nevers écrivait à sa femme : « . . Je pense que Dieu veut nous éprouver comme il fit pour le patient Job... je n'eusse jamais estimé devoir regretter tant la perte de cette bonne et heureuse princesse votre sœur comme j'ai fait..... m'appuyant sur mon bâton de la foi, je dirai : *Fiat voluntas tua, Domine....* Cette douce et sage princesse a fait une si sainte fin, ... Bien heureux donc est cette immaculée... » c'est plutôt par ce témoignage précis que par les inventions du poète Desportes que doit être jugée Marie de Clèves ; en les comparant on ne peut s'empêcher de penser avec Montesquieu que les poètes sont de mauvaises sources d'information pour un historien.

XIII

Après m'être trop longuement attardé sur les causes de désordre dans les grandes fortunes et essayé une réhabilitation juste de Marie de Clèves. j'ai hâte de revenir à Catherine de Gonzague-Clèves, depuis peu duchesse de Longueville et de la suivre dans sa nouvelle situation. Ce fut sa destinée que le commencement de son existence comme la fin serait attristé par une peine injuste. Après plusieurs mariages projetés et non réalisés, celui qu'elle effectua avec le duc de Longueville l'amena à Amiens dont son mari était gouverneur en survivance. Ce voyage aboutit à un résultat malheureux pour les deux familles.

Le duc de Nevers avait été nommé gouverneur de la Picardie comme l'homme le plus capable de maintenir cette province dans la puissance du Roi. Obligé d'aller en Poitou prendre le commandement d'une armée, il se fit remplacer par le duc de Longueville. Celui-ci appelé par les devoirs de sa charge à Saint-Quentin, avait laissé à Amiens les duchesses de Longueville, sa mère et

sa femme, le comte de Saint-Pol son frère, et ses trois sœurs. Survient la nouvelle de l'assassinat du duc et du cardinal de Guise (24 décembre 1588), aussitôt les habitants se soulèvent, s'emparent de la famille du gouverneur, l'emprisonnent et la traitent avec rigueur, même avec cruauté. L'évêque La Martonie fut un des plus durs.

Madame de Nevers fit supplier Madame de Nemours (1) de venir en aide à la délivrance de sa fille, elle répondit qu'elle ne pouvait s'y employer. M^{me} de Longueville avait dû être échangée contre M. de Sesseval, prisonnier de M. de Longueville, mais la duchesse de Guise, sa propre tante, demanda qu'on ne la rendît que lorsque son fils, prisonnier du roi, serait délivré. Cela fut ainsi décidé au grand crève-cœur de M. et M^{me} de Nevers qui avaient eu pour elle, surtout dans son veuvage, l'affection d'un père et d'une mère.

Madame de Longueville était mariée depuis dix mois à peine, lorsqu'éclata le soulèvement d'Amiens ; elle était détenue très sévèrement et séparée du reste de sa famille ; elle n'avait que deux fort petites chambres pour coucher, manger et prier Dieu, ses femmes, et elle ; elle n'avait pas pu entendre la messe de tout le carême ; depuis peu elle allait à l'église conduite par des échevins. Sa belle-mère avait essayé de s'évader, elle était même parvenue jusqu'à trois lieues de la ville. Reconnue, arrêtée par des paysans et ramenée à Amiens, elle fut exposée aux injures de la population, menacée d'être jetée à l'eau, frappée et réintégrée dans une prison rigoureuse. La duchesse de Longueville, à qui l'on faisait subir ces ignobles traitements, tant étaient violentes les passions de la Ligue, était Marie de Bourbon, veuve du duc d'Enghien, puis de François, duc de Nevers, enfin de Léonor d'Orléans ; elle était alors parvenue à l'âge de 50 ans. M. de Saint-Pol, son fils, put s'évader.

Le duc de Nevers avait tout essayé pour obtenir la délivrance de la famille de Longueville, mais inutilement, même l'intervention du Pape ; il ne lui restait plus d'autres ressources que de fortifier le courage de sa fille ; il lui écrivait : « Ma bonne fille, il faut espérer de Dieu toute consolation.... » Elle lui répond : « Je ne reçois point d'ennui pareil à celui de voir le déplaisir que vous

(1) Anne d'Este, veuve de François de Guise, tué à Orléans, remariée au duc de Nemours.

cause ma captivité.... » Quelques personnes apportaient des adoucissements à la prison de la duchesse, lui faisaient parvenir des nouvelles, entr'autres madame de Mailly que le duc de Nevers remercie « de l'assistance que donnez à ma misérable fille » ; il lui envoie quelques émaux. . M^{me} de Saint-Janvrin était aussi une amie secourable aux prisonniers.

Mesdames de Longueville restèrent prisonnières tant que la Ligue put résister à Henri IV. Enfin, l'Espagne, n'ayant plus de secours à envoyer pour la soutenir, les habitants d'Amiens furent intimidés par l'approche de troupes commandées par M. de Nevers et par M. de Longueville, il les remirent en liberté le 22 janvier 1592.

Catherine de Gonzagne-Clèves mariée à vingt ans, séparée au bout de dix mois de son mari, retenue comme ôtage par les ligueurs, rendue à la liberté et à son mari après une captivité de plus de trois ans, excite toutes nos sympathies ; Henri d'Orléans dont on n'a encore guère parlé ne les mérite pas moins lors qu'on pense aux années perdues pour leur jeunesse et dévorées par une cruelle détention, résultat odieux des criminelles guerres civiles.

XIV

Hélas, la réunion qui s'opéra après ces trois années de tristesse ne fut pas de longue durée. Henri d'Orléans était doué d'excellentes qualités que l'âge aurait encore développées. Quelques courts passages de ses lettres serviront à le faire apprécier : il était un des bons lieutenants de Henri IV, quoique n'obtenant pas toujours son approbation. « C'est mon malheur que désiriez gratifier en tout un autre plus que nous » écrit-il au roi qui réclamait des prisonniers faits par le duc et destinés par celui-ci à être échangés contre sa femme, sa mère et ses sœurs. En décembre 1592, il s'empara de Saint-Valéry. Ecrivant au duc de Nevers sur cette opération il remercie la duchesse d'avoir « donné congé à sa fille, il aura beaucoup de contentement de son retour, il ne désire rien tant que d'être dans les bonnes grâces de sa belle-mère ». Il écrit encore à son beau-père..... « Votre bonne fille est conviée de ses proches d'aller à Trye (1), je n'ai consenti à ce

(1) Trye, résidence de Marie de Bourbon duchesse de Longueville, douairière. .

voyage que premièrement je ne sache votre volonté ; vous en êtes le père, vos ordonnances seront suivies..... ». C'est là que gendres et belles-mères doivent prendre des leçons et aussi dans les charmantes lettres de M^{me} de Sévigné à M. de Grignan.

Après le mari et le gendre voici comment s'exprime le gouverneur de la province : Le 22 janvier 1595 il écrit d'Amiens au duc de Nevers pour se plaindre du retard dans l'envoi des deniers pour la solde ; il a été obligé de faire des avances au gens de pied en attendant les assignations ; il en fera aussi pour la cavalerie... il se défend des reproches que le Roi lui a adressés parce qu'il n'aurait pas déclaré la guerre aussitôt ses ordonnances reçues ; son devoir lui commandait de ne le faire qu'après avoir représenté les accidents qui pourraient survenir, mais il a obéi au second commandement ; s'il avait alors hésité il aurait mérité d'être blâmé.....

Le 26 janvier il signale que le nouvel impôt étant survenu en même temps que la guerre, les incommodités de l'un et de l'autre se trouvaient insupportables aux villes comme Amiens ; des plaintes étranges étaient faites ; pour le bien du service du roi il a fait suspendre le cours de l'impôt moyennant une caution donnée par les marchands selon la taxe des marchandises en attendant la dernière volonté de Sa Majesté.

Ce gouverneur prenait l'intérêt des populations et ne craignait pas de les défendre auprès du Roi. Ceux qui comprennent aussi dignement leur devoir sont toujours bien rares ; la plupart n'ont d'autre langage que la flatterie pour les mesures les plus désastreuses. Heureusement le Roi auquel il s'adressait ne craignait pas la vérité : « Dès l'heure que vous ne me contredirez plus, disait-il à Sully, dans les choses que je sais bien qui ne sont pas de votre goût, je croirai que vous ne m'aimez plus. »

Le langage du duc de Longueville n'est pas moins digne en faveur du jeune duc de Guise retenu prisonnier depuis le meurtre de son père et pour lequel son oncle le duc de Mayenne faisait prier le Cardinal de Vendôme d'écrire pour « adoucir le mauvais traitement que l'on fait à M. de Guise mon neveu qui est à la vérité trop indigne ». De son côté il suppliait M. de Nevers d'appuyer auprès du nouveau roi la délivrance du jeune duc ; il s'y employait aussi, « non point en contemplation de l'échange que M^{me} de Guise propose pour la délivrance de Madame ma mère, de

ma femme et mes sœurs, car étant injustement prisonnières, elles ne peuvent servir de prix à la liberté de celui que Sa Majesté prétend être justement resserré ; ce que j'en ferai sera par œuvre de pitié, d'autant qu'il est toujours bien séant à ceux de notre qualité d'aider aux affligés..... » l'homme qui tient ce langage a le cœur bien placé.

Mais la guerre a des fortunes diverses, le duc de Longueville l'éprouva. Le 5 avril en faisant son entrée à Doullens dont il s'était emparé quelques jours auparavant, il fut par accident, d'autres disent avec intention, frappé d'une balle à la tête. La duchesse prévient aussitôt son père ajoutant que les médecins et chirurgiens assuraient qu'il serait bientôt guéri. Le 8 elle écrit : « Je vous mandai hier de mauvaises nouvelles de Monsieur mon mari, aujourd'hui je vous en envoie, Dieu merci, de plus agréables, m'ayant fait cette grâce que je suis accouchée cette nuit d'un beau fils..... j'ai été trompée au temps de sa conception étant vermeil et bien vivant et espère qu'il se fera bien nourrir ».

Le lendemain 9 avril le duc de Longueville écrit à son beau-père : « J'espère avec l'aide de Dieu me porter bien dans trois semaines..... la créature qui est venue au monde est la vôtre, Monsieur, faites-moi l'honneur d'en disposer..... » Quelle déférence de la part du duc de Longueville, âgé de vingt-cinq ans et en droit de s'enorgueillir de ses succès. Aujourd'hui on n'écrirait pas ainsi. Le cœur de l'homme n'a pas changé, mais l'expression des sentiments est bien différente sous l'influence de circonstances tout autres, au nombre desquelles le relâchement des liens de famille.

L'émotion de la mère par suite de l'accident du père dut hâter la venue dans ce monde de cet enfant ; il arriva à point pour continuer la race. Les espérances que les médecins avaient d'abord conçues ne se réalisèrent pas ; le 15, Poussin, médecin de M. de Longueville rend compte au duc de Nevers que, depuis sa blessure, il n'est survenu aucun accident, sinon une hémorragie qui est plutôt avantageuse..... Madame est en meilleure disposition, elle a eu trois jours de fièvre, quelques douleurs de tête, de reins avec les autres maux qui presque toujours surviennent aux femmes en leur accouchement, mais tous ces accidents sont maintenant passés..... Dans une lettre du 17, Poussin dit que le duc a eu la fièvre, des frissons ; il a de l'appréhension car il a l'opinion

qu'il ne pourra pas réchapper de sa blessure. Autrefois quelqu'un lui a prédit qu'il serait en danger d'une blessure qu'il recevrait à la tête .. Madame est mieux, elle veut se lever pour aller visiter le duc malgré nos raisons..... quant à leur fils, on le voit venir à vue d'œil.

Enfin le 25 avril le comte de Saint-Pol écrit au duc de Nevers :
 « Mon pauvre frère fut repris de la fièvre qui ne l'a depuis abandonné..... il entre à six heures du soir à son 21^e jour... . je n'ose vous parler de ma belle-sœur sinon que j'en aurai tel soin que je combattrai mon mal pour me souvenir de tout ce qui sera propre pour alléger le sien. ... j'ai encore espérance jusques à la fin, hélas ! que je crains trop triste pour moi qui ne posséderai plus d'heur en cette vie.. .. »

Le bonheur de voir naître un fils ne rendit pas la vie au duc de Longueville. Le 8 mai Henri IV pour reconnaître ses services, et il se connaissait en hommes, donna à son fils Henri âgé de trente jours le gouvernement de Picardie et chargea François d'Orléans, de l'administration de la province jusqu'à ce que son neveu eût atteint dix-huit ans. Un pareil choix contraire aux idées actuelles avait sa raison d'être ; les dix successeurs de Dunois s'étaient comme lui dévoués à leur pays ; les fatigues de la guerre les usèrent vite ; huit ne dépassèrent pas l'âge de trente ans, trois furent tués à l'ennemi. Le père de Henri était mort à la suite du siège de La Rochelle, 1573, où il s'était distingué.

Restée veuve à vingt-sept ans madame de Longueville vécut pour son fils. La préoccupation de la jeune mère se montre dans toutes ses lettres ; elle écrit à son père : « Le petit s'est mis à bien têter et avec l'aide de Dieu le fera bien nourrir ». Dans beaucoup de lettres il est question de la santé de ce petit duc de Longueville à qui Duret docteur de la Faculté de Médecine de Paris donnait des soins. « Dieu vous a donné un petit fils qui se porte fort bien, je ne les abandonnerai pas » écrit après la mort du père M. de Saint Pol (1) au duc de Nevers.

La duchesse de Longueville fit l'éducation de son fils et développa en lui les vertus de sa race ; elle le maria dès l'âge de 23 ans à Louise de Bourbon, fille de Charles comte de Soissons et d'Anne de Montafié, veuve, au moment du mariage.

(1) Il épousa Anne de Caumont, veuve du prince de Carency, fils de Jean d'Escars. Mayenne avait voulu la faire épouser à son fils

Louise de Bourbon apportait en dot six cent soixante-mille livres ; elle avait un douaire de dix-huit mille livres de rente et le château de Châteaudun ; le roi donna cent vingt mille livres, somme inférieure à celle qui avait été donnée au mariage du précédent duc de Longueville, mais Sully était entré dans les finances et y avait mis des habitudes d'économies. Henri de Longueville avait de grands biens et était très grand seigneur ; devenu veuf en 1637, il épousa Anne de Bourbon sœur du Grand Condé, princesse d'une parfaite beauté ; elle fut l'héroïne de la Fronde ; leur fils se fit tuer à 22 ans au passage du Rhin, 1672, et en lui finit, après avoir duré deux cents ans, cette race issue de Dunois, le héros légendaire qui avec Jeanne d'Arc chassa les Anglais.

XV

Par le désir de dire quelques mots de la race attrayante des Longueville, je me suis éloigné de mon sujet, j'ai hâte d'y rentrer. Quelques mois après avoir vu mourir son mari, Catherine de Gonzague-Clèves perdit son père. Il mourut à Nesles, le 23 octobre 1595. Louis de Gonzague occupa des positions importantes. Pendant que les Guise étaient dans la Ligue et les Bourbon à la tête des Huguenots il resta fidèle au parti du Roi. « Mon cœur est au Roi », disait Achille de Harlay aux ligueurs, c'était aussi sa devise. Dans ses lettres son langage est toujours noble élevé ; ses conseils au duc de Longueville allant gouverner à sa place en Picardie sont très beaux. En les lisant on se prend à espérer que le désordre moral était moindre que ne l'écrivent certains historiens et que les nobles sentiments trouvaient un refuge dans certaines âmes. Cet homme avait cependant une faiblesse c'était de ne pas se croire assez récompensé pour ses services. « En vérité, sire, vous ne me traitez pas de la façon que je vous sers..... » Henri IV eut à souffrir d'exigences qui prenaient leur source dans des services nombreux rendus à ses prédécesseurs, mais des serviteurs plus dévoués et moins remplis de leur suffisance étaient mieux son fait. Ces détails sur Louis de Gonzague sont certainement trop longs, mais comment ne pas parler du père de Catherine, les deux existences étant si intimement liées ?

XVI

Catherine de Gonzague ne trouva pas dans toute la famille de Longueville les mêmes sentiments que chez son beau-frère. Vers la fin de 1598, elle écrit à sa mère et se plaint des traverses et des artifices de ses belles-sœurs.

Cependant le 11 août 1597 la douairière de Longueville remercie la duchesse de Nevers du soin qu'il lui a plu prendre pour le mariage de sa fille aînée avec M. de Nemours et la supplie de continuer. Ce mariage semblait décidé; Catherine de Gonzague écrit que l'aînée de ses belles-sœurs est accordée à M. de Nemours avec 28 mille l. de rente et 12 mille écus comptant; c'étaient madame la Princesse et madame d'Angoulême (1) qui faisaient ce mariage que l'on tenait encore fort secret.

De son côté Charlotte du Tillet très au courant des nouvelles de la Cour, la gazetière de l'époque, annonce que la comtesse de Soissons a donné un festin pour l'entrevue de M. de Nemours et de Mademoiselle de Longueville; « il se fit un peu attendre et les discours furent si courts que je ne les puis mettre par écrit, si non qu'il n'avait pas commandement de madame sa mère de parler encore d'amour..... » Quelques jours plus tard elle écrit : « M. de Nemours n'est pas jusqu'ici fort échauffé d'amour ». Ce projet ne se réalisa pas; l'aînée des belles-sœurs de Catherine de Gonzague ne se maria pas, Henri duc de Nemours attendit jusqu'en 1618 et épousa Anne fille unique du duc d'Aumale

XVII

Henri IV récompensa dans la duchesse de Longueville les services de son père et de son mari; il l'attacha à la Cour; dans des lettres du temps on lit : « Le roi l'aime fort et lui fait la meilleure chère du monde, aussi le mérite-t-elle car elle est si honnête femme »; de son côté elle écrit qu'elle est « bien fort satisfaite du Roi »; elle profite de ses bonnes dispositions pour être utile à sa mère qui avait des réclamations à faire entendre pour les services

(1) Diane, légitimée de France, fille de Henri II.

du duc de Nevers ; il était venu en aide à Henri III par des prêts d'argent, et malgré les malheurs du temps, et la pénurie du Trésor elle obtint du bon roi Henri le remboursement de 40 mille écus encore dus.

La position qu'avait à la Cour la duchesse de Longueville lui permit de s'occuper de sa famille, de reprendre le rôle du cardinal de Bourbon. Le mariage de sa sœur Henriette et celui de son frère Charles, devenu duc de Nevers après la mort de son père, fut une idée qu'elle poursuivit, et chercha à réaliser. En 1598 ses vues étaient de faire épouser à sa sœur le duc d'Aiguillon, et à son frère Catherine sœur du duc. Ces doubles mariages étaient alors fréquents.

Charles de Gonzague-Clèves et sa sœur Henriette étaient de beaux et bons partis fort enviés de plusieurs côtés. Si M. et M^{me} de Mayenne les recherchaient pour deux de leurs enfants, la duchesse de Guise n'avait jamais abandonnée l'idée d'une alliance entre ses enfants et ceux de sa sœur. De son côté la princesse de Conti aurait voulu donner au jeune duc de Nevers sa fille, Mlle de Lucé, dont tout le monde honorait la beauté et la vertu, mais madame de Nevers ne voulut pas manquer la chance heureuse qui se présentait d'établir en même temps ses deux enfants. Cette demande écartée les Guise et les Mayenne restaient seuls prétendants. Chaque famille avait des amis qui soutenaient ses prétentions. La maréchale de Retz (1), se montre favorable à l'alliance avec les enfants de la duchesse de Guise : « Je vis hier madame votre bonne et chère sœur. La mutuelle et réciproque amitié que vous avez l'une pour l'autre est nécessaire et très utile à la conservation de la vie et du repos de toutes deux..... la fidèle et parfaite amitié que votre sœur vous porte ne se peut égaler à quoi que ce soit, ni comparer que des bonnes vertueuses et parfaites filles de Nevers..... je remets à mademoiselle votre belle et bonne nièce à vous mander des nouvelles de la Cour, elle est votre nièce et votre fille en fidélité et affection ». Il est impossible de mieux préparer les voies entre belle-mère et belle-fille.

Depuis le mariage manqué en 1586 du prince de Joinville et de Catherine de Gonzague-Clèves bien des événements étaient

(1) Claude Catherine de Clermont.

survenus : l'assassinat du duc de Guise, par ordre du Roi ; l'assassinat du Roi par un fanatique ; l'avènement des Bourbons succédant aux Valois ; la mort du duc de Nevers et du vieux cardinal de Bourbon. Les deux sœurs restaient veuves ; leur amitié ne semblait pas s'être refroidie, ni l'extrême désir de la duchesse de Guise d'unir ses enfants à ceux de sa sœur. Ce n'était plus son fils aîné Charles, il était marié, c'était le quatrième, Claude, duc de Chevreuse (1), qu'elle voulait faire épouser à Henriette de Gonzague-Clèves ; elle souhaitait aussi l'alliance de sa fille avec son frère Charles devenu duc de Nevers. A la date de 1594 des articles de mariage avaient été dressés ; la mort du duc de Nevers l'empêcha de les signer. Cinq années se sont écoulées et la duchesse de Guise poursuit l'alliance. Dans une lettre à sa sœur, elle se montre très effrayée d'un voyage que M^{me} du Maine (2) va faire à Nevers, elle craint que là ne soit conclu le mariage de M^{lle} du Maine avec le duc de Nevers ; elle annonce de la part de son fils un homme « apportant des résolutions qui doivent vous contenter si vous avez autant d'affection à notre alliance que nous en avons à la vôtre que je désire passionnément en qualité de mère et de tante..... »

Elle montre son affection et celle de sa fille pour la duchesse de Nevers : « Je suis très obligée et très affectionnée de l'amitié que vous portez à ma fille que vous avez plaint à son mal qui est tout passé, ne lui restant nulle marque au visage, mais au cœur, celle que vous lui avez faite d'en avoir soin, lui a gravé, pour éternellement se ressouvenir qu'elle vous est plus redevable qu'à toutes les personnes, du monde..... »

Madame de Guise espérait toujours en ces mariages ; Monsieur et Madame de Mayenne encore plus, ce qui montre la grandeur de l'alliance, car l'on sait la fierté du chef de la Ligue : le fils du chancelier Birague, un de ces Italiens nouvellement arrivés en France, lui ayant demandé sa fille et avoué qu'il en avait une promesse de mariage, le prince lorrain indigné dégagea sa fille en poignardant le présomptueux prétendant.

(1) D'abord prince de Joinville ; il épousa Marie de Rohan qui rendit fameux le nom de Chevreuse.

(2) Dans les lettres du temps on dit indistinctement : du Maine et Mayenne ; comme Nivernois et Nevers.

XVIII

D'autres prétentions s'étaient produites aussi. La princesse de Conti (l' avait recherché une alliance de sa fille avec Charles de Gonzague. Sa plus grande passion, écrivait-elle à la duchesse de Nevers est « de pouvoir mériter vos bonnes grâces autant que votre bonté m'y a obligée..... le pouvoir que vous avez sur moi égale celui de la divinité, car il s'étend sur l'âme et sur le corps qui ne veut vivre que pour mourir votre humble cousine et servante ». Elle lui écrivait encore mais « non plus de telle affection qu'elle faisait autrefois parce qu'elle avait maintenant perdu toutes ses espérances pour le mariage de M. votre fils » mande Charlotte du Tillet, donnant à M^{me} de Nevers les nouvelles de la Cour comme elle avait coutume de le faire

En lisant ces lettres des dernières années du seizième siècle on entrevoit dans le lointain l'hôtel de Rambouillet. On y trouve le désir de l'esprit qui souvent n'amène que le faux bel esprit. Cette afféterie de précieuse n'est pas cependant encore très répandue, elle ne dépare pas les lettres de la Reine de Navarre qui en écrit de charmantes pleines de franchise et de naturel à la duchesse d'Uzès (1) : « Ma Sibille, votre lettre me sera comme Saint-Elme aux marimiers... . Ma Sibille je vous écrirais plus souvent, mais la Gascogne est si fâcheuse qu'elle ne peut produire que des nouvelles semblables à elle...., vous êtes ma vraie Sibille, mon conseil, ma compagne et ma nourrice..... » Cette duchesse d'Uzès est celle à qui Henri III écrivait : « Ma bonne amie, vieillie, vieillie et toutefois belle, belle... adieu la plus belle princesse de France..... »

La duchesse de Nevers était hésitante, ce qui pourtant n'était pas de son caractère : « Je vous plains d'avoir tant d'irrésolutions en votre esprit, et quoique ce soit une peine procédant d'une très bonne cause qui est le désir qu'infinies personnes ont de l'honneur de votre alliance et de l'estime que l'on fait de la valeur et de la galanterie de Mgr votre fils et des vertus et mérites non

(1) Jeanne de Coëme.

(1) Louise de Clermon-Tallard mariée en secondes noces à Antoine de Crussol fait duc d'Uzès en 1565.

communes de Mademoiselle votre fille, je plains, Madame, l'agitation que vous en avez..... » ainsi s'exprimait la maréchale de Retz.

La duchesse de Longueville montre qu'elle préfère les Mayenne (1) aux Guise : « M. et M^{me} du Maine s'emploient fort à faire l'accord entre ma belle-mère, ma belle-sœur et moi ; ils apportent le même soin à mes affaires que si c'étaient les leurs propres..... »

On sent au contraire la critique sous les paroles relatives aux Guise : « La duchesse de Beaufort et M^{me} de Guise qui ne vont plus l'une sans l'autre sont allées au devant du Roi..... M^{me} de Guise, pour obliger la duchesse de Beaufort, traite le mariage d'entre son frère et la fille de Luxembourg, M. du Maine ne lui ayant pas voulu donner sa fille que l'on dit accordée avec le fils de M. d'Epéron. »

Enfin elle priait Dieu que ce qui serait le plus propre pour le contentement de sa mère et pour le bien de son frère et de sa sœur puisse réussir. Ainsi s'exprimait-elle vis-à-vis de sa mère ne se permettant pas, et son frère et sa sœur pas plus qu'elle, d'avoir une opinion indépendante. L'autorité paternelle était alors très puissante. Le comte de Saint-Pol n'ayant pas accompagné le duc de Nevers dans une expédition s'en excuse en ces termes : « Je suis enfant de famille et d'obéissance, n'osant rien répondre sans la volonté de Madame ma mère..... elle seule m'empêche de partir avec mon frère. »

La duchesse de Longueville, qui penchait pour les Mayenne et se trouvait dans le camp opposé à celui de M^{me} de Guise, s'empressait d'écrire à sa mère, en lui demandant toutefois le secret, que le Roi avait dit que « Mademoiselle de Guise ne devait pas croire qu'il se voulut employer envers madame de Nevers pour le mariage du jeune duc et d'elle, car elle se conduisait trop mal et faisait toujours de pis en pis. »

Les Guise avaient un aide très puissant c'était la duchesse de Beaufort (2), alors tellement en faveur que le Roi voulait l'épouser : « elle les aime toujours passionnément et affectionne ce mariage plus que jamais. »

(1) Charles de Lorraine duc de Mayenne avait épousé le 23 juillet 1576, Henriette de Savoie, veuve du comte de Montpezat dont elle avait des enfants.

(2) Gabrielle d'Estrée.

XIX

Cependant il fallait prendre une décision ; la duchesse de Nevers envoya à la Cour M. de la Vieuville, son conseiller. Le Roi lui demanda s'il était vrai que M^{me} de Nevers fût d'accord avec M. du Maine, comme on le disait. La Vieuville, en courtisan éprouvé, répondit qu'elle n'était engagée avec personne et qu'avant de rien conclure, elle aurait l'honneur de voir le Roi et de recevoir ses commandements. Ce prince, très satisfait de cette condescendance, dit infiniment de bien de la duchesse de Nevers : « Il avait toujours pensé qu'elle et son fils qu'il aime extrêmement lui garderaient le respect ; il la priait, qui que ce fût des deux pour qui elle se résoudrait, de faire en sorte qu'ils crussent en avoir de l'obligation au Roi : »

Cette réponse ne plaisait pas à la duchesse de Beaufort (Gabrielle d'Estrée), elle voulait que le Roi fit ouvertement paraître affectionner le mariage avec M^{me} de Guise, mais il lui dit devant La Vieuville qu'il « ne le pouvait, et ne voulait pas pour contenter l'un offenser l'autre. »

Peu auparavant, il avait cependant marié l'héritière de Sedan au vicomte de Turenne, à l'encontre des ducs de Lorraine, de Montpensier, de Nevers. Cette fois, il ne se départit pas de l'habileté avec laquelle il accueillait chacun et ouvrait ses bras aux deux partis. Ainsi, le jour de son entrée dans Paris, il fit prévenir Mesdames de Montpensier et de Nemours qu'il prenait sous sa protection leurs personnes et leurs biens ; deux jours après, il alla les voir, elles furent bientôt de son entourage ainsi que M^{me} de Guise. C'est sans doute ce qui faisait dire à Françoise d'Orléans : « ...La Cour est aussi plaisante..., sommes ici comme au royaume des Cieux, car les premiers sont les derniers.... » Dans la circonstance présente, le Roi ne fut peut-être pas tout-à-fait juste, car, passant en revue avec Sully les femmes qui pouvaient lui convenir : « Ma nièce de Guise serait une de celles qui me plairaient le plus, mais j'appréhende la trop grande passion qu'elle témoigne pour sa maison et surtout pour ses frères ; » sa pénétration habituelle ne perça pas assez dans l'avenir.

Louise de Lorraine, qui avait manqué d'épouser à douze ans un bonhomme de six ans ne fixa pas son choix lorsqu'il se maria treize ans après. Elle était devenue fort belle ; elle était bonne, humaine, charitable, serviable, très spirituelle, elle assistait les gens de lettres, honorait Malherbe de son amitié et d'une confiance particulière, il lui témoigna sa reconnaissance avec chaleur :

.....Adorable princesse,
Dont le puissant appui de faveurs m'a comblé.
Merveille incomparable en toute qualité....
.....

Cette princesse méritait mieux que sa destinée. Parvenue à l'âge de vingt-neuf ans, elle épousa (1) François de Bourbon, prince de Conti, âgé de 47 ans, très brave, mais disgracié de la nature. Elle porta son activité vers la vie politique, écrivit deux livres dont l'un est l'histoire des faiblesses de Henri IV, désigné sous le nom du Grand Alcandre. Les phrases suivantes d'une de ses lettres à sa tante donneront une idée de son style : Si je ne perds l'esprit et la mémoire, je conserverai toujours celle des obligations que je vous ai.... je ne jugerai point de ce que je vous dois par les événements, mais seulement par ce que j'ai reconnu en vos paroles et en vos volontés donnant le reste à ceux qui ne sont nés que pour mal faire.... Mademoiselle votre fille vous témoignera qu'elle m'a laissé ces mêmes paroles en la bouche et cette volonté au cœur d'où elle ne partira jamais. »

Elle reçut en dot sept mille livres de rente et des terres d'une valeur à peu près égale ; son douaire fut de six mille livres de rente avec le château d'Anisy. Le Roi donna cent vingt mille livres pour un acquêt commun aux deux époux. Il donnait souvent plus dans des cas moins intéressants.

La princesse de Conti resta fidèle à la Reine ; le cardinal de Richelieu l'accusa de médire de lui et lui donna l'ordre de quitter la Cour. Elle se retira à Eu et y mourut le 30 avril 1631 de douleur d'être séparée de la Reine et de voir ses amis persécutés.

XX

Le Roi s'était prononcé. Les mariages projetés entre les Nevers

et les Mayenne ne tardèrent pas. M^{me} de Mayenne demandait que la dot d'Henriette de Clèves fût en terres, promettant que celle de sa fille serait en argent, dont 26 mille écus de la succession de M^{me} de Montpensier. L'argent se recouvrait difficilement alors ; M. et M^{me} de Mayenne, pour réunir celui qu'ils avaient promis, avaient éprouvé « bien des tracasseries, de la peine et subi de la perte » ; enfin, l'ayant eu en leur possession, ils demandent le jour et le lieu où ils devront l'apporter, ainsi que les habillements nécessaires au mariage.

La duchesse de Longueville qui suivait le Roi donnait à sa mère des nouvelles de la Cour qu'elle appelle « une triste cour » ; elle lui dit que Rosny est fort mal avec le Roi « dont force gens se réjouissent », mais l'on ne croit pas que cela dure ; elle lui apprend que la veille (1) le Roi venait de marier sa sœur avec Henri, duc de Bar ; le mariage s'était fait dans son cabinet, de là le duc était allé à la messe et la duchesse au prêche, il n'y avait eu ni fêtes ni assemblées, peut-être, dit-elle, ferait-on bien d'agir de même et de supprimer les réunions : mais elle est pour que les mariages se fassent bientôt, elle indique la date du 16 février, qui est très prochaine, puisqu'on est au premier ; elle a eu beaucoup d'affaires à régler avec sa belle-mère. dont elle est fort mal satisfaite, « qui ne veut rien faire du tout pour moi, » et il y a utilité pour elle à les terminer, mais si les noces de mon frère et de ma sœur se font, je laisserai tout pour m'y trouver, car pour rien au monde je ne perdrai cette occasion de vous rendre et à eux le service que je dois. » Elle parle avec cœur d'un devoir de famille, parfois négligé de nos jours.

Ce fut à Soissons, le 23 février 1599, que sa sœur Henriette épousa Henri de Lorraine, duc de Mayenne et d'Aiguillon, et que son frère Charles, duc de Nevers, que nous avons laissé treize ans avant un bonhomme de six ans, objet d'une négociation matrimoniale manquée avec Louise de Guise, épousa Catherine de Lorraine, sœur du duc d'Aiguillon. Henri IV prenait du plaisir à causer avec la jeune duchesse de Nevers, ce qui faisait dire aux malintentionnés qu'il voulait divorcer avec la reine pour l'épouser. Chacune de ces deux mariées eut en dot huit vingt mille livres. Henriette de Gonzague recevait une dot bien inférieure à celle de sa sœur aînée, mariée onze ans avant elle.

(1) 31 janvier 1599.

XXI

La duchesse de Longueville s'était montrée favorable au duc d'Aiguillon qui lui avait parlé fort dignement de sa sœur et avait une extrême envie que ce qui était commencé s'achevât ; enfin, il était allé voir la duchesse de Nevers qui s'en était ressentie très obligée et surtout d'une démonstration d'amitié faite à son fils ; aussi écrivait-elle dans ce sens, le 30 septembre 1598 : « Je trouve qu'il est des plus beaux et des plus avisés qui se voient pour son âge, ayant trouvé outre cela une fort bonne grâce en lui ; je vous en conterai plus particulièrement lorsque je vous verrai.... » alors, comme de nos jours, les douairières étaient sensibles aux attentions des jeunes gens.

Le fils de la duchesse de Guise n'avait pas montré le même empressement ; sa mère, douée de prudence et de jugement, reconnaissait qu'il trouverait son repos avec une si sage et si vertueuse princesse ; elle cherchait à l'excuser disant que le peu de biens qu'il avait eus pendant longtemps lui avait fait craindre de ne pouvoir la mettre à son aise, mais maintenant qu'il lui en était arrivé, il désirerait ce mariage. Joinville (1) n'était pas à regretter pour Henriette. Ses aventures avec la marquise de Verneuil et avec M^{me} de Moret le firent éloigner de la Cour. Henriette de Gonzague (2) méritait du reste d'être recherchée par les plus nobles personnages. La maréchale de Retz écrit à sa mère : « Vous devez rendre grâce à Dieu de si bons et vertueux enfants comme tous ceux que Dieu vous a donnés, car chacun parle de mademoiselle votre fille avec la même estime et honneur qui lui sont dus, et en voyant M. d'Aiguillon, l'on lui dit bien qu'il sera heureux, je lui en ai parlé plusieurs fois... il reconnaît bien l'heur que ce lui sera donné d'avoir si digne princesse ; il est fort honoré et estimé.... M. votre fils a la même réputation que vous sauriez désirer et vous respecte comme il doit ; madame votre fille (3) en fait le semblable, elle est ici vivant comme elle sait que vous l'avez agréable, car c'est si bien, si dignement et si vertueusement que

(1) Depuis duc de Chevreuse, par sa femme, Marie de Rohan. Il mourut en 1567.

(2) On trouve à la date de 1594 un *Discours sur les misères du temps*, adressé à Henriette de Gonzague.

(3) Duchesse de Longueville.

l'on ne peut rien souhaiter davantage.... c'est l'une des meilleures et des plus vertueuses et avisées princesses que j'aie jamais vues. Cette citation un peu longue montrera l'opinion des contemporains sur les enfants de la duchesse de Nevers pour qui des historiens se sont montrés sévères. La lettre précédente détruit bien des allégations.

Henriette de Gonzague avait trouvé le meilleur accueil dans la famille de son mari ; elle écrit à sa mère : « Monsieur mon beau-père et madame ma belle-mère ont tant de soin de moi que j'en ai honte, il ne se peut recevoir plus de bon traitement que je n'en reçois d'eux ; ils ont le contentement que vous avez de ma belle-sœur et celui qu'elle a de vous, madame, qui lui témoignez tant d'amitié.... » Il était difficile de trouver plus d'union dans une famille.

Cette félicité intérieure ne fut pas de longue durée ; le 17 octobre 1600, la duchesse d'Aiguillon mourut de sa première couche, fort regrettée de tous pour ses qualités. Le duc ne conserva pas dans son veuvage la bonne réputation de sa jeunesse, il donna sujet de mécontentement à Henri IV, à cause de ses démêlés avec Balagny, terminés par l'assassinat de celui-ci. Il racheta ses écarts par son courage ; il se fit tuer au siège de Montauban (1621) ; il avait été destiné à épouser Anne de Caumont, veuve de Henri d'Escars, prince de Carency, enlevée par son père, le duc de Mayenne, mais avec le consentement de la jeune veuve et de sa mère. Ce mariage ne se fit pas, à cause du trop jeune âge du duc d'Aiguillon ; son père disait qu'il devait apprendre à servir les dames avant qu'on lui en donnât à commander.

XXII

Le 24 juin de l'année suivante mourut à Paris en son hôtel de Nevers, âgée de 59 ans, Henriette de Clèves, duchesse de Nevers ; ses obsèques, convois et funérailles se firent le 18 juillet ; les frais s'élevèrent à 1272 écus. Par un codicille de son testament, elle fait des legs aux serviteurs de sa fille Henriette, qui, enlevée promptement, n'en avait pas eu le temps. Alors les serviteurs tenaient une place importante dans la maison, ils s'y perpétuaient et les maîtres ne les oubliaient pas dans leurs

dernières dispositions. La duchesse de Nevers avait été mêlée à bien des événements d'une époque agitée; la reine Catherine lui écrit : « Venez me voir, amenez votre bon mari » ; son nom se trouve souvent associé à celui de son mari dans les événements politiques du temps, et, pour bien des décisions, il ne les prit qu'après l'avoir consultée ; ensemble ils établissent les Jésuites à Nevers ; ils font une fondation pour marier tous les ans soixante jeunes filles pauvres ; chacune recevait 16 écus et 40 sols, déduits 5 sols pour une bague d'argent et 5 sols pour la peau de parchemin du contrat (1) ; cette fondation et les nombreuses fondations analogues, les dons fréquents faits par les rois, les princes, les grands personnages à des jeunes filles pour aider à les marier, montrent qu'à toutes les époques, il a été difficile d'établir une jeune fille. Les lettres adressées à la duchesse de Nevers témoignent d'une grande déférence et de beaucoup d'égards envers elle. Sa fille Catherine lui écrit : « Lorsque je serai conduite par votre prudence, je ne puis faillir » ; et la marquise de Ragny : « ... Je m'éveille sept fois la nuit pour rechercher les moyens de vous témoigner la grandeur de mon affection.... » Elle était douée de beaucoup de grâces et d'un bel esprit, « dame très bien disante et qui rencontrait des mieux. » Le Roi l'aimait et en faisait cas, dit un contemporain.

Ce mot devrait être le dernier sur la duchesse de Nevers : quelques lignes encore pour montrer quelle était alors l'autorité de la mère dans sa famille et par suite dans la société. Elle écrit à son fils devenu duc de Nevers par la mort de son père : « Mon fils, me ressouvenant du voyage que vous m'avez mandé que vous alliez faire, j'ai beaucoup plus grand doute que ce soit à Remiremont que non pas à visiter les villes de la frontière de votre gouvernement, c'est pourquoi je vous écris ce mot afin que si, vous n'allez en ladite frontière, vous me veniez trouver au plus tôt, ou bien si vous y allez, comme j'en serai bien aise, vous hâtiez tellement votre voyage que vous puissiez être ici en peu de jours.... si vous n'allez visiter les villes de votre frontière, il sera bien plus à propos que vous partiez aussitôt pour me venir trouver que de vous amuser en lieu d'où peut-être vous ne pourriez recevoir que de la honte et de la moquerie. »

(1) On doit trouver de ces contrats dans les familles du Nivernais.

C'est encore sur le même ton qu'elle lui écrit : « Mon fils, si vous eussiez plutôt envoyé savoir de mes nouvelles, vous eussiez été estimé de meilleur naturel et m'eussiez donné plus de contentement, mais votre négligence et paresse est si grande qu'elle paraît non-seulement en mon endroit, mais en tout ce qui vous touche de plus près, à la réputation et conduite. Je crois que nous abandonnons le service de Dieu et que, par ce moyen, il retire aussi sa grâce de nous. Vos sœurs vous écrivent tous les jours et vous ne prenez pas la peine de leur rendre réponse ; il faut que vous croyiez que vous leur devez tout autant de devoirs qu'elles vous en doivent. » Quel langage éloquent, que d'autorité dans ces paroles sorties spontanément du cœur d'une mère. Elle sait quand il le faut accorder l'éloge et le prix en est bien grand.

« Je suis très aise, écrit-elle à la suite de son succès dans l'entreprise d'Ivry, de la louange qu'on vous donne en ce fait y ayant montré beaucoup de courage et de résolution, c'est tout ce que je désire au monde et ne me soucie point de la peine et du travail que j'ai pour vous, pourvu que vous me donniez le contentement de vous voir bien servir Dieu et suivre la générosité du courage de votre père.... Advisez accorder M. de La Vieuville et M. de Piepape, si bien qu'il n'y ait pas de dispute... ». Heureux les fils élevés par une mère qui leur parle ce langage.

XXIII

Une autre lettre donnera encore la preuve de cette autorité de la mère : c'est une réponse de François II de Clèves, qui suivait en 1557 le duc de Guise dans l'expédition de Naples, à sa mère, Marguerite de Bourbon, duchesse de Nevers. La réponse fait juger de la lettre : ... « Me mandez qu'êtes fort mal content de moi... je vous supplie de vouloir ôter cette opinion que vous avez de penser que je n'ai point mon honneur en recommandation, je vous puis assurer, Madame, qu'aucun jour de ma vie je n'ai eu autre chose devant mes yeux que mon honneur. Me mandez que je m'amuse après les chiens et les oiseaux, j'en appelle monseigneur à témoin, qui a bien pu voir si cela m'a empêché de lui faire service.... Vous m'avez mandé que je commence à prendre le train

du grand-père que j'avais, qui mourut en prison (1), Dieu merci, je n'ai point encore fait chose qui soit digne de cela. Si celui qui vous a conté que j'avais voulu tuer mon laquais se fût bien enquis comme il en alla, il le vous eût conté d'autre façon ... Vous dites que l'occasion de cela est que je ne reconnus Dieu assez souvent ; quant à cela, je ne me viens pas excuser que j'aie bien fait mon devoir envers Dieu, car je sais très bien que je ne saurais assez faire mon devoir envers lui, mais dorénavant je mettrai peine d'y faire mieux mon devoir que jamais et le prierai de me faire tant de grâces que je puisse faire quelque bon service à Monseigneur, qui vous puisse être agréable. .. » François II n'avait que dix-huit ans, il avait sans doute commis quelque étourderie, que l'âge et une expédition en pays lointains semblaient pouvoir atténuer en partie ; sa mère le rappelle avec énergie à son devoir ; elle invoque les grands mobiles : l'honneur, la famille, Dieu, dont le nom est prononcé dans presque toutes les lettres ; et le fils s'empresse d'obéir à l'autorité maternelle. Ce sentiment, si puissant alors, se manifesta autrement au dix-huitième siècle, d'après Châteaubriand, (2) et se présente de nos jours sous un autre aspect ; a-t-il toujours la même force ?

XXIV

La duchesse de Nevers avait survécu à sa fille Henriette ; elle laissait après elle sa fille aînée Catherine et son fils, et aussi sa sœur la duchesse de Guise. Celle-ci prolongea son existence jusqu'au tiers du dix-septième siècle et mourut à 85 ans après avoir été mêlée à de grands événements, avoir vu son second mari assassiné et aussi Henri III instigateur du crime et être restée 45 ans en veuvage ; elle fut la dernière survivante de la maison de Clèves une des plus illustres de la chrétienté. Elle prenait une certaine part aux actes politiques de son mari ; Catherine de Médicis si bon juge de la conduite de chacun lui écrivait : « Votre bon mari et bon frère et vous ne faites qu'un comme la Trinité..... »

Sully dont le témoignage est bien désintéressé parle ainsi de

(1) Charles de Clèves mort au Louvre, 1521.

(2) Mémoires.

cette princesse : « C'était une droiture si vraie et si naturelle qu'on s'apercevait qu'elle n'avait pas même l'idée du mal soit pour le suivre, soit pour le conseiller, et en même temps un si grand fond de douceur, qu'elle ne connaissait pas davantage le plus petit sentiment de haine, de malignité, d'envie ou simplement de mauvaise humeur. Je ne crois pas que jamais femme ait eu une conversation plus remplie de grâces, et joint à un tour d'esprit fin et délié une naïveté et une simplicité plus agréables ; ses réparties étaient pleines de sel et de légèreté ; elle était douce et vive, tranquille et gaie. . . . le roi l'aimait beaucoup : « Ma pauvre cousine de Guise est tout mon refuge lorsqu'elle est au Louvre, quoiqu'elle me dise bien des vérités quelquefois, mais c'est de si bonne grâce que je ne m'en offense nullement et que je ne laisse pas d'en rire avec elle. »

Charles de Gonzague ne fut véritablement héritier du duché de Nevers qu'à la mort de sa mère. Il n'eut pas l'importance de son père. Charlotte du Tillet écrivant à sa mère dit : « Aucun prince n'est mieux doué de beauté, de valeur et de perfections que Monsieur votre fils ; » après l'assassinat de Henri de Guise son oncle, il lui succéda dans le gouvernement de Champagne, et sa mère s'explique non sans embarras au sujet de cette nomination ; il eut de brillants débuts dans la carrière des armes ; le 17 août 1595, il entra dans Cambrai malgré les ennemis et fut félicité par le maréchal de Bolagny qui y commandait. Il voyagea dans toute l'Europe, prit part au siège de Bude où il fut blessé. En 1606, il établit la chevalerie du Cordon jaune. Était-ce pour tourner en dérision l'ordre du Saint-Esprit ? Henri IV pensa que : cette création est chose ridicule, » néanmoins, à cause des déportements de M. de Nevers, il donne ordre à M. Dandelot de veiller sur lui et sur ceux qui auront pris le cordon jaune. Charles de Gonzague avait formé le projet d'une expédition en Morée, mais ne l'effectua pas. En 1614 il leva les armes contre le roi, mit ses troupes au service du prince de Condé. Toutefois il rentra bientôt en grâce et l'année suivante M^{me} de Nevers eut la charge de ramener l'Infante et de conduire Madame ; la paix étant rétablie en France, il alla défendre Casal au duc de Mantoue contre le duc de Savoie ; en 1618, il institua l'ordre des chevaliers de la Milice Chrétienne dont une des destinations était d'aller combattre les Turcs et que le Pape approuva. En 1627 il hérita du duché de Mantoue ; à sa

mort survenue en 1631 il laissa trois filles. Ce fut sa sœur Catherine duchesse de Longueville qui remplaça leur mère morte en 1618 et les recueillit chez elle.

L'aînée la princesse Marie plaisait fort à Monsieur frère du roi ; « qui ne sait (1) où son rare mérite et son éclatante beauté lui firent porter ses espérances ; » La reine-mère Marie de Médicis craignant qu'il ne la fit enlever et ne l'épousât contre son gré l'envoya prendre à Coulommiers (2) où elle était chez la duchesse douairière de Longueville sa tante et la fit conduire au bois de Vincennes dans les premiers jours de mars 1629. La colère de Monsieur, « les rudes propos » de la comtesse de Soissons, au cardinal de Bérulle l'un des conseillers de la mesure n'empêchèrent pas la détention de la princesse Marie de durer plus de quinze jours (3), jusqu'à ce que le Roi eût envoyé de l'armée un blâme pour la dureté employée à l'égard de la jeune princesse. Nous retrouvons ici la duchesse de Longueville injustement détenue sur ses vieux jours à cause de sa nièce, comme dix mois après son mariage elle l'avait été à Amiens à cause de son père et de son mari. Elle était bien près de sa fin, lorsque la passion éphémère du duc d'Orléans (4) occasionna sa détention au bois de Vincennes ; sa mort arriva le 1^{er} décembre suivant. Elle fut enterrée aux Carmélites de la rue Chapon.

On retrouve dans la duchesse de Longueville les meilleures qualités de Louis de Gonzague et d'Henriette de Clèves. Mariée au plus fort des guerres civiles, son mari lui fut enlevé après une courte union, elle éleva son fils et le maria ; elle maria sa sœur et son frère. La princesse Marie, sa nièce, laissée sans appui par sa mort se mêla aux événements politiques et excita Cinq-Mars qui ne lui était pas indifférent, contre le cardinal de Richelieu. Heureusement elle sortit bientôt des intrigues de la Cour de France pour épouser (5) Ladislas, roi de Pologne, et à sa mort, Casimir son frère et son successeur ; elle mourut en 1667, et

(1) Bossuet, Oraison f. d'A. de G.

(2) Terre donnée en dot, à Catherine de G. lors de son mariage avec le duc de Longueville, 1588.

(3) F. f. 9,544, lett. de Dupuy à Peiresc. Elles donnent tous les détails.

(4) Déjà veuf de Mlle de Montpensier,

(5) Son père lui laissait par son testament 1,500 mille livres, c'est-à-dire 300 mille de plus qu'à la princesse Anne en cas qu'elle fût mariée à un roi ou fils de roi.

Casimir qui avait déposé le chapeau de Cardinal pour être Roi, déposa sa couronne et vint finir ses jours en France dans l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés.

La seconde fille de Charles de Gonzague, la princesse Anne (1), avait été élevée par Françoise de La Châtre, la sainte abbesse de Faremoustier ; son mariage avec le duc de Guise (2), fut bientôt rompu ; elle épousa le prince Édouard de Bavière, fils de l'Electeur Frédéric comte Palatin et roi de Bohême. Bossuet prononça son oraison funèbre : « Le génie de la princesse Palatine se trouva également propre aux divertissements et aux affaires. La Cour ne vit jamais rien de plus engageant, et sans parler de la pénétration, ni de la fertilité infinie de ses expédients, tout cédait au charme secret de ses entretiens. »

La troisième sœur, la princesse Bénédicté fut abbesse d'Avenai et mourut « dans la fleur de son âge » nous apprend Bossuet.

Quelle importance n'avait pas la famille de Gonzague, puisque la voix du grand orateur sacré se faisait entendre pour la glorifier ? C'est ce qui excusera qu'à propos de Catherine de Gonzague-Clèves, je me sois laissé entraîner à parler de sa sœur, de son frère et de quelques personnes de sa vie intime.

XXV

Quelques-uns des faits et des événements rappelés à l'occasion des mariages projetés de Catherine de Gonzague-Clèves serviront à donner un aperçu de la vie privée à la fin du seizième siècle. La fiction n'a aucune part dans ce travail, analyse exacte, souvent servile des lettres trouvées dans les archives des Nevers ; j'ai été sobre d'observations préférant laisser parler les personnages amenés par la suite des faits, car je pense avec Montaigne que *c'est toujours plaisir de voir les choses écrites par ceux qui ont essayé comme il les faut conduire.*

Une démonstration toutefois résulte de tout ce qui précède. Théodore de Bèze dit que François de Clèves était de la nouvelle religion et que ses enfants la suivirent. Il y a là une erreur, et

(1) Senac de Meilhan a composé des mémoires sous son nom.

(2) Il épousa la comtesse de Bossut, fit casser son mariage et épousa Mlle de Pons, il était petit-fils de H. de Guise, tué à Blois.

Mgr le duc d'Aumale la reproduit. François de Clèves, dans son testament « élit sa sépulture en la grande église de la ville de Nevers et veut qu'en rémission de ses péchés soient faites prières à Dieu et aumônes aux pauvres ». Ses deux fils moururent à vingt ans sans postérité. Tout démontre d'une manière certaine que ses trois filles, la duchesse de Nevers, la duchesse de Guise, la princesse de Condé restèrent fidèles à la religion catholique.

Peut-être des anecdotes recueillies sur elles et répétées sans être vérifiées sont-elles aussi inexactes. Leurs lettres sont pleines du sentiment de la famille, guide toujours précieux dans la conduite de la vie, très écouté au seizième siècle, fort affaibli dans le nôtre ; des paroles bonnes ne sauraient cacher des actions mauvaises.

Les correspondances du temps nous sont de meilleures indications pour juger les personnages que les récits très amusants mais d'une authenticité douteuse de Brantôme, il n'y avait pas seulement alors des *amoureuses*, on comptait des femmes pleines de vertus modestes, les plus difficiles à pratiquer, comme Françoise d'Alençon qui savait modérer ses désirs ; comme Madame Renée de France qui écrivait à sa fille : la prodigalité est un vice et la libéralité est une vertu ; comme Anne de France, dame de Beaujeu s'informant si sa nièce est « bonne mesnagière. »

Subissant le goût de notre époque, on va fouiller dans les temps éloignés pour y découvrir quelques épisodes marqués par la dissolution des mœurs, on peint quelques femmes qui ont succombé, après quelle lutte, on ne le dit pas, et cependant à aucunes ne plait le mal pour le mal. C'est par de pareils tableaux que l'on veut donner une idée d'un siècle un peu effacé dans les souvenirs ; on le travestit injustement ; il a mieux que cela à montrer : de beaux exemples et de vertueux personnages.

M^{re} de LA JONQUIÈRE.

LES ORIGINES DU PASSAIS

PASSAIS est synonyme de passage, *passus* ; et le Passais formait en effet, une contrée intermédiaire entre le Bas-Maine et la Normandie que reliait un très ancien chemin, traversant les bassins de la Mayenne, de la Varenne, de la Souce et de la Vire : chemin connu sous le nom de *chemin potier*, et qui conduisait sans doute, au moins dans le principe, de Jublains à Vieux (1).

Le Passais a dû rester longtemps à l'état de forêt, plus longtemps même que le Mortainais, comme l'indiquent encore bien des noms de villages ainsi que certaines éclaircies faites à travers bois (2), et l'on y remarque plusieurs soulèvements dioritiques avec *galeries* ou *alignements* naturels ainsi qu'avec des pierres levées ou menhirs déchaussés par le *Diluvium* ; en un mot, avec tous ces jeux de la nature que les Gaulois semblent avoir recherchés, sinon imités, à l'époque celtique.

I

Tout porte donc à croire que le Druidisme était fortement installé dans le Passais normand, et qu'il subsista longtemps dans cette retraite où les Celtes trouvaient en grand le bois et la pierre,

(1) Ce chemin touche dans le Mortainais des points désignés de la même manière et connus sous les noms de Livet-Passais, de la Prise-Passais, comme le *Pass* dans le Maine ; et l'on trouve des traces de ce chemin tant à Saint-Siméon-de-Vaucé, qu'à Vaucé et à Couesmes.

(2) Le Bois, le Grand-Bois, le Chemin, l'Essart, le Bray, l'Huisserie, le Pertuis, l'Air-S'ouvre....

c'est-à-dire les deux principaux éléments du culte druidique ; et, si les monuments mégalithiques d'un caractère certain sont rares, aujourd'hui dans le Passais, les légendes y abondent toujours. Là, par exemple, est encore le Chêne-aux-Fées (1), centre d'une section de la commune de Passais, comprenant plusieurs anciens villages, avec un superbe soulèvement dioritique ; et tout près est la *Table-au-Diable* sur le versant méridional d'un autre soulèvement de même nature.

Ces soulèvements d'une certaine altitude (2), offrent d'ailleurs de ces vues splendides que nos pères semblent avoir recherchées, comme du reste en général les anciens peuples, dans le choix de leurs temples ou de leurs assemblées ; et, lorsque les Gaulois consacraient à leurs dieux les bois et les pierres, l'on ne voit pas pourquoi ils ne leur auraient pas également dédié des galeries naturelles, des menhirs plantés par un jeu du hasard ; en un mot pourquoi nos pères ne se seraient pas dispensés d'un travail que leur épargnait la nature (3).

Aussi les légendes anciennes des premiers missionnaires du Passais nous présentent-elles ces confesseurs de la foi occupés soit à détruire des bois consacrés aux faux dieux, soit à briser leurs idoles, sans doute des menhirs (4) ; et les deux principaux soulèvements dioritiques du Passais sont la Butte-Chopeaux ou Butte-à-Chopeau, dans la section du Chêne-aux-Fées, sur un ancien chemin allant du Passais à Saint-Siméon-de-Vaucé ; et enfin, près du bourg de Passais (5), la Butte, dite de la *Table-au-Diable*.

Il ne reste, il est vrai, plus rien de ce que la légende avait baptisé du nom de Chêne-aux-Fées ; et nous avons en vain cherché dans cette contrée des monuments mégalithiques proprement dits ; mais la Butte-Chopeaux n'en a pas moins conservé tous les

(1) On lit dans la vie de saint Sever : « Habebat in vicinio domûs suæ illicem prægrandens ritui Diemonum deputatam, sub quâ intularum Caprarumque Diis suis immolatorum fundebat cruorem... »

V. aux Bollandistes, t. iv, page 188, n. D.

(2) Environ 200 mètres.

(3) V. M. de Caumont, *Cours d'Antiquité*, p. 112 ; et M. le vicomte de Pulligny, *l'Art préhistorique de l'Ouest*, p. 188.

(4) On lit dans la vie de saint Bomer : « Lucum, quem populus cæca adhuc superstitione frequentabat, subruit ; idolamque quæ malignus ille spiritus decipiebat evertit. »

V. aux Bollandistes, t. xxxv, p. 336 F.

(5) A 150 mètres environ du bourg de Passais.

caractères extérieurs des lieux originellement consacrés au culte druidique.

Ainsi, du sommet de cette colline élevée, l'on a une vue splendide sur Domfront, le Mont-Margantin, Lassay... et l'on y trouve des *alignements* naturels, des *galeries*, des menhirs en diorite ; en un mot, tout ce qui pourrait, à la rigueur, constituer une enceinte sacrée naturelle.

Quant à la Butte, dite de la *Table-au-Diable*, l'on y accède par des chemins creux et profonds d'une haute antiquité : chemins pavés par endroits en enrochement grossier, sinon garnis de trottoirs ; enfin, la vue que l'on a du haut de cette butte sur Domfront, le Mont-Margantin.. est splendide ; et l'on trouve là, comme à la Butte-Chopeau, ces soulèvements dioritiques dans lesquels l'imagination populaire a cru voir l'autel des sacrifices, sinon des rigoles, par lesquelles coulait le sang des victimes.

Quoiqu'il en soit, et en dehors de toutes ces fantaisies, le soulèvement dioritique de la *Table-au-Diable*, d'une grande régularité de formes, pouvait fort bien, surtout il y a de longs siècles, et avant les changements que ces lieux ont subis, constituer une enceinte sacrée, avec les *menhirs* naturels qui environnent son faite, les *galeries* qui l'enveloppent, les *alignements* qui l'entourent ; en un mot, avec tout cet ensemble de piliers de pierres de toutes formes et de toute grandeur, et qui semblent plantés là, comme par la main des hommes ! (1)

Mais ce qui confirme cette hypothèse, si c'en est une, c'est la présence d'une véritable *allée couverte* d'une authenticité incontestable, laquelle subsiste toujours sur un des versants de la Butte, au Midi. En effet, non loin du chemin d'intérêt commun n° 32. de Passais à Mayenne par Saint-Siméon-de-Vaucé, il existe encore une très belle *allée couverte*, construite avec les mêmes pierres que les *galeries* de la Butte, dite de la *Table-au-Diable*, c'est-à-dire en piliers de diorite.

Cette allée qui a été ouverte, fouillée et même en partie bouleversée, affecte la forme d'un rectangle de 4 mètres de longueur sur 3 mètres de largeur hors-œuvre. Elle était orientée de l'Est

(1) La *diorite* semble, avec le *granit*, avoir été une pierre préférée des Gaulois ; cette roche formant naturellement des piliers polis de toute grosseur que les Celtes n'avaient qu'à rouler et à poser, à la différence d'autres roches, telles que les grès et les schistes, disposés par assises ou par blocs.

à l'Ouest et formée de trois grandes tables posées sur six chantiers ou pieds droits encore debout.

Toutefois c'est le seul monument mégalithique fait de main d'homme, d'une authenticité incontestable, que nous ayons pu rencontrer dans la contrée (1).

II.

Quoique l'évêché du Mans remonte à la fin du ⁱⁱe ou ⁱⁱⁱe siècle (2), cependant le Passais n'était pas encore complètement évangélisé au ^{vi}e ; mais c'était, ce semble, la seule partie de ce vaste diocèse dans laquelle le paganisme se fût réfugié, bien que les Francs se fussent établis de bonne heure dans le *bassin de la Pisse*, comme non loin de là, dans le bassin de la Souce (3).

En effet, ce fut au commencement du ^{vi}e siècle, que l'Evêque du Mans saint Innocent (486-542), envoya dans le Passais, pour achever son évangélisation une pléiade de saints missionnaires, originaires pour la plupart de l'Aquitaine et de l'Auvergne, et venus du célèbre monastère mérovingien (près d'Orléans) de Micy. Ces confesseurs de la foi s'appelaient saint Almere ou Almer, saint Alvée ou Auvieux, saint Bômer, saint Ernier, saint Frambault... (4) ; et ils se fixèrent en général au milieu des forêts, alliant la culture des terres à la prière et à la prédication comme plus tard dans ces mêmes contrées des bénédictins du ^{xii}e siècle (5).

(1) Cette allée rappelle celle de St-Symphorien dans le Mortainais, laquelle était située sur un ancien chemin allant de St-Symphorien à Buais, par la chapelle de Hurel, seulement cette allée était beaucoup plus considérable, puisqu'elle mesurait 19 mètres de longueur, savoir 12 m. 50 dans sa partie principale, avec un retour de 6 m. 50 cent.

— Voir à cet égard, pour compléter cette notice, un fort intéressant Mémoire de notre très honoré vice-président, M. le comte de Contades : Passais et ses monuments mégalithiques ; mémoire qui était à l'impression au moment où notre Bulletin de 1887 t. vi annonçait le présent article.

— Mémoire in-8 de 26 pages, avec dessins de M. Jules Tirard. Paris, H. Champion, 1887.

(2) V. à cet égard, le Congrès du Mans, Société archéologique de France.

(3) Ainsi l'on y trouve comme à Ger, l'Estre, les Estres, l'Essart, le Brail...

(4) Almirus ou Alnerus ; Alveus ou Alneus ; Bohamadas, Baumadus, Boamicus ; Ernaeus, Hørneus, Erinus ; Frambaldus, Frainbaldus.

(5) V. les Bollandistes, t. 43, p. 801 à 807 ; id. p. 368 à 370, p. 803 à 808.

Contemporain de saint Ernier, de saint Bômer et de saint Fraimbault, disciple de saint Avit, saint Auvieu, prêtre et abbé, issu d'une famille noble, formé à la règle de saint Mesmier, se fixa dans la forêt du Passais au lieu qui a conservé son nom, et il y fonda un monastère mérovingien dont il subsiste encore des ruines considérables.

Sa légende s'exprime ainsi : « In condita celciacence (1), aliquam partem Eremit. cujus vocabulum est Mufa (2), una cum quibus damtumulis (3) et circummanentibus... cœpit stirpare et cellulam ædificare... in honorem sancti petri... atque fratres communes et regularem vitam amantes imibi congregare studuit (4). »

Or, saint Auvieu a conservé tous les caractères d'un ancien domaine féodal (5) que le saint missionnaire dut recevoir de l'Evêque du Mans, sinon du roi Clotaire, comme saint Ernier à Ceaulcé, saint Almer à Grez-en-Bouere et saint Constantien à Javron.

Prédicateur éloquent, saint Auvieu forma de nombreux religieux dans ce vaste diocèse du Mans qui comptait, à cette époque, plus de quarante monastères : « Eo tempore, amplius quam quadraginta cellulæ in pago cenomanico sunt ædificatæ... et de viris bonis et justis communem et regularem vitam astantibus atque ducentibus sunt repletæ. »

Saint Auvieu dut donc fonder dans le Passais Normand un monastère (6) mérovingien comme saint Ernier à Ceaulcé ; et ce monastère construit sur un domaine que lui avait concédé

(1) *Condita* id est territorium *canton*, c'est-à-dire la région dont Ceaulcé était le chef-lieu.

(2) Sans doute la Meauffe.

(3) Le mot *tumuli* a-t-il une signification celtique ?

(4) V. aux Bollandistes t. 43, p. 807 à 809 ; id. t. 24 p. 712-725.

(5) Cet ancien domaine était le centre de six fermes, avec d'anciennes doutes, de larges avenues et des massifs d'arbres séculaires. La foire angevine, transportée à Domfront vers la fin du xv^e siècle se tenait autrefois au haut des avenues du château de saint Auvieu, — le château actuel est moderne, mais la cuisine est ancienne et la cheminée peut dater du xiii^e siècle.

Le domaine de saint Auvieu appartenait dès le milieu du xv^e siècle à la famille Achard, la plus ancienne famille historique du Passais Normand dont le nom, à travers les âges, s'est toujours identifié avec cette devise : honneur et patrie. Le domaine de saint Auvieu appartient aujourd'hui à M^{me} la baronne de Préfelin (Goupil de Préfelin).

(6) *Cella*, *Cellula*.

l'Evêque du Mans, ne tarda pas à être enrichi par des libéralités royales.

Effectivement le voyage dans le Maine du roi Clotaire I^{er}, allant en Bretagne, vers l'année 560, soumettre son fils Chramsne, révolté contre lui, et allant du Mans à Ceaulcé, est un événement mémorable à cette époque, lequel a dû laisser dans la contrée des traces profondes (1) ; et l'on sait que saint Auvieu eut une entrevue avec le roi victorieux à son retour de Bretagne, sans doute à Ceaulcé, d'où il revint chargé de libéralités royales. Le monastère de saint Auvieux, fondé dans le principe sous le vocable de saint Pierre, ne tarda pas à être en vénération dans le pays. Ainsi, dès le ix^e siècle, saint Auvieu avait un autel dans la cathédrale du Mans, à côté de saint Brice, de saint Bômer... ; et en 1112 le roi d'Angleterre, Henri I^{er}, le vainqueur de Tinchebray, donnait à saint Vital, *abbé de Savigny*, le domaine de saint Auvieux, *locum de S. Alves*, ce qui explique comment la chapelle de saint Auvieux fut desservie jusqu'à l'époque de la Révolution par les religieux de l'abbaye de Savigny (2.)

Ce fut à Saint-Auvieux même que mourut vers 565 le saint missionnaire du Passais, entouré de ses disciples et de ses religieux : *a suis discipulis et monachis est sepultus in jam dicta cellula sua honorifice...* (3) » et l'on montre encore au nord de la chapelle actuelle le lieu de sa sépulture et l'endroit où, suivant la tradition, était la pierre tombale posée sur ses colonettes.

Quant à la chapelle ou église de Saint-Auvieux, l'on conçoit comment elle a échappé au vandalisme du Moyen-Age et aux tourmentes révolutionnaires.

En effet, cette chapelle ne tarda pas à être érigée en église paroissiale notamment au ix^e siècle ; elle aura donc été naturellement entretenue et elle aura ainsi survécu aux invasions normandes, en supposant même que les Northmans aient jamais pénétré jusqu'au fond des forêts du Passais.

Enfin, lorsque sous le règne de Louis XI, en 1475, l'ancienne église paroissiale originellement établie à *Saint-Auvieux*, fut

(1 et 2) « *Honoratus a rege et a cunctis satellitibus suis, atque magnis muneribus ditatus ad cellulam suam revertitur cum gaudio* ». V. la Légende de saint Auvieu aux Bollandistes, t. 43, p. 807 à 809 ; — Grégoire de Tours, livre 4 ch. 20 ; D. Bouquet, t. xi, p. 17.

(3) V. aux Bollandistes, t. XLIII, p. 807 à 809.

transférée dans le bourg actuel de Passais, Saint-Auvieux devenue chapelle domestique et propriété privée aura encore pu échapper au vandalisme révolutionnaire (1).

Ces circonstances expliquent donc comment le monastère de Saint-Auvieux s'est aussi bien conservé que tant d'autres de la même époque, notamment que celui de Ceaulcé, de *Saint-Pair*, près Granville, des deux *Jumeaux*, près Bayeux (2).

Quant à la chapelle de Saint-Auvieux et ancienne église paroissiale du Passais, elle se compose de deux parties très distinctes : 1° de la partie à l'est, laquelle a dû former la chapelle primitive de *Saint-Auvieux*, et 2° de la partie à l'ouest, annexée sans doute après coup. Enfin celle-ci accuse elle-même plusieurs styles et plusieurs dates, avec des restaurations des XI^e, XII^e, XIII^e et XV^e siècles.

Ainsi ce sera seulement au XV^e siècle que l'on aura ouvert au levant, ces deux fenêtres conjuguées en ogive lancette, destinées sans doute à remplacer d'anciennes baies romanes, et la statue de saint Auvieu avec sa chasuble de forme antique, peut dater du XI^e siècle.

Enfin l'ancien autel en pierre offre tous les caractères du XII^e siècle, avec sa table ornée d'un cavé, son massif triangulaire et les colonnes romanes placées aux deux angles (3).

Mais ce qu'il y a encore de plus caractéristique à Saint-Auvieux, c'est l'appareil de la maçonnerie, lequel annonce une très grande antiquité.

Ainsi, à côté de l'appareil en *opus spicatum* ou en *arêtes de poisson*, des X^e et XI^e siècles, que l'on trouve à l'ouest, on distingue en outre au levant de l'ancienne église et chapelle, le petit appareil roman, lequel doit remonter aux temps mérovingiens, et dont les ouvriers de cette époque trouvaient des types dans leur voisinage et dans les monuments gallo-romains (4) du Maine.

(1) V. les lettres-patentes du roi Louis XI, et datées du 14 août 1475, par lesquelles il concède à Guillaume LeCoq, son chapelain, une certaine étendue de terre pour y construire un presbytère et une église.

(2) Ces monastères ont encore conservé surtout celui de *Ceaulcé* dans leurs parties anciennes, le type de l'architecture mérovingienne.

(3) Ce genre d'autel se retrouve notamment à l'église de Notre-Dame-sur-l'Eau, près Domfront, à N.-D. de Vire, à l'église abbatiale de Saint-Sever, à Avesnières, près Laval.

(4) Par exemple au Mans et à Jublains.

Les baies romanes qui éclairaient primitivement l'ancienne chapelle ont, il est vrai, été bouchées, mais il en reste encore dans lesquelles on peut reconnaître le type gallo-romain des temps mérovingiens (1).

Quant à l'église actuelle de Passais, elle offre certains caractères analogues à la *chapelle de Saint-Auvieux*, au moins dans ses baies conjuguées en ogive lancette ; et, bien qu'elle soit placée sous le vocable de la *Conception*, l'assemblée paroissiale se tient toujours à la fête de saint Mathieu (2).

Non loin du monastère de Saint-Auvieux, à 3 kilomètres environ, et à 1 kilomètre du charmant manoir des Hautes-Noës, se trouvait une ancienne chapelle qui a été remplacée depuis quelques années par un élégant oratoire. Il eût été difficile de préciser la date de cette ancienne chapelle, mais elle devait cependant remonter à une haute antiquité, car son autel en pierre accusait le style du XII^e siècle, et les statues qui s'y trouvaient rappelaient les temps primitifs du Christianisme. Ainsi cette chapelle était placée sous le vocable de Sainte Marie-Magdeleine (3), et l'on y remarquait notamment avec la statue de Sainte Magdeleine, celles de Sainte Anne, de Saint Guillaume ; c'est la chapelle dite de l'Air-S'ouvre : (4) chapelle située dans l'ancienne forêt du *Passais*, non loin de ce *Chemin potier* qui aura remplacé l'ancienne voie Gallo-Romaine de *Jublains à Vieux*.

III

Enfin, ce qui caractérise encore aujourd'hui à un très haut degré, le Passais-Normand, c'est l'existence de traditions toujours

(1) Notamment une fenêtre en meurtrière, avec claveaux, au midi.

(2) Cette assemblée est accompagnée d'une foire ; cette foire durait plusieurs jours.

(3) Non loin de là était le grand chemin dit de la Magdeleine.

(4) La nouvelle chapelle a été consacrée le 22 juillet 1883 ; on peut voir encore les statues de l'ancienne chapelle qui ont été transportées et conservées dans une maison voisine, elles sont au nombre de cinq : Sainte Magdeleine, Sainte-Anne, Saint Joseph, Saint Laurent, Saint Guillaume ; une partie du bois en chêne qui a servi à composer cette statue est usée par l'action du temps et de l'humidité. — Au pied de cette chapelle se trouve une source d'eau limpide qui, paraît-il, ne tarit jamais et est employée avec avantage en lotions pour certaines maladies des yeux.

vivaces ; c'est l'empreinte profonde qu'à toujours laissée dans le pays le souvenir de la grande mission quasi-apostolique du vi^e siècle dans cette contrée foncièrement religieuse.

Ainsi ce ne sont pas seulement l'*oratoire* de *Passais* et l'église *Saint-Siméon* de *Vaucé* (1) qui sont le but de pèlerinages considérables, comme il y en a peu dans le diocèse de Coutances ; mais en outre, il se fait encore tous les ans, dans le pays, des processions mémorables qui ont certainement un caractère profondément traditionnel, et qui doivent remonter à une très haute antiquité, sinon aux temps quasi-apostoliques des saints missionnaires du Passais.

Or, de toutes ces processions la plus célèbre est certainement celle du lundi de la Pentecôte, laquelle appelle de *Ceaulcé* au *Mont-Margantin* les populations chrétiennes du *Passais* et du *Maine*, et cette procession connue sous le nom de la *Oline* (2) rappelle sans doute, par la date célèbre de la Pentecôte, l'époque de la venue des Missionnaires du Passais, l'évangélisation des habitants des forêts, encore idolâtres, et de leur conversion définitive au Christianisme, enfin les miracles que les missionnaires du vi^e siècle opéraient alors en figurant avec les saintes huiles, le signe de la Croix sur les membres des malades qu'ils guérissaient (3).

NOTE. — L'on désigne sous le nom de *Passais* la contrée limitrophe du Mortainais dont Domfront était la ville principale, mais à quelle époque a-t-elle pris cette désignation, et quel en était le sens précis ?

Dans l'origine, cette contrée devait faire partie du territoire des *Aulerci-Diablintes*, lequel rencontrait au Nord le pays des *Unelli-Viducasses* ; et la voie romaine d'*Argence* à *Noviodunum*

(1) Le pèlerinage toujours très fréquenté de Saint-Siméon de Vaucé pendant un mois en entier, le mois de juin, a donné lieu à une foire importante qui se tient concurremment avec le pèlerinage le jour *Saint-Jean*.

(2) *Oline* et *Oléine* du latin *oleum*, huile.

(3) Voir la vie de Saint-Fraimbault aux Bollandistes, t. xxxvii, p. 300-302 ; la vie de Saint *Bômer*, t. xxxv, p. 336 ; la vie de Saint *Almer*, t. xliii, p. 801-807 et la vie de Saint *Auvieu*, id. t. xliii, p. 707-709... passim : « unxit sacratio oleo... sacrați olei unctione... liquore sanctificati olei Sanavit... oleo sanctificato in modum crucis liniens... »

ou de *Vieux à Jublains*, à travers les forêts du Passais, reliait la *Civitas* de ces deux peuples.

Après l'invasion des Francs, le territoire des Aulerci-Cenomans et des Aulerci-Diablintes devint le Maine (Pagus) et le vaste diocèse du Mans.

Le Passais dépendait alors de Ceaulcé, *vicus cœnonicus* au *vi*^e siècle ; et cette contrée était désignée sous le nom de *Con dita Celciacensis*, C. Ceaulçais.

C'est, ce semble, sous les Carlovingiens que le Perche, jusque là partie du Maine et formant à partir de Bellême les *marches* de la Bretagne est érigé en comté sous la suzeraineté des rois de France ; et au commencement du *xi*^e siècle, le Perche forma un comté important.

C'est l'époque de la création de *Domfront*, lequel fait partie du Perche comme il avait fait jusque-là partie du Maine : *Domfront* au Perche.

Mais vers 1049, Guillaume le Conquérant s'étant emparé d'Alençon et de Domfront, le Passais se trouva ainsi réuni à la Normandie, et devint le *Passais Normand*.

Effectivement, c'est vers cette époque du *xii*^e siècle qu'apparaît le Passais dans la *Chronique de Normandie*, dans Robert Wace, Benoit...

Quel était le sens précis de ce mot ? il signifiait, comme nous l'avons indiqué ci-dessus : passage, *passus*, *pas*, comme le Pertuis (Achard) Montpertuis, la Brasse, les Brasses, l'Air-S'ouvre, c'est-à-dire trouées à travers les forêts du Passais du Sud au Nord ; et tout porte à croire que ces trouées (via latâ-Lair) datent surtout de la période Normande.

C'est en effet, surtout au *xii*^e siècle, dans les historiens de cette époque, que nous voyons apparaître le nom de Passais.

Quelles étaient ses limites ?

Du côté du Mortainais, *usque in Moritanniae Marcham* (1), ses limites étaient divers cours d'eau : la Colmont, la Souce, l'Egrenne, anciennes limites des deux peuples, et comme haies en masse de terre, les haies de la *Chiffetière*, près *Leluardière*, et de *Rouellé*.

Ces haies construites à l'Est du chemin de partage ou du côté du Perche ont dû être élevées par les Comtes du Perche comme limites du côté de la Normandie depuis que les Normands occupent la Neustrie (912) ; elles n'avaient pas avant de raison d'être.

Du côté d'Argentan sans doute le *Houlme*, *Houlmus*, *pagus hulmensis*, contrée dont Argentan était le chef-lieu et qui formait un des cinq archidiaconés du diocèse de Séez au *xii*^e siècle. Plus tard le Passais semble confondu dans le Houlme (voir la carte de Delisle) ; cependant l'on dit toujours : *Domfront* en *Passais*.

H. LE FAVERAIS.

(1) Voir t. v, *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, p. 236 et la note.

LA BANNIÈRE DE LA LANDE-PATRY

(1620).

—

I

CONFRÉRIE DES TRINITAIRES

A l'Exposition industrielle et artistique qui eut lieu à Flers, en 1868, les chercheurs d'antiquités tournèrent et retournèrent une bannière enlevée dix ans auparavant à l'Eglise de La Lande-Patry. Elle avait passé sans encombre les jours difficiles de la Révolution ; pendant que les dévastateurs déchiraient à coups de baïonnettes le tableau du maître-autel, ils laissaient comme une vieillerie sans valeur la *toile* appendue au dossier de la chaire. Détachée de cette place, en 1854, elle fut vendue, pour une somme très modique, à M. H. A..., architecte à Flers... Vingt-cinq ans plus tard, elle était rendue à sa destination première, le jour même où la paroisse de La Lande assistait à la bénédiction de l'Eglise rebâtie.

L'Orne pittoresque a fait mention de cette bannière ; mais la brève notice qu'elle lui a consacrée ne saurait suffire aux archéologues. C'est pour jeter sur cette relique des temps anciens une plus ample lumière que nous avons entrepris cette étude.

La bannière dont nous donnons la description est une peinture sur toile, peu remarquable au point de vue artistique, mais très précieuse pour l'histoire locale et assez bien conservée, eu égard à ses aventures. Elle mesure 1 m. 80 en hauteur et 0 m. 80 en

largeur. Le bâton transversal porte encore les attaches qui devaient recevoir la hampe quand on allait en procession; les mouchetures parsemées sur la gravure (ci contre) indiquent les endroits où la toile est dégradée.

C'est un livre en deux chapitres : le premier rappelle, en entier, la fondation de l'Ordre des Trinitaires ou Mathurins de l'an 1195 à l'an 1198, par S. S. Jean de Matha et Félix de Valois. Jean de Matha nous apparaît en bas, à gauche du spectateur; il tient en ses mains une chaîne brisée. A droite, c'est Félix de Valois, le crucifix à la main, et à ses côtés un cerf, portant entre son bois une croix rouge et azur. Au milieu de la composition, un ange, accosté de deux esclaves, à genoux. En chef se voit l'image de la Sainte-Trinité : une colombe entre le Père et le Rédempteur.

Jean de Matha naquit vers l'an 1156, dans un petit bourg de la Provence, appelé Faucon. Son père Euphrème et sa mère Marthe étaient chrétiens; le père destinait son fils à la science. Il étudia en effet et vit à Marseille le monde des riches. Mais en même temps sa mère le conduisait elle-même dans le monde des pauvres. Ce contraste frappa le jeune homme, qui méditait et cherchait sa voie.

Il arriva à Paris (l'an 1180). Attendu et recueilli par plusieurs personnages amis de sa famille, il sentit néanmoins le vide. Un ennui secret s'empara de son âme, il regretta son enfance. Comme il priait dans l'Eglise de Sainte-Geneviève, il entendit une voix qui prononça trois fois ces paroles : « Étudiez la sagesse, mon fils, et réjouissez mon cœur. » Quand Jean sortit de l'Eglise, il avait fait son choix et consacré sa vie. L'étude de la théologie le posséda tout entier, la prière et le travail remplirent son existence.

Le moment solennel arriva où Jean allait dire sa première messe. Dès cette époque la réputation de sainteté du jeune lévite s'étendait dans le public : c'est pourquoi une immense multitude remplit l'Eglise au jour de la solennité. Or, au moment où le prêtre, pour la première fois, élevait entre ses mains l'hostie sainte, on vit son visage s'embraser, son regard devint fixe et sa tête lumineuse. L'évêque Maurice de Sully, frappé de ce spectacle, disait en lui-même : « Jean voit quelque chose que les autres ne voient pas ! »





« — Venez, lui dit-il, après la messe, racontez à votre évêque ce qui s'est passé.

« — J'ai vu, dit Jean de Matha, j'ai vu l'Ange du Seigneur, son visage resplendissant respirait une sublime douleur tempérée par la miséricorde, ses vêtements étaient blancs comme la neige; il portait sur sa poitrine une croix rouge et azur; à ses pieds deux esclaves, chargés de chaînes, se tenaient dans une attitude suppliante, l'un était Maure, l'autre chrétien; sa main droite reposait sur le chrétien, sa main gauche sur le Maure : voilà ce que j'ai vu. »

Un jour, Jean de Matha, se préparant à la destinée vers laquelle il se sentait appelé, dirigea ses pas vers le diocèse de Meaux, dans les montagnes de Gandeln. Il y rencontra Félix de Valois, qui l'avait précédé dans ces profondes solitudes, lui aussi pensant nuit et jour à la rédemption des captifs.

Félix avait été dirigé là par les voies les plus mystérieuses. Son père Raoul et sa mère Eléonore avaient divorcé. L'excommunication de Rome tomba sur la tête du comte Raoul. Le chagrin du jeune Félix fut tel qu'il voulut quitter du même coup sa famille et le monde. Pour cacher son dessein, il passa quelque temps à la cour de son oncle Thibault, comte de Champagne. Un jour il disparut, profitant d'une excursion dans la forêt. On le chercha, mais inutilement. Ses serviteurs demeurèrent convaincus qu'il avait péri dans un ravin et racontèrent partout sa mort. En effet, il était mort à son ancienne vie. Ce fut dans la solitude que la voix qui parle aux solitaires se fit entendre à lui, et elle lui parla de la rédemption des captifs.

A cette époque, Jean de Matha se trouva face à face avec Félix de Valois et leur rencontre fut le point de départ de leur œuvre commune. Jean de Matha ouvrit le premier son âme à celui qui l'avait précédé dans la solitude. Félix admirait les voies par lesquelles son compagnon lui avait été mystérieusement préparé et amené. Il fut convenu entre eux qu'ils vivraient ensemble et attendraient, dans l'oraison, de nouvelles lumières. Ils vécurent ainsi trois ans : « l'unique société de chacun d'eux était un saint ». Un jour, après trois ans de vie commune, ils virent un cerf qui venait se désaltérer à la source d'eau vive. Il portait entre son bois une croix rouge et azur semblable à celle que, le jour de sa première messe, Jean avait vue sur la poitrine de l'ange.

Décidés alors, ils quittèrent leur montagne et vinrent à Paris, afin de communiquer leurs projets à l'évêque, ainsi qu'aux abbés de Sainte-Geneviève et de Saint-Victor. L'évêque Eudes de Sully leur donna des lettres de recommandation pour le pape Célestin III. Les deux saints personnages partirent pour Rome; mais, pendant leur voyage, le Pape Célestin mourut, et, à leur arrivée, ils trouvèrent sur le trône de saint Pierre Innocent III. Le nouveau Pape était un ancien compagnon d'études de Jean de Matha.

Le Souverain Pontife soumit à l'examen du Sacré Collège une œuvre dont il comprenait l'importance et décida que le 25 janvier une messe serait célébrée dans la basilique de Latran, à l'intention des deux fondateurs.

Le doigt de Dieu qui voulait tout faire dans cette histoire merveilleuse, souleva devant les yeux du Pape le voile qu'il avait soulevé devant les yeux de Jean de Matha : Innocent III vit ce qu'avait vu le jeune prêtre. Il vit l'Ange du Seigneur revêtu du même habit et des mêmes couleurs, dans la même attitude; l'esclave Maure et l'esclave chrétien étaient à ses pieds. Le Pape convaincu fonda immédiatement :

« L'Ordre de la très Sainte Trinité pour la rédemption des captifs.

« *Ordo sanctissimæ Trinitatis de redemptione captivorum.* »

C'est le choix de ce vocable qui a donné au peintre l'occasion de représenter, dans le ciel de la bannière, la Sainte Trinité protectrice du nouvel Ordre religieux.

Les Trinitaires ainsi constitués osèrent bien inscrire en tête de leurs actes :

« *Hic est Ordo approbatus, non a Sanctis fabricatus, sed à solo summo Deo.*

« Voici cet Ordre régulièrement approuvé. Ce ne furent pas même les saints qui l'instituèrent, mais Dieu tout puissant lui seul ! »

Mais avant de retourner la bannière, nous devons signaler encore une forme de rosaire qui entoure l'ange de l'apparition et se compose de onze séries de trois petits grains chacune et partagées par un grain plus fort. Une douzième tierce forme la tête avec la croix aux couleurs de l'Ordre. Au-dessous un médaillon représentant la Vierge Mère, toujours avec la croix rouge et azur,

Ces ornements ont trait à une confrérie de la Vierge qui fut érigée plus tard sous le titre de Notre-Dame-du-Remède (1).

Enfin, comme derniers détails de la première face, vous trouverez entre les deux Patriarches et à leurs pieds, le blason de l'Ordre : « d'argent à la croix, de gueules et d'azur; la branche « de gueules en pal et les armes de France en orle. »

Jean de Matha présente des débris de chaînes au-dessus du globe terrestre : sa charité veut embrasser tout l'univers. Félix tient le crucifix de ses deux mains; la couronne royale est à ses pieds : le saint l'abandonne volontiers pour le Christ. Le cerf de la fontaine s'avance pour passer en face des religieux. Ceux-ci portent le costume ordonné par le Pape ou plutôt indiqué par l'Ange : ils sont vêtus de blanc, avec le grand scapulaire chargé de la croix aux deux couleurs.

II

SECONDE FACE DE LA BANNIÈRE

Les occasions ne manquaient pas au zèle des deux fondateurs : c'était le temps des Croisades; un grand nombre de chrétiens tombaient entre les mains des infidèles. En même temps, des corsaires infestaient les mers, s'emparant des passagers et des équipages. Ces malheureux étaient emmenés dans les prisons de Tunis et du Maroc, et là toutes les violences physiques et morales s'accumulaient sur eux. L'Ordre de Jean de Matha s'organisa avec une force et une sagesse qui firent face à toutes les éventualités de cette terrible situation. Ses biens furent répartis en plusieurs parts consacrées soit à l'entretien des religieux, soit à la rédemption des captifs, soit au soulagement des pauvres. Les Trinitaires eurent pour chef-lieu de leur ordre Cerfroid, non loin de la Ferté-Milon; domaine que leur donna Gaucher III, de Châtillon-sur-Marne.

Jean l'Anglais et Guillaume d'Ecosse furent les premiers vainqueurs qui ramenèrent en Europe le butin désiré. Ils revinrent

(1) M. Ch. Vasseur (dans sa Notice sur les Mathurins, Caen, 1854) cite des actes attestant qu'au xvii^e siècle la chapelle des Mathurins de Lisieux possédait : « Le Tiers-Ordre, Notre-Dame-du-Remède et la Rédemption des Captifs. »

de Maroc avec 186 esclaves libérés. La procession traversa Marseille; les prisonniers marchaient deux à deux, en casaque rouge ou brune, montrant aux populations les traces affreuses des mauvais traitements qu'ils avaient subis, puis rendant grâces à leurs libérateurs.

Jean de Matha partit lui-même pour Tunis. Malgré la difficulté et les dangers de l'entreprise, malgré le prix énorme fixé par le Souverain, dans une audience que le saint lui demanda, Jean put obtenir cent dix esclaves. Les Musulmans, malgré les ordres de leur chef, ne respectèrent pas la Convention : ils s'emparèrent du Négociateur, le frappèrent et le laissèrent sanglant sur la place. C'est ce drame qui est représenté dans le lointain, à gauche, sur une éminence, où l'on voit deux barbares qui entraînent le religieux prisonnier.

Il parvint cependant à se dégager et descendit lui-même dans les cachots, où les scènes les plus horribles s'offrirent à lui : l'idée que Jean de Matha s'était faite des prisons africaines, était dépassée par la réalité qui frappait ses yeux. Le peintre a voulu nous en donner un aperçu en esquissant un groupe de ces mutilés qui tendent vers le ciel des mains chargées de fers.

Le religieux qui n'en pouvait délier que cent dix, choisit les plus misérables et les échangea contre beaucoup d'or. Mais de nouveau les Tunisiens se montrèrent plus féroces que leur maître. Ils s'amentent contre le Saint, lui enlèvent les captifs et exigent une nouvelle rançon. La prière de Jean lui procure la somme nécessaire et les prisonniers sont mis en liberté..... Voilà que la populace intraitable dans sa haine contre les chrétiens se précipite sur le vaisseau de Jean de Matha, enlève le gouvernail, coupe les mâts, déchire les voiles et brise les rames..... Le départ est devenu impossible, que fait le libérateur ? Il donne le signal du départ ! Les passagers qui ont à choisir entre deux genres de mort obéissent et aident le mouvement. Les voyant faire la manœuvre avec des tronçons de rames et de planches, les Tunisiens poussent des huées. Jean se dépouille de son manteau, l'étend en forme de voile, et, à genoux, le crucifix à la main, il invoque l'Etoile des mers. Les vents se taisent et en moins de deux jours, le vaisseau désemparé fait son entrée triomphante à Ostie. Le Souverain Pontife en pleura d'attendrissement.

Pendant ce temps, Félix de Valois était toujours à Cerfroid ; il

organisait les choses du dedans, tandis que son ami faisait les affaires du dehors, surtout il priait. La sainteté de sa vie et de ses exemples attira au Monastère un grand nombre de personnes de qualité et, en peu d'années, l'Ordre obtint un merveilleux accroissement.

Félix avait une dévotion ardente pour la Mère de Dieu et il se plaisait à la faire invoquer sous le titre de *Notre-Dame-du-Remède*. Il mérita d'être honoré d'une visite de la sainte Vierge : chose merveilleuse que le peintre a fidèlement rendue sur la bannière.

La veille de la Nativité de Marie, Félix se rendait à la chapelle du Monastère pour les Matines (1). Cette nuit-là les religieux se trouvèrent en retard ; le supérieur était seul au chœur, quand la Vierge Mère lui apparut, avec l'Enfant Jésus en ses bras. Ses vêtements étaient semblables à ceux des Trinitaires ; une croix rouge et bleue sur la poitrine. Elle était accompagnée d'une multitude d'anges, vêtus de même.

Les Esprits célestes formèrent un chœur et chantèrent l'office de concert avec la Vierge et le bienheureux Félix.

La scène finit par un Ange que l'on aperçoit descendant du ciel avec des scapulaires que la Vierge présente à de pauvres esclaves. Félix, debout et penché vers Marie, semble dire du geste et de la voix : voici votre souveraine libératrice. Les mâts, les voiles et les agrès qui apparaissent à l'arrière-plan se rattachent aux événements de Tunis que nous avons rapportés précédemment.

Sous les pieds de Jean, prisonnier des Mamelucks, un blason :
 « d'argent, au chevron d'azur, chargé de quatre croissants
 « d'argent, accompagné en chef de deux hures affrontées de
 « sable et en pointe d'un sanglier de même passant, le tout
 « timbré d'un chapeau de cardinal, lequel présente cette parti-
 « cularité qu'il n'a que deux houppes. »

Il nous serait bon de pouvoir mettre un nom certain sous ces armoiries ; mais vainement avons-nous cherché dans les familles de Normandie. Quelques-uns ont attribué ce blason aux Lepetite de l'Etang de l'élection d'Evreux ; d'autres ont trouvé une famille de Pommolain, maintenue à Lisieux en 1666. M. de Farcy

(1) Légende du Bréviaire romain, 20 novembre.

y reconnaît les armes d'un prieur ou d'un général de l'Ordre. Dans cette hypothèse, qui nous paraît très admissible, ce serait le prieur de Lisieux ou frère Louis (1), ministre général à Paris, en 1628

Nous en resterons là jusqu'à ce que quelqu'un plus habile ou plus heureux nous indique un possesseur incontestable.

III

LA CONFRÉRIE DES TRINITAIRES

Quand la bannière de la rédemption des captifs fit sa rentrée dans l'Eglise de La Lande-Patry (14 décembre 1879), notre premier souci fut d'interroger la tradition : elle répondit amplement. M. l'abbé Jean Gosselin, né à La Lande, en 1758, devint curé de sa paroisse natale, en 1800, après dix ans d'exil à Jersey. Dès son arrivée, il s'appliqua à faire revivre les pratiques de piété dont son enfance avait été nourrie. Il bénissait un scapulaire de la Sainte Trinité ; et il y a encore, à cette heure, à La Lande, plusieurs personnes qui ont porté cet habit « *de laine blanche chargée de la croix rouge et bleue* ».

Le troisième dimanche, on faisait une procession générale à l'issue des vêpres ; tout le peuple chantait avec entrain le symbole de saint Athanase : « *Quicumque vult salvus, etc.* » Ceux qui avaient vécu dans l'autre siècle se souvenaient du marguillier ou du père Hamard *Custos* faisant la quête pour les pauvres captifs

M. Gosselin mourait en 1854 à l'âge de 96 ans ; son successeur, M. Charles Huet, ne trouvant aucun titre de la Confrérie, laissa tomber le scapulaire et la procession. Les choses en seraient encore là, sans doute, si nous n'avions eu la bonne fortune de reconnaître la bannière et de mettre la main sur un livret aujourd'hui très rare. Le titre porte : « Confrairie de la très Sainte Trinité et rédemption des captifs, érigée en l'Eglise des R. R. P. P. Mathurins de Lysieux, avec les indulgences et privilèges octroyés par les S. S. Pères aux confrères et bienfaiteurs. »

Ce livret semble avoir été fait pour toutes les maisons de

(1) Archives de Mont-Bertrand.

l'Ordre ; le titre seul a été imprimé spécialement pour les confrères de Lisieux et environs. On y trouve un ample et curieux calendrier de toutes les fêtes et indulgences particulières aux Mathurins. Il fut imprimé à Lyon en 1706, avec approbation et privilège.

Le chapitre V des instructions nous intéresse avant tout :

« Manière de faire la procession dans les endroits où la *Confrairie* est établie. »

« Le prêtre ou recteur d'icelle choisira le dimanche qui sera le plus convenable dans chaque mois et, s'il se peut, le troisième ; et ce jour-là on fera la procession du saint scapulaire en la manière qui suit : on portera une bannière qui représentera d'un côté la Sainte Trinité et de l'autre un ange vêtu de blanc, portant sur sa poitrine une croix rouge et bleue et tenant deux esclaves à ses côtés. Ou du moins on attachera à la croix qu'on porte ordinairement aux processions un *scapulaire d'un pied et demy de hauteur* sur environ demy pied de largeur, avec la croix et couleur comme dessus. Les confrères marcheront deux à deux, avec modestie, s'occupant intérieurement et adonnant les pas et les fatigues que J.-Ch. endura portant sa croix du Calvaire. Et finalement le recteur, après avoir entonné le *Quicumque* (cy après), les suivra portant le très saint sacrement ou une croix avec quelques reliques, ou enfin une image de la sainte Vierge. Les sœurs et le reste du peuple iront ensuite, avec le plus de dévotion qu'il leur sera possible. »

C'est à cette procession que nos pères ont assisté, pendant plusieurs siècles, autour de l'antique sanctuaire de Notre-Dame et des ifs millénaires. Le vénérable curé Gosselin en avait gardé fidèle et vive mémoire, car on se souvient encore à La Lande que le jour de la cérémonie, le bon vieillard, qui ne passait pas d'ailleurs pour une nature très impressionnable, paraissait tout radieux et transporté dans un autre monde.

Mais par qui fut instituée la Confrérie de La Lande ?

En quel temps et par quelles mains fut donnée la bannière ?

Il paraît hors de doute que la date de 1620 à 1625 peut être acceptée et maintenue comme âge de la bannière : les appréciations autorisées sont unanimes à cet endroit. La Vierge Mère qui apparaît à Félix de Valois est couronnée à la manière de la Reine Marie de Médicis. C'était une petite flatterie ordinaire aux

peintres de ce temps, de représenter la Reine du Ciel sous les traits de la compagne du Roi.

Une tradition, malheureusement trop certaine, nous apprend que les titres et papiers de la fabrique de l'Eglise *Notre-Dame-de-la-Lande* furent brûlés, dans la grande cour du château de Flers, pendant la Révolution, et que dans ce foyer furent anéantis les mémoires concernant la Confrérie des Trinitaires. Plus heureuse, la paroisse de Mont-Bertrand (1). au diocèse de Bayeux, possède une charte de fondation, avec la date 1628. Grâce à la bienveillance de M. le curé de Mont-Bertrand, nous avons relevé sur l'original des indications précieuses.

« L'an du Seigneur 1628, le 5 novembre, F. Louis, grand
 « maître et ministre général de tout l'Ordre de la Sainte Trinité,
 « conseiller, aumônier de Sa Majesté très chrétienne, commis-
 « saire et visiteur apostolique, avec spéciale délégation... Concède
 « à M^e Laurent Le Marchand, curé de Mont-Bertrand, tous pou-
 « voirs pour lui et ses successeurs d'établir la Confrérie de la
 « Sainte Trinité et rédemption des captifs, dans la paroisse dont
 « il est le recteur, de bénir et de donner l'habit de laine avec la
 « croix rouge et azur, d'accorder les riches et nombreuses indul-
 « gences octroyées par les Papes, de recevoir et de conserver les
 « aumônes jusqu'au jour où l'ordre serait donner de les verser
 « entre les mains des supérieurs. »

Fait et signé à Paris, avec le contre-seing du secrétaire Ralie.

Cette pièce fut approuvée et contre-signée par Ambroise Le Gauffre, vicaire général de Bayeux, à Caen, le 5 mars 1629. Dans ses considérants, le vicaire général vise une Bulle du Pape Urbain VIII (de 1623), qui autorise ces institutions de Confréries. Le recolement de cette charte fut fait par les notaires apostoliques Lagriffe et La Lie, Paris 1629, 27 avril.

A Mont-Bertrand, on possède encore le registre des frères et associés de la Confrérie ; la première liste remonte à 1620.

Que faudrait-il changer à cette pièce pour l'adjuger à l'érection de la même Confrérie à La Lande ? Rien, si ce n'est le nom du curé et de la paroisse, puisque notre bannière est de la même époque. Nous appartenions alors à l'évêché de Bayeux, et en ce temps-là (1620) La Lande-Patry était une des plus importantes

(1) Canton de Bénv-Bocage.

localités du Bocage : il y avait le château féodal encore en état, le prieuré de Saint-Laurent, ville et bourgeoisie. C'était à peu près l'année où le sieur de la Salletière donnait à l'Eglise de La Lande une de ses terres *pour la santé de son âme et les pauvres qui sont gens de bien*. Nous avons tout dernièrement retrouvé un manuscrit (de 1753) indiquant les titres de rentes et fondations de l'Eglise Notre-Dame-de-la-Lande. On y lit trente-cinq noms de bienfaiteurs ! C'est une présomption bien favorable à ceux qui voudront affirmer que cette paroisse qui se distinguait ainsi par sa charité toute chrétienne, dût être prompte à adopter l'œuvre de la rédemption des captifs. La présence de la bannière atteste d'ailleurs l'importance de la Confrérie à La Lande : nous avons vu par le livret que dans les processions, à défaut de mieux, on pouvait se contenter d'un grand scapulaire attaché à la croix. Il est fait mention de cette particularité dans un inventaire du mobilier de la Confrérie de Bernay, dressé en 1792 (1).

Nous savons toujours par le livret et les monuments historiques de Lisieux, que les Mathurins de cette ville érigèrent dans leur Église une Confrérie de la rédemption des captifs... L'entreprise du rachat des esclaves était trop vaste pour être l'ouvrage des religieux seuls. Le P. Philémon de la Motte et le P. Commelin (2) nous donnent d'intéressants détails sur les Confréries établies pour venir en aide aux Trinitaires. Ils ajoutent (p. 296) que dès le principe le Pape Innocent III avait jugé à propos d'y faire entrer autant de fidèles qu'il se pourrait et d'étendre cette charité à tous les états qu'on devait associer pour l'institution d'une corporation, où il invitait tous les chrétiens touchés du malheur de leurs frères, de vouloir entrer, avec pouvoir aux religieux de communiquer leur habit et leurs avantages.

Telle fut l'origine des Confréries qui, au xvii^e siècle surtout, se répandirent dans les villes et les campagnes de Normandie, car le but était très sympathique aux populations, même à celles qui paraissaient avoir le moins à en profiter.

Au temps où saint Vincent de Paul fut emmené esclave à Tunis, d'innombrables pirates partaient des côtes d'Afrique pour enlever et les marchands occupés au trafic de la mer et les enfants

(1) Notice de M. Veuclin (Bernay).

(2) Voyage pour la rédemption des captifs au pays de Tunis et d'Alger. xviii^e siècle.

qui jouaient au rivage. Il y avait peu de familles, dans le midi surtout, qui n'eussent à pleurer quelqu'un des leurs ensevelis vivants aux côtes de Barbarie : on a compté les captifs par centaines de mille. Un gémissement immense remplissait l'Europe privée de ses enfants, et le cri de douleur était plus poignant encore sur les plages épouvantables d'Afrique, où les ravisseurs torturaient leurs esclaves. Voyez sur la bannière ces prisonniers mutilés chargés de fers : vous diriez que le peintre a vu de ses yeux ces infortunés réduits à une condition beaucoup au-dessous des bêtes, puisqu'on leur en fait faire tous les travaux sans leur donner aucun des soins qu'on ne dénie pas à des chevaux et à des chiens. Le livret entre à ce sujet dans des détails de supplices qui font frémir.

Les Princes et les Républiques avaient tout imaginé, sauf une solide pénitence servant de nerf et d'aliment à la charité. Mais ce que ne pouvaient les puissances de la terre réunies, fut accompli par de pauvres moines au nom de la Sainte Trinité.

On lit dans le *Manuel* que saint Jean de Matha, dans ses disflérents voyages, tira des fers 940 captifs et que plusieurs fois il faillit périr entre les mains des barbares. On estime le nombre des esclaves rachetés par les Trinitaires seuls, dans l'espace de six cents ans, à neuf cent mille, et le prix d'un esclave pouvait aller jusqu'à 6,000 francs de notre monnaie.

Avant d'entreprendre une expédition, les religieux faisaient appel à tous les dévouements comme à toutes les intercessions. Quand ils avaient recueilli en dons et en aumônes une somme suffisante, ils traversaient la mer à la recherche des prisonniers. Pendant ce temps, les confréries priaient, on faisait des processions générales pour demander à Dieu un heureux succès. Notre livret indique les prières prescrites ; à la page 116 on trouve cette douce et touchante supplication empruntée aux lamentations du Prophète : « Les ennemis ont pris nos frères à la chasse, comme
« des oiseaux, et des torrents de misères ont inondé leurs têtes. »

Parmi les nombreuses relations de voyages relatives au rachat des captifs par les Mathurins nous citerons celle des P. P. Commelin et Philémon de La Motte. (Voyage au pays de Tunis et d'Alger, 1720) :

« Un convoi de 62 esclaves, rachetés par le P. Commelin,
« arriva à Marseille, le 20 mars 1620 ; ils furent conduits proces-

« sionnellement à la cathédrale. La confrérie des pénitents de la
 « Trinité ouvrait la marche, les esclaves suivaient. De Marseille,
 « ces captifs traversèrent plusieurs villes, où ils furent reçus
 « avec les manifestations de la joie la plus vive. A Arles, le
 « peuple courut au devant d'eux jusqu'aux portes de la cité :
 « l'Archevêque les gratifia d'une relique de saint Roch. Ils arri-
 « vèrent à Paris le 13 mai et en partirent le 16 pour Rouen, par
 « Passy, Gisors, etc.

« Le mardi 21 mai, seconde fête de la Pentecôte, tous les
 « captifs se trouvèrent rassemblés avec les Pères, dans la maison
 « de Rouen. Dès le midi, une des grosses cloches, nommée la
 « Princesse, en avait annoncé la venue et ne cessa point de
 « sonner jusqu'à la sortie de la procession de la dite Eglise, où
 « on était entré au son de l'orgue, et le *Te Deum* fut chanté en
 « chœur par la musique, comme l'antienne de la Vierge.

« Le mercredi 22, le P. Commelin appela par son nom et
 « surnom chacun des esclaves *flamans* et partit avec eux pour
 « se rendre en Flandre. Il y eut environ quinze esclaves qui
 « restèrent à Rouen jusqu'au jour de la Trinité, d'où le Père
 « Philémon les conduisit à Lisieux, suivant le désir de la com-
 « munauté et de la ville qui les avait demandés. Ils y arrivèrent
 « le 28 et le 29, veille du Saint-Sacrement; il s'y fit une proces-
 « sion. La cathédrale les reçut avec honneur, au son des cloches;
 « on chanta le *Te Deum* alternativement avec l'orgue. Le ven-
 « dredi suivant, ils furent congédiés, après avoir reçu de quoi
 « s'habiller et se défrayer jusque chez eux, à la réserve de quatre,
 « qui, ayant témoigné vouloir passer au Havre, furent conduits
 « jusques à Honfleur par les P. P. Philémon et Gabriel Vallée
 « et ils y furent reçus avec autant d'accueil et de distinction,
 « quoi qu'en aussi petit nombre. »

A la suite de la relation du voyage d'Alger se trouvent deux
 listes d'esclaves chrétiens rachetés par les P. P. Mathurins. En
 1785, trois cent treize esclaves furent délivrés à A'ger; parmi
 cette foule des martyrs de la piraterie musulmane se trouvait un
 certain nombre de nos compatriotes, dont voici les noms :

L. Gontières, de Trun, diocèse de Séez, âgé de 54 ans, esclave
 28 ans;

Poidevin, de Cherbourg, 60 ans, esclave 28 ans;

Loiset, de Cléville, diocèse de Coutances, 37 ans, esclave 11 ans ;

L. Guérin, de Saint-Clair, diocèse de Séez, 45 ans, esclave 10 ans ;

J. Bouché, d'Origny-le-Roux, même diocèse, 23 ans, esclave 9 ans, etc., etc. Ces esclaves arrivèrent à Marseille le 9 juillet 1785 et une partie passa par Lisieux. Les détails de la relation de leur passage ne nous sont pas parvenus.

Ce fut, paraît-il, le dernier voyage des Trinitaires en Afrique. La Révolution en supprimant, quelques années plus tard, tous les ordres religieux, détruisit du même coup celui des Trinitaires et par là même les Confréries de la rédemption des captifs. Cependant le sort des malheureux esclaves chrétiens n'avait pas changé ; car, en 1805, lorsque Napoléon envoya son frère Jérôme en ambassade auprès du dey d'Alger, le Prince délivra et ramena 250 captifs. Ce fut la conquête de l'Algérie, en 1830, qui mit fin à la piraterie des Mamelucks et aux misères de leurs victimes.

Mais ce qui n'est pas fini, c'est le rôle de la charité, car il y a toujours des esclaves à délivrer. La description d'un tableau nous a permis de retracer le souvenir d'œuvres et de sentiments inspirés par un ardent patriotisme et par la charité chrétienne. Nous avons esquissé les travaux de Jean de Matha, qui se consacra aux captifs des prisons, dans le temps où François d'Assise se consacrait aux captifs de la pauvreté et Dominique de Guzman aux captifs de l'erreur. Ces derniers sont peut-être à l'heure présente les plus nombreux et les plus dignes de compassion. Que Dieu donne à notre foi le zèle et la puissance des saints pour délivrer nos frères du mal qui menace la société tout entière.

L. BUREL,

Curé de la Lande-Patry.

La bannière est aujourd'hui à l'Eglise de La Lande-Patry dans un châssis fermé. La verrière de la fenêtre immédiatement au-dessus présente, en pied, les deux fondateurs de l'Ordre. Un esclave africain, à genoux aux pieds de Jean de Matha, attend sa délivrance avec anxiété. A gauche, Félix de Valois et le cerf de l'apparition ; les deux blasons ont été également reproduits.

Ouvrages à consulter :

Notice historique et archéologique sur la Maison-Dieu et les Mathurins de Lisieux. — Ch. Vasseur, Caen, 1864.

Les Confréries des captifs à Bernay, à Bernay et aux environs. — E. Veuclin. 1877. — Michaud, hist. — Moreri, dict

Communication de M. l'archiviste d'Alençon :

Les archives de l'Orne nous apprennent que parmi les couvents des Mathurins, dont la fondation remonte aux premiers temps de l'institution, se trouve celui de Mortagne, en 1204, le troisième en France dans l'ordre chronologique. La Normandie était une des six provinces des Trinitaires dans le royaume de France. Malheureusement nous n'avons pas de pièces anciennes relatives à saint Eloi de Mortagne ; les historiens du Perche n'ont laissé à cet endroit que des notes éparses.

Le fait le plus intéressant du couvent de Mortagne est celui-ci :

En 1250, les Trinitaires de Mortagne contribuèrent pour leur quote-part à la rançon de saint Louis, prisonnier des Musulmans. Le même roi, devenu paisible possesseur du comté du Perche, augmenta la maison de quatre religieux, qu'il dota par une charte datée du château d'Essay. »

ANALYSE

DE

DIVERS ACTES DU TABELLIONNAGE D'ALENÇON

XV^e ET XVI^e SIÈCLES

(Suite).

9 OCTOBRE 1578. — Transaction entre noble homme Robin Billard, s^r de la Fontaine-Méry, en son nom et comme représentant le droit de d^{lle} Marguerite de Saint-Mory, veuve de noble homme Jacques le Royer et noble Jean de Troussenville, seigneur châtelain de Chênebrun, par laquelle, pour se libérer envers le sieur de la Fontaine, d'une somme de 5,000 livres tournois allant à 1,666 écus deux tiers, le s^r de Chênebrun lui a vendu la terre noble de la Lacelle tant en chef qu'en membres avec la métairie, excepté les bois taillis et de haute futaie, moulin et étang. Cette terre relevant de la baronnie de la Roche-Mabille et autres seigneuries. Le s^r de Chênebrun se réserve de pouvoir rentrer dans cette terre en remboursant les 5,000 livres au s^r de la Fontaine.

2 JANVIER 1579. — Accord sur procès entre noble dame Françoise de Silly, veuve de haut et puissant seigneur, messire Jean

de Bourbon, chevalier seigneur et vicomte de Lavedan, qui demandait à être saisie de tous les biens de noble dame Aimée de la Fayette, sa mère, veuve de haut et puissant seigneur François de Silli, chevalier seigneur de Lonray, et haut et puissant seigneur m^{re} Jacques de Matignon, chevalier de l'ordre du Roy, comte de Thorigny etc. D'après cet accord, il est resté à messire Henry de Bourbon, chevalier, seigneur de Lavedan, du Fay et Bethon, fils et héritier de la dame de Silli, la baronnie, terre et seigneurie de Chaudes-Aygues et l'universalité de tous les autres biens de la dame de la Fayette, tant dans le Vendômois que la Touraine et au seigneur de Matignon, les terres nobles de Serizay, tenues du château d'Alençon, de Pacé, tenues de la seigneurie des Cures et la métairie du Hamel, tenue de la seigneurie de Lonray.

1^{er} JUILLET 1579. — Traité de mariage entre noble homme messire René de Pillois, chevalier, seigneur de la Fontenelle et de la Bellevacherie (1), d'une part ; et d^{lle} Marguerite de Trouseauville, veuve de noble François de Sissay, dame en partie des terres nobles de Garenne et la Lacelle, d'autre part.

1^{er} SEPTEMBRE 1579. — Noble homme Martin de Pillois, seigneur de Groustel et de Panon, demeurant à Alençon, a baillé en pure fiefte à noble homme Guillaume de Mauny, seigneur du Plessis et des Landes, demeurant paroisse de Champgenêteux et à d^{lle} Adrienne de la Chaize, son aîdée, le lieu, terre et métairie de la Graffinaye, sise paroisse de Semallé, composée de 72 journaux de terre, seigneurie et baronnie de Hauterive et de la seigneurie de Perseigne, les maisons et enclos de la Graffinaye aussi tenus de la seigneurie de Perseigne, chargés de 24 s. Cette fiefte faite pour en payer par le sieur de Groustel six vingt treize écus et un tiers d'écu sol de rente à la Toussaint de chacune année.

31 OCTOBRE 1580. — Michel le Bœuf, receveur des deniers communs, dons et octrois de cette ville d'Alençon et commis par

(1) René était fils de Martin de Pillois, seigneur de Groustel et de Panon, bourgeois d'Alençon, un des 50 hommes d'armes du baron de Hertré et de Jeanne de Rosnay. Cette dernière épousa en deuxième nocces Josias de Presnel.

justice à la recette des deniers de l'aliénation de la métairie de Saint-Ladre, appartenant aux habitants de cette ville, a reçu de messire Pierre Le Hayer, sieur du Chasble, la somme de 25 écus en testons quart d'écus de monnaie, à quoi le 12 du présent mois et an lui ai adjugé par monsieur maître Nicolas Grimoust, lieutenant général de Monseigneur le bailli d'Alençon à condition de rachat perpétuel, une pièce de pré contenant une journée en la prairie de Hambon.

Du même jour et an deux autres réceptions de deniers pour aliénations faites de biens appartenant aux habitants d'Alençon ; l'un entre autres par lequel le Bœuf reconnaît avoir reçu de Pasquier Tabur sept vingt quinze écus d'or sol en 465 francs pour l'adjudication des mines de Colombiers qui sont trois septiers de froment, trois septiers d'orge et trois septiers d'avoine.

31 DÉCEMBRE 1580. — Messire Gilles de Riant, chevalier, seigneur de Villeray, conseiller du Roy en ses Conseils d'Etat et privé, conseiller aussi de Monseigneur en ses Conseils, lequel suivant le pouvoir à lui donné par Monseigneur à Champigny, le 29 septembre dernier, a promis et promet faire rendre et payer aux manans et habitants de Bellême au Perche, acceptant pour eux m^{re} François Bry, s^r de la Clergerie, lieutenant particulier au bailli du Perche, au siège de Bellême, Jacques de Tascher, écuyer, sieur de Beaulieu, procureur du Roy et de Monseigneur à ce siège, Jean Hameau et Jean Petitgars, marchands bourgeois de Bellême, la somme de 200 écus sol par eux prêtée à Monseigneur.

31 JANVIER 1581. — D^{ne} Jeanne de Rosné, dame de Garancières et de Groustel, veuve de noble Martin de Pillois, vivant seigneur de Panon, ayant la garde noble de ses enfants, demeurant à Garancières, paroisse de Champfleury, a vendu à messire Pierre Thouars seize écus deux tiers d'écu sol de rente affectée sur 4 journées de pré nommés les prés de la Paillon, paroisse d'Alençon, près les fossés de la porte de la Barre et quatre journées de pré nommés les prés du Gué de Gaisne.

28 SEPTEMBRE 1581. — Haut et puissant seigneur messire Jacques de Matignon, seigneur du lieu, chevalier des deux ordres du Roy et maréchal de France, a vendu à noble messire Marin

Brissart, seigneur de Champlarge, secrétaire ordinaire de Monseigneur, frère unique du Roy, pour lui et Antoinette de Bresley son épouse, le lieu, terre et métairie de la Masselinère, tant en maisons, grange, étables, pressoir, cours, jardins, prés, pâtis, pâtures, vergers et terres labourables sans en rien retenir, assise paroisse de Radon, seigneurie d'Avoise. Vente faite pour 1,660 livres.

6 OCTOBRE 1581. — Honorables hommes, Robert Caget, Jean Quillet et Gérard du Val, eschevins et gouverneurs de la ville d'Alençon, du consentement de Guillaume Le Rouillé, procureur syndic, Mathieu Barbier, contrôleur et Michel le Bœuf, receveur, ont donné en fief à Nicolas Roquet, portier de la porte de Sarthe, une place vide des appartenances de la ville joignant la barrière de cette porte. Il paiera 5 s. de ce bail en fief.

25 OCTOBRE 1581. — Contrat de mariage entre noble homme Jean du Plesseys, fils puîné de noble et puissant messire Loys du Plesseys vivant, chevalier seigneur du lieu et des terres nobles de Courcerières, Chauvigny, les Aulbiers et les Vaux-Ressilly d'une part; et d^{lle} Suzanne de Corboys, fille aînée et principale héritière de feu Georges de Corboys, en son vivant écuyer, sieur de Bouviers et de la Drolinière et de d^{lle} Françoise Le Roy d'autre part.

19 AVRIL 1582. — Honorable homme maître Michel Avesgo écuyer, sieur de Nouantel, conseiller du Roy et de Monseigneur en ses cours d'Echiquier et conseil d'Alençon, Marin Hochet, prêtre, et honnête homme Marin Vavasseur, marchand bourgeois d'Alençon, président de la Maison Dieu, lesquels du vouloir et consentement de Michel Sohier et messire Antoine Farey, receveur et procureur de la Maison Dieu, ont donné en fief à Collas Judel, une portion d'héritage sis au Champ du Roy d'Alençon, de 4 toises de large sur 2 de long, pour en payer à la Maison Dieu d'Alençon 5 sols de rente.

16 SEPTEMBRE 1582. — Abraham et Jacques le Diacre, écuyers, frères, enfants et héritiers de Nicolas le Diacre et d^{lle} Suzanne la Haye, en leur vivant seigneur et dame de Chahains

et la Motte, lesquels de l'avis de Gilles du Mesnil, écuyer, sieur de la Plesse, leur oncle et de Jean le Diacre, écuyer, seigneur de de Nyleuze, leurs conducteurs, ont fait accord entre eux, savoir que Abraham, aîné en cette succession a choisi pour préciput suivant la coutume, la terre et seigneurie noble de Chahains tenue nuement de Monseigneur à cause de son château d'Alençon et à Jacques a été laissé la terre de la Motte, ainsi qu'elle se poursuit et comporte, sise en la paroisse de Cyntrey, vicomté de Verneuil, tenue de la seigneurie de la Pointelière.

1^{er} OCTOBRE 1583. — Transaction sur procès mû entre messire Charles de Voyer, chevalier de l'ordre du Roy, gentilhomme ordinaire de sa chambre, seigneur de la Brisollière, St-Martin de Ville-Engloze, Saint-Paul-le-Gaultier, de Bressé et de la terre et seigneurie de Juvigny, dont le chef est situé en cette paroisse, d'une part; et noble homme Jean de Ronnay, sieur du lieu et de Mesnil-Roullet, dont le chef est assis en la paroisse de Genellay et Beaulandais; cette terre et seigneurie de Mesnil-Roullet mouvante et sans moyen, tenue en fief de la seigneurie de Juvigny. Le procès s'était causé par des mouvances de terres, le seigneur de Ronnay a acquiescé aux demandes du seigneur de Juvigny et lui a abandonné les droits de teneur de la seigneurie d'Haleine que possédait feu Jean le Voyer et actuellement Payen le Voyer, son fils.

13 OCTOBRE 1583. — Haut et puissant seigneur messire Jean de Vassé, seigneur du lieu et baron de la Roche, chevalier de l'ordre du Roy, demeurant à Vassé a vendu à messire Ambroys de Byards, seigneur de Saint-Georges-le-Gaultier, y demeurant, une maison à Alençon, joignant les murs de ville qui avait été acquise par feu Lancelot de Vassé, abbé de Champagne, son oncle, de Léonard Bizeuil, sieur de la Croix.

20 DÉCEMBRE 1583. — Nicolas Bovier, seigneur de Vingt-Hanaps et Magdeleine Pallu, sa femme, ont vendu à messire Pierre de Saint-Denis, sieur de l'Encizière, conseiller du Roy et de Monseigneur en cours de l'échiquier et conseil d'Alençon, l'enclos, maisons, douves, jardins et petits bois, verger joignant, nommé l'Enclos du Noyer et diverses autres pièces de terre, paroisse de Vingt-Hanaps, seigneurie du Noyer, pour 1,641 écus.

19 JANVIER 1584. — M^r Jacques des Portes, sieur de la Hute-lière, lieutenant général de M. le vicomte d'Alençon, a cédé à Jean Pichon, une pièce de terre nommée les Arses qui avait été vendue par le sieur de Beauclerc, commissaire du Roy et de Monseigneur, à la vente et aliénation des terres vaines et vagues de la vicomté d'Alençon.

15 NOVEMBRE 1584. — Thomas Cormier, sieur de Beauvoirs, conseiller du Roy au siège présidial d'Alençon, demeurant à présent, à raison de la contagion étant à A'ençon, sur son lieu de Beauvoirs, paroisse de Hellou, a vendu à honorable homme Ambrois Houssemaine, sieur de la Sansonnerie, bourgeois d'Alençon, le lieu et terre noble de Cohon, comme il se comporte avec ses dignités franchises et libertés consistant en 73 journaux 1/2 de terre. Le tout assis en la paroisse du Chevain, seigneurie de Lignièrès. Cette vente faite pour 1,200 écus sol et en vin de marché 40 écus.

16 MAI 1586. — Noble homme Léon du Mesnil, seigneur du Pey, demeurant à Alençon, a vendu à messire Nicolas du Mesnil, écuyer, son frère, les greffes des appeaux du siège présidial d'Alençon, places de clercs et greffes des présentations de ce siège pour en jouir aux honneurs profits réunis et émoluments qui y appartiennent, tels qu'il les a acquis de messire Nicolas Hennequin, seigneur de Fay, conseiller et maître d'hôtel ordinaire de la maison du Roy, par contrat passé devant Vassart, notaire au Châtelet de Paris, le 8 janvier dernier, pour la somme de 1,668 écus sol.

6 JUIN 1586. — Trois lots et partages faits par messire François de la Mauricière, chevalier, seigneur de Vicques, lieutenant de 100 hommes d'armes des Ordonnances du Roy, sous la charge de M. le comte de Charny, grand écuyer de France et dame Marguerite Le Maire son épouse, avant lui veuve de Jean d'Aché, vivant, écuyer, sieur des fiefs et terres nobles d'Aché, Congé, Larré, le Grand Escures et Soulgé-le-Bruyant : pour choisir 2 lots pour les mineurs du feu sieur d'Aché et l'autre sans choix demeurer à la dame Le Maire pour son droit et douaire coutumier.

Le 1^{er} se composera de la seigneurie d'Aché et toutes ses circonstances et dépendances, la métairie de la Grossinière, la seigneurie de Congé.

Le 2^e sera composé de la seigneurie de Larré, circonstances et dépendances, la seigneurie des Cures et tout ce qui en dépend, le moulin de Groustel, la métairie de Fosse-Louvière et le bois de Chapelle.

Le 3^e sera composé de la seigneurie de Sougé-le-Bruyant avec les métairies et moulins qui en dépendent.

Le sieur d'Aché, assisté du sieur de Saint-Denis, seigneur de Hertré et du sieur Mallet, seigneur de Douville, a choisi les 2 premiers lots et le 3^e est resté au sieur et dame de Vicques.

20 JUIN 1587. — Honorable homme maître Nicolas Boyyer, sieur de Vingthanaps, receveur du domaine de la vicomté d'Alençon et Charles Boyyer, sieur du Noyer, conseiller du Roy, président en la cour présidiale d'Alençon. ont vendu à maître Nicolas Chesnay, sénéchal de la baronnie de la Roche Mabile, le greffe hérédital de la juridiction ordinaire et extraordinaire des eaux et forêts de la Verderie d'Esconves, Bois-Mallet et Deffais de Thanville avec le droit de clerc de ce greffe et des greffes des eaux et forêts des châtellenies d'Essay, Sainte-Scolasse, Moulins et Bonmoulins qui leur appartiennent par suite d'adjudication faite par M. le Pelletier, conseiller au Parlement de Paris, le 14 juin 1582 au prix de 200 écus, et le droit de venage et de clerc de ce greffe par M. de Moulevault, le 17 août 1584, au prix de 35 écus, et comme ces objets avaient été tiercés par le sieur Badas avec lequel les sieurs Boyyer, ont composé pour la somme de 250 écus. Cette vente faite pour 680 écus sol.

20 AVRIL 1587. — Contrat de mariage entre Nicolas le Hayer, lieutenant de M. le vicomte d'Alençon, fils aîné de Pierre le Hayer, sieur du Chasble, conseiller du Roy, lieutenant de M. le bailli d'Alençon au siège présidial et d'honnête femme Magdelaine le Tessier, son épouse, d'une part ; et d^{me} Marie du Mesnil, fille et héritière en partie de feu M^e Jean du Mesnil, écuyer, sieur de Saint Rémy, conseiller en l'échiquier d'Alençon et de d^{me} Marthe Bélot. Marie du Mesnil assistée de la dame sa mère et tutrice et de Louis de Brunet, écuyer, sieur de Bois-Roussel,

son beau-frère, noble Clément Jouannes, seigneur de Lanchal, conseiller et maître des requêtes ordinaire de l'hôtel de feu Monseigneur le duc frère du Roy, Louis de Meurdrac, écuyer, seigneur de Damigny, ses oncles, et encore de Léonard Farcy, avocat au siège présidial, son cousin et curateur. en faveur duquel mariage Pierre le Hayer donne à son fils la charge de lieutenant de M. le vicomte et châtellenie d'Alençon, Essay et Sainte Scolasse et de lui payer la somme de 133 écus et un tiers, évalués à 400 livres tournois.

22 JANVIER 1588. — Contrat de mariage entre d^{lle} Françoise d'Aché, fille de feu noble Jean d'Aché, sieur du lieu, Congé, Larré, Escures et Soulgé, et de dame Marguerite le Maire, assistée de noble Gallois d'Aché, sieur du lieu et de noble François de la Mauricière, chevalier, sieur de Vicques, lieutenant de 100 hommes d'armes des Ordonnances du Roy, sous la charge M. le comte de Charni, grand écuyer de France et de Marguerite le Maire, son épouse, de messire René de Saint-Denis, chevalier, sieur de Hertré, lieutenant de 50 hommes d'armes des Ordonnances de S. M. sous la charge de M. le comte de Créance, de noble Gilles de Maillet, sieur de Douville son curateur, d'une part; et noble Claude Descolliers, sieur de Pastureau, fils de feu noble René Descolliers et de d^{lle} Antoinette de Roussel, né en Poitou, capitaine d'Alençon et d'une compagnie de 100 arquebussiers à cheval, gentilhomme servant de la maison du Roy, demeurant au château d'Alençon, d'autre part. En faveur de ce mariage, le sieur Gallois d'Aché a promis donner à Françoise d'Aché, sa sœur, la somme de 10,000 écus pour son dot et mariage, advenant de ses père et mère

4 JUILLET 1588. — Noble Jacques du Prey, fils aîné de feu noble Raoul du Prey, seigneur de Bois-le-Conte, de la paroisse de N.-D. de la Cousture, près Bernart, ayant droit par donation passée devant les tabellions d'Orbec, le 24 juin 1587, de d^{lle} Charlotte du Breuil, propriétaire des deux tiers de la terre noble de Semallé et usufruitière de l'autre tiers, laquelle s'est retenue l'usufruit du tout, ont vendu à Guillaume le Mérault, avocat du Roy en la vicomté d'Alençon, le fief et terre noble de Semallé, sis paroisse de Semallé, tenu du fief du Grand Escures, échue à

la d^{ne} du Breuil par la succession de Christofle du Breuil son frère, consistant en cour et usage, domaine fiéfé et non fiéfé, manoir seigneurial enclos de douves, droit de colombier, garennes, étang, cens et rentes en deniers, grains, œufs et oiseaux, terres labourables, prés et pâtures, le tout contenant 80 journaux. Cette vente faite pour 3,333 écus un tiers, évalués à la somme de 10,000 livres.

28 AOUT 1588. — Noble homme René Frotté, seigneur de Couterne, fils aîné et héritier de noble Jean Frotté et Jeanne le Coustellier, demeurant à Couterne, lequel a déclaré à nobles hommes Léon Frotté, seigneur de Vieux-Pont, François Frotté, seigneur du Mesnil et Jean Frotté, seigneur de la Rimbélière, ses frères puînés, qu'il prenait pour préciput, comme fils aîné en la succession de Jeanne le Coustellier, leur mère, le fief et terre noble de Sçay. En rentes seigneuriales 13 l. 15 s. 4 d., en terres labourables près Saint-Blais, huit journaux aux champs Fauvel, 14 journaux sur le chemin d'Essay, 7 journées de pré en Hambon, chargé le droit de busche des quatre portes d'Alençon (1), et a laissé à ses frères le reste de cette succession, située au pays de Normandie, et pour ce qui est au pays du Maine il se réserve d'y prendre son préciput.

13 OCTOBRE 1588. — Contrat de mariage entre Abraham Dornant, pannetier de penneterie de Madame la princesse de Navarre, fils de feu honnête homme Jean Dornant, sieur des Vallées, écuyer de cuisine de Monseigneur de Navarre, et d'Ambroise de Marcilly, sa femme, d'une part; et Jeanne du Noyer, fille de Balthazar du Noyer, et de N... Vasseur, sa femme, bourgeois d'Alençon, d'autre part.

31 MARS 1590. — Procuration donnée par noble homme Gilles de Villiers, seigneur de la Bunache et de Baudet, demeurant au lieu seigneurial de Bully-la-Ville, à honorable homme André Alix, sieur de Monceaux et Michel le Sage, sieur du Breuil, d'Alençon, pour vendre à noble homme François le Coustellier, sieur de Bonnebos, d'Alençon, les deux moulins à

(1) V. O. Desnos. Mém. sur Alençon, t. II, p. 482.

blé de la seigneurie de Baudet, avec les hommes et sujets, eaux et droitures à ces moulins et un pré de 30 ou 40 journées nommé le Parc de Baudet qui se fanne à corvées par les hommes et sujets de la seigneurie de Baudet, situé paroisse de Hellou ; ces moulins et pré faisant partie du domaine non fieffé de la seigneurie, à la charge de les tenir à foy et hommage, de payer reliefs et treizièmes et de payer 12 deniers de rente à la seigneurie et faire cette vente pour la somme de 666 écus deux tiers d'écu, avec faculté de rémérer de neuf ans.

16 JANVIER 1591. — Déclaration des fiefs, maisons, héritages et rentes, tant en la bourgeoisie d'Alençon que hors bourgeoisie, restés par suite du décès de M^e Nicolas Boyyer, trésorier général d'Alençon, échus à honorables personnes M^{es} Nicolas Boyyer, conseiller du Roy et président au siège présidial d'Alençon et Isaïe Boyyer, sieur de la Fontenelle (1), frères et héritiers du deffunt. Cette déclaration faite par le sieur président pour en faire deux lots et partages, l'un pris par le président comme aîné, l'autre demeurer par non choix : Le premier lot consiste en la métairie du Plessis, contenant 137 journaux, paroisses de Vingthanaps et Mesnilléreux ; les fiefs nobles de la Vinette et de la Bretonnière, paroisse de Vingthanaps ; la métairie de Bezier, contenant 120 journaux, paroisses de Feugerets et de Saint-Gervais-du-Perron ; la métairie des Chauvières, contenant 52 journaux, paroisse de Feugerets ; terres égrennées et diverses parties de rentes. — Le deuxième lot consiste en la métairie de Chahains, paroisses de Vingthanaps et Forges, contenant 76 journaux ; le fief noble de Mesnil-Sébert, tenu de Forges pour un huitième de fief de haubert ; le fief noble du Noyer tenu du château d'Alençon pour un huitième de fief de haubert, paroisse de Vingthanaps et environs ; le moulin à vent de ce fief ; la maison d'Alençon, joignant par un endroit la grande rue des Etaux allant au Château et la rue Bertrand autrement rue de la Bonette ; la métairie de Saint-Gervais-du-Perron, contenant 70 journaux ; la métairie du Froust, contenant 45 journaux, paroisse de Feu-

(1) Isaïe, avocat au présidial d'Alençon, avait épousé Françoise de Civiano, dont François Le Boyyer, écuyer, sieur de la Fontenelle, avocat au parlement de Rouen, qui épousa Martha de Corneille, sœur de Pierre le grand poète.

gerets; la métairie de la Gultonnière, contenant 45 journaux, paroisses de Saint-Denis et Pacé; plusieurs terres égrennées et diverses parties de rentes.

4 MARS 1591. — Haute et puissante dame Magdeleine de Pompadour, veuve de haut et puissant seigneur Messire Tanneguy le Veneur, chevalier des deux ordres du Roy, Conseiller en son Conseil d'Etat, capitaine de 100 hommes d'armes de ses Ordonnances, gouverneur et lieutenant général pour S. M. en Normandie, comte de Tillières, et seigneur de Carrouges, laquelle de sa pure libéralité a donné par donation entre vifs à haute et puissante Diane le Veneur, dame de Grainville, sa fille, veuve de haut et puissant seigneur Messire Jacques de Rouville, seigneur de Grainville, chevalier de l'Ordre du Roi et lieutenant de S. M. au gouvernement de Normandie, la terre, fief et seigneurie de Rii, tant en fief que domaine et dignités, dont le chef est situé paroisse de Rii, mouvant de la seigneurie de Cuye, vicomté d'Argentan, dont elle se réserve la jouissance. Et par un autre acte du 9 mai 1591, la dame de Pompadour a donné à noble seigneur Tanneguy le Veneur, son petit fils aîné, la terre et seigneurie de Beaumays assise au bailliage d'Alençon, vicomté d'Argentan et Exmes et s'étend paroisses de Beaumays, Anglescheville, Putange et s'en réserve l'usufruit.

16 MARS 1591. — Aveu au Roy de la Vavassorerie noble de Hertré par Gilles de St-Denis (1).

28 SEPTEMBRE 1591. — Nicolas Bouvyer, Conseiller du Roy, président au siège présidial d'Alençon, a vendu à Messire René de Saint-Denis, sieur de Hertré, chevalier de l'ordre du Roy, capitaine de 50 hommes d'armes de ses Ordonnances, capitaine et gouverneur pour S. M. des villes et châteaux d'Alençon et Fresnay, le fief noble du Noyer, tenu du château d'Alençon pour un huitième de fief de haubert; le moulin à vent de ce fief; le fief de Mesnil-Sébert, tenu du fief de Forges qui appartient au sieur de Hertré, cette vente est faite pour 2,333 écus un tiers.

25 NOVEMBRE 1591. — Transaction sur procès entre noble

(1) Cet acte ne fait pas partie du tabellionage d'Alençon.

Guillaume le Coustellier, sieur de Bourse, et Guillaume le Coustellier, sieur du Buisson, héritier seul et absolu de Toussaint le Coustellier, seigneur de la Bonnerie, a vendu au sieur de Bourse, la terre et seigneurie de la Bonnerie qui est un huitième de fief mouvant de la chatellenie d'Essay, en domaine fiefé et non fiefé (1), moyennant la somme de 5,000 écus.

JUILLET 1592. — Erection de la baronnie de Hertré par Henry IV, au camp devant Epernay, en faveur de René de Saint-Denis, capitaine de 100 hommes d'armes de ses Ordonnances, gouverneur des ville et château d'Alençon, avec réunion à cet effet des fiefs de Forges, de Feugeret, de Chauvigni, de la Tirclière et du Noyer, relevant chacun en particulier du Roy, à cause de son Domaine d'Alençon comme tenûres suffisantes pour former cette baronnie.

L'enregistrement en fut fait le 15 août 1593 ; à la Chambre des Comptes le 20 septembre suivant ; au Parlement et aux Assises du bailliage d'Alençon, le 10 octobre de la même année.

En juillet 1592 il fut accordé un brevet confirmatif de cette érection (2).

22 JUILLET 1592. — Noble homme Alexandre de Biars, sieur du Plessis d'Oiseau et demoiselle Jeanne Boyver, sa femme, demeurant à Alençon se sont constitués en une rente.

6 FÉVRIER 1593. — Demoiselle Louise de Saint-Denis, veuve de noble homme Nicolas de Champin, seigneur de Gisnay, gardame naturelle des enfants de lui et d'elle et encore comme ayant le droit de garde noble à elle conféré par madame la duchesse de Longueville, comtesse de Saint-Paul et baronesse de Gacey, à cause de sa baronnie, d'une part ; et nobles hommes Gallois et Georges de Champin, frères puînés du feu sieur de Gisnay, d'autre part ; ont transigé de tous leurs droits de succession, tant de celles de Georges de Champin, écuyer, sieur de Gisnay et de Champhaut, leur père, que de demoiselle Françoise de Ronné, leur mère ; par cette transaction la demoiselle Louise de Saint-Denis, comme gardame naturelle et ayant la garde noble a choisi par

(1) Cette terre est située paroisse d'Essay.

(2) Ces actes ne font pas partie du tabellionage d'Alençon.

prérogative et préciput au nom de ses enfants, les terres de Gisnay en leurs circonstances et dépendances, y compris les fiefs qui furent nommés les Mottes et Ronné comme réunis et incorporés ensemble, et a laissé à Gallois et Georges putnés la terre de Champhaut avec ses circonstances et dépendances.

6 JUILLET 1593. — Traité de mariage entre Isaac du Mesnil, écuyer, seul fils de noble Gilles du Mesnil, sieur de Saint-Denis, de la Plesse et de Buhéru et de demoiselle Renée du Moullinet, d'une part ; et demoiselle Marie Courtin, fille et héritière de noble Pierre Courtin et de dame Marie du Mont, vivants sieurs de Vauloger de la ville de Bellême, d'autre part. En faveur de ce mariage, Gilles du Mesnil a donné à son fils, par avancement de succession, le fief et terre noble de Saint-Denis et métairies qui en dépendent, à la réserve de la métairie de Villiers, plus la moitié par indivis du fief noble de Buhéru, sis paroisse de Gandelain, acquis par ses père et mère.

Acte sans date ; mais après le 13 décembre 1593. — Les présidents trésoriers de France en Normandie au bureau de Caen, commissaires du Roy en cette partie, à tous ceux qui ces présentes verront salut : Le seigneur Roy ayant délibéré, avec l'aide de Dieu, s'acheminer en bref en ce pays de Normandie pour réduire sous son obéissance les rebelles en icelle province et n'y pouvant suffir sans l'assistance de ses bons et fidèles sujets à cause que la plupart de ses deniers sont retenus par les dits rebelles, d'ailleurs qu'il ne peut y être secouru par le pauvre peuple trop foulé de la longueur de la guerre et passage des armées ; par ses lettres patentes données au camp de Noyon, au mois de juillet 1591, vérifiées en ses cours de Parlement et chambres des Comptes de cette province, de l'avis des princes de son sang, officiers de sa couronne, seigneurs et gens de son conseil et de son autorité royale, ordonne qu'il sera par nous vendu et aliéné à faculté de rachat perpétuel aux plus aisées de ses villes, et plat pays de cette généralité de Caen jusqu'à la somme de 6,000 écus sol de rente à raison du denier 10, à prendre et avoir par chacun an sur la recette générale de ses finances établie à Caen. En conséquence les commissaires ont vendu, constitué et assigné aux bourgeois, manans et habitants de la ville d'Alençon et fauxbourgs, la somme de 200 écus sols, à prendre par les habitants sur la recette des

tailles de l'élection d'Alençon, qui y demeure affectée et hypothéquée. En conséquence les habitants d'Alençon après s'être cotisés ont payé la somme de 2,000 écus sols par les mains de François Collet.

18 DÉCEMBRE 1593. — Au palais d'Alençon, Nicolas Boyyer, écuyer, sieur de Vingthanaps, receveur du domaine d'Alençon, a vendu à Etienne le Moine, le fief noble d'Esquetot, qui est un huitième de fief, situé paroisses de Saint-Lambert et Touray, tenu nuement du fief d'Aubry-le-Panthou, plus la métairie de la Guittonnière, sise paroisse de Saint-Denis et Pacé, cette vente faite pour 1,466 écus 40 sols, revenant à 4,400 livres.

14 MAI 1594, — René de Pillois, écuyer, seigneur de Champfleur et de Panon, homme d'armes de la compagnie de Monseigneur de Hertré, capitaine de 50 hommes d'armes des Ordonnances, a promis et s'est obligé à nobles personnes Josias de Prenel et demoiselle Jeanne de Ronnay, sa femme, mère de René de Pillois, les acquitter de 43 écus sol 20 sols tournois de rente, envers Guillaume Gibot, écuyer et la demoiselle de Courtalvert, sa femme, pour 433 écus 20 sols, lequel principal le sieur de Champfleur a reçu pour acheter des armes et deux chevaux, l'un de René Erard, écuyer, vice bailli d'Alençon, pour 100 écus sol, l'autre de Jacques de Guérin pour pareille somme.

13 MARS 1595. — Noble homme Gallois d'Aché, sieur du lieu et de Larré, a vendu à Guillaume du Val, l'ainé, sieur de la Coustardièrre, les deux parts dont les trois font le tout du domaine non fleffé de la terre et seigneurie de Congé, retenant le fief noble et le tiers de ce domaine avec les maisons ainsi vendues, demurant tenues et mouvantes du fief de Condé à la charge de la foy et hommage ; ce fief est tenu et mouvant du Grand-Escures appartenant au sieur d'Aché ; cette vente faite pour 1000 écus sol.

24 SEPTEMBRE 1597. — Antoine de Samson, écuyer, sieur de la Houssaye (1) et demoiselle Elisabeth de Saint-Denis, sa femme,

(1) La terre de la Houssaye était située paroisse de Bérus, et avait été donnée par le baron de Sonnois, à René de Saint-Denis, baron de Hertré, avant 1595.

ont vendu à noble Guillaume Cochon, sieur de Vaubougon, conseiller du Roy et président de l'élection d'Alençon, le lieu, terre et domaine de la Ferrière, tant en maisons, granges, étables, pressoir, fuie, cours, jardins, garenne, bois de haute futaie, taillis, etc..., avec les acquêts faits par noble Jean de Saint-Denis, père de la dame vendresse, le tout situé paroisse de la Ferrière et ès environs, excepté le fief et seigneurie de la Ferrière que le vendeur se retient et réserve ; à la charge par l'acquéreur de tenir tout ce domaine du sieur vendeur, sous le devoir de 12 deniers. Cette vente faite pour 1050 écus sol, réduits à 3,150 livres, avec faculté de rémérer dans 5 ans.

24 SEPTEMBRE 1597. — Noble Abraham le Diacre, sieur de Chahains et demoiselle Claude de More, son épouse, ont vendu à noble Antoine de Samson, sieur de la Houssaye et de Saint-Denis, le fief et seigneurie de Chahains, dont le fief est assis en la paroisse de Pacé et s'étend en celle de la Ferrière, consistant en un quart de fief de haubert avec toutes ses dignités, prééminences, libertés, hommes, hommages, vassaux, cour, juridiction, droitures et rentes de toutes espèces, reliefs, treizièmes, amendes et forfaitures, fief tenu nuement et sans moyen du Roy à cause de son château d'Alençon. Le sieur le Diacre se retient tout le domaine non fieffé de ce fief, qui en relèvera seulement à la charge d'un denier de devoir.

28 MAI 1599. — Noble Gilles de Villiers, sieur de la Bunache, Baudet et Fontenay, demeurant paroisse de Couesmes, en sa maison seigneuriale de Fontenay, province du Maine, d'une part ; et Philippe d'Aleume, sieur de la Ramée et de Beaupréau, conseiller du Roy au siège présidial d'Alençon et demoiselle Magdeleine Barbier, son épouse (1), d'autre part ; sont convenus que pour parvenir au mariage de Charles de Villiers, fils aîné du sieur de la Bunache et de demoiselle Diane d'Abatan, son épouse, d'une part ; et demoiselle Anne d'Aleume, fille des sieur et demoiselle de la Ramée. Le sieur de la Bunache pour et au nom de Charles son fils, a promis prendre pour femme et légitime épouse, Anne d'Aleume et l'épouser en face de la Sainte

(1) Sœur de Nicolas le Barbier, seigneur de Sonnel, lieutenant général d'Alençon en 1584 et avocat général à Rouen en 1592.

Eglise, lorsque les futurs mariés seront venus en âge compétent (1), il s'est fait fort de faire avoir le présent pour agréable à son fils, qu'il marie, comme étant son fils aîné et son héritier présomptif; sous peine de 1,200 écus d'intérêts, les sieur et demoiselle de la Ramée ont promis donner 8,000 livres, valeur 2,666 écus deux tiers à Anne, leur fille et de la vêtir et parer de robes suivant la qualité des futurs mariés, le sieur de la Bunache a aussi donné à son fils la propriété de sa terre, fief et seigneurie de Baudet, située paroisse de Hellou, parce que les sieur et dame de la Ramée seront tenus en attendant la célébration de ce mariage de rendre la somme de 8,000 livres au sieur Guillaume Cochon, écuyer, sieur de Morantais et de Vaubougon, président en l'élection d'Alençon pour le retrait de la terre de Baudet qui lui était engagée pour cette somme.

20 AOUT 1599. — Guillaume Cochon, sieur de Vaubougon, remet en effet à Philippe d'Aleume, la terre de Baudet que lui avait engagée le sieur de la Bunache pour 9 ans, pour 2,666 écus deux tiers d'écu sol et 20 écus de vin de marché.

10 DÉCEMBRE 1599. — Echange entre Messire François de la Moricière, chevalier de l'ordre du Roy, sieur de Vicques et du Boisjosse, demeurant en sa maison seigneuriale de Vicques, sise dite paroisse près Falaise, et Pierre de Loisel, écuyer, sieur de Poillé et de Louvigny, demeurant paroisse de Louvigny (2); le sieur de la Moricière a donné au sieur de Poillé une pièce de terre en pré et labour, nommée le Grand Parc de la Vacherie, contenant 12 arpents, joignant la vieille rivière de Sarthe, paroisse de Saint-Léger et le sieur de Poillé a donné au sieur de la Moricière les grands arbres et bois taillis des bois nommés Douville et Bois Bordin dépendant de la seigneurie de Poillé, contenant 40 arpents, sis paroisse de Saint-Léger, à la charge de les faire couper et de laisser 6 chênes pour baliveaux par arpent.

A suivre.

(1) Cet usage des fiançailles remontait aux Francs, conquérants de la Gaule. Les *Etablissements de saint Louis* font voir que cette coutume existait par toute la France; mais plus tard elle ne s'est conservée que dans quelques provinces.

Le mariage eut lieu le 28 juin 1599, dont sortirent un garçon et une fille.

(2) Le 28 avril 1606, Pierre de Loisel vendit le fief et terre de Louvigny, au Maine, à Robert le Paulmier, écuyer, sieur de la Pavignière et c'est par le mariage de sa fille unique, Magdeleine, avec François Bouvet, sieur de Briantes, contrôleur des aides et tailles en l'élection d'Alençon, que cette terre est venue à la famille Bouvet. Le dernier représentant mâle de cette famille est décédé le 29 mars 1854.

LA FRESQUE DE L'ÉGLISE SAINT-JULIEN

A DOMFRONT

La peinture de l'Élévation de la Croix qui fait le fond de l'église Saint-Julien et qui suffit à donner un intérêt esthétique au monument, n'est pas une copie comme on l'a prétendu, c'est la transposition d'un tableau de Lebrun en une fresque quatre fois plus grande : cela suppose chez l'auteur de cette nouvelle œuvre des qualités qui ne sont pas d'un copiste. Il a fallu agrandir les personnages, ajouter de nombreux détails, approprier le sujet ainsi formé à décorer un monument, enfin, ce qui serait difficile aujourd'hui (1), le peindre à fresque. C'était là un travail délicat et complexe : il fallait d'abord créer sur le mur des aspérités qui retinssent le mortier, n'en étendre que pour un jour afin qu'il restât frais, y projeter le dessin d'un poncif, faire boire au mortier frais autant de couleur qu'il en pouvait absorber. On obtenait ainsi une pochade peu précise, qu'à sec on finissait. L'on aimerait, tant ces opérations furent réussies, voir en cette fresque transposée, un original du maître et rien n'empêcherait qu'elle en fût un, si Lebrun n'était mort en 1690 et si l'église n'avait été bâtie en 1747 (2). La transposition a donc été faite 57 ans après

(1) Le conservateur exact des traditions de notre vieille Ecole française, M. Maillart a retrouvé, dans son étude sur le Corrège, les procédés de l'ancienne fresque ; ils n'étaient pas encore perdus au milieu du XVIII^e siècle. On remplace aujourd'hui la fresque par de la toile marouflée sur la muraille, ou par des applications de châssis qui portent des tableaux. M. l'abbé Dumaine curé de Montsort, à Alençon, a pris l'initiative d'importer d'Italie en Normandie, la mosaïque.

(2) Dans le fond du chœur pour décoration entre la corniche du lambris et celle du plafond est un tableau de 22 pieds de long sur 14 de hauteur, représentant le Crucifiement de N. S. dans ce moment qu'il est élevé en croix, le dit tableau peint d'après M. Lebrun. (Acte de l'Etat civil de Domfront, de 1738 à 1850. Procès-verbal de réception à l'église, 3 fév. 1749).

Notre éminent confrère, M. Blanchetière dans sa brochure intitulée : *A travers les vieilles Choses, Domfront avant la Révolution*, affirme ce qui suit : Cette copie de Lebrun est de Elouïs qui fut conservateur du Musée de Caen et peintre distingué ».

que le peintre fut mort. Elle eut péri en 1793 ou de 94 à 96, époque où l'église devint magasin de fourrages : Marette, lieutenant de la garde-civique la couvrit fort à propos d'un badigeon protecteur.

La conservation d'une fresque de cette étendue et de cette rareté ne peut manquer d'attirer à Domfront un grand nombre de savants et d'artistes.

Les savants préoccupés de l'histoire de l'art verront dans cette œuvre un magnifique exemple de l'influence de Lebrun, longtemps après lui ; les artistes y pourront admirer de quelle sorte le maître fut compris.

I

Le vrai successeur des imagiers du Moyen-Age, en même temps que l'initiateur de la peinture française, Nicolas Poussin, forcé de quitter la Cour de Louis XIV, d'où l'excluaient la jalousie de ses rivaux et l'indépendance de son caractère, avait été fonder sur la terre étrangère, à Rome, dans un pays qui n'était plus riche que de ses souvenirs, un art nouveau, qui devait s'appeler la peinture française, encore que par son côté philosophique elle fût humaine et universelle. Lebrun, disciple de Poussin sut mieux s'accommoder avec certains hommes et certaines misères. Comme Bossuet qui devait à la seule noblesse intellectuelle, un ascendant envié de tant de gentishommes, Lebrun, le Bossuet de la peinture française, dut à l'effet théâtral de ses compositions largement orchestrées, de se faire admettre d'un prince qui ne souffrait rien que de pompeux. Directeur des gobelins, fondateur de l'Académie de Peinture, Lebrun devint en France le régulateur de toute forme, et se servit de son autorité pour faire rentrer dans notre pays, cet Art français que l'indépendance du Poussin avait forcé de s'exiler pour naître. En Italie, Poussin ne peignait que de petits tableaux pour les cabinets des amateurs ; en France où Lebrun régna en même temps que Louis, ce peintre imita dans leur stature naturelle, les hommes et les dieux ; ajoutant à la majesté antique du Poussin la majesté française de son génie propre, il fit faire à l'art de son maître, en son pays natal, un triomphal retour.

Dans le triste Versailles, dans cette galerie déserte aux fenêtres

cintrées qui regardent au dessus des grands bois, dans ces salons où passe aujourd'hui de temps en temps, le paysan ébahi, avec sa blouse bleue et ses souliers ferrés, les amateurs de peinture historique peuvent contempler l'œuvre de Lebrun. Elle est une des plus belles choses du monde : l'harmonieux concert des couleurs les plus vives, des lignes les plus nobles et les plus diversement agréables, y chantait, sur le passage de la Cour allant du roi chez Dieu, ou revenant de la chapelle aux chambres royales, un hymne à la souveraineté de la France sur tous les peuples. Le roi marchait là dans la gloire au milieu de la représentation de ses desseins et de ses entreprises, ornée de l'opulence d'Homère, accompagnée du *paysage* où Lebrun ne le cédait à personne, et du *monde supra terrestre* où son imagination se plaisait à déborder sans entraves hors des mesures et des conventions d'un âge ami de la règle. Comme les génies complets, comme les philosophes excellents, il avait la science de l'homme dans les rapports qu'il soutient avec ce qui est au-dessous de lui et au-dessus et ne comprenait point de sujet qui ne fût traité dans trois mondes, point d'événement du monde humain qui ne fut accompagné deux fois, une fois, sur la terre, une fois dans l'empyrée, point d'entreprise de Louis qui ne s'accordât avec un fond de *paysage* d'une part, et une *fantasmagorie surnaturelle* d'autre part, et ne fût peinte à trois étages superposés : au premier la nature, au second les hommes, au troisième les dieux.

Un génie de cette envergure n'était pas pour plaire à tous. D'aucuns préféraient à ses poèmes épiques, l'aménité virgilienne d'un grand absent : le Poussin ; d'autres, d'une âme moins noble, les grâces efféminées de Mignard. Lebrun lui-même avait mauvaise grâce à soumettre à son esthétique ceux qui voyaient un aspect du beau différent du large aspect que lui-même contemplait. Il avait enfin contre lui, la médiocrité qui ne pardonne jamais au génie d'être le génie, et malgré la protection d'un prince qui lui savait gré de l'avoir promu, sans platitude, aux honneurs de l'apothéose, Lebrun fut obligé de faire personnellement, un décisif effort pour se maintenir en Cour.

Une cabale où étaient entrés Louvois, le duc de Lorraine, et le marquis de Seigneley, voulait produire Mignard auprès du roi, « son tableau du *Portement de la Croix* était prôné par la brigade comme le meilleur qui ait jamais paru. Il semblait même

que la galerie de Versailles qui venait d'être achevée par Lebrun, ne devait pas être regardée après ce tableau. Le roi, qui voyait bien la plaisanterie de cette cabale, parlant un jour à M. Lebrun, auprès d'une des fenêtres de la galerie, lui conseilla de faire un tableau pour opposer à ce tableau et clore la bouche des cabalistes, et lui laissa le choix du sujet.. Lebrun fit l'*Élévation de la Croix*. Il en fit le tableau en moins de trois mois de temps, avec ses autres affaires, et le présenta au roi qui l'attendait avec impatience. On le porta dans la chambre du roi le matin, et quoique le roi fût au conseil, comme il avait donné l'ordre qu'on l'avertît aussitôt qu'il fût arrivé, il sortit du Conseil pour le voir et après avoir reçu toutes les satisfactions qu'il en espérait, dit à M. Lebrun cent choses obligeantes. Il rentra dans le Conseil et dit à M. le Chancelier et à tous ceux qui y étaient qu'on lui venait d'apporter un tableau qui méritait bien qu'ils le vissent, et vinssent le voir. Tout le conseil y vint et l'applaudit et le roi, devant tous, en marqua une joie extraordinaire (1). »

L'influence de Lebrun, désormais au-dessus de toute rivalité, se prolongea longtemps en France.

L'*Élévation de la Croix* ramenait l'art aux traditions les plus sévères du Poussin, ce n'était plus comme les peintures de la galerie, un tableau de ce genre épique, c'était de belle et bonne psychologie mise sur toile avec des gradations sophocléennes, et et des douceurs raciniennes. On copia cette œuvre pour la comprendre et tout fut profit pour les imitateurs. Audran la grava en 1700. Eustache Restout, moine prémontré de La Mondaye (2) en

(1) Guillet de Saint-Georges, *Mémoires inédits sur la vie et les ouvrages des Membres de l'Académie royale*, tome I, p. 65.

(2) M. de Chenevière nous assure que durant le xviii^e siècle d'excellentes copies furent faites des maîtres par des peintres provinciaux : il nous a cité les Restout et Delavente. Eustache Restout l'auteur du tableau de l'abbaye de Saint-Jean de Falaise, vivait de 1655 à 1733. (Voir l'Essai sur les Principes de la peinture, par Jean Restout, publié avec des notes, par Formilly de la Lande, à Caen, chez Leblanc Hardel).

Eustache Restout habitait l'abbaye de Mondaye près Bayeux : Ce moine était peintre, architecte, sculpteur. L'église de Mondaye fut bâtie sur ses dessins, il la décora de plusieurs tableaux que l'on voit aujourd'hui dans la cathédrale de Bayeux. On voit aussi au Musée de Caen un tableau de cet artiste sous le n° 197. Restout est mort à l'abbaye de Mondaye le 1^{er} novembre 1749, âgé de plus de 89 ans.

Il était l'oncle de Jean Restout né à Rouen et directeur de l'Académie de peinture et de sculpture, élève de prédilection de Jouvenet, et fils de Jean Restout de Caen, qui épousa la sœur de Jouvenet.

Nous remercions notre cher président, M. Léon de La Sicotière, dont les obligeances nous ont fait érudit sur ces généalogies, et M. Potier, membre de la fabrique de Domfront.

donna le premier équivalent digne d'être apprécié, sur une toile de quatre mètres, et demi-circulaire ; il la destinait à l'abbaye de Saint-Jean de Falaise. A la Révolution elle fut placée dans une des églises de la ville ; à Saint-Gervais on la peut étudier encore : elle est pâle, mais harmonieuse, et ne fait point de trous dans la muraille dont elle a la tonalité. On connut par elle à quel point Lebrun avait su faire grand dans un petit cadre. L'idée vint de reproduire encore son chef-d'œuvre : alors parut la fresque de Domfront. Elle apprend que 57 ans après qu'il eut cessé de diriger l'art français, il se trouvait encore en province un artiste capable de transposer l'œuvre capitale de Lebrun (1) avec assez de perfection, pour que les plus fines intentions du dessin y fussent visibles encore, que l'agrandissement ne fit qu'ajouter à l'effet décoratif du petit tableau du Louvre (2), devenu la grande fresque de l'église Saint-Julien. Ce ne fut pas sans lutte que Mignard et Boucher inclinèrent l'art français vers des pensées moins hautes.

II

A son intérêt historique le tableau de Lebrun joint un intérêt artistique qui le rend plus facile à transposer en littérature qu'il ne le fut en fresque.

Venue de Jérusalem, qu'on aperçoit au loin, la cohorte romaine, commandée par un centurion, s'est arrêtée sur le sommet du Golgotha.

Un envoyé du procureur montre au peuple l'écriteau mentionnant le motif de la condamnation du Christ : il s'est dit *Roi des Juifs* ; il a, je le sais, ajouté : mon royaume n'est pas de ce monde, mais l'écriteau ne le dit pas ; et la grave autorité, résignée à son rôle implacable, annonce au peuple avec une dureté triste qu'il est expédient qu'un homme meure par raison d'Etat.

Aussitôt plusieurs bourreaux doués de la beauté musculaire et plastique appropriée à leur fonction brutale, s'emparent de l'arbre de la croix, l'érigent en arquant leur dos, le dirigent à l'aide de cordes, le soutiennent à l'aide d'échelles. Le tout se dispose

(1) Félibien, *vie des peintres* (1699). « Ses dernières productions sont les meilleures qu'il ait faites ».

(2) Catal. n° 61. Cabinet de Florent Le Comte, publié en 1700.

en la forme d'une pyramide (1) : au sommet est l'amour, à la base est la force : cinq hommes suffisent à peine à élever l'arbre que Jésus porta seul ; et tandis qu'à ses pieds l'intérêt abject se dispute au jeu les vêtements du Christ, Lui, tourne au ciel des yeux noyés de larmes et cherche dans les lointains perdus de la bonté du Père le pardon qui ne descend pas.

Derrière la croix, l'ombre est pleine de mystère (2), de lances, de piques de fer, de figures patibulaires, brusquement apparues et rangées dans l'ombre ; là, s'agenouille aussi le timide adorateur, Joseph d'Arimathie, en souvenir de l'hospitalité nocturne qu'il donnait à Jésus, et tout autour de la croix sont rangées les sympathies, les pitiés, les terreurs, les prières, les curiosités, la populace qui regarde, la bête même, le beau cheval blanc qui détourne ses doux yeux, et l'enfant qui se cache dans la robe de sa mère, et Jean, bien-aimé fugitif que ramène sa tendresse ; et les femmes à qui le Christ a dit de pleurer sur leurs fils, et Magdeleine au manteau d'or comme son repentir, et la vierge au manteau d'azur comme son innocence, la femme qui implore son pardon, et la femme qui donne son fils, la vierge qui, prêtresse autant que mère, offre Dieu et s'associe au sacrifice accompli pour la régénération, l'espérance et la gloire de l'espèce humaine entière.

Que de bras s'ouvrent quand penche la croix, comme pour recevoir le crucifié !

Derrière toutes ces compatissances, et sans y prendre part, une pauvre femme couvre sa tête avec des haillons rouges, et pleure à l'écart au pied d'une autre croix, car elle aussi a un fils crucifié. Elle n'accepte pas sa douleur comme la vierge, mais au contraire, elle la subit accablée ; elle ne sait pas que Dieu a pitié de la douleur des mères en pardonnant au repentir des fils.

Certains détails, comme cette femme, mère du bon larron, sont peut-être trop visibles dans la reproduction Domfrontaise de l'œuvre, mais dans l'original, au Louvre, une harmonie d'un bleu triste, rappelant la mère au manteau bleu, s'épand sur les

(1) Suivant M. Jouvenet, la forme pyramidale dans la forme générale d'une composition est la plus heureuse. (Essai sur les principes de la peinture), par Jean Restout, l'un des conservateurs des traditions de Lebrun et de l'Académie royale de peinture.

(2) Cet effet d'ombre ne se trouve que dans la reproduction de l'église St-Julien ; Lebrun, dans l'original, a eu horreur de tout mélodrame.

parties les plus lointaines du tableau, et dispose l'âme à sentir la céleste beauté de la douleur. On pourrait appliquer à la mère du Christ, qui la première attire l'attention des spectateurs, ces paroles qu'écrivait Puvis de Chavanne, à propos de sainte Geneviève : « Je veux que l'aspect général de mon tableau soit tendre et doux comme l'âme de cette vierge qui doit pour ainsi dire transparaître et baigner toute la composition. »

III

Eh bien ! ce tableau, si considérable tant au point de vue de l'histoire de l'art que de sa beauté propre, allait périr, pour la seconde fois, sous les moisissures, la fumée des cierges, la poussière, et surtout la disgrâce de plusieurs restaurations. Il avait été enduit, en 1837, d'un vernis épais, par Comte, peintre à Falaise (1).

Retouché en 1840 et 1841 par Canon, peintre à Caen (2), une seconde fois en juin 1859, par M. Haro et son personnel (3). Aucun de ces manipulateurs de vieille peinture ne l'avait épargné. Canon avait repeint tout un groupe et bien qu'il fût obligé pour vivre à se charger parfois de travaux dépassant ses forces, lui-même s'était fait une justice bien cruelle en signant la copie de Lebrun. Peut-être, indigne de gloire, voulut-il usurper une célébrité locale en écrivant en caractères gigantesques, sur une pierre de sa façon, au pied du tableau, son nom, moins formidable que son pinceau. Quoi qu'il en soit de ses ravages, et de l'innocente fantaisie qu'il eut de s'exposer à la critique, il faut accuser autant que lui les peintres de Paris qui vinrent en 1857. Contrairement au récit évangélique, ils obscurcirent le fond à l'origine d'un bleu léger, doux et triste ; simulèrent, avant la mort du

(1) Vingt-cinq francs ont été versés au sieur Comte, pour la restauration des tableaux de l'église. (Registre de fabrique.)

(2) En décembre 1840, janvier et avril 41, six cents francs ont été versés à M. Canon, peintre, pour la restauration du tableau de la Passion. (Extrait du registre de la fabrique de Domfront). Canon demeurait à Caen, rue St-Laurent, au bord de l'Odon.

(3) Aussitôt que j'aurai reçu votre réponse, j'aurai l'honneur, Monsieur, de vous prévenir du moment où je me rendrai dans votre ville avec mon personnel, car je ferai en sorte d'exécuter prochainement ce travail intéressant. (Lettre de Haro, restaurateur au ministère des travaux publics.)

Christ, d'obscurs éclairs frappant au loin, dans une ombre fatigante, des monuments d'une douteuse solidité, puis repeignirent avec des hachures, inconnues de la nature comme de Lebrun, un cheval plein d'importance, à l'œil intelligent plus que l'œil de son cavalier. et qui mis en un relief indécent, débanchait, selon un mot de Lebrun, l'attention détournée des plus saintes figures. Ces retouches de l'œuvre et l'incurie qui l'avait aussi compromise, l'avaient rendue méconnaissable.

On eût dit que pour cette scène du crucifiement, c'était toujours le vendredi saint, jour où l'Église couvre d'un voile les images. En 1887, M. de Frileuze a été chargé par la fabrique de faire revivre cette œuvre. Différent de ses précurseurs, il a su oublier que lui-même savait peindre pour ne se proposer qu'un but : montrer l'œuvre telle qu'elle était. On put reconnaître après son travail à quel point l'auteur de la transposition avait connu son art et dans quelle mesure les restaurateurs l'avaient ignoré. Le moyen que leur maladresse ne fût pas irréparable, alors que la mauvaise peinture ne se pouvait enlever sans la bonne ? Ce qu'il fallait respecter avant tout, c'était l'œuvre d'un peintre qui ne fut pas inégal à la pensée et à l'exécution de Lebrun lui-même. Il est impertinent de retoucher le tableau d'un autre, à plus forte raison d'un maître : s'il était là, vivant, qui oserait le reprendre ? le corriger ? Mort, il ne peut défendre son œuvre, mais son autorité suffit à la rendre inviolable.

Les voiles qui la couvraient ont donc été levés les uns après les autres et non sans respect. L'eau pure a suffi pour laver la poussière, les moisissures, le noir de fumée. Un autre voile, celui des vernis les plus récents, s'est évanoui devant un nouveau lavage fait à l'alcool étendu d'eau. On se rapprochait ainsi peu à peu de la peinture même, mais il restait le vernis primitif, vernis albumineux et très dur qui causait la blancheur de la fresque. L'huile de lin clarifiée (1) a dissous ce dernier voile : la peinture a reparu, mais mate encore et décolorée ; l'huile déposée sur elle pendant plusieurs heures, assez pour être absorbée par les oxides colorants en vertu de la capillarité, pas assez pour s'épaissir et les voiler encore, a fait revivre ces tons ; ils restaient mats, c'est-

(1) Goupil, élève d'Horace Vernet. (Traité de restauration.)

à-dire encore obnubilés par l'*embu* : un vernis plus transparent que luisant leur a rendu ce qu'il fallait de brillant pour ne pas cesser d'être une fresque.

Alors, tous les voiles étant dissipés, on a pu voir ce qui fut à l'origine une véritable peinture d'autel, où l'art célèbre derrière le prêtre la mémoire du calvaire, où derrière le calice élevé surgit le pâle crucifié, vers qui se tendent à la fois dans le tableau les bras, dans l'Eglise les regards, partout les cœurs.

Florentin LORiot.

SOUVENIRS LITTÉRAIRES D'UN GENTILHOMME CAMPAGNARD

Offerts à la Société historique de l'Orne.

Le gentilhomme qui fait hommage de ses SOUVENIRS LITTÉRAIRES à la *Société historique* de l'Orne, est le comte Marie-Louis-Roger de Semallé, né à Alençon. La campagne d'où il date la plupart de ses compositions est la Gastine, près Mamers.

Un magnifique in-4° renferme les SOUVENIRS LITTÉRAIRES de M. de Semallé. Il sort des presses de MM. Fleury et Dangin, imprimeurs à Mamers, qui déjà ont attaché leurs noms au *Cartulaire* de l'Abbaye de Perseigne; à l'*Etude Historique*, de M. Robert Triger, sur Douillet-le-Joly; à vingt autres ouvrages. Ces chefs-d'œuvre de typographie, prisés dans notre contrée, attestent que manceaux et normands aiment les beaux livres, pourvu toutefois qu'ils soient bons.

Le livre de M. de Semallé est beau et bon. Il contient la traduction, en vers français, de seize psaumes et d'un fragment du livre de Job. L'auteur y a joint des poésies latines et françaises, sur des sujets divers. Une préface, des avertissements, des notes ajoutent à son ouvrage un réel intérêt et nous initient tant à l'objet qu'à la marche de ses études.

Rien de surprenant si M. de Semallé s'est pris d'admiration pour le lyrisme des psaumes : écolier, il aimait et cultivait la poésie. Dès le début de sa troisième, il traduit en bons hexamètres des stances françaises, dictées par son professeur.

Le sujet donné avait pour titre : *Les ruines d'une ville* :

Elle n'est plus cette cité superbe
 Dont la splendeur remplissait nos déserts :
 Le sommet de ses tours s'élançait dans les airs,
 Et maintenant elle languit sous l'herbe.
 Le deuil, le désespoir, les cris
 Habitent son morne rivage :
 J'ai vu moi-même ses débris ;
 Partout croît la mousse sauvage.

(Traduction de M. de Semallé).

Strata jacet cujus splendor deserta replebat
 Urbs dives ; celsum tollebat in æra turres
 Quondam magnificas ; humili nunc languet in herba.
 Clamores, mæror, lugentia littora complent :
 Vidi ego reliquias ; sylvestris crescit ubique
 Muscus.....

A la fin de sa classe de seconde, Roger de Semallé est envoyé par le collège de Versailles, dont il suit les leçons, au Concours général de 1833. Il y compose en plusieurs facultés, notamment en version latine et en vers latins. En version, il obtient le second accessit ; ses vers latins lui assurent le second prix.

Les vers faits en troisième, la pièce du grand concours, une autre pièce datée du collège Bourbon et que M. de Semallé composa pendant sa rhétorique, font partie des *Souvenirs littéraires*.

Le mérite de ces travaux scolaires, le soin mis par l'auteur à les conserver, trahissent moins des goûts personnels qu'ils ne caractérisent une époque.

Dans le premier tiers de ce siècle, l'étude des classiques latins, tombée au temps de la Révolution, se relève et produit une sorte de Renaissance. On entend les textes, on admire la pureté de la diction ; les écoliers confient à leur mémoire les plus beaux passages des poètes et se forment ainsi à l'art des vers.

M. de Semallé participe à cette formation. Il connaît l'antiquité, à l'égal du grand siècle littéraire de la France. Horace, Virgile, Ovide, Juvénal se retrouvent fréquemment sous sa plume comme dans sa conversation. Plus tard, il s'inspirera à d'autres sources. Chrétien convaincu, il assiste fidèlement aux offices de l'Eglise. Les textes liturgiques, si admirablement adaptés à l'objet des cérémonies chrétiennes, parlent à sa foi en même temps qu'elles provoquent l'essor de sa vive intelligence.

Par dessus tout il aime les psaumes. Dans l'*Avertissement* placé en tête de son livre, il énumère ceux qu'il a reproduits en vers français. « La plupart de ces psaumes, dit-il, sont pour moi d'anciennes connaissances. Le *Judica me...*, du commencement de la messe, le *Laudate Dominum...*, de la fin des saluts, sont les premiers. Les psaumes *Quemadmodum desiderat cervus...*, *Deus, Deus meus, ad te de luce vigilo...*, *Te Decet hymnus Deus in Sion...*, *Levavi oculos meos in montes...*, *Miserere mei Deus...*, *Beatus qui intelligit super egenum...*, font partie de l'office des morts. Les psaumes *Dixi, custodiam vias meas...*, *Usquequo, Domine, oblivisceris me in finem...*, en ont fait partie dans les liturgies locales, qui n'ont été abrogées, pour le Mans, qu'en 1856; pour Séez, qu'en 1864; pour Paris, qu'en 1874. C'est donc aux enterrements et aux services que ces beaux cantiques m'ont frappé... Les psaumes *Exaltabo te Domine, Quoniam...*, *Conserva me Domine...*, avaient attiré mon attention pendant les offices de la Semaine sainte..., etc. »

Avant de traduire ces psaumes, M. de Semallé fait œuvre de philologue et d'exégète; il compare les différentes versions du texte sacré et s'attache de préférence à celle que l'Eglise catholique emploie dans sa liturgie.

Ces précautions d'érudit révèlent une intelligence dans sa maturité. De fait, lorsque M. de Semallé entreprend sa traduction des psaumes, il dépasse la cinquantaine. Son travail, commencé à la Gastine le 8 septembre 1867, s'achève à Alençon le 1^{er} février 1869. Quand il le livrera à l'impression, en 1887, il sera dans sa soixante-douzième année. En attendant, il hésitera à donner ses vers au public.

D'une part, dit-il, j'entends Alceste me rappeler :

Qu'il faut qu'un galant homme ait toujours grand empire
Sur les démangeaisons qui nous prennent d'écrire.

(*Le Misanthrophe*, Act. I, sc. 2.)

D'un autre côté, Juvénal me répète ce qu'il m'a dit pour la première fois, il y a bien longtemps :

Stulta est clementia, cum tot ubique
Vatibus occurras, perituræ parcere chartæ.

(Sat. I, 17-18.)

Des amis interviennent, l'auteur cède sans se rendre complètement. « J'imprime, dit-il, mais ne publie pas. Je veux seulement laisser, avant de m'en aller, quelques souvenirs à mes contemporains qui me survivront et surtout aux deux générations que je vois grandir, ou même déjà commencer à vieillir chez moi et autour de moi. »

La SOCIÉTÉ HISTORIQUE de l'Orne se tient pour singulièrement honorée d'avoir eu sa part dans les *Souvenirs* de M. le comte de Semallé. Et puisqu'il nous a procuré l'avantage de connaître son œuvre, qu'il nous permette de répondre à cette question qu'il pose dans sa Préface : « Mon livre sera-t-il utile à quelques-uns ? » Oui, assurément, car on ne saurait, en prose ou en vers, exprimer les pensées des psaumes, dans un noble et correct langage, sans contribuer à rendre les hommes meilleurs et à les élever à Dieu.

Ainsi en a jugé un de nos plus éminents confrères. M. le vicomte de Broc, dans les strophes qu'il consacre aux *Souvenirs littéraires d'un Gentilhomme campagnard* :

Vous nous avez du Roi-Propète
Traduit les sublimes leçons,
Fidèle écho qui nous répète
Les plus nobles, les plus saints noms.

Religion, poésie,
Toutes les deux filles du ciel,
Nous font rêver à la Patrie
Où le printemps est éternel.

J. ROMBAULT.

LE LIERRE DU CHATEAU DE DOMFRONT

A Madame Schalck de la Faverie.

MADAME,

Vous qui aimez tant votre pays et qui êtes si digne de l'aimer, vous savez par cœur Chénedollé. Comme vous, il a chanté les ruines du « vieux Domfront ».

« Bastions démolis ! Murailles délaissées !
Vieux remparts ! Hautes tours jusqu'au sol abaissées !
Une mousse grisâtre et des lichens flétris
Végètent à regret sur vos tristes débris.....
La *vigne*, s'y mêlant aux *pêches* empourprées
Tapisse les vieux murs de ses grappes dorées,
Et la *rose* vermeille, au teint éblouissant,
Orne et parfume un sol rougi de tant de sang. »

Chénedollé n'était qu'à moitié romantique et personne n'était réaliste en 1829. Il n'a pas vu le lierre ou, s'il l'a vu, il n'en n'a pas parlé. L'antithèse et l'épithète l'ont séduit ; il n'a vu que la mousse, le lichen, la vigne et la rose. Victor Hugo (c'était alors le poète des *Orientales*) n'en aurait pas vu davantage. Il aurait seulement boursofflé l'adjectif et clinquanté l'antithèse.

D'autres sont venus après Chénedollé et ont décrit en prose ce qu'il avait chanté en vers :

« Domfront, pour le voyageur, reste encore, par son rude aspect, une des bonnes villes de basse Normandie... Quand j'y passai, il y a huit ans, l'excellent abbé L... me fit montrer par son frère les curiosités de la ville et son château, qui est le plus considérable, etc. »

Suit la description du paysage. Notre ami de Chennevières a bien vu et ses impressions furent fort goûtées du lecteur de la *Mosaïque de l'Ouest* en 1846. Mais lui non plus n'a pas vu le lierre et la gravure sur bois qui accompagne son article, n'indique pas même de mousse sur la pierre nue du donjon de Domfront.

« La situation de Domfront est unique, écrivait en 1862 l'abbé Postel... J'ai vu Naples et son fameux golfe, Messine et sa rade, Gênes et ses collines parfumées, les Pyrénées et leurs sites enchanteurs, les Alpes, la Suisse, les plaines renommées de l'Andalousie, Cordoue et la Castille, le Saint-Gothard et Milan, l'Auvergne et ses riches montagnes; les perspectives étaient ou plus chaudes ou plus riantes ou plus gigantesques, aucune ne m'a séduit entièrement comme celle de Domfront. »

La description est complète, la « vieille citadelle » n'est pas oubliée, mais point de lierre.

« En ce lieu privilégié, écrivait ici même, en 1884, notre honorable collaborateur, M. Blanchetière, un des sites les plus beaux de Normandie, le poète trouve de nobles inspirations, le peintre suit de l'œil les horizons, les perspectives, les riches couleurs; l'historien cherche le souvenir des grandes actions, des vertus qu'il aime, des forfaits qu'il abhorre; l'archéologue rencontre des œuvres d'art à étudier, à coordonner; le philosophe, enfin, vient « interroger les monuments anciens sur la sagesse des temps passés ».

M. Blanchetière a oublié le lierre, comme je l'ai moi-même passé sous silence cette même année;

J'avais bien parlé « du temps qui n'est pas le pire de nos maux, » j'avais bien constaté que « l'homme conspire avec lui, » mais je ne pensais pas au lierre et l'artiste auquel est due la reproduction du donjon qui accompagne le tirage à part de ma pièce a simplement revêtu la muraille du lichen de Chénédollé.

Quelqu'un l'avait pourtant vu et signalé, le royal manteau de lierre du donjon de Domfront.

« Du haut de la tour de Godres, écrivait en 1845, dans l'*Orne pittoresque*, notre honorable et bien cher président, M. de La Sicotière, la vue se perd sur 'e grandiose amphithéâtre qui s'offre de toutes parts... à quelques centaines de mètres seulement, le vieux donjon se drapait dans son manteau de lierre. »

A quelle nécessité a-t-on obéi en coupant le vieux lierre ? Peu

importe au sentiment qui pleure la verdure flétrie. La raison peut-être a commandé ce sacrifice, mais la rime se lamente et s'apitoye sur la victime.

Vous l'avez dit en vers charmants, Madame

Ils ont déchiré ton manteau,
Ton splendide manteau de lierre !
Pour mettre à nu ton corps de pierre.
A coups de bêche et de marteau
Ils ont déchiré ton manteau !...

Les siècles en avaient formé la draperie ;
La ravenelle d'or tissait la broderie
D'un écusson charmant qu'on ne ternit jamais.
Les oiseaux amoureux cachaient leur doux mystère
Dans les plis de velours qui traînaient jusqu'à terre,
Et moi, poète, je l'aimais.

Dès l'aube, au fond du lierre sombre,
On entendait des bruits sans nombre :
D'ailes, de becs un cliquetis,
Des cris de joie ou de détresse,
Un chuchotement de tendresse
Entre la mère et les petits.

Quand le soleil couchant, sous sa caresse chaude,
Transformait chaque feuille en luisante émeraude,
La Tour semblait plus haute et l'homme plus petit.

.....
L'homme en son habit court, gonflé de sapience
Mit le feu sous ton pied, vieux Donjon ! — O science ! —
Et ton lourd manteau s'abattit.

A présent, l'étranger qui passe,
Le vagabond qui se délasse
Sifflant un air joyeusement,
Peuvent sonder tes meurtrissures,
Mettre le doigt dans tes blessures,
Egratigner ton dur ciment ;

Puis, quelques vieux archéologues
Chargés d'ana et de catalogues,
Palpent ta fière nudité ;
Et, très graves, refont l'histoire
D'un creux de mur où viennent boire
Les fauvettes durant l'été.

Toi, semblable à l'âme isolée
 Qu'un doigt profane a dévoilée,
 Tu planes dans ta majesté,
 Le front levé vers une étoile.
 Qu'importe l'insecte agité,
 La nuit, le jour, tramant sa toile
 Sur le fer en ton flanc resté ?
 Ton cri de rage ou d'agonie
 Se change en superbe harmonie,
 O Donjon ! Poète géant !

A présent, par le trou béant
 Que nous cachait la verte étoffe,
 Entrent la formidable strophe
 De l'Atlantique et des grands bois,
 Tous les soupirs, toutes les voix,
 De l'ouragan tous les délires —
 Et tes blessures sont des lyres !

A coups de bêche et de marteau,
 Ils ont déchiré ton manteau,
 Ton splendide manteau de lierre !
 Pour mettre à nu ton corps de pierre,
 A coups de bêche et de marteau,
 Ils ont déchiré ton manteau !...

Et moi aussi, madame, j'ai été poursuivi par l'image de ce pauvre arbrisseau mutilé, l'image de Ronsard indigné m'est apparue, j'ai revé tout éveillé que nous accusions d'un commun accord les « Vandales » de Domfront et que les « ratiboiseurs » nous répondaient en la langue des dieux. Le plus singulier était que les demandeurs et les défenseurs se contredisaient en triolets.

Nous disions :

« Ils ont déchiré ton manteau,
 Ton splendide manteau de lierre ;
 A coups de bêche et de marteau
 Ils ont déchiré ton manteau
 Et si la pierre du château
 Est frieuse, je plains la pierre
 « Ils ont déchiré ton manteau,
 Ton splendide manteau de lierre... »

La branche de lierre et de houx
 Pend aux murs où l'on vend à boire.
 Buveurs de poiré, manquez-vous
 De branches de lierre et de houx,
 Pour vous jeter comme des fous
 A déshabiller votre histoire ?
 La branche de lierre et de houx
 Pend aux murs où l'on vend à boire.

Et les « bôcains » de Domfront, inspirés par le souvenir des
 compagnons Virois, nous répondaient :

Vous nous raillez mal à propos,
 Fils d'Apollon et sœur des Muses ;
 Ne sifflez point dans vos pipeaux
 Vous nous raillez mal à propos.
 Bonnes gens, laissez en repos
 Vos lyres et vos cornemuses ;
 Vous nous raillez mal à propos
 Fils d'Apollon et sœur des Muses.

Le lierre est frère du laurier,
 Des demi-dieux il ceint la tête ;
 Plus que la vigne et le poirier
 Le lierre est frère du laurier,
 L'un brille aux tempes du guerrier,
 L'autre orne le front du poète ;
 Le lierre est frère du laurier,
 Des demi-dieux il ceint la tête.

Vous nous traitez de Visigoths,
 Faux Athéniens que vous êtes ;
 Nous méritons des madrigaux,
 Vous nous traitez de Visigoths !
 Il nous faut du lierre à fagots
 Pour couronner tous nos poètes.
 Vous nous traitez de Visigoths,
 Faux Athéniens que vous êtes !

Des couronnes que nous tressons
 A vous, Madame, la plus belle ;
 Nous sommes fiers, veufs et garçons,
 Des couronnes que nous tressons,
 Surtout lorsque nous les plaçons
 Sur la tête d'une immortelle ;
 Des couronnes que nous tressons
 A vous, Madame, la plus belle !

A ceux qui nous provoqueront
 Notre lierre sera moins tendre ;
 Il n'ira pas ceindre le front
 De ceux qui nous provoqueront ;
 S'ils se hasardent à Domfront,
 Il pourrait servir à les pendre.
 A ceux qui nous provoqueront
 Notre lierre sera moins tendre.

Allez avec confiance à Domfront, Madame, recevoir la juste récompense que vous préparent vos compatriotes et pardonnez aux bonnes gens qui ont dépouillé leur donjon à votre intention. Permettez-moi de ne pas vous y accompagner, ne sachant si le lierre m'y serait servi en hart ou en bâton. Quant à la couronne, je n'y compte guère, n'étant, pas plus que le satirique latin, de ces Héliconiens

Quorum imagines lambunt
 Hederæ sequaces.

J'applaudirai de loin à votre triomphe comme il convient à
 votre respectueux confrère et très humble serviteur,

GUSTAVE LE VAVASSEUR.

NÉCROLOGIE

LIARD (PIERRE-FRANÇOIS).

Au mois d'août 1862, je fus nommé juge de paix à Couptrain (Mayenne). Ce canton qui limite dans presque toute sa partie occidentale l'arrondissement de Domfront, semble pour ainsi dire en faire partie intégrante. Dès lors et durant plusieurs années, mes visites furent nombreuses à Domfront, et presque aussitôt des relations fort amicales entre M. Liard et moi furent formées. C'est ainsi que je fus admis comme l'un des correspondants fidèles du *Publicateur de l'Orne*, que je reçus chaque semaine le numéro de ce journal, que j'en devins le collaborateur; et ces liens tout intimes durent depuis vingt-cinq ans avec la direction. Sans avoir été le témoin journalier des labeurs de M. Liard, il m'a été donné cependant de le suivre pour ainsi dire dans presque toute sa carrière de journaliste et de publiciste, et c'est avec un sentiment d'une bien douce satisfaction que je puis retracer son portrait et évoquer son souvenir aimable.

M. Liard, Pierre-François, était né à Messei (Orne), le 19 décembre 1826; il est mort à Domfront, le 8 juillet 1884.

Entré fort jeune dans l'enseignement primaire, il obtint son brevet de capacité le 6 mars 1845, et fut bientôt nommé instituteur à Champsecret, où il résida jusqu'en 1858. Mais il s'était marié; la famille survenait (nous lui avons connu quatre jeunes filles) avec ses exigences, et le budget d'un instituteur est modeste et forcément limité. Intelligent, il comprit qu'il lui fallait être industriel; il traita avec M. Montauzé, éditeur-propriétaire du *Publicateur de l'Orne*, et se fit imprimeur en même temps que journaliste. Son brevet est du 30 juin 1858, et durant vingt-six

ans, jusqu'au 1^{er} avril 1884, il ne cessa d'apporter à sa direction une impulsion remarquable, qui éleva cette feuille à l'un des premiers rangs de la presse départementale et qui lui assura un produit lucratif et un avenir heureux et certain. Sous son administration, le *Publicateur*, à l'imitation de beaucoup d'autres, devint même politique, et, dans cette voie nouvelle, M. Liard resta constant dans ses principes d'honnêteté, énergique dans ses convictions, désintéressé dans la ligne choisie et suivie constamment sans préoccupation des fluctuations des événements. Avec lui, son journal eut peut-être une couleur un peu trop presbytérale. Nous préférons pour notre compte que les feuilles locales ne se fassent point l'écho retentissant des semaines religieuses : nous ne voulons point que leurs colonnes soient plus catholiques, apostoliques et romaines que le pape lui-même ; mais enfin M. Liard sut observer une assez juste mesure.

Ce que nous avons surtout et par dessus tout remarqué, c'est le grand sens avec lequel M. Liard conçut l'administration du *Publicateur*. Il avait parfaitement compris qu'un journal hebdomadaire devait s'entourer de tout ce qui se rapporte au passé comme au présent d'un arrondissement, et que ses colonnes devaient être constamment ouvertes à tout ce qui concernait ses intérêts et ses motifs de gloire et d'honneur. Dès ses débuts, il rechercha ainsi les publications qui existaient sur Domfront et sur sa contrée, et il forma le projet de les reproduire, afin de les populariser. Au moment où nous nous trouvâmes en relations, il achevait ainsi une série d'articles que je pus compléter en mettant à sa disposition l'œuvre déjà vieillie de Thébault, de Champassais-sur-Domfront ; le livre était peu commun. Un autre jour, revenant de Mortain, je quittai la diligence pour aller visiter l'antique abbaye de Lonlay, et dans l'entrevue que j'eus au retour avec M. Liard, il me fallut lui promettre une étude sur ce monastère ; mon travail fut peu après accueilli dans la deuxième édition de son *Histoire de Domfront*. J'avais pris l'engagement de lui donner également la monographie de chacune des communes de son arrondissement, et l'éloignement de cette contrée m'a seul mis dans l'impossibilité d'accomplir cette vaste entreprise.

M. Liard était d'un caractère très ouvert, très franc, très généreux ; d'un patriotisme rare, il aimait passionnément son pays, Domfront, ses rochers, tout ce qui se rattachait à eux et il se

vouait ardemment à ceux qu'il savait pénétrés des mêmes sentiments. Aussi assembla-t-il autour de lui et du *Publicateur* un groupe de travailleurs, parmi lesquels il voulut bien me compter comme l'un des premiers en date, et dont il fit connaître les compositions à ses lecteurs. La liste de ses études est considérable; elle comprend plusieurs des œuvres notables de MM. d'Avenel, Blanchetière, de Contades, Appert, etc., etc. Bien plus, leur éditeur savait par expérience que les numéros de ses journaux disparaissaient, que leur conservation était difficile, qu'au bout de quelques années, les articles recherchés étaient même souvent introuvables; il voulut donc reproduire en volumes les compositions données d'abord par le *Publicateur* et il eut l'ambition de former une petite *Bibliothèque domfrontaise*. Le format in-18 qu'il adopta presque constamment était peu flatteur à l'œil; mais son but avait été surtout de voir chacun de ses concitoyens et beaucoup de voyageurs mettre le petit livre dans leur poche, et emporter constamment avec eux un souvenir de la cité renommée qu'il contribuait ainsi à populariser dans les limites de son pouvoir.

En quittant prématurément et non sans tristesse son imprimerie et la direction du *Publicateur de l'Orne*, M. Liard se flattait de pouvoir conserver sa librairie pendant encore plusieurs années et provoquer l'apport des compositions nouvelles que lui avaient annoncées ses collaborateurs d'autrefois. Peut-être eût-il pu, profitant de quelques loisirs, — car jusque là il n'en avait jamais connu, — chercher lui-même et faire par ses propres mains : il se fit par ce motif agréer comme Membre de la *Société Historique du département de l'Orne*. Mais il eut à peine le temps de réfléchir à ses projets, à ce qu'il pourrait entreprendre, trois mois plus tard une congestion pulmonaire venait le ravir à l'affection de sa famille et à ses amis nombreux.

Aussi n'est-ce pas sans une certaine émotion que nous reportons aujourd'hui nos yeux sur les adieux qu'il fit à ses lecteurs dans le dernier numéro de son journal qui porte sa signature :

« Pendant 26 ans, dit-il, nous avons été à la tête du *Publicateur* et nous l'avons vu sans cesse grandir et prospérer. La place qu'il occupe dans la presse périodique est des plus honorables. Son but constant a été de développer dans tous les

- « cœurs les grands principes de religion, de justice, de patriotisme, qui font la force des nations. Racontant les faits sans passion, sans parti pris, il s'est toujours montré le champion des idées justes et raisonnables. Sa devise pourrait se résumer en ces mots : moraliser, intéresser, instruire ».

Ces paroles qui étaient parfaitement l'expression des pensées de M. Liard, peignaient en même temps ses sentiments d'une droiture parfaite. Aussi sommes-nous convaincus que si quelques années lui avaient été données encore, les palmes académiques eussent sans nul doute récompensé près de quarante années de labeurs dans l'instruction publique et dans la presse : tous eussent applaudi à une aussi légitime distinction.

M. Liard a laissé, sous le titre d'*Histoire de Domfront*, trois éditions différentes qui portent son nom.

I. — *Histoire de Domfront*. — Domfront, Liard, in-18, 197 pages.

II. — *Histoire de Domfront*, 2^e édition. — Domfront, Liard, 1864, in-8°, 215 pages.

III. — *Histoire de Domfront*, 3^e édition. — Domfront, Liard, in-18, 1883, 332 pages.

La nomenclature des ouvrages historiques qu'il a édités, sous les noms de leurs auteurs, est d'une vingtaine environ.

Dans *Esprits et Fantômes*, il a donné une *Nouvelle : La Légende de la Croix de la Mégraire*.

Il a composé de très nombreux articles divers dans le *Publicateur* et signé un prospectus du *Siège de Domfront de 1574*, ainsi que la préface de *Domfront pendant la guerre de Cent-Ans*, qui est le dernier volume sorti de ses presses.

Mais son œuvre principale est son journal *Le Publicateur de l'Orne*, que seul il a dirigé, agencé, coordonné pendant un quart de siècle.

S.

BIBLIOGRAPHIE

Ordinal de l'Abbaye de Saint-Pierre-sur-Dive, précédé d'une Notice historique sur la Bienheureuse Lesceline, comtesse d'Exmes, et sur le Vénérable Ainard, premier abbé de Saint-Pierre, par l'abbé J.-B.-N. Blin, chanoine honoraire de Séz, et curé de Durcet — In-8° de 200 p. — Paris, librairie cath. de l'œuvre de Saint-Paul. — 1887.

« J'avais fait chercher le manuscrit que je publie, pendant plus de 20 ans, dans les principales bibliothèques de France, sans pouvoir le découvrir... lorsque, au mois de février 1885, ce précieux trésor... vint en ma possession. Il me parut si intéressant que, dès la première lecture, je résolus de le mettre au jour pour notre diocèse... Un tel livre ne fait pas moins d'honneur aux religieux de Saint-Pierre qu'à l'écrivain lui-même ».

Nous devons ajouter à ces lignes, prises dans la préface si lumineuse de M. Blin, que la publication de l'*Ordinal* est un nouveau titre d'honneur pour lui, et une preuve nouvelle de son infatigable zèle pour découvrir et exalter nos gloires religieuses.

Cet *Ordinal* fut composé, vers l'an 1273, par un pieux et savant religieux de Saint-Pierre, Dom Pierre, dans le but de créer partout, autant que possible, l'unité liturgique. L'impossibilité, avant l'imprimerie, de tracer chaque année aux églises et monastères la suite des fêtes et des cérémonies, entraînait un arbitraire fâcheux, de graves divergences, souvent des discussions pénibles. Ce fut pour y remédier que D. Pierre, au prix d'efforts incroyables, compulsa toutes les coutumes et tous les règlements en usage de son temps, puis les résuma en un manuscrit où sont prévus pour plusieurs siècles l'ordre et tout le cérémonial des offices liturgiques. On dirait une belle image de la vie

tout angélique que menaient, au Moyen-Age, les enfants de Saint-Benoît dans nos contrées, et cette image a d'autant plus de mérite qu'elle est plus ancienne. Quelle joie pour nous, catholiques de Séez, d'y retrouver nos fêtes, le culte de nos Saints, et tout l'ensemble des cérémonies étalées encore aujourd'hui dans nos temples ; et comme il est bon de constater, par ce nouveau document, la vérité et la pureté des pratiques religieuses de l'Eglise romaine !

Les deux notices qui précèdent l'*Ordinal* éclairent et complètent ce beau travail. La Bienheureuse Lesceline et le Vénérable Ainard sont les fondateurs de l'abbaye de Saint-Pierre pour laquelle l'*Ordinal* fut composé ; c'est même l'abbé Ainard qui y établit le premier toutes ces prescriptions liturgiques. Merci encore à M. Blin de nous avoir fait connaître ces deux gloires de nos contrées.

D.

Tinchebray et sa région au Bocage-Normand, par M. l'abbé L.-V. Dumaine, tome II, Paris, H. Champion, 1887. Un vol, gr. in-8° de 428 pages, avec 3 planches.

Deux fois déjà, l'attention des lecteurs du *Bulletin* a été appelée sur cet important ouvrage de M. l'abbé Dumaine. Deux forts volumes in-8°, moins considérables encore par le nombre des pages que par l'abondance des recherches et la richesse des documents, ont sauvé de l'oubli la suite des annales de cette ville et de cette région, depuis les premières origines jusqu'à nos jours. Aux prix de combien de travaux, de quelles longues investigations, de quels généreux sacrifices, ceux-là le savent qui l'ont eu la jouissance de les lire. L'amour du sol natal, la noble ambition de conserver le souvenir des ancêtres, la passion de rendre hommage à la vérité continuent d'inspirer, grâce à Dieu, de ces ouvriers infatigables qui sont l'honneur de leur pays.

M. l'abbé Dumaine, arrivé au terme de sa course, verra grandir et se fortifier encore les généreuses sympathies qui l'avaient précédemment encouragé et soutenu. Non seulement dans notre département, où le zèle pour les publications historiques semble heureusement grandir, cet ouvrage sera lu et consulté avec intérêt et utilité ; mais encore, par la lumière qu'il apporte sur cer-

tains faits de l'histoire générale et les conditions sociales des diverses époques, il attirera plus d'une fois le regard et l'attention bienveillante des amis de l'histoire. Mais il messierait d'insister sur ce qui a été dit déjà, mieux que je ne saurais le dire, par des hommes très compétents et très versés dans l'histoire de notre région, M. M.-J Appert et Robert Triger, pour ne citer que ceux-là.

Ma tâche plus modeste est de vous entretenir du deuxième volume, paru il y a quelques mois.

Dans ses deux premiers volumes, M. l'abbé Dumaine avait parcouru toute la suite des époques et terminé la trame de son histoire. Ce second volume est composé d'accessoires : appendices, pièces justificatives et tables. Quelques nouveaux épis, est-il dit dans la préface, se sont retrouvés sous notre main, et nous n'avons eu garde de les écarter. L'historien ne peut jamais trop moissonner sur les chemins du passé. Tout est à recueillir, pour le préserver de la perte sans retour, les institutions disparues, les antiques coutumes, les vieilles possessions de famille et jusqu'aux expressions de l'ancien langage. Avec tout cela encore, on peut faire une gerbe, moins uniforme sans doute mais non sans valeur ».

Et si ce n'était pas même une gerbe, si ce n'était qu'une glane, nous en plaindrions-nous ? La glane, c'est le trésor du pauvre. Ainsi ces faits obscurs, indignes, ce semble, des soins de la grande histoire, sont la vie ordinaire et intime de l'humble et pauvre peuple ; et qui veut la connaître, y attache plus d'importance qu'aux actions pompeuses des princes, aux narrations émouvantes des fêtes royales et des batailles sanglantes.

Dans l'obscur sentier du village, à l'orée du bois et de la forêt, ce n'était pas l'homme de guerre, le brillant chevalier, qui veillait à la tranquillité publique, assurait la paix et réprimait les tentatives criminelles. C'était l'humble sergent, à l'allure plus paisible, moins martiale que le gendarme d'aujourd'hui. « Il tenait le milieu entre l'homme de loi et l'homme de guerre ; l'épée au côté, et la verge d'ébène ou la masse sergentale en main, il inspirait d'ordinaire ce sentiment qui tient plus de la crainte que du respect, car tous devaient s'incliner devant ses sommations ; ne faut-il pas en effet que raison reste toujours à la loi ? En voyant briller, sur la manche de son habit, les armes

brodées d'or ou d'argent du haut et puissant seigneur, dont il était le héraut, force était bien de respecter à tout le moins le maître dans le serviteur ». En tout cas, était-ce donc un peuple si farouche, chez qui le représentant de la force publique n'avait pour arme qu'un emblème inoffensif ?

Qui voudra connaître les fonctions diverses de ces utiles agents de la sécurité populaire, sergents d'armes, sergents barriers, sergents de forêts, sergents du plaid de l'épée, sergents de la paix et de la querelle, sergents à verge, trouvera dans l'exposé qui précède les documents nombreux publiés sur la sergenterie de Tinchebray, une bonne partie au moins de ce qu'il pourra désirer. Il y suivra même, s'il veut, la généalogie d'une famille de sergents, car, ainsi que le reste, les sergenteries étaient devenues des fiefs et se transmettaient par héritage. Aveux, comptes, rentes, il y a là toute une série de documents, depuis l'an 1398 à 1789, qui devront contenter les plus difficiles.

Le tabellionage n'occupait pas une moindre place dans la vie de nos ancêtres que le notariat dans la nôtre. Si prodigues que nous soyons de papier marqué, peut-être que les Normands du temps passé nous regarderaient comme peu exacts et peu prévoyants en affaires. Donations, ventes, contrats d'apprentissage ou de louage, fiançailles, mariage, tutelle, etc., rien ne se faisait sans le tabellion. On est quelquefois étonné de l'amas énorme de papiers conservés par d'anciennes familles. Dans un temps où les droits et les obligations se perpétuaient comme les générations, on gardait tout, on ne détruisait rien. J'ai pu le constater, par exemple, pour une famille d'hôteliers de Montsort, du nom de Doré, dont les papiers me sont tombés entre les mains ; les plus insignifiantes quittances étaient conservées dans le coffre. Naturellement, M. l'abbé Dumaine a rencontré beaucoup de tabellions à Tinchebray, et dans les environs. Il y en avait foison alors. Quelques observations générales sur le tabellionage précèdent les noms et les pièces qu'il nous a conservés.

Sous le titre « Les Aveux », les chapitres III, IV et V font connaître les fiefs nobles, la bourgeoisie et les villages de Tinchebray. Les aveux rendus par les bourgeois et les villageois forment un véritable livre d'or de la population urbaine et de celle des campagnes. Ces chapitres auront été, à coup sûr, très appréciés à Tinchebray ; les descendants des vieilles familles,

retrouvant grâce à l'un de leurs concitoyens de vieille souche, les noms des ancêtres qui, il y a plusieurs siècles en deçà, illustrèrent ou honorèrent leur nom, sauront gré à l'auteur de ce livre de n'avoir rien laissé perdre des fragments qui sont restés. Le moraliste pourra noter, dans ces listes, une confirmation nouvelle de ce fait d'expérience que l'attachement au foyer antique est le plus sûr moyen de la perpétuité des familles.

Un dictionnaire du patois nous apprend, ce que nous savions déjà, que nous traversons le Bocage et que nous ne sommes pas au Théâtre Français. Mais les Normands ont assez voyagé dans le monde, ils ont semé assez loin leurs glorieuses colonies, pour qu'il puisse arriver qu'on rencontre quelque mots de leur crû, non seulement à Paris, mais jusque par delà les Alpes. Apprenons donc à les connaître, et où que nous les rencontrions, nous les saluerons, fût-ce en dépit de Vaugelas.

Des copies et des analyses très nombreuses de documents, principalement des *xvi^e* et *xvii^e* siècles, forment comme un recueil des pièces du temps et une mine de renseignements.

Enfin l'Index général facilitera les recherches et sera apprécié par les écrivains ou les curieux qui auront à s'occuper de l'histoire de notre département.

Par ce volume se termine l'œuvre vraiment monumentale que M. l'abbé Dumaine a élevée à la gloire de son cher Tinchebray. Monseigneur l'Évêque de Sées félicitait l'auteur « d'être du nombre de ces prêtres tout à la fois zélés pour le ministère des âmes, et adonnés à la culture des sciences et des lettres qui est de tradition dans l'Eglise ». Les membres de la *Société Historique de l'Orne* s'honoreront de la présence parmi eux d'un confrère si recommandable par les travaux qui sont l'objet de leurs études, et souhaiteront que son ardeur et son exemple suscitent d'aussi généreux dévouements et de semblables publications.

Notions d'Étymologie classique, grecque, latine et française, d'après les principes de la méthode comparative, par P. D. Bernier, licencié ès-lettres, prêtre de Sainte-Marie de Tinchebray (Orne), Paris, Pousielgue, 1885, in 12 de 364 pages.

Il y a cinquante ans, l'apparition d'un ouvrage intitulé : *Notions d'Étymologie*, eût amené sans doute un sourire de douce gaieté sur les lèvres de la plupart des lecteurs, et plus d'un se serait rappelé la piquante définition de l'étymologiste : *Vir bonus delirandi peritus*, ou bien encore cette boutade de Voltaire : L'Étymologie est une science où les voyelles ne font rien et les consonnes font peu de chose. Alors, en effet, la science du langage était encore abandonnée aux hasards de l'esprit, les origines des mots ne recélaient qu'énigmes et mystères, et ceux qui voulaient dérober au sphinx ses antiques secrets, loin de sortir victorieux de la lutte, furent souvent confondus par le ridicule insuccès de leurs efforts.

De grands progrès ont été réalisés depuis. Dès la fin du siècle dernier, d'énormes matériaux avaient été réunis. Une sérieuse comparaison entre les différents langages était devenue possible, les éléments d'une classification existaient entre les mains des savants. On commença de remonter le cours de l'histoire littéraire des langues, et leurs formes archaïques, jadis méprisées, furent recueillies avec soin. Les patois mêmes furent traités avec moins de dédain, et plus d'une fois on leur dut la découverte des changements successifs qui avaient amené tel ou tel mot à sa forme classique. Bientôt, par un de ces traits de génie qui marquent le début des nouvelles ères scientifiques, Frédéric de Schlegel établissait sur les titres du sanskrit la parenté des langues indo-européennes, et François Bopp, par sa « *Grammaire comparée des langues indo-européennes* » méritait le surnom de père de la *Grammaire comparative*. Cette découverte s'imposait dès lors à l'attention et à l'étude des professeurs et des philosophes; elle inspirait à Littré le magnifique monument qu'il a élevé à la gloire de la langue française, pendant que Max Muller prononçait à Oxford ses « leçons sur la science du langage », qui ont eu un si favorable retentissement. Aujourd'hui cette science nouvelle a conquis son droit de cité dans toutes les facultés de lettres de l'Europe; et même, comme on a la préten-

tion de faire de nos malheureux collégiens des savants universels, elle a, malgré l'encombrement, trouvé sa place dans les programmes des examens.

Le R. P. Bernier a suivi, à Paris, les leçons de cette science séduisante encore de toutes les grâces de la jeunesse; il doit en redire maintenant les principes aux élèves qu'il prépare aux lauriers de la rhétorique et aux épreuves du baccalauréat; c'est à ces deux raisons que nous devons son travail sur les *Notions d'Étymologie*.

On y trouve d'abord une introduction divisée en deux parties. La première nous initie brièvement, un peu trop brièvement à mon gré, aux progrès des recherches étymologiques, à la classification des langues et à l'utilité de l'Étymologie. La seconde partie est un résumé succinct de l'histoire littéraire des langues grecque, latine et française.

Ce sont en effet les trois langues sur lesquelles ont porté les études du R. P. Bernier, et son livre en est véritablement une *Grammaire comparative*, à laquelle il a appliqué les procédés rigoureux de la science actuelle et cette exactitude de l'analyse qui ne s'arrête qu'aux atomes. Il traite d'abord de la *phonétique*, c'est-à-dire de la variété des sons par lesquels l'homme manifeste ses pensées, et des signes au moyen desquels il les fixe. Les organes de la voix, la qualité et la nature des sons sont l'objet de quelques notions générales. N'y aurait-il pas eu avantage à s'étendre un peu plus sur ce point, et à résumer d'une façon moins concise ce que Max Muller a appelé le *physiological alphabet*? C'est un doute que je sou mets au jugement de l'auteur. La composition et l'histoire des alphabets, le groupement des lettres, la diversité des accents, les modifications des éléments des mots, les permutations ou disparitions de lettres forment la matière de plusieurs chapitres.

La *morphologie* du langage qui vient après la phonétique n'a plus pour objet les éléments, les sons, les lettres et leurs modifications; elle s'occupe des mots. La question est de savoir comment avec quelques racines, qui sont peu nombreuses dans toutes les langues, l'esprit humain est parvenu à exprimer toute la série de ses idées, toute la diversité, toutes les nuances de ses sentiments et de ses pensées. On admet que cela s'est fait en ajoutant aux racines proprement dites, appelées attributives, qui ont par elles-

mêmes un sens général, d'autres mots appelés racines indicatives, qui modifient, déterminent et spécifient le sens général. A part dans les pronoms et quelques adverbes, les secondes s'ajoutent au commencement ou à la fin des premières, et prennent de là le nom de préfixes et de suffixes. Que sont ces racines indicatives ? D'où viennent-elles ? C'est une question fort obscure et fort débattue, un champ de bataille presque sans bornes, sur lequel les philologues et les étymologistes devront escarmoucher longtemps encore avant de décider le conflit et de conclure la paix. Mais sans savoir au juste ce que sont les affixes et quelle signification propre ils ont par eux-mêmes, on peut du moins les ranger par catégories et connaître la puissance que l'usage leur attribue. C'est par ces combinaisons, dont le nombre possible est presque infini, que se forment substantifs et adjectifs, déclinaisons et conjugaisons. Rangées dans leur ordre de classement, toutes ces espèces de mots défilent devant le lecteur, sans rien lui dérober des secrets de leurs mouvements.

L'histoire des mots forme une deuxième partie courte et d'une lecture moins aride. Nous retrouvons sous certaines expressions quelques circonstances historiques, quelques détails de mœurs qui se sont ainsi immortalisés en passant dans le langage commun. Dans un autre chapitre nous suivons les évolutions de la pensée qui ont transformé une image matérielle en une catégorie de l'esprit ; quelques pages consacrées aux noms propres indiquent la langue, la profession, le genre de caractère, la caractéristique physique, l'accident historique, glorieux ou comique, qui ont valu aux familles le nom qu'elles se transmettent de génération en génération, aux lieux et aux pays divers leurs désignations géographiques.

Une troisième partie très courte sur les synonymes, nous apprend qu'il n'y a pas de synonymes parfaits, mais qu'une même pensée revêt parfois nombre d'habits qui la font paraître la même au fond, mais sous un aspect toujours un peu différent.

Dans ce travail, une chose par dessus tout m'a frappé, m'a retenu, m'a charmé. C'est le soin avec lequel est étudiée la formation de notre belle et chère langue française. Combien cette étude était négligée, il y a seulement quelques années, où l'on ne voulait rien connaître au-delà du xvii^e siècle. On ne craint plus aujourd'hui de perdre l'amour de sa resplendissante et majes-

tueuse beauté, parce que l'on en cherche les origines dans la grâce et la naïveté de ses jeunes années. L'étude des analyses minutieuses qui dévoilent la composition et le mécanisme des langues grecque et latine sera utile aux littérateurs, aux grammairiens qui désirent un résumé fidèle des résultats acquis par la science actuelle. Les prêtres du ministère, qui occupent leurs loisirs à l'éducation des recrues du sacerdoce, y trouveront un complément utile à leurs premières études. Mais tous ceux qui se mêlent d'écrire, ceux en particulier qui aiment les recherches archéologiques et ne reculent pas devant la lecture des vieux manuscrits et des antiques ouvrages, verraient s'évanouir bien des difficultés grâce à la connaissance des pages consacrées à la langue française.

D'ailleurs le R. P. Bernier aura lieu, sans aucun doute, de revoir bientôt cette première édition, et il ne manquera pas d'y apporter les améliorations utiles. Quelques définitions m'ont paru avoir besoin d'être développées et éclaircies.

Est-il très exact de dire que les langues agglutinantes, si riches parfois en formes nombreuses pour le même verbe, n'ont ni déclinaison ni conjugaison ? Cette pauvreté absolue n'appartient, je crois, qu'aux langues isolantes. La loi de Grimm, qui est aujourd'hui la base fondamentale de toute étude étymologique, me paraît mériter plus qu'une note brève et incomplète au bas de quelque page. Enfin Max Muller n'accorderait pas, si je l'ai bien compris, que « le rôle de l'onomatopée a été important », du moins aussi important que semble le concéder le R. P. Bernier. « Les quatre ou cinq cents racines, dit-il, qui restent comme les éléments constitutants dans les différentes familles du langage ne sont ni des interjections ni des imitations. Ce sont des types phonétiques, produits par un pouvoir inhérent à la nature humaine. Ils existent, comme dirait Platon, par nature, à condition qu'avec Platon, nous ajouterons, qu'en disant par nature, nous comprenons par le don de Dieu. »

P. BARRET,

Curé de Mieuxcé.

CANTON DE DOMFRONT. — *Essai de Bibliographie cantonale*, par MM. Jules Appert et le comte Gérard de Contades, membres de la *Société Historique et Archéologique de l'Orne*.

Ce petit livre est le quatrième d'une série dont on ne peut que souhaiter la continuation. Tout le bien qu'on a dit des premiers, et on n'en pouvait trop dire, on doit le répéter de celui-ci, avec cette différence que les auteurs, toujours possédés par l'ambition de mieux faire, apportent chaque fois quelque amélioration nouvelle à leur travail. Le volume que nous avons sous les yeux notamment, outre deux appendices très intéressants sur l'histoire de Domfront, contient, à propos des publications les plus rares et les plus curieuses du canton, quelques citations choisies avec soin, qui, par leur ensemble, forment une sorte de petite anthologie Domfrontaise. Il est du reste assez inutile de s'étendre sur les mérites d'une œuvre qui est appréciée par quiconque s'occupe d'études locales dans notre département. Et si l'œuvre est connue, les auteurs ne le sont pas moins : il n'est pas un membre de la *Société archéologique*, il n'est pas un érudit ni un travailleur de notre pays qui ne sache et ne proclame que leurs noms seuls sont la meilleure garantie de soin, d'exactitude et de savoir.

H. B.

REVUES

BULLETIN mensuel de la *Société Flammarion* (Argentan), année 1887.

La Révolution dans l'Orne, — Histoire d'Argentan durant la Convention (1793-1795), par M. E. Vimont. — La majeure et la plus importante partie des *Bulletins* est occupée par cette publication, dont les articles « ont été réunis dans un splendide tirage à part de cent exemplaires », et signalés à l'attention des lecteurs par un article bibliographique publié dans les colonnes du *Journal d'Alençon* (9 février 1888), par M. Gustave Le Vavasseur, notre savant et bienveillant secrétaire général. C'est, dit-il, une véritable mine de documents... Et bien que restreints aux aventures bourgeoises d'une petite ville, les événements parlent haut. Il n'est peut-être pas, toute proportion gardée, d'épisode révolutionnaire plus caractéristique que l'émotion populaire du 14 mars 1793 à Argentan. Tout s'y trouve, complot imaginaire, étourderie des turbulents, affolement des bourgeois, division des familles, petites trahisons et grandes lâchetés, panique des municipalités, furie des mégères, impunité des coupables, meurtres populaires et assassinats juridiques !...

« Il faut aussi suivre avec attention l'histoire des temps du maximum et de la disette. La vraie souffrance et la réelle misère susciterent de vrais courages et de réels dévouements; c'est là le côté héroïque. »

« De l'autre côté, il faut lire le récit, pour en faire son profit, de la comédie des épurations... » Nous ne saurions dire davantage ni mieux.

Commanderie et Église de Villedieu-les-Bailleul, trésors cachés (p. 12-21); — *Le château de La Forêt-Auvray, remparts et tourelle, trésors cachés, légendes* (p. 58-65); — *Légendes*

rustiques (p. 99-111) ; — *Saint-Sulpice-sur-Rille, monuments mégalithiques, établissements romains, fontaines ferrugineuses* (p. 257-263), par M. E. Vimont. — Ce sont les récits d'un excursionniste à travers le département de l'Orne, qui ne laisse rien échapper de ce qui peut servir la chronique ou l'histoire. A défaut de monuments, M. Vimont recueille les légendes, les histoires de trésors, voire celle de revenants et de sorciers, et il fait bien. La légende jalonne le chemin de l'historien et de l'archéologue.

De la diffusion des microbes dans l'air, dans l'eau et dans le sol, par M. le docteur Beaudouin, p. 25-40, 46-53. — Depuis les savantes expériences de M. Pasteur, on s'occupe de microbes un peu partout et à propos de tout. M. le docteur Beaudouin désire faire servir les faits acquis et les expériences constatées à l'amélioration du milieu hygiénique dans la ville d'Alençon. Avec précision, avec l'exactitude des chiffres, il indique les méthodes employées, résume les observations des auteurs spéciaux, établit la proportion du danger et conseille le remède. La ville d'Alençon, par exemple, serait moins exposée aux fièvres si l'on nettoyait le cours de la Briante et si l'on prenait « l'excellente mesure de doter la ville d'une bonne eau ». C'est une question dont on parle depuis bien longtemps, et on a tant cherché de tous côtés l'introuvable source qu'on finit par désespérer, ou à peu près, de la voir arriver à Alençon.

Le Collège de Domfront, par M. Louis Duval. — Les quelques pages consacrées à cette notice et presque exclusivement composées de documents, que M. l'archiviste a fort avantageusement pour le public tirés du trésor des Archives départementales, sont une nouvelle preuve du zèle que l'on apporta, au xvii^e siècle, à la diffusion de l'enseignement, et de la part généreuse qu'y eut le clergé. L'acte passé par M^e Gaubert, notaire, prouve l'influence et l'initiative de « M^e Pierre Bidois, prestre, » de vénérable mémoire, dans la fondation de ce collège. Une donation du 10 janvier 1708, n'est pas moins importante. Le collège était devenu un véritable petit séminaire, dont on peut reconstituer, grâce à cette pièce, la discipline et la méthode d'enseignement.

Il est bon de signaler encore, sous la signature de M. Duval,

une courte dissertation (p. 166-170), où il reprend, à propos de La Courbe, la question des forts vitrifiés. S'appuyant sur des publications récentes et sur l'existence de monuments semblables en Norwège, l'érudit écrivain se range à l'opinion, émise déjà par M. de Caumont, que l'enceinte vitrifiée de La Courbe doit être attribuée aux Normands.

Passais et ses monuments mégalithiques, par M. le comte G. de Contades (dessins de M. Jules Tirard). — Vous croyez peut-être qu'il ne s'agit que de monuments préhistoriques et des légendes qui, presque aussi indestructibles que le roc, s'y sont attachées. Sans doute, cela y est bien, avec l'exactitude des recherches, la précision des mesures, le fini de la description, le luxe des gravures, toute cette armure nouvelle sous laquelle on est habitué de voir cet écrivain d'une si rare distinction. Mais si le Passais est celtique, il est encore plus chrétien; et qui lira le précis historique du château et de l'église de Saint-Auvieu, la pastorale de la rosière de Passais, les souvenirs religieux attachés à la chapelle de Notre-Dame-de-l'Oratoire, me dira lequel des deux Passais il préfère.

Silhouettes rustiques, par M. Jules Lecœur (*Le Berger*, p. 290-295). — Ce sont deux feuilles détachées du magnifique ouvrage : *Nouvelles Esquisses du Bocage Normand*, qui a valu à son auteur des éloges aussi flatteurs que justement mérités. On ne connaîtra pas bien la physionomie vraie et le caractère intime de l'Ancien Bocage si l'on n'a pas lu ce livre.

BULLETIN de la Société Archéologique d'Eure-et-Loir. — Procès-verbaux. — Janvier 1886 — Mai 1887.

Je signalerai dans ces procès-verbaux, outre les communications relatives à la Cathédrale de Chartres et à la publication de la monographie de cet incomparable monument, la découverte d'une pièce d'or, de l'époque mérovingienne, paraît-il, faite aux environs d'Authon, dans le Perche, par M. Guillon, instituteur à Coudreceau (p. 40); et le rapport sur les nombreuses et étranges galeries souterraines dont l'existence a été constatée à Auneau et à Orlu. On y pénètre, paraît-il, par des ouvertures pratiquées

dans la paroi de certains puits communaux. Il faudrait peu de découvertes de ce genre pour démontrer que les légendes populaires, sur l'existence de nombreux souterrains, sont plus sérieuses, qu'on ne le pense ordinairement. Les Membres de la *Société d'Eure-et-Loir*, qui ont visité ceux dont il est question, en font remonter l'existence au temps des Gaulois qui en auraient fait des lieux de refuge. On ne doit pas oublier non plus qu'on est là au cœur de l'ancienne Gaule et il serait curieux d'étudier si ces immenses souterrains n'ont pas quelque rapport avec le Druidisme.

Commission Historique et Archéologique. — Département de la Mayenne.
T. IV, 1884-1885.

Cette Société continue avec un zèle et une activité dignes d'éloges la série de ses magnifiques publications. Les procès-verbaux abondent en communications intéressantes de tout genre. Monuments mégalithiques et archéologiques, débris mérovingiens, tombes, inscriptions, peintures anciennes sont l'objet des recherches actives des infatigables sociétaires et leurs rapports, trouvailles et photographies viennent grossir les richesses de la bibliothèque ou des collections.

La seconde partie consacrée aux documents contient :

Histoire de Saint-Denis-d'Anjou, x^e—xviii^e siècles (deuxième partie), p. M. A. Foubert (p. 113-201), avec nombreux dessins, par M. Tancrede (Abraham). On est assuré de trouver, dans le travail de cet historien, l'abondance des matières, la richesse des documents, l'heureuse distribution des parties qui font de ses monographies des œuvres achevées. Dans une de ses notes, à l'occasion de la famille Varennes-Bourreau, il cite un « appointement, fait en 1403, entre Bertrand de Haussay (seigneur de la Chevalerie), maistre d'hostel du duc d'Alençon, et Messire Jehan Quatrebarbes Chevalier ; » et un « Testimonial de l'an 1429, constatant que Bertrand de Haussay, capitaine de Pouancé, avait reçu des blés pour ravitailler le château. » Il n'est peut-être pas inutile de signaler l'existence de ces documents dans notre Bulletin.

La Procession de la Fête-Dieu et les Corporations à Laval, par M. I. Raulin, p. 201-215. — Quelques notes historiques sur la procession de la Fête-Dieu à Laval, précèdent la publication d'une « *Ordonnance de Police* » destinée à mettre fin aux conflits de préséance qui s'étaient produits (27 avril 1689). Elle fixe leur rang à chacune des corporations de Laval et nous en a ainsi conservé la liste complète.

Noëls Levallois, publiés par M. P. de Farcy, p. 215-233. — Ces Noëls, si chers autrefois aux paysans chrétiens, et qui s'accommodaient si aisément à la verve populaire n'étaient pas toujours exclusivement des cantiques de piété. La description des usages et des coutumes, l'ordonnance des joyeuses processions, les petites jalousies paroissiales, l'humeur gauloise s'y donnaient souvent carrière. Il n'est pas jusqu'aux modes, dont le ridicule n'a jamais trouvé grâce devant le bon sens populaire, qui n'aient fourni matière à quelques couplets ; et les belles-dames d'aujourd'hui, qui croient peut-être avoir quelque nouvelle tournure seraient étonnées d'apprendre que la chose est aussi vieille que le nom qui la fustige.

Les Tapisseries du château de saint Amadour (Mayenne), par M. J. Planté, p. 305-315, ne sont ni plus ni moins que cinq panneaux de la fameuse « *Tenture de tapisserie des Amours de Gombault et de Macée* », personnages mystérieux et encore introuvés. Ces panneaux sont décrits et expliqués, avec planches en photogravure à l'appui.

Notes pour servir à l'histoire de la Corporation des Orfèvres de Laval, par E. Queruau-Lamerie, p. 341-369. — Les recherches sur les anciennes corporations sont à l'ordre du jour. Ce travail très étudié qui nous donne la publication du règlement de la corporation, mérite, à ce point de vue, d'être signalé.

P. BARRET,

Curé de Mieuxcé.

COMPTE présenté par M. Descoutures, trésorier de la Société Historique et Archéologique de l'Orne, des recettes et dépenses faites pendant l'année 1887.

RECETTES

Il restait en caisse au 31 décembre 1886.....	3.130 fr. 51
Une cotisation arriérée pour l'année 1885.....	12 ..
7 cotisations arriérées pour l'année 1886.....	84 ..
Prix de neuf exemplaires des <i>Bulletins</i> des années précédentes, à 6 francs chacun.....	54 ..
202 cotisations pour l'année 1887, à 12 francs.....	2.424 ..
TOTAL des Recettes.....	5.704 fr. 51

DÉPENSES

Frais généraux (indemnité au concierge de la mairie, timbres-poste, timbres-quittance, corres- pondances, convocations, reliures, écritures)....	165 fr. 20
Frais de recouvrement.....	36 10
Impressions diverses (note Lepage).....	47 ..
Travaux extraordinaires (pour la copie du manus- crit de Marin Prouvaire, 80 francs, et pour le <i>Cartulaire de La Trappe</i> , 472 francs, ensemble.	552 ..
Impressions (4 ^e <i>Bulletin</i> de 1886; 1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^e <i>Bul- letins</i> de 1887)	2.066 80
TOTAL des dépenses... ..	8.867 fr. 10

RECETTES.....	5.704 fr. 51
DÉPENSES.....	2.867 10
En caisse au 31 décembre 1887.	2.837 fr. 41

NOTA. — Il reste 7 cotisations à recouvrer pour l'année 1887.

LA REPRÉSENTATION DES MYSTÈRES

A ARGENTAN AU XVI^e SIÈCLE

ET

LA FRAIRIE DES PRÊTRES

Le Moyen-Age, on le sait, a été le temps par excellence des grandes mises en scène religieuses et des drames sacrés. A cette époque de foi vive, les plaisirs les plus purs des grands et du peuple étaient d'assister aux pompeuses solennités du catholicisme, d'adorer Jésus renaissant au milieu des joyeux Noël's, de suivre avec l'Évangile de chaque dimanche et même de chaque jour les faits miraculeux de sa vie publique. Quand arrivait la sainte semaine ramenant les souvenirs de la mort de l'Homme-Dieu, le fidèle qui avait pleuré sur ses douleurs chantait avec allégresse l'alleluia de la Résurrection.

C'est dans les cérémonies mêmes de l'Église que la tragédie sacrée prit naissance dès le XI^e siècle et peut-être plus tôt. Non contents de chanter l'Évangile, les prêtres le mimaient pour ainsi dire du haut du *jubé*, le transformant en dialogue animé dont le chant solennel de la passion peut de nos jours encore nous donner une idée. Cette prédication d'un genre particulier qui parlait aux yeux aussi bien qu'aux oreilles prenait toutes les formes, c'était à Noël l'office de la crèche, celui de l'Étoile à l'Épiphanie, celui du Sépulcre ou des Trois-Marie à Pâques.

Dès le XIII^e siècle, le drame sacerdotal se sépara entièrement de l'office divin sans sortir pourtant de l'église. C'était ordinairement après le sermon que le clergé, avec le concours de quel-

ques laïques, représentait aux yeux du peuple ces mystères, dont, suivant l'expression fort juste du père Ménestrier, les psaumes et les preses de l'Église étaient les *opéras*. Puis le drame s'émancipa peu à peu et tendit à sortir de l'enceinte du temple. Dès la fin du XIII^e siècle, Adam de la Halle, Rutebœuf et bien d'autres composèrent des jeux, des miracles et des mystères. Au XIV^e siècle, des confréries en majeure partie composées de laïques se formèrent pour jouer ces ouvrages. La principale fut celle de la *Passion et Résurrection de notre Seigneur*, fondée par les bourgeois de Paris. Elle avait loué des religieux Prémontrés une salle où longtemps elle joua les mystères, mais peu à peu, avec l'affaiblissement de la foi, on ne vit plus que le côté ridicule de ces représentations, où la farce triviale s'immisçait souvent et l'opinion se prononçait contre elles à Paris dès le milieu du XV^e siècle avec la force que revêtait un siècle plus tard le jugement très contestable de Boileau :

Chez nos dévots aïeux le théâtre abhorré
Fut longtemps dans la France un plaisir ignoré.
De pèlerins, dit-on, une troupe grossière
En public, à Paris, y monta la première.
Et, sottement zélée en sa simplicité,
Joua les Saints, la Vierge et Dieu par piété.

Sur les réquisitions de son procureur général, le 17 novembre 1548 le parlement de Paris interdisait aux confrères de la passion la représentation des mystères tirés de la Sainte-Écriture.

A l'exemple des confrères de la passion de Paris, de nombreuses corporations poursuivant le même but se formèrent en province. En Normandie, Rouen en possédait une, nous pouvons aujourd'hui affirmer qu'Argentan en possédait une autre et qu'on joua les mystères dans cette ville dès le XV^e siècle jusqu'en l'an 1600. C'est cette question que nous allons élucider.

I

L'éveil nous a été donné par quelques pages de l'abbé Laurent qui, dans son histoire de Saint-Germain d'Argentan, produit, à l'occasion de la confrérie des prêtres, certains détails sur le jeu

des mystères extraits surtout d'un manuscrit intitulé : *Récit véritable des actes de la confrairie des prêtres érigée en l'église paroissiale de Saint-Germain d'Argentan recueillies et écrites (sic) par un prêtre anonyme.*

Nous avons compulsé ce manuscrit qui remonte aux dernières années du xvii^e siècle et nous n'hésitons pas un instant à l'attribuer à l'abbé Michel de Courteilles, prêtre sacristain de Saint-Germain, auteur des *Recherches sur Argentan* illustrées de très intéressants dessins à la plume. Le manuscrit dont il s'agit, petit in-4^e s'arrête à l'année 1670 et contient de nombreuses lacunes. Il n'en est pas moins précieux et il nous a permis de remonter aux titres originaux qui avaient servi, il y a deux cents ans, à l'abbé de Courteilles. Ce sont les comptes de la confrérie des prêtres qui datent de l'année 1565 et sont presque complets jusqu'en 1580. A cette époque jusqu'en 1593 il existe une lacune, mais depuis 1593 jusqu'à la fin du xvi^e siècle et au-delà ces comptes d'un haut intérêt sont dans un état de parfaite conservation, grâce aux soins de M^e Simon Prouverre qui en 1669 « les avait exactement recherchés pour les faire relier et mettre tous par ordre (1).

L'examen attentif de ces comptes nous a donné, on le verra, un résultat très satisfaisant en nous livrant maints détails aussi inconnus que piquants. Le journal souvent consulté, mais inédit de Thomas (2) Prouverre, sieur de Bordeaux que tous les auteurs de travaux historiques sur Argentan n'ont guère fait que copier ou paraphraser nous a apporté son contingent d'utiles renseignements (3).

(1) L'abbé Laurent a lui-même connu et consulté les sources que nous indiquons, car il cite à la page 141 de son intéressante histoire de Saint-Germain quelques passages des comptes de la confrérie, mais il est très loin d'en avoir extrait tout ce qui concerne la représentation des mystères. Nous avons été tout surpris, en examinant ces comptes avec le plus grand soin d'y trouver des renseignements nouveaux, entièrement inédits et qui font la lumière sur cette curieuse institution.

(2) Thomas Prouverre, sieur de Bordeaux, apothicaire, trésorier de Saint-Germain, administrateur de l'hôpital pendant plus de trente ans, né le 14 janvier 1608, mort le 28 mai 1693. Son journal qui respire l'honnêteté et la foi n'est pas dénué de traits malicieux, témoin l'histoire de ce Gilles le Fessier qui ayant une maison sise aux coignées d'une rue s'en fit un nom de seigneurie « et de sieur des Coignées » en prit le nom pompeux.

(3) Les manuscrits Lautour--Montfort et Malécange ne contiennent que très peu de chose sur la question qui nous intéresse.

Nous avons en un mot consulté toutes les sources. Il en existait incontestablement d'autres autrefois, mais, « nous dit l'abbé de Courteilles, en 1562, les Calvinistes dépouillèrent l'église Saint-Germain de son argenterie, des ornements et des pièces d'écriture qui pouvaient faire connaître l'antiquité à la postérité ».

En 1569 on avait même encore subi une chaude alerte, car on paya aux sacristes deux sols sept deniers « pour avoir *latité* les ornemens de la confrairie et mis iceux en terre pour fuyr et éviter la pillerie des Huguenots ». • J'ay ouï dire, ajoute le prêtre anonyme, que ce fut sous la tombe de feu M. Dissy (1) qui appartient maintenant à la maison des Avesgots, à cause qu'elle est portée des deux bouts et que l'on lève celle du costé qui leur appartient pour y inhumer leurs descendants ».

Les comptes de la fabrique d'Argentan remontent, il est vrai, à l'an 1552, mais ne contiennent aucun document relatif à la représentation des mystères. Il en est de même des archives actuelles de l'hôpital Saint-Thomas.

Nous pouvons donc nous rendre cette justice que les consciencieuses investigations dont on va lire le résultat sont définitives.

II

Nous ne croyons pas nous tromper en plaçant au milieu du xv^e siècle la fondation à Argentan, par les prêtres de la localité, d'une *Confrérie* que nous appellerons *de la Passion*. En effet, au milieu d'un volumineux dossier de procédure, où les beautés de dame chicane s'épanouissent à l'aise, se rencontre, en 1694, un *inventaire de production*. Il mentionne l'« extrait d'un missel écrit en lettres gothiques appartenant à la *Confrérie* en 1488. »

De quelle confrérie peut-il s'agir ici ? Est-ce de la Confrérie du Saint-Sacrement, qui fut fondée seulement en 1541 ou 1542,

(1) Il s'agit de Jacques d'Avesgo, écuyer, sieur d'Issy, député aux Etats de Normandie, qui avait épousé noble damoiselle Magdalaine du Four. L'un et l'autre avaient été inhumés sous une grande pierre tombale placée, nous dit l'obituaire de saint-Germain, devant les armoiries de la confrérie des prêtres en face de la chapelle de la Vierge. Les ornements *latités* dans cette tombe supposent nécessairement l'existence d'un caveau.

au dire de l'abbé de Courteilles ? Evidemment non, car si cette Confrérie eût remonté au xv^e siècle, l'abbé de Courteilles, si jaloux des moindres détails de son histoire et de ses prérogatives, n'eût pas manqué de le dire.

Thomas Prouverre va répondre très nettement à la question :

« J'ay remarqué, dit-il, en un *vieil livre du dit hospital qu'au commencement de l'an 1500 nostre Saint-Père le pape sur requeste à lui présentée concéda aus prebstres d'Argentan de faire représenter l'histoire de la passion de nostre seigneur et le martyre d'autres saints.* »

Si l'on considère que les bulles des papes intervenaient presque toujours pour approuver un état de fait précédemment existant, on en conclura que c'était bien à la *Confrérie de la Passion*, dont plus tard la Confrérie du Saint-Sacrement recueillit la succession, qu'appartenait le missel de 1488. Rien d'étonnant du reste à cela : les prêtres qui, dans un but pieux, s'étaient associés pour faire de leurs deniers représenter les mystères, célébraient sans doute déjà en commun des offices particuliers. C'est à ce titre seul que Prouverre a pu les considérer comme les précurseurs de la Confrérie du Saint-Sacrement.

Nous ignorons absolument quelles furent les destinées des confrères de la Passion, ce que nous pouvons affirmer toutefois, c'est qu'en 1541 ils fusionnèrent avec la Confrérie des prêtres ou du Saint-Sacrement, qui paya dès lors toutes les dépenses de la représentation des mystères. « Coucession, dit en effet l'abbé de Courteilles en parlant de la bulle de l'an 1500, que l'on peut croire s'être unie dans la suite à la Confrérie du Saint-Sacrement, car dans les comptes de 1565 à 1580, il est fait mention des dépenses que l'on faisait à ces jeux et qui ne se devaient faire que par la permission des deux gens d'église établis pour avoir soin tant des affaires temporelles que des affaires spirituelles. »

Avant d'examiner l'origine de la Confrérie des prêtres, il nous reste à élucider la question de savoir pourquoi et comment les prêtres d'Argentan furent amenés à faire représenter les mystères dans leur cité. L'abbé Laurent pense que Marguerite de Lorraine dont la jeunesse s'était écoulée à la cour de son grand-père le bon roi René, au milieu des fêtes religieuses de l'Anjou et de la Provence, a pu provoquer ou du moins favoriser cette institution. C'est possible, bien que rien ne vienne corroborer cette

conjecture, mais à la vérité nous pensons qu'en fondant une corporation de cette nature au xv^e siècle, les Argentanais ne faisaient qu'obéir aux habitudes de leur siècle, qu'imiter ce qui se faisait non seulement à Paris, mais dans toutes les provinces. Partout on représentait les mystères, partout aussi on rencontre ces curieuses processions aux personnages innombrables, mimant les annales sacrées ou les gestes de notre histoire nationale et analogues à la procession célèbre d'Argentan. Qu'on nous permette seulement d'évoquer le souvenir des processions d'Angers, d'Aix, de Marseille, les fêtes de la *Tarasque* à Tarascon, de la *Graouilli* à Metz, du *loup vert* à Jumièges, de la *Gargouille* à Rouen, de *Gayant* à Douai et tant d'autres où se mélangeaient parfois si étrangement le sacré au profane. A ceux sur les lèvres desquels le récit de ces fêtes, pour nous maintenant presque incompréhensibles, amène un ironique sourire, nous rappellerons volontiers ces vers d'Horace :

*Ætas parentum pejor avis tulit
Nos nequiores.*

III

C'est en l'an 1541 ou 1542 au plus tard que fut fondée à Saint-Germain d'Argentan la célèbre Confrérie des prêtres, sous le titre « *du très Saint-Sacrement, de la sainte Vierge et de tous les saints* ». Nous laissons ici la parole au prêtre anonyme qui, dans son style naïf et imagé, va nous expliquer nettement le motif et l'utilité de la fondation :

« Vers l'an 1541 ou 1542, que Calvin commençait à semer la zizanie de ses erreurs sur le bon grain des champs de l'Eglise, Messieurs les ecclésiastiques de la ville d'Argentan et plusieurs autres de la campagne voulurent se précautionner et trouver des moyens pour arrêter ce semeur de zizanie et l'empêcher de semer ses erreurs parmi ceux qui étaient en leur dépendance. A ce sujet les sieurs ecclésiastiques de la dicte ville s'assemblèrent pour en délibérer, mais ayant remarqué parmi les erreurs de cet hérésiarque qu'il vouloit abolir dans le cœur des fidèles la croiance qu'ils avoient pour le Saint-Sacrement de l'autel, la vénération qu'ils portaient à la mère de Dieu et l'honneur qu'ils rendaient aux saints et relativement à leurs images, ils s'avisèrent ou plutôt le ciel leur inspira de se servir non seulement du glaive de la parole de Dieu, mais encore de la force de

l'exemple dont la persuasion est plus prompte que celle de la voix et pour ce faire ils érigèrent une confrairie sous le titre du très Saint Sacrement, de la Sainte-Vierge et de tous les saints, à laquelle s'associèrent plusieurs prêtres de la campagne. Ce qui arriva quand M^r Jean de la Selve, chanoine de Rouen, remplissait le bénéfice de cette ville. »

Parmi les moyens employés pour combattre l'hérésie, le premier de tous fut une procession dans laquelle, au milieu d'un nombreux cortège d'ecclésiastiques, de magistrats et d'officiers de la ville, le Saint-Sacrement était porté à travers les rues et les places par le roi de la Confrérie. Cette procession appelée aussi *fête de la convention, de conventus (assemblée)*, est restée célèbre sous le nom de *frairie des prêtres*, elle avait lieu le lundi de l'octave de la Fête-Dieu. La confrérie faisait de plus célébrer à Saint-Germain plusieurs offices par semaine et des messes pour les confrères défunts.

Comme moyen secondaire, la Confrérie ne dédaigna pas la représentation des mystères, prédication active facilement comprise par les plus illettrés et facilement retenue. Comme nous le verrons, tous les acteurs souvent très nombreux qui figuraient dans ces jeux, faisaient partie de la procession, où ils contribuaient à représenter le triomphe de Jésus-Christ.

Avant d'entrer dans le détail de la procession et des mystères, nous croyons logique de donner quelques indications sommaires sur l'état de la Confrérie au moment du premier compte de nous connu, c'est-à-dire en 1565.

La Confrérie comprenait alors 376 ecclésiastiques et quelques laïques. Parmi les ecclésiastiques, huit étaient qualifiés *monseigneur*. C'étaient : Gaufridus Burnel, Guielmus le Moulinet, Gaspardus de Sainte-Marie, Johannes de la Vallée, Johannes Rifard, Michael de Villegérard, Thomas le Roy, Baptista des Buats.

Parmi les simples ecclésiastiques qualifiés *domini, messires*, plusieurs portaient des noms connus : Carolus Lemièrre, Floridus Viel, Floridus d'Escorches, Gervasius Marescot, Guillelmus de Corday, Johannes Bardou, Johannes Thirmois, Michael Biard, Nicolaus de Méheudin, Petrus Goupil, *senior*, Petrus Hellouin.

Le doyen était à cette date Mgr Guillaume le Moulinet, le procureur Nicolle Tellier, son adjoint Nicole Bernier, le curé

d'Argentan Mre Michel Gacé et le marguillier en charge Macé Boulley (1). Le premier roi connu de la confrérie est M^e Gervais Giffard, curé de Say en 1593.

Pour clore ces détails nous devons ajouter que chaque confrère, prêtre où laïque payait cinq sols pour son entrée et donnait un sol chaque année le jour de la fête pour couvrir les dépenses.

IV

Plaçons-nous au xvi^e siècle, en 1575 si on veut et reconstituons au moyen des documents les plus authentiques *la fête de la Convention* et la procession solennelle du jour.

(1) Nous avons relevé pour une période de cent ans les noms des marguilliers presque tous laïques. Ils appartiennent pour la plupart aux familles les plus marquantes d'Argentan et des environs.

- | | |
|--|--|
| 1565. — M ^e Macé Boulley, prêtre. | 1651. — Jacques Philippe, sieur du Moncel. |
| 1571. — Jehan de Billard et Jehan Thirmois. | 1655. — François du Four, sieur de la Thuilerie. |
| 1575. — M ^e Lucas Thouroude, prêtre. | 1659. — Philippe Moulin, sieur de la Fontenelle. |
| 1593. — Jacques Goupil. | 1661. — René Pinel, sieur de Boispinel. |
| 1594. — Nicolas du Fresne (A). | 1663. — Guillaume Leminier, sieur de la Pensée. |
| 1597. — Gilles Biard, sieur du Rocher. | 1664. — Sébastien de Bodinet (B). |
| 1600. — René Angot, sieur de Magny. | 1665. — Philippe Esnault, sieur des Hammeaux. |
| 1603. — Denis Viel, sieur de la Londe. | 1666. — Thomas Mélon, sieur du Béchet. |
| 1616. — Jean Le Clerc, sieur du Griffon. | 1667. — Gilles Pollin, sieur de Valmesnil. |
| 1619. — Gilles Davot, sieur d'Urou. | 1668. — François Thieullin, sieur des Isles. |
| 1622. — Jacques Angot, sieur de Beaulieu. | 1669. — Thomas Prouverre, sieur de Bordeaux. |
| 1627. — Pierre Prouverre, sieur de Francheville. | 1670. — Pierre Morand, sieur des Clos (C). |
| 1629. — François Cavey, sieur de Vildieu. | |
| 1634. — Nicolas Angot, sieur de la Chaise. | |
| 1650. — Louis Angot, sieur des Mézereux. | |

(A) Ce nom nous a fait songer. Nicolas du Fresne ne serait-il pas l'auteur de ce du Fresne, d'Argentan, directeur et acteur de la troupe de Molière ?

(B) Prouverre nous raconte l'assassinat d'un proche parent de ce marguillier. — Le lundy de Pasques 1669, dit-il, Jacques de Bodinet, écuyer, sieur de Fresnay-le-Buffard, allant rendre visite à un sien beau-frère, et passant proche du moulin à vent des Moustiers, fut assassiné par un homme qui lui donna un coup de pistolet qui le fit tomber de cheval, ce qui ne termina pas la cruauté de cet ennemi qui, ayant mis pied à terre, lui coupa la moitié de la gorge avec un couteau.

(C) Les noms des marguilliers ont été puisés dans le manuscrit anonyme que nous attribuons à l'abbé de Courteilles.

Nous sommes au lundi de l'octave de la Fête-Dieu, en juin. Depuis plusieurs jours déjà les *hostelleries* de la ville sont encombrées d'une foule accourue de très-loin de Falaise, de Rouen, du Mans, d'Angers et de cent'autres lieux (1) Les seigneurs de quelque importance, les riches marchands sont descendus de préférence à la *Croix-Blanche*, dont l'hoste, M^e Biard est en renom ou aux *Trois-Marie* : la cuisine y est excellente et le *pommé* exquis.

Dès l'aube, par toutes les portes de la cité, entre une file interminable et bigarée venant de toutes les paroisses de la banlieue : le seigneur haut empanaché, à la rapière artistique, au coquet manteau de soie y coudoie le petit gentilhomme campagnard qui porte fièrement son pourpoint suranné, ses hauts de chausse déteints et jette un coup d'œil de complaisance sur sa lourde épée. L'un et l'autre sont montés sur de solides chevaux qui plus d'une fois, par ces temps de troubles et de guerres, ont mené leurs maîtres au combat. Le hobereau porte en croupe la damoiselle son épouse, tandis que la haute et puissante dame lui rend dignement son salut du haut de son carrosse tout neuf. Plus loin s'avance un groupe de marchands de bœufs auxquels les derniers marchés de Poissy ont été favorables. Leurs vêtements sont de couleur sombre, mais de beau drap, et solide ; ils marchent portant haut la tête ; parmi eux plus d'un sera le gentilhomme de demain. Plus loin, voici de nombreuses familles de fermiers suivies de leurs domestiques : tout le monde est venu : depuis le petit enfant jusqu'à l'aïeul courbé par l'âge.

Quelle variété de costumes ! On s'aborde, on se parle, on salue au passage le curé qui s'avance gravement monté sur sa mule. Tous les visages sont épanouis, on respire, nul danger ne menace ; avec ces guerres maudites, les joies sont rares pour les pauvres gens et les horions nombreux. Les mendiants ne manquent pas non plus, tout disposés qu'ils sont à transformer, par ces jours de fête, plus d'un coin d'Argentan en Cour des Miracles et de ci de là on aperçoit quelques soudards *encasqués*, à la mine peu rassurante.

Les bourgeois sont fort affairés ; certains, montés sur des échelles et le marteau à la main, tendent leurs demeures de riches tapisseries, d'autres jonchent le sol d'herbes et de fleurs des

(1) Journal de Thomas Prouverre et manuscrit de l'abbé de Courteilles.

champs. Mgr l'Évêque de Séez accorde une indulgence de quarante jours à ceux qui prendront ce soin et il est fort prudent de se munir pour l'autre monde (1).

Suivons la foule et entrons avec elle dans l'église Saint-Germain, non sans avoir jeté un coup d'œil sur les murailles de son portail et regretté cette statue de la Vierge donnée par Charles VII, que les Huguenots ont récemment abattue (2).

Trois messes hautes à diacre et sous-diacre viennent d'être chantées (3) : la *monstrance* (ostensoir) d'or brille au milieu d'un riche luminaire et de fleurs aux mille couleurs. Elle se détache sur les tentures azurées du chœur dont le sol, comme celui du reste de l'église, est jonché de pavots et d'autres herbes odoriférantes (4). Des branches de hêtre (fouteau) sont apposées le long des piliers et jusqu'aux clairvoies et clochers (5). Les officiants en chappes de brocard ou de soie blanche et bleue sont à l'autel (6), le roi de la confrérie et messire Michel Gacey, curé d'Argentan à leur tête. Plus de trois cents prêtres remplissent le chœur et une partie de la nef et dans les hautes stalles on aperçoit, se drapant dans leurs robes fourrées d'hermine, d'un côté *messieurs du bailliage* avec le lieutenant général civil et criminel, de l'autre *messieurs du corps de ville* (7). Dans le reste de l'église s'agite une foule nombreuse de personnages bariolés, qui se rangent par groupes.

Les rayons du soleil adoucis par les superbes vitraux colorés, baignent toute cette foule et des nuages d'encens montent aux voûtes.

A un signal, l'orgue que les Huguenots avaient brisé en 1562 et qui vient d'être restauré, fait entendre le prélude du *lauda Sion*. Le maître de musique Guittonnière (8) lève son bâton, le

(1) *Aut aliqua paramenta in viis et plateis ad honorem corporis Domini in processione hujusmodi delati prostraverint* (Ordonnance de Mgr Louis du Moulinet, 15 avril 1772.)

(2) Cette Vierge vient d'être rétablie grâce aux soins de M. l'abbé Jamet, curé d'Argentan, qui apporte le zèle le plus éclairé à la restauration de son église. Cette statue avait du reste été réédifiée au xvii^e siècle et renversée de nouveau en 1799.

(3) Ordonnance de Mgr. du Moulinet.

(4) L'abbé de Courteilles — Manuscrit anonyme.

(5) L'abbé de Courteilles.

(6) Compte de la confrérie.

(7) Manuscrit Lautour-Montfort.

(8) Le compte de 1569 et années suivantes porte : item payé deux sols à Guittonnière pour avoir par lui chanté la musique tant la veille d'icelle confrérie que le jour.

chœur éclate, les archers saluent de la hallebarde, les trompettes *fanfarrent* des chants d'allégresse, et tandis que le dais s'étend sur l'ostensoir, la procession s'ébranle.

Pour bien la contempler, sortons de l'église et joignons-nous à ce groupe de bourgeois qui se tient placé près de la porte de ville que doit franchir le cortège sacré pour aller à la chapelle de Notre-Dame-de-la-Place. En attendant, on cause et nous apprenons que la procession doit être cette année plus belle encore que de coutume : les ornements et *hardes* de la confrérie ont été *raccoustrés* par une habile couturière, Barbe Jardin, la fille de Thomas, et dans ce but on a fait maintes emplettes à la Guilbray dernière. On en a du reste grand soin, car pendant l'année, la confrérie a donné à Jacques Guy, clerc de l'église, 18 deniers pour les mettre au soleil et iceux *espoudrer* (1).

Un brave tanneur, car il y a beaucoup de tanneurs à Argentan, et ils sont *gens de conséquence*, nous apprend que depuis plusieurs années ce n'est plus l'honorable Jacques Bouglie qui joue le personnage de *Notre Seigneur portant sa croix*, mais un certain Paul Turgeot. Quant à Guillaume Goupil il continue à jouer depuis 1573 le rôle de Judas et reçoit toujours *pour ce* la somme de *cinq sols*. Le son de la cloche de Notre-Dame-de-la-Place annonçant l'approche de la procession coupe la parole au tanneur. Les archers refoulaient déjà la foule à droite et à gauche et on commençait à entendre, se mêlant aux chants sacrés, le bruit des *tintenelles*, des violons et le son aigret des trompettes. Voici la procession :

Derrière les archers s'avancent à pas comptés les clercs de la charité revêtus de sortes de dalmatiques et portant sur la poitrine les armoiries de la confrérie : *d'azur à la monstrance d'or soutenue par deux anges au naturel* (1). Ils tiennent dans cha-

(1) Comptes de la confrérie.

(2) Dans tous les comptes de la confrérie figure annuellement une somme de *trois sols* allouée aux clercs de la charité de Saint-Germain et de Saint Martin pour avoir précédé la procession en jouant de leurs tintenelles ou clochettes.

Item payé à Guillaume le Thuillier, peintre, pour avoir par luy fait et painct deux grandes armoiries pour apposer et mettre sur l'habit des clercs de la charité.

Item payé trois sols audict pour avoir collé ces armoiries sur de la toile et du parchemin, et pour huit crochets de fils de fer pour accrocher les dictes grandes armoiries à l'habit des clercs de la charité. (Comptes de la confrérie, 5 mars 1572.)

Nous reconstituons ces armoiries au moyen d'une vignette placée en tête d'un tableau d'indulgences appartenant à la confrérie et datant de 1680. Il fut imprimé à Alençon, chez Malassis l'aîné, imprimeur du Roy et du collège.

que main des clochettes d'un certain volume qu'ils agitent en cadence (1).

Ils sont suivis à quelque distance par un groupe nombreux de joueurs de violons *sonnant* de leurs instruments et dirigés par Charles Turgot (2).

Nous apercevons ensuite une forêt de croix et de bannières; ce sont les corporations diverses et les ordres religieux qui défilent devant nous.

Puis retentit une sonnerie de trompettes et tous les acteurs qui doivent prendre part au jeu des mystères passent devant nous formant des groupes dont l'ensemble représente l'annonce de la venue du Messie, sa vie, sa passion et son triomphe sur l'enfer.

Voici d'abord les *Sibylles* revêtues de longues robes portant les livres contenant leurs prophéties et rappelant le « *teste David cum Sibyllâ* » (3), puis les prophètes et Saint-Jean le précurseur de Jésus (4).

Voilà un groupe rappelant la Nativité composé des rois mages et des bergers, et un autre rappelant le vie publique de Jésus (5).

Puis voici venir Judas le traître, l'apôtre perfide qui livra son

(1) Cet usage a été longtemps suivi par les confréries de la charité et il l'est encore dans les campagnes, où les sonneurs de tintenelles précèdent les enterrements. — On connaît les sonneurs de nuit de la Flandre et de la Belgique qui conviaient les habitants à prier pour les trépassés,

(2) *Item payé à Charles Turgot et à ses compagnons joueurs de violons, la somme de sept sols pour avoir conduit et mené la procession du dict jour sonnant de leurs violons.*

(Comptes de la confrérie. — Année 1573.)

(3) *Item payé deux robes pour les sibilles.*

Item payé la somme de deux sols pour la toile à doubler le corps des dites robes aux Sibilles.

Item payé à Guillaume Sirent, menuisier, la somme de vingt-deux sols pour la façon des instruments que les Sibilles portent à la procession.

Item payé à Laurent le Tellier, peintre, la somme de trente sols pour avoir par luy paint et étoffé iceux instruments.

(Comptes de la confrérie pour l'année 1565.)

(4) La présence des Sibilles suppose nécessairement la présence des prophètes et de Saint-Jean. Il en était ainsi dans toutes les processions où on rencontre les Sibilles.

(5) Nous n'avons rien trouvé sur ces groupes, qu'on rencontre dans toutes les processions analogues, et cela par la raison toute simple, que les vêtements des acteurs les composant n'avaient point eu besoin sans doute dans la courte période du xvi^e siècle pendant laquelle nous avons les comptes de la confrérie, d'être achetés ou restaurés. — Ce qui démontre que les costumes étaient nombreux, c'est qu'un grand coffre placé dans la chapelle Sainte-Anne à Saint-Germain servait à les contenir.

maître et le vendit pour trente deniers. Il est accompagné des prêtres de la synagogue et des anciens d'Israël (1).

Derrière, s'agit une légion de démons faisant escorte à celui qui est si digne de marcher à leur tête. Ils s'en vont dansant, tourbillonnant, grimaçant, en un mot devenus suppôts de Satan, par l'habit, ils prennent leur rôle au sérieux (2), diables ils doivent être et diables ils sont.

A distance, marche Gervais Sémit précédant et ouvrant le jeu du portement de la croix en l'histoire de Notre-Seigneur (3). Il sonne à pleins poumons de la trompette. Au milieu d'un cortège de soldats et de bourreaux apparaît alors, pliant sous le faix de sa croix (4), le Sauveur revêtu d'une robe rouge bordée de jaune et la couronne d'épines sur la tête (5).

(1) *Item payé à celui qui faisait Judas et à ses compagnons la somme de cinq sols.* (Compte de 1573.)

Item payé à Guillaume Goupil la somme de cinq sols pour avoir joué le personnage de Judas en la dicte procession.

(Comptes de 1573 et années suivantes.)

(2) Ce qui nous a révélé la présence des diables à la procession, c'est la mention suivante du compte de 1566 :

Item payé la somme de quatre sols pour fil et façon d'un habit de dyable.

La présence de messire Satanus est du reste parfaitement dans les mœurs des **xv^e** et **xvi^e** siècles. Il ne faut pas oublier que les démons jouaient un rôle important dans les mystères. C'est la présence des diables qui, à la fin du **xvii^e** siècle, faisait appeler par un détracteur de parti-pris la fratrie des prêtres, *les diableries d'Argentan*.

(3) *Item payé à N. deux sols pour avoir par luy presté sa trompette pour jouer au jeu du porte-croix* (Compte de 1565).

Item payé à Gervais Sémit la somme de deux sols pour avoir joué de la trompette en l'histoire de Notre-Seigneur portant sa croix à la procession.

(4) *Item payé à Jehan dit Gacey la somme de six sols pour deux limandes de luy achetées pour faire la grande croix.*

Item payé la somme de huit sols tournois pour deux aulnes de bort jaune à border la robe du porte-croix.

Item payé la somme de sept sols pour la façon des manches de la robe du porte-croix.

Item payé la somme de six sols pour avoir fait redoubler une tunique de couleur noire, laquelle on avait faict dedoubler pour faire de la doublure d'icelle les manches de la robe du porte-croix pour ce que la dicte doublure était de la couleur de la dicte robe.

(Comptes des années 1565 et 1566.)

Item payé au porte-croix et à ses compagnons le jour de la dicte confrairie cinq sols (1565).

Item payé à Nicolas Douglier pour avoir joué en la procession du dict jour l'histoire de Notre-Seigneur portant sa croix, cinq sols (1572). Comme nous le disons plus haut, Paul Turgeot le remplaça les années suivantes.

(5) Remarquons en passant que, parmi les personnages de la procession, le porte-croix et Judas seuls étaient payés et cela pour une raison bien simple : le premier portant une lourde croix de bois pendant toute la procession, jouait un rôle pénible; le second un rôle fort désagréable. — Nous sommes persuadés, du reste, qu'aux plus beaux temps de la confrérie de la Passion et de la confrérie des Prêtres, les prêtres jouaient eux-mêmes les principaux rôles. — Dès 1565, à l'ouverture de nos comptes, le jeu des mystères devait être quelque peu en décadence si on en juge, par exemple, par la façon singulière dont on *racoustrait les hardes* composées de pièces et de morceaux.

La croix de Saint-Germain, portée par un prêtre en dalmatique, vient ensuite suivie d'une foule énorme de prêtres. Ils marchent sur deux rangs, un cierge allumé à la main, revêtus de surplis et de chappes. Au milieu d'eux s'avancent les chantres, maître Guytonnière à leur tête; de jeunes enfants jettent des fleurs et un thuriféraire balance l'urne embaumée (1). Le maire et les échevins portent le poêle qui couvre le Saint-Sacrement de ses draperies d'azur et d'or.

Là foule tout entière s'agenouille et se prosterne dans un immense recueillement et, au milieu d'un profond silence, pendant que le cortège s'arrête et que les chants sacrés montent vers le ciel, la fumée de l'encens s'élève lentement au milieu des roses effeuillées vers l'hostie sainte. C'est bien (2) le triomphe de Jésus-Christ sous les espèces sacramentelles, c'est la touchante et unanime manifestation de la foi d'un peuple qui naguère, pendant deux ans, subit l'oppression de l'hérésie triomphante.

On porte aux quatre coins du dais des cierges aux armes de la confrérie et à sa suite les douze apôtres marchent pieds nus un à un, couverts de robes couleur de cendre et portant les instruments de leur martyre. On les distingue à des écriteaux indiquant le nom des personnages qu'ils représentent (3).

Nous apercevons enfin le gouverneur et le lieutenant du roi, le bailliage, la vicomté, puis de nombreux fidèles de tout âge et de toute condition s'avancant pêle-mêle.

La procession se dirige vers l'antique sanctuaire de Notre-Dame-de-la-Place (4), lieu de sépulture des *la Pallu* et des *Petit-Fumey* pour s'acheminer ensuite vers le monastère des Dames de Sainte-Claire et retourner à Saint-Germain (5).

(1) Les comptes de la confrérie indiquent qu'il n'y avait qu'un encensoir, ce qui prouve qu'en cela tout au moins on suivait alors le rite Romain qui n'autorise deux encensoirs que le Jeudi-Saint.

(2) Manuscrit de l'abbé de Courteilles.

(3) *Item payé à Antoine Boissel la somme de deux sols douze deniers pour avoir par luy refaict ung des bras de la croix de Saint-André, laquelle sert en la procession.* (1573.)

Item payé à Gille May la somme de six deniers pour six feuilles de grand papier à faire les écriteaux des douze apôtres.

(4) La procession n'entrait pas à Saint-Martin. = Rien dans les comptes de la confrérie n'indique que des reposoirs fussent élevés dans les rues, mais c'est plus que probable.

(5) Lors de la station de la procession au monastère de Sainte-Claire, la coutume s'était introduite de chanter au *libera* sur le tombeau de Marguerite de Lorraine, duchesse d'Alençon. La réputation de sainteté de cette princesse fit interdire cet usage. = Nous rappelons que le cœur de Marguerite de Lorraine est aujourd'hui conservé dans l'église Saint-Germain d'Argentan.

Laissons la suivre son parcours et, puisque nous devons assister à la représentation des mystères qui dure fort longtemps, le plus sage est d'entrer nous aussi à la *Croix-Blanche*, où les dangereuses rencontres ne sont pas à craindre.

V

Pour nous bien rendre compte du *Jeu des mystères*, il faut nous reporter à l'époque la plus prospère de cette institution, à celle où les prêtres remplissaient eux-mêmes les principaux rôles, où, pour employer les termes mêmes de l'abbé de Courteilles, « toutes ces pièces tragiques étant représentées modestement et avec un grand désir d'échauffer les tièdes, attiraient de tous côtés plusieurs étrangers qui venaient de près et de loin . . . pour voir ces belles et dévotes tragédies qui plusieurs fois se répétaient pendant le jour en un ordre admirable et avec tant d'acteurs que l'on en a compté quelquefois jusques à quatre à cinq cents. »

Où se jouaient les mystères? Telle est la première question que nous ayons à examiner, car il fallait une vaste scène pour d'aussi nombreux figurants. Ce n'était pas à Saint-Germain, car, au xvi^e siècle on n'eût plus toléré de représentations de ce genre dans une église. Ce n'était pas non plus à l'hôpital Saint-Thomas où se trouvait le *vieil liere* indiqué par Thomas Proverre, car au xvi^e siècle, faute de local suffisant, on utilisait comme dortoirs les bas côtés de la chapelle. Restent les salles des couvents, des Jacobins particulièrement (1), elles n'étaient pas alors de grandeur suffisante pour contenir quatre ou cinq cents acteurs. Nous pensons qu'à Argentan, comme dans vingt autres villes, on dressait un théâtre en plein vent sur l'une des places de la ville. En 1474, par exemple, le *mystère de l'Incarnation et de la Nativité de N. S.* fut représenté pendant les fêtes de Noël, sur la place du Neuf-Marché de Rouen. En 1536, le *mystère des actes des Apôtres*, fut joué à Bourges dans l'ancien amphithéâtre des arènes. Dans une localité du Tyrol, où se jouent encore les mystères de nos jours, la scène est également en plein air.

(1) La société d'Argentan joua incontestablement la comédie aux Jacobins au xviii^e siècle. Les religieux prêtaient une de leurs salles, où on représenta, vers 1788 ou 1789, le *Médecin malgré lui* et *Polyeucte*.

Reste à nous demander sur quelle place d'Argentan furent représentés les mystères au xvi^e siècle. La place actuelle de l'Hôtel de Ville n'existait pas, elle était occupée, ainsi que l'emplacement de la mairie actuelle et le champ de foire, par le monastère des Jacobins, les places Mahé et du Marché étaient encombrées par les fortifications. Celles qui s'étendent derrière Saint-Germain et Saint-Martin servaient de cimetière et, au milieu de la place des Vieilles-Halles, s'élevaient des constructions où siégèrent longtemps les juridictions d'Argentan. Reste la place incontestablement la plus ancienne d'Argentan, à proximité de la tour de la *Chaussée*, qui servait de maison de ville et où s'élève encore une maison à porche antique, c'est la place de la *Grande-Croix*, aujourd'hui place Henri IV. Par sa situation en amphithéâtre, elle se prêtait on ne peut mieux à des représentations scéniques, c'est là, nous ne saurions en douter, que les mystères ont été joués.

Il nous est facile de reconstituer le théâtre qu'on y élevait au moyen de documents qui concernent, il est vrai, d'autres villes, mais ces documents établissent un usage ordinaire et traditionnel auquel on se conformait nécessairement à Argentan.

Le théâtre se composait de plusieurs *établis* d'inégale hauteur représentant trois régions différentes : le paradis, la terre et l'enfer. Le paradis était représenté par l'échafaud le plus élevé en forme de trône où siégeait Dieu le père. L'enfer occupait l'endroit le plus bas, il était fait « *en manière d'une grande gueule se cloant et ouvrant quand besoin était pour laisser sortir les démons.* »

Quant à la terre placée entre le ciel et l'enfer elle se divisait en compartiments, dont des écriteaux indiquaient la destination, les uns représentaient les maisons, d'autres des villes et des contrées. C'était, comme on voit, d'une simplicité fort primitive. Du reste, de coulisses point ; après avoir joué leur rôle, les acteurs s'asseyaient côte à côte sur des bancs placés de chaque côté du théâtre.

Le caractère des principaux personnages était indiqué de la plus singulière des façons : la foi, par exemple, était représentée avec une lanterne et douze fenêtres figurant douze articles de foi ; la contrition, avec un mortier et un pilon à deux têtes. Ajoutons que les acteurs jouaient parfois avec un zèle dangereux qui

es portait à imiter la nature du plus près possible. Une ancienne chronique nous donne de ce zèle un exemple curieux : « dans un jeu de la passion, fut Dieu un sire appelé Nicole, lequel fut presque mort en la croix pour parfaire le personnage du crucifiement. » Quant à Judas, pris sans doute d'un dangereux désir d'imitation « il fut presque mort en pendant, car le cœur lui faillit et fût hâtivement dépendu. » Nous sommes persuadé que sires Bougliez et Goupil ne poussèrent pas l'amour de leur rôle jusqu'à en oublier celui de l'existence.

Il nous reste à examiner quelle était la nature des mystères qu'on jouait à Argentan. Rappelons-nous que le pape, en l'an 1500, avait autorisé les prêtres d'Argentan à jouer le mystère de la passion et les miracles des saints. L'abbé de Courteilles nous a donné à cet égard quelques détails : « Pour arrêter donc le progrès de l'hérésie, dit-il, les prêtres d'Argentan associés à la Confrérie du Saint-Sacrement ne se contentaient pas d'en croire la vérité et de le porter par les rues aux églises de Notre-Dame-de-la-Place et des filles de Sainte-Claire, mais faisaient encore représenter par plusieurs acteurs la mort et passion du sauveur, qui ayant été un sacrifice sanglant immolé sur la croix remettait en mémoire le non sanglant immolé tous les jours sur nos autels.

« Pour le martyre des saints, qui était aussi représenté par d'autres acteurs, il servait encore beaucoup pour confondre les hérétiques et pour porter les catholiques à la vénération des serviteurs de Dieu. »

Parmi les martyrs des saints, on jouait certainement les actes des Apôtres. En effet, en 1570, une robe couleur de cendre appartenant à la Confrérie ayant été ou perdue ou volée « aux jeux des actes des apostres, on paya cinq sols aux officiers de l'évesché à Séz pour avoir d'eulx obtenu un mandement de quérémonie pour et aux fins d'avoir révélation et congnoissance de la dicte robe ».

De toutes ces pièces, la principale, celle vers laquelle convergeaient toutes les autres était, avons-nous besoin de le dire, le mystère de la passion. M. Villemain a admirablement exposé, tout en jugeant trop sévèrement suivant nous, le théâtre du moyen âge, l'intérêt du plus poignant des drames (1) : « La

(1) Littérature Française au moyen âge, 20^e leçon.

matière, dit-il, était admirable. Concevez un théâtre qui serait, dans la foi des peuples, le supplément du culte même ; concevez la religion mise en scène avec la sublimité de ses dogmes, devant des spectateurs convaincus... Mettez ces hommes en présence des plus grands souvenirs qui aient formé leur croyance ; avez un poète surtout, un poète

... *Cui mens diviniior atque os
Magna sonaturum.*

Faites-lui réciter, décrire, dialoguer ce drame sublime et tout fait de la passion, qu'il vous montre la persécution et les douleurs du fils de Dieu, la trahison du faux disciple et les hésitations de Pilate, ce juge qui se lave les mains du crime qu'il laisse commettre ; ces prêtres et ce peuple égaré qui se saisissent du crime qu'on leur abandonne, et l'achèvent ; toutes les tristesses de la passion, le reniement de saint Pierre, les douleurs de la mère au pied de la croix : pouvait-il exister jamais tragédie plus déchirante ? Mais le poète a manqué ; et le sujet de la passion, traité et remanié sans cesse, n'a produit que de froides et stériles absurdités. »

C'est trop de sévérité, le mystère de la passion le plus connu contient sans doute bien des trivialités, et des anachronismes, mais cependant on y rencontre assez souvent des scènes heureuses et touchantes

Jésus, par exemple, entre à Jérusalem et à la vue de ce peuple qui vient au-devant de lui avec des rameaux et des chants d'allégresse, sa pensée s'attendrit et il s'écrie en s'adressant à la ville sainte :

Hierusalem ! noble cité fleurie,
Temple de paix, saint sanctuaire élu,
Le temps sera, sans doute, tôt venu....
Tes ennemis viendront autour de toi,
Pour te jeter en piteuse ruine.
J'en ai pitié, j'en ai douleur en moi ;
Car trop mal vit en qui péché domine.
Hierusalem, pleure, pleure ton roi,

Ces vers qui ne manquent pas d'une certaine harmonie ne sont-ils pas profondément touchants et gracieux ?

V

Les représentations scéniques d'Argeutan avaient lieu, si nous en croyons le grimoire procédurier de 1694, non seulement le *Le Jour de la Convention*, mais pendant tout l'Octave du Saint-Sacrement et elles se répétaient plusieurs fois en une même journée. Elles avaient donné une telle célébrité à cette fête qu'on disait en forme de proverbe : *il faut voir le sacre d'Angers, l'ascension de Rouen et la frairie (confrérie) d'Argentan* (1).

Mais ces jeux ne pouvaient subsister que tant que les acteurs considéraient les mystères comme un acte religieux et y apporteraient le décorum et la dignité convenables. Or, dès les dernières années du xvi^e siècle, ils étaient fort loin de réaliser cet idéal. En petit nombre, ce qui prouve la décadence de l'institution, ils montaient sur une sorte de théâtre roulant qu'un manuscrit appelle *un tombereau* et, comédiens ambulants, ils s'en allaient jouant quelques scènes de la passion sur les places et dans les rues, s'arrêtant évidemment plus que de raison pour se rafraîchir et transformant par leur inconvenante attitude les mystères en *farces* et en *sotties*. Il n'y avait plus là que de vulgaires saltimbanques dont les diabolins étaient les pitres. Le temps des mystères était passé ; il fallait les supprimer d'urgence, c'est ce que firent les procureurs de la confrérie investis de la police des jeux par l'ordonnance de Mgr du Moulinet. Cette utile réforme eut lieu vers l'an 1600, car, à partir de cette année, aucune dépense pour les jeux ne figure aux comptes annuels (2).

Malgré cette suppression, l'usage ne fut-il pas plus fort que la volonté des confrères du Saint-Sacrement et, pendant l'Octave de la Fête-Dieu quelques bourgeois quêteant pour leur compte n'essayèrent-ils pas de continuer les fêtes traditionnelles ? Nous le croyons volontiers, car nous trouvons dans le dossier de 1694 mention d'une interdiction absolue prononcée par Mgr de Médavy, évêque de Séez.

(1) L'abbé de Courteilles.

(2) *Ne se pourront aucuns, dit l'Ordonnance, immiscuer de faire jeux et autres choses aux diles, rocessions sans le congé et permission des dits députés*

Nous trouvons la mention du « tombereau », sur lequel se seraient jouées quelques scènes de la passion dans un manuscrit de la bibliothèque de Falaise dont l'auteur le sieur Duval-Hébert, après avoir été curé de Morteaux avant 1790, devint vicaire-général de l'évêque constitutionnel du Calvados.

Quoiqu'il en soit, un des derniers acteurs de ces fêtes nommé Lafresnaie, cordonnier de profession vivait encore à Argentan en 1658 et l'on put voir jusqu'en 1768, dans la sacristie de l'église Saint-Germain, des chappes vertes fort anciennes qui avaient servi au jeu des mystères (1).

La procession de la confrérie qui continua de se célébrer jusqu'en 1790 avec la plus grande pompe conserva quelque temps encore un vestige des anciens usages. Les douze apôtres, avec leur robe couleur de cendre, continuèrent à suivre le dais, pieds nus, jusqu'en 1649 ou 1650. A cette époque le curé d'Argentan, le jour de la *frairie*, leur refusa l'entrée de son église et la porte de la chapelle des dames de Sainte-Claire se ferma également devant eux (2).

Le cortège sacré ne cessa pas du reste d'être précédé par des musiciens, c'était au XVII^e siècle des joueurs de hautbois et l'élément musical dut y prendre d'autant plus d'importance que la confrérie de Sainte-Cécile fut en fait réunie à celle du Saint-Sacrement (3).

Cette confrérie de Sainte-Cécile qui avait pour but de donner aux Argentanais le goût de la musique sacrée et plus de solennité aux cérémonies religieuses avait été fondée en 1598 à la requête de nobles hommes Pierre de Brossard, Jacques de Gautier, Maurice d'Avesgo, Jean de Billard et autres. A la vérité cette société n'était pas née viable dans une ville qui a donné des poètes, mais qui n'a jamais eu qu'un goût fort douteux pour l'harmonie. Les confrères devaient chanter une grand'messe tous les premiers mardis du mois ; à grand'peine pouvaient-ils chanter l'office le jour de la Sainte-Cécile. Il fallut donc, sous peine de mort, se réunir à la confrérie des prêtres.

« Elle est bien languissante, disait vers 1680, l'abbé de Courteilles en parlant de la Société de Sainte-Cécile, n'en faisant seulement que le service le jour de la fête, toutes les autres messes de chaque mardi étant abolies et, si ce n'était la confrérie des prêtres qui en cueille le sol annuel, je crois qu'elle serait entièrement éteinte ».

(1) Manuscrit Duval-Hébert.

(2) L'abbé de Courteilles.

(3) Comptes de la confrérie.



Aujourd'hui, rien ne rappelle la frairie des prêtres. Argentan a perdu la plupart des monuments qui la paraient, ses hôtels sont déserts, la nombreuse société qui autrefois en faisait une ville d'élite, s'en est allée avec les neiges d'antan, ses usages locaux ont presque tous disparu et si son théâtre résonne parfois des échos démodés d'un air parisien, l'harmonie qui lui sied le mieux est le susurrement de l'herbe qui pousse en toute sécurité sur ses places et dans ses rues.

HENRY DU MOTÉY.

L'ANCIEN PRIEURÉ DE DAMPIERRE

(CANTON DE PASSAIS)

Dampierre ou Dompierre, *Domnus Petrus* (1), est un fort village de la paroisse de Mantilly, situé à environ six kilomètres du Teilleul (arrondissement de Mortain), et à trois kilomètres de l'étang de Moret (2), dans le bassin de la Colmont, affluent de la Mayenne, formée par divers cours d'eau qui descendent de la ligne de faite du Teilleulais (3).

Ce village est situé au carrefour d'anciens chemins du Maine, notamment du chemin de Gorron à Tinchebray, par le Teilleul et Barenton, ainsi que de Dompierre à Passais, par les Landes et Mantilly.

C'est là, que dans un vallon solitaire, sur les bords verdoyants de la Colmont, l'ermite Vital, après avoir déjà fondé, vers 1112, la célèbre abbaye de Savigny, construisit, sept ans plus tard, ou

(1) L'on a dit aussi Damfront et Domfront, — ce nom de Dompierre, *dom* ou *dam Dominus*, puis le nom Pierre indiquerait qu'à l'origine saint Vital avait donné saint Pierre pour patron à ce prieuré, — il faut toutefois se garder de confondre le prieuré de Dompierre, dans le canton de Passais, avec l'ancienne seigneurie et la commune de Dompierre, dans le canton de Messey; d'autant plus qu'en 1112, Henri I^{er}, roi d'Angleterre, aurait aussi donné à saint Vital, abbé de Savigny, l'église de Dompierre, laquelle avait également saint Pierre pour patron, dans ce même canton de Messey (voir *la Vie des Saints du diocèse de Séez*, par M. l'abbé Bliin, t. I^{er}, p. 241).

(2) Cet étang, d'une étendue de 30 hectares environ, d'une *lieue de tour* disent les gens du pays, a été asséché depuis 5 à 6 ans pour être converti en prairie; ses eaux se jetaient et se jettent encore dans la Colmont.

(3) La Colmont traverse le vaste étang de la Hautonnière, commune de Fougerolles.

vers 1119, le prieuré de Dampierre ou Dompierre, sur un domaine que lui avait donné le roi d'Angleterre, Henri I^{er}.

En effet, ce souverain qui désirait se rattacher le clergé de Normandie et faire oublier la bataille de Tinchebray, donna en 1119, à l'ermite Vital, différents domaines situés dans le Passais, notamment les terres de la Fresnaye, de Moreth, de Saint-Auvieu, de Beauchamp; et une bulle du Souverain Pontife Lucius II, datée du 5 décembre 1144, relate ainsi cette donation : « *Ex dono Henrici, regis Anglorum, in foresta de Passais, locum de Frenusia, cum terra de Moreth, et locum de saint Alveo cum terra de Bello Campo* (1).

D'autre côté, on trouve ce qui suit, à l'occasion du fief ou prieuré de Dampierre, dans un Aveu de 1686 (26 juin 1686), que nous croyons utile de reproduire en partie afin de nous mieux fixer sur cette même seigneurie et prieuré : « Du Roy notre souverain seigneur, à cause de son château de Domfront confessent et avouent tenir à simple devoir de prières et oraisons les abbé, prieur, religieux et couvent de l'abbaye Notre-Dame-de-Savigny au diocèse d'Avranches de l'ordre de Cîteaux les choses qui suivent :

« Premièrement, le manoir et lieu seigneurial de Dampierre, consistant en une grande maison où il y a salle, cuisine, cave, chambres, grenier, et une chapelle y joignant, construite et servante seulement pour la commodité des avouants quand ils vont et sejourment en leur dit manoir pour y dire la messe et aux prestres seulement à qui bon leur semble de le permettre ; il y a au même lieu un moulin à eau appelé le moulin de Dampierre (2), plusieurs corps de logis manables pour quatre met-tayers avec leurs étables et une grange commune au dit lieu (4),

(1) *Patrologie latine*, t. 115, col. 37 et 75.

(2) Une minoterie assez importante avait été établie il y a plusieurs années en cet endroit par le précédent propriétaire du manoir des Louvelières et de la Fresnousse. Cette minoterie a cessé de fonctionner et a été remplacée par le moulin actuel.

(3) On y voit encore des bâtiments d'exploitation d'une certaine importance, ayant dépendu autrefois du prieuré ; mais presque tous ces bâtiments sont de construction nouvelle, à l'exception de deux étables, dont les murs avec leur construction d'un mètre d'épaisseur sont restés de l'ancien prieuré ; la grange dimeresse a été également détruite en grande partie pour faire des bâtiments neufs, pourtant ce qui en reste est assez bien conservé, notamment la charpente en bois de chêne.

plusieurs jardins potagers et à légumes et un autre à arbres fruitiers ;

« Du même lieu dépend un étang nommé Letang de Pourpre (1) et un petit buisson en bois taillis, plusieurs prairies et grands domaines où il y a garennes, le tout cy dessus en un tenant, contenant six cents arpens ou environ, joignant vers soleil levant au grand chemin qui conduist à Gorron, du bout vers le midy aux terres des fiefs de la petite Oliverie et Brosse et de la Reculée, cy après déclarés ; du côté vers soleil couchant à la rivière de Coulemont où les avoüants ont droit de pesche, et du bout vers le septentrion es terres des fiefs de la Richardière, la Reinière, Bettinière et Follerie, aussy mentionnés cy-après et au Guey-de-Goulle, le tout situé en la paroisse de Mantilly et étant un de leurs plus anciens domaines, *ayant été aumosné par Henry premier, roy*, dans la terre et duc de Normandye, à saint Vital, leur fondateur, premier abbé, et dont eux ny leurs fermiers nont de tout temps immémorial payé aucunes dixmes suivant les privilèges accordéz à leur ordre.

« Ils ont pareillement en la dite paroisse de Mantilly, dans l'étendue de leur dite seigneurie, un autre moulin et un autre étang appelé les moulin et étang de Morette, dans lequel étang filûe l'eau directement de la fontaine *de Haulte-Noë*, size en ladite paroisse, sans que les riverains du ruisseau aient droit en détourner leau pour arroser leurs preys ny en autres uzages au préjudice des moulins et sans leur consentement, lesquels avaient *anciennement* en ladite paroisse un autre domaine nommé la Fresnouze et les préy de Hairbourg, lesquels ont été baillez en rentes par leurs prédécesseurs et qui font présentement partie des fiefs et mazures qu'ils possèdent en ladite paroisse, dont une s'appelle encore à présent la Fresnouze, contenant environ soixantes acres de terre, et doit neuf livres de rente aux avoüants.

« Les autres se nomment la Collinière et Lanjuinière, contenant environ vingt journeaux et doit de même aux dits avoüans quarante-cinq sols onze deniers et vingt œufs de rente ; le fief ou tenement de la Garlière ; celui de la Fourmondière ; de la Grou-

(1) Cet étang, qui se trouvait tout près des bâtiments du prieuré, est aujourd'hui desséché et converti en prairie.

zellerie ; de Bredan ; des Champs ; de la Toustière ; de la Gamerye ou Gagnerye ; de la Boullangerie ; des Genestais ; de la Guyardièrre ; de la Heurtaudière ; de la Fosse contenant avec ceux de la Goberie et Gautterie quatre-vingt-deux journeaux et leur doit dix-sept sols et vingt œufs ; la Mortinière et les grandes et petites Goutières, près Nantrueil, contenant ensemble environ soixante-huit journeaux et leurs doivent trois livres dix-huit sols sept deniers et vingt œufs ; la Reinière, Bettinière et Follerie, contenant, etc. ; la Molière (joutant la rivière la Colmont), contenant environ trente-trois journeaux ; la Bourdonnière ; la Tavesnière et Bouchettière ; la Richardière ; la Reculée ; la petite Olliverie et Brosse, d'environ soixante-six journeaux, neuf livres quinze sols, huit poulles et quinze œufs ; la grande Olliverie, aussy d'environ soixante-six journeaux... ; la Servainière ; le fief ou tenement du Douet Garnier ; la Gagnerie, d'environ dix acres soixante sols et quatre poulles de rente ; le Heurbourg, soixante un sols de rente.

« Sur les terres desquels fiefs ainesses ou mazures ont levé jusques a présent la moitié des dixmes des grains y croissants, mais en ont fait une entière remise au sieur curé de Mantilly depuis la déclaration du roy du mois de janvier dernier (1686) par surcroy de contribution a sa pension congrüe et de ses vicaires et autres devoirs a quoy les gros décimateurs sont obligéz ;

« Les dits avoüants possédaient de plus anciennement un autre domaine en la paroisse de Passais, nommé Saint-Auvieux (1), qui leur avait été aumosné par le même Henry, roy d'Angleterre, que leurs prédécesseurs ont pareillement baillé et fiefié des lan mille deux cents quarante-deux, laquelle tieffe ou mazure contient environ cents journeaux et leur doit de rentes seigneuriales la somme de cinq livres et des maisons pour leurs porchers et pores qu'ils ont le droit d'envoyer paistre dans la forest dudit Passais et y perçoivent depuis la dite tieffe les dixmes des grains y croissants ;

« *Tous lesquels fiefs et mazures, rentes et droits seigneuriaux appartiennent aux avoüants, à cause de leur dite terre et seigneurie de Dampierre ;*

(1) Voir *Notice sur les Origines de Passais*. (Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne, t. VII, 1^{er} Bulletin.)

« Comme aussi un autre fief noble, appelé le fief de dame Luce, composé de plusieurs mazures, sextendant dans les paroisses cy après exprimées, sçavoir : dans la paroisse de Loré, la Picanière, d'environ cinquante journeaux de terre ; le fief ou mazure de la Verderie, d'environ cent-un journal... ; dans la paroisse de la Haute-Chapelle, le fief de la Grange, d'environ cent journeaux de terre et leur doit seize sols de rente ; la mazure de la Mettairie d'environ cent journeaux, tant en ladite paroisse de la Haute-Chapelle qu'en celle de Saint-Beaumer ; le Tertre, d'environ soixante-quinze journeaux, ayant cours en ladite paroisse de la Haute-Chapelle..., la Bretonnière, qui leur doit sept sols et six deniers de rente et s'étend comme le suivant en ladite paroisse ; les Fossez, d'environ soixante-dix journeaux ; le Vinoiz, d'environ cinq acres de terre, ayant cours en la paroisse de la Barroche et leur doit dix sols de rente : la Perrière, située en la paroisse de Lucé, trois sols de rente ;

« Le fief de Collière, qui leur doit deux sols de rente ; du Boisorient, d'environ six journeaux six sols de rente ; la Marre, quatre sols de rente ; la Thébaudière, d'environ trente journeaux de terre, sis en la paroisse de *Ceaucé*, pais du Maine, et qui leur doit trois sols de rente seigneuriale comme toutes les précédentes ; toutes lesquelles terres, fiefs, seigneuries et rentes ils tiennent noblement et franchement du roy leur souverain seigneur et où ils ont plusieurs hommes vassaux avec droits de lots et ventes et reliefs aux termes de la coutume et usage du pais avec gage pleges, cours et prééminences appartenants a seigneur ayant Basse Justice (1), droit de corvées sur leurs hommes et de prendre des bois dans ladite forêt de Passais, pour chauffage, has-tir et réparer leur dit manoir, fermes et moulins et d'avoir, dans leur dit lieu de Dampierre, un colombier à pied, et sonts les dits avoüans et leurs hommes exempts de « payer coutume, passage, « et allage et autres subsides, conformément aux privilèges de « leur dite abbaye.. »

(1) Le Carrefour des anciens chemins ci-dessus mentionnés et comprenant : le chemin de Mantilly à Passais, à l'Est ; de l'Epinay-le-Comte à Corron, au Sud ; de Désertine, à l'Ouest ; du Teilleul, au Nord ; du Hairbourg aux Landes, au Sud-Est, a conservé le nom de carrefour du Pilier, c'est-à-dire, du pilori ou poteau qui servait, avant 1790, à l'exposition publique des délinquants « condamnés à subir cette peine », ou montre encore l'endroit où se trouvait ce poteau dont un arbre tient la place.

Or, la donation dont il s'agit, remontant à l'année 1119 ; et, l'ermite Vital étant décédé en 1122 dans ce même prieuré qu'il venait de bâtir, Dompierre a dû être construit dans un intervalle de trois années ; et ce qui reste offre en général les caractères d'une construction faite à la hâte.

Dampierre était un des quatre monastères fondés par saint Vital lui-même ; et la *Gallia christiana* le classe au nombre des prieurés qui n'existaient plus alors ; *prioratus in Galliâ modo extincti* (1).

Les bâtiments de l'ancien prieuré de Dompierre subsistent toujours, bien qu'affectés à des usages ruraux ; et il est encore possible de se rendre compte de ce que pouvait être ce petit prieuré avant la nouvelle et déplorable affectation qu'il a subie.

Ainsi, il se composait de bâtiments d'habitation, formés au rez-de-chaussée de deux pièces pouvant servir de cuisine et de réfectoire.

Ces deux pièces présentent bien les caractères de l'architecture romane au commencement du XII^e siècle ; et la construction peut en être attribuée à l'ermite Vital ; ainsi, l'on remarque à l'extérieur une porte d'entrée de forme cintrée avec bandeau, dont les ornements en style roman ne manquent pas d'élégance ; et l'on peut admirer à l'intérieur deux de ces belles cheminées anciennes, avec manteaux saillants, consoles à volutes, et dont l'une d'elles, celle du réfectoire présente en outre, au lieu de simples piliers, deux demi-colonnes romanes engagées avec chapiteau roman, et comme l'on en construisait déjà au commencement du XII^e siècle.

L'Église attenante aux bâtiments d'habitation et communiquant avec le logement des religieux (2) était composée de deux parties distinctes, d'une nef destinée au public et d'un chœur exclusivement affecté aux religieux ; ces deux pièces communiquaient d'ailleurs entre elles par une grande arcade en granit, de forme cintrée, et ornée d'une gorge.

Dans l'état actuel, le chœur est éclairé au Levant par deux

(1) V, *Gallia christiana*, t. XI, p. 543 et C et D, p. 554, D ; et les *Bollandistes*, t. 56, p. 1012. — Ces monastères étaient : Savigny, Dompierre, l'Abbaye-Blanche et Villers-Canivet.

(2) Une tour de 5 mètres environ de hauteur, avec escalier en forme de colimaçon, laquelle attenait aux logements et chambres des religieux, a été détruite il y a 35 à 40 ans.

ogives conjuguées (1); mais, sauf quelques remaniements, cette partie de l'édifice, qui s'accédait au midi, n'en présente pas moins tous les caractères de l'architecture romane au commencement du xir^e siècle (2), et elle peut être attribuée à l'ermite Vital.

L'on remarque à terre et au levant, l'ancienne table de l'autel en granit, ayant pour tout ornement un cavé ou une gorge; et tout porte à croire que cet autel avait été placé sous le vocable de l'ermite Vital, depuis sa béatification; cette table en granit, mesure deux mètres de face et 25 centimètres de côté.

Quant à la nef elle s'accédait par le Nord, et communiquait avec le logement des religieux: l'on y remarque encore un autel massif en pierre, au Nord-Est, qui mesure de face 1 m. 25 et 78 centimètres de côté; cet autel était dédié à Saint-Michel-Archange dont la statue subsiste toujours. Parallèlement, et au Sud-Est, se trouve également la table en pierre d'un autre autel, laquelle mesure 1 mètre 50 centimètres de face.

Le jardin situé à l'Ouest de la Chapelle, avant de servir de cimetière particulier aux Saviniens, lorsqu'ils desservaient le prieuré de Dompierre, car l'on a trouvé dans ce jardin un sarcophage en pierre calcaire avec une pierre tombale, contenant une inscription en caractères gothiques; les fragments brisés de cette pierre tombale ont été placés sur un ancien autel en pierre, dont nous venons de parler, situé dans la nef de l'église au Nord-Est, et que l'on désigne sous le nom de Saint-Michel, dont la statue avons-nous dit, subsiste toujours, mais brisée en partie.

Il semble du reste que la chapelle primitive de Dompierre eût été placée dans l'origine sous le vocable de Saint-Michel-Archange; et il ne serait pas impossible que la route ancienne qui traversait le village de Dompierre, eût été un de ces *chemins Montois*, si communs dans la pays au Moyen-Age, et eût servi de voie aux pèlerins qui venaient du Maine et notamment de Gorron au Mont-Saint-Michel, par le Teilleul, Sainte-Anne-de-Buais, Notre-Dame de Touchet et le grand *chemin Montois*, qui partait de Domfront. Une avenue en bois de hêtres, dont on

(1) Ce genre de baies conjuguées se retrouve à l'ancienne chapelle de Saint-Auvieu, laquelle, on le sait, appartenait aux religieux de Savigny, et était desservie par eux.

(2) Ainsi, l'église est éclairée au Nord, par une baie de forme romane.

remarque encore les traces, partait des cours des bâtiments de ferme du prieuré pour se diriger, dans une longueur de 5 à 600 m. vers ce même chemin.

Un souvenir précieux et très intéressant de l'ancien prieuré de Dampierre, c'est l'existence d'une assemblée évidemment fort ancienne, qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours et qui se tenait le dimanche qui suit la Saint-Michel.

Dans le principe, cette assemblée qui doit remonter au moins au ^{xii}^e siècle, c'est-à-dire à l'époque de la béatification de Vital, prenait naissance au carrefour des routes que nous avons décrites, et avait son centre dans un champ voisin du prieuré ; et tout porte à croire qu'elle avait une origine purement religieuse et qu'elle coïncidait avec un ancien pèlerinage. Cette assemblée très fréquentée et où l'on venait du Maine et du Passais, s'était maintenue non seulement jusqu'à la Révolution, mais encore jusqu'en 1860, bien que la chapelle eût été désaffectée depuis la Révolution sinon bien plus tôt : elle subsiste toujours, mais transférée à Mantilly.

Cette assemblée ayant lieu le dimanche qui suit la Saint-Michel, tout porte à croire qu'elle coïncidait avec la fête patronale de la Chapelle ; mais l'ermite Vital étant mort en odeur de sainteté à Dompierre, vers la fin de septembre, le souvenir de ce grave événement dut donner un prestige particulier à cette fête ; et la persistance de cette assemblée se rattache vraisemblablement beaucoup plus encore au souvenir de Saint Vital (1) qu'au culte de Saint-Michel.

H. LE FAVRAIS.

(1) L'on sait que le corps de Saint-Vital fut levé de terre pour la première fois en 1182 ; et qu'une seconde translation de ses reliques eut lieu en 1243.

PRÉCIS

SUR LA PAROISSE, LES FIEFS ET LA FAMILLE DE SEMALLÉ

Le nom latin de Semallé a subi plusieurs changements. Le *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Martin de Séz*, renferme deux chartes où il est écrit *Samarleium*. Ces chartes, des années 1091 et 1113, indiquent que déjà le nom primitif était altéré et subissait l'influence de la langue vulgaire qui tend à remplacer les *R* par des *L* et à supprimer ou à remplacer par des *E* muets les voyelles sonores.

Samarleium est devenu *Samalleium*, puis *Smalleium* ou *Semalleium*, et enfin Semalley ou Semallé. Une église dédiée à Saint-Hilaire a été appelée *Ecclesia Sancti Hilarii de Samarreio* et a imposé son nom à la circonscription paroissiale.

L'église de Semallé était située à l'extrémité du fief ou haubert du Grand-Escures, dont le chef était assis dans la paroisse du Bouillon, près de la ville de Séz. A une assez faible distance, on était sur le haubert de Cerisey ou, pour préciser, sur le fief d'Aché, quart de fief relevant de Cerisey. Trois vavassories nobles portaient également le nom de Semallé, savoir deux joignant l'église, le cimetière et la maison presbytérale. Leurs manoirs étaient situés, l'un au nord-ouest et l'autre au sud-ouest, ce dernier séparé, seulement par le chemin, de l'église et du cimetière. Le premier s'appelle aujourd'hui, et depuis des siècles, la Queurie, et le second, le logis de Semallé, ou la cour de Semallé. Quant à la troisième vavassorie, elle n'a jamais eu de manoir, et son ancien chef-lieu n'est indiqué que par une grande mare au

milieu de laquelle est un flot, où on peut aller à pied sec une partie de l'année; elle porte le nom de mare des Hayes et est contiguë au territoire de l'ancienne commune de Congé.

La paroisse de Congé, dont dépendait Aché, fut supprimée et annexée pour le spirituel à Valframbert. Sous la monarchie de Juillet, la mairie fut supprimée à son tour et le territoire de la commune fut partagé entre Valframbert, qui conserva l'église, et Semallé. L'église fut vendue pour être démolie, la cloche et des boiseries intérieures ont été portées à l'église de Valframbert. Le château d'Aché est resté à cette commune. La vavassorerie de Semallé relevant d'Aché, et, par Aché, de Cerissey, avait le titre officiel de *huitième de fief*. Cela se comprend, puisque Aché était quart de fief. Elle avait du reste toutes les dignités, franchises et appendances à noble fief appartenant et recevait avec des propriétaires de maisons et héritages situés sur son territoire. Quant à ce qui concerne les deux fiefs jouxtant l'église, les suzerains d'Escures voulaient les regarder comme des huitièmes de fief, quoiqu'ils relevassent *nuement et sans moyen* du fief d'Escures. Les seigneurs de ces deux vavassoreries furent plus ou moins de cet avis, et plusieurs procès en font foi.

Le fief nord-ouest, qu'il nous faut bien appeler la Queurie, pour simplifier notre rédaction, était plus important que l'autre; il contenait dans son territoire trois vavassoreries inférieures ou aînesses : Beauvoir, le Sortoir ou Sourtoir, du mot *source*, et le Verger. Ces vavassoreries ou aînesses ne recevaient pas avec des maisons ou terres situées dans l'étendue de leur territoire. L'aveu était fait au seigneur de la Queurie, en désignant ainsi les objets : « Situés dans la vavassorerie ou l'aînesse de... » La Queurie avait son moulin banal qui portait le nom de Sortoir, quoi qu'il ne fût pas partie de l'aînesse de ce nom. Enfin le seigneur de la Queurie devait à son suzerain d'Escures, huit jours de garde dans sa compagnie, une fois dans sa vie, à la porte Sagory (1) de la ville d'Alençon.

Le fief de Semallé, contre l'église, n'avait point de vassaux nobles, comme les trois vavassoreries dont nous venons de parler, point de moulin, et devait à la même porte de ville dix jours de garde. Il semble à première vue que le fief de la Queurie devait

(1) Porte de Sééz

valoir à lui seul autant que les deux autres, le huitième de fief relevant d'Aché n'ayant pas de manoir, et devait à son suzerain dix jours de garde à la porte de l'Encrel.

Nous trouvons en 1091, à la date du 5 des ides de novembre, Robert de Semallé, assisté de ses deux fils Raoul et Guérin et de sa femme qui n'est pas nommée, faisant don à l'abbaye de Saint-Martin-de-Séez de toutes les dîmes qu'il possède dans la paroisse de Semallé. Le suzerain d'Eseures avait donné à la même abbaye, outre toutes les dîmes qui lui restaient dans la paroisse, la présentation à l'église, etc. Donation analogue fut faite par *Morandus de Echevena*, qui possédait des champs à l'est et au sud-est de l'église de Semallé. Ces champs, qui s'appellent toujours Champs-Morand, sont aujourd'hui occupés par le chalet que j'ai bâti et par tout ou partie de son parc. Morand fait un acte mixte : une vente et une donation. Cet acte n'est pas daté ; il faut donc lui donner la même date qu'à la charte de Robert de la Queurie. L'an 1113, en la fête de Saint-Mathieu, Hubert de Semallé, fils de Robert, chevalier, donne à l'abbaye précitée toute sa dîme. Si l'on se demande pourquoi il n'a pas fait sa donation à la même époque que Morand et que Robert de Semallé de la Queurie, la réponse est bien simple, c'est qu'à cette époque il devait être orphelin et mineur, n'ayant pas la disposition de ses biens. Ainsi son père Robert, chevalier, étant déjà mort en 1091, avait été contemporain de son homonyme de la Queurie. De toute manière et dans les deux fiefs, le premier seigneur connu se nomme Robert.

Ces deux Robert étaient-ils parents plus ou moins proches ? On ne peut sur ce point tirer aucune induction de l'homogénéité d'un nom de famille, lorsqu'à cette époque les noms de famille, d'après des autorités incontestables, n'existaient pas encore. Ce qui devrait faire croire à la parenté c'est, nous l'avons déjà indiqué, que le fief de la Queurie valait à lui seul les deux autres, ce qui semble l'indice d'un partage antérieur.

Voici, sur les fiefs de la maison de Semallé, plusieurs documents :

FIEF DE LA QUEURIE. — Aveu dont je possède l'original, rendu à Olivier d'Aché :

« C'est ce que Fouques Marye, écuyer, tient et avoue tenir de noble homme Olivier d'Aché, écuyer, seigneur d'Escures; c'est à savoir : une vavassorerie, franche, à cours et usages, nommée le fief de Semallé, de laquelle vavassorerie de Semallé sont tenantes par foi et hommage trois autres vavassoreries, c'est à savoir : une vavassorerie qui fut à Jean du Verger, dont le dit Fouques Marye est de présent tenant; une autre vavassorerie qui fut à defunt Jean de Beauvoir (1), que tient à présent Geoffroy de Beauvoir; une autre vavassorerie qui fut à Jean Lenoir dit du Sortoir, que tient à présent Jean Gaillard l'ainé; de laquelle vavassorerie de Semallé qui anciennement fut à Messire Olivier de Semallé, en son vivant chevalier, et depuis à dame Jeanne de Giboury, et depuis à Messire Richard Lequeu, fils dicelle dame Jeanne de Giboury, et après à demoiselle Jeanne Lequeu, mère du dit Fouques. Icelui Fouques est tenu faire foi et hommage et vingt sols de plain relief quand il échoit de droit selon la coutume du pays, et avec ce est sujet en la compagnie du dit seigneur d'Escures en huit jours de garde en temps de guerre, une fois en sa vie, en la ville d'Alençon, à la porte Sagory ou autre lieu, où le dit seigneur d'Escures est tenu de s'y rendre. En témoin desquelles choses, et à la requête du dit Fouques Marye ce présent aveu a été scellé du scel de moi, Jean du Mesnil, sénéchal du dit fief d'Escures.

« Ce fut fait le quinzième jour de juillet, l'an mil quatre cent cinquante-neuf.

« Signé : DU MESNIL (avec paraphe). »

Lors de la rédaction de cet aveu, le fief du Grand-Escures était déjà passé par alliance à la famille d'Aché.

Jeanne de Giboury, dans un aveu du sept mai treize cent quatre-vingt-quatorze, se dit veuve de Messire Guillaume Lequeu, chevalier, sa fille Jeanne épouse de Jean Marye, fut mère de Fouques Marye. Les Lequeu ne possédèrent pas longtemps la *Queurie* et pourtant ils lui donnèrent leur nom malgré les seigneurs. Je dois être maintenant sans scrupule et dire avec le bon public d'alors, la *Queurie*, ce que j'ai déjà fait et ferai malgré la pièce suivante, énoncée ainsi qu'il suit dans un mémoire que je possède en original :

« Jugement donné au présidial d'Alençon entre les dits Marquis Marye et Gaillard pour la réforme du dit contrat de vente par le dit Gaillard au dit Duval pour y avoir employé que les dits héritages étaient tenus et mouvants de la sieurie de la

(1) La terre de Beauvoir a fini par s'appeler Beauvais, ce qui est beaucoup moins sonore; la descendance de Geoffroy de Beauvoir ou Beauvais a passé la rivière de Sarthe et a fait, si je ne me trompe, fort bonne figure.

Queurie, pourquoi il n'avait voulu recevoir les treizièmes en cette qualité, mais bien en celle de seigneur de Semallé..... le dit jugement en date du 29 octobre 1554. »

« Signé : LE PELLETIER et DU MESNIL (avec paraphe). »

Quel intervalle séparait Robert, Raoul et Guérin d'Olivier ? Quel intervalle séparait Olivier de Jeanne de Giboury ? Olivier n'aurait-il pas eu d'héritier mâle et comment Jeanne de Giboury était-elle dame de Semallé ? Autant de questions insolubles et dont la solution d'ailleurs ne serait d'aucune utilité pour ma famille dont je fais l'histoire.

Le successeur de Fouques Marye, Marquis Marye paraît avoir été un homme à cheval sur ses droits, pas patient et même criminel, ainsi que l'atteste la pièce suivante, mentionnée au mémoire précité :

« Extrait en papier du tabellionage d'Alençon, en date du 20^e jour de juin 1551, contenant comme messire Gallois d'Aché, chevalier, plaiea et cautionna Marquis Marye et ses filles, prisonniers pour l'assassinat commis par le dit Marye en la personne de Marin de Semallé, écuyer. »

Le nom de Marquis, Marquise, était à l'époque qui nous occupe un prénom. Selon toute apparence, c'est Marquis Marye qui bâtit le manoir de la Queurie, lequel servait de bouverie et de pressoir, lorsqu'en 1849 il fut restauré à usage de maison manable, pour loger le fermier. Marquis Marye laissa deux filles qui partagèrent sa succession le 7 avril 1568. Julien Dubreuil, mari de l'une d'elles, vendit conjointement avec sa femme la terre de la Queurie à Guillaume Lemereau, dont la fille Marguerite l'apporta en mariage à Pierre le Hayer, fils, et héritier de Suzanne de Semallé.

Nous renvoyons nos lecteurs à la page 85 du tome VII, premier bulletin, année 1888, de la *Société historique et archéologique de l'Orne*, on y verra les détails précis sur l'acquisition faite par Guillaume Le Mérault.

Nous arrêtons ici l'histoire particulière de la terre de la Queurie, laquelle resta jointe à celle de Semallé, qui avait conservé son nom.

Nous passons maintenant à l'histoire de ce fief et de la famille, encore existante aujourd'hui.

FIEF DE SEMALLÉ. — Le premier successeur connu de Hubert déjà nommé, fut Richard de Semallé. Comme pour la Queurie et par la même raison, il y a une lacune qui ne peut être remplie. Les donateurs des années 1091 et 1113 ont assuré la perpétuité de leur mémoire dans le *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Martin*. On ne retrouve point de contrats particuliers de leurs successeurs immédiats et les registres des paroisses n'existaient point alors. D'ailleurs les familles de la condition sociale de celle dont nous nous occupons, étaient tellement nombreuses et si peu en relief au point de vue de l'histoire, que personne n'aurait jamais été imaginer des substitutions ou usurpations de nom, comme on l'a fait plus tard et comme on le fait encore.

Richard figure dans un contrat de 1304, comme acquéreur d'un bien immobilier dont le vendeur se nommait Marye. Le même Richard figure encore comme acquéreur dans un contrat de 1320. Un contrat, passé devant Colin de Joé, clerc, contient vente par Jocelyn de Semallé et Houdetot, sa femme, à Jean Poupart, d'une rente de vingt-sept sous. Ce contrat est de l'an 1344. Une quittance générale de toutes affaires mobilières, datée du 18 août 1388, constate que Henry de Semallé s'est libéré vis à vis de Jean d'Aché, seigneur d'Escures, son suzerain, qui l'avait cautionné envers les Anglais dont il était le prisonnier. Ceux-ci lui avaient imposé pour rançon une somme de huit-vingt écus d'or et un pourpoint de drap d'or.

On voit que la capture par les Anglais de Henry de Semallé eut lieu à l'une des batailles qui précédèrent celle d'Azincourt, laquelle est à la date du 25 octobre 1415. Cet Henry avait pour père un Richard. Il est difficile de dire si le Richard de 1304 et de 1320 est le même que le Richard père de Henry. Nous ne savons non plus assigner la place de Jocelyn et de sa femme nommée Houdetot. Nous ne savons pas si cette dernière est ou non de la famille des gentilshommes normands qui a donné un mari à Sophie de la Live de Bellegarde, comtesse d'Houdetot, célèbre dans la seconde moitié du dernier siècle et dans le commencement du siècle actuel. Ce qu'il nous importe de constater, c'est que la famille de Semallé, que nous trouvons en possession de la noblesse, sans origine indiquée, en l'année 1113, était dans le cas de pouvoir, suivant les règlements de l'ancienne cour, faire les preuves des carosses du roi et de la grande présentation.

Comme généalogie certaine, il faut mettre en tête Richard de Semallé, après lequel vient Henry ; celui-ci était mort en 1437. Son fils Jean de Semallé, outre les deux fiefs de son nom relevant d'Escures et par Aché de Cerisey, possédait encore une vavassorerie noble du même degré appelé le fief du Fresne, dans la paroisse de Forges, et de plus la terre de la Fontaine, en celle de Semallé. La Fontaine, qui appartient à la famille Laudier, après celle de Semallé, passa dans plusieurs familles et fut acquise, en 1878, par M. Lallouet, l'un de nos grands éleveurs, bien connu de tous ceux qui s'occupent des concours, du sport et des courses.

La succession de Jean de Semallé fut partagée entre ses deux fils, par acte du 10 août 1489, devant le notaire Fromentin. Georges, l'aîné, continua la famille ; Robert, prêtre, eut en son lot le fief de Semallé, relevant d'Aché et la terre de la Fontaine. Il aurait été curé de Saint-Martin-de-Haut. Mes documents n'en disent rien. Je ne trouve nulle part mention d'un Saint-Martin-de-Haut, mais bien d'un Saint-Martin-des-Monts, canton de la Ferté-Bernard, arrondissement de Mamers (Sarthe). « *Le dictionnaire de Pesche* », tome V, Ile Mans 1841, Bellon, se borne à dire, à rubrique ecclésiastique, que la cure valait 500 livres de revenus et était à la présentation de l'abbesse du monastère du Pré, au Mans. Ce qui rend probable l'opinion que Robert de Semallé fut curé de cette paroisse, c'est la parenté de la femme son frère Georges, dont la famille avait un rang au Mans, dans le conseil de l'évêque d'alors. Il n'existait plus en 1545. Son fief retourna à la famille et la Fontaine fut vendue après lui à un membre de la famille Laudier, que connaissent tous ceux auxquels l'histoire d'Alençon est familière. Georges de Semallé épousa Gérarde Eschivart, dame de Frémisson ou Feumusson Lignerotte et la Juissellerie, en Lignéres-la-Carelle, en Saonois, du Bû ; de Vallobu, laquelle apporta aussi à son mari des terres, étangs et vignes près du Mans.

On croit que le père de M^{me} Georges de Semallé avait pour prénom Colas ou Nicolas. Marie Eschivart, une de ses parentes, sans que le degré soit exprimé, épousa un Jean de Semallé, dont le degré de parenté avec Georges n'est pas précisé, il est plus que probable que c'était un collatéral contemporain, à qui elle apporta la Giroudière, terre située également en Lignéres-la-Carelle. Georges était mort en 1507, sa veuve lui survécut. Il

laissa trois fils, savoir : Louis, l'aîné, Jean et Guy. Jean mourut avant la conclusion définitive des partages des successions paternelles et maternelles. (Voir à l'appendice).

Louis ne continua pas pour longtemps la branche aînée. Guy est l'auteur de la branche de Lignerotte, qui constitue la famille existante. — Nous terminerons d'abord ce qui concerne Louis et sa descendance jusqu'à la Révolution. La descendance de Guy dut faire plusieurs fois ses preuves de noblesse : 1° devant l'intendant de la généralité de Tours ; 2° devant celui de la généralité d'Alençon, pour obéir aux ordonnances de Louis XIV ; 3° pour l'entrée à la maison royale de Saint-Louis, à Saint-Cyr, au mois d'avril 1718, d'une jeune fille de la famille ; 4° pour l'admission de mon père aux pages de la grande écurie du roi Louis XVI, en 1786. Toutes ces preuves eurent pour point de départ la séparation des deux branches, après la mort de Georges de Semallé. Ces preuves étaient suffisantes dans les espèces, et ce n'est que lorsque la terre de Semallé, aliénée nationalement pendant la Révolution, fut rachetée depuis par mon père, que tous les papiers antérieurs à Georges nous sont venus aux mains, ainsi que ceux des Le Hayer, de Semallé.

Louis était seigneur des deux fiefs de Semallé, relevant d'Escures et d'Aché, ainsi que de la majeure partie des terres de sa mère, dans le Maine. Il eut deux fils : 1° Marin, assassiné par Marquis Marye. Il était licencié ès-loi et procureur de son père dans ses contestations féodales. Clériade de Semallé, aussi licencié ès loi (*diplôme latin de l'Université d'Angers*), marié à Françoise de Vauloger. Ils ne laissèrent qu'une fille, Suzanne en laquelle s'éteignit cette branche de la famille. Suzanne épousa Pierre Le Hayer, sieur de la Gueslandière, fils de Pierre et de demoiselle Letessier. Pour qui a lu l'histoire d'Alençon, la famille Le Hayer est assez connue dans la magistrature et dans les lettres. Suzanne et son mari devaient être calvinistes ; leur postérité l'a été. Leur fils aîné, Pierre Le Hayer, écuyer, gendarme de la compagnie de la garde du Roi, fut marié en 1619 à Marguerite Le Merault, fille de Guillaume, conseiller et avocat du Roi au bailliage et siège présidial d'Alençon, et d'Elisabeth Houssemaine, acquéreurs en 1588 de la Queurie, achetée des héritiers de Marquis Marye. Ils eurent pour fils Pierre Le Hayer, né en 1621, marié en 1650 à Renée Duval. Les époux Le Hayer Duval euren

pour fils Thomas Frédéric Le Hayer, marié en la *religion prétendue réformée*, l'an 1682, à Anne Blanchard, fille de Nicolas, sieur du Boishubert et de Marie Ruel. Étant veuf, il se remaria à Marie Houssemaine. Marguerite Le Hayer, fille du premier mariage, épousa le 16 novembre 1706, son cousin Pierre-André Le Hayer-Du Breuil, qui était fils de Pierre Le Hayer et de Marie Quillet. Ce Pierre était fils de Pierre Le Hayer, sieur du Perron, auquel *Odolant Desnos*, consacre un article de deux pages et qui fut inhumé à l'Ave Maria d'Alençon (les anciennes *Clarisses*), vers 1679. Le père de Le Hayer du Perron était frère du mari de Suzanne ; cette branche était catholique. Pierre-André Le Hayer et sa cousine eurent pour fils Pierre-Jacques Le Hayer. Consignons ici qu'un des enfants du second mariage, Jean-Frédéric Daniel, né en 1707, fut conseiller du Roi, lieutenant général d'épée au bailliage et siège présidial d'Alençon, et mourut sans postérité, en 1769.

Pierre-Jacques Le Hayer-Du Breuil, seigneur de Semallé, fut le dernier descendant mâle de Suzanne.

Il épousa, en 1751, Catherine de Morel de Thann, dont il n'eut qu'une fille, Louise-Madeleine-Marguerite-Jeanne, qui fut mariée en 1770 (*contrat du 15 avril*), à Marie-César de Montagu, comte d'O, qui aliéna par la suite le remarquable château d'O, que l'on va visiter à Mortrée (1).

M. de Morel d'Escures, descendant des Aché, voulant aliéner une partie de son fief et de ses privilèges dut pour cela avoir recours à l'autorité compétente qui était alors représentée par le comte de Provence, duc d'Alençon, lequel devint plus tard Louis XVIII, roi de France. Avant d'accorder les lettres de désunion nécessaires, les agents du prince firent l'enquête voulue. Des placards imprimés furent apposés dans divers lieux, des proclamations furent faites aux portes des églises et la désunion fut obtenue, ainsi qu'il résulte d'un extrait des registres du Conseil du

(1) Je voudrais pouvoir raconter ici en détail l'événement qui moins de deux ans avant l'abolition de la féodalité, changea complètement toute l'économie féodale de la paroisse et des fiefs de Semallé et de plusieurs autres localités qui seront indiquées plus loin. Cette narration, outre qu'elle n'est pas nécessaire à ce petit travail, serait difficile à faire. J'ai connu quelques personnes qui savaient toutes ces histoires, mais qui ne s'accordaient pas sur tous les détails que je ne me flatterai pas de pouvoir reproduire, vu l'âge que j'avais alors et le laps de temps écoulé depuis la mort des derniers survivants de l'ancien régime.

comte de Provence, portant autorisation en faveur du dit sieur d'Escures, de se pourvoir au Conseil de sa Majesté, à l'effet d'obtenir des lettres de désunion du fief du grand Escures. Il serait trop long d'énumérer toutes les formalités qui en furent la suite au parlement de Normandie et ailleurs. — MM. Du Breuil et d'Escures échangèrent une correspondance et des projets de ventes et d'acquêts, d'où résulta l'imminence d'une contestation judiciaire. Pour éviter le procès, les parties par un compromis du 7 mai 1784, s'en rapportèrent à deux arbitres, savoir : M. Louis-Gabriel Marescot, conseiller du Roi et de Monsieur, au bailliage et siège présidial d'Alençon, et M. Louis Quillet, écuyer, seigneur de Fontaine, ancien syndic du Collège des avocats du dit siège. M. Jacques Poisson de Coudreville, procureur du Roi au bailliage, fut désigné pour tiers-arbitre par MM. Marescot et Quillet de Fontaine, et il dût se joindre à eux pour rendre la sentence arbitrale. Les difficultés soulevées entre MM. Du Breuil et d'Escures étaient sérieuses et complexes. Voici sur quoi elles portaient : La vente du Grand-Escures, les bois de la Chapelle et dépendances projetées, du fief de Fontaine-Ryant, Neauphe, la Chapelle et le Bouillon, en tant qu'il en dépend du fief d'Escures, la suzeraineté d'O et les droits qui lui appartiennent sur l'abbaye de Saint-Martin de Séez, en résultante de laquelle convention, M. Du Breuil devait vendre à M. d'Escures les terres et les vassaleries de Semallé, la Queurie, le Mesnil-Crochard et la ferme des Hayes.

La sentence fut rendue par les trois arbitres, *le 21 mai mil-sept-cent-quatre-vingt-quatre*. Elle est trop longue, trop peu intelligible aujourd'hui pour être analysée. Nous passons à la vente du 1^{er} mars 1788 qui est la conclusion de toute l'affaire. M. d'Escures vend à M. Du Breuil, à savoir : les directes et fiefs par extension du fief du Grand-Escures dans les paroisses de Semallé, Hauterive, Neauphe et Colombiers... La suzeraineté du fief de Bouailles dont le chef-lieu est dans les paroisses de Mieuxcé, Pacé et La Ferrière. La suzeraineté des fiefs ou vassaleries nobles de Semallé et la Queurie, situés en la dite paroisse de Semallé... Enfin la suzeraineté du fief de Saint-Ellier, dont le chef-lieu est situé dans la paroisse du même nom et s'étend dans les paroisses voisines.....

Au sujet du fief de Bouailles, il est bon de faire remarquer ici

que *Odolant Desnos*, dont le livre bien connu, fut imprimé à Alençon, chez Malassis le jeune, en l'année 1787, s'exprime ainsi : « Ce fief était tenu en dix jours de garde à la porte de Séez. Les seigneurs d'Escures prétendent qu'il relevait de leurs fiefs (1). » L'acquéreur entre en propriété et possession du jour de l'acte 1^{er} mars 1788, les objets vendus étant réunis et ne faisant actuellement qu'un même corps de fief avec le fief du Grand-Escures dont ils seront, ou ont été désunis en vertu de lettres patentes de sa majesté, pour être tenus et possédés par le dit seigneur acquéreur dans la mouvance immédiate du Roi ou de Monsieur, sous le nom de fief Le Hayer de Semallé qui aura pour glèbe le moulin de Grotel, situé dans la paroisse de Semallé, mouvant du fief du Grand-Escures, leque lmoulin fait partie de la présente vente ; l'acquéreur est chargé de tous les frais quelconque faits, ou à faire pour désunion, réunion au parlement de Normandie, à la chambre des comptes, etc.

Le prix de la vente est de trente mille livres. Cette somme demeure compensée avec celle de trente mille livres dont le dit seigneur d'Escures a été jugé débiteur envers le dit seigneur acquéreur par la sentence arbitrale, contradictoirement rendue par MM. Marescot, Poisson de Coudreville et Quillet de Fontaine, le *21 mai dix sept cent quatre-vingt-quatre*. L'acte de vente, fait et passé en la maison du dit seigneur vendeur, l'an 1788, le 1^{er} mars après midi, en présence de : messire Marie-François-Dominique Chesneau de la Drourie, conseiller du roi, receveur des finances à Alençon, et de Pierre Prée, étudiant en droit.

Ainsi les Le Hayer, par leur alliance avec Suzanne, avaient pris la presque totalité des biens de la famille de Semallé, grossie de celle des Eschivart. Ils avaient pris le nom de notre famille à tel point que leur nom patronymique avait presque disparu. Enfin ils n'ont pas pu laisser tranquille notre pauvre petit berceau qui avait conservé notre nom et celui de la paroisse et il l'ont englobé dans un fief informe créé sous leur nom, et ayant pour glèbe un moulin. Seulement la vavassorerie de Semallé relevant d'Aché, ne fut point englobée dans la création du nouveau fief,

(1) Du Breuil, achetant des prétentions, aurait pu trouver des contradicteurs dans les propriétaires de Bouaille

mais on lui avait donné les noms des Hayes et du Mesnil-Crochard.

M. Le Hayer ne jouit pas longtemps du fief de Hayer de Semallé, qui fut détruit avec le féodal, dans la nuit du 4 août 1789, lui-même mourut au mois de mars de l'année suivante.

Voici son acte d'inhumation :

« Le mercredi dix-septième jour du mois de mars 1790, par moi, prêtre vicaire de Neauphe près Séez, soussigné, a été inhumé en le cimetière de cette paroisse en présence de M^r le curé et M^r le vicaire de cette dite paroisse et de plusieurs habitants, le corps de messire Pierre Jacques Le Hayer, écuyer seigneur Du Breuil, Chantemelle et du fief Le Hayer de Semallé, transporté en cette paroisse de celle du dit Neauphe près Séez où il est mort hier muni des sacrements de l'église, âgé de soixante onze ans.

Le registre est signé : « GADEAU, curé, et MALLARD, vicaire de Semallé ;

« CHANLEUR, vicaire de Neauphe. »

Je ne sais quand ni où mourut M^{me} de Montagu, née Le Hayer. Son mari vendit la terre d'O et quitta le pays. Il passa, le temps de la Terreur dans une petite ville de l'arrondissement de Joigny, appelée Villeneuve-le-Roi (Yonne), sous un faux nom et une fausse profession. Je ne sais ni où, ni quand il mourut. Il ne laissa qu'un fils, qui émigra. Les terres de Semallé et la Queurie furent vendues nationalement l'au sieur Rouillon Lhermier, savoir : La Queurie, le 9 fructidor an III, et la cour de Semallé, le 4 vendémiaire an IV.

Pierre-César-Auguste-Louis de Montagu, se maria à Cayenne. Il perdit sa femme à une époque que j'ignore et mourut à Sceaux vers 1834. Son fils unique, Auguste-Louis-César, marié en 1836 à M^{lle} Mélanie de la Grange-Montarnal, est mort aux environs de Paris, sans postérité, au commencement de juin 1885, M^{me} la marquise de Montagu, sa veuve, habite Paris.

La terre de Semallé a été rachetée des acquéreurs nationaux par l'entremise de MM. Montagu, dans les années 1811 et 1836, par M. le comte de Semallé et M^{lle} de Bienville, sa femme.

Nous avons maintenant à parler de *Guy de Semallé* et de sa descendance, ce qui fait l'objet de l'appendice constatant l'entrée de Jean-René-Pierre aux pages de la grande écurie du roi.

Celui-ci émigra, et comme on ne le connaissait pas au pays, on l'oublia sur la liste des émigrés comme s'il était sorti de France pour terminer son éducation. Il se mit aux ordres des agents du roi qui l'employèrent en diverses circonstances, jamais il ne se rallia à Napoléon I^{er} ce qui lui valut l'alliance qu'il contracta le 23 mai 1810 avec *Claudine-Marie-Zoé de Thomassin de Bienville*, l'aînée des deux filles du comte *Alexandre de Thomassin* et de *Alexandrine-Claudine-Félicité de Mandat*. M^{me} de Semallé, née le 25 juillet 1789, dans les jours de la prise de la Bastille, reprochait à la Révolution la mort sur l'échafaud (12 mai 1794), de ses père et mère; le massacre à l'Hôtel-de-Ville de Paris (au 10 août), de son grand oncle, le commandant de la garde nationale parisienne, Mandat; son oncle Martial Mandat périt à Caen, fusillé comme vendéen. Lors de la Restauration, M. et M^{me} de Semallé ne restèrent pas inactifs : ils étaient conséquents avec leurs antécédents. Ils ne se rallièrent pas plus à la Monarchie de Juillet, ce qui condamna à l'inaction l'auteur du présent précis; ils moururent à Versailles : le mari, le 30 janvier 1883; la femme, le 17 janvier 1873. La nomination de M. de Semallé, comme gentilhomme honoraire de la chambre du roi, date de 1829. L'almanach royal de 1830 contient le nom de M. le comte de Semallé, entre ceux du baron Eugène de Broy et du baron Eugène de Breton. Il était chevalier de Saint-Louis depuis la Restauration.

Il laissa deux fils, dont le plus jeune habite Versailles. L'aîné, l'auteur de ce précis, épousa, à Ypres, en Belgique, M^{lle} Malou, l'aînée des deux filles de Edouard-Pierre Joseph Malou, membre du Sénat Belge et de Marie-Angélique Vergauwen, native de Gand. La sœur de M^{lle} Malou épousa en 1850 le baron de Fierlant. Le sénateur Malou avait un frère aîné, père de Jean-Baptiste, qui fut depuis évêque de Bruges, et de Jules, mort récemment, qui fut plusieurs fois ministre des finances, chef du cabinet belge et très connu; c'était un des membres les plus militants du parti catholique. Le père de MM. Malou, qui occupait une belle position à Ypres, joua un rôle actif dans la révolution brabançonne. On sait que cette révolution était dirigée contre l'Autriche et particulièrement contre l'empereur Joseph II, dont on connaît les tendances philosophiques et restrictives des institutions religieuses. M. Malou fut député par son pays auprès de la Conven-

tion et fit un discours tel qu'on lui conseilla de s'éloigner de Paris le plus vite possible. De retour à Ypres il trouva le séquestre sur ses biens et se réfugia avec sa femme et ses enfants à Hambourg, il y devint veuf, se fit prêtre en Westphalie, se rattacha en Russie aux jésuites qui y subsistaient encore, partit pour les missions d'Amérique et mourut à New-York, le 13 octobre 1827, dans sa 76^e année.

Deux fils sont issus de mariage : 1^o Robert, né à Alençon en 1849, et 2^o Guy, né à la Gastine, près Mamers, en 1852. Tous deux mariés et pères de famille ; Robert, officier de la garde mobile de l'Orne pendant la guerre, entra dans la diplomatie en 1873,

Il fut d'abord *autorisé* au ministère des affaires étrangères et envoyé à Berne. En août 1874, il fut *attaché* d'ambassade à Madrid. En novembre 1876, il alla occuper le même poste à la Haye. En 1877, il entra au cabinet à Paris, comme secrétaire d'ambassade de 3^e classe. En 1880, il parti comme secrétaire de 2^e classe pour Pékin, d'où il est revenu secrétaire de 1^{re} classe en novembre 1884. Il fut pendant plusieurs mois chargé d'affaires et chef de service en Chine, entre M. M. Tricou et Patenôtre. Il est chevalier de la Légion d'honneur depuis le mois de juillet 1885.

La terre de Semallé est habitée présentement par Guy. L'ainé réside à la Gastine. Leurs parents se sont retirés à Tours.

C^{te} DE SEMALLÉ.

APPENDICE

Preuves de la noblesse de Jean-René-Pierre de Semallé, agréé

*(D'argent à un Epervier de Sable armé d'or
et perché sur une bande de gueules.)*

Extrait des registres des baptêmes de la paroisse de Notre-Dame de la ville de Mamers, portant que *Jean-René-Pierre*, fils légitime de messire Jean-René de Semallé, écuyer, seigneur de la Gatines, et de dame Marie-Louise Henriette de Récalde, fut baptisé le 4 février 1772. Cet extrait, délivré le 27 décembre 1785, par le sieur *Le Tondeur*, curé de Mamers, et légalisé. *Articles du mariage* de messire *Jean-René de Semallé*, écuyer, seigneur de la Gatines et fils de défunts messire Jacques Guingallois de Semallé, écuyer, seigneur de la Gatines, et de dame Jeanne-Renée de Quelquejeu, arrêté sous seings privés, le 18 avril 1769, avec Mademoiselle Marie-Louise de Récalde, fille de messire Henry-Marin-François de Récalde, seigneur de Méfossé, et de feu dame Louise-Anne de Ardesoif, ces articles signés de Semallé, de Récalde, de Récalde, le chevalier de Semallé.

Extrait des registres des baptêmes de la paroisse de Contilly, diocèse du Mans, portant que *Jean-René*, fils légitime de messire Jacques Guingallois de Semallé, seigneur de la Gatines, et de dame Françoise de Quelquejeu, fut baptisé le 26 novembre 1745, étant né de la veille. Cet extrait, délivré le 17 décembre 1785, par le sieur de la Gravière, curé de Contilly, et légalisé.

Contrat de mariage de *Jacques Gallois de Semallé*, écuyer, seigneur de la Gatines, veuf, fils de Jacob de Semallé, écuyer, seigneur de Belair, et de feu dame Anne de Barville, son épouse, accordé le 3 février 1735, avec demoiselle Jeanne Quelquejeu, et passé devant Guillaume Regnoust, tabellion royal.

Sentence rendue au bailliage de Mamers, le 18 novembre 1726, par laquelle vu les lettres d'émancipation obtenues en la chancellerie, à Paris,

e 6 du mois précité, par Jacques Gallois de Semallé, écuyer, fils aîné de Jacob de Semallé, écuyer, sieur de Belair, et de dame Anne-Julienne de Barville, les dites lettres sont entérinées et le dit sieur Jacques Gallois de Semallé est émancipé du consentement du dit sieur de Belair, son père. Cette sentence est signée Le Gendre.

Contrat de mariage de Jacob de Semallé, écuyer, sieur de Belair, fils de défunt Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Belair, et de Mademoiselle Louise de Surmont, sa veuve, accordé le 30 janvier 1697, avec demoiselle Anne-Julienne de Barville, fille de François-Joseph de Barville, écuyer, sieur de la Gatines, et de dame Anne Rosssignol. Ce contrat passé devant Marin Besnard, notaire royal.

Accord fait le 24 mars 1698 entre demoiselle Louise de Surmont, veuve d'Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Belair, d'une part, et Jacob de Semallé, écuyer, sieur de Belair, fils du dit feu sieur de Semallé et de la dite dame, sur l'exécution d'un traité fait entre eux le 5 juillet 1696. Cet acte passé devant Liger, François, tabellion royal.

Contrat de mariage d'Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Belair, fils de Jacob de Semallé, écuyer, sieur de Belair, et demoiselle Tassine Le Comte, son épouse, accordé le 19 novembre 1665, avec demoiselle Louise de Surmont, fille de défunt Gilles de Surmont, écuyer, sieur de Brustel, et de demoiselle Renée Eveillart, son épouse. Ce contrat passé devant Clément Saillant, notaire royal.

Jugement rendu le 29 janvier 1667 par M. Voysin de la Noiraye, intendant de Touraine, Anjou et le Maine, par lequel il donne acte à Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Belair, et de demoiselle Tassine Le Comte, de la représentation des titres justificatifs de sa noblesse, pour y avoir égard lors de la confection du catalogue des gentilshommes. Ce jugement signé *Voysin de la Noiraye*.

Contrat de mariage de Jacob de Semallé, écuyer, sieur de Belair, accordé le 21 août 1639, avec Mademoiselle Tassine Le Comte, veuve de Pierre de Portebize, écuyer, sieur du Boys de Soullars. Ce contrat passé devant Chappelain, est visé et énoncé dans le jugement de M. Voysin de la Noiraye, le 29 janvier 1667, employé sur le degré précédent.

Transaction faite le 26 février 1652, entre *Abraham de Semallé*, écuyer, sieur de Lignerotte, et *Jacob de Semallé*, écuyer, sieur de Belair, sur l'exécution du partage des biens de défunts Abraham de Semallé, écuyer, sieur du lieu et de Lignerotte, et demoiselle Françoise Thiesse, leurs père et mère, fait entre eux et leurs co-héritiers, le 8 avril 1632. Cet acte passé devant Samuel Gillot et Abraham Le Comte, tabellions jurés.

Articles du mariage d'*Abraham de Semallé*, écuyer, sieur de Lignerotte, fils de défunt noble Richard de Semallé, sieur de Lignerotte et de Belair, et de demoiselle Anne de Baigneux, arrêté sous seings privés, le 23 mai 1605, avec demoiselle Françoise Thiesse, fille de noble Nicolas Thiesse, sieur de la Fontaine des Chesnes, et de feu demoiselle Renée

de Longchamps. Ces articles reconnus le 29 mai 1605, devant Jacques Heraut et Jacques Basire, tabellions.

Vente faite le 20 juin 1613, par Jacques de Brossart, écuyer, sieur des Acres, et demoiselle Anne de Semallé, son épouse, à Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Lignerotte, frère de la dite demoiselle, de tous les droits, à elle appartenant dans les successions de défunts Richard de Semallé, écuyer, et de demoiselle Anne de Baigneux, son épouse, leurs père et mère, et de demoiselle Marie de la Vergne, leur aïeule. Cet acte, que le dit sieur de Lignerotte promet faire ratifier à demoiselle Françoise Thiesse, sa femme, passé devant le Molinet et Gellouyn, tabellions.

Contrat de mariage de noble personne *Richard de Semallé*, sieur de Lignerotte, fils aîné de défunt noble homme Guy de Semallé, sieur du dit lieu, et assisté de demoiselle Marie de La Vergne, sa mère, accordé le 6 janvier 1575, avec Anne de Baigneux, fille de défunts noble homme Louis de Baigneux et de demoiselle Gillon Le Marchant, son épouse, le contrat passé devant Pierre Piet, notaire, et expédié en 1581 par Jean Prodhomme, aussi notaire.

Transaction faite sous seings privés, le 27 juin 1548, entre noble homme Guy de Semallé, écuyer, et Louis de Semallé, écuyer, son frère aîné, sur le procès qui était entre eux pour le partage des successions du défunt Georges de Semallé, et demoiselle Girarde Eschivart, leur père et mère. Cet acte reconnu le 27 mai 1549, devant le lieutenant particulier du Bailly d'Alençon et signé Granger.

Nous, *Denis-Louis d'Hozier*, certifions au Roi et à son Altesse Monseigneur le Prince de Lambesc, grand écuyer de France, que Jean René-Pierre de Semallé
à Paris, le mil sept cent quatre-vingt . . .

Signé : D'HOZIER.

Preuves de la noblesse de Jean-René-Pierre de Semallé

Agréé par le Roi pour être admis au nombre des Pages que Sa Majesté fait élever dans sa grande écurie, sous le commandement de Son Altesse Monseigneur le Prince de Lambesc, grand écuyer de France.
Expédition en papier, délivrée en 1785.

Extrait des registres des baptêmes de la paroisse de Notre-Dame de la ville de Mamers, portant que *Jean-René-Pierre*, fils légitime de messire Jean-René de Semallé, écuyer, seigneur de la Gatine et autres lieux, et de dame Marie-Louise-Henriette de Récalde, fut baptisé le 4 février 1772. Le parrain, messire Abraham-Jacques de Semallé, écuyer, sieur de la Mare Bonneval ; la marraine, dame Perrine de la Boissière, épouse de M. Louis-

Henry Rémont de Récalde, écuyer, cheveu-léger de la garde du Roi, tous deux absents. Cet extrait, délivré le 17 décembre 1785, par le sieur Letondeur, curé de la ville de Mamers, et légalisé le même jour.

Articles du mariage de M. *Jean-René de Semallé*, du 18 avril 1769 (voir l'extrait fait séparément). Expédition délivrée en 1785.

Extrait des registres des baptêmes de la paroisse de Contilly, diocèse et élection du Mans, portant que *Jean-René*, fils légitime de messire Jacques Guingalois de Semallé, seigneur de la Gatine et autres lieux, et dame Jeanne-Françoise de Quelquejeu, de la paroisse de Louzes, fut baptisé le 26 novembre 1745, étant né la veille. Le parrain, messire René de l'Épinay, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis. La marraine, demoiselle Lucie-Marguerite Luce, tous deux demeurants à Mamers. Cet extrait, délivré le 17 décembre 1785, par le sieur de la Gravière, curé de Contilly, et légalisé le même jour à Mamers.

Original en parchemin.

Contrat de mariage de Jacques Gallois de Semallé, écuyer, seigneur de la Gatine, veuf, fils de Jacob de Semallé, écuyer, seigneur de Belair, et de défunte dame Anne de Barville, son épouse, demeurant en la paroisse de Louze, procédant en conséquence des trois sommations respectueuses par lui faites par devant les mêmes notaires que le présent contrat, au dit sieur de Belair, son père, les 29 et 31 janvier et 1^{er} février 1735, accordé le 3 du dit mois de février 1735, avec demoiselle Jeanne Quelquejeu, fille de défunt maître Jean Quelquejeu, conseiller du Roi, lieutenant de Robelongue au siège de la maîtrise des eaux et forêts de Perseigne et dépendances, et de dame Catherine Jarry, son épouse, demeurant en la ville de Mamers. Ce contrat passé à Mamers devant les notaires royaux de la dite ville et grössoyé par Guillaume Regnoust, tabellion royal, pour M^{rs} les trésorier, chapelain et clercs de la chapelle royale du Gué-de-Maulny, de la ville du Mans, demeurant à Mamers.

Original en parchemin.

Contrat du premier mariage de *Jacques de Semallé*, écuyer, sieur de Belair, fils aîné et principal héritier de Jacob de Semallé, écuyer, sieur de Belair, et de dame Anne-Julienne de Barville, assisté de ses dits père et mère, de Julien de Semallé, écuyer, son frère puîné, et de Marie-Louise-Anne et Françoise de Semallé, demoiselles, ses sœurs, tous demeurants au château de la Gatine, paroisse de Louze, et de demoiselle Louise de Semallé, sa tante, demeurante à la Hlardières, paroisse de Mongaudry, accordé le 4 novembre 1728, avec demoiselle Marie-Anne-Louise le Magnen, fille légitime et majeure de 25 ans de maître Pierre le Magnen, seigneur de Lormont, et la Guyoterie, conseiller du Roi, lieutenant particulier au bailliage de Mamers, et de dame Anne le Vannier, demeurant audit Mamers. Ce contrat passé audit château de la Gatine, devant Thomas

Anfray, notaire royal au Maine, en la résidence de Saint-Germain-de-la-Couldre, y demeurant.

Original en parchemin.

Sentence rendue le lundi 18 novembre 1726 par Jacques Guestre, conseiller du Roi, lieutenant général, juge royal, civil et criminel au bailliage de Mamers, par laquelle sur ce que Jacques Gallois de Semallé, écuyer, fils aîné de Jacob de Semallé, écuyer, sieur de Belair, et de dame Julienne de Barville, son épouse, avait représenté l'âge de 22 ans au plus, suivant le certificat de son baptême du 2 septembre 1704, délivré par le sieur Pichon, curé de la paroisse de Montgaudry, il avait obtenu des lettres d'émancipation en la chancellerie du Roi, le 6 du dit mois, pour jouir de ses revenus et notamment des legs à lui faits par défunt Julien-René de Barville, écuyer, son oncle, le dit sieur juge de l'avis des parents du dit Jacques Galois de Semallé, entérine les dites lettres d'émancipation et du consentement du dit sieur de Belair, son père, l'émancipe et lui nomme pour curateur Joseph de Frébourg, écuyer, sieur du lieu, son parent, cette sentence signée le Gendre.

Original en parchemin.

Contrat de mariage de *Jacob de Semallé*, écuyer, sieur de Belair, fils de défunt Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Belair, et de demoiselle Louise de Surmont, demeurant en la paroisse de Montgaudry, assisté de la dite demoiselle, sa mère de Pierre de Surmont, écuyer, sieur des Essarts, son oncle, et demoiselle Louise de Semallé, sa sœur, accordé le 30 janvier 1697, avec Mademoiselle Anne-Julienne de Barville, fille de François-Joseph de Barville, écuyer, sieur de la Gatine, et de dame Anne Rossignol, assistée de son dit père, de dame Marie Fouet, sa belle-mère, et de Julien-René de Barville, écuyer, son frère et autres. Ce contrat passé en la maison de la Gatine, paroisse de Louze, devant Marin Besnard, notaire royal héréditaire au pays et comté du Maine, demeurant en la paroisse de Roullée.

Original en parchemin.

Accord fait le 24 mars 1698, entre demoiselle Louise de Surmont, veuve d'Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Belair, et Jacob de Semallé, écuyer, fils dudit sieur de Semallé et de Surmont, tous demeurants paroisse de Montgaudry, au sujet d'un traité fait entre eux, le 5 juillet 1696. Cet acte passé à Mamers devant maître François le Balleur, notaire royal au dit Mamers, y demeurant, fut expédié par François Liger, tabellion royal, de la branche de la ville de Mamers, y demeurant et contrôlé à Mamers, le 11 août 1699.

Original en papier.

Accord fait sous seings privés, le 5 juillet 1696, entre demoiselle Louise

de Surmont, veuve d'Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Belair, et Jacob de Semallé, écuyer, sieur de Belair, et demoiselle Louise de Semallé, enfants des dits défunts sieur de Belair et demoiselle de Surmont, par lequel la dite dame pour contribuer à l'établissement de ses enfants les reconnaît pour ses présomptifs héritiers, et leur remet son douaire, se réservant la jouissance de la terre et métairie de la Mare Bonneval. Cet acte passé double et signé L. de Surmont, Jacob de Semallé et L. de Semallé.

Original en parchemin.

Contrat de mariage d'*Abraham de Semallé*, sieur de Belair, fils de défunt Jacob de Semallé, écuyer, sieur de Belair, et de demoiselle Tassine le Conte, son épouse, demeurant en la paroisse de Montgaudry, province du Perche, assisté de la dite demoiselle sa mère et d'Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Lignerotte, et demoiselle Anne des Guez, son épouse, demeurant en la paroisse de Lignéres-la-Carelle, accordé le 19 novembre 1665, avec demoiselle Louise de Surmont, fille de défunt Gilles de Surmont, écuyer, sieur de Brustel, et de demoiselle Renée Eveillart, son épouse, assistée de sa dite mère et de Pierre de Surmont, écuyer, sieur du lieu, son frère puîné, demeurant en la paroisse de Chassé. Ce contrat par lequel la future se constitue certains contrats de rente qui lui avaient été baillés par Antoine de Surmont, écuyer, sieur de Chassé, son frère aîné, passé au bouig du dit Chassé, devant Clément Saillant, notaire royal héréditaire en la baronnie de Sonnois, demeurant à la Fresnaye, fut insinué le mardi 23 mars au bailliage du Perche, au siège de Bélesme, par acte signé de Prulay et Saubiére ou Sautrière.

Original en papier.

Accord fait le 17 mai 1667, entre demoiselle Tassine le Conte, veuve de *Jacob de Semallé*, écuyer, sieur de Belair, demeurant en la paroisse de Saint-Rémy-du-Plain, et Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Belair, son fils, demeurant en la paroisse de Montgaudry, province du Perche, par lequel la dite demoiselle de Belair, se voyant vieille et caduque, se démet de tous ses biens en faveur du dit sieur de Belair, son fils, sous certaines réserves durant sa vie et celle de Pierre de Portebise, prêtre, écuyer, fils de la dite demoiselle et de défunt Pierre de Portefise, écuyer, sieur du Bois, son premier mari. Cet acte passé à la Fresnaye, en présence d'Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Lignerotte, devant Pierre Venery, notaire royal au pays et comté du Maine, demeurant à la Fresnaye. Jugement rendu le 29 janvier 1667, par M^r Voysin de la Noiraye (voir copie).

Contrat de mariage de *Jacob de Semallé*, avec demoiselle Tassine Le Conte, du 21 août 1639. Ce contrat énoncé dans le jugement de M. Voysin du 29 janvier 1667.

Original en parchemin.

Transaction faite le lundi 26 février 1652 entre *Abraham de Semallé*, écuyer, sieur de Lignerotte, demeurant au lieu de Lignerotte, paroisse de Lignéres-la-Carelle, d'une part, et Jacob de Semallé, écuyer, sieur de Belair, demeurant à Favau, paroisse de Contilly, province du Maine, d'autre part, laquelle sur ce qu'après le décès d'Abraham de Semallé, écuyer, sieur du lieu et de Lignerotte, et demoiselle Françoise Thiesse, Pierre Le Hayer, sieur de la Gueslandière, avait été nommé tuteur de leurs enfants, au nombre de sept, savoir : le dit Abraham de Semallé fils aîné, Isaac et le dit Jacob de Semallé, écuyers, Suzanne, Marie, Marguerite et Madeleine de Semallé, pour les biens du Maine, et Eustache Lucas, écuyer, sieur du Haistre, pour les biens situés en Normandie, et le dit Abraham de Semallé étant devenu majeur avait été chargé de la tutelle de ses frères et sœurs auquel il avait délivré partage devant le bailli de Mamers, le 8 avril 1632, en conséquence duquel le dit Jacob de Semallé avait joui des rentes à lui délivrées, tant de son chef que comme héritier du dit Isaac de Semallé, son frère, décédé au siège de la Rochelle (1), en 1627, depuis lequel temps les dits sieurs de Lignerotte et de Belair avaient fait autre transaction le 26 août 1640, ratifié par acte du 13 octobre 1643, sur lesquels actes étant survenu diverses contestations, il est accordé que les dits actes demeureraient en leur force et vertu et que ce qui avait été baillé au dit sieur de Belair lui demeurerait en propriété, nonobstant que par la coutume du Maine, il ne dût l'avoir que par usufruit et à vie et ce néanmoins, sans préjudicier à l'aquest que le dit sieur de Lignerotte avait fait du dit sieur de Belair et sa femme, par contrat du 15 octobre 1643. Cet acte passé en l'écritoire du tabellionage de la Chatellenie d'Alençon, devant M^{rs} Samuel Gillot et Abraham le Conte, tabellions jurés en la dite Chatellenie.

Original en parchemin.

Partage présenté le 3 mars 1632 par *Abraham de Semallé*, écuyer, seigneur de Lignerotte au curateur de Jacob, Suzanne, Marie Marguerite et Madelaine de Semallé, des successions de défunts Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Lignerotte, et de demoiselle Françoise de Thiesse, père et mère des dits de Semallé; les dites successions consistant en deux terres, situées au pays et comté du Maine, savoir : la terre de Lignerotte assise en la paroisse de Lignéres-la-Carelle et la terre de Belair, située en la paroisse de la Fresnaye et Saint-Pol, dans lesquelles terres le dit sieur de Lignerotte était fondé à avoir son préciput et les deux tiers. Ce partage signé à l'original de Beauvais et Abraham de Semallé, est inséré dans une sentence rendue le 8 avril 1632 par Guillaume le Feuvre, conseiller du roi, sieur de la Butte, bailli et juge royal civil et criminel de Sonnois et Peray, par laquelle il est donné acte au curateur des dits Jacob de Semallé, écuyer, sieur de Belair, et des dites demoiselles Suzanne, Marie,

(1) Isaac de Semallé fut tué à ce siège, servant dans l'armée royale.

Marguerite et Madeleine de Semallé, de ce que de l'avis de leurs parents il acceptait le dit partage pour ses pupils. Cette sentence signée Gouttard.

Original en parchemin.

Articles du mariage d'*Abraham de Semallé*, écuyer, sieur de Lignerotte, fils de défunt noble Richard de Semallé, sieur de Lignerotte et de Belair, et de demoiselle Anne de Baigneux, arrêtés sous seings privés, le lundi 23 mai 1605, avec demoiselle Françoise Thiesse, fille de noble Nicolas Thiesse, sieur de la Fontaine des Chênes Saint-Martin, la Halleboudière, Le Mesnil Cordelier et le Grez, et de défunte Mademoiselle Renée de Longchamps. Ces articles signés à l'original Thiesse, de Semallé, etc., sont insérés dans l'acte de reconnaissance qui en fut fait le 29 mai 1605 par nobles hommes Nicolas Thiesse, sieur de la Fontaine des Chênes, la Halleboudière et Saint-Martin-le-Viel, et Abraham de Semallé, sieur de Lignerotte, demeurant en la paroisse de Lignéres. Cet acte passé au lieu du Sap, devant Jacques Herault et Jacques Basire, tabellions pour le Roi en la vicomté d'Orbec, au siège du Sap.

Original en parchemin.

Transaction faite le 5 août 1627 entre Gabriel Mallard, écuyer, sieur des Maignentz, tant en son nom qu'en qualité de tuteur de ses frères, René Vauquellin, écuyer, sieur des Wez, pour lui et la demoiselle sa femme, tant pour eux que se faisant forts d'Eustache Lucas, écuyer, sieur du Hastrey, et Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Lignerotte, fils aîné d'Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Lignerotte, et de demoiselle Françoise Thiesse, sa femme, et tuteur de ses frères en bas-âges, sur les droits de la dite demoiselle Thiesse, dans les successions de ses père et mère. Cet acte passé devant Michel Quesnée, tabellion royal en la vicomté d'Orbec, au siège de Monstiers, et Jean le Barbier, son adjoint. Transport fiat le 20 juin 1613 par Jacques de Brossart, écuyer, sieur des Acres, et demoiselle Anne de Semallé, son épouse, demeurant en la paroisse de Rouperroux, chastellenie d'Alençon, à Abraham de Semallé, écuyer, sieur de Lignerotte, frère de la dite demoiselle, demeurant en la paroisse de Lignéres-la-Carelle, savoir : de tous les droits appartenants à la dite demoiselle dans les successions de défunts Richard de Semallé, écuyer, et de demoiselle Anne de Baigneux, son épouse, leurs père et mère, et de demoiselle Marie de la Vergne, veuve en première noce d'Abraham de Semallé, écuyer, sieur de la Giroudière, leur ayeule, et ce moyennant la somme de deux mille francs. Cet acte que le dit sieur de Lignerotte promet de faire ratifier à demoiselle Françoise Thiesse, sa femme, passé à Argentan devant le Molinet, et Gellouyn, tabellions royaux au dit Argentan.

Expédition en parchemin délivrée en 1581.

Contrat de mariage de nobles personnes *Richard de Semallé*, sieur de Lignerotte, alors fils aîné de défunt noble homme Guy de Semallé, sieur du dit lieu, demeurant en la paroisse de Lignéres-la-Carelle, accordé le

16 janvier 1575, avec Anne de Baigneux, fille héritière en partie de défunts noble homme Louis de Baigneux et demoiselle Gillon le Marchant, son épouse, alors demeurante au château de Saint-Paoûl-le-Vicomte, assistés de nobles personnes Abraham de Semallé, sieur de la Girousdière, et demoiselle Marie de la Verne, son épouse, mère du dit sieur de Lignerotte. Ce contrat passé au lieu du château de Saint-Paoûl, devant Pierre Piet, notaire et tabellion de la cour royale du Mans, demeurant au bourg du Chesvain, est produit par expédition délivrée par Jean Prodhomme, notaire royal, en vertu d'une commission du lieutenant général du sénéchal du Maine, du 22 février 1581.

Original en parchemin.

Transaction faite le 2 novembre 1583 entre noble Richard de Semallé, sieur de Lignerotte, et demoiselle Anne de Baigneux, sa femme, demeurant au lieu Lignerotte, paroisse de Lignéres-la-Carelle, et Pierre de Cuissay, écuyer, et demoiselle Marguerite de Baigneux, demeurant au lieu et maison seigneuriale de Saint-Paoul-le-Vicomte, sur les différents qu'ils avaient au sujet de la succession noble de défunts Louis de Baigneux, écuyer, et demoiselle Gillon le Marchant, sa femme, père et mère des dites Marguerite et Anne de Baigneux. Cet acte passé en la maison du dit sieur de Cuissay au lieu du château de Saint-Paoul, devant Jean Prodhomme, notaire et tabellion en la cour du Roi au Mans, demeurant en la paroisse de Chassay.

Original en parchemin.

Transaction faite sous seings privés le 27 juin 1548 entre nobles personnes Louis de Semallé, demeurant en la paroisse de Semallé, au duché d'Alençon, et Guy de Semallé, demeurant à Lignéres-la-Carelle, pays du Maine, sur les procès nus entre eux sur ce qu'en faisant les partages des successions de défunt Georges de Semallé et demoiselle Girarde Eschivart, père et mère des dites parties, le dit Louis, comme fils aîné et principal héritier des dits défunts, avait baillé au dit Guy, demandeur, le lieu, domaine de Lignerotte, avec le fief, terre et seigneurie de la Juissellerye, duquel fief le dit Guy ayant été dépossédé, il avait adjourné le dit Louis devant le sénéchal du duché de Beaumont ou son lieutenant général qui avait rendu une sentence le 26 octobre 1546, confirmée par arrêt du parlement de Paris du 8 août 1547, à quoi le dit Louis répondait qu'en faisant le dit partage, il avait été énormément fraudé par le dit Guy et noble homme Jean de Semallé, ses frères puînés, qui étaient gens de guerre et armes et qui avaient suscité la dite défunte Eschivard, leur mère, qui était vieille et malade, à leur faire quelques donations, ce quelle ne pouvait faire, parce qu'elle avait marié le dit Louis comme son fils aîné et principal héritier, par contrat sur ce fait qui avait été publié au pays et comté du Maine, etc. Cet acte signé à l'original : L. de Semallé, G. de Semallé, J. de Semallé, A. de Semallé et Fromentin, est inséré dans

l'acte de reconnaissance qui en fut fait le lundi 27 mai 1549 par les dits Guy de Semallé, écuyer, et Louis de Semallé, écuyer, par devant Jean Le Peltier, licencié en loi, lieutenant particulier à Alençon de M^r Le Bailly du dit lieu, et attendu que sur certaines clauses du dit acte, il paraissait par acte du 23 du dit mois de mai, que le dit Guy s'était rapporté au serment du dit Louis et que maître Cleriardus de Semallé, écuyer, son fils, avait de ce demandé à lui en communiquer pour accepter ou refuser le dit serment, le dit Guy a été condamné aux dépens du dit Louis. Cet acte signé : Granger.

Original en parchemin.

Transac ion faite le 16 août 1541 entre noble homme *Louis de Semallé*, demeurant au lieu de Semallé en Normandie, d'une part, et nobles hommes, Jean et Guy de Semallé, demeurant en la paroisse de Lignéres-la-Carelle, pays du Maine, par laquelle sur le procès mu entre eux sur ce que le dit Louis de Semallé, fils aîné et principal héritier de défunts Georges de Semallé, écuyer, sieur du dit lieu, et de damoiselle Girarde Eschevart, dame de Fremisson, disait qu'à cause de ses dits père et mère, il était seigneur du dit lieu de Semallé, Vallobu, Feumusson, des métairies de Lignerotte, de la terre et seigneurie de la Jussellerye et du Bû et autres biens dans la jouissance desquels il était troublé par les dits Jean et Guy, ses frères puînés, qui disaient les dites choses leur appartenir, savoir : au dit Jean, la moitié du lieu de Fremssion, par contrat de bail à rente à lui fait par la dite défunte Eschivart et le quart en l'autre moitié, comme héritier de défunt Jean de Semallé, leur frère puîné, et au dit Guy lui appartenait la terre de Lignerotte par retrait lignager qu'il en avait fait, etc. Il est accordé que le dit Louis aîné baille au dit Guy le lieu et domaine de Lignerotte et le fief et terre de la Juissellerie, et au dit Jean le lieu, fief et domaine de Feumusson, situé en la dite paroisse de Lignéres, pour sa vie durant seulement, et le reste des biens tant au pays d'Anjou que Normandie, demeure au dit Louis. Cet acte passé devant M^e Pierre Herson, notaire royal à la cour du Mans, qui en retient la minute, et L. Berthelot, notaire de la cour de Thouvoye.

L'an mil huit cent soixante-six, le 26 juin, ces présentes ont été collationnées par M. Deschars et l'un de ses collègues, notaires à Paris, sous-signés, sur la pièce originale, dont la teneur précède, conservée au Cabinet des Titres de la Bibliothèque Impériale, représentée à M^e Deschars et par lui à l'instant rendue.

La présente copie collationnée, portée sur le répertoire de M^e Deschars, a été délivrée sur la réquisition de *M. Marie-Louis-Roger, comte de Semallé*, propriétaire, demeurant au château de la Gastine, commune de Louze (Sarthe), résidant à Versailles, au château de l'Hermitage.

DESCHARS.

BIBLIOGRAPHIE

DU DÉPARTEMENT DE L'ORNE

PENDANT L'ANNÉE 1887.

Je me suis proposé de faire entrer dans la présente bibliographie toutes les publications concernant le département de l'Orne qui ont paru pendant l'année 1887; soit que les auteurs de ces publications appartiennent au département par leur naissance ou par un séjour prolongé, soit que les sujets qui y sont traités se rattachent à l'histoire, à la géographie, aux intérêts du département.

Pour dresser cette liste bibliographique, j'ai dû me contenter le plus souvent de renseignements puisés à diverses sources; de là quelques indications un peu incomplètes; de là aussi peut-être quelques lacunes.

Du reste, comme la *Société Historique et Archéologique de l'Orne* tiendra, sans nul doute, à ce que la bibliographie du département se continue les années suivantes, par mes soins ou par ceux de tout autre de ses membres, je prie les personnes, et principalement les auteurs, qui auraient quelques additions ou rectifications à proposer, de vouloir bien les signaler au secrétaire, lequel en pourra tenir compte l'an prochain. Je prie même tous les membres de la Société de m'indiquer à l'avenir les publications relatives au département au fur et à mesure de leur apparition; les petites comme les grandes, et je dirais volontiers, les petites plutôt encore que les grandes, car elles risquent davantage d'échapper à l'attention. Un travail de bibliographie

est presque forcément un travail collectif; j'espère donc qu'on ne trouvera pas mauvais que je fasse appel à toutes les bonnes volontés.

ALMANACH DE L'ORNE pour l'année 1888. In-16, 160 p. Alençon, Renaut-De Broise.

ALMANACH DU COURRIER DE L'OUEST pour l'année 1888. In-32, 110 p. Alençon, Lepage.

ALMANACH DU PETIT BONHOMME MANCEAU pour l'année 1888. In-16, 112 p. Alençon, Lepage.

ANNUAIRE ADMINISTRATIF ET HISTORIQUE du département de l'Orne pour l'année 1887. In-12. 1^{re} partie, 208 p ; 2^e partie (historique), 94 p. Alençon, Guy.

ANNUAIRE du Comice agricole de l'arrondissement d'Alençon en 1887. In-8°, 68 p. Alençon, Renaut-De Broise.

ANNUAIRE du Comice agricole de l'arrondissement de Domfront en 1886. In-12, 174 p. Flers, veuve Follope.

ANNUAIRE de la ville d'Argentan. In-12. Argentan, imprimerie du *Journal d'Argentan*.

APPERT (J.) et G. DE CONTADES. Bibliothèque ornaise. Canton de Domfront ; Essai de bibliographie cantonale ; par M. J. Appert et M. le comte de Contades, membres de la Société historique et archéologique de l'Orne. Petit in-8°, XVI, 162 p. Mamers, Fleury et Dangin. Paris, Champion.

ASSOCIATION amicale des anciens élèves du collège d'Argentan. Broch. in-8°. Imprimerie du *Journal d'Argentan*.

ASSOCIATION amicale des anciens élèves du collège de Domfront. In-12, 1 feuille. Domfront, F. Renault.

ASSOCIATION des Enfants de Marie de la paroisse d'Ecouché. Règlement. In-18, 1/4 de feuille. Séez, Montauzé.

ASTROLOGUE (L') de la Beauce et du Perche pour 1888 (34^e année). In-16, 256 p., avec vignettes. Chartres, lib. Selleret.

BARRET (l'abbé P.) 1^o L'Assistance médicale dans la généralité

d'Alençon. sous le règne de Louis XVI; 2° Articles de Bibliographie.

Bulletin de la Société historique de l'Orne.

BEAUDOUIN (D^r F.). De la diffusion des microbes dans l'eau, dans l'air et dans le sol.

Bulletin de la Société Flammarion.

BERNIER (P. D.). *L. Annæi Senecæ ad Lucilium epistolæ morales. I-XVI.* Edition précédée d'une introduction, accompagnée d'arguments analytiques et de notes grammaticales, historiques et philosophiques. In-18, 115 p.

— *Lettres à Lucilius (les seize premières)*, par Sénèque. Traduction française, par P.-D. Bernier, licencié ès lettres, prêtre de Sainte-Marie de Tinchebray (Orne). In-18, 76 p. Imp. Mame. Lib. Poussielgue.

BERTHOUT (L.). *Les Cloches imprenables, épisode de la Révolution à Saint-Cornier-des-Landes (Orne), 1792-1794*; par M. l'abbé Berthout, curé d'Yvrandes. In-8°, 31 p. Paris, imp. Roussel.

BIGOT (Ch.). *De Paris au Niagara. Journal de voyage d'une délégation*, par Charles Bigot. In-18 Jésus, x-198 p. Paris, Dupret.

— *La Révolution française (1789-1799)*, d'après les témoignages contemporains et les historiens modernes, par Georges Grosjean; préface de M. Charles Bigot, gravures, etc. In-8° xvi-462 p. Paris, Picard et Kaan.

— *Lectures choisies de français moderne*, par Charles Bigot. 1^{re} série. In-12, 255 p. Paris, Hachette.

— *Le Petit Français*, par Charles Bigot, agrégé des lettres, professeur de littérature française à l'école Saint-Cyr. In-18 Jésus, 196 p. Paris, Maurice.

— *Peintres français contemporains*, par Charles Bigot. In-18 Jésus, 331 p. Paris, Hachette.

BISSON (A.). *Ma Gouvernante, comédie en trois actes*, par Alexandre Bisson. In-18 Jésus, 168 p. Paris, Chaix. Lib. Lévy.

BLIN (J.-B.-N). — Ordinal de l'abbaye de Saint-Pierre-sur-Dive, précédé d'une notice historique sur la bienheureuse Lesceline, comtesse d'Exmes, et sur le vénérable Ainard, premier abbé de Saint-Pierre; par l'abbé J.-B.-N. Blin, chanoine honoraire de Séez et curé de Durect. In-8°, 203 p. Lib. cat. de l'Œuvre de Saint-Paul.

— La Vie de Saint-Evrault, en vers français du XII^e siècle. (Bulletin de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, et tirage à part). In-8°, 84 p. Alençon, Renaut-De Broise.

BONNEAU LA VARANNE Etude sur les fusils à répétition et les chargeurs (conférence), par M. Bonneau La Varanne, capitaine adjudant-major, chargé du tir du 3^{me} bataillon du 72^{me} régiment territorial d'infanterie. In-8, 31 p. Alençon, Renaut-De Broise.

BOURDON (P.). Eléments d'algèbre, par M. Bourdon, inspecteur général émérite de l'Université, 16^e édit., revue et annotée par M. E. Prouhet, professeur de mathématiques. In-8°, XIII-655 p. Paris, Gauthier-Villars.

BROC (DE). Au coin du feu, histoires et nouvelles. In-18 jésus, x-227 p. Le Mans, Monnoyer, lib. Palmé.

— La France sous l'ancien régime : le Gouvernement et les Institutions, par le vicomte de Broc. In-8°, 428 p. Paris, Plon, Nourrit et C^{ie}.

BRUNET (V). 1^o La Chaire du Diable à Tinchebray; 2^o le gras et le maigre.

Bulletin de la Société Flammarion.

BRUST (C). Aunou-sur-Orne et Saint-Cénery-près-Sées.

Bulletin de la Société historique... de l'Orne.

BULLETIN de la Société d'horticulture de l'Orne. In-8°, 2 fascicules, 60 et 66 p. Alençon, Renaut-De Broise.

BULLETIN DE L'ŒUVRE EXPIATOIRE établie à la Chapelle-Montligeon, n^o 8, mai 1887. Imp. Montauzé, Séez.

Voir aussi *Semaine catholique de Séez*.

CAISSE de secours pour les prêtres âgés et infirmes du diocèse de Séez. In-8°, 3 feuilles. Séez, Montauzé.

CALENDRIER du diocèse de Séez pour l'année 1888 In-32, 1 feuille Séez, Montauzé.

CHARENCEY (comte DE). 1° Cathecismo en lengua chuchona y castellana por el muy Reverendo Padre fray Bartholomeo Roldan. Publié par M. de Charencey.

Actes de la Société philologique.

2° Confessionnaire en langue chañabal.

Revue de linguistique de M. Vinson.

3° Etymologies françaises; Etymologies basses-navarraises.

Bulletin de la Société de linguistique de Paris.

4° Fragments sur la langue chañabal. Extrait du Muséum de Louvain (Belgique).

CHEVAUX (les) percherons en Amérique. In-18, 16 p. Imp. de Soye.

CHRONIQUE DIOCÉSAIN : 1° M. l'abbé Lemoine, fondateur et supérieur de l'Orphelinat de Perrou, lauréat du 1^{er} prix Montyon; 2° Fête de l'Evêque de Séez; 3° Pèlerinage diocésain à N.-D. des Tourailles; 4° Les Noces d'or, de M. l'abbé Maunoury.

Semaine catholique de Séez.

CONTADES (G. DE). — Portraits et fantaisies, par M. le comte G. de Contades. Pet in-8, iv-215 p. et grav. Paris, Quantin.

— Passais et ses monuments mégalithiques, dessins de J. Tirard. In 8, 26 p. Paris, Champion.

— Les Portraits de la Dame aux Camélias (article publié dans le *Livre*, 10 mai 1887).

— Passais et ses monuments mégalithiques.

Bulletin de la Société Flammarion.

— Voyez APPERT.

COURTILLOLES (DE). Analyse de divers actes du Tabellionag d'Alençon.

Bulletin de la Société historique... de l'Orne.

COURVAL. Histoire sainte par demandes et par réponses, suivie d'un abrégé de la vie de Jésus-Christ, revue et complétée par M. l'abbé Courval, ancien supérieur du Petit Séminaire de Séez, 8^e édition. A. M. D. G. In-16, 143 p. Lib. Poussielgue.

DALLET (A.). Ticheville, son église, ruines de son prieuré.

Bulletin de la Société historique... de l'Orne.

1^o L'Eglise d'Orgères; — 2^o Orderic Vital; — 3^o Cisi Saint-Aubin.

Bull. de la Société Flammarion.

DE L'AUTORITÉ de l'Eglise, des mystères et de la grâce, par un ancien magistrat. La Cussonnière (Raoul Malassis de). In-8^o, 38 p. Imp. Renaut-De Broise; lib. Palmé.

DESHAYES-DUBUISSON (A.). Mina Klarz, par M^{lle} A. Deshayes-Dubuisson. In-f^o à 8 col., 9 p. Le Mans, imp. de l'Union de la Sarthe.

DISTRIBUTION des prix du Lycée d'Alençon en 1887 (Palmarès). In-8^o, 1 feuille. Alençon, F. Guy.

DISTRIBUTION solennelle des prix au Petit Séminaire de Séez en 1887. Palmarès. In-8^o, 1 feuille et demie. Séez, Montauzé.

DU CHATELLIER (A.) et L. DE LA SICOTIÈRE. Un essai de socialisme (1793-94-95), réquisitions, maximum, assignats, par A. du Chatellier, de l'Institut; suivi de : bio-bibliographie de l'auteur, par M. L. de La Sicotière, sénateur de l'Orne. In-8^o, 92 p. Nantes, imp. Forest et Grimaud; lib. Retaux-Bray.

DU HAYS (C.). Récits du coin du feu; Autour du Merlerault, par Charles Du Hays. In-8^o, 136 p. Alençon, Herpin (1886).

— La Culture en famille. In-8^o, 65 p. Herpin.

DUMAINE (L. V.). Tinchebray et sa région au Bocage Normand, par l'abbé L. V. Dumaine, de la Société des Antiquaires de Normandie, t. II. Sergenteries, tabellionages, aveux, glosaires. In-8^o, VII-428 p. et planches. Mamers, Fleury et Danguin. Paris, lib. Champion.

DUVAL (L.). Cahiers de doléances des villes, bourgs et paroisses

du bailliage d'Alençon en 1789, publiés avec tables, introduction, notes explicatives et remarques philosophiques, par Louis Duval, archiviste du département de l'Orne, correspondant du Ministère de l'Instruction publique. In-8°, xvii-435 p. Alençon, Guy.

— La Réforme orthographique. In-8 de 8 p. Alençon, Renaut-De Broise.

— 1° Le Collège de Dromfront; — 2° L'enceinte vitrifiée de La Courbe; — 3° Le jeu de billard; — 4° Une commune (Gâprée) sous la Révolution; — 5° La bibliographie du département de l'Orne.

Bulletin de la Société Flaminienne.

ECOLE TRÉGARO. Circulaire et Bulletin de souscription. In-4°, 3 p. Sées, Montauzé.

Documents et articles sur sa fondation.

Semaine catholique de Sées.

EGLISE de l'Immaculée-Conception de Sées (Orne). 60° bulletin (19 mai 1887); 61° bulletin (5 décembre 1887). In-16. Paris, Goupy et Jourdan.

FERRIÈRE (H. DE LA). Lettres de Catherine de Médicis, publiées par M. le comte Hector de La Ferrière, membre non résident du Comité des travaux historiques et des sociétés savantes, t. III, (1567-1570). In-4° à 2 col. LXVIII-432 p. Imp. Nationale, lib. Hachette.

GASTÉ (Maurice DE), membre du Conseil d'administration de l'Ecole de Dressage de Sées. Du recrutement du cheval de cavalerie. Paris, L. Baudoin.

GERMAIN-LACOUR (G.). Les Clairières, poésies. In-18 jésus, 189 pages. Paris, Lemerre.

GOURDEL (l'abbé). Le salut de la France, ou la dévotion au Sacré-Cœur, d'après les révélations faites par Notre Seigneur Jésus-Christ, à la bienheureuse Marguerite Marie. 2° édit. In-32, 316 p. Laval, Chailland.

GUIBOUT. De la révision du cadastre, par M. Guibout, percepteur en retraite. In-18 jésus, 38 p. Alençon, Renaut-De Broise.

GUILLOUARD (L.). Traité du contrat de louage (liv. III, titre VIII du Code civil), par L. Guillouard, professeur de Code civil à la Faculté de droit de Caen. 2^e édit., 2 vol. in-8. Paris, Pedone-Lauriel.

HAREL (Paul). Aux Champs (vers), par Paul Harel. Petit in-8, 169 p. Alençon, Renaut-De Broise. Paris, Lemerre.

— Sous les Pommiers. In-8°, 200 p. Alençon, Renaut-De Broise.

— Plebs rustica, poésie.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

La Bouyade.

Bulletin de la Société Flammarion.

HOMMEY (l'abbé). Saint-Léonard d'Alençon. In-8°, 24 p. Alençon, Renaut-De Broise.

Extrait du Bulletin de la Soc. hist. et arch. de l'Orne.

— Une Vie de Saint-Evroult, écrite par un témoin oculaire.

— Articles de bibliographie.

Bulletin de la Société historique... de l'Orne.

HOUEL (J.), syndicat des Agriculteurs de l'Orne.

Bulletin de la Société Flammarion.

JOANNE (P.). Itinéraire général de la France, par Paul Joanne. Normandie. In-12 à 2 col., XL-519 p., avec 7 cartes et 18 plans. Paris, Hachette.

LA JONQUIÈRE (marquis DE). Le Cardinal du Bellay.

Bulletin de la Société historique... de l'Orne.

JOUSSET (Dr). Remy Belleau.

Bulletin de la Société historique... de l'Orne.

JUBILÉ sacerdotal de Léon XIII. L'évêque de Séez et les pèlerins français à l'audience pontificale, etc.

Semaine catholique de Séez.

KERVAL (L. DE). Saint Jean de Capistran, son siècle et son influence, par L. de Kerval. In-16, xx-182 p. Lib. Haton.

LA SICOTIÈRE (L. DE). Biographie-bibliographie : III Maufras du Chatellier, par L. de La Sicotière. In-8°, 12 p. Nantes, imp. Forest et Grimaud.

— L'Emigration percheronne au Canada. In-8°, 36 p. Alençon, Renaut-De Broise.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne.

— Rapport fait au Sénat au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi concernant la destruction des insectes, des cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture. In-4°, 50 p. Imprimerie du Sénat.

— Voyez DU CHATELLIER.

LECOEUR (J). Silhouettes rustiques : 1° le Berger ; — 2° la vieille fille au village.

Bull. de la Société Flammarion.

LEJARD (J.). P. Virgilii Maronis opera. Recensuit ac notis illustravit J. Lejard, in minori seminario Sagiensi professor. Altera editio. In-18, xxiv, 168 p. Imp. Mame. Lib. Poussielgue.

— Prosodie latine de Le Chevalier. Revue, corrigée et complétée, par J. Lejard, professeur au Petit-Séminaire de Sées, 6^e édition. In-18, 95 p. Imp. Mame. Lib. Poussielgue.

LETACQ (l'abbé A.) 1° L'Herbier de C.-L. Pichonnier ; — 2° Contribution à la flore phanerogamique du département de l'Orne ; — 3° Notice sur quelques faits de tératologie végétale.

Bull. de la Société Flammarion.

LE VAVASSEUR (G.). 1° Philologie. Nouvelles remarques sur quelques expressions usitées en Normandie et particulièrement dans le département de l'Orne ; — 2° Miettes de l'histoire d'Alençon, poésies ; — 3° Compte rendu des travaux de la Société historique et archéologique de l'Orne ; — 4° Articles de Bibliographie.

Bulletin de la Société hist... de l'Orne.

LORiot (Charles-Florentin). Avant le Châtiment, poésies. In-8°, 3 feuilles Alençon, Lepage.

LOUAIL (J.). Les Chouans de Kerdor. Imp. Renaut-De Broise.

MACKAU (DE). Discours prononcé par M. le baron de Mackau, député de l'Orne, à la séance de la Chambre des députés du 24 janvier 1887, dans la discussion générale du Budget du Ministère de l'Instruction publique. In-f° à 2 col., 4 p. Paris, imp. Lefèvre.

MALLET (J.). Cours élémentaire d'archéologie religieuse, par M. l'abbé J. Mallet, professeur au Petit-Séminaire de Séez. T. I^{er}, Architecture, 4^e édition, revue et augmentée, in-8°, 345 p. avec figures. Imp. Mame; lib. Poussielgue. T. II, Mobilier, 2^e édit., revue et augmentée, 347 p.

MARAIS (l'abbé H.), chanoine de Séez. Notice sur les Etats gaulois et leurs chef-lieux compris dans le territoire de la seconde Lyonnaise ou ancienne province de Normandie. In-8°, 14 p. Alençon, imp. Lepage.

MARTIN (Th.-H.). Mémoires sur Socrate, par Xenophon, livre I^{er}. Texte grec, nouvelle édition, avec un argument général, des sommaires et des notes en français, par M. Th.-H. Martin, professeur de littérature ancienne à la Faculté des lettres de Rennes. In-12, 62 p. Lib. Delagrave.

Idem, livre II.

MAUNOURY (A.-F.). Dictionnaire des racines grecques et de leurs principaux dérivés, servant de lexique à l'Anthologie, par A.-F. Maunoury, professeur, 15^e édition. In-18 jésus à 2 col., 107 p. Imp. Levé; lib. Poussielgue.

Éléments de la grammaire latine, d'après Lhomond, par A.-F. Maunoury. 5^e édition. Imp. Levé; lib. Poussielgue.

Epitome de Cæsaribus, par A.-F. Maunoury, professeur. 5^e édit. In-8, 144 p. Lib. Poussielgue.

Évangile selon saint Luc. Edition revue et annotée, par A.-F. Maunoury, Texte grec, avec notes et dictionnaire, 4^e édition. In-12, 175 p. Imp. Levé; lib. Poussielgue.

Grammaire de la langue grecque, par A.-F. Maunoury, professeur au Petit-Séminaire de Séez, 24^e édition. Imp. Charaire; lib. Delagrave.

Petite Anthologie ou Recueil de fables, descriptions, épigrammes, pensées, contenant les racines de la langue grecque, par A.-F. Maunoury, professeur, 26^e édition, revue et corrigée. In-12, viii-128 p. Imp. Levé; lib. Poussielgue.

Préceptes de rhétorique, tirés des meilleurs auteurs, par l'abbé Girard. Ouvrage refondu et complété, par A.-F. Maunoury, professeur au Petit-Séminaire de Séez, 6^e édition. Imp. Levé; lib. Poussielgue.

Soirées d'automne, ou la Religion prouvée aux gens du monde, suivies de Albert, ou Preuves de l'existence de Dieu, par A.-F. Maunoury, professeur au Petit-Séminaire de Séez, 3^e édition, revue et corrigée par l'auteur. In-18 Jésus, viii-361 p. Imp. Mame; lib. Poussielgue.

Thèmes gradués sur la Grammaire grecque, avec dictionnaire, par A.-F. Maunoury, professeur, 26^e édition, revue, corrigée et augmentée par l'auteur. In-12, vi-244 p. Imp. Levé; lib. Poussielgue et Delagrave.

Vie de saint Antoine par saint Athanase. Edition annotée, par F. Maunoury. In-12, 88 p. Lib. Delagrave.

Chresomathie, ou Recueil de morceaux gradués tirés des auteurs grecs, à l'usage des commençants, avec dictionnaire, par A.-F. Maunoury, professeur, 11^e édition. In-12, 112 p. Imp. Levé; lib. Poussielgue.

MESSAGER (le) de la Beauce et du Perche, almanach comique, moral et illustré de l'Orne, pour l'année 1888 (37^e année). Textes et dessins inédits. In-16, 180 p. Mortagne, lib. Pichard-Hayes.

MONUMENTS historiques (liste des) du département de l'Orne.
Bulletin de la Société historique... de l'Orne.

NÉCROLOGIE : 1^o L'abbé Guillou, coopérateur de la fondation de Sainte-Marie de Tinchebray; — 2^o Ferdinand-Claude Gailard, peintre graveur; — 3^o L'abbé Lainé; — 4^o L'abbé Geslain, vicaire de Saint-Augustin à Paris; — 5^o L'abbé Louvel, chanoine de Séez; — 6^o M. Ruprich-Robert, architecte; — 7^o M^{me} Le Vasseur; — 8^o Le général de Sonis.

Semaine catholique de Séez.

NOTICE sur les travaux de la Commission scientifique de l'Orne. In-8°, 3 feuilles un quart. Alençon, Renaut-De Broise.

NOTRE-DAME-DES-CHAMPS, 1 feuille volante. In-8°. Montauzé, Séez.

NUGUE (L.). Le Divorce, ou Traité de l'indissolubilité du mariage, par l'abbé Léon Nugue, prêtre du diocèse de Séez. In-12, 36 p. Le Mans, Monnoyer. Neauphe-sur-Dive, par Trun (Orne). Argentan, lib. Lefoyer.

Ordo divini officii recitandi sacrique peragendi ad usum diœcesis Sagiensis pro anno 1887. In-16, 175 p. Séez, Montauzé.

PÈLERINAGE diocésain de l'œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers. In-12, un quart de feuille. Séez, Montauzé.

PROGRAMME des questions à traiter dans les conférences ecclésiastiques de 1887. In-8°, une demi-feuille. Séez, Montauzé.

RAPPORT sur les Conférences ecclésiastiques de l'année 1886 du diocèse de Séez. In-8°, 60 p. Séez, Montauzé.

RENAULT DU MOTÉY (Henri). Des droits de la femme mariée sous le régime de la communauté, etc. Composition de droit civil. In-4°, une demi-feuille. Alençon, Renaut-De Broise.

1° Les derniers Mezeray ; — 2° La Dame Blanche de Dieuze. Bulletin de la Société historique... de l'Orne.

ROMBAULT (abbé J.). François Pouqueville, membre de l'Institut. In-8°, 19 p. Alençon, Renaut-De Broise.

Extrait du Bulletin de la Société hist. et archéol. de l'Orne.

— René Louvel, chanoine, doyen du chapitre de Séez. Bulletin de la Société historique de l'Orne.

SAUVAGE (H.). Jacques-Nicolas de la Roque, de Cahan. Bull. de la Société Flammarion.

SEMALLÉ (M. L.-R. DE). Souvenirs littéraires d'un gentilhomme campagnard (comte Marie-Louis-Roger de Semallé). In-4°, 275 p. Mamers, Fleury et Dangin.

SOCIÉTÉ de Secours mutuels de la ville d'Alençon. Compte rendu. In-8°, 24 p. Alençon, Lepage.

SOCIÉTÉ de Secours mutuels des instituteurs et institutrices du département de l'Orne, statuts. In-8°, 1 feuille. Alençon, Guy.

SOCIÉTÉ philologique. Actes de la Société. In-8°, Alençon, Renaut-De Broise. (Articles de MM. le comte de Charencey et Duval).

— Bulletin des séances. In-8°, 286 p. Au siège de la Société, à Paris, quai d'Orléans, 6. (Procès-verbaux, comptes rendus et rapports, par M. le comte de Charencey).

STATUTS de la Société des médecins de l'Orne. In 8°, 1 feuille et demie. Alençon, Renaut-De Broise.

STUD-BOOK percheron de France, publié par la Société hippique percheronne, t. III. In-8, XLII-589 p. avec portraits. Nogent-le-Rotrou, imp. Lecomte.

TOUROUDE (A.). Lettres adressées au R. P. Hahn, S.-J., à l'occasion de son mémoire intitulé : les Phénomènes hystériques et les Révélation de sainte Thérèse, par l'abbé A. Tourode, prêtre agrégé à la Congrégation des Saints-Cœurs, dite de Piepus. In-8, VIII-115 p. Alençon, Renaut-De Broise.

TRÉGARO (F.-M., év. de Séez). Lettre pastorale et mandement pour le carême. In-4°, 1 feuille. Séez, Montauzé (7 février), et *Semaine catholique de Séez*.

— Lettre pastorale. In-4, 1 feuille. Séez, Montauzé (1^{er} avril), et *Semaine catholique de Séez*.

— Lettre de l'évêque de Séez au journal *le XIX^e Siècle*.
Semaine catholique de Séez.

TURCAN (abbé, supérieur du Grand-Séminaire). Notice sur la vie du P. Astier. In-8°, 1 feuille et demie. Séez, Montauzé.

UN BEAU JOUR à la Chapelle-près-Séez. In-18, une demi-feuille. Séez, Montauzé.

UNE TEMPÊTE sous un clocher, comédie en quatre actes et en prose. In-16, 32 p. Argentan, imp. Cagnant.

VAUDICHON (G. DE). Jugement de la haute justice de la Carneille. Bulletin de la Soc. historique... de l'Orne.

VEUCLIN (E. V.). Le Journal d'un paysan, François Hue, du Sap (1790-1823), par E.-V. Veulin, In-8, VIII-56 p. Bernay, imp. Veulin.

VIENNE (R.). La vérité sur la Dame aux Camélias (Marie Duplessis), par Romain Vienne. In-18 Jésus, IV-332 p. avec frontispice. Paris, Ollendorff.

VIMONT E.). 1° La Révolution dans l'Orne; — 2° Commanderie et Eglise de Villedieu-lès-Bailleul; — 3° Le Château de la Forêt-Auvray; — 4° Saint-Sulpice-sur-Rille; — 5° Légendes rustiques.

Bulletin de la Société Flammarion.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

AVENIR (l') de l'Orne et de la Mayenne, in-folio, tri-hebdomadaire, mardi, jeudi, samedi. Alençon, Guy.

BIEN PUBLIC (le), petit in-folio, paraissant le dimanche. Bel-lème, Ginoux.

BONHOMME MAYENNAIS (le). Petit in-folio, hebdomadaire, paraissant le jeudi. La Ferté-Macé, Noël-Guerrée.

BONHOMME PERCHERON (le), petit in-folio, hebdomadaire, paraissant le dimanche. Mortagne, Daupeley.

BULLETIN de la Société historique et archéologique de l'Orne. In-8°, VIII-484 p. Paraît quatre fois par an, par livraisons de 5 à 8 feuilles. Alençon, Renaut-De Broise.

BULLETIN mensuel de la Société scientifique Flammarion. In-8°, 480 p. Argentan, imprimerie du *Journal de l'Orne*. Paraît le 15 de chaque mois par livraisons de 2 à 3 feuilles.

Nombreux articles signés (voir aux noms des auteurs). Plus des articles sur l'Astronomie, la Météorologie, les Sociétés et les Congrès pomologiques, des Chroniques scientifiques et historiques, des notes de bibliographie, etc.

COURRIER (le) d'Argentan, Vimoutiers et Trun. Grand in-folio, hebdomadaire. Flers, veuve Follope. Reproduction avec variantes locales du *Journal de Flers*).

COURRIER (le) de Flers. Grand in-folio, paraissant le dimanche. Flers, Levesque.

COURRIER (le) de l'Orne. Petit in-folio, paraissant le dimanche. Laigle, Boulière.

COURRIER (le) de l'Ouest. bi-hebdomadaire, jeudi et dimanche. Alençon, Lepage.

ÉCHO (l') de Briouze et de Putanges, in-fol., hebd. La Ferté-Macé, veuve Bouquerel.

ÉCHO (l') de la Ferté-Macé, in-folio, hebdomadaire. La Ferté-Macé, veuve Bouquerel.

ÉCHO (l') de l'Orne, non politique, in-folio, paraissant tous les jeudis. Mortagne, Daupeley.

ÉCHO (l') NORMAND, journal de Tinchebray, in-folio, paraissant le dimanche. Flers, Levesque.

ÉCHOS (les) de l'Ouest, hebdomadaire. Argentan, imprimerie du *Progrès*.

FOYER (le) RÉPUBLICAIN, in-folio, hebdomadaire, paraissant le samedi. Alençon, Lepage.

GLANEUR (le) de l'Orne, in-folio, bi-hebdomadaire, jeudi et dimanche. Laigle, Guy.

INDÉPENDANT (l') de Flers et de Tinchebray, in-folio, hebdomadaire. Argentan, imprimerie du *Progrès*. (Reproduction avec variantes des *Echos de l'Ouest*).

JOURNAL (le) d'Alençon et du département de l'Orne, in-folio trois fois par semaine, mardi, jeudi, samedi. Alençon, Renault.

JOURNAL (le) d'Argentan, in-folio, paraissant le samedi. Argentan, Cagnant.

JOURNAL (le) de Briouze, Putanges, Ecouché, grand in-folio, hebdomadaire. Flers, veuve Follope. (Reproduction avec variantes locales du *Journal de Flers*).

JOURNAL (le) de Domfront. In-folio, paraissant le samedi. Domfront, F. Renault.

JOURNAL (le) de Flers. Grand in-folio, paraissant le mercredi. Flers, veuve Follope.

(Journal servant de type à plusieurs autres journaux du département).

JOURNAL (le) de la Ferté-Macé. Petit in-folio, paraissant le dimanche. La Ferté-Macé, Noël Guerrée.

JOURNAL (le) de l'Orne, non politique. Petit in-folio, paraissant le jeudi. Argentan, Société anonyme.

JOURNAL (le) de Sées, organe républicain libéral du canton de Sées et du département de l'Orne, paraissant le dimanche. 1^{re} année, n° 1, 4 septembre 1887, ne paraissant plus depuis fin décembre. Petit in-folio. La Ferté-Macé, imp. Guerrée.

JOURNAL (le) du Merlerault, Exmes, Mortrée. Grand in-folio, hebdomadaire. Flers, veuve Follope. (Reproduction avec variantes locales du *Journal de Flers*).

JOURNAL (le) du Sap, la Ferté-Fresnel, Gacé. Grand in-folio, hebdomadaire. Flers, veuve Follope. (Reproduction avec variantes locales du *Journal de Flers*)

NOUVELLISTE (le) de l'Orne, paraissant le dimanche. Grand in-folio. Laigle, Victor Nicolas.

PATRIOTE (le) NORMAND, paraissant le dimanche. Grand in-f°. Flers, veuve Follope. (Reproduction avec variantes locales du *Journal de Flers*).

PERCHE (le), paraissant le samedi. Petit in-folio. Mortagne, Bravy-Bigot.

PETIT (le) NORMAND, in-folio, hebdomadaire, paraissant le samedi. Alençon, Renaut-De Broise.

PUBLICATEUR (le) de l'Orne, paraissant le samedi. In-folio. Domfront, Gaigé.

SEMAINE (la) CATHOLIQUE du diocèse de Sées. In-8°, 16 p., hebdomadaire, paraissant le jeudi.

TÉMOIN (le) de la Vérité, paraissant le 1^{er} et le 16 de chaque mois, 8 p. in-4°. Alençon. Lepage.

VIMOUTIERS-JOURNAL, hebdomaire, in-folio, Argentan, imprimerie du *Progrès*. (Reproduction avec variantes des *Echos de l'Ouest*).

AVERNES-SAINT-GOURGON ⁽¹⁾

SON ÉGLISE, SON CHATEAU ET SES SEIGNEURS

I

Avernes-Saint-Gourgon s'est accru, le 12 septembre 1821, par la réunion de Saint-Cyr-d'Estrancour à son territoire (1). Avant 1789, Avernes-Saint-Gourgon était une paroisse de la généralité d'Alençon et de l'élection de Lisieux. Cette commune, en prenant le clocher pour point de centre, est située à 12 kilomètres Est de Vimoutiers. Sa plus grande longueur de l'Est à l'Ouest, de la Vallée-Ménil, à la rivière la Touque, est de 7 kilomètres 300 mètres. Sa plus grande largeur du hameau des Grandes-Bruyères à celui des Genettes, est de 3 kilomètres; mais au point de jonction avec l'ancienne commune de Saint-Cyr, cette largeur n'atteint pas 1 kilomètre.

La superficie de la commune est de 1.213 hectares, divisés ainsi qu'il suit : Terres labourables, 358 hectares; près, 19 hectares; pâtures, 371 hectares; bruyères, 40 hectares; taillis et futaies, 378 hectares; routes et chemins, 20 hectares; jardins, avenues, mares et pépinières environ 10 hectares. Le surplus est occupé par l'emplacement des bâtiments, cimetières et autres.

Comme dans toutes les communes environnantes, la population a beaucoup diminué à Avernes. Ainsi on y comptait 202 habitants en 1810; puis 110 à Saint-Cyr, ce qui fait un total de 312 habitants. Le recensement de 1886 n'en trouve plus que 172. C'est donc une diminution de 140 en 76 ans, ou 44, 87 %. En

divisant la superficie par la population, nous obtiendrons la densité de cette dernière, soit 7 hectares 5 ares par habitant, ou 14, 17 habitants par kilomètre carré ou 100 hectares. Nous croyons pouvoir dire avec assurance, qu'il n'y a pas dans toute l'étendue du département de l'Orne, une commune aussi peu peuplée à proportion de sa grandeur.

Nous avons dit plus haut que St-Cyr-d'Estrancour a été réuni à Avernès. Comme aspect le territoire de ces deux localités n'a aucune analogie ; Saint-Cyr est une plaine dont les collines élevées de 233 mètres au dessus du niveau de la mer, vont en s'abaissant à l'Est et à l'Ouest ; Avernès possède une plaine unie dans sa partie orientale, mais toutefois de peu d'étendue ; partout ailleurs, le sol très-inégal, paraît avoir été bouleversé. Ses deux petites rivières qui prennent leur source : l'une, la principale, au hameau du Bourgel ; l'autre sous la ferme de la Ménardière, coulent dans des vallées profondes, couvertes d'excellents pâturages, qu'encadrent des hauteurs boisées.

La partie centrale de la commune est occupée par des bois et des futaies ; puis surtout par de magnifiques herbages de 30 à 50 hectares, où sont engraisés une grande quantité de bœufs ; cette contrée est peu habitée, les maisons y sont rares. On voit çà et là dans ces vastes solitudes, à une grande distance l'une de l'autre, la chétive chaumière du gardien des bestiaux, toujours isolée, souvent bâtie sur la pente d'un côteau, où pas un arbre, pas seulement un pommier pour l'abriter de son ombre, ou le soustraire à la violence des vents.

Mais c'est surtout en hiver qu'il y a peu d'animation dans ces lieux. Le silence n'y est guère interrompu que par les cris des nombreux corbeaux qui ont élu domicile dans les grands arbres des futaies, ou par le craquement d'un arbre qui s'affaisse sous la cognée du bûcheron ; puis parfois ce sont les cris et les juréments d'un charretier dont la voiture est embourbée dans les profondes ornières de la forêt ; quelquefois aussi, c'est une chasse où l'on entend l'abolement des chiens qui sont à la poursuite du gibier ; après quelques coups de fusil, le silence règne seul comme auparavant.

II

Quand, à la fin du dernier siècle, le marquis d'Avernes, fit construire le château actuel dans un lieu nommé les Plants-du-Bocage, son habitation située dans la vallée au-dessous de la ferme de la Suronnière, était un de ces vieux manoirs normands, construits en bois avec encorbellement à chaque étage. L'église, le presbytère et le moulin à blé se trouvaient aussi dans la même vallée ; mais un peu plus à l'Est. De tout cela il ne reste que le presbytère ; château et église ont eu le même sort ; de celui-là il ne reste pas pierre sur pierre ; de celle-ci le chevet est seul resté ; mais les pierres, en se détachant, tombent une à une sur le sol. C'est à la fois triste et saisissant, de voir ce grand mur blanc se dresser parmi les plantes ligneuses, au pied d'une côte à pic, toute couverte de bois, dans un petit enclos, envahi par les buissons et les halliers qui cachent les aspérités des tombeaux. Seule une grande croix de bois, indique au rare voyageur qui parcourt ces tristes lieux, qu'il fut le lieu de sépulture des habitants d'Avernes. Tant qu'au moulin, il fut détruit en 1868, pour établir une écoucherie de lin, qui n'a pas réussi.

L'église actuelle s'élève sur le sommet du versant droit de la vallée du Bourgel, au centre d'un petit enclos entouré de haies d'aubépine qui, depuis 1858, sert de cimetière. De toutes parts elle est avoisinée de hautes futaies, et c'est à toute peine, quoique son clocher soit très-élevé, si l'on en aperçoit la pointe au-dessus de la cime des grands arbres. Cette église, construite en 1813, est due à la munificence du dernier marquis d'Avernes. Malheureusement elle a tous les caractères du mauvais goût de l'époque. Bâtie uniquement en briques, déjà de profondes lézardes sillonnent ses murs en différents endroits. Le chœur, comme la nef, sont ajourés par des fenêtres cintrées, closes en verre blanc ; mais ornées à leur partie centrale d'étoiles dont les raies de diverses couleurs, renferment un B majuscule pour chiffre. L'intérieur est des plus modestes ; un aigle aux ailes moitié déployées sert de lutrin, tandis qu'une énorme fleur de lys couronne la chaire à prêcher.

De tout le mobilier de la vieille église, il n'y a qu'un seul objet

dans celle-ci, c'est une cloche, dont nous croyons devoir donner l'inscription.

IAIY ETE NOMMEE PAR MESSIRE CHARLES ANTHOINE DE
BERNART CHEVALIER. S. G. R. MARQUIS D'AVERNES OFFI
CIER AV REGIMENT DV ROY BENITE PAR MESSIRES
IEAN LANDRY FRANCOIS DECHAVFFOVR CVRES DE CE
LIEV 1754

Dans une chapelle faisant face à la sacristie, repose le corps du marquis d'Avernes, ainsi que celui de sa seconde épouse ; mais nous n'avons jamais eu l'occasion de copier les inscriptions qui sont gravées sur leurs tombeaux. Dans le cimetière, il y a plusieurs tombes modernes dont les inscriptions ne sont pas sans intérêt. La première, par ordre de date, est celle du curé Moulin, qui, le premier, fut inhumé dans ce champ de repos.

Ici
Repose le corps de
Mr François Rémi Moulin
Curé d'Avernes St-Gourgon
Pendant 49 ans
Décédé en cette commune
Le 19 février 1858
Agé de 90 ans

Deux autres sont à la famille Laffon de Ladebat :

Ici repose
Louis Henry Auguste
Laffon de Ladebat
Né à Ste-Anne
(Ile de la Jamaïque)
Le 21 novembre 1814
Décédé au château d'Avernes,
Le 24 juillet 1861
Priez Dieu pour lui.

Ici repose
Julie Adélaïde
De Montagnac d'Estamzannes
Née aux Gonaïdes
Ile de Saint-Domingue
Le 15 février 1782 décédée
Au château d'Avernes
Le 15 février 1866
Veuve de Philippe Auguste
Laffon de Ladebat
Colonel, chevalier de St-Louis
Et de la Légion d'honneur.

Tant à la quatrième, elle appartient à la famille de Vauquelin :

Ici repoee
Alphonse Eustache
Baron de Vauquelin
Né à Ailly le 3 juillet 1809
Décédé à Aavernes
Le 8 mai 1880

Il a répandu avec libéralité ses bienfaits
Dans le sein des pauvres.

P. III, v. IX.

Sa mémoire sera en bénédiction.

ECCESIASTE, 45, VI.

Priez Dieu pour lui.

Pour moi qui écris ces lignes, je laisse dans cette modeste nécropole vingt années de mon passé et l'espérance de mon avenir.

Avant la constitution civile du clergé, la paroisse d'Aavernes-Saint-Gourgon faisait partie du diocèse de Lisieux, archidiaconé de Gacé, doyenné de Vimoutiers (3). La cure était divisée en trois portions. La première portion taxée à xxx livres de décimes, était au xvi^e siècle à la présentation du roi ; puis, au xviii^e siècle, à la présentation de l'abbé de Saint-Wandrille. La seconde portion, taxée aussi à xxx livres, était comme la première, à la présentation du roi au xvi^e siècle ; mais aussi à la présentation de l'abbé de Saint-Wandrille au xviii^e siècle (4). Le revenu de ces deux portions ne s'élevait qu'à la somme de 600 livres en 1760 (5). Le patronage de la troisième portion fut donné à Saint-Wandrille, en 1214, par Hugue de Mandeguerre. Pour cette portion nous ne trouvons pas de taxe de décimes dans les pouillés (6). Le bénéfice n'était évalué qu'à la faible somme de 264 livres (7).

Voici la liste des curés, telle que nous avons pu la recueillir dans les archives municipales.

PREMIÈRE PORTION

- 1649-1667. — Morin (Jacques)
- 1667-1692. — Jarry (Jacques).
- 1703-1719. — Dessallois (Robert).
- 1725-..... — Baudry (François).
- 1781-1792. — Cally (Nicolas).

DEUXIÈME PORTION

- 1640-1648. — Aillot (Guillaume).
 1696-1722. — Lamperière.
 1723-1745. — Landry.
 1779-1791. — Duval.

TROISIÈME PORTION

- 1647-1650. — Filleul (Michel), écuyer.
 1694-1694. — Lefébure (Marin-François).
 1696-1735. — Doisnel (Antoine).
 1737-1779. — Dechauffour (François).
 1781-1782. — Beuzelin.
 1785-1791. — Réveillé.

DEPUIS LE CONCORDAT DE 1802

- 1809-1858. — Moulin (François-Rémi).
 1858-1885. — Dupont (Jean-Baptiste).
 1885-.... — Yver.

L'église d'Avernes est dédiée à la sainte Vierge et à saint Gourgon; ce dernier est le but d'un pèlerinage assez suivi au sujet des douleurs rhumastismales. La fête qui se célèbre le dimanche après le 8 septembre attire un grand nombre de promeneurs, surtout depuis quelques années, qu'on y a établi des courses de chevaux.

III

Le château d'Avernes a été construit dans les dernières années du règne de Louis XV, sur les plans de M. Henry, architecte à Paris, du temps et par les ordres de Charles-Antoine de Bernart, marquis d'Avernes. Il s'élève dans un parc immense, au milieu de futaies séculaires. Il est gravement assis à l'extrémité méridionale du vaste plateau qui s'étend entre les vallées de la Touque et de l'Orbec, sur une éminence d'où il domine majestueusement la contrée environnante. A peu de distance au midi, la rivière décrit ses méandres dans une profonde vallée, couverte de prairies.

Ce château, aux vastes proportions, présente une masse rectan-

gulaire, où la brique a été uniquement employée pour les angles, les pilastres, les chainages et les encadrements des portes et fenêtres; les panneaux intermédiaires ont été blanchis au sable et à la chaux. La longueur de l'édifice est de 43 m. 50; sa largeur, y compris les ailes, est d'environ 20 mètres. Son élévation se compose d'un sous-sol, d'un rez-de-chaussée, d'un premier et d'un second étage; puis de mansardes sous les toitures. Les façades des flancs, qui regardent le nord et le midi, sont percées de onze ouvertures à chaque étage. Les façades de côté en ont cinq seulement.

Le centre de la façade méridionale forme une avancée demi-circulaire d'un assez grand rayon, dont le sommet est une plate-forme revêtue de plomb, d'une élévation d'environ 25 mètres, d'où l'on découvre une étendue immense; à l'ouest, la vue est limitée par la futaie voisine; mais à l'est on aperçoit, à une grande distance, les campagnes du pays d'Ouche et du Lieuvin; au midi, ce sont les hauteurs boisées des cantons d'Exmes et de Gacé qui ferment l'horizon à la vue du spectateur. Au nord, des ailes en retour font une saillie d'environ six mètres. Le rez-de-chaussée, de ce côté, est pour ainsi dire caché sous terre; car un perron monumental, précédé d'une énorme terrasse, donnent accès au premier. Puis de ce perron deux escaliers descendent au rez-de-chaussée, sous une voûte grossièrement pavée. Sur le fronton on remarque deux écus accolés, dont le champ ne paraît avoir reçu aucun genre de décoration. Ils sont surmontés d'une couronne de marquis et sont supportés par des drapeaux et divers instruments de musique. Les toitures ne se terminent pas en pointe, comme cela a lieu ordinairement, c'est-à-dire qu'elles sont tronquées et se terminent pour ainsi dire en plate-forme, avec revêtement de zinc et de plomb.

En pénétrant à l'intérieur, on est surtout frappé par la hauteur des appartements. Le rez-de-chaussée est occupé par la cuisine, l'office, des caves et des magasins de toutes sortes. Au premier se trouve le salon, la salle à manger, le billard, la chapelle, les chambres des maîtres, etc. Au second sont de nombreuses chambres d'amis.

Le château d'Avernes est grand, mais il n'est ni monumental ni élégant; sa splendeur consiste surtout dans son accompagnement. Une avenue de 1,500 mètres de longueur sur 18 mètres de

largeur (14 mètres entre les arbres), passe entre la façade septentrionale du château et un vaste plateau couvert de chênes et de hêtres séculaires. Ces beaux arbres, alignés géométriquement en quinconce, forment quatre-vingt-deux rangées, distancées de six mètres les unes des autres. A leur centre on a ménagé une pelouse large de 132 mètres, longue de plus de 200 mètres, pour donner une vue au nord du côté d'Orbec. Il y a une vingtaine d'années, une belle avenue de hêtres s'étendait dans cette direction, sur une longueur d'environ 800 mètres; mais elle a disparu.

Quelques-uns trouveront peut-être ces plantations monotones; mais aucuns ne pourront s'empêcher d'admirer leur ensemble et surtout la pureté de leurs lignes. En parlant du quinconce d'Avernes, nous devons dire que cette pièce est d'un effet princier, et très probablement unique en Normandie. A l'est et à l'ouest, de magnifiques futaies occupent les côteaux voisins, sur une longueur ds plus de deux kilomètres.

Mais c'est à une certaine distance, soit de l'église du Boscrenoul et surtout de la route du Sap à Ticheville, entre le parc Saint-Laurent et les Trous de la Cordaye, que l'on embrasse Avernes dans son ensemble et qu'il apparait dans toute sa majesté. Le vaste château, encadré de toutes parts, excepté au midi, par de hautes futaies, semble comme perdu au milieu des bois.

IV

A la fin de 1818, époque de la mort du dernier marquis, Avernes était sans contredit une des plus belles et une des plus vastes propriétés de toute la Normandie. Elle se composait : 1° de mazures, pâtures, herbages, prés, champs, taillis, futaies et bruyères, le tout situé sur la commune d'Avernes-Saint-Gourgon, d'une contenance totale d'environ 900 hectares; 2° d'environ 100 hectares de taillis, situés sur la commune du Boscrenoul; 3° du manoir de Saint-Cyr-d'Estrancour et des terres en dépendant, le tout d'une contenance de 100 hectares; 4° du domaine de Familly, d'une contenance de 220 hectares, consistant en château, pâtures, champs, taillis et futaies; 5° de la ferme de la Grande-Noë, située à la Halboudière, d'une contenance de 40 hectares; puis de parcelles en pâtures et taillis situés sur les

communes de Pont-Chardon et de Canapville, d'une contenance d'environ 40 hectares; soit un total général de 1,400 hectares, situés dans un rayon de moins de cinq kilomètres du château d'Avernes. En estimant cette vaste propriété à 80,000 francs de revenu, nous ne croyons pas exagérer.

Après la mort de Charles-Antoine de Bernart, dernier marquis d'Avernes, qui arriva le 10 décembre 1818, ce domaine fut divisé ainsi qu'il suit : M. le baron Louis-Eustache de Vauquelin des Chesnes eut le château et tout ce qui était situé sur les communes d'Avernes, du Boscarenoult, de Pont-Chardon et de Canapville, en un mot la propriété d'Avernes proprement dite. La famille de Pardieu eut pour son lot les propriétés de Saint-Cyr-d'Estrancour et de Familly. Quelque temps avant sa mort, le marquis avait donné sa ferme de la Grande-Noë à un M. Laurent Guerrand, son valet de chambre.

Le baron de Vauquelin posséda Avernes jusqu'en 1859, époque de sa mort, après quoi il fut séparé, par lots inégaux, entre ses quatre enfants : 1° De Vauquelin, Charles-Louis; 2° De Vauquelin, Charlotte-Louise, comtesse de Miéville; 3° De Vauquelin, Henriette-Louise, comtesse de Vigneral; 4° De Vauquelin, Eustache-Alphonse. Ce dernier eut le château et environ le tiers de la propriété. Etant décédé à Avernes, le 8 mai 1880, il a laissé pour unique héritier Emmanuel Guillaume de Vauquelin, son fils, qui possède actuellement le château d'Avernes et les terres qui en dépendent.

V

Suivant aveu rendu par le comte de Montgomery, la seigneurie d'Avernes relevait du dit comté de Montgomery, il est dit : les représentants de Guillaume de Franqueville tiennent nuement du dit comté, le fief d'Avernes dit de Mandeguerre, contenant demi-fief de Chevalier, assis en la paroisse de Notre-Dame-d'Entremont (Notre-Dame-d'Avernes), à cause de laquelle terre de Franqueville, sous la baronnie du dit seigneur de Montgomery, est sujet à faire la conduite de tous les nobles, noblement tenant, du dit comté de Montgomery, toutefois que par cry général ils sont mandés pour servir le roy nostre sire, à tels droits que ce appartiennent (8).

Sous nos ducs de Normandie, la terre d'Avernes paraît avoir appartenu aux seigneurs de Pont-Chardon, ou tout du moins en partie, car nous voyons qu'en 1216 Philippe-Auguste donna à Ancouf, châtelain d'Exmes, la terre que Guillaume de Pont-Chardon possédait à Orville, Avernes et Saint-Germain-la-Campagne (9).

En 1490, Geoffroy Deshayes, fils de Jacques Deshayes et de Catherine-Marguerite Deshayes, épousa Perrine de Chesne-Varin, dame de la Chapelle-Yvon, Avernes, la Saussaye, etc. De ce mariage naquirent plusieurs enfants, dont un, Pierre Deshayes, était seigneur de la Chapelle-Yvon en 1562 (10).

Au milieu du xvi^e siècle, il est bien probable que la seigneurie d'Avernes était divisée en plusieurs portions, car nous voyons que Catherine Georges, fille de Henry, seigneur d'Avernes et des Magnans (11), et de Marie Coulomb, épousa, le 29 décembre 1539, François Mallard, seigneur de Fontaine-Riants, la Bussière, la Motte, chevalier de l'ordre du Roy. Il assistait aux batailles de Jarnac, Moncontour et Saint-Denis, occupa la place de gentilhomme d'honneur de la reine Louise de Lorraine; il mourut en 1599 (12).

En 1540, quand les élus de Lisieux firent la recherche des nobles de leur élection, ils trouvèrent à Avernes Guillaume de Franqueville, sieur du lieu, et messire Guillaume de Franqueville, son frère, qui baillèrent une généalogie, commençant à messire Raoul de Franqueville, chevalier, sieur de Conillarville-sur-Briosne, dont étaient descendus Jean et Jacques de Franqueville, comme il a été montré par les lots faits entre eux le 19 avril 1404. Mais parce que leur descende n'était pas suffisamment fournie, le procureur du Roy a requis qu'ils soient contraints de la vérifier, et qu'à leur refus de le faire, ils soient assis (13).

En 1562, nous trouvons maistre Robert Denys, écuyer, seigneur d'Avernes, taxé à xx livres pour l'arrière-ban (14).

Dans le cours de l'année 1563, Jacques de Bernart épousa Marguerite de Franqueville, fille de Guillaume, écuyer, seigneur d'Avernes, et de Marie Savouray. Marguerite de Franqueville hérita, en 1580, de la terre d'Avernes, par la mort de Guillaume de Franqueville, son frère (15). Cinq ans plus tard, le 14 mai 1585, ce même Jacques de Bernart, acheta de Philippe de Rupierre une autre portion de la seigneurie d'Avernes (16), que cette

famille possédait, dès l'année 1515, en la personne de Marguerin de Rupierre, sieur de Canapville, le Hamel, Avernès, Survie et Ménil-Hubert (17).

VI

Comme la famille de Bernart a possédé Avernès pendant de nombreuses années, nous croyons devoir en donner la filiation et nous pensons que nos honorables confrères nous en sauront gré, car un grand nombre d'entre eux ne possèdent pas le dictionnaire de la noblesse de la Chesnaye des Bois.

Bernart d'Avernès, qui portait pour armes : d'argent, au chevron de sable, accompagné de trois trèfles de sinople, deux et un, est une ancienne famille de Normandie, qui a fourni treize chevaliers de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Elle possédait dans les ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles les seigneuries de Giverville et Bougy, près Caen, et l'on voit par des aveux que Alain Bernart, écuyer, était seigneur de Bougy, et que Robin Bernart, son fils, et Jean, son petit fils, les ont aussi possédées.

Jean de Bernart, premier du nom, écuyer, sieur de Bougy, fut père d'Olivier, qui eut en partage la seigneurie de Bougy et de Jean de Bernart, deuxième du nom, qui acheta le 8 février 1482 la seigneurie de Courménénil (18). Il est l'auteur de la branche des seigneurs de Courménénil, dont est sortie celle des seigneurs d'Avernès.

BRANCHE DES SEIGNEURS DE COURMÉNIL

I. Jean de Bernart, deuxième du nom, écuyer, sieur de Courménénil, épousa Jeanne Perrier, fille d'Antoine, écuyer ; il mourut le 5 mai 1504, et sa femme le 11 février 1529. Du temps de la Chesnaye des Bois, on voyait dans l'église de Courménénil leur épitaphe, au-dessus de laquelle étaient leurs figures et leurs armes. De ce mariage sortit :

II. Jacques de Bernart, écuyer, sieur de Courménénil, qui épousa, le 25 août 1519, Hélène du Vallet, fille de Jacques, écuyer, et de Jeanne d'Apperville. Il fit en 1522, avec Alain de Bernart,

son frère cadet, qui voulait se retirer en Poitou, une transaction, lui cédant ce qu'il avait à prétendre sur la succession de Jean de Bernart, leur père. Le 13 juin 1554, il obtint à Alençon une sentence qui le déchargeait de la taxe des francs fiefs et nouveaux acquêts, pour ses terres de Courménénil et du Bois-Corbuisson, attendu la justification qu'il avait faite de sa noblesse et de sa descendance de Robert de Bernart, écuyer. Il mourut à Courménénil en 1564, trois ans après sa femme, et il laissa de son mariage : 1° Jacques, deuxième du nom qui suit ; 2° Nicolas, qui survécut peu de temps à son père ; 3° Hector, qui prit l'état ecclésiastique ; 4° Anne, qui épousa en 1547 Claude d'Aureville, écuyer, sieur de la Gogarderie.

III. Jacques de Bernart, deuxième du nom, écuyer, sieur de Courménénil, épousa en 1563 Marguerite de Franqueville, fille de Guillaume, écuyer, seigneur d'Avernes, et de Marie Savouray. Elle hérita en 1580 de la terre d'Avernes, par la mort de Guillaume de Franqueville, son frère. Jacques de Bernart mourut à Courménénil en 1598, et sa femme en 1616. De ce mariage sortit¹ Guillaume qui suit et Hector.

IV. Guillaume de Bernart, écuyer, seigneur de Courménénil, etc., du chef de son père, et d'Avernes, du chef de sa mère, épousa, le 15 décembre 1587, Suzanne de Miée, fille de Jean, écuyer, sieur de Guesprey, et de Françoise de Chambray. Leurs enfants furent : 1° Jacques, qui suit ; 2° Gilles, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem en 1607, capitaine d'une galère de la religion, commandant des commanderies de Sainte-Vaubourg, et sous Arville, commandeur et procureur général de l'ordre, mort en 1650 ; 3° Eustache, mort sans postérité ; 4° Hector, auteur de la branche des seigneurs d'Avernes ; 5° Florence, mariée le 15 avril 1624 à François Gouhier, écuyer, seigneur et patron de Fresné.

V. Jacques de Bernart, troisième du nom, seigneur de Courménénil, les Atelles, Saint-Arnoult et du Bois-Corbuisson, épousa le 19 janvier 1619 Catherine du Bouillonay, fille de Jacques, chevalier, et de Catherine de Ménildot, dame de Merville. De ce mariage sont descendus Messieurs de Bernart de Courménénil, qui possédèrent pendant un grand nombre d'années la terre de

Courménéil, achetée en 1482 par Jean de Bernart, ainsi que celles du Bois-Corbuisson, des Atelles et de Saint-Arnoult (19).

BRANCHE DES SEIGNEURS D'AVERNES

IV. Hector de Bernart, chevalier, seigneur d'Avernes, de la Chatellenie et du Hamel, quatrième fils de Guillaume et de Suzanne de Miée, épousa le 26 octobre 1626 Anne d'Osmont, fille d'Antoine, chevalier, seigneur de Bœufvilliers, et de Françoise de Rouxel. Il mourut en 1638, laissant : 1° Antoine I^{er}, du nom qui suit ; 2° Guillaume, reçu en 1641 chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, capitaine des vaisseaux de la religion, mort à Malte en 1675 ; 3° Eustache, aussi chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur de Sainte-Vaubourg, Fontaine-sous-Montdidier, Moisi et Balizi, receveur et procureur général du grand prieuré de France, mort à Paris en 1692 ; 4° Guillaume, religieux à l'abbaye de Cormeilles ; 5° Françoise, mariée à N.. de Vauquelin, écuyer, seigneur des Chesnes.

V. Antoine de Bernart, premier du nom, chevalier, seigneur d'Avernes, etc., mort à Avernes en 1711, épousa le 10 octobre 1656 Catherine de Costard, fille d'Alexandre, chevalier, seigneur de Saint-Léger, et de dame de Bury, dont : 1° Antoine, qui suit ; 2° Eustache, reçu en 1667 chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, mort à Paris en 1730, commandeur de la Commanderie de Chantraine, procureur et receveur général de l'ordre ; 3° Un autre Eustache, reçu en 1669 chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, mort en 1647 à sa Commanderie de Sainte-Vaubourg, grand prieur de Champagne, commandeur de Sainte-Vaubourg et de Soissons ; 4° Guillaume François, connu sous le nom de Bailli d'Avernes de Bocage, reçu en 1671 chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, mort à Malte en 1747, où il était depuis trente ans chargé des affaires du Roy auprès de son ordre. Il était Grand-Bailli de la Morée et de Saint-Jean de Latran, et commandeur de la Commanderie de Villers, près Liège, et de Balizi ; 5° Gabriel Charles, reçu en 1680 chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, capitaine des vaisseaux de la religion en 1710, et commandeur de la Commanderie de Villedieu en 1716, mort à Avernes en 1725.

VI. Antoine de Bernart, deuxième du nom, marquis d'Avernes, comte d'Orbec, épousa le 19 juillet 1688 Louise Henriette de Longvilliers, dame de Chambry, près Meaux, fille de Henri, chevalier, seigneur de Bénévent, lieutenant pour le Roy au Canada, et capitaine de l'île Saint-Christophe. Il mourut à Paris en 1748. Il avait été lieutenant dans les Gardes Françaises et s'était trouvé aux batailles de Fleurus, Steinkerque et Nerwinde, où il s'était distingué. Il eut de son mariage : 1° Eustache-Louis-Antoine, qui suit ; 2° Jean-Baptiste, d'abord chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, et ensuite abbé commandataire de l'abbaye de Lourroux en Anjou, et grand-vicaire de l'évêché de Lisieux, mort en 1762 ; 3° François, reçu chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem en 1705, capitaine de cavalerie en 1730, fit en Italie toutes les campagnes de la guerre de 1733, fut ensuite capitaine d'une galère de la religion et mourut à Rouen en 1756, commandeur de Fontaine-sous-Mondidier, Chanu et Balizi. 4-5-6, Eustache-Henry, Antoine et Philippe, tous trois morts en bas âge.

VII. Eustache-Louis-Antoine de Bernart, comte d'Avernes et d'Orbec, seigneur de Chambry, du chef de sa mère, et de Canapville, né en 1692, épousa, par contrat, le 11 avril 1731, Marie-Hélène de Beauveau, fille de Gabriel-Henri, marquis de Montgoger et de Marie-Madeleine de Brancas-Villars. Il mourut à Paris en 1745, laissant de son mariage.

VIII. Charles-Antoine de Bernart, marquis d'Avernes, qui fut enseigne des gens d'armes d'Orléans, maréchal de-camp des armées du roi, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, né le 3 mars 1734, marié par contrat le 21 mars 1762, et veuf, en novembre 1764, de Marie-Charlotte-Françoise-Elisabeth-Parfaite Le Cornier, fille de François-Armand, marquis de Sainte-Hélène, baron d'Angerville-la-Martel, seigneur d'Ecretteville, Vattecrit, Roménil, Bec-aux-Cochois, Saint-Jouin et Turtout, au pays de Caux, et de Françoise-Elisabeth de Bailleul, dont il a eu une fille, Elisabeth César de Bernart, née le 18 juillet 1764, morte en novembre 1768. Charles-Antoine de Bernart, convola en secondes nocces avec Marie-Françoise de Rallemont, à qui il a survécu. Il est mort sans postérité en son château d'Avernes, le

10 décembre 1718. C'est lui qui est le créateur d'Avernes, tel que nous le voyons aujourd'hui : château, église, presbytère, maison d'école, etc., tout a été bâti à ses frais et sous ses ordres. Tous les bâtimens que nous voyons sur la propriété, qu'ils soient à usage d'habitation ou d'exploitation, ont été bâtis de son temps. Les belles plantations d'arbres que l'on ne peut s'empêcher d'admirer sont encore son œuvre. Il laissa une rente viagère ou une somme d'argent à chacun de ses nombreux serviteurs ; mille francs de rente perpétuelle au Petit-Séminaire de Sées ; cinq cents francs pour le desservant d'Avernes ; quatre cents francs pour un vicaire et trois cents francs pour l'instituteur ; toutes ces sommes également en rentes perpétuelles.

Le marquis d'Avernes n'émigra pas ainsi que nous le voyons par la pièce suivante qui n'est pas dépourvue d'intérêt.

MUNICIPALITÉ DE PARIS. — CERTIFICAT DE PRÉSENCE.

Nous soussigné, commissaire de police de la section du Luxembourg, sur la demande qui en a été faite, en exécution des lois des 24 juin, 27 décembre 1791 et 8 avril 1792, et conformément à l'arrêté du corps municipal du 9 avril, déclarons que M. Charles-Antoine de Bernart, d'Avernes, décoré de la croix de Saint-Louis, natif de Paris, âgé de 58 ans, taille de cinq pieds trois pouces, cheveux et sourcils blonds, les yeux bleus, nez court, bouche moyenne, front élevé, demeurant ordinairement à Paris, département de idem, est arrivé à Paris, dans cette section, le 28 décembre dernier ; et que depuis cette époque, il réside rue Palatine, ainsi que nous l'ont attesté M. Charles-Denis-Joseph Pagnier, maréchal, rue Féron, et M. Jean Maucarré, demeurant rue des Fossoyeurs, n° 36. citoyens actifs de cette section, qui ont signé avec nous, et le citoyen dénommé au présent certificat. Délivré à Paris, le 16 juin 1792, l'an quatrième de la Liberté.

Signé : Pagnier, Maucarré et Bernart, d'Avernes (2).

VII

Avernes possède plusieurs curiosités qui ne sont pas sans intérêt. En premier lieu nous devons citer plusieurs des ses fontaines.

La fontaine miraculeuse de Saint-Gourgon est située dans un herbage en face de la vieille église ; les pèlerins ne l'oublient pas quand ils invoquent le saint martyr pour la guérison de leurs maux.

Dans un herbage, nommé la Châtellenie (vulgairement la Châtellerie), on remarque, proche le lit de la rivière, une belle fontaine circulaire, qui sourd dans un lieu plutôt élevé que bas, on la nomme le Gouffre. Comme son nom l'indique, le Gouffre est un abîme, dont la profondeur est inconnue ; voici ce que l'on raconte à cet égard : « Déjà beaucoup de bestiaux avaient disparu de l'herbage où ils étaient à pâturer, sans que l'on sache ce qu'ils étaient devenus, quand un jour un bœuf qui s'était approché trop près du Gouffre pour s'abreuver, fut englouti en présence de plusieurs personnes ; malgré tous les tourments possibles, on ne put pas le retrouver. Quelques temps après un bœuf eut le même sort ; comme pour le premier, les recherches furent infructueuses. C'est alors qu'on se décida à faire des sondages qui n'aboutirent pas à trouver le fond du précipice. Le dernier de ces sondages fut fait avec un cordeau de plus de 600 toises de longueur ; on avait attaché un morceau de plomb d'un assez grand poids à l'une de ses extrémités ; il n'eut pas plus de succès que les précédents. »

On dit encore qu' « un jour, par une soirée terrible, trois malheureux ouvriers revenaient de leur travail, le temps était couvert, et on n'y voyait ni ciel ni terre, un vent glacial qui soufflait avec force les aveuglait en leur lançant de gros flocons de neige sur le visage. Un d'eux s'écarta du sentier qu'il était très-difficile de suivre ; ses compagnons entendirent le bruit d'un corps qui tombait dans l'eau, et ce cri ah mon Dieu ! puis ce fut tout ; ils l'appelèrent, mais en vain ; que faire une nuit semblable ? sans lumière et loin de toute habitation. Il n'y avait pas de doute, leur infortuné camarade était tombé dans le Gouffre sans quoi il leur aurait répondu. Tout secours était donc inutile ; le plus prudent était de s'éloigner, pour ne pas s'exposer à en faire autant. Le lendemain on fit des recherches pour retrouver le cadavre, mais ce fut peine perdue.

« Ce fut après cet accident que le marquis d'Avernes fit placer une énorme grille en fer, sur l'orifice de l'abîme et qu'il fit faire une puissante clôture pour en défendre l'approche. »

S'il y a une grille, elle doit être bien au-dessous du niveau de l'eau ; car malgré le plus sérieux examen, nous n'avons pu l'apercevoir ; mais ce que nous avons vu il y a à peine quarante ans. c'était un enlissage comme on en met ordinairement pour empêcher l'abord des endroits dangereux.

Le Gouffre est la principale source de la rivière d'Avernes; il renferme plusieurs variétés de plantes submergées; ses eaux sont calmes, on n'y aperçoit pas le plus petit bouillonnement. Du reste il a cessé d'être un sujet de crainte; car les fermiers de l'herbage y ont établi un lavoir.

Anciennement les eaux de cette source servaient à alimenter les fossés d'un vieux château, dont on voit les vestiges à très peu de distance au-dessous. C'est un rectangle de 50 mètres de longueur sur 40 de largeur. Les fossés qui le circonscrivent de toutes parts, sont peu profonds; leur largeur moyenne est de 15 mètres.

En remontant le cours de la rivière, on trouve dans l'échancrure d'une côte abrupte, couverte de hêtres, la fontaine intermittente de Pougouse, qui sourd dit-on dans les années d'abondance et tarit complètement dans les années de disette.

On dit encore que dans les nuits d'avent, une jeune femme d'une grande beauté, vient filer près de cette source.

Dans un lieu solitaire, à l'angle sud-ouest d'un herbage nommé le Bourgel, se trouve l'emplacement de la chapelle de Saint-Germain-du-Bois-Joli, qui faisait partie de la maladrerie de ce nom. On voit encore le chemin creux qui y conduisait. Cette maladrerie fut supprimée en 1612 et ses biens réunis à l'hôpital d'Orbec (21). Nous ignorons l'époque de la destruction de la chapelle; cependant nous croyons savoir, qu'elle existait encore au milieu du dernier siècle.

VIII.

Comme on l'a vu au commencement de ce travail, la commune de Saint-Cyr d'Estrancour a été réunie à celle d'Avernes. Nous avons donné la description de son église, dans le *Bulletin* de la Société. (Tome I, pages 195 et suivantes). Le manoir de St-Cyr s'élève sur les hauteurs qui séparent les bassins de l'Orbec et de la Touque; on aperçoit de loin ses longs toits pointus recouverts de tuiles; ainsi que ses grosses cheminées en briques. Le mur latéral occidental, en pierre blanche, grès et silex, ne paraît pas remonter au-delà du XVII^e siècle; quant au mur opposé bâti pour la plus grande partie en bois, avec remplissage de briques entre es colombages, il est bien plus moderne. Ce manoir en a rem-

placé un autre plus ancien ; car on voit à peu de distance à l'est les vestiges des larges et profonds fossés qui l'entouraient.

Dès la fin du XVI^e siècle la seigneurie de St-Cyr appartenait à la famille de Jambon, qui portait : d'argent, à deux rameaux de laurier de sinople, passés en sautoir ; au chef d'azur, chargé de trois molettes d'argent.

Gabriel Du Moulin, auteur de l'histoire générale de Normandie, cite Hugues de Jambon parmi les seigneurs renommés en Normandie, depuis Guillaume le Conquérant, jusqu'à l'an 1212 sous Philippe-Auguste. Nous croyons devoir donner la filiation de cette famille, telle que nous l'avons recueillie, d'après La Chesnaye des Bois, Couriol et autres auteurs.

I. Jacques de Jambon, écuyer, sieur de St-Cyr d'Estrancour et de la Coudre, vicomté d'Orbec, épousa Catherine de la Hure, dont : 1^o Louis de Jambon, né le 9 mars 1608 ; 2^o François de Jambon, né le..... 1610 ; 3^o Loyse de Jambon, née le 8 mars 1613.

II. François de Jambon, écuyer seigneur de St-Cyr d'Estrancour et de la Coudre, épousa en premières noces N... de Mailloc, dont il eut : François de Jambon qui mourut en 1673. Il convola en secondes noces avec Marie de Mailloc, de ce mariage naquit : 1^o Cyr de Jambon qui suit ; 2^o Anne de Jambon, qui épousa en 1685, Constantin de Nicolle, sieur de Maupertuis et en partie de Notre-Dame-du-Hamel, fils de feu Jacques de Nicolle, seigneur des dits lieux, et de noble dame Anne d'Epinay.

III. Cyr de Jambon, écuyer, seigneur de Saint-Cyr d'Estrancour et de la Coudre, sous-brigadier de Sa Majesté, épousa en 1674, Elisabeth-Marie d'Avesgo, qui fut inhumée dans l'église de Saint-Cyr, le 24 octobre 1733. De ce mariage naquit : 1^o Cyr Yves de Jambon qui suit ; 2^o Charles-Antoine de Jambon, sieur de la Chatterie (22), né le 5 février 1688 ; 3^o Gaspard de Jambon, né le 30 janvier 1689 ; 4^o Pierre de Jambon, sieur du Bois-Bénard, né le 15 avril 1690 ; 5^o Marie de Jambon, née en

IV. Cyr Yves de Jambon aux mêmes titres que son père, épousa le 8 août 1721, Marie-Louise de la Haye dame d'Orville, fille de Charles Delahaye, sieur de Villaumey et de Louise de

Bocquencé ; de ce mariage sont nés : 1° Cyr Nicolas de Jambon, né le 31 octobre 1723 ; 2° Julie-Marie, née le 3 décembre 1726, morte en 1748 ; elle avait épousé le 9 février 1741, Georges des Mollières, sieur de l'Aumondière, cheval-léger de la garde du roy ; 3° Françoise-Thérèse de Jambon, née le 12 février 1729, reçue au couvent de Saint-Cyr en 1739 ; 4° Elisabeth-Rosalie de Jambon, née le 4 septembre 1730 ; 5° Marie-Louise-Françoise de Jambon, née le 30 septembre 1731 ; 6° Catherine-Agathe-Gabrielle de Jambon, née le 5 mai 1733 ; 7° Angélique-Elisa-Berthe de Jambon, née le 27 octobre 1734 ; 8° Charles-Auguste-César de Jambon qui suit ; 9° Léon-François de Jambon, né le 1^{er} mars 1741, mort le 3 mars 1758.

V. Charles-Auguste-César de Jambon, né le 30 avril 1738, écuyer, seigneur de Saint-Cyr et de la Coudre, ancien officier au régiment de Lorraine, eut de noble demoiselle de Bernart de Courménéil, fille de feu André de Bernart, seigneur et patron de Courménéil, les Atelles, St-Arnoult, Bois-Corbuissou et autres lieux, et de noble dame Marie Madeleine-Catherine d'Astron : 1° Marie-Catherine-Julite de Jambon, née le 16 février 1762 ; 2° Marie-Julite-Augustine de Jambon, née le 3 août 1768.

Charles-Auguste-César de Jambon est le dernier seigneur de Saint-Cyr d'Estrancour. Il fut maire de cette commune pendant environ 3 ans : 1802-1805.

Comme on l'a vu plus haut, M. Charles-Antoine de Bernart, marquis d'Avernes, possédait en 1818 la terre de Saint-Cyr. Nous ne pourrions dire au juste l'époque, ni le mode de transmission de cette propriété. A la mort du marquis d'Avernes, St-Cyr passa aux mains de M. Christophe-Valentin, comte de Pardieu ; à sa mort qui arriva en 1850, son fils aîné, Anatole-Victor, depuis marquis de Pardieu, eut le domaine de Saint-Cyr dans son lot (23). Ce dernier mourut à Paris, le 3 février 1873, laissant pour héritiers, ses deux frères, Albert, comte de Pardieu et Eugène-Alexandre, vicomte de Pardieu, qui ont vendu la propriété de St-Cyr en détail.

La vieille église romane de St-Cyr d'Estrancour est dédiée à St-Cyr et à Ste-Julite, dont la fête se célèbre le 16 juin. Ce jour-là le desservant d'Avernes, accompagné de plusieurs de ses confrères, se rend à Saint-Cyr pour y célébrer les offices. A l'issue

des vèpres, ces prêtres vont à la *Bourgelée*, sorte de bûcher composé d'une longue perche plantée verticalement en terre, à l'extrémité supérieure de la quelle on a fixé un énorme bouquet des fleurs de la saison ; (du reste les fleurs ne sont pas rares au mois de juin) au pied de cette perche sont amoncelés une trentaine de mauvais fagots, qui ont été fournis par les habitants du lieu, ou chacun a contribué suivant ses moyens ou sa générosité. Il est d'usage constant, que le prêtre qui a officié allume le feu à cette *bourgelée* et tire le premier coup de fusil. Ce coup de fusil est suivi de beaucoup d'autres ; ce sont d'abord les rois et reines de la fête qui continuent le tir ; puis vient le tour des assistants, qui, munis de fusils et de pistolets, tirent à qui fera le plus de bruit, et continuent pendant un certain temps ces détonations d'armes à feu, qui quelquefois ne sont pas exemptes d'accidents assez graves. La flamme vient à s'éteindre faute d'aliment. C'est alors que la plupart des spectateurs restés inactifs, se mettent à enlever les tisons encore tous fumants. Ces tisons soigneusement emportés chez eux et appendus au manteau de leur cheminée, doivent suivant la croyance populaire, les préserver de la foudre et éloigner les orages du toit qui les abrite.

Loin de vouloir tout soumettre aux lois de la raison, nous respectons ces anciens usages qui chaque jour disparaissent de nos mœurs, et ces vieilles croyances, qui aident le peuple à supporter ses souffrances, le consolent assez souvent dans les misères et les chagrins de la vie ; et qui lui enseignent une morale que les meilleures lois ne lui apprendront peut-être jamais.

A. DALLET.

NOTES

- (1) Canton de Vimoutiers, département de l'Orne.
- (2) Annuaire du département de l'Orne pour l'année 1811.
- (3) Le Prévost. Pouillés du diocèse de Lisieux.
- (4) Idem.
- (5) De Formeville, Histoire de l'ancien évêché-comté de Lisieux.
- (6) Le Prévost, objet cité.
- (7) De Formeville, objet cité.
- (8) Annuaire de l'Orne pour l'année 1878.
- (9) Notes Le Prévost sur le département de l'Eure; Charpillon et l'abbé Caresme, Dictionnaire Historique de toutes les communes du département de l'Eure.
- (10) Couriol, Notes manuscrites.
- (11) Fief à Moutiers-Hubert (Calvados).
- (12) Couriol, Histoire de la commune du Sap; notes manuscrites.
- (13) Recherches faites par les élus de Lisieux, en 1540, publiés en 1827 par Labbey de la Rocque.
- (14) Rôle des taxes de l'arrière-ban du bailliage d'Evreux, pour l'année 1562, publié par l'abbé Lebeurrier.
- (15) La Chesnaye des Bois, Dictionnaire de la noblesse.
- (16) Couriol, Notes manuscrites.
- (17) Idem.
- (18) La Chesnaye des Bois, objet cité.
- (19) Un membre de cette famille, André-Joseph de Bernart, de Courménéil, prieur commendataire des Atelles et de Saint-Germain-d'Argentan, ancien archidiacre en dignité de la cathédrale de Sées, fut curé de Saint-Cyr-d'Estrancour, de 1748 à 1771 et inhumé dans l'église de ce lieu.
- (20) Pièce que nous avons copiée textuellement dans un des registres de la municipalité de Canapville.
- (21) Couriol, Histoire de la commune du Sap, pages 74-75.
- (22) Fief à Saint-Aubin-de-Bonneval.
- (23) Il habitait ordinairement le château de Family (Calvados).

M. RUPRICH-ROBERT

ARCHITECTE

Nous devons consigner dans notre Chronique, le nom et le souvenir de M. Ruprich-Robert, membre et bienfaiteur de notre *Société*.

Il nous a appartenu, par les œuvres d'art qu'il a exécutées au milieu de nous, notamment par la reconstruction des transepts, du chœur et d'une partie des chapelles absidales de la cathédrale de Séz.

Ruprich-Robert (Victor-Marie-Charles) était né à Paris le 18 février 1820 ; il est mort à Cannes, au mois de mai 1887.

Son talent d'architecte se révéla de bonne heure par la correction de ses dessins et par son ardeur à étudier les diverses branches de l'archéologie.

Admis à l'école des Beaux-Arts à dix-huit ans (1838), il entra en 1^{re} classe en 1841, et concourait pour le grand Prix de Rome, sur ce sujet : *Palais d'un Ambassadeur à Constantinople*.

Dès l'année 1843, M. Ruprich-Robert devenait professeur-suppléant de Viollet-le-Duc, à l'Ecole Royale de dessin (*cours principal*). Il y enseigna l'histoire et la composition de l'ornement. — En 1850, Viollet-le-Duc abandonna sa chaire qui fut donnée à son suppléant.

A l'exemple de celui qui avait été son prédécesseur et son maître, le nouveau titulaire exécutait sur toile, au cours de ses leçons, de merveilleux dessins que ses élèves copiaient à mesure. On porte à 800 le nombre des dessins ainsi faits par M. Ruprich-Robert. Il en reste malheureusement très peu ; la plupart ont été distribués ou égarés.

De 1859 à 1870, il fut architecte-dessinateur du Mobilier de la Couronne. A ce titre, il donna plusieurs belles compositions, entre autres :

Une couronne de lumières, offerte par Napoléon III à l'abbaye d'Einsilden (Suisse) ; — le trône de l'Empereur à l'Exposition universelle de 1867 ; — les tentures et ameublement tant de l'appartement du Pape Pie VII, au palais de Fontainebleau, que de la chambre d'Anne d'Autriche au Val-de-Grâce etc. Tous ces dessins, exposés en 1878, ont été admirés et ont obtenu une médaille d'or de 1^{re} classe.

Membre de la Commission des Monuments historiques, depuis 1845, M. Ruprich-Robert a relevé pour cette Commission les plans d'un grand nombre d'édifices.

Citons l'église des Templiers de Montsamé (Haute-Garonne) ; les églises de Secqueville-en-Bessin, Saint-Nicolas de Caen, Luc-sur-Mer, Ouistreham ; un des portails de la façade principale de la cathédrale de Séez, l'abbaye d'Hambye (Manche), l'Abbaye-aux-Hommes et l'Abbaye-aux-Dames, à Caen, Saint-Sauveur de Dinan, le château d'Amboise, etc.

M. Ruprich-Robert devait être le restaurateur de plusieurs de ces monuments, notamment de l'Abbaye-aux-Hommes et de l'Abbaye-aux-Dames, du château d'Amboise, dont les travaux interrompus depuis l'expulsion du Comte de Paris (à qui le château a été donné), ne laissent pas, quoique inachevés, d'exciter l'admiration des visiteurs.

On doit aussi à M. Ruprich la restauration du château de Falaise et d'un grand nombre d'édifices religieux.

Nommé architecte diocésain, en 1849, il eut, quelque temps seulement, le diocèse de Coutances, et fut chargé de Bayeux et de Séez. Ayant quitté Bayeux, à la suite de difficultés survenues à cause de la tour centrale de la cathédrale, il reçut Nevers (1857). On lui confia ensuite Albi, puis Reims.

Il n'a laissé peut-être nulle part ailleurs des traces plus complètes de son talent d'architecte et de sa science d'archéologue, que dans la cathédrale de Séez.

Outre cette restauration, qui a préservé la cathédrale de Séez d'une ruine imminente, notre diocèse doit à M. Ruprich-Robert l'église d'Athis, celle de Saint-Jean de Flers, la chapelle de

l'Immaculée-Conception de Séez. Il conçut et fit exécuter le plan de ces édifices, ainsi que celui de l'église de Gacé.

Il nous reste encore du même architecte le monument funèbre du prince Pierre de Berghes, dans le cimetière de Rânes, et le tombeau de famille de M. le vicomte de Caudecoste, dans le cimetière de Notre-Dame d'Apres ; les restaurations importantes faites à l'église d'Authenil, à une partie des vitraux de St-Martin d'Argentan, au clocher de l'église de Chambois, aux ruines du vieux château de Domfront.

Comme mobilier d'église, M. Ruprich-Robert a composé les dessins de la chaire de la cathédrale de Séez et de celle de Saint-Jean de Flers ; des autels de St-Latuin et de N.-D. de Pitié, dans la cathédrale, de St-Jean de Flers et de la chapelle de l'Immaculée-Conception.

Travailleur infatigable, M. Ruprich-Robert, non-seulement a bâti ou restauré des églises, il a encore versé les trésors de sa science dans des livres, dans des brochures, dans des articles de Revues.

La *Revue de l'Architecture*, dont il était un des collaborateurs, a publié de lui des dessins, qui peuvent représenter la valeur de deux volumes

Voici les titres de ses brochures : *Le 1^{er} des Décorateurs, c'est l'Architecte*, — *l'Eglise Sainte-Trinité et l'Eglise Saint-Etienne de Caen* (1864), — *Les Arènes de Lutèce* (1873), — *Réflexions sur l'enseignement de l'Architecture* (1881), — *Influence de l'opinion publique sur la conservation des anciens Monuments* (1882), — *La Cathédrale de Séez* (1885), — *Les Architectes diplômés par le Gouvernement* (1887), etc.

Les principaux ouvrages de M. Ruprich-Robert sont : *Eglise et Monastère du Val-de-Grâce*, in-4°, (1870). — *Flore ornementale*, in-4° (1866), avec cent-cinquante-deux planches et cent-cinq bois dans le texte. — *L'Architecture Normande aux XI^e et XII^e siècles*, en Normandie et en Angleterre. Dix livraisons ont été publiées avant la mort de l'auteur ; les deux qui restaient étaient prêtes à paraître.

Nous ne saurions oublier que, à l'apparition de chaque livraison, M. Ruprich en faisait hommage à notre *Société*. Nous admirons, dans ses dessins d'une perfection achevée, les types les plus purs

de ce style roman, si merveilleusement compris par nos pères, et dont le nom s'est confondu avec celui de notre province.

Dieu, dont il avait bâti et relevé les temples, l'attira à lui dans sa dernière maladie.

« Avec son sens droit, écrivait M. Arthur Loth, dans le journal *l'Univers*, cet homme honnête arrivait peu à peu aux clartés de la foi. .. Dieu lui a donné la pleine lumière. . . M. Ruprich-Robert est mort avec les sacrements de l'Eglise, dans d'admirables sentiments de piété et de résignation, à la grande édification du prêtre qu'il avait demandé de lui-même, à la joie des siens qui l'entouraient et à qui il lègue le double exemple d'une vie laborieuse et d'une mort chrétienne. »

BIBLIOGRAPHIE

Vie de Saint-Fraimbault, par M. l'abbé Gillard, curé de Saint-Fraimbault de Lassay (Mayenne). — Librairie Poirier-Bealu, Grande-Rue, 90. — In-12.

En publiant, après tant d'autres, une nouvelle « *Vie de Saint-Fraimbault* » M. l'abbé Gillard n'a pas voulu faire une œuvre d'érudition. « Entretenir et accroître, encore, s'il est possible, la dévotion envers Saint-Fraimbault, tel est, nous dit-il, le but qu'il s'est proposé. » Pour atteindre ce but, il a voulu faire connaître aux fidèles le glorieux confesseur, vénéré depuis douze siècles à Senlis, à Mici, dans le Maine et dans le Passais.

Saint Fraimbault naquit d'une illustre famille de l'Auvergne, vers la fin du v^e siècle. Il vécut quelque temps à la cour du roi Childébert, fils aîné de Clovis. Dégouté du monde et aspirant à la perfection évangélique, il quitte la cour et pendant plusieurs années, il mène la vie érémitique dans une grotte près d'Ivry-sur-Seine. Pour échapper aux recherches de son père irrité de ce changement de vie, il se retire à l'abbaye de Mici, près Orléans, qui était alors comme une pépinière de saints. C'est là, que sous la direction de l'abbé saint Mesmin, s'étaient formés à la vie monastique saint Laumer, saint Bomér, saint Ulphace, saint Almere, saint Avit, saint Calais, saint Auvieu, saint Ernier et tant d'autres qui furent à cette époque, les apôtres du Perche du Maine et de la Basse-Normandie. Devenu prêtre, saint Fraimbault va chercher une solitude plus profonde dans les forêts du Passais. Plusieurs localités de cette région, Saint-Fraimbault de Prières, Saint-Fraimbault de Lassay, Saint-Georges-de-la-Conée, furent le théâtre de ses prédications et de ses miracles. Enfin il termina sa carrière mortelle à Saint-Fraimbault-sur-Pisse, dans le diocèse de Séez, vers l'an 570.

M. Gillard a divisé son ouvrage en trois parties. Dans la première, il raconte la vie du saint ; dans la seconde, l'histoire de son culte et de ses reliques ; la troisième partie, contient différentes prières et pratiques de dévotion en l'honneur de saint Fraimbault, d'après « *le petit manuel de pèlerinage* », publié en 1791.

Il existe une douzaine au moins de *Vies de Saint-Fraimbault*, imprimées ou manuscrites, et il semblait, en particulier après les savantes recherches de Dom Piolin et de M. l'abbé Blin, que ce sujet était épuisé. Cependant M. Gillard a su découvrir des choses nouvelles et d'un grand intérêt ; il nous a donné complétée de ses recherches personnelles, une précieuse vie manuscrite laissée par M. Huignard, l'un de ses prédécesseurs, travail que le temps aurait fait disparaître comme tant d'autres œuvres, et qui sans lui du moins, dormirait oublié dans quelque bibliothèque particulière.

Cet ouvrage de M. l'abbé Gillard, écrit dans un style facile, édifiant pour les fidèles, plein d'attrait pour ceux qui aiment l'histoire de leur coin de terre, assurera, croyons-nous, à son auteur une place distinguée parmi ceux qui se sont occupé de l'hagiographie de notre province.

L'Abbé A. DESVAUX.

Notice sur la vie du Père Astier, prêtre de la Congrégation des Sacrés-Cœurs, premier supérieur du Grand-Séminaire de Séez après la Révolution, par M. l'abbé Turcan, supérieur du même Séminaire. — Brochure in-8° de 20 p., Séez, Montauzé.

Le travail consciencieux de M. l'abbé Turcan, qui suit ce fils de cultivateur depuis sa naissance, et montre le développement progressif de sa vocation religieuse au milieu des difficultés et des hésitations bien naturelles, quand il s'agit d'entrer dans le sacerdoce, peut être très utile aux jeunes gens qui se destinent à la prêtrise. Elle leur montre que la base de toute vocation doit être avant tout la foi, la piété et l'esprit de sacrifice.

C'est parce que le P. Astier avait ces qualités, qu'il est devenu un prêtre parfait et que ses supérieurs, devinant tout ce qu'il y

avait en lui de science, de mérites et de vertus, lui confièrent successivement des missions importantes.

Celle qui a pour ce pays le plus d'intérêt est sans contredit la mission de fonder dans le diocèse de Séez un Grand Séminaire. Elle lui fut donnée par Mgr de Boiscollet au lendemain de la Révolution. Avec des ressources très modiques, il fit approprier une maison qui avait été fournie à son Évêque et en quelques mois le Séminaire était fondé. Il s'y forma des prêtres pieux et dévoués dont les noms sont encore présents à nos mémoires. MM. Radiguet, Filleul, Hardy, Duhazé et tant d'autres. Aidé du Père Thimothée et du Père Hilarion, le Père Astier poursuivit son œuvre, bâtit une chapelle, et Mgr de Boiscollet, secondé par l'administration préfectorale qui, dans ce temps, était favorable aux idées religieuses, eut la consolation de voir le recrutement et l'instruction de son clergé assurés.

Mais, peu après, en 1809, la tempête s'éleva contre le souverain Pontife Pie VII, que l'empereur Napoléon retenait prisonnier. Le père Astier et ses compagnons furent dénoncés comme appartenant à une congrégation religieuse et durent abandonner la direction du Grand Séminaire. Le Père Astier, qui était chanoine de la cathédrale, fut chargé dès lors de diriger une maison appartenant aux Sœurs de l'Adoration et il y rendit d'immenses services par son dévouement et sa piété. Au moment où Mgr de Boiscollet partait, exilé par Napoléon, le père Astier le soutint, l'encouragea et resta toujours fidèle à ses devoirs.

Il mourut en 1816 regretté et vénéré par tous ceux qui l'avaient connu. Cette vie est un modèle à suivre pour le Clergé et l'on doit savoir gré à M. l'abbé Turcan de l'avoir mise en lumière.

C. G.

Recherches sur la distribution géographique des muscinées dans le département de l'Orne et catalogue méthodique des espèces récoltées dans cette région, par A.-L. Letacq.

Observations sur quelques espèces de muscinées rares de critiques récemment découvertes aux environs de Vimoutiers (Orne), par A. Letacq.

Clé synoptique des characées, par Otto Nordstedt, traduite par A.-L. Letacq.

Note sur l'herbier de Charles-Louis Pichonnier, par M. l'abbé A.-L. Letacq.

M. l'abbé Letacq prend la science des fleurs par un de ses côtés

déliçats et difficiles, si tant est qu'on puisse appeler fleurs les mousses, les hépatiques, les chara, les nitelles, ces humbles plantes qui couvrent le sol de nos forêts et de nos campagnes, tapissent les rochers et les murailles, s'étalent sur les écorces des arbres, emplissent les étangs et les fossés, charment la vue jusqu'au fond de l'hiver par leurs teintes du plus beau vert, mais n'offrent jamais ces brillantes couleurs auxquelles le vulgaire réserve le nom de fleurs.

Les Recherches sur la distribution géographique des Muscinées est un ouvrage que j'appellerai important, malgré sa brièveté. Il comble une lacune regrettable et sera feuilleté et sans cesse consulté par quiconque s'occupe des mousses dans notre département. L'auteur fait à l'occasion quelques excursions sur le terrain de la phanérogamie ; ceux qui s'occupent de cette partie de la botanique, et je suis du nombre, ne regretteront qu'une chose, c'est qu'il n'en ait pas fait davantage. Cela lui aurait été facile ; car il me semble connaître également bien les phanérogames et les cryptogames.

Les Observations sur quelques espèces de Muscinées sont un travail spécial qui sera utile aux amateurs de mousses. On voit, d'après le titre, que M. Letacq réserve à son pays la plus grosse part de ses faveurs ; nous ne pouvons que l'en féliciter.

Il a cependant fait une exception pour sa *Clé synoptique des Characées*, qui embrasse les characées de tous les pays. Cette brochure est une traduction. Nous aimons à croire qu'elle est bien faite ; cependant, que M. Letacq nous permette de lui dire que nous n'oserions l'affirmer absolument, attendu que nous n'avons pas bien comprise le système de renvois qu'il a adopté, ou plutôt suivi d'après son auteur. Ce serait le cas de reprocher à la traduction d'être trop fidèle. Il fallait, à notre avis, traduire non seulement les phrases et les mots allemands, mais encore les signes de la clé, car les uns ne sont pas plus français que les autres. Que n'a-t-il ramené, par exemple au procédé dichotomique, procédé si usuel, si commode, si français, le procédé allemand, difficile et incommode qu'on avait sous les yeux. Ce sont là de simples taches de forme ; elles n'en ont pas moins leur importance. L'auteur, en les supprimant, doublerait et au delà la valeur et l'utilité d'un travail d'ailleurs excellent.

H. B.

CHRONIQUE

Dans le cent-treizième numéro (avril-mai 1888) de la *Revue des Autographes*, dirigée par M. Eugène Charavay, 8, quai du Louvre, à Paris, nous relevons l'indication de plusieurs pièces qui intéressent l'histoire du département de l'Orne :

« 260. — COURTECUISSÉ (Jean de), célèbre théologien, né à Hallaines (Orne), en 1350, mort à Genève en 1422. — Pièce sur vélin : Paris, 4 janvier 1398 (1399), in-4 obl. Incomplète des fins de ligne. 20 fr.

« Décharge des généraux conseillers des aides à Guillaume du Greil, receveur des aides à Lisieux, de 100 livres tournois par lui comptées à « maistre Jehan Courtecuisse, maistre en théologie, pour son voyage en Angleterre. » (Il s'était peut-être rendu auprès d'Isabelle, fille de Charles VI, mariée à Richard II). »

« 264. — FONTAINE (Jean de), chevalier, qui, lors de la lutte contre les Jacques, servait sous Charles le Mauvais, roi de Navarre. — Pièce sur vélin ; 28 mars 1373 (1374). In-4 obl. 10 fr.

« Quittance de 180 francs d'or en prêt sur ses gages, sur ceux d'un autre chevalier et de huit écuyers aux ordres de « Le Beigue de Faïel », capitaine général en Basse-Normandie. » (Il est parlé de le Besque de Fayeul dans la *Chronique des Quatre Valois*) (1). »

(1) Ce Faïel a-t-il quelque chose de commun avec la Frénaie-Fayel, commune du département de l'Orne ?

« 268. — GARENCIÈRES (Jean de), chevalier, seigneur de Croisy, conseiller et chambellan du Roi, maître et enquêteur des eaux et forêts et Normandie. — Pièce sur vélin; 21 mai 1414, in-4 obl. 5 fr. »

« 270. — GUESCLIN (Bertrand du), le célèbre connétable, né à la Motte-Broons vers 1314, mort le 13 juillet 1380, devant Château-Neuf-Randon. — Pièce sur vélin; 15 juin 1364, in-fol. obl. 20 fr.

« Quittance au vicomte de Bayeux, Renier le Coustellier, pour avoir reçu de Jean Poudelot, receveur de Verneuil et de Laigle, 400 francs d'or en prêt sur les gages de ses gens d'armes et archers. »

« 272. — HEUSE (Robert de la), dit *le Borgne*, célèbre capitaine du xv^e siècle, à qui Charles VI donna le château de la Motte, qui avait appartenu à Du Guesclin. — Pièce sur vélin; 15 oct. 1413, in-4 obl. 10 fr.

« Certificat de service militaire délivré à Bidault de Livet, écuyer, qui est allé de Paris à Etampes, Falaise et Pontorson « pour lors que les Anglois (alliés des Armagnacs) passèrent derrenier par devant. »

« 281. — MARTEL (Guillaume), chevalier, seigneur de Bacqueville, fils de Léonard Martel, seigneur de Saint-Vigor, châtelain de Pont-Audemer, capitaine de Falaise et garde-oriflamme en 1414, tué à Azincourt. — Pièce sur vélin; Falaise, 11 décembre 1354, in-4 obl. 8 fr.

« Ordre de *Jean de l'Hopital*, clerc des arbalétriers du Roi, au vicomte de Falaise, de compter au châtelain de la ville, Guillaume Martel, 127 l. 10 s. t. pour deux mois de ses gages, puis de 3 hommes d'armes, de 10 sergents de pied et d'un *artilleur*. »

« 285. — MERLE (Guillaume du), sire de Messei, capitaine général en Normandie, bailli de Caen, capitaine de Falaise. Il en est souvent parlé dans la *Chronique des Quatre Valois* où on l'appelle Guillaume du Melle — Pièce sur vélin. Caen, 19 septembre 1370, in-4 obl. 12 fr.

« Quittance de 1.192 fr. 1/2, comme prêt sur ses gages et sur ceux de 18 bacheliers, 106 écuyers et 15 archers, sous les ordres du comte d'Alençon. »

« 307. — REDFORD (Henry), chevalier, bailli d'Alençon, capitaine d'Essai (Orne) — Pièce sur vélin, Harfleur, 10-25, sept. 1440, in-4. 5 fr.

« Montre dudit Henry Redford et de ses hommes, mandez pour servir le Roy (Henry VI) au siège ordonné estre mis par Monseigneur le comte de Dorset devant la ville de Harfleur. »

Le Président de la *Société Historique et Archéologique de l'Orne* a reçu de M. le Ministre de l'Instruction publique la lettre suivante, qu'il recommande à l'attention de tous les Membres.

Palais-Royal, le 19 avril 1888.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La Loi du 30 Mars 1887, dont le texte est reproduit dans les *Instructions du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements* qui vous ont été récemment adressées, dispose (Chap. II, Art. VIII) qu'« il sera fait, par les soins du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, un classement des objets mobiliers appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes, aux fabriques et autres établissements publics, dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national. »

J'ai pensé que les sociétés savantes des départements voudraient bien apporter leur concours à l'établissement de cette liste de classement, et je viens, en conséquence, vous prier d'inviter la Société que vous présidez à me signaler ceux des objets mobiliers compris dans la région sur laquelle s'étend son action, que leur intérêt particulier désignerait pour le classement.

Votre Société a déjà été appelée à fournir à mon administration des renseignements en vue de la rédaction de l'Inventaire Général des richesses d'art de la France. Je crois superflu d'insister sur la différence qui existe entre ce grand répertoire artistique et le classement administratif prescrit par la loi précitée. Ce classement, qui comporte certaines servitudes dont le but est d'assurer à la France la conservation des objets classés et devenus par là « *Monuments historiques* », ne peut s'appliquer qu'à des objets qui présentent un réel intérêt historique ou artistique. La liste qu'il s'agit aujourd'hui de dresser devra donc être le résultat

d'une sélection faite parmi les objets qui sont déjà portés ou qui seront portés à l'Inventaire.

Par objets mobiliers, il convient d'entendre non seulement les meubles proprement dits, mais aussi les immeubles par destination.

La liste de classement devra donc comprendre outre les pièces d'orfèvrerie, de ferronnerie, de menuiserie, de tapisserie. etc., les statues, les reliefs, bénitiers, fonts baptismaux, tombeaux, stalles, vitraux, etc.... dont la valeur exceptionnelle justifierait la protection de la loi.

Je vous prie, Monsieur le Président, de me faire connaître les propositions de votre Société. Afin de prévenir tout retard pouvant résulter d'une fausse direction, je vous serai obligé d'inscrire la rubrique : « *Monuments historiques* » sur les communications que vous voudrez bien m'adresser.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour le Ministre :

*Le Conseiller d'Etat,
Directeur des Beaux-Arts,*

CASTAGNARY.

PHILOGIE

Nouvelles remarques sur quelques expressions usitées en Normandie et particulièrement dans le département de l'Orne.

(Suite).

M

Mots sur lesquels des remarques ont été faites en 1873.

Magnière, Maingniers, Mais que. Mat, Méchant, Mellier, Mere, Merlut, Meshuy, M'est avis, Mitan, Monnier, Mucre.

Machin. — Substantif masculin.

Masculin de *machine*, sorte de passe-volant ou de bouche-trou happé au vol par les gens distraits ou de paresseuse mémoire qui ne peuvent trouver le nom propre.

Macquer, prononcez **Mâquer**. — Macérer.

Certains « pressouriers » archaïques ou progressistes laissent *Macquer* le « pomon » vingt-quatre heures et plus, avant de le mettre sous presse.

Cette première « lixiviation » enlève au marc la moitié de ses principes alcooliques et étherés.

(V. Denis-Dumont. *Propriétés Médicales et Hygiène du Cidre*, p. 202).

D'autres poussent plus loin le procédé de « lixiviation » et s'en trouvent bien.

(V. M. Garnot, président de la *Soc. d'Agric. d'Avranches. De la Fabrication du Cidre par lixiviation*).

On disait en vieux patois Normand, *Mâquer* pour mâcher et *Mâquerie* pour ripaille.

Mague de veau.

Mésenthère chargé de pepsine qui fait tourner le lait.

Magma? Lie, sédiment, résidu?

Mainsnage. — Ménage.

Cette prononciation normande que l'orthographe ci-dessus rend à merveille était celle du quatorzième siècle.

« Je, Nicole Gabart....., ay eu et receu de Jehan Langlois pour pourveoir de cuisine, de chars, poisson etc. et pour autres *mainsnages* de cuisine..... trente et sis livres tornois. »

(Quittance de Nicole Gabart, seigneur de la Nef-Notre-Dame-de-Leure.
2 mai 1340).

Le même jour et au même lieu, Guillaume de Putot et Raoul Rose, « seingneurs » (sic) des nefs la *Crestienne* et le *St-Jehan* donnent de pareilles quittances où il est également question de *mainsnages* de cuisine.

Dans la quittance de Robin de la Hogue, maître de la barge royale *Saint-Andrien*, il est question de tonnels pour mettre *berages* (boisson) et autres *mainsnages* de cuisine.

Toutefois cette prononciation était peut-être alors limitée à la Haute-Normandie, si on en juge par l'orthographe. Les quittances de navires équipés à Leure (port détruit près du Havre), ainsi qu'une quittance datée de Rouen (9 mai 1340), quatre quittances données à Caen, le 8 mai, portent l'orthographe : *mesnages*.

Un vidimus du même temps accorde à un blessé de la bataille de l'Ecluse trois muids de « forment » sur la recette du « *guer-nier de Damfront* ».

Mairerie. — Mairie.

Ancienne forme. La rue de la *Mairie*, à Alençon, s'appelait jadis la rue de la *Mairerie*.

« Louis XI rétablit une *mairerie* qui se tenoit dans une grande maison située rue des Goguets et depuis appelée la *Mairerie*. »

Malaisier. — Appauvrir, gêner d'argent.

Employé dans ce sens par Etienne Pasquier :

« Si on vous attermoyoit à tel temps (poursuivit le seigneur) que sans vous *mal-aisier* peussiez acquitter vostre debte, que diriez-vous ? »

(Et. Pasquier. *Recherches de la France*, liv. V, Ch. 6.)

Jadis les bourgeois normands qui joignaient les deux bouts avec peine profitaient avec joie des petites rentrées imprévues pour s'en *aiser*.

Malaucurieux. — Dégoûté, difficile, susceptible, qui a facilement *mal au cœur*.

Adjectif composé par nos paysans, qui a ses précédents et presque ses similaires en français.

Un *malheureux* est celui qui est venu à la *male-heure*.

L'homme qui a toujours soif est un *soiffard*, celui qui a la *faim-vale* un *fainvalier*, etc.

Le fabricant de *bas d'estame* s'appelle un *bas d'estamier*.

Malin. — Dans le sens de difficile est un latinisme.

« *Malo Nodo malus quærendus est cuneus.* »

(Prov. cité par Saint-Jérôme).

« A *malin* nœud, *malin* coin. »

Manant. — résident.

Terme de mépris opposé à : domicilié.

« *Manans* sont ceux qui demeurent es-villes et cités et n'ont point franchise de la bourgeoisie. »

(Bouteillier. *Somme rurale*).

Le bourgeois a droit de cité. Le *manant* demeure en ville.

Le bourgeois a pignon sur rue et voix au « parler. » Le

manant est exclu des assemblées municipales. Il fait son stage ou reste dans la population flottante. C'est un aspirant bourgeois ou un vagabond, ce n'est qu'un *manant*.

A l'époque féodale, le *manant* était le vilain assujetti à une résidence fixe.

Mangon, ne signifie pas **Maquignon**, comme semblerait l'indiquer l'étymologie latine,

Mangonner c'est mâchonner les voyelles et les consonnes par suite d'une mauvaise habitude ou d'un défaut naturel (bec de lièvre mal réduit, déchirement de la voûte du palais, etc.)

Magnant, maniant. (Perche).

Ne pas confondre avec *Magnan* (chaudronnier).

Un homme magnant est un homme souple, facile à parler, prompt aux poignées de main.

Mans. — C'est ainsi que les Normands appellent la larve du hanneton, une de nos Plaies d'Égypte.

Est-ce une aphérèse de *Normands*, un reste de litanies, conservé du temps des barbares ?

Ou de *dormants*, parce que les terribles larves dorment en terre jusqu'à l'âge de la malice ?

Est-ce une syncope de *Mahons*, surnom donné aux ravageurs par les Normands revenant de la croisade, qui confondaient ces êtres malfaisants avec le diable et son prophète ?

Maringotte. — Petite charrette de maraîcher.

On a d'abord appelé *marée* par syncope de maraîchée, les denrées que les maraîchers portent au marché. Puis, par extension, on a donné le nom de *marée* aux beurre, œufs, volailles, etc., au « crochet » tout entier.

La *maringote* est la carriole dans laquelle on transporte la *marée*.

Marubler. — Rouer de coups.

L'Étymologie de ce mot, encore très usité, est fort obscure.

Le Dictionnaire de Trévoux décrit fort au long le *Marrubium album vulgare* et le *Marrubium nigrum foetidum* et dit que le nom de *Marrube* donné à cette plante labiée vient de *Marcidum*,

flétri, à cause que les feuilles du *Marrube* sont ridées, blanchâtres, et comme flétries.

Un homme *marublé*, serait un homme ecchymosé, contus, noir de coups, « plagis et ictibus » *marcidus*.

Peut-être aussi. « *Vulneribus tritus sicut à marculo.* »

On trouve : *Margouler* dans Roger de Collerye :

« Besoin serait par cry impérial
De *Margouller* sans appel ou répliques
Tels séducteurs, serviteurs de Béalal.

(*Ballades*).

Mathieu-Salé. — Mathusalem.

L'allitération date de loin.

Peut-être Villon l'a-t-il faite le premier, pour la rime :

« Tant y a de lon et de lé
Afin que de luy soit mémoire
Vivre autant que *Mathusalé.* »

Mathusalé est du reste plus près de l'étymologie *Mathusala* qui ne fait *Mathusalam* qu'à l'accusatif.

(V. Ménage. = *Observation sur la Langue Française*, p. 316).

Mauvaiseté. — Malice.

Forme ancienne.

« Modère un peu l'arrest qui condamne au supplice
Ma folle *mauvaistié* .. »

(Bertaud. Paraphrase du ps. 6).

Mécher. — Fouailler, cingler.

Un orateur en plein vent politiquait sur une borne dans une de nos bourgades célèbre par ses moulins et la solidité de ses « remueux de pouche. »

La harangue n'était pas du goût d'un des plus crânes qui écoutait le bonnet floconnant sur l'épaule et le fouet à court bâton serpentant autour du buste.

Tout-à-coup, impatienté, il cracha dans ses mains, empoigna sa « hante » en criant :

— Range'ous, mes gars, que j'lé r'lie.

Le tribun court encore.

Sans cela, pour sûr, il aurait été *méchê*.

« S'émêcher » pour se griser est de la lange verte.

Mêgue. — Petit-lait.

De *macrum*, de *maceratum* ou de *mesga*.

Cette dernière forme se trouve dans la basse latinité et désigne le liquide qui sort de la foiselle. C'est la vraie étymologie. Le bon latin a le mot *serum* pour dire petit-lait.

Melle. — anneau.

« Pour L. *Melles* à rideaux, = v. s. »

(Gouberville).

Melle et *Maille* sont deux formes graphiques du même mot.

Mé-Matière. (Voir le mot *Mat.* m. de 1878). L'orthographe *Mé* semble affirmée par ce couplet de la chanson XIX du Vau de Vire :

« L'an mil six cent douze un garçon
Bon pressourier fit la chanson
A tous ceux qui du voisinage
Venaient sur la *Mé* faire hommage ».

Mérienne. — Méridienne.

« Voilà *Mérienne* qui chante, belle journée demain. »

(Prov. cité par M. J. Lecœur).

Ici *Mérienne* est prise pour Midi personnifié et féminisé.

Le paysan qui entend bourdonner les insectes à Midi, dit :
« Voilà midi qui chante, etc. »

Meshaigné.

Ce vieux mot, consacré par l'ancien Droit Normand, qui permettait à l'homme de battre sa femme, sans toutefois la *Meshaigner*, s'est conservé dans le patois de certains cantons. Un homme *Meshaigné* est un homme navré, roué de coups, « cofli » à moitié estropié.

Macagne, en provençal, signifie proprement : abattement.

Meshaing et *Meshaigner* se trouvent à chaque instant dans les vieux auteurs, avec des significations différentes.

Dans Rabelais, *Meshaigner* signifie estropier, affliger, agacer
Meshaing, coups, afflictions, tourment.

C'est dans ce sens que le roman de la Rose parle

D'un cuer malade d'un *Meshain*.

Meshain veut dire aussi : Maladie, affliction et tare, témoins les deux proverbes cités par Henri Estienne, dans la *Précellence* du langage français :

Qui veut la garison du Mire,
Il lui convient son *Meshain* dire.

Et cet autre :

Nul poulaia
Sans Méschain.

Mésigue. — Mésange.

Le patois normand est plus près que le français de l'étymologie allemande : *Mezèke*.

Miailler, Miailleux. — Miauler « miaulleux. »

Curieuses et énergiques onomatopées recueillies par Chrétien, de Joué-du-Plain.

Un *Miailleux* est un homme *mielleux* qui *miaule*.

Migaut ou Mijeaud. — Provision de pommes à couteau, précieusement serrées pour l'hiver.

Si *Mijoter* et *Mignoter* ont la même étymologie peut-être faudrait-il dire : des pommes de *Mignot*.

Gouberville écrit : *Migoe*. C'est de l'orthographe phonétique.

Min-Nuit. — Prononciation normande pour *Minuit*.

« Illec furent à grand déduit
Tant que fu près de *Miennuit*. »
(Rutebeuf).

Mé-di, prononciation Normande (medià die). *Mée-nuit* (medià noctle.).

Miottée. Pain « émié » dans du cidre ou dans du lait.

Dans le patois Percheron on dit : *Miettée*.

Mirouille, petite mésange. (Perche).

En termes de manège, on appelle cheval *mirouetté*, un noir-pommelé qui a des taches plus noires et plus luisantes que le reste du poil.

La *Mironille* doit être la mésange-charbonnière ou nonnette.

Mitié ou mieux **Miquié**. — Syncope de *moitié*, prononciation normande.

« En s'ensuyant la parfaite amytié
Que j'ay en toy, non congneue a *mytié*. »
(Roger de Collerye. Epitre à Nicole Bérault).

M'n Efant, pour : **Mon Enfant**. — **M'n Ami** pour : **Mon Ami**.
Syncope très usitée en Normandie dans le langage des mères-nourrices.

Elles datent de loin.

« A Juleurs oi en m'effance chanter.

(R. Wace).

Moche, Mochon. — Suivant MM. Duméril, *Moche*, en patois de Vire veut dire : « agglomération, caillot. »

En patois breton, *Mochon* veut dire : « monceau. »

En patois bas-normand, *Mochon* signifie plutôt : « motte, » boule informe et friable qui s' « émoche » en tombant ou quand on la brise.

Moisson, Moisseron. — Moineau, quelquefois : pinson.

« Nous tendismes un rêt saillant aux *moyssons* et ne prismes rien. »

(Gouberville).

Quelle que soit l'étymologie de *moineau*, la malice populaire la confond avec celle de *moine*.

Or, aux yeux des populations du Moyen-Age, un moine était un prédicant, un desservant, un *messier* et le *messarius* était aussi le *messium* custos, quand il avait nommé à cette fonction.

Morosité.

« Nos plaintes eüssent en lieu plus tôt si l'accès en eût été si facile que la bonté de Sa Majesté la rend aujourd'hui. La *morosité* d'agents, indifférents pour les sujets de notre digne seigneur, nous est d'un troisième et forcé moyen »

(Plaintes et doléances du bourg du Mesle-sur-Sarthe 1789)

M. Duval met en note : *Morosité*, mauvaise humeur (Cot-grave).

Morosité ne signifie pas ici : Mauvaise humeur, maussaderie, mais : lenteur, inertie, retard, indifférence. C'est l'état d'un fonctionnaire *morosif* et non la grognerie d'un homme *morose*. *Morosif* est un adjectif bien connu dans la langue de la bazoche. Un créancier *morosif* ne fait pas diligence pour recouvrer sa créance, un débiteur *morosif* tarde à la payer; *uterque moratur*.

Mouron. — Salamandre de terre, contre laquelle on a beaucoup de préjugés que rien ne semble justifier.

Ceux qui n'en ont pas peur le tuent impitoyablement.

MOURES. — « Mûres » sauvages, baies de la ronce.

MOURET. — Baies de myrtille, d'airelle, « sentines, » en plus pur patois qui transforme ainsi en buisson épineux l'inoffensif myrtille.

MOURES et **MOURETS** tirent leur nom de leur couleur. Le *Mouron*, — peut-être aussi, quoiqu'il soit bien près de *marran* et de *maurianus* et que sa réputation le rattache à toute étymologie maudite ou diabolique.

Comment expliquer les préjugés populaires qui fond du crapaud « l'ami de l'homme » et du *mouron* un de ses plus dangereux ennemis ? « Un cavalier qui aperçoit une salamandre doit descendre de cheval pour la tuer, » dit un vieux proverbe : un autre dicton de campagne attribue cent jours d'indulgence à celui qui tue un *mouron*.

Les poètes chantent les malheurs du crapaud sur le mode lyrique et les élégies sur l'injuste mépris des salamandres sont encore à faire.

Le crapaud et le *mouron*, sont également inoffensifs. Il ne peuvent inoculer leur « v'lin » qui dort dans des pustules en attendant qu'on aille l'y chercher. Ils ne peuvent pas plus se mordre que de mordre les hommes et ils seraient bien embarrassés de se battre.

La salamandre est-elle privée du sens de l'ouïe ? Les paysans vous répondent : On dit sourd comme un *mouron* et les plus crédules ajoutent :

Si orvet véyait
Si *mouron* oyait
Nul au monde n'existerait.

Mousu. — Grognon, hargneux, qui fait la moue.

Littéralement : qui allonge le museau.

« Item à Jehan Raguyer je donne.
Qui est sergent, voire des douze.
Tant qu'il vivra, ainsi l'ordonne,
Tous les jours une talemouse
Pour brouter et fourrer sa *mousse*. »

(Villon *Grand Testament*).

Mûrir, dans le sens de macérer, fermenter, se décomposer.

« On « recoupe un compost » pour le faire *mûrir*. Le dégel *mûrit* la glèbe, etc.

Cette expression date de loin.

« Quant voi la glaie *meure*
Et le rosier espanir
Et seur la bele verdure
La rousée resplendir,
Lors soupir
Por cele que tant désir. »

(Raoul de Soissons, 1250).

N

Mots sur lesquels des remarques ont été faites en 1878 :

Nif, Nioles, Niqueter.

Nâfrée, Naufrée.

(*Narium frictio* ?) On appelle *nâfrée* ou *naufrée* en patois bas normand l'augée de harbottage rafratchissant que l'on donne aux bestiaux, principalement quand on les rentre, à la chaleur du jour.

La terminaison *frée*, venant de *fricare*, qui a formé le radical de *fricassée*, *fricot*, a déjà frappé notre savant ami M. le comte de Charencey dans son ingénieuse dissertation sur l'étymologie de *galimafrée*. Il a suffisamment et surtout ingénieusement raison. Mais il me semble (*adhuc grammatici certant*) que dans l'espèce le suffixe *gal* ou *gali* avait, au moins à l'origine, un sens plutôt majoratif que péjoratif.

On se souvient du fameux quatrain sur les vignobles de Normandie :

Le vin trenche boyau d'Avranches
Et rompt ceinture de Laval
Ont mandé à Renaud d'Argences
Que Collinhou aura le *gal*.

On a pu discuter sur le sens littéral du mot : *gal*, mais on est d'accord pour reconnaître qu'il désigne une place d'honneur; aujourd'hui nous dirions que le *collinkou*, sorte d'hydromel, a le

prix, le pompon, le porion, etc., dans le concours vinicole de Normandie ; les plus raffinés lui donneraient le droit de décrocher la tymbale.

D'un autre côté, *gualler*, *galler* a signifié, jusqu'au xvi^e siècle, se réjouir, faire bombance, se régaler, on trouve le verbe dans Rabelais, le maître ès propos de gueule.

Gale, au même temps, était synonyme de banquet, et les compagnons *gallois* étaient de glorieux bons vivants. (Oliv. Basselin, ch. d'Orléans, etc., etc.) On servait de la *galentine* du temps de Jean de Meung. (V. le mot.)

Le mot *gala* nous est resté. En nos jours de frairie, les gâteaux les meilleurs et les plus prodigués, ont toujours été les *galettes*, témoins les galettes des rois, les galettes de noce, etc. Les plus aristocratiques sont « sablées » avec du sucre et liées avec des œufs ; les plus modestes sont de farine maniée avec du beurre. La *galette* du pauvre est le *galimot* de sarrazin, empâté à la diable et jeté tout sec sur la galettoire. Aux grands jours, on le dore de beurre qui fond à mesure du frottis, et on l'empile si les affamés donnent le temps voulu. Il y en a de gras et de maigres, de bien et de « mau-frayés » ; autant les privilégiés savourent les uns à « liche-doigt », autant les autres font la grimace en mâchonnant les *galis-mau-frés*.

Galimafrée étant exclusivement un « mot de gueule », rien n'empêche de lui attribuer l'étymologie un peu fantaisiste qui précède.

Mais *galimatias* ne s'appliquant qu'aux œuvres de l'esprit, doit plutôt prendre sa source dans la bouteille à l'encre.

Natter. — « Gare au belin, il va vous natter. »

(SENONCHES.)

Suivant MM. Duméril, *nater*, en patois normand, signifierait nettoyer. Ils attribuent à l'arrondissement de Mortagne la forme *nettir*, qui est beaucoup plus générale.

Natter, dans le sens de « doguer », pourrait réclamer une étymologie toute littéraire.

Il viendrait du verbe latin *Nanciscor*, prêt. *Nactus sum*. On trouve dans Plaute : *Nancisci adversarium*, rencontrer un adversaire.

Nactā veut dire : foulon.

Né natif. — N'y a-t-il pas autre chose qu'une redondance dans cette qualification sinon injurieuse, du moins familière, indiquant une origine ?

On lit dans le *Dictionnaire de droit normand* au mot *nief* :

« NIEF. — Mot fréquent dans nos anciennes coutumes : il désigne la femme née d'un serf ou villain. Ce mot venait de *nativa* que le peuple rendait par *nélif* ou *nétief* et avait été donné aux femmes nées dans la plus basse classe des vassaux, parce que la naissance seule pouvait y placer les femmes, l'homme seul ayant la liberté de se faire serf ou vilain. (Anc. Loix de France, p. 263. 4^e vol.)

Se néier, — se noyer. Seule prononciation admise par les puristes au XVII^e siècle.

« Nous n'avons que ce coq.

— Quel coq ?

— Notre coq, là,

Qui tomba dans le puits hier et se *néia*.

(MAUCROIX, *la Vespière*).

Nettir, nettier, nettisser, — nettoyer.

Employé au fréquentatif et au subjonctif présent :

Ex. : « S'i faant que j'*nettissions*-je tout le souil qu'*j'avez* fait, j'avons d'l'ouvrage. »

Neu, — pour neuf.

« Le manant s'écria : c'est chose bien bizarre ;

Il est tout délabré, chacun en fait l'aveu,

Comment vouloir qu'on le répare ?

Il vaudrait mieux en faire un *neu*.

M. DE C*** (CHENNEVIÈRES). — *Conte du manant obligé à réparer l'honneur d'une femme apostrophée*.

Nez, — faire un nez, rester « jugé ».

Allusion à une ancienne pénalité de la coutume de Normandie :

« S'aucun à un autre impute

Aucun vice que l'en repute

Larrechin, omicide, ochie,

Dannement de membre ou de vie

Et se de tel vice est meüe

Querelle, il est chose sceüe

Et l'accusey le confessoit
 Ou vaincu de tel chose soit
 Puni doit estre par justice
 Grief par pécune sur lui prise
 Et à qui l'injure a soufferte
 Amende pour reproche apperte
 De corps, — *si que son nez tiendra*
 Par haut o ses doigts et viendra
 Disant ainsi : par telle loy
 De ce que *larron* t'appelloy
Omicide ou il nommera
 Le vice dont vaincu sera
 En la querelle je MENTY,
 Car tel vice n'est pas en ty
 De ma bouche dont prononchay
 Ce chy mensongier me nonchay
 Et ce fait notoire en assise
 Doit être en plets et en l'Eglise
 Le jour solemnel que l'en sache...
 Comment celui qui fist tel vice
 Se tiengne mensongier et nice.

(RICHARD DOUBALD, coutunier en vers, chap. ciii.)

Faire le pied de nez à quelqu'un était donc jadis lui dire en pantomime : *tu en as menti*. Le sens du geste explique la gravité de l'injure.

Niàs, enfant (Perche), prononcez *gniàs*, *méchant petit' q'naille*, *ren g'nen tout, nient*.

« Je ne vous demande *nient*
 Fors que me vueilliez bien entendre. »

(*Moralité des enfants de maintenant.*)

Nioure. — Mollière, marécage, fondrière, biorage, *noë*, terrain *nié*.

On appelle en patois rustique, *biorages* les abords marécageux d'un *bief*, *bieu* ou *biot*. (Voir ce mot).

Une *nioure* est une portion de pré ou de marais, humide et difficilement abordable. C'est un terrain *nié* dans lequel le faucheur « s'engage » et risque de se *nier* lui-même. (Voir le mot suivant.)

Noë, — marécage, biorage.

On dit aussi en patois bas-normand : une *nioure*, c'est-à-dire une *noë* où l'on peut se *nyer*.

Noé, **Noué**, — Noël.

Cette prononciation n'est pas particulière au patois normand, bien que nulle part peut-être on n'insiste plus que chez nous sur la diphthongue.

Le *noei* bourguignon est est dyssyllabique

« J'airon *no-ei* demain
 Robeigne,
 Lubeigne,
 Bereigne,
 Ligéi,
 Chantons tō : *no-ei*, *no-ei*, etc. »
 (V. LA MONNOYE.)

Notre façon de prononcer a donné naissance à un vieux proverbe peu connu et assez curieux par la morale particulière qu'il contient et la bizarrerie de son double sens.

« Qui vend dès l'aout, achète dès Noël. »

Cet aphorisme, qui s'applique surtout aux fermiers gênés, sonne ainsi aux oreilles des normands goguenards :

« Qui vend des loups, achète des noix. »

Noud, — *noud*

« O de certains mots latins se change en *eu* ou en *ou*, tantôt dans le même sens tantôt dans des sens différents. »

(SYLVIVS DU BOIS.)

« Portant sur eux des cordes à gros *nouds*
 Pour lui lier les jambes et genoux. »
 (Clém. MAROT.)

« Qu'eüssé-je fait ? L'archet était si doux,
 Si doux son feu, si doux l'art de ses *nouds*
 Qu'en leurs filets encore je m'oublie. »
 (RONSARD.)

Malgré l'autorité de Marot et de Ronsard, l'O du *nodus* latin a profité de la liberté constatée par le vieux Dubois. Il se change en *eu* dans *næud* et en *ou* dans *ncueux*.

Nourri, — portion du cheptel d'une ferme.

Il y a trois sortes d'aumailles :

- 1° Les bêtes de travail (somme ou trait) ;
- 2° Les bêtes « à graisse » ;
- 3° Les bêtes de *nourri*, c'est-à-dire les élèves à l'état strict d'entretien avant d'être mises à l'engrais.

Le nom de *noturiaux* ou nourrissons est spécialement appliqué aux cochons de lait.

O

Mots sur lesquels des remarques ont été faites en 1878 :

O, Orine, où c'est que.

Orbête. — Orvet.

« L'orvet est un petit serpent non vénimeux ; il est fort joli, sa robe est délicatement nuancée et, telle est sa fragilité qu'un léger coup en fait deux tronçons. De là son nom de « serpent de verre.... »

« Le préjugé populaire en fait cependant un animal dangereux et affirme qu'il est aveugle, ce qui obvierait heureusement au défaut qu'on lui reproche. »

(Jules Lecœur. *Esquisses du bocage Normand*).

Les paysans qui généralisent leurs terreurs et laissent volontiers s'étendre leurs préjugés donnent le nom d'*Orbêtes* à tous les reptiles pour lesquels ils ont une répugnance instinctive doublée d'une crainte exagérée. (V. le mot **Mouron**).

Oriller pour *Oreiller*. — Prononciation normande (élision de l'e muet).

« Sans accoler au lit mon *Oriller*. »

(Rog. de Collerye. *Lamentations d'une Bourgeoise*).

Ostiné. — Obstiné.

Ancienne prononciation.

« A l'égard des mots qui commencent par *ob* on dit : objet, obvier, obséquier, obscur et on dit au contraire : ostiné, ostination. »

(Ménage. *Observations sur la Langue Française*, p. 287).

Ouin. — Oui et non.

Ouin, ouiche ne sont pas des négations absolues ; ce sont des négations dubitatives et goguenardes, le plus souvent des réponses malhonnêtes renfermant le mépris d'un conseil ou quelque vilain défi.

Exemples :

— S'tu mont' dans mon meriézier, tu vas ché et t'casser l'cou.

— *Ouin !*

— S'tu beus co c'pichet-là, tu s'ras saou comm' la bourrique à Robespierre.

— Ah ! *Ouin !*

Ouipias. — Ouiepeaux, oripeaux, oreillons.

La fluxion des glandes parotides qui, généralement aujourd'hui se résout en une incommodité d'une quinzaine de jours paraît avoir été au moyen âge une maladie épidémique sérieuse, comme en fait foi le vieux cantique normand à Saint-Sébastien que les « Charitons » chantent encore parfois pendant que la terre tambourine lugubrement sur le cercueil.

Saint-Sébastien, gardez-nous de tous maux,
De la peste et des « Oripeaux. »

Ouvrier. — Jour *ouvrier*.

Les Normand « s'ostinent » à dire : jour *ouvrier* et non pas : jour *ouvrable*.

« Il faut dire : jour *ouvrier*. C'est comme on parle d'ordinaire. Et c'est aussi comme parlaient nos anciens. Crétin dans son *Pastoural*, feuillet 104 :

Dormir jours *ouvriers* et dimanches.

Et Coquiart, dans le monologue des *Perruques*, feuillet 154 :

En eux n'a façon deshonnête
Tant aux jours *ouvriers* qu'à la feste.

Nicod dit aussi : jour *ouvrier*. »

(Ménage. *Observations sur la Langue Française*, p. 176 et 177).

Jour *ouvrier* vient d'ailleurs directement du latin :

- Non ludimus, hodiè ?
- Non. nam dies est *operarius*.

(Vivès. *Dialog.*)

Ouvé, Ovec. — Formes intermédiaires entre *O* et *Avec*.

Elles expliquent le patois : *Dovec*.

« Je (Godefroy de Harecour) quitte et relesse à tous jours héréditablement au dit Monseigneur le Roi (de France et d'Angleterre) à ses hous toute ma dite terre et héritage en Normandie ove toutes appartenances et dépendances après la fin de ma vie. »

(Archives de Londres).

« Et auxi toutes les bombardes et canons avec les pouldres estans en la dite place demourront pour la sauvgarde de ceste place. »

(Capitulation de Domfront, 1418).

A suivre.

ANALYSE

DE

DIVERS ACTES DU TABELLIONNAGE D'ALENÇON

XVII^e SIÈCLE

(Suite).

1^{er} JANVIER 1600. — Devant les notaires de Saint-Pater, noble homme René Frotté, sieur de Couterne, Jean de Frotté, sieur de la Rimbellière, son frère, Jean du Barquet, sieur du Bourg, gendre du sieur de Couterne, ont vendu à M^e Nicolas du Mesnil; écuyer, sieur du lieu, greffier-propriétaire du siège présidia d'Alençon, tout le domaine au d'it sieur de Couterne appartenant, qui tient de son fief de Scay, sans aucune réserve, assis en la ville d'Alençon et environs, qui consiste en une pièce de terre, près Saint-Blais, contenant 6 journaux, joignant le cimetière de Saint-Blais, la veuve Mathieu le Barbier, sieur de Pillant, le grand chemin d'Alençon à Paris et le grand chemin d'Alençon à Sées; item, diverses autres pièces de terre dans le même réage; item, 7 journées de pré en Hambon, allant à pré, changé avec le Roy et le droit de busche des quatre portes de la ville d'Alençon. Pour jouir de toutes ces choses par Nicolas du Mesnil, comme de son propre héritage; chargé de faire chacun an deux sols de rente à la seigneurie de Scay, sauf des aides féaux, quand elles échoiront. Cette vendition faite pour 2,000 écus, évalués 6,000 liv. exempt de treizièmes.

13 MAI 1600. — Au château d'Alençon, haut et puissant seigneur maître Odet de Saint-Denis, seigneur baron de Fresnay et de Hertré (1), chevalier des deux ordres du Roy, capitaine de 50 hommes d'armes de ses ordonnances, capitaine et gouverneur de la ville et château d'Alençon, a vendu à noble Guillaume Cochon, sieur de Morantès, président en l'élection d'Alençon, deux fiefs nobles, assis en les paroisses de Saint-Germain-du-Corbeys, Hellou et Saint Pierre-de-Montsort et autres paroisses, l'un appelé la Tirrelière et l'autre appelé Chauvigny, avec les hommes, vassaux, sujets, cens, rentes, droits honorifiques et dignités, sans du tout en rien retenir et tout ainsi que ces fiefs étaient composés et s'étendaient lors de la composition de baronnie et que les deffunts sieurs de Hertré et de Chauvigny en jouissaient. Ces fiefs sont tenus et mouvants de la baronnie de Hertré en laquelle il en a retenu les foy et hommage et de 20 sols pour chacun relief et 10 sols d'aide de relief, sans payer aucuns treizièmes. Cette vente faite pour la somme de mille écus.

16 OCTOBRE 1601. — Noble et puissant seigneur messire René de Rabodanges, sieur de Cherville, la Geurie et la Beslière, demeurant à Cherville, paroisse de Sainte-Colombe-la-Petite, assisté de haut et puissant seigneur messire Louis de Rabodanges, chevalier, seigneur de Crèveœur, son frère aîné, et messire Guillaume Doisel, lieutenant général civil et criminel de M. le Bailli de Caen, institués par justice pour assister à l'aliénation des immeubles du sieur de Cherville pour le mariage de ses sœurs, ayant passé l'âge de 21 ans, a vendu à noble Pierre le Paulmier le jeune, sieur de la Pavinière, demeurant à Sées, la terre et sieurie des Fontaines, y compris le moulin à blé dit le Moulin-Neuf, située paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Gervais-de-Sées et autres circonvoisines, tenue et mouvante du Roy en franche bourgeoisie. Cette vente faite pour 3,000 écus sols, valant 9,000 livres tournois.

5 FÉVRIER 1602. — Confirmation de la vente du 13 mai 1600, par Odet de Saint-Denis, tant pour lui que pour noble homme Jean de Saint-Denis, sieur de Roullée, son oncle, à maître Guil-

(1) Il était fils de René et petit-fils de Gilles et de Marguerite de Pillois. Il épousa Jeanne de Tournemine, dont il eut Marthe, fille unique.

laume Cochon, du fief de Chauvigny, tel qu'en avaient joui messire René de Saint-Denis et Jean des Loges, écuyer, sieur de Chauvigny. Odet de Saint-Denis retient la mouvance à la baronnie de Hertré avec la foy et hommage par 3 livres 15 sols de plein relief et 37 sols 6 deniers pour demi-relief. Dans cette vendition sont comprises les tenures des métairies de Chauvigny et le Pres-soir-Berthaut, aliénés par les sieurs de Hertré à Jean Brichard. Réservation faite par le vendeur que les hommes et vassaux sujets du fief de Chauvigny amèneront moudre leurs grains à son moulin de Guéramé. Il a en outre vendu au sieur Cochon la faculté qu'il a de pouvoir retirer la métairie de Saint-Barthélemy aliénée à Julien Boulleau pour 3,000 livres. Cette vente faite pour 1,333 écus un tiers, évalués à 4,000 livres.

4 AVRIL 1602. — Foy et hommage par Charles de Nollant, titulaire de la chapelle de Lonray, à René de Vallée, seigneur du Chevain, pour 7 ou 8 journées de pré, nommé le pré Saint-Michel, dépendant de cette chapelle.

29 MAI 1602. — Noble homme Samuel Dornant, conseiller et trésorier de Madame la duchesse de Bar, sœur unique du Roy, fils et héritier de feu Jean Dornant et d'Ambroise de Marcilly, ce dernier vivant, officier de la Reine, mère du Roy, d'une part ; et honneste femme Catherine Dupont, veuve Robert Caget, sieur du Pin, et Magdeleine Caget, leur fille, d'autre part ; se sont donnés la foi de mariage et promis se prendre l'un et l'autre. En faveur duquel mariage Catherine Dupont a laissé à sa fille la propriété de la terre fief noble et seigneurie du Pin, située paroisse d'Assé-le-Boisne, tenue de la seigneurie d'Assé et de Norommé.

30 MAI 1602. — Philippe de la Mondière, écuyer, sieur du Parc, demeurant paroisse de Bursard, a vendu à noble Nicolas le Hayer, conseiller du Roy, lieutenant en la vicomté d'Alençon, le fief de Bures, comme il se poursuit et comporte avec les cens, rentes, profits de fiefs et autres aventures, ainsi qu'il appartient au vendeur par acquêt de noble François de Bernières, sieur de Villiers, et demoiselle Renée de Marail, son épouse, avec faculté de retrait pendant trois ans ; ce fief s'étendant es paroisses de

Coulombiers, Piacé, Chérizay et Vivoin, tenu et mouvant de la baronnie d'Antoigné, à la charge des obéissances telles qu'à seigneur de fief appartient. Cette vendition faite pour la somme de 33 écus et 20 sols.

7 JUIN 1602. — Catherine du Pont, veuve Robert Caget, sieur du Pin, et demoiselle Catherine de Mendon, femme et procuretrice de Jacques de Meslay, écuyer, seigneur de Cerizé (1) s'obligent payer à demoiselle Jeanne du Beuschet, veuve Gilles de la Haye, écuyer, sieur du lieu, 220 écus pour pur et loyal prêt.

13 JUILLET 1602. — Jean Cadier, écuyer, sieur de Fontenay, demeurant paroisse de Courgains, sur son lieu du Plessis, pays du Maine, a vendu à noble homme messire Guillaume Cochon, sieur de Vaubougon, président des élus d'Alençon, le fief et seigneurie de Fontenay, dont le chef est assis en cette paroisse, en toutes circonstances et dépendances, droits de patronnage ès églises et bénéfices de Fontenay, Saint-Didier et Longe-Noë, droit de chasse dans les forêts d'Ecouves, Bois-Mallet et Deffens de Tanville, et d'être un des quatre francs dans ces bois et forêts, d'y prendre bois pour bâtir et de chauffage, panage et pâturages, hommes sujets et vassaux avec tous droits honorifiques, rentes, corvées et tous autres droits appartenant au seigneur de Fontenay, suivant les aveux rendus à la Chambre des comptes. Ce fief et métairie tenus du Roy à cause de son château d'Alençon. Cette vente faite pour 1,200 écus sols avec faculté de rémérer en 6 ans. Le vendeur se réserve le surplus de son domaine non fleffé avec deux moulins et étangs qui relèveront de ce fief de Fontenay.

6 MAI 1603. — Jacques de Thienuelle, écuyer, seigneur de Graigne, vicomté de Carentan, a vendu à Pierre Erard, sieur de Houssemaine, le lieu et métairie de Fontaine-Badouère, en toutes ses circonstances et dépendances, situé paroisse de Damigny, tenu des fiefs de Damigny, Sçay, Lonray, Perseigne, Hertré et Ravigny. Cette vente faite pour 6,000 livres.

(1) Le fief de Cerisay relevait nuement de la châtellenie d'Assé-le-Boisne, qu'elle-même relevait de la baronnie de Fresnay au Maine.

27 MARS 1604. — Messire Pierre de Saint-Denis, chevalier, seigneur de Dehaut, Allonnes, Montigny et More, et demoiselle Antoinette de Baigneux, sa mère, ont vendu à messire Jacques du Val, sieur du Mesnil, bourgeois d'Alençon, le lieu, terre et métairie et domaine de More, situé paroisse de Colombiers, tant en maisons masures, de présent en ruines, fuye et colombier, etc., tenu et mouvant de son fief de More; cette vente faite pour 5,800 livres.

Et le même jour, Pierre de Saint-Denis a donné en échange à Jacques du Val, sieur du Mesnil, le fief de More, qui est un tiers de fief, dont le chef est assis paroisse de Colombiers, tenu du château d'Alençon, avec tous ses droits et privilèges, fors le fief de Vieux-Pont tenu de la seigneurie de More que Pierre de Saint-Denis se réserve et auquel le sieur du Val a donné en contre-échange plusieurs pièces de terre situées paroisse de Valframbert.

6 SEPTEMBRE 1604. — Jacques du Val, sieur de More, a vendu à haut et puissant seigneur Charles, seigneur de Matignon, comte de Thorigny, sire de l'Espare, seigneur de la principauté de Mortaigne, conseiller du Roy en ses Conseils d'Etat et privé, chevalier de l'ordre de S. M., capitaine de 100 hommes d'armes de ses ordonnances et lieutenant général pour S. M. ès baill'ages d'Alençon et Cotentin, de présent en son château de Lonray, les fiefs nobles de More et de Vieux-Pont, situés paroisse de Colombiers et aux environs, rentes, dignités, sujets et vassaux, et tout ainsi qu'ils appartiennent à Jacques du Val, par échange avec Pierre de Saint-Denis. Cette vente faite pour 3,300 livres, non compris le domaine des dits fiefs, que le sieur du Val s'est réservé. Le fief de More relevant du château d'Alençon et celui de Vieux-Pont de la seigneurie de More.

11 OCTOBRE 1604. — Noble homme messire René d'Erard, seigneur de Mesnil-Guyon, conseiller du Roy, lieutenant général civil et criminel de M. le Bailli d'Alençon, maître des requêtes de la Reine (1), propriétaire d'une maison au carrefour de la porte de l'Encrel de la ville d'Alençon, reconnaît n'avoir aucun droit de communauté dans le mur de la maison du sieur Ruel.

(1) Il épousa Marie d'Aspres (contrat à Laigle du 19 février 1594), dont six fils et trois filles.

12 OCTOBRE 1604. — Transaction sur procès entre Révérende dame Madame Catherine de Chourses, abbesse du moustier et abbaye de M^r Saint-Julien du Pré-lès-Le Mans, d'une part; et les prévost et chanoines prébendés de l'église Saint-Gervais de Sées, d'autre part; il résulte du procès que l'abbesse étant fondée à la perception des deux tierces parties des grosses dixmes de la paroisse de Valframbert et les chanoines du tiers restant; et cette paroisse étant divisée par le ruisseau de Longue-Eau passant au travers icelle, les fermiers des parties ont accoutumé, pour leur commodité, de cueillir, par indivis, les dixmes et les engranger, savoir : du côté de deça, qui sont les deux tiers ou viron de la paroisse, dans la grange que l'abbesse a fait bâtir sur le domaine de l'abbaye, joignant le grand chemin d'Alençon à Sées et semblablement les fermiers mettent les gerbes d'au-delà du ruisseau, dans une autre grange, bâtie de temps immémorial sur le domaine et aumône de la cure, au lieu presbytéral et les fermiers ayant fait battre et partagé les pailles et grains des deux parts au tiers, serait advenu que la grange étant au lieu presbytéral serait tombée en ruines; pourquoi les chanoines se sont obligés à la réparation entière, sans aucune contribution de la part de l'abbesse, et ont reconnu que l'autre grange appartient à l'abbesse et qu'ils n'ont pu acquérir aucune possession ni propriété sur cette grange, nonobstant l'exploitation de leurs fermiers

23 NOVEMBRE 1604. — Transaction entre demoiselle Marthe de Bonvoust, veuve noble homme messire Christoffe Thorel, sieur de Boisgirard, docteur en médecine, d'une part; et Marin de Chabot, écuyer, sieur de la Guillerye, Charles de Chabot, écuyer, sieur de la Barochère, Guillaume Piffaut, écuyer, sieur de Rye, et leurs femmes, d'autre part; lesquels comme héritiers de feu Thorel, ont pour demeurer quittes des reprises portées par le contrat de mariage de Marthe de Bonvoust, a elle cédé une maison sur la rue du Jeudi et sur celle à la Personne.

14 MAI 1605. — Haut et puissant seigneur messire Charles, seigneur de Matignon, comte de Thorigny, sire de l'Espare, seigneur de la principauté de Morlaigne, baron de Saint-Cénery, seigneur de Lonray et autres lieux, chevalier des deux ordres du Roy, capitaine de 100 hommes d'armes de ses ordonnances, lieu-

tenant pour S. M. ès bailliages d'Alençon et Costentin, présentement à son château de Lonray, a vendu à messire Jacques du Val, sieur de Vieuxpont et du Mesnil, le domaine non fleffé de la baronnie de Saint-Cénery, avec permission de pêcher par le meunier dans la rivière, le moulin à blé, chaussées, écluses et sujets avec les bois de haute futaie et autres dépendant de la baronnie. Cette vente faite pour 3,400 livres avec faculté de rémérer dans 5 ans.

15 OCTOBRE 1605. — Hautes et puissantes dames Françoise de Daillon, veuve, messire Jacques, seigneur de Matignon, maréchal de France, et dame Léonore d'Orléans, épouse de messire Charles, seigneur de Matignon, comte de Thorigny, etc.; lesquelles ont loué et ratifié le contrat de vente fait par le sieur de Matignon à haut et puissant seigneur messire Jean-Louis de la Valette, duc d'Epéron, pair et colonel général de France, passé devant Ferrau et de Briquet, notaires au Châtelet de Paris, le 4 de ce mois et an, de la terre et seigneurie de l'Espare, située au pays de Médoc.

6 JANVIER 1606. — Dame Marguerite du Quesnel, épouse de messire Jean de la Moricière, chevalier, sieur de Boisjosse et d'Avoise, y demeurant; laquelle a ratifié l'échange fait par son mari avec Pierre Bisot d'une place à fourneau à chaux contre d'autres héritages. Le tout situé paroisse de Radon.

18 JANVIER 1606. — Traité de mariage entre Jacques du Valpoutrel, écuyer, sieur du Noyer, conseiller du Roy, lieutenant de M. le prévost général de la province de Normandie, demeurant au Valpoutrel, paroisse de Cizay, présomptif héritier et en partie de Guillaume du Valpoutrel, écuyer, sieur de Vaunoise, conseiller du Roy et avocat général en sa cour des Aides de Normandie et de feu demoiselle Geneviève de Caradau, son épouse, d'une part; et demoiselle Magdeleine Joannes, fille et héritière en partie de feu René Joannes, écuyer, sieur de Glatigny, et demoiselle Jeanne de Bouchet, à présent épouse de Guillaume Cochon, écuyer, sieur de Vaubougon, président en l'élection d'Alençon.

8 MARS 1606. — René Frotté, écuyer, sieur de Couterne et

Vieuxpont, et Benjamin Frotté, écuyer, sieur de Scay, ont **vendu** à Pierre le Hayer, sieur du Chable, demeurant à Alençon, le fief et seigneurie de Scay, dont le chef est assis en la ville d'Alençon, avec tous ses droits, dignités et prérogatives, cens, rentes, services, devoirs, hommes, hommages, reliefs, treizièmes, cour et usage, justice et juridiction, y compris le fief des quatre portes et droit de hûche, tenu nuement du Roy à cause de son château d'Alençon, pour un quart de fief de haubert. Cette vente faite pour 3,000 livres.

29 MARS 1607. — Messire Antoine Fournerie, maître de Forges de la Bataille, et Michel de Laune, sieur de la Gennerié, messire de Forges de Saint-Léonard, ont rompu la Société qui était entre eux et fait partage des effets de cette Société et des biens qu'ils avaient acquis pendant son cours.

14 MAI 1607. — Jean Cadier, seigneur de Fontenay, demeurant au lieu du Plessis, paroisse de Courgains, a **vendu** à noble homme Jean de Trillard, capitaine et gouverneur pour S. M. et S. A. de Wirtemberg de la ville et château d'Alençon, la grâce ou réméré qu'il s'était retenu sur Guillaume Cochon, sieur de Vaubougon, président des élus d'Alençon, pour la vente qu'il lui avait faite le 13 juillet 1602 du fief et seigneurie de Fontenay, droit de patronage et nomination au bénéfice de Fontenay, Saint-Didier et Longuenoë, droit de chasse dans la forêt d'Ecouvès, Bois-Mallet et deffens de Thanville, etc.....

Et le 23 mai Guillaume Cochon, sieur de Vaubougon, a remis à Jean de Trillard, sieur de Rien, le fief, seigneurie et dépendances de Fontenay qu'il avait acquis de Jean Cadier, seigneur de Fontenay, au moyen de 7,449 livres 3 s. qui lui ont été remboursés.

12 JUIN 1607. — Furent présents messire Gallois d'Aché, chevalier, seigneur du lieu et du Grand Escures, Larré, Congé et Songé et à cause des seigneuries d'Aché et du Grand Escures, seigneur suzerain patron et fondateur de la paroisse et église de Semallé, demeurant à Aché, paroisse de Congé, d'une part ; et noble homme Pierre le Hayer pour lui et se faisant fort de d^{ne} Suzanne de Semallé, son épouse, sieur de la Gueslandière et

de Semallé, d'autre part ; lesquels pour terminer tous les procès qui ont ci-devant existé entre leurs prédécesseurs et à présent pendants entre eux, tant au Parlement de Rouen et juridictions du bailliage d'Alençon, Domfront et ailleurs, pour les règlements des tenures des deux fiefs et franchises vavassories appartenant aux sieur et d^{me} appelés de Semallé, relevant nuement l'un du Grand Escures et l'autre d'Aché, ont par l'avis de leurs conseils et amis fait l'accord et transaction irrévocable qui en suit (Le détail de toutes les mouvances est spécifié), et pour plus grande notoriété de ce règlement, il sera planté, à frais communs, des devises de pierre de Hertré, enlevées de 2 pieds hors terre.

26 AOUT 1607. — Mathurin Pithois, Ambrois Houssemaine et Jean Lenoir, bourgeois d'Alençon, ont reconnu avoir reçu de messire Benjamin de Buninchausen, sieur du lieu et de Vualmérade, conseiller d'Etat de très haut et très puissant prince Monseigneur le duc de Wurtemberg, et surintendant de ses affaires, la somme de 8,483 livres pour le remboursement du greffe, droit de clerc, parisis (1) et augmentation de juridiction de vicomté pour la châtellenie d'Alençon, aux fins de la réunion au domaine d'Alençon, suivant le contrat fait entre S. M. et le seigneur duc pour l'engagement des domaines, châteaux, terres et seigneuries d'Alençon, Valognes, Saint-Sauveur-Landelin, Saint-Sauveur-le-Vicomte et Nehou, en exécution de sentence donnée le jour d'hier par M. messire René d'Erard, sieur de Mesnilguyon, conseiller du Roy, maître des requêtes de la Reine et lieutenant-général au bailliage et siège présidial d'Alençon.

8 OCTOBRE 1607. — M^e Quentin Vavasseur, l'un des échevins de la ville d'Alençon, a représenté aux conseillers de cette ville les titres concernant la subjection du charroi des meules du moulin d'Ozé, par quelques-uns des tenants de ce fief, pour quelques héritages dépendant de la Maladrerie de Saint-Ladre, appartenant aux habitants comme patrons et fondateurs, savoir une déclaration rendue à la seigneurie d'Ozé, le 9 juillet 1549, par Nicolas Hermelin, lors administrateur de la Maladrerie, un extrait du registre des remembrances du fief d'Ozé du 26 avril 1554, por

(1) En terme de compte, le *parisis* d'une somme était l'addition du quart de cette somme au total de cette somme.

tant adjudication sur Guillemain Perrier, lors détempleur de la métairie de Saint-Ladre, sur quoi le conseil de la ville est de ne point tenir de procès contre le seigneur d'Ozé (1), lequel a reconnu par acte du 18 octobre 1607, avoir reçu de Quentin Vavasseur, échevin, une somme de 19 livres 2 s. 6 d. pour la part contributive des habitants d'Alençon au train et charroi des meules du moulin d'Ozé.

2 DÉCEMBRE 1607. — Lots et partages des biens de feu noble M^e Pierre le Hayer, sieur du Chable, conseiller du Roy, lieutenant de M. le Bailli d'Alençon, entre messire Hector Hémon, sieur de Bunchourt, Robert Chandebois, sieur de la Haye, René Guillart, écuyer, sieur du Buot, à cause de leurs femmes le Hayer, pour être pris deux lots par noble messire Nicolas le Hayer, conseiller du Roy, lieutenant de M. le Bailli d'Alençon, Pierre le Hayer, sieur de Semallé, Abraham le Hayer, sieur du Perron, lieutenant en la vicomté d'Alençon et Adam le Hayer, fils du sieur et dame du Chable ; au second lot est compris le lieu, terre et héritages de la Gueslandière et terres aux environs du Val et au 3^e lot les terres aux environs de la Truelle et du Perroncel.

7 JANVIER 1608. — Traité de mariage entre honorable Mathurin des Portes, sieur de la Fontaine, fils unique de messire Mathurin des Portes, avocat, et d'honorable femme Françoise Rouault, et honorable fille Marie Pagot, fille unique héritière de feu noble messire Denis Pagot, conseiller du Roy, et de Monseigneur le duc d'Alençon en ses cours d'échiquier, et en partie de Marie Farcy, sa mère.

7 FÉVRIER 1608. — Guillaume Richer, du Meslerault, a vendu à noble homme, messire Claude des Portes, sieur de Vauguimont et de Bruslemal, conseiller du Roy, lieutenant-général de la vicomté d'Alençon, un pré, sis seigneurie du Meslerault.

18 FÉVRIER 1608. — Quatre lots et partages faits et présentés par noble Adam le Hayer, sieur de Scay, à nobles hommes messire Nicolas le Hayer, sieur de Cerceaux, conseiller du Roy, lieute-

(1) C'était alors Thomas le Coustellier, époux de Françoise de Courdemanche, dont l'histoire légendaire dit que Henri IV avait été épris.

nant au bailliage et siège présidial d'Alençon, Pierre le Hayer, sieur de Semallé et Abraham le Hayer, sieur du Perron, conseiller du Roy, lieutenant en la vicomté d'Alençon, enfants de noble homme Pierre le Hayer, sieur du Chable, conseiller du Roy, lieutenant au bailliage et présidial d'Alençon ; le premier lot composé de la terre du Chable ; le second du lieu et maisons de Perroncel, le tiers lot du lieu et maisons de la Gueslandière et le quatrième du lieu et maisons de la Truelle.

31 MARS 1608. — François du Val, sieur du Plessis, stipulant pour Nicolas du Val, sieur du Cormier, son fils, tuteur des enfants de Guillaume du Val, sieur du Sortoir et de Magdeleine Ruel, par l'avis de Thomas du Val, sieur de Beauvais et de Bonnaventure du Val, sieur de Verbuissou, a vendu à Guillaume Ruel tout et tel droit hérédital échu à Magdeleine Ruel, de la succession de Nicolas Ruel, son père ; ce droit hérédital tenu des seigneurs du Chevain, Ozé et la Giroudière pour la somme de 250 livres.

1^{er} OCTOBRE 1608. — Vente par Odet de Saint-Denis, baron de Hertré, gouverneur d'Alençon, du fief et terre du Noyer, à Thomas du Hamel, dont le chef est assis paroisse de Vingthanaps, consistant en un 8^e de fief de haubert, manoir seigneurial, moulin à vent, moulin à eau, etc... Il est stipulé que l'acquéreur sera tenu à la comparance des plets et gages plèges de la baronnie et sera tenu de payer 12 d. de rente seigneuriale, à la foy et hommage, relief, trézièmes, aydes, etc...

Il est bon d'observer que le Roy n'a consenti à cette aliénation par aucunes lettres de désunion (1).

14 NOVEMBRE 1608. — M^e François Laudier, sieur de la Fontaine, a vendu à Mathieu Laudier, verdier et garde marteau des bois et forêts de la châtellenie d'Alençon, son fils, le lieu et métairie de la Fontaine, située paroisse de Semallé ; le dénombrement pièce à pièce est contenu dans le contrat. Cette vente faite pour la somme de 5,800 livres.

21 OCTOBRE 1609. — Jacques du Hamel, sieur du Parc, con-

(1) Cet acte ne fait pas partie des minutes du tabellionage d'Alençon.

seiller au présidial d'Alençon, reconnaît devoir à messire Odet de Saint-Denis, chevalier de l'ordre du Roy, baron de Hertré, demeurant à la Tournerie, la somme de 7,000 liv., pour le prix principal de la vente faite du fief, terre et métairie du Noyer, paroisses de Feugeret et Vingthanaps avec les moulins, par acte passé devant Le Géard, notaire à Fresnay, le 1^{er} novembre 1608.

10 AOUT 1610. — Messire René de Rabodanges, seigneur de Cherville, les Rouges-Terres et les Fourmentières, et noble homme Gaspard de Bellhomme, sieur de Grandlay, demeurant en ce lieu, paroisse de la Place, ville de Sées, se sont constitués en 50 liv. de rente envers le sieur du Perche du Coudray, conseiller au présidial d'Alençon.

7 MARS 1611. — Marin de Chabot, écuyer, sieur de la Guillerie et du Boisgirard, et Jeanne de Luciennes, sa femme, demeurant au Boisgirard, paroisse de Lignières-la-Carelle, Charles de Chabot, écuyer, sieur de Bazochère et d^{lle} Renée de Luciennes, son épouse, et François de Villezan, écuyer, sieur de la Rousière, procureur spécial de d^{lle} Anne de Luciennes, sa mère, demeurant paroisse de Chatillon, près Châteaudun, ont vendu à noble homme Samuel d'Ornant, sieur des Vallées, contrôleur en la maison de feu M^{me} la duchesse de Bar, sœur unique du Roy, demeurant à Alençon, 9 liv. de rente foncière partie de 12 liv. à prendre sur les héritiers de René de Bully, pour fief d'héritages, paroisse N.-D., près Guerramé.

10 SEPTEMBRE 1611. — Jacques de Bully, écuyer, sieur de Guerramé, a vendu à Guillaume Cochon, sieur de Vaubougou et de Chauvigny, le moulin à blé de Saint-Germain-du-Corbéis, isleaux en dépendant, droit de rivière, écluses et chaussées, moutaux de ce moulin, sujets de charroyer les meules, réparer les chaussées et curer les bieux, sis paroisse de Saint-Germain, seigneurie de Beaumées.

28 OCTOBRE 1611. — Partages entre Thomas, Jacques et Nicolas de Cordé, frères, demeurants paroisse de Marcé, de la terre et fief noble de Cordé, paroisse de Marcé.

15 DÉCEMBRE 1511 — Guillaume Bouvet, conseiller au présidial d'Alençon, a vendu à Germain Riguier, maître des grosses forges de Lignéres-la-Doucelle, le fief, terre et sieurie de Vendelle, paroisse de Macé, tenu de la seigneurie d'O, pour un huitième de haubert. Cette vente faite pour 6,000 livres.

24 SEPTEMBRE 1612. — Estienne Alleaume, a vendu à noble M^e Nicolas le Hayer, sieur de Cerceaux, lieutenant civil et criminel au bailliage et siège présidial d'Alençon, des maisons au village de Provigny, paroisse de Neaufle, seigneurie du Grand Escures.

24 OCTOBRE 1612. — Lots et partages des biens de la succession de François Hardy, sieur de Viques, vivant conseiller notaire et secrétaire du Roy, ancien domaine de Navarre, que donne Elizabeth Mabon, veuve en 2^e noces de François Hardy, à messire Pierre Hardy, receveur pour le Roy au duché de Beaumont, fils aîné du 1^{er} lit de feu F. Hardy et de Marie Quillet, sa mère, et messires Jacques et François Hardy, avocats au Parlement de Paris, fils du défunt et de Elizabeth Mabon, leur mère. Au 1^{er} lot est compris le fief, terre et seigneurie de Viques, plus le lieu et métairie de la Patrye, contenant 88 journaux 1/2 de terres labourables et 18 journées 1/2 de pré, paroisses de Gandelain, Ciral et la Rochemabille. Le 2^e lot ne comprend que des rentes sur divers particuliers.

17 NOVEMBRE 1612. — Léon Gaultier, sieur de Courtout, a vendu à Thomas du Hardas, écuyer, sieur de Lintes et de Hauteville et d^{lle} Louise de Couterne, son épouse, demeurant au lieu seigneurial de Hauteville, paroisse de Charchigné, une maison rue des Marais, derrière l'église Saint-Léonard de la ville d'Alençon (1), tenue du Roy en franche bourgeoisie pour la somme de 2,700 livres.

1^{er} FÉVRIER 1613. — Contrat de mariage entre René de Jupilles, écuyer, sieur de Moulins et Jupilles, fils de feu messire Gilles de Jupilles, chevalier, seigneur des dits lieux et de dame Esther

(1) En 1781, cette maison appartenait à M. du Chesne, seigneur de Chédoüet.

de Beauvoir, demeurant au lieu de Moulins, d'une part ; et dam^{le} Marie le Boyyer (1); fille de noble homme M^e Nicolas le Boyyer, conseiller du Roy, président au bailliage et siège présidial d'Alençon et de d^{ne} Marthe Durand. La future a eu 12,000 livres de dot par avancement de succession.

28 MAI 1613. — Messire Gallois d'Aché, chevalier, sieur du lieu, Congé, Larré, Escure et Sougé-le-Bruant, a vendu à messire Alexandre de la Guesle, chevalier, sieur de Villiers et d'O. gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, conseiller en son conseil, mestre de camp du régiment de Champagne, demeurant à Paris, la tenure et mouvance d'un demi fief de chevalier, dont le chef est assis en la paroisse d'O et environs, lequel fief appartient au sieur de la Guesle, comme adjudicataire de la terre d'O. Gallois d'Aché renonçant à jamais rien prétendre en la tenure et mouvance du fief de chevalier qu'il a quitté pour le faire réunir à la seigneurie d'O, ou autrement le relever nuement du Roy, à cause de son château d'Alençon. Cette vente faite pour 1,800 liv.

9 MAI 1614. — Subdivision et partage entre les sieurs Hardi, de la terre et seigneurie de Viques, faubourg de Courteilles et de la métairie de la Patrie, paroisses de Gandelain, Ciral et la Roche.

22 MARS 1615. — Partage en quatre lots de la succession de François du Val, sieur du Plessis, échue à Pierre du Val, sieur du Plessis, Nicolas du Val, sieur du Cormier, Jean du Val, sieur de Thiville, lieutenant-général en la comté du Perche, Marthe Bonvoust et Françoise le Paulmier, mineures, héritières de Catherine du Val, leur mère. — Le 1^{er} lot comprend la métairie des Bassières, paroisse de Larré; le 2^e comprend la métairie de la Graffinaye, située paroisses de Semallé et Hauterive; le 3^e comprend la métairie de la Baudryère, située paroisse de Livaye, une autre métairie, paroisse de Rouperoux, une autre métairie nommée le Jardin, paroisse de Livaye; le 4^e comprend la métairie de Launay, paroisses de Saint-Denis et la Ferrière et celle du Cormier, paroisse de Saint-Cénery.

(1) Elle était sœur de Jeanne le Bovoyer, épouse de Louis de la Fournerie, sieur de la Berrye, et cousine germaine de Marthe Corneille qui était sœur de Pierre (le grand Corneille).

4 AVRIL 1615. — Contrat de mariage entre René le Coustellier, écuyer, sieur de la Motte Madré, fils aîné d'Abel le Coustellier, écuyer, seigneur des Requestes, de la Boissière, la Gasselinière, Chaigny et Champfremont et de d^{lle} Jeanne du Chesne, d'une part ; et d^{lle} Anne d'Erard, fille de messire René d'Erard, chevalier, seigneur de Mesnil-Guyon, Tanches, les Hayes, Médavy, Ray, Escorcay, Sonnebos, le Buat, conseiller et maistre des Requestes ordinaires de l'Hôtel de la Reine, lieutenant-général au bailliage et siège présidial d'Alençon et de d^{lle} Marie d'Aspres, d'autre part.

13 SEPTEMBRE 1615. — Contrat de mariage entre noble homme Antoine de la Fournerie, sieur de la Chicaudière, fils d'Antoine de la Fournerie, sieur du Plessis et de feu Barbe Collo, demeurant paroisse de la Poôté, d'une part ; et d^{lle} Marguerite du Mesnil, fille de Nicolas du Mesnil, écuyer, sieur du Moland et de d^{lle} Marie Barbier, d'autre part. Cette dernière a promis à sa fille 1,200 liv. de dot et le sieur de la Fournerie père, a donné à son fils tous ses deniers meubles, même ceux qui dépendent de la forge et fourneau de la Bataille, et par avancement de succession la terre de la Chicaudière.

10 NOVEMBRE 1616. — René du Mellanger, écuyer, sieur des Landes et de Broussins, a reçu de Charles de Maulny, écuyer, sieur de la Rousselière, la somme de 12 liv. pour l'amortissement de 12 s. de rente seigneuriale due à son fief de Broussins.

31 MARS 1617. — Jean Viron, sieur de Normandel, avocat, a vendu à noble homme M^e Thomas du Val, sieur du Nouyer, lieutenant assesseur criminel à Alençon, le fief et seigneurie de Normandel, dont le chef est assis, paroisse de Normandel, patronnage en l'église ; relevant de la seigneurie de Chesnebrun. La vente faite pour 1,625 livres.

18 JUILLET 1617. — Contrat de mariage entre Louis de la Fournerie, sieur de la Berrye, fils d'Antoine Fournerie, sieur du Plessis Bouchard et de feu Barbe Coslo, assisté d'Antoine de la Fournerie, sieur de la Chicaudière, son frère, receveur des tailles de l'élection d'Alençon, d'une part ; et d^{lle} Jeanne le Bovyer, fille

de feu noble M^e Nicolas le Boyyer, sieur du Noyer, conseiller du Roy, président au siège présidial d'Alençon, et assisté de noble messire Pierre le Boyyer, conseiller du Roy, président au présidial d'Alençon, son frère, d'autre part.

9 FÉVRIER 1618. — Messire René de Montesson, chevalier, demeurant paroisse de Bais et dame Renée des Rotours, son épouse, et Pierre Geslain, écuyer, sieur de la Jubaudière et de la Haute-Maison, paroisse de Saint-Denis au Maine, au nom et comme procureur spécial de haute et puissante dame Radegonde des Rotours, veuve de messire Charles du Bellay, chevalier, seigneur de la Ferrière, ont vendu à Gaspard de Bernières, écuyer, sieur du lieu et de la Barre, demeurant paroisse d'Essay, les fief, terre noble et seigneurie de Pointel, vicomté de Falaise, bailliage de Caen, tenu du Roy, tant en domaine fiefié que non fiefié, maison manable, etc... rivière droit de pêche, patronnage honoraire même de présenter au bénéfice cure de l'église de Saint-Aubin, de la paroisse de Pointel Cette vente faite pour 21,000 livres.

10 MARS 1618. — Retrait conventionnel du fief, terre et seigneurie de Normandel, ainsi que le tout est contenu au contrat d'acquêt fait de Jean Viron, sieur de Normandel, pour la somme de 1,625 liv., qui a été rendue à Thomas du Val, sieur du Noyer, qui a reconnu à ce retrait messire Jean Antoine de Saint-Simon, chevalier de l'ordre du Roy, gentilhomme ordinaire de la chambre, conseiller en ses conseils d'Etat et privé, capitaine de 50 hommes d'armes, de ses ordonnances, colonel d'un régiment d'infanterie et lieutenant-général de l'infanterie française entretenue en Hollande pour le service de S. M., seigneur et baron de Courtomer, Sainte-Mère-Eglise, Appeville et Garennes, et seigneur châtelain de Chesnebrun, le Normand et le François.

21 AVRIL 1618. — Haut et puissant seigneur, messire Charles, seigneur de Matignon, comte de Thorigny, chevalier des ordres du Roy, conseiller en ses conseils d'Etat et privé, capitaine de 100 hommes d'armes, de ses ordonnances et lieutenant-général pour S. M. au gouvernement de la Basse-Normandie, présentement en son château de Lonray, a loué et ratifié le contrat passé

devant Pierre Leroux et Jacques Morel, notaires au châtelet de Paris, le 10 février 1618, par Josias Brunault, écuyer, son secrétaire et comme procureur de haute et puissante dame Léonor d'Orléans, son épouse, portant vente faite à haut et puissant seigneur, messire Félix le Conte, chevalier de l'ordre du Roy, capitaine de 50 hommes d'armes de ses ordonnances et son lieutenant au gouvernement et bailliage d'Alençon, du fief, terre et seigneurie du Meslerault, circonstances et dépendances, moyennant le prix de 50,000 livres.

16 JUILLET 1618. — Contrat de mariage entre Georges des Moullins, écuyer, sieur de la Quentière, fils de Michel des Moullins, écuyer, sieur du lieu, conseiller du Roy, lieutenant-général de M. le vicomte de Dompfront et de d^{lle} Aléonor Laisné, son épouse, d'une part ; et d^{lle} Marguerite de Chauvigny, fille de noble homme Guillaume de Chauvigny, sieur de lieu, de Vau-bougon, Harenvillier et Beaumées, conseiller du Roy et président en l'élection d'Alençon et de d^{lle} Jeanne du Bouchet, son épouse, d'autre part

25 NOVEMBRE 1618. — Contrat de mariage entre Jean Sévin, sieur des Landes, fils de Marin Sévin, sieur de la Rivière et de Marguerite Picot, d'une part ; et Elisabeth du Val, fille de noble Pierre du Val, sieur du Plessis et d'Elisabeth Fouqueron. La future a reçu 10,000 livres de dot.

8 JANVIER 1621. — Quentin Vavasseur, sieur de la Barre, demeurant à Alençon, a vendu à Pierre Erard, sieur de Fontaine-Badouère, la condition de retirer que les Ravets s'étaient retenus, lors de la vente qu'il a faite du fief de la Grande Barre, pour être déchargé de 50 liv de rente. Ce fief tenu du Roy à cause de son château d'Alençon.

13 DÉCEMBRE 1622. — Contrat de mariage entre François le Coustellier, écuyer, sieur de Bonnebos, gentilhomme servant ordinaire du Roy, fils aîné de feu François le Coustellier, écuyer, sieur de Bonnebos et gentilhomme servant ordinaire du Roy et de d^{lle} du Juglard, sa mère, demeurant à Alençon, d'une part ; et d^{lle} Françoise le Gras, veuve feu Jacques le Coustellier, écuyer,

sieur de la Bouessière, fille de feu noble homme Pierre le Gras, sieur des Rozeaux, conseiller du Roy en son grand conseil, et de d^{lle} Marthe du Pont. La d^{lle} de la Bouessière, demeurant en la paroisse de Madré, au lieu seigneurial de la Motte.

8 AOUT 1622. — Josias Brunault, écuyer, sieur de la Rivière, secrétaire de messire de Matignon et garde des sceaux de la haute justice de Thorigny, lequel se faisant fort de messire de Matignon, a vendu à d^{lle} Françoise de Béloce, veuve feu Pierre de Saint-Denis, écuyer, sieur de l'Encizière, le fieu de Condé, dont le chef est assis en cette paroisse et est un cinquième de fief de haubert, duquel dépendent les fiefs et vavassories des Brosses, la Septe, Laleu-au-Brétel et autres, hommes, vassaux, rentes, droit de pêche, patronnage honoraire de la paroisse de Condé, à la charge de relever de la baronnie de Saint-Cénery ; et dans le prochain aveu qui sera rendu, y sera compris les réservations du baron de Saint-Cénery dans les tenures qu'il a en outre dans cette paroisse et sans aucun changement pour les prières et services qui se font en l'église de Condé, pour le baron de Saint-Cénery, selon les fondations anciennes. Cette vente faite pour 3,300 livres.

2 OCTOBRE 1624. — Haut et puissant seigneur, messire Charles de Matignon, comte de Thorigny, chevalier des deux ordres du Roy, conseiller en ses conseils d'Etat et privé, etc... étant en son château de Lonray, a vendu à Jean de Champin, écuyer, sieur de Gisné, le fief de Champhault, droit de patronnage et de présentation au bénéfice de Saint-Martin de Champhault, vassaux et sujets de ce fief, tenu du Roy, sous la vicomté de Conches. Cette vente faite pour 2,000 livres.

28 MARS 1626. — Acte de choisie de partage entre Samuel d'Ornant, sieur du Pin, M^e Jacques du Val, sieur de la Rémondrie, à cause de Catherine d'Ornant, sa femme, et comme tuteur de Jacques d'Ornant, enfants et héritiers de feu Samuel d'Ornant, sieur des Vallées et de Magdeleine Caget ; de différents héritages, situés paroisses de Saint-Pater et Champfleur, seigneuries de Saint-Pater, Saint-Gilles, Champfleur et Perseigne.

A suivre.

LE PRÉ DES MARETTES

Un archéologue normand, M. Ch. Vérel, a eu dernièrement l'extrême obligeance de nous offrir un de ses travaux pour être inséré dans notre troisième *Bulletin* de l'année 1888. C'est un dialogue intitulé : *Le Pré des Marettes*.

M. Vérel nous annonce dans son titre que ce dialogue est écrit en patois de Courtomer et des environs. C'est certainement au moins celui d'une partie notable du département; et nous y remarquons pour notre compte un peu de mélange : des tournures briouazines, percheronnes et d'autres encore.

Il ne faut pas croire cependant que le langage prêté par M. Vérel à ses personnages soit celui que l'on parle maintenant dans la campagne de Courtomer et ailleurs. Il nous présente un patois déjà d'un autre âge; mais nous nous souvenons nous-même parfaitement d'avoir entendu des personnes qui, dans notre enfance pouvaient déjà passer pour des vieillards, parler à peu près l'idiome dont M. Vérel va nous donner un spécimen. Seule, la diffusion de l'instruction primaire, qui ne s'est guère produite qu'après 1830, a rendu le langage de nos campagnes à peu près français comme il l'est aujourd'hui.

Le dialogue de M. Vérel renferme donc pour nous un monument historique; car qui dira que le langage ne doit pas être conservé autant que possible, avec le même soin, que les autres souvenirs du vieux temps? Seule, la forme dialoguée que l'auteur a donnée à son œuvre, est nouvelle dans notre *Bulletin*; mais, à notre avis, jamais on ne pourra en faire un reproche tant soit peu sérieux à l'auteur.

Un membre du Comité de lecture.

PERSONNAGES

MARIN, propriétaire, fiancé de Marguerite

MARGUERITE, fille de Thomas.

THOMAS, propriétaire.

HENRI, frère de Marguerite.

*La scène se passe dans un chemin du canton
de Courtomer (Orne).*

LE PRÉ DES MARETTES

SCÈNE I

MARGUERITE (*entre, et pose ses seaux par terre*).

C'est tout d'même un rude méquier qué c'tit-la d'eite dans l'faisant valoir !... En a une ouvrage dé chien : c'est les vaques à tirer, c'est la soupe ès aôutrons, c'est les beites à affourer, qu'ça n'en finit en conscience pus. Aussi ça m'fait rudement dauner quand j'entends les bourgeoises dire comme ça tertoutes : « Sont-i hureux les gens d'la campagne, i z'ont l'solei, i z'ont d'bonne air, i z'ont tout, quoi ! » Eh bin, vingt gueux ! qu'ces belles dames viennent don là, avec eune dévanqueire et eune méchante gouligne sus la teite, feire à manger ès cochons avant qué l'jou n'sait l'vé !... Ça s'rait quioque chose à vais !... Quiens ! dé qui don qui descend là-bas ava la côte ?... en dirait qu'ça s'rait Marin, mon pertendu... ah pargué, c'est li ; il est bin facile à r'conneite ové sa goule dé coin et sa barbiche rousse... ; en dirait quasiment d'un homme des bois !... Y a pas moyen d'eite eune miette tranquille sans qué c'grand adlaisi n'sait rarrivé là à m'égausser de ses diries... (*Avec un soupir*). Ah si c'était Thôdore !... en vla un bon june homme, et adret don ! c'n'est qu'eune voix dans la comeune pou l'aloser. I sait labourer qu'ça fait pleisi, i fauche étonnamment bin, i charrie sans bourder et herse dé fin premiere. Oui, mée, i n'a pas éiou planter l'daigt d'bout, i n'a pas un lias fendu en quate !... C'est bin pour ça, malheureusement, qu'popa n'sé soucie pas qué jé m'marie d'o li... Mée, quai don qu'est d'vénu mon p'tit freire... il est sûrement dans quioque racoin à serrer des porions ou des pinvères... Henri ! Henri !

(*Elle sort.*)

SCÈNE II

MARIN (*entre et cherche de tous côtés*).

Par éiou don qu'oul est coulée?... oul était là tout à l'heu... ah ! vla ses siaux et son carcan, ou n'est pas loin... ou va bin sur ér'véni... Assiessons-nous en l'attendant... Qu'i fait don chaud à soi, j'sue à d'gout !... Jé n'sais pourtant pas trop pouillé, j'n'ai qu'ma ch'mise et eune blouse minabe... J'crai, en bonne vérité, qu'j'aurais mieux fait dé m'téni sus la bancelle qu'est d'avant not' porte à r'garder bavoler les souris chaudes ou bin à lire l'Code des Lois... Mée, vayons, ruminons à not'affaire... Tant pus qu'j'y change, tant pus qu'j'crai qu'j'sais volé !... Les bons comptes font les bons amis, s'pas ? i n'est point défendu d'vais quair dans ses carculs. Comment qu'ça s'fait qu'le père Thomas n'donne que 500 pistoles à sa fille ! C'est i ça qu'est louche !... J'voudrais co bin saver dans queul endroit qu'il a mis c'qui r'vient à Margrite du côté d'sa meire... Faudra qu'ça s'trouve dame ! Il a co l'air bin r'narré l'bonhomme, j'ai pas grand'fiance dans li, mée j'l'entreprendrai aprée la noce... Si l'biau-peire n'était point co trop résous, si n'vêquissait point trop vieux !... mée c'est qu'i va bin, matin !... Faudrait qu'jé m'z'aise dé saver, sans feire semblant d'rin, s'i n'a point quieuque méchante maladie qu'en n'connait point ; ça n's'rait point étonnant... il est un brin puissant... Ah dame oui ! si s'n'allait comme qui dirait l'année qui vient, l'affaire n's'rait point mauveise : son pré des Marettes bordaille mon couchis, j'abats la haie et j'ai l'pus bel herbage du pays.. C'est égal, j'crai qu'sans c'pré là qui m'convient d'fin premieire j'aurais d'mandé la fille à Jérôme. Oul aira tout plein dé d'quai, lai, son peire est potrineire et sa meire n'a pas la vie à deux jous : c'est l'pus biau parti du canton d'Courtomer... Ah ! vla Margrite...

SCÈNE III

MARGUERITE, MARIN

MARGUERITE

(*A part.*) Jé n'sais pas c'qu'est d'venu Henri ; il est surement parti d'avant, il aira pris pa l'raccourci...

MARIN

Bonjou, Margrite, ça va-t-i commé j'vailez c'té r'lévée ?

MARGUERITE

J'étes bin honnête, Marin, ça va d'un cherme et vos gens ?

MARIN

Ma meire est toujours bin mal. Dedpis quieuques jous i li passe comme ça des dolaisons dans l'côté qui la font tant souffri, qu'en n's'rait y biter sans la feire crier. Oul a itou un fichu mal dé teite!... pas moyen d'clôre l'cil... oul a des lans qui li tapent dans l'temple sans pour dire déccesser... C'est eune méchante pâssée pour nous.

MARGUERITE

Dé quai qu'les méd'cins en disent ?

MARIN

N'mé caôsez pas des méd'cins, i n'y connaissent goutte. L'z'uns disent qu'oul a les pomons attaqués et l'z'autes qu'oul a quieuque chose dé méchant en d'dans qui la mine...

MARGUERITE

Li donnent-i des r'mèdes ?

MARIN

Ah pardé oui, i z'ordonnent des tas d'portions à n'en pus fini. Un tour, c'est d'l'obélisque des Carmes sus des nosses dé sucre, un aute c'est d'la salade dé magnésie, un aute c'est des sang-sures!... C'est bin du coûtage, allez, et ça m'crucifie quant et j'vai qu'toutes ces drogues-là n'l'empêchent pas d'toute à longueu d'jous et d'nuits qu'ça la rend déconnaissabe.

MARGUERITE

Pauv' bonne femme, oul est bin accidentée!.. Vayez-vous les gens grossiers, qu'ont comme ça trop d'corporence, i z'ont toujours quieuque chose. . Mée ça s'pass'ra p'tête.

MARIN

Jé n'crai pas, oul est bin usée, oul a tant travaillé et tant écolomisé durant sa vie... *(On entend pleurer un enfant.)*

MARGUERITE

Quiens ! c'est mon freire, quai qu'il a core à cointer, il est co chù, j'parie...

SCÈNE IV

LES MÊMES, HENRI

MARGUERITE

Eh bin, té vla prope, vilain sagouin, t'es tout des'nâillé !... Eiou qu't'as core été t'couler?... Ta culotte est toute fin pleine dé canillée ?

HENRI

Jé n'lai pas fait par expriès : j'avais aveinde un nic dé mèles sus l'bord du russiau, j'ai guissé ava l'ari et...

MARGUERITE

Tais tai, p'tit pàssier..., ton gilet est tout élaussé, t'as tiré si fo d'sus qué l'bouton d'en bas a emporté la goulée. . tu mérit'rais bin qué j'té douelle, ça s'rait bon emplié... Quai qu't'as core à encenser comme ça... vas-tu fini? j'té vas bintot fiche eune quiaque pa l'coin d'la teite; j'eime pas qu'en reisonne, entends-tu?... Allons, sauve-tai à la meison qué jé n'té vée pus... En ahanne bin à l'teni prope, il est toujours sale comme un mouciau. *(Henri sort.)*

SCÈNE V

MARGUERITE, MARIN

MARIN

Il est rude c'pétit gas-là !

MARGUERITE

Oui, mée il est bin endenné, c'est un vrai déluge !... En a biau l'régencer et l'housser, qu'ça n'l'empêche pas d'courri l'guérou ava les ch'mins comme s'il avait l'feu quioque pa.

MARIN

Dé quai qué j'vaillez, les maigners ça qu'a l'guiabe dans l'côrps. J'ai itout un p'tit freire qu'est bin malgesté, eune véritable mouvette; i n'fait qué d'berdasser, y a pas moyen dé l'téni. Ah ! i nous coûte chai d'entréquin, il est si usurier !

MARGUERITE

I sont tous comme ça, l'z'éfants, ça n'fait qué d'goguer et

d'rucher; i n'savent, en conscience, quai s'inventionner pour hager leux hardes... Mée, si en s'assisait sous c'fouquau-là?... J'ai monté l'chemin ové deux siaux d'lait, qu'j'en sais tout essavée,.. i fait si chaud !

MARIN

Les banvoles sont d'amont, jé n'n'avons core pour quieuque temps dé c'sec-là.

MARGUERITE

Bin sûr, mée si ça continue en s'ra obligé d'hérusser. Y en a déjà qu'ont commencé, a preuve qué l'coureux d'pouches, qu'est v'nu qu'ri not'monnée à matin, nous a dit qu'à l'altre des Noës, i n'ont pus ni d'herbe ni d'iau.

MARIN

C'est la miseire.

MARGUERITE

Pargué oui, l'argent né r'soudra co pas c't'année... Avous seulement des pommes par cheux vous ?

MARIN

Y en a et y en a pas... eune demi-année, quoi !... Jé n'n'avions pourtant eune belle apparence c'printemps.

MARGUERITE

C'est pas comme nous, alors, y en a eune vénue, les branches en couellent; nos solages sont tout à fait chanceux... Mée, à preupos, dites-mai don eune affaire qui m'passe... c'est-i vrai qu'en a fait la vendue à Miché ?

MARIN

C'est bin vrai, en a tout vendu, poil et bourre.

MARGUERITE

Jé n'y étions allés pièce, j'n'en savions rin en tout. En vla-t-i eune drôle dé chose ! dé qui qu'airait dit qu'ces gens-là mangeaient leux bien ! Quand j'ai ouï conter ça, j'en sais restée toute jugée.

MARIN

Quai qué j'vailez, y avait un gaspi là-d'dans... tout était j'té ad ça ya d'la; la femme était trop enlâsée et l'homme feisait des tas d'commerce...

MARGUERITE

Trente-six méquiers, trente-six miseires !

MARIN

Commé j'dites, faut mieux né s'guerمانter qu'd'eune ouvrage et la feire bin... Miché était un brin amuseux, à c'qu'en dit, i s'bouessonnait dû et qu'même qu'i parée qu'sa menageire et li n'cordaient gueire ensemble.

MARGUERITE

I n'étaient point d'Saint-Lhômer, j'crai ?

MARIN

Non, i sont partis du côté d'Mille-Savates, i r'muaient d'germain...

MARGUERITE

Ah !... ça c'est-i co bin vendu ?

MARIN

Ouai ! Y avait pourtant d'belles beites, surtout eune vague bringée et eune laure pague.

MARGUERITE

Avous ajeté queuque chose ?

MARIN

J'ai ajeté eune vague amouillante et une aute fraîche vélée qu'a un père manifique. Jé n'm'en livrerai qu'la s'maigne qui vient.

MARGUERITE

J'airiez mieux fait d'les amener à quant et vous ; si n'allaient point vler vous les livrer...

MARIN

J'leux envayerais eune lettre du juge dé paix, vlà tout, j'connaiss la loi, laissez feire.

MARGUERITE

J'étes pas c'mode à c'qué j'vai, j'étes core bin haricoquer, j'eimez les procès à c'qué j'ai ouï dire pa l'z'uns pa l'z'autes.

(Ils se lèvent et se promènent).

MARIN

Bin, vingt gueux, faut s'marier pou s'feire atteler... Harico-

quer, mai ? c'est trop fort ! jé n'sais core allé qu'dix-sept fois d'avant l'juge dé paix et j'ai bintôt vingt-six ans !... Mée, j'sais comme tout l'monde, comprenez bin, j'eime pas qu'en m'fasse to d'eune centime. Quand l'fis à Pierre passi dans mon hivernage, j'n'avais-t-i point l'drait d'li d'mander des dommages-intérêts ? Quand Louis tiri sus iun d'mes lapins, qu'i prénaît pour un lieuve, fallait-i point qué j'lé leisse tout bontivement égoïner mes avéras !... Sarché nom dé d'la, ça s'rait tout d'même innocent.

MARGUERITE

J'entends bin vot'affaire, mée quai qu'ça v's a rapporté ?

MARIN

Cent sous d'dommages et c'était bin juste.

MARGUERITE

Bin sûr, mée j'avez dépensé pour ça eune vingtaine dé francs !... Et l'procès qu'j'avez d'ové Lambert, d'enparéiou qu'j'en êtes ?

MARIN

Queu procès ?

MARGUERITE

Comment est-ce qué j'n'avez point iu d'procès d'o li ?

MARIN

Si, défait, j'en ai même iu... tras... oui tras... duquel qué j'vaitez caôser ?

MARGUERITE

Dé ctite-là ousqu'en parle d'eune poule.

MARIN

Ah oui, mée c'est fini y a biaux jous. Mon affaire était raide bonne, c'est en vérité vrai. Lambert a eune hâ qui bordaille mon couchis, comprenez bin. Vla-t-i pas qué l'jou d'la foueire de Saint-Lhomer, des millauds qui jouaient d'la bouzine perdent eune poule câille et qué cté poule vient ponde dans la hâ et qu'oul a des p'tits au bout d'quoique temps ! Lambert pertendait, li, qu'la couvée et la poule d'vaient li r'véni pasqué les poulets étaient v'nus sus li. J'li reponnis tout uniment « qué jé n'vlais point bacicoter d'ové li, qué j'détestais les procès, mée qu'si vlait garder tout, fallait qu'i m'paye les dégâts » pasqué, comprenez bin, la poule avait fait d'aller-t-et d'véni eune grande sente dans

mon couchis, et qu'ou m'avait bin fait perde 200 bottes de foin pour lé moins. I n'v'lit point et j'allimes dév'ant l'juge de paix : i gangni ; je m'ostini et en alli à Alençon : ça fut du pareil au même. Quand j'vis ça, j'm'engendermis pour dé vrai et j'en rappli à Caen...

MARGUERITE

Et j'avez gagné ?

MARIN

Pargué non ! Figurous qu'en li donni reison et qué j'fus obligé d'payer à l'avoué 60 pistoles et six sous.

MARGUERITE

Bin, vla eune poule qui v's a fait feire du ch'min et qui v's a coûté gros !...

MARIN

Sayez tranquille, j'n'eime pourtant point les procès, mée i m'paiera ça : à force dé plaidâiller j'finirai bin par y aggrimer un seillon de son champ.

(Ils sortent.)

SCÈNE VI

THOMAS (*appelant*).

Margrite !... Margrite !... Hou !... Hou !... j'ai biau la houter dedpis eune grand'demi-heure d'horloge qué j'n'entends rin m'reponde... (*cherchant*)... Y a co bin d'l'exposition à passer dans l'z'herbages... les tauriaux ballonnent par moments... y a itou des chiens fous à plein les ch'mins... (*Il rit.*) Ah j'avais bin to d'm'émâyer, j'l'aperçieus là-bas qui chape ové son bon ami ; oul est bin gardée, j'n'avons qu'a nous en r'tourner cheux nous... Mée, j'y chonge, pourquai don qu'Marin vient toujours la trouver, comme ça à la quittée, quand ou r'vient d'tirer les vaches, c'est co bin drôle, ça. N'peut-i point li caôser à la meison ?... Faut craire qué c'qui li dit est bin ségret. . Si jé m'coulais pa la quioque pa pou l's écouter quand i vont rapâsser... vayons, p't'ête qu'en brochant à travès l's épines, j'pourrais m'accouver drière la hâ... Vla justement eune pétite coulée... (*il essaie de pénétrer*). Eh ! ça fonce par là... pis les gians et les cherdrons m'consomment les mains, y a d'quai s'péri... Eh pargué ! qué j'sais simpe, gna qu'à griper amont c't'abre-là et à sé hûcher ové les chahouts et

l's épivarts. . Essayons et tâchons dé n'point feire la couplette...
(Il grimpe.) Ceutes-là qui m'verraient chatonner à mon âge
 diraient qué j'sais bettelé, i m'tireraient en poltrait pour lé cer-
 tain... Allons bon; vla des cherpleuses qui m'dévalent dans l'cou..
 Ouf! mé vla tout d'meime arrivé... I n'sagit pus qué d'bin
 s'gencer, pasqué, pensez bin, si j'allais décrucher... Mettons-nous
 à caliberda sus la grosse branche... là... j'sais tout à fait à mon
 amain, j'sais comme un co dans un pagnier... Il était grand'ment
 temps pasqué les vla qu'arrivent.

SCÈNE VII

MARGUERITE, MARIN, THOMAS

MARGUERITE

Avous été à Saint-Lhomer ?

MARIN

Dame oui et qu'même j'ai parlé l'greffier. J'y ai dit : « J'dai
 m'marier ové la fille à Thomas, j'viens vous prier à seule fin qué
 j'nous bannissiez. » Ça s'fait pas comme ça, qui m'reponni en
 riochant, faut d'abord qué j'veniez à quant et l'peire d'la future
 et pis qu'aprée jé m'fournissiez un tas d'papiers pour vous marier
 à l'officier.

MARGUERITE

C'est bin des affiàs !

MARIN

Pardé oui, et c'est contagieux... mée j'espeire bin qu'vot' peire
 en payera sa part.

MARGUERITE

Jé n'mé guermante pas d'ces affuts-là, j'v's'en arrangerez
 stasoiran ové papa... Dites-mai don, airous beaucoup d'nociers
 d'vot'côté ?

MARIN

Oui, eune tapée, soixante personnes pour lé moins; en n'sé
 marie pas tous les jours, j'né r'garde point à la dépense, mai !

MARGUERITE

C'est qu'ça vous cout'ra gros !

MARIN

(*A part.*) Quai qu'ou dit co là ? (*Haut.*) Comment, c'est-i point vot'peire qui pass'ra la noce ?

MARGUERITE

I passera la noce, bin entendu, pasqué vos gens n'sont point résous, mée les frais sont à mêmé l'marié, c'est comme ça partout.

MARIN

(*A part.*) Aie !

THOMAS

(*A part.*) Y a d'la trompe dans tes carculs, mon gas.

MARGUERITE

Seulement, comme j'airons pus d'nociers qu'vous, popa a dit qu'i n'vrait point qué j'payiez pour nos parents et nos amis ; j'li donnerez simplement 100 sous par personne qué j'amenerai à quant et vous... oh ! popa n'est pas r'gardant, c'n'est bin sûr pas la moquié dé c'qué ça coût'ra.

MARIN

C'est bin arrangé comme ça... (*à part*), à c'prix-là j'n'amenerai pas grand monde

MARGUERITE

Vayons, dites-mai au juste c'qué j'sérez ?

MARIN

Pas tant qué j'croyais, j'nai pus gueire dé parents, j'sais bin esseulé...

MARGUERITE

Mée, j'avez des amis, des voisins ?

MARIN

Bin oui, j'pensais bin à mon à part inviter Marion, l'peire et la meire Clement, les Duval, les Gervais, mée ma fai j'viendrai tout seu ové mon p'tit freire qui s'ra garçon d'honneur ; i pass'ra bin par sus l'marché, li, un éfant quai qu'ça mange ! .. J'donnerai don cent sous à vot'peire... à moins qui n'mé fasse l'honnesté dé m'nourri l'jou d'mes nocés.

THOMAS

(*A part.*) J'crai qu'jai iu to d'm'affroquer dé c't'homme-là...

MARGUERITE

Çà semblera drôle, p'tête bin, si j'n'avez point pus d'monde...

MARIN

Ma fai, tant pire ! Les langueteries n'mé derangent point ; j'nous marions, s'pas, ça né r'garde personne. Et pis, aprée tout, j'n'ai qu'des voisins qui m'enquîneraient l'instant d'aprée qué j'leux airais fait feire la noce pendant deux jous d'affilée. Les voisins, vayez-vous, jé l's'abomine : en n'en chome point quand j'étes dans la joie, i n'déculent pas d'cheux vous, i mangeraient tout c'qué j'avez, mée si vous arrive du malheu... à r'voi bernique, tout ça débouine comme des pâsses.

MARGUERITE

Enfin, dé quai qué j'vailez qué j'vous dise ?... j'verrez ça d'ové papa ; j'sais bin assez occupée environ ma toilette. Faut qué j'prenne la tâteuse au moins pour huit jous, oul a deux robes à m'coûte : c'est l'cochelin d'marraine !

MARIN

La belle happe ! ça n'fait jamée qu'eune soixantaine dé francs d'gagnés.

MARGUERITE

J'étes tout d'même innocent, eune soixantaine de francs ? . Crayous par hâsa qué jé m'mettrai sus l'dos des robes dé popeline ou d'orléanse ? En en caôserait à pus d'quat'lieues à la ronde... Pou l'jou des nocés j'airai eune robe de soie verte et un bonnet monté d'ovec des ribans rouges. L'lendemain j'mettrai eune robe grise à relles bleues. Tout ça coûte bin 350 francs.

MARIN (*avec stupeur*).

Tras cent cinquante francs ! Mon Gueu faut-i ! Mée, oul est folle vot'marraine, fallait bin mieux qu'ou vous donne tras cent cinquante francs d'ergent blanc. (*A part.*) Aprée tout, ça m'est égal, pas un lias à debourser.

MARGUERITE

Touton Octave donn'ra l'live dé messe et tétan Louise un châte qu'ou n'a porté qu'eune fois et qui n'a nu mal. J'vayez qu'ça fait déjà eune écolomie consequente... i n'vous rest'ra pus qu'les orreries.

MARIN

(*A part.*) Aïe ! (*Haut.*) Des orreries !!... j'voudrais bin saver pourquoi feire. J'avez pas bésain d'orreries pour aller à la mangeaille, j'avez pas besoin d'orreries pour aller tirer les vaques.

MARGUERITE

Çà s'peut, mée j'veux des orreries, c'est l'habitude...

THOMAS

(*A part.*) Est-i avaricieux !... c'est bin la meire toute crâchée !

MARIN

Vayons, Margrite, éiou qué j'vailez qué j'pêche l'ergent pour ajeter tout çà ?

MARGUERITE

Avec ça qu'j'étes besoigneux, j'avez bin deux mille francs d'rentes.

MARIN

Jé n'dis pas, mée vavez-vous, j'ai oui dire bin des fois à défunt mon grand-peire qu'il était aussi malaisé d'garder son ergent qué d'la gangner... Vayons, à combi qu'ça peut r'véni vos orreries... oh ! c'est histouciere dé saver ?

MARGUERITE

Une bague et des pendants d'oreilles pour commencer... mettons 30 écus l'un dans l'autre.

MARIN

(*A part.*) Aïe !

MARGUERITE

Une broche, vingt écus à pu préee...

MARIN

(*A part.*) Aïe !

THOMAS

(*A part.*) Çà li fait rondi l'z'yeux ça !

MARGUERITE

En peut bin aver la monte et la chaigine pour 15 pistoles.

MARIN

Et pis aprée ?

MARGUERITE

Mée, c'est tout.

MARIN

Non, fallait pas vous geiner, j'pouviez continuer, en vait bin qué j'parlez d'affaires qué jé n'payez point.

THOMAS

(*A part.*) C'est li qui fait noir !... Bisque-t-i ! Bisque-t-i !...

MARGUERITE

R'merquez bin qué jé n'parle point du meube ni du linge, c'est popa qui les donne : ça qu'a coûté pus d'quinze cents francs. Aussi, sayez tranquilles, j'n'airons ni bâquaux ni chiffes.

MARIN

(*A part.*) Quinze cents francs ! i devient innocent l'bonhomme, jé l'frai interdire, il airait bintôt mangé toute la bricolle. (*Haut.*) J'disiez don qu'ces orreries-là s'émontraient à eune .. trentaine dé francs ?

MARGUERITE

Bin pusché qu'ça... mettons 30 écus, pis 20 écus, pis 15 pistoles, ça fait... 30 pistoles, j'crai...

MARIN

Vayons, Margrite, n'sayez don point si éfant !... Chongez don qu'tras cents francs à cinq du cent ça fait 15 francs d'rentes ! Quinze francs d'rentes par ci, quinze francs d'rentes par là, en finit par en aigripper mille. T'nez, jé n'veux point bacicoter, laissez-mai feire, jé n'vous en r'pentirez point : j'vous donn'rai des orreries moins cheires et qui f'ront bin pus d'effet. Ainsi, l'aut'jou, à l'assemblée d'Sainte-Escolasse, j'ai vu des orreries qu'étaient si belles ! si belles !! qu'en n'n'avait des béluettes dans lé z'yeux rin qu'à les r'garder. Pour 4 francs, en avait eune broche manifique, pour 20 sous eune bague d'ové des diamants. Tout ça r'luisait, malheur ! cent fois pus qué d'lor vrai.

THOMAS

(*A part.*) Des orreries d'Villedieu, quoi !

MARIN

Allons, c'est-i entendu ? tapez dans la main, j'vous ajét'rai tout ça à Sées, la s'maigne qui vient, en m'nant deux coureux à la foueire.

MARGUERITE

Non, non, j'veux d'vraies orreries ou j'en restons d'enparéiou !

THOMAS

(A part.) J'ai bin envie d'l'affronter.

MARIN

Allons, n'vous fâchez pas, j'vous donn'rai tout ça, pisqué jé l'vailez absolument ; (à part), en rattrap'ra ça d'un aute côté. (Haut.) Mée, pou c'qui est d'la monte, laissez-mai vous donner celle qui m'est v'nue d'mon onque. En vla eune rude monte ! C'est pas comme ces méchants affûts qu'en vend anuy, des montes lerges comme des pièces dé 40 sous et qu'en porte toutes les s'maignes cheux l'orfeuve ; la monte dé d'cheux nous, vavez-vous, en n'n'a plein la main, ou pèse bin deux bons hectos et on l'entend marcher du mitan d'la cour ! En vla eune monte ! oul a des r'sorts solides, lai !....

THOMAS

(A part.) Grand cro, va.

MARGUERITE

Allous m'éluger comme ça longtemps ? J'vous dis qué j'veux tout flambant neu... ou bin agueu l'mariage.

THOMAS

(A part.) Oul est d'mauveise himeur, ou n'est pas facile à ramarrer !

MARIN

J'n'êtes gueire révérende à c'qué j'vai.. Eh bin ! ramissons-nous, j'ariez tout c'qué j'demandez, mée jé n'lé dirai pas cheux nous : moman f'rait les cent dix-neuf coups, ou mé r'mancerait, ou m'agoniserait d'mauveises reisons !... Mée, jé m'promettez d'bin ecolomiser pour r'gangner ça ?

MARGUERITE

Sayez tranquille, j'savez qué jé n'sais point malaucurieuse et qué j'connais l'feisant valoir. N'caôsons pus d'ergent, ça m'fait trop marronner, et pis allez l'ergent n'fait point l'bonheur.

MARIN (riant).

L'ergent n'fait point l'bonheur !... Ah ! ah ! ctite-là qu'a dit ça n'avait point volé l'Saint-Esprit dans s'n'église.

MARGUERITE

J'lai pourtant oui dire par des gens riches qu'étaient tout plein savants.

MARIN

Pargué, i l'contaient pour consoler ceux qui n'ont rin, crayez-lé bin. Mée, ma'gré ça, j'sais un brin d'leux sentiment et la preuve c'est qué j'sais à même tous les jous d'la fille à Jérôme qui s'ra bin riche d'ici quioque temps.

MARGUERITE (*vexée*).

La fille à Jérôme ?... Bin oui, parlez-mai dé cté méchante gestière-là, oul est belle, ma foi ! eune petite nabotte.

MARIN

Son peire li mettra dix mille francs sous chaque pied, ça la grandira.

THOMAS

(*A part.*) Vayez don comme i s'crampe !... i lève la teite comme un co qu'est effalé.

MARGUERITE

Oul est rousselée comme un œu d'dinde, oul hactonne, oul est calorgne...

MARIN

Hein qu'ou n'bicle point quand ou dort à côté d'ses écus.

MARGUERITE

Oul est maline comme un mouron.

MARIN

Çà s'peut bin, mée oul est forte, allez ; ou monte sans s'geiner eune somme dé grain d'la cour dans l'grégner, qu'ça peut feire l'écolomie d'un domestique : c'est à considérer...

THOMAS

(*A part.*) I n'connait gueire les nouvelles ; la fille à Jérôme est mariée dé c't'arrieire-saison.

MARIN

Mée, n'caôsons point d'ça, nous vla à la quittée, l'co du quiocher a tourné dedpis eune pause, i pourrait co bin chaie d'l'iau d'aca.

MARGUERITE

Çà s'rait pas une affaire; en s'mettrait en tapis sous c'fou-quau-là.

MARIN

Mée, si preumier qué d's'en aller cheux vous, j'chantions core eune fois la chanson d'la mariée ?

MARGUERITE

J'veux bin, mée m'z'aisons-nous... Mettous là-bas en face dé mai... là... bin... j'fais la mariée commé dé juste et j'sais comme qui dirait assise sus la selle au haut d'la tabe. Vous, j'faites les garçons d'honneu qui sont dehò avec lé jouex d'violon... C'est à vous d'commencer.

MARIN

De l'île de Bourbon,
Nouvelle mariée,
Nous venons sans façon
Chanter votre hyménée.

MARGUERITE

Jé n'mettez gueire sus l'air.

MARIN

Ah dame ! jé n'sais pas chanter en musique, mai.

THOMAS

(*A part.*) Ah pargué non, i beugle comme un viau qu'a la teite prise dans un échellier.

MARGUERITE

Ecoutez-mai... (*accentuant la cadence.*)

Messieurs, jé n'connais point
Ni vos chants ni vous-mêmes,
Pâsez votre chemin
Je vous en prie moi-même.

MARIN

Dites don, Margrite, jé n'sais pas si jé m'trompe, mée i m'semble qué vol'peire a bin mauveise mine dedpis quioque temps ?

MARGUERITE

Mée non, il est bin courbaturé par ci par là, mée ça n'l'empêche point d'aller à son ouvrage.

MARIN

N'a-t-i point quioques étourditions ?

MARGUERITE

Ma fai, non.

THOMAS (*furieux*).

(*A part.*) J'ai bin du mal à mé r'téni.

MARIN

Allons, tant mieux, j'sais bin aise dé saver ça... c'est qué j'leime bin vot'peire, un si bon homme... Mée, queul âge qu'i peut bin aver ?

MARGUERITE

Il aira cinquante ans à la Mont-Carmel.

MARIN

Qué ça ? Ah bin i n'est point trop ancien.

THOMAS

(*A part.*) Il a surement envie dé m'détruire.

MARGUERITE

J'n'étons point près dé l'perde, Gueu merci, il est d'eune famille ousqu'en vèquit vieux : son peire est mo à 94 ans...

THOMAS

(*A part.*) C'est ça qu'est envayé !... mets-ça dans ta poche et ton mouchoué par dessus.

MARGUERITE

Sa meire, lai, est morte à 88 ans et core pasqu'oul était chute dé sa hauteur.

MARIN

(*A part.*) Mâtin d'mâtin ! j'sais volé comme dans l'fin fond d'un bois.

MARGUERITE

Mée, éiou don qu'j'en étions restés d'not'chanson... c'est à vous dé r'prendre, j'crai...

MARIN

Avant dé nous r'tirer...

MARGUERITE

J'vous dis qué jé n'mettez point sus l'air

MARIN

Quai qué j'vailez, j'ai la teite un brin dure pour apprende des chansons, c'est tout comme pour danser, j'n'ai jamée pu mette eune jambe devant l'aute.

THOMAS

(*A part.*) J'ai bin envie d'li feire danser la malaisée, mai !...

MARIN

Avant dé nous r'tirer,
Madam'la Mariée,
Permettez-nous d'chanter
Votre heurus'destinée.

(*A part.*) C'est tout d'même un biau parti la fille à Jérôme, son peire est potrineire et sa meire n'a pas la vie à 4 jous...

MARGUERITE

Chantez, Messieurs, chantez,
La société s'empresse
A bien vous écouter,
Je vous en fais promesse.

(*A part.*) J'ai-t-i un drôle dé bon ami ! i n'm'a s'ment pas core embrassée dedpis qu'il est là... oh si c'était Thôdore !...

MARIN

Vous vivrez très longtemps
Sans peine sur la terre,
Et votre époux constant
Sera doux et sincère.

(*A part.*) Faudrait qué j'vaye si l'bonhomme n'a point l'cou un brin court...

MARGUERITE

Continuez de chanter
Chevaliers qui voyagent,
Puisque vous connaissez
Les dons dn mariage.

(*A part*) C'est-i malheureux qu'Thôdore n'ait pas un brin dé d'quai !... sans ça, pardi, popa voudrait bin.

MARIN

Dès l'âge du berceau,
Votre ange tutélaire
Vous prépara l'anneau,
Aussi le diadème.

(A part.) Sans l'pré des Marettes qui fait rudement mon affaire...

MARGUERITE

Vous nous comblez de biens
De vœux et de richesses
Et vos doux entretiens
Nous mett' en allégresse.

MARIN

L'Eglise vient de bénir
Votre union, époux tendres,
Et vous garde à venir
Des richess'abondantes.

(A part.) Si son p'tit freire n'était point là, j'n'aurais point co trop à m'plaine, mée bin qui n'saye haut comme rin, i casse sans s'geiner les pièces dé cent sous pa l'mitan.

MARGUERITE

Le ciel soit adoré,
Les anges et Dieu lui-même,
Et vous qui prédisez,
Soyez bénis de même.

MARIN

Vous tous qui contemplez
Votre jeune épousée,
Priez-la de bonté
Qu'elle nous permett'l'entrée.

(A part.) Si l'peire Thomas vèquit jusqu'à 94 ans, j'n'étons point près, malheureusement, d'abatte la hà qui nous sépare.

MARGUERITE

Entrez, Messieurs, entrez,
Partagez notre fête,
Car vous le méritez,
Sans savoir qui vous êtes.

MARIN

En vous remerciant,
Madam'la Mariée,
Oui nous allons entrer
Pour vous voir couronnée.

MARGUERITE

La d'sus j'entrez dans la meison et j'chantez l'dergnier couplet.

MARIN

Salut, respect, honneur,
Oh ! société aimable,
Nous entrons de grand cœur
Pour vous y voir à table.

THOMAS

Bravo l'z'éfants, j'chantez d'fin premieire, j'en r'montrez pour
lé certain ès curouges et ès mésigues.

MARIN

(*A part.*) J'parie qu'i nous aiguettait, l'vieux finassier.

MARGUERITE

Hé là ! qué l'Guiabe n'sait pas d'ses tours ! vla popa qu'est huché
dans l'fin haut d'un fouquau ! Mée quai qu'tu fais don, as-tu
envie dé t'péri ?... J'en sais en frague !...

THOMAS

J'villais dénicher des pupus, mée l'nic est enhaï... N'aie point
poux, va, j'vas bin descende, j'sais core soupe... (*Il descend len-*
tement.)

MARGUERITE

Prends bin garde dé décroûler... n'mets pas ton pied sus
d'méchants sicots surtout... eh ! la branche berdanse... l'corps
m'en trute.

MARIN

T'nez, peire Thomas, happez don la branche qui balle... là...
sous vous, et pis leissez vous guisser tout doucètement... vlous
qué j'vous ainde ?

MARGUERITE

J'en fruble !...

THOMAS (*prenant son élan.*)

Une... deusse... (*sautant à terre*) et mé vla.

MARGUERITE

En vla-t-i d'eune dévignée d'aller griper comme ça dans lé
z'abres !... Ça qu'avient bin à un homme de ton âge.

MARIN

Boujou, peire Thomas, comment qu'j'allez à soi ?

THOMAS

J'vas l'Guiabe, Marin... j'sais justement content d'vous vais, j'ai quioque chose à vous dire qui va vous feire pleisi... (à Marguerite), tai, va vais à la meison si j'y sais... n'té guermante pas d'tes siaux, j'vas l'z'emporter. (Bas.) Fais dire à Thôdore que tu s'ras sa femme dans quioque jous, j'frons les accords dimanche.

MARGUERITE (bas à Thomas).

C'est-i point eune attrape, c'est-i point pour mé feire enragé?... Non ! oh qu't'es bon popa. (Elle l'embrasse avec effusion et sort vivement.)

SCÈNE VIII

THOMAS, MARIN

THOMAS

Dame oui, Marin, j'vas vous dire eune affaire qui va bin vous surprendre... j'vas profiter du mariage dé Margrite pour feire mes lots !

MARIN (surpris).

Ah ! j'allez feire vos lots !... (A part.) Mâtin ! si l'pré des Marettes allait m'échapper...

THOMAS

Vayous, jé m'sais dit à mon à part : « Jé n'mé soucie pas qu'mes éfants s'entechiënassent aprée ma mort à preupos d'mon bien, et pour ça gna qu'un moyen, c'est d'feire les lots.

MARIN

J'sais tout à fait d'vot'sentiment, mée pourrious m'dire à qui qué r'viendra l'pré des Marettes... c'est histoueire dé saver, j'pensez bin...

THOMAS

Les Marettes sont dans l'lot d'mon p'tit gas Henri.

MARIN (à part).

J'l'avais bin dit qué j's'rais volé, comment feire pour mé tirer dé d'là ?

THOMAS (riant).

(A part.) Il est au d'zo !...

MARIN

C'est qu'ça change l'z'affaires ça, peire Thomas, si j'avais iu la moinde doutance qué l'pré des Marettes n'mé r'vienne point un jou à v'ni, j'crais bin qu'en n'sé s'rait point entendu ès accords.

THOMAS

C'est bin c'qué j'ai pensé et la preuve c'est qu'il est v'nu anuy un gas m'demander Margrite et qué j'li ai promise tout de suite... I s'conviennent on n'peut mieux. J'leux donne la ferme qué j'ai à deux lieues dé d'la, pasqué, vavez-vous, les gens qu'y restent astheu la leissent tomber en démenche.

MARIN

(A part.) Bin, si j'm'attendais à c'coup d'temps-là.... (Haut.) Mée, j'avez fait ça un brin à la va vite, peire Thomas, j'vous l'dis sans fâche, j'airiez co bin pu m'en caôser, en airait p'tête pu s'entende.

THOMAS

Ouai, c'était gueire possible, pasqué les Marettes n'iront jamée à Margrite.

MARIN

J'mentirais si j'disais qu'les Marettes n'mé conv'naient point. Pourtant, j'regrette bin qu'not'mariage saye manqué, j'airais été hureux d'eite dé vot'famille... mée dès l'instant qu'les Marettes... (A part.) Mé vla tiré, Gueu merci.

THOMAS

Consolous, allez, i n'chome pas d'filles à marier dans l'pays...

MARIN

É sont co pu râles qué jé n'crayez.

THOMAS

Râles?... ah bin oui, j'en connais eune masse, mai.

MARIN

J'voudrais co bin saver éiou qué j'les prénez?

THOMAS

Y a d'abord la fille à Frédéric, eune belle ménageire, dure à l'ouvrage, économe...

MARIN

Ou frait bin mon affaire cté-là, mée dites-mai don... a-t-é dé d'quai ?

THOMAS

Ah dame, pour ça non.

MARIN

C'est ennuyant... quelles sont l'z'autes dont j'vaille parler ?

THOMAS

Y a core la fille à Thôphile... en vla eune belle fille ; faut vais comme les gas la r'luquent quand ou sort dé la messe !... En dit qu'ou est bin travaillante et qu'ou conneit s'n'affaire.

MARIN

J'en sais assez. Du moment qu'ou est gentille et qu'ou s'conneit ès beites, j'vas aller la d'mander dé c'pas ; ou d'meure tout prée dé d'la, j'crai... Mée, dites-mai don, a-t-é dé d'quai ?

THOMAS

Ou n'a pas grand chose.

MARIN

C'est ennuyant... en connaissons co d'autes ?

THOMAS

Y a itou la nièce à Bazile, la pus forte créature dé la contrée, ou pèse au moins deux cents.

MARIN

Deux cents ! Bon d'la, queue belle garcette... par éiou don qu'ou reste ? jé n'connais gueire l'pays, c'est pas ma tirée.

THOMAS

A la ferme des Lasserons, j'savez bin là-bas sus la côte, en tirant du côté d'Moulins.

MARIN

J'irai la vais dès d'main. (*Il serre la main de Thomas.*) Merci, peire Thomas, j'm'avez trouvé mon affaire, à r'voi et portous bin. . (*Revenant sur ses pas.*) Mée, dites-mai don, a-t-é un brin dé d'quai ?

THOMAS

Ou n'a qu'ses dix daigts.

MARIN

C'est égaussant.

THOMAS

Pourquoi qué j'n'allez point d'mander la fille à Jérôme ?... j'en êtes pourtant rud'ment entiché à c'qué j'ai ouï dire... Ça ! ou n'est pas belle, ou n'est point c'mode nitout, mée oul est ergentée; son peire vient d'mouri et sa mère est bin bas.

MARIN

(*Vivement.*) Ah, son peire est mo !... Jé n'sais pas si jé m'trompe, mée m'est avis qu'c'est l'pus biau parti du canton d'Courtomer.

THOMAS

C'est en vericotte vrai, les autes filles n'bossent gueire auprée d'lai : c'est d'la grandeur... Mée, si j'la vlez, courez vite, ou n'dait point eite à chome dé bons amis... c'est amicablement qué j'vous l'dis.

MARIN

Eh bin, j'irai dès d'main matin au p'tit jou... I s'fait tard, peire Thomas, j'vas m'ensauver, j'n'eime point nuitâiller sus les routes. A r'voi et bonjou cheux vous. (*Il s'éloigne.*)

THOMAS

A vous r'voi et bonne chance.

(*Il prend les seaux et sort.*)

THOMAS (*revenant*).

Marin !... Marin !...

MARIN

Quai qu'y a ?

THOMAS

T'nez, jé n'sais point méfaisant, j'vas vous dire, c'était eune attrape...

MARIN

Quai qu'j'entendez dire par là ?

THOMAS (*en s'éloignant peu à peu*).

La fille à Jérôme est mariée dedpis 8 mois et jé m'sais laissé dire qué dans c'moment-ici ou cherche nn parrain (*il disparaît en riant*), ah ! ah !

MARIN (*furieux*).

Mille milliasses dé sorts, j'sais bringé !

FIN

**Travaux de peinture exécutés à La Carneille (Orne), en 1413,
par Etienne TRENCHANT.**

*(Document communiqué par M. Armand Bénét, secrétaire de
la Société des Beaux-Arts de Caen.)*

« Audit receveur de la Querneille pour avoir païé à Estienne
« Trenchant la somme de XI s. VIII d. t. pour la façon d'avoir
« painst et pourtrait en la cohue et auditoire de la Quernaille en
« gable de la dicte cohue c'est assavoir l'ymaige du crucefiz, les
« ymaiges de Nostre-Dame et de Saint-Jehan, avecques plusieurs
« fleurs de liz et deux escucons des armes de mondit seigneur le
« conte, quelles choses lui avoient esté aloués à faire par ledit
« viconte de la Quernaille et par pris fait comme il appert par la
« quittance dudit Trenchant donnée le xxiiii^e jour d'avril l'an
« mil IIII^e et treze portée et rendue à court en rendant ce pré-
« sent compte, pour ce. XI s. VIII d.

En marge : « Par quittance. Et certiffient Robin de la Haiete
et Colin Delacroix avoir veu led. ouvrage.

Extrait de « Le compte de la terre de la Quernaille pour très
« hault et puissant seigneur mons. le conte de Harecourt et
« d'Aubmalle, viconte de Chastellerault pour demi an commen-
« çant le jour de Pasquez l'an mil IIII^e et treze et finissant la
« vegille saint Michel eudit an, rendu à court par Michiel Cou-
« sin, procureur et receveur pour ledit seigneur audit lieu de la
« Quernaille. »

Archives du Calvados, E. 250, f^o 10 (duché d'Harcourt).

Cf. E. 251, f^o 8.

BIBLIOGRAPHIE

Les premiers troubles de la Révolution dans la Mayenne, étude sur l'état des esprits dans les différentes régions de ce département, depuis le commencement de 1789 jusqu'à la fin d'août 1792, par V. Duchemin, etc., terminée et publiée par Robert Triger, in-8°, avec portrait, XXI, 217 pages, Mamers, G. Fleury et Dangin, imprimeurs-éditeurs, 1888.

C'est toujours une bonne fortune d'avoir à rendre compte d'un livre de M. Robert Triger. Alors même qu'il ne fait que publier, on est assuré de la valeur et de l'utilité de l'œuvre. Le confrère et l'ami, auquel il avait donné dans la *Revue du Maine* de si touchants regrets, M. Victor Duchemin, archiviste de la Sarthe, avait laissé dans ses cartons les premiers chapitres et les notes d'un ouvrage sur « *Les premiers troubles de la Révolution dans la Mayenne.* » « Inspirée tout à la fois par le désir d'honorer la mémoire de son mari et d'être utile à ces travailleurs qu'il avait aidés pendant sa vie avec tant de dévouement, » M^{me} Duchemin, « avec une bienveillante libéralité, » a communiqué à M. Robert Triger les notes précieuses réunies par M. Duchemin et lui a fait l'honneur de lui en confier la publication. Elles ne pouvaient tomber en meilleures mains qu'en celles de l'amitié. Pour s'en convaincre, il suffit de lire l'introduction, qui n'est autre chose qu'une notice biographique du regretté défunt, dans laquelle le souci de l'histoire et de la bibliographie laisse une large part aux affectueuses émotions du cœur.

L'ouvrage renferme sept chapitres sous ces titres généraux qui en indiquent assez clairement le contenu : *La guerre aux chartiers et aux institutions féodales. L'anarchie sociale. Les pre-*

miers symptômes de la réaction. Les mesures de violence. L'insurrection. Le chef de l'insurrection : Jean Chouan. Résumé et conclusions. Ce livre peut se ramener à une véritable tragédie en trois actes, dans laquelle l'élément populaire joue, au commencement et la fin, un rôle violent mais dans un sens tout à fait opposé.

« Il est à remarquer, tout d'abord, qu'en 1789, la majorité des populations de la Mayenne, qui devait quelques années plus tard montrer une hostilité si profonde à la Révolution, est d'accord avec ses partisans eux-mêmes pour réclamer énergiquement l'abolition des institutions féodales. Tous les hommes intelligents et perspicaces, étrangers aux préjugés de castes, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses, quelle que soit leur condition sociale, sont unanimes pour condamner l'ancien régime dans son ensemble, pour demander des réformes considérables dans l'ordre moral et dans l'ordre matériel. De là cet enthousiasme naïf qui éclate, à la première heure, dans la Mayenne, comme dans toute la France. De là aussi cet égarement regrettable de certaines populations rurales, ignorantes et farouches, qui se laissent entraîner par les meneurs révolutionnaires à piller les châteaux et brûler les chartriers. »

Chacune des scènes de cette effervescence est minutieusement décrite, on la voit naître, grandir, se déchaîner. Les terreurs paniques habilement jetées par de secrets mots d'ordre au sein des populations ne leur laissent plus de répit ; l'inquiétude les enflamme, le délire les prend ; elles ne voient partout qu'invisibles ennemis, ayant ordre de brûler les villes et de ravager les campagnes. Mais à défaut des insaisissables brigands, le noble du pays est là, et ils sont tous solidaires, avec son château et ses odieux papiers qui ne sont pour le paysan que des instruments d'oppression et d'inépuisables exactions. Donc on se rue contre les châteaux et les chartriers. C'est d'abord une véritable jacquerie. Le roi, disent-ils, est d'accord avec les paysans ; et dans leurs excursions, ils prennent au passage leurs curés et les emmènent de force avec eux, pour donner plus de poids à leurs réclamations et à leurs sommations qu'on ait à leur remettre les papiers-terriers et à leur consentir par acte notarié, l'abandon des droits féodaux.

« Sincèrement attachés à la royauté, à la religion et au clergé, ils n'éprouvent nullement le besoin de provoquer un bouleverse-

ment dans l'Etat, une révolution dans la forme politique du gouvernement..... Dès lors, c'est avec étonnement et inquiétude que les populations assistent à l'effondrement complet de l'ancienne société. Surpris par la rapidité des événements, découragés par la désorganisation administrative, terrorisés par les méfaits d'un petit nombre de scélérats, les honnêtes gens gardent, au premier moment, une réserve prudente. »

« Encouragée par cette indifférence apparente, la Révolution poursuit son œuvre. Elle fait la constitution civile du clergé et décrète la persécution religieuse. Des mécontentements, jusqu'alors comprimés, commencent aussitôt à se manifester,... Les femmes, pour la plupart très religieuses et très énergiques s'agitent les premières et déclarent une guerre parfois comique, mais toujours opiniâtre au clergé constitutionnel. Les révolutionnaires répondent par des abus de pouvoir, des vexations grossières et des déploiements de force ridicules. Peu à peu, les têtes se montent. Batailleurs par tempérament, quelque peu routiniers et toujours misérables, les habitants des campagnes ne peuvent supporter plus longtemps le trouble apporté à leurs habitudes, à leurs croyances, à leurs affections. Ils suivent l'exemple des femmes et finissent par s'éloigner en masse de la Révolution qui les trompe, les taquine et les humilie, en donnant une prépondérance exagérée aux habitants des villes. »

« L'émeute éclate enfin, générale et caractéristique, le 15 août 1792, lorsque la Révolution, après avoir porté atteinte aux sentiments et aux croyances, ose s'attaquer aux intérêts et aux personnes. Jaloux de leur indépendance et très attachés au sol natal, les Bas-Manceaux n'acceptent pas le principe des *réquisitions d'hommes* conséquence forcée de la guerre étrangère. Ils refusent de payer l'impôt du sang à un gouvernement que leur conscience réprouve ; et plutôt que de le soutenir de leurs bras, ils préfèrent courir les chances d'une insurrection à laquelle leur humeur batailleuse et la lutte séculaire, qu'ils ont jadis soutenue contre les agents de la Gabelle, les ont préparés d'une manière toute spéciale.

« A partir de ce jour, la *Chouannerie du Maine* existe et elle trouve, dès la première heure, un chef excellent, expérimenté, parfaitement préparé, dans la personne de Jean Chouan, l'ancien contrebandier, le chef redouté des faux-sauniers du Bas-Maine

dont le courage, l'adresse et l'énergie sont depuis longtemps célèbres. »

Tels sont, par la plume de M. Robert Triger lui-même, qui a dû plus d'une fois compléter et encadrer dans une narration suivie les fragments laissés par son ami. les conclusions de ce travail, à l'appui desquelles chaque chapitre renferme des témoignages et des faits précis, nombreux, indéniables.

La première partie relative aux incursions des paysans contre les châteaux offre d'importants détails sur les excès commis par les bandes qui se formèrent aux environs de la Ferté-Macé, et attaquèrent les châteaux de la Coulonge, Couterne, la Motte-Fouquet. Ainsi sont complétées et confirmées les narrations de nos historiens ornaïs, spécialement de M. le comte de Contades dans son ouvrage sur *Rasnes*, de M. l'abbé Dumaine, au troisième volume de *Tinchebray et sa région*, de M. H. Lefaverais dans son *Histoire des communes du canton de Messey*.

Bientôt, nous l'espérons, l'histoire de cette douloureuse insurrection en ce qui concerne notre département, nous sera donnée avec tout le développement et tous les documents désirables, par l'apparition de l'ouvrage, depuis si longtemps préparé et si impatientement attendu que notre vénéré président, M. de La Sicotière, a intitulé du nom héroïque et malheureux de Louis de Frotté.

P. BARRET.

1^o *La Révolution dans l'Orne, histoire d'Argentan durant la Convention, 1793-1795*, par M. Vimont, professeur au collège d'Argentan ;

2^o *Petit tableau des ravages faits par les Huguenots, de 1562 à 1574, dans l'ancien et le nouveau diocèse de Séez*, par l'abbé Blin, chanoine honoraire, curé de Durcet.

Le *Bulletin* de notre Société a déjà rendu compte succinctement du volumineux recueil dans lequel, avec une patience de bénédictin, M. Eugène Vimont a condensé les documents de la période révolutionnaire qui intéressent Argentan. Déjà aussi M. Gustave Le Vavasseur, avec la finesse d'esprit et la délicatesse de plume qu'on lui connaît, a apprécié de main de maître

cet ouvrage, qui est presque un manuel de philosophie politique et de tragi-comédie sociale.

Au moment où se prépare la célébration du centenaire de 1789, il est bon de remonter un siècle en arrière, d'assister aux événements qu'enfantèrent dans une petite ville les passions du moment, surtout de suivre la marche ascendante des opinions extrêmes. C'est un enseignement véritable que ce livre, pour qui sait lire et comprendre, enseignement d'autant plus convaincant qu'il ne se base que sur des documents authentiques, et que très rarement on entrevoit la pensée personnelle de l'auteur.

M. Vimont n'a certainement pas eu l'intention de raisonner sur les faits qu'il enregistre. Il les prend tels qu'ils se sont présentés à lui, parfois même dans leur vérité la plus nue et il dit au lecteur : à vous d'apprécier et de juger.

L'attention doit être appelée en particulier sur les fatales circonstances qui amenèrent l'assassinat de Barbot de Tierceville et transformèrent des bourgeois paisibles en émeutiers féroces. Rien ne manque à ce drame, pas même une atroce mégère pour s'emparer de la tête de la victime, la planter au bout d'une pique et promener jusqu'au soir son hideux trophée.

Quelle curieuse étude de caractères on ferait avec ces pièces officielles, avec ces procès-verbaux d'une impitoyable netteté, qui peignent si bien les tergiversations et les lâchetés de tant d'hommes !

Quelle comédie que les épurations qui sans cesse se renouvellent, que ces fêtes à la mise en scène ridicule, où des orateurs d'occasion viennent faire parade de leur éloquence révolutionnaire !

Une autre partie fort intéressante de l'ouvrage de M. Vimont est celle où il retrace l'histoire de la misère de cette époque où, « comme l'a si bien dit M. Le Vasseur, la vraie souffrance et la réelle misère suscitèrent de vrais courages et de réels dévouements ».

En résumé, M. Vimont a rendu un grand service à notre histoire locale en ouvrant aux travailleurs une mine de documents qui, sans lui peut-être, fût restée longtemps encore inexplorée.

Qu'on nous permette de rapprocher de l'ouvrage de M. Vimont le nouveau livre de M. l'abbé Blin. Là aussi nous trouvons un recueil de documents se rapportant à une époque de trouble,

plus éloignée de nous, il est vrai, mais où se préconisaient déjà bien des idées qui n'ont trouvé leur développement et leur application qu'à la fin du XVIII^e siècle. Là aussi les faits parlent d'eux-mêmes et tout commentaire est superflu. Si le jacobinisme de 1793 a beaucoup détruit et n'a rien édifié de stable, le libre examen a entassé bien des ruines dans le monde physique comme dans le monde moral. M. l'abbé Blin a exposé, avec autant de talent que d'érudition, pour notre contrée, cette ensemble de destructions et de meurtres, et il faut reconnaître qu'après un tel tableau, dont l'utilité est incontestable, on ne peut penser sans effroi aux violences suscitées par les passions religieuses et politiques. On serait heureux de constater qu'instruit par l'expérience notre siècle de progrès a su se garder des unes et des autres.

H. DU M...

Flore analytique et dichotomique des Lichens de l'Orne et départements circonvoisins, précédée d'un *Traité élémentaire de Lichenographie*, avec vingt-deux figures lithographiées, par l'abbé H. OLIVIER, membre de plusieurs Sociétés savantes, 2 brochures in-8 de 312 p., Autheuil (Orne), chez l'auteur et Paris, Savy, 1882-1884.

M. l'abbé Olivier s'est occupé spécialement des lichens de l'Orne, mais son nom est connu bien au-delà du pays pour lequel il a écrit ; sa flore est estimée dans toute la France et ses exsiccata sont recherchés partout. M. l'abbé Olivier n'a pas eu seulement le mérite de traiter et de bien traiter un sujet difficile, pour lequel les livres sont rares ; il y a ajouté celui de rendre presque attrayante et relativement facile une science que les profanes croient peu susceptibles de le devenir. C'est avec raison qu'il a fait précéder ses classifications d'un petit traité d'organographie. Les lichens sont si peu connus qu'il n'était pas inutile de donner au moins quelques notions sur leur structure, sur leur mode de végétation et de reproduction, et même sur la place qu'ils doivent occuper dans la grande classe des cryptogames, car sur ce point, comme sur bien d'autres du reste, les savants n'ont pas toujours été parfaitement d'accord.

La partie principale du livre est consacrée aux clés et aux descriptions. Elle nous a paru exacte, complète et d'une grande clarté ; elle est indispensable à quiconque veut se livrer dans notre pays à l'étude des lichens.

H. B.

Des noms vulgaires de plantes usitées dans les cantons de Vimoutiers et de la Ferté-Fresnel, par M. l'abbé A.-L. LETACQ, brochure in-8, 12 p.

Le botaniste connaît les plantes au moyen de ses études ; le paysan, qui les voit tous les jours, ne les connaît sans doute guère moins ; cependant l'un et l'autre risquent fort de ne pouvoir s'entendre, faute de parler la même langue. On ne peut demander au vulgaire de parler le langage du savant ; il ne serait pas moins difficile d'obtenir que le savant parlât le langage du vulgaire, mais au moins le savant doit-il se mettre en état de comprendre tout le monde et de se faire comprendre par tout le monde. Chacun y gagnera, le paysan, le philologue, l'archéologue assurément et le botaniste aussi peut-être. A côté des synonymies botaniques, rendues nécessaires par la manie des divers auteurs de donner des noms différents à la même plante, il y a donc une autre synonymie, qui n'est pas moins utile que les autres et qui consiste à donner le nom vulgaire à côté du nom ou des noms scientifiques. Elle existe déjà jusqu'à un certain point et des publications importantes ont été faites dans ce sens. M. l'abbé Letacq, déjà si connu par ses travaux sur la flore de sa contrée, a voulu contribuer pour sa part à compléter ces études, qui intéressent à la fois la science proprement dite, la linguistique et l'histoire.

H. B.

REVUES

Revue historique et archéologique du Maine, tome XXII, année 1887, second semestre.

Ce volume s'ouvre d'une façon funèbre. Deux des membres de la Société mancelle, et non des moins méritants, M. l'abbé Robert Charles et M. Victor Duchemin, archiviste du département de la Sarthe, sont tombés « dans la force de l'âge, en pleine maturité d'esprit et de talent », sur ce champ de bataille de l'étude, qui parfois, hélas ! moissonne prématurément les meilleurs. La *Revue du Maine* leur a offert par les mains de M. S. d'Elbenne et de M. Robert Triger, un juste tribut de regrets et d'éloges. La Société de l'Orne n'oubliera pas non plus que M. l'abbé Charles est venu lui apporter, à l'heure de ses débuts, le concours de son nom et de ses encouragements.

Les Coësmes seigneurs de Lucé et de Pruillé (deuxième partie), par MM. Victor Alouis et l'abbé Ambroise Ledru.

Deux faits principaux, avec nombreux documents à l'appui, occupent cette deuxième partie. C'est d'abord les sinistres excursions des francs-archers dans les campagnes du Maine et de l'Anjou, sous le commandement de Charles de Coësmes, seigneur de Lucé, qui fut ensuite incriminé et emprisonné à cause des violences et excès commis par ces bandes indisciplinées. Cependant Jeanne d'Harcourt, pendant que son mari courait la campagne sans beaucoup penser à sa femme, mourait à Bonnétable, à quinze ans, « désenchantée de la vie ». Quelques mois après, « ce capitaine du xvi^e siècle, pillard, débauché, sans scrupules », nouait une intrigue avec Gabrielle d'Harcourt, sa belle-sœur, à peine âgée de quatorze ans, l'enlevait, simulait avec elle, pour calmer ses scrupules religieux, un mariage clandestin, et s'enfuyait à Metz, hors de la poursuite du roi de France, sur les terres de l'empereur. De là, des haines implacables, un procès criminel, à la suite duquel les ravisseurs étaient condamnés à mort par contumace ; ensuite de quoi la mère de Charles de Coësmes, aidée de toute sa parenté et des hauts personnages dont elle peut obtenir le concours, remue ciel et terre pour obtenir des lettres de rémission du roi et la dispense nécessaire en cour de Rome pour valider le mariage. A force de démarches, de sacrifices, de dévouement, elle arrive à ses fins, et non contente d'avoir sauvé la vie de son fils, elle peut se féliciter d'avoir même rétabli sa situation. A elle appartient le beau rôle de mère dévouée, infatigable, dont rien ne peut épuiser la générosité et l'amour. Il n'en va pas de même d'Anne de Saint-Germain. Elle sort si maltraitée de toute cette affaire qu'on est disposé à se montrer plus indulgent

pour sa fille, qui lui a manqué avec si peu de retenue, d'obéissance et de respect. Cette aventure, qui jette un triste jour sur l'état moral d'une partie de cette société du xvi^e siècle, a, par d'autres côtés, un intérêt particulier pour notre département. Anne de Saint-Germain en était originaire et fille d'Aubert de Saint-Germain, baron d'Asnebecq. Il n'est donc pas étonnant de trouver le nom de ce seigneur et ceux des Le Veneur dans les diverses péripéties de cet interminable procès. L'un des actes se serait même passé à Alençon, où Gabrielle d'Harcourt et sa mère avaient été citées à comparaître et à être confrontées avec Charles de Coësmes. Il serait curieux de rechercher si cet événement a laissé quelques traces dans nos archives judiciaires.

La Cathédrale du Mans, lieu d'asile au XIV^e siècle, par M. l'abbé A. Ledru.

Les quelques observations ajoutées à la publication d'un document inédit sont une preuve nouvelle de la maternelle charité de l'église qui, ne se rebutant pas de l'indignité et de l'ingratitude des criminels, ne laissait pas de leur conserver un dernier refuge de miséricorde et de salut.

La sigillographie des seigneurs de Laval, par M. A. Bertrand de Broussillon et M. P. de Farcy.

Voilà un beau et excellent travail, avec de bonnes planches sur bois à l'appui. Notre très habile et érudit confrère, M. Paul de Farcy, qui a déjà publié un sceau de Robert III, comte d'Alençon, et d'Emma, comtesse d'Alençon et dame de Laval, serait le très bien venu s'il apportait aux pages de notre *Bulletin* le complément de ces premiers documents alençonnais.

Le château de la Groirie, ses seigneurs aux XVII^e et XVIII^e siècles, et sa description, par M. Jacques Pousset de Montauban et M. Sébastien de la Bouillerie.

C'est un spectacle agréable de voir revivre la scène littéraire et poétique qui se jouait alors dans les élégants châteaux de province; les heureux Mécènes de la Groirie étaient de la maison de la Rivière.

Le château de Ramefort de Gennez et ses seigneurs aux XIV^e et XV^e siècles, par M. A. Joubert.

Nous désirons seulement, dit M. Joubert, fournir des détails nouveaux sur les seigneurs de Ramefort aux xiv^e et xv^e siècles. Mais il est impossible de parler d'un château fort, à cette époque, sans rencontrer quelques incidents de la désastreuse guerre de Cent-Ans. C'est ce qui est arrivé; et entre autres détails intéressants à noter pour nous, mentionnons la vente de la châtellenie de *Châtelais*, comprise dans la baronnie de Pouancé (Maine-et-Loire), qui fut transportée à Louis de Rohan par Jean d'Alençon, pour le prix de sa rançon due aux Anglais.

Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, II^e série, t. XXIII (1887-1888), troisième fascicule.

Documents pour servir à l'histoire de l'ancienne abbaye de Beaulieu (Maine), par M. F. Legeay.

Ce travail, après une introduction historique sur les circonstances et le temps de la fondation de l'abbaye, résume sous forme d'analyse, les actes et les titres de son histoire, sous le gouvernement successif de ses abbés. J'ai relevé dans cette analyse la mention d'un procès intenté aux moines de Beaulieu par Haïmeric Carrel, seigneur de Vauvineux, au sujet de la dime des novales de la paroisse de Pervençères (1190). Une autre chartre de 1327 fait foi de l'accord intervenu entre Hubert de Riboule, chevalier, seigneur d'Assé-le-Riboul, et Thécophilia, sa femme, et les chanoines de Beaulieu au sujet du droit de patronage de la chapelle de l'Erablay en Pervençères.

Commission historique et archéologique de la Mayenne, tome V (1886-1887).

Les comptes rendus des séances sont très détaillés et par le nombre des communications qui y sont mentionnées ils sont une preuve élogieuse du zèle et de l'ardeur que les membres de cette Commission apportent à leurs travaux. Le compte rendu de la séance du 21 juillet contient le rapport de M. Perrot sur plusieurs volumes de la *Smithsonian Institution*. Ce résumé peut servir à qui veut se rendre compte de l'état des études archéologiques en Amérique.

Parmi les documents, les *Certificats de l'état religieux de la noblesse du Bas-Maine*, dont le quatrième rôle est consacré au Passais normand et le cinquième au doyenné de la Roche-Mabille, intéressent au plus haut point l'histoire religieuse et politique, non moins que les recherches héraldiques d'une partie de notre département. M. l'abbé Pointeau, par cette publication et les notes qui la complètent, aura le mérite d'avoir favorisé plus d'une fois les ouvriers de notre société.

Une lettre de M. L. Duval, archiviste de l'Orne, rappelle les restaurations importantes dont l'abbaye de Notre-Dame de Belle-Etoile fut l'objet au XVII^e siècle. Pour les mener à bonne fin, on fit appel au concours d'un certain nombre d'artistes normands, entre autres de Jean Gougeon, sculpteur à Argentan; de François Chauvel, architecte à Falaise; de Jean Postel, sculpteur à Caen, et de François Langlois, sculpteur à Laval. C'est ce dernier qui a valu à la Commission historique de la Mayenne une bonne page d'histoire ornaïse.

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest.

Le *Bulletin* du deuxième trimestre de 1887 publie un *Rapport sur la découverte de la nécropole de Carmona (Espagne)*, par M. O.-J. Richard, qui est bien un des plus curieux travaux que l'on puisse lire sur les usages funéraires des anciennes colonies romaines et le respect antique pour les cendres de l'homme. D'autant mieux, s'il faut en croire notre auteur, que « les fouilles

de Carmona ont démontré que les cadavres des moins riches étaient brûlés comme les autres, mais que leurs sépultures étaient réduites à la plus grande simplicité, comme cela arrive toujours pour tout ce qui concerne les pauvres ». Dans le troisième *Bulletin*, dom François Chamard, sous le titre de *Notes historiques*, discute certains points d'histoire, concernant en particulier le diocèse de Poitiers et la succession de ses premiers évêques, qui ne sont pas sans intérêt pour l'histoire de l'église de France.

Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente,
V^e série, t. IX (1887).

Histoire de l'abbaye royale de N.-D. de la Couronne en Angoumois, par
M. l'abbé Blanchet.

Cette belle monographie apporte bien peu de renseignements particuliers pour l'histoire de notre pays. On y trouve mentionnée la présence de Jean, évêque de Sées, au chapitre de Fontevrault, en 1129. Il n'est cependant pas inutile de la signaler à l'attention des membres de la Société. Rédigée avec méthode et non sans mérite littéraire, elle révèle chez son auteur un esprit cultivé et une critique qui sait allier le respect avec l'impartialité nécessaire à l'historien. Son jugement sur la commende est des plus remarquables, et les documents publiés touchant la guerre des Protestants apportent une nouvelle lumière sur cette partie de l'histoire de France. En résumé, ce travail d'histoire locale a, au point de vue général, une valeur et une importance qu'on ne saurait méconnaître.

Notice sur la sépulture gallo-romaine de Chez-Chante, commune de Messeux, par MM. Louis de Fleury et André Rempnoux-Duvignaud.

Découverte d'un four à tuiles romaines au village de Chez-Ferroux, commune de Vieux Cérrier, par M. Louis de Fleury.

Ces deux petits mémoires, accompagnés d'excellentes chromolithographies, qui rendent les descriptions sensibles aux yeux, apportent leur contingent à l'histoire de la période gallo-romaine. Je souhaiterais que leur lecture stimulât le zèle des membres de notre Société pour des découvertes semblables. Notre sol est riche en stations gallo-romaines et pourtant nous avons trop rarement à enregistrer quelque communication sur ce sujet.

Coup d'œil sur la période néolithique dans le département de la Charente, par M. Chauvet.

Voilà encore une matière très intéressante d'études à laquelle les Sociétés de province apportent leurs soins et leurs encouragements. Chez nous les éléments de cette partie de la science sont encore enfouis dans les profondeurs de notre sol, et ils demandent un révélateur qui les en fasse jaillir. Puisse la noble émulation d'imiter nos aînés stimuler l'ambition des découvreurs. Quelques mémoires comme celui de M. Chauvet, avec quelques gravures à l'appui, seraient une excellente fortune pour la Société archéologique de l'Orne.

P. BARRET.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE L'ORNE

Séance publique annuelle du 25 octobre 1888.

Procès-verbal de la séance.

Le 25 octobre 1888, la *Société Historique et Archéologique de l'Orne* a tenu à Argentan sa réunion générale annuelle.

Vers midi et demi, à l'arrivée du train d'Alençon, plusieurs membres ont été, avec M. de La Sicotière, voir, rue du Beigle, la maison habitée pendant une partie de la Révolution par Corday d'Armont, le père de Charlotte Corday. Puis, sous la conduite de M. Vimont, on s'est rendu au donjon, sur l'emplacement duquel a été construit l'hôtel de Tertu, actuellement occupé par M. le colonel Simon. Le colonel, avec une courtoisie parfaite, a fait aux visiteurs les honneurs de son habitation, principalement des parties historiques ; leur a montré les restes des anciennes fortifications, leur a fait admirer la magnifique vue qui s'étend à plusieurs lieues tout autour d'Argentan. De là, en passant par l'ancien palais des ducs, la prison actuelle, on s'est rendu au couvent de Sainte-Claire, qui conserve encore le souvenir et les traces du séjour de Marguerite de Lorraine.

A une heure et demie, séance administrative. Le seul point à l'ordre du jour était le renouvellement du Comité de lecture et d'une partie du Bureau. M. le comte de Charencey, vice-président sortant est remplacé par M. le marquis de la Jonquière. M. Le Vasseur, secrétaire général ; M. Beaudouin, secrétaire ;

M. l'abbé Hommey, secrétaire adjoint, sont réélus. Sont également réélus MM. l'abbé Rombault, Appert, Arnoul, Blanchetière, Dumaine, membres du Comité de lecture ; M. le comte de Charencey est nommé membre du même Comité, en remplacement de M. de Neufville, actuellement archiviste bibliothécaire, et en cette qualité, membre du Bureau. Enfin, M. Descoutures ayant donné dans le cours de l'année sa démission de trésorier, était depuis quelque temps déjà, remplacé par M. De Broise.

Par suite de ces divers changements, le Bureau et le Comité de lecture de la Société sont actuellement composés de la manière suivante :

Président : M. DE LA SICOTIÈRE, sénateur.

Vice-Présidents : MM. le comte DE CONTADES, le marquis de LA JONQUIÈRE, LECOINTRE, le comte DE VIGNERAL.

Secrétaire général : M. LE VAVASSEUR.

Secrétaire : M. H. BEAUDOUIN.

Secrétaire adjoint : M. l'abbé HOMMEY.

Archiviste bibliothécaire : M. DE NEUFVILLE.

Trésorier : M. DE BROISE.

Membres du Comité de lecture : MM. APPERT, ARNOUL, BLANCHETIÈRE, comte DE CHARENCEY, abbé DUMAINE et abbé ROMBAULT.

A 2 heures un quart, dans la grande salle de l'Hôtel de Ville, la séance publique est ouverte, sous la présidence de M. de La Sicotière.

M. le Sous-Préfet, empêché d'assister à la séance, s'est excusé par lettre. Se sont également excusés MM. le comte de Beauchêne, de Lassay ; de Beaurepaire, de Caen ; Guibout, de Sées ; l'abbé Hommey, Lecointre, du Motey, d'Alençon. M. le Maire prend place à la droite du Président, M. le colonel Simon à sa gauche. Beaucoup de membres de la *Société Historique*, un grand nombre de dames et de notabilités de la ville et des environs se pressent dans la salle.

L'ordre du jour annonçait les lectures suivantes :

1° Discours de M. L. DE LA SICOTIÈRE, président : Corday d'Armont, petit-fils de Corneille et père de Charlotte Corday.

2° Compte-rendu des travaux de la Société pendant l'année, par M. G. LE VAVASSEUR, secrétaire général.

3° Balzac Alençonnais, par M. le comte DE CONTADES.

4° Le Curé de Prépoïn, poésie, par M. CHALLEMEL.

5° Débuts des Normands en Italie et en Sicile, par M. le comte DE VIGNERAL.

6° La Petite Vieille, — La Source Pieuse, poésies, par M. Ernest MILLET.

7° L'instruction primaire et secondaire dans le pays d'Argentan avant la Révolution, par M. Eugène VIMONT.

8° Jehan du Coing, légende Argenternoise, par M. G. LE VAVASSEUR.

Toutes ces lectures sont faites dans l'ordre indiqué ci-dessus, sauf une seule : M. Vimont ayant découvert récemment des documents importants sur lesquels il n'avait pas compté tout d'abord, n'a pas eu le temps de terminer son mémoire et a simplement prié M. Le Vavasseur de donner d'après des notes qu'il lui a fournies, quelques explications verbales.

Les applaudissements qui ont accueilli chacune des lectures, principalement les pièces de vers, témoignent de l'intérêt que le public intelligent et lettré veut bien prendre aux travaux de la *Société Historique et Archéologique de l'Orne*.

La séance est levée à 4 heures trois quarts.

H. BEAUDOUIN,

Secrétaire de la Société.

M. DE CORDAY D'ARMONT

DESCENDANT DE CORNEILLE

ET

PÈRE DE CHARLOTTE CORDAY

MESDAMES,

MESSIEURS,

MES CHERS CONFRÈRES,

En revenant dans cette ville d'Argentan si hospitalière aux bonnes études, en rentrant dans cette salle où nous siégeons il y a déjà cinq ans, en nous retrouvant devant l'auditoire distingué et sympathique autant que nombreux dont l'accueil nous avait laissé un si précieux souvenir, notre premier devoir et notre premier besoin sont d'exprimer à cet auditoire, aux administrateurs éminents qui, après avoir préparé cette réunion, veulent bien l'honorer de leur présence et en relever ainsi l'éclat, à la *Société Flammarion* et à ceux qui la dirigent avec tant de zèle et de succès, notre profonde gratitude.

Tant de bienveillance nous chargeait et nous charge d'une dette bien difficile à acquitter. Par les travaux qu'elle a publiés depuis cinq ans, la *Société historique et archéologique de*

l'Orne a essayé d'en payer une partie ; j'espère que les lectures que vous entendrez tout à l'heure vous paraîtront un nouvel à-compte.

A côté de noms connus et chers, vous trouvez sur le programme de cette séance des noms nouveaux et pleins de promesses.

Continuons de marcher ainsi en avant, la main dans la main, ouvrant nos rangs fraternels aux jeunes talents, faisant violence à des modesties trop timides, encourageant toutes les bonnes volontés, ajoutant chaque année, s'il se peut, une fleur à la couronne de notre Société, une simple feuille à celle de la Normandie historique et littéraire.

Vous venez, mes chers confrères, non pas de sortir de la lettre de nos statuts primitifs, mais d'y rentrer, en remplaçant une partie des membres de votre bureau ; vous l'avez fait avec une réserve que je comprends, mais sans m'y associer entièrement. Vous me permettrez de vous répéter ici publiquement ce que je vous ai dit si souvent dans l'intimité de nos réunions particulières : Le renouvellement du bureau de notre Société est une des conditions de son développement, de son existence même. Sans doute, nous devons regretter — et qui donc le regrette plus que moi ? — de voir un collègue aussi érudit que M. le comte de Charencey, aussi dévoué aux intérêts de notre Compagnie et lui en ayant donné tant de preuves, quitter une vice-présidence qu'il honorait en l'occupant ; mais ce n'est pas un adieu que vous lui avez dit ni que vous direz à ceux des membres de votre bureau qui devront s'en éloigner à leur tour, c'est un au revoir ! Au début, incertaine encore de sa marche, notre jeune Société pouvait chercher dans une direction quelque peu traditionnelle certains éléments de force et de solidité ; plus nombreuse aujourd'hui, plus confiante en elle-même, elle ne doit pas hésiter à renouveler le bureau qui dirige ses travaux, conformément d'ailleurs à l'usage de presque toutes les sociétés semblables. Le choix que vous venez de faire de M. le marquis de La Jonquière en qualité de quatrième vice-président est d'un heureux augure. Comme M. de Charencey, il représentera plus particulièrement dans votre bureau l'arrondissement de Mortagne ; il y apportera l'autorité de cet esprit si ferme et de cette érudition si sûre qui caractérisent les travaux qu'il a bien voulu nous communiquer

jusqu'ici. Vous appellerez donc désormais à la charge et à l'honneur un plus grand nombre de ceux qui peuvent supporter l'une et mériter l'autre ; vous introduirez ainsi dans notre sein des éléments nouveaux d'activité, d'émulation ; vous assurerez à vos séances annuelles un plus vif éclat, un intérêt toujours nouveau et varié ; vous vous épargnerez à vous-mêmes, mes chers confrères, les éternelles redites d'un président éternel.

*
* *

Plus d'une fois déjà notre *Société historique de l'Orne* s'est occupée des rapports de Corneille avec les pays d'Argentan et d'Alençon, des alliances qui y fixèrent quelques-uns de ses descendants et de la filiation directe qui rattache à ce grand homme une des figures les plus célèbres et les plus extraordinaires (1) des temps modernes, Charlotte Corday.

La matière est loin d'être épuisée. Je voudrais aujourd'hui vous parler de M. de Corday d'Armont, l'arrière-petit-fils de Corneille, le père de Charlotte. Il est le nœud, assez peu connu, quoique méritant de l'être à notre sens, qui relie entre eux ces deux personnages historiques. De plus, il habita la ville d'Argentan, il y joua un certain rôle dans les jours les plus troublés de notre histoire. A ce double titre, j'espère que le choix de ce sujet vous offrira quelque intérêt et me vaudra votre indulgence (2).

(1) Une lettre du Comité de sûreté générale de la Convention à Fouquier-Tinville portait : « Le Comité pense qu'il est inutile et qu'il serait peut-être dangereux de donner trop de publicité aux lettres de cette femme extraordinaire, qui n'a déjà inspiré que trop d'intérêt aux malveillans » — Cette femme extraordinaire ! remarque Ch. Vatet : « une telle expression signée de tels noms est peut-être l'hommage le plus significatif qu'ait reçu la mémoire de Charlotte Corday. »

(2) Pour l'exécution de mon travail, je me suis aidé, en dehors des imprimés, non-seulement de documents réunis depuis longtemps dans mon cabinet et dont je devais une partie à l'obligeance de M. Auguste Chesneau de la Drourie, héritier de M. Le Damoisel de Bourgeauville, lequel était lui-même héritier de M. de Ménilval ; de ceux que possèdent les Archives de l'Orne et les Archives municipales d'Argentan, mis libéralement à ma disposition par M. Duval et par M. Eugène Vimont ; mais encore et surtout des papiers légués à la Bibliothèque de Versailles par mon cousin et ami, de regrettable mémoire, Ch. Vatet. Ces papiers ne concernent pas seulement Charlotte Corday, mais son ascendance et sa famille tout entière ; ils sont extrêmement précieux. Vatet était le plus infatigable et le plus consciencieux des chercheurs.

J'ai donné un aperçu de cette collection dans ma Notice sur Charles Vatet, publiée dans la *Revue de la Révolution*, 1885, et tirage à part in-8°. Elle forme, avec les autres reliques concernant Charlotte Corday, un des principaux ornements de la magnifique Bibliothèque de Versailles ; nous avons pu la consulter à loisir, grâce à l'amicale obligeance de M. Taphanel, un des conservateurs.



Rappelons d'abord la généalogie qui rattache Charlotte Corday à Corneille, en passant par M. de Corday d'Armont.

Marie, l'aînée des enfants de Pierre Corneille et de Marie de Lampérière, était née à Rouen le 10 janvier 1642. Mariée, en 1661, à un jeune officier, Félix Guénébaud de Bois-Leconte, sieur du Buat, qui fut tué au siège de Candie, et veuve en 1668, elle se remaria, le 17 août 1673, avec Jacques de Farey, chevalier, sieur de l'Isle, conseiller du roi, trésorier de France en la généralité d'Alençon. De cette union naquirent plusieurs enfants, notamment Françoise, baptisée, le 2 novembre 1682, en l'église de Saint-Julien-sur-Sarthe (1). Cette Françoise épousa, le 25 octobre 1701, Adrien de Corday, capitaine des gardes du duc de Bourgogne. Le 7 avril 1704, il leur naissait, à Alençon, un fils, qui fut prénommé Jacques-Adrien et qui épousa, le 22 août 1729, Marie-Renée-Adélaïde Belleau de la Motte. C'est d'eux que devait sortir, le 2 septembre 1737, Jacques-François de Corday d'Armont, père de Charlotte.

Charlotte descendait donc en ligne directe du grand Corneille. Le fait est indubitable après les constatations, déjà anciennes, de Taschereau, dans sa *Vie de Corneille*, les recherches approfondies de Ch. Vatet et les dernières publications de M. l'abbé Rombault.

On chercherait inutilement, croyons-nous, dans les traits de son visage un reste de ceux de son aïeul, effacés par le temps, défigurés par le croisement des familles.

Mais chez quelques-unes l'hérédité semble plus persistante dans l'ordre intellectuel et moral que dans l'ordre physique : certaines aptitudes, certaines qualités s'y transmettent, même à de longues distances, même avec de singulières intermittences ; ce point paraît acquis à l'observation et même à la science (2).

Il était donc tout naturel que l'on cherchât dans le caractère et dans l'esprit de Charlotte Corday quelques traits, quelques

(1) Ses parents habitaient souvent le manoir de la Bigottière, en la paroisse de Saint-Julien.

(2) V. Taine, *Histoire de la Littérature anglaise*, Introd., et Ribot, *l'Hérédité*.

traces de sa glorieuse ascendance. Je les avais cherchés moi-même et j'avais cru les découvrir : il y a plus de vingt ans, qu'étudiant, avec un complet désintéressement, le caractère de Charlotte (1), je disais et je le répète volontiers aujourd'hui :

Quel fut son mobile ? Un patriotisme sincère, exalté par la vue des maux de son pays, et rien autre chose.

Ame ardente et fière, nourrie des idées philosophiques et du mauvais goût romain de son temps, tourmentée de ce besoin d'héroïsme auquel se mêlait un très-vif désir de faire parler de soi, qui est si frappant, non-seulement chez la plupart des hommes, mais surtout chez les femmes de la Révolution, elle conçoit son projet, elle l'exécute et elle meurt dans ce milieu d'idées grandioses et un peu plus hautes que nature où se meuvent les personnages créés par le grand Corneille, son bisaïeul. Qu'elle est bien la fille de son esprit comme de son sang ! Elle-même semble jouer un rôle tragique. Au premier aspect, c'est moins une Française qu'une Romaine ; moins une femme qu'une Euménide antique, avec le haut cothurne et la bouche d'airain. On sent passer dans ses réponses comme un souffle de grandeur et de sincérité qui excite l'admiration autant que la pitié, et qui ne permet d'y soupçonner ni équivoque ni réticence.

Je dois reconnaître que des critiques distingués ont signalé une sorte de contraste entre le caractère et les écrits de Corneille : suivant eux, il pensait *en vers* et vivait *en prose*. « Ce grand homme, dit M. Brunetière 2), qui devait mettre à la scène tant de héros et tant de contrefaçons aussi de héros, il a vécu comme un peu tout le monde, bon fils, bon époux, bon père, bourgeois dans l'âme, nullement romanesque, très curieux de ses intérêts, fort habile à les faire valoir, et, dans ses rapports avec ses libraires, comme dans ses dédicaces, le moins héroïque des hommes... »

Cet arrêt (3) peut paraître bien sévère. Il ne serait pas toujours équitable de juger le caractère d'un homme d'après les ménagements ou même d'après les concessions que ses intérêts ou ses charges de famille peuvent lui imposer vis-à-vis de ses chefs, de ses protecteurs, ou simplement des gens d'affaires avec lesquels il lui faut traiter, du milieu dans lequel il est condamné à vivre. Ce n'est pas dans la cage étroite où il est retenu captif, qu'on peut mesurer l'envergure de l'aigle.

(1) *Charlotte Corday et Fualdès*, article publié dans la *Revue des questions historiques*, 1867, et tiré à part, in-8°, à petit nombre.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, 15 août 1888.

(3) L'auteur l'induit en partie du très précieux volume de M. Bouquet, *Points obscurs et nouveaux de la vie de Pierre Corneille*, Paris, Hachette, 1888, in-8°, mais en forçant, ce nous semble, quelque peu la note véritable.

Au jugement posthume de M. Brunetière, j'opposerais assez volontiers le témoignage de Fontenelle, qui vante « l'âme fière et indépendante » de Corneille, son oncle, il est vrai, et l'opinion de Ségrais, son compatriote, son contemporain et son ami.

A l'occasion des beaux sentiments de Corneille, dignes de Rome, aimait-il à raconter, je lui demandois s'il n'y avoit point dans leur famille quelque mémoire ou quelque tradition qu'ils descendissent des Cornéliens, qui ont été les plus illustres et les plus vaillans des Romains ; car, lui disois-je, je suis persuadé que vous en êtes échappé (1).

On peut donc admettre que chez Corneille les sentiments étaient à la hauteur de l'esprit, et la corrélation morale que ses contemporains étaient disposés à trouver entre ses sentiments et ceux de ses ancêtres imaginaires, après deux mille ans écoulés, est-il donc téméraire de la chercher entre lui et son petit-fils ou son arrière-petite-fille ?

∴

Nous ne savons au juste quelle fut l'éducation de Jacques-François, mais on doit supposer qu'elle fut assez soignée. Son orthographe, sans doute, est très-viciieuse ; mais, comme nous le verrons tout à l'heure, il écrivait le français avec une correction suffisante et surtout avec une fermeté et une vigueur peu communes chez les gens du monde. Il savait un peu de latin, ainsi qu'on en peut juger par les citations dont sont émaillés quelques-uns de ses écrits, à moins que l'on ne suppose qu'il avait appris ce latin juridique dans la pratique de ses procès. Il en soutint en effet plusieurs ; il y combattit même, la plume à la main, et les *Mémoires* qu'il composa à cette occasion, comme ses écrits politiques, dénotent un esprit raisonneur, tenace, d'une instruction sérieuse et même technique ; non pas peut-être qu'il eût lu beaucoup d'ouvrages, mais dans ce temps-là, où les *Manuels* et les répertoires n'offraient pas aux chercheurs les ressources d'une science hâtive et trop facile, on ne craignait pas de relire : on creusait ses lectures et on les fécondait par la réflexion ; on

(1) *Ségraisiana*, p. 58.

s'appropriait ses livres et on les vivait en quelque sorte. Quoiqu'il ne les cite nulle part, nous croyons que M. de Corday dut beaucoup étudier Rousseau et les Économistes

Sa naissance et la modicité de sa fortune le vouaient au métier des armes. Il servit au régiment de la Fère, où son père avait lui-même servi (1) et quitta l'état militaire pour se marier. C'était assez l'usage, en Normandie particulièrement, des gens de sa caste à qui manquaient les hautes protections pour s'élever ou les fonds pour acheter un régiment.

En 1764, il épousait Charlotte-Jacqueline-Marie de Gautier de Ménilval, demeurant avec sa mère, née de Labbey, au manoir de Ménilval, paroisse des Authieux. Les parents du mari ne lui constituaient point de dot, mais prenaient l'engagement de le loger et de le nourrir lui et sa famille (2). La femme apportait en mariage 10,000 livres lui provenant de la succession mobilière et immobilière de son père, payables savoir : 6,000 par son frère aîné et 4,000 par son autre frère, chargés, en attendant le remboursement, de lui servir chacun 500 livres de rente. Elle se réservait tous ses droits dans la succession de sa mère ; mais elle se contentait de 8,500 livres pour sa part d'une terre du Hottot, propre paternel vendu ou retenu par ses frères ; encore la rente de cette somme ne devait-elle courir que du jour du décès de M^{me} de Gautier.

M^{me} de Gautier avait en outre promis à sa fille une rente de 100 livres qui ne fut payée que pendant deux ans.

Des difficultés s'élevèrent entre M. de Corday, tuteur de ses enfants mineurs, et les deux frères de sa femme, MM. de Gautier de Ménilval et de Gautier des Authieux, à raison de leurs droits dans la succession de leur aïeule, Marie de Belleau de la Motte, et des droits de cette même succession sur celle de M. de Gau-

(1) Jacques-François de Corday d'Armont entra au régiment comme enseigne, le 7 novembre 1755 ; il est breveté lieutenant le 17 janvier 1757 ; il quitte en 1764.

(2) Le contrat de mariage, déposé au notariat de Jort en 1784 seulement, est du 1^{er} février 1764. Nous l'avons publié en entier (*Revue de la Normandie*, 1864, et tirage à part, in-8° de 60 p., Rouen, Cagniard, 1864 : *À Propos d'Autographes*). Cette pièce est précieuse, en faisant connaître les principales relations de parenté et d'amitié des deux familles.

Il y avait une alliance antérieure entre elles, car dans le conseil de famille réuni au bailliage d'Exmes, le 8 mai 1752, pour la tutelle des enfants mineurs de Jacques Gautier et de Marie-Aimée de Labbey, on voit figurer, du côté paternel, Pierre-Charles de Corday, *cousin*.

tier, prédécédé. La coutume de Normandie qui permettait au père d'avantager ses fils au préjudice de ses filles, obligeait au contraire la mère à un partage égal entre tous ses enfants. Des correspondances s'échangèrent, douces d'abord, bientôt aigre-douces, finalement amères et irritées. On plaida devant le bailliage d'Exmes, devant le parlement de Normandie, devant des tribunaux de famille. Les questions en jeu étaient difficiles et techniques au plus haut degré ; elles auraient embarrassé le plus subtil des juristes normands. M. de Corday, qui paraît avoir aimé les procès, non pas seulement par intérêt, mais un peu pour eux-mêmes, y devint d'une habileté singulière. On prétend qu'il aurait composé lui-même une partie des *Mémoires* qui furent imprimés dans l'intérêt de ses enfants et dont l'un avait pour titre : *Idée du Procès* (1). Ces contestations de famille devaient durer plus de trente ans et ne prendre fin qu'en 1812 (2).

C'est dans son contrat de mariage que pour la première fois nous voyons M. de Corday prendre le nom de d'Armont (3), que

(1) Chéron de Villiers, *Marie-Anne-Charlotte de Corday d'Armont*, Paris, MDCCCLXV, p. 21.

On lit dans une des lettres de M. de Corday :

« Il n'est pas possible que M. des Authieux ait eu envie (dans le contrat de mariage de sa sœur) de diminuer ses droits. Elle pouvait s'accorder (sur la ratification de la vente de la terre du Hottot) sans lui, et il n'est pas naturel qu'elle l'y ait invité dans l'intention qu'il lui fit perdre une partie de son bien, ni qu'il ait eu l'intention de ne se rendre à son invitation que pour l'en déponiller. De pareils sentiments sont indignes de lui. Ils le seroient même de personnes moins délicates qu'il n'est... »

En voici une autre dont Corneille ou Charlotte, dans leurs lettres d'affaires, n'auraient pas désavoué le tour incisif et sentencieux :

« Je ne conçois pas, Monsieur, comment des gentilshommes peuvent sans cesse donner des paroles et sans cesse les rétracter. Vous pouvez aller votre train, j'yrai le mien, et j'espère que vous ne me ferez pas faire de nouvelles propositions. Je n'en accepterais pas et vous ne trouveriez pas de gentilshommes qui voulussent s'en charger.

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.
« D'ARMONT. »

A Monsieur
Monsieur de Menilval,
Aux Authieux (*).

(*) A propos d'Autographes, p. 53.

(2) En dernière analyse, un jugement du tribunal de Lisieux, du 20 février 1812, rendu à peu près d'accord entre les parties, condamna les représentants de Gautier de Menilval et de Gautier des Authieux à payer aux représentants de M^{me} de Corday d'Armont une somme de 5,420 fr. 29 c. pour arrérages de rentes.

(3) Il se qualifie de « Seigneur de Glatigny, de Launay, de Cauvigny, d'Armont en Normandie, » dans les pièces produites, en 1776, pour l'admission de son fils Alexis à Beaumont-en-Auge. C'était une école militaire préparatoire, dirigée par les bénédictins de Saint-Maur et placée sous le patronage du duc d'Orléans. Le prince y disposait de cinq bourses. Il en accorda une au jeune Alexis.

ne portait pas son père. Ce dernier était connu sous le nom de Corday de Cauvigny.

Il perdit sa femme le 3 avril 1782 ; elle mourut à Caen, en couches d'un cinquième enfant, qui ne lui survécut que peu d'instants.

Il en avait quatre autres. Son revenu ne dépassait guère mille livres de rente (1). Sa situation était donc des plus étroites, et il était forcé de s'imposer de grandes privations pour subvenir à l'éducation de ses deux fils et à ses autres charges. Avec cette sincérité rigide, mais un peu théâtrale, qui sent le lecteur d'*Emile*, il avait voulu initier de bonne heure ses jeunes enfants aux secrets de ses affaires. « Homme doux et grave, il avait, dit-on, l'habitude de mettre son argent dans un tiroir ouvert à ses enfants ; il leur en disait le chiffre, leur détaillait l'emploi qu'il comptait en faire, et par cette confiance il atteignait pleinement son but. Il leur faisait connaître la modicité de ses ressources et combien il fallait d'économie pour qu'elles pussent suffire aux besoins de la maison ; aussi tous les enfants refusaient absolument tout achat superflu dont ils auraient été l'objet, et chacun d'eux se multipliait en quelque sorte pour servir et aider de si bons parents (2). »

A la mort de sa mère, Charlotte entra au couvent de l'Abbaye-aux-Dames, à Caen. Elle y fut admise en qualité de *pensionnaire exceptionnelle*, désignée par le Roi comme une des cinq demois-

(1) C'est le chiffre donné par la plupart des témoignages contemporains. M. Galeron évaluait ce revenu à 1,500 livres, M. de Bourgeauville à 3.000. Vatel était disposé à admettre ce dernier chiffre. Nous le croyons exagéré. Il faut bien tenir compte, d'ailleurs, de la valeur de l'argent à cette époque par comparaison avec la nôtre : mille livres de rente, en 1782, représentent au moins 2,500 fr., valeur actuelle.

« M. de Corday possède aux Ligneriers, disait la municipalité de cette commune, le 3 septembre 1792, une cour nommée le Ronceray et un pré y tenant ; ladite cour assez bien plantée en arbres fruitiers, avec quelques corps de bâtiments servant à usage de maison manable, cour, pressoir, étables et fours, le tout ensemble contenant environ 7 acres (l'acre de 83 ares), affermé au sieur Tirmois, à l'exception des fruits que le sieur Corday se réserve à ce qu'on dit. »

L'État du revenu des émigrés évalue celui de M. de Corday à 708 fr.

(2) M^{me} Loyer de Maromme, fragment intercalé dans l'article de M. Casimir-Périer, *La Jeunesse de Charlotte Corday*, qui parut dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} avril 1862 et qui fut tiré à part à quelques exemplaires. Nous avons peine à croire que le texte de ce fragment n'ait pas subi certaines retouches.

selles appartenant à la noblesse pauvre de la province qu'il avait droit d'y placer (1).

Les résidences successives de M. de Corday semblent trahir une certaine inquiétude, une certaine agitation d'esprit : en 1764, il habite Vicques, puis le Ménil-Imbert ; en 1768, le Ronceray, où naît Charlotte ; en 1778, la ville de Caen ; en 1788, il est revenu au Ménil-Imbert ; en 1792, il retourne à Caen ; en 1793, il est à Argentan.

Le 19 septembre 1765, il fieffe, moyennant 550 livres de rente, la petite ferme du Taillis, dans les paroisses des Ligneriers et des Champeaux ; plus tard, moyennant 36 livres de rente, une bruyère située dans la même commune des Ligneriers. Il détruit les bâtiments, convertit une partie de la bruyère en pré, y ouvre une carrière et finit par rétrocéder, moyennant 270 livres de rente, le surplus de cette bruyère aux sieurs Gautier et Ridet (2).

La Révolution trouva M. de Corday très-disposé par son caractère et ses études, autant que par sa situation de puîné et de mari d'une femme normande, victime en cette double qualité des privilèges d'alors, à accueillir certaines réformes ; il se jeta même avec ardeur dans ce mouvement généreux et l'on peut dire presque unanime, dont la grande date de 89 est toujours le symbole, encore qu'il remontât plus haut et qu'il se fût notamment manifesté avec une grande énergie au sein des Assemblées provinciales (3).

M. de Corday était syndic de la paroisse du Ménil-Imbert. Il adressa en cette qualité à l'Assemblée intermédiaire d'Argentan, le 16 février 1788, un mémoire assez long, dans lequel, à côté de détails statistiques sur le pays d'Auge et sur les moyens d'améliorer la condition de ses habitants, il demandait la liberté du commerce de l'argent et insistait, avec une aptitude remarquable sous la plume d'un homme de sa caste, sur la nécessité d'abolir tous les privilèges en matière d'impôt.

(1) Ch. Vatel, *Dossier historique de Charlotte Corday* ; — *La maison de la rue du Bèglé à Argentan*. Paris, 1871, in-8°, fig.

(2) 30 avril 1778 ; notariat de Jort.

(3) V. sur les Assemblées provinciales les très-bons ouvrages de MM. de Lavergne et de Carné.

Qu'est-ce qu'un impôt, disait-il ? C'est une masse faite pour l'avantage public, dont chaque particulier jouit à proportion de sa fortune ; il doit donc y contribuer dans la même proportion, et celui qui n'a rien ne doit payer rien. Vouloir faire payer des impôts au journalier, c'est ôter de devant le bœuf le foin qu'on y avait mis, moins comme une récompense de son travail, que pour le mettre en état de le continuer (1).

A partir de ce moment, M. de Corday va être presque constamment sur la brèche, provoquant des réformes qui, finalement, ont été pour la plupart sanctionnées par la législation nouvelle, mais qui durent alors paraître à beaucoup de gens prématurées et téméraires.

Le 23 novembre 1788, il revenait avec une nouvelle force à son système de l'abolition des privilèges en matière d'impôt, dans une lettre adressée sans doute aux Notables qui venaient d'être convoqués à Versailles (2). Il les condamne comme illégaux, injustes, contraires au bien public. Imbu des doctrines des économistes, il s'occupe des primes à décerner aux manufactures, de l'influence des machines sur la main-d'œuvre, du défrichement des terres, des rapports entre le commerce et la circulation du numéraire, de la banqueroute, la terrible question du moment. Il y a dans cet écrit une certaine vigueur de pensée, une grande honnêteté et une préoccupation sincère des intérêts et des droits du pauvre. En voici la conclusion :

Si vos peuples se plaignent de ne pouvoir se défaire de leurs denrées, si leurs terres sont en friche, augmentez leurs impôts, mais employez-les à leur faire faire des routes, des ports, des canaux ; ils vendront leurs denrées, cultiveront leurs terres, et ces provinces qui paraissent pauvres deviendront bientôt riches.

Au surplus, occupé comme les autres de mon bien-être, je le cherche dans l'intérêt général.

Occupé de la culture où je trouve mon avantage et celui de ma famille, jouissant comme homme de condition du privilège des exemptions, mon intérêt particulier semblerait devoir me faire approuver le sentiment opposé, si un homme sans préjugés pouvait avoir des intérêts contraires au bonheur public et ignorer que l'avantage général n'est que la masse de tous les avantages particuliers.

CORDAY D'ARMONT.

(1) Arch. de l'Orne. — Nous donnons la lettre entière à l'Appendice, avec sa détestable orthographe. Il semble qu'elle fût une réponse, ainsi que beaucoup d'autres lettres de la même date et du même genre, à un questionnaire administratif. L'ensemble en est fort intéressant : ce sont des espèces de cahiers prélu-dant, avec quelque chose de plus libre et de plus spontané, à ceux de 1789.

(2) Cette pièce, qui fait partie de mon cabinet, a été publiée, en extrait seulement, par Charles Vatel. *Dossier historique*, p. 28.

Le 10 mars 1789, dans l'assemblée à Alençon de la noblesse du bailliage, M. de Corday déposait une protestation en faveur de l'égalité des partages entre tous les enfants, aînés et puînés, garçons et filles. On peut trouver que les raisons invoquées par le signataire ne sont pas toutes également sérieuses, et sa prétention d'agir « au nom et comme se portant fort de tous les puînés et de toutes les filles du royaume », est quelque peu bizarre.

Protestation de M. de Corday d'Armont, gentilhomme puîné de la paroisse du Ménil-Imbert, près Livarot, tant en son nom qu'au nom et comme faisant fort pour tous les puînés et filles du royaume, sous l'autorité du Roi.

Si toute la nation peut réclamer contre les entreprises monarchiques, quelque autorisées qu'elles puissent être par les successions, édits et actes enregistrés, publiés et affichés, s'il n'est démontré que cette même nation les ait autorisés par un consentement général et d'après une délibération libre et réfléchie, parce que nos propriétés sont sacrées et que nul acte ne peut m'obliger à mon insu et arrière de moi, mon silence ne pouvant être pris pour un consentement ;

Nos propriétés ne doivent sans doute pas être moins respectées par les particuliers que par le Souverain. Nul ne peut s'en emparer sans notre consentement, et nul ne peut l'ordonner.

Le mort saisit le vif sans aucun ministère de fait, axiome qui résulte nécessairement de ce qu'aucune propriété ne peut être sans propriétaire. Un père, à sa mort, saisit tous ses enfants. Les principes de la justice comme de la loi nouvelle rendent leurs droits égaux. Telle est la constitution du royaume. Les rois mêmes partageaient également avant la loi salique, et cette loi ne régit qu'eux ; nulle loi constitutive n'a accordé de préférence, et une préférence est une grâce ou une récompense, et celui-là seul qui le paye a le droit de l'accorder. Si les frères prétendent grossir leur part de celle de leurs sœurs, les aînés de celle de leurs puînés, il faut qu'ils fassent voir un consentement libre et réfléchi des dites filles et puînés. Autrement, le dit sieur de Corday d'Armont proteste, tant en son nom qu'en celui et comme se portant fort des puînés et filles du royaume, contre les actes, usages, coutumes, qui, dérogeant en tout ou partie aux lois constitutives, accorderaient aux aînés des frères une part plus forte qu'à ceux puînés et sœurs. La dite protestation faite à l'Assemblée des trois ordres du grand bailliage d'Alençon, ce jour 16 mars 1789, en triple minute et remise à M. le Bailli ou à son lieutenant.

Signée du dit sieur de Corday d'Armont, pour être un des dits doubles remis à chacun des trois ordres, pour y avoir tel égard que de raison, lors de la rédaction de leurs cahiers.

DE CORDAY D'ARMONT.

M. de Corday envoya copie de cette protestation au Directeur général des Finances, le 11 mars. La lettre d'envoi est d'un tour très-acrimonieux.

Je prends la liberté de vous adresser un double de la protestation que je compte faire, le 16, à l'Assemblée des trois ordres du bailliage d'Alençon en Normandie, pour vous prier de mettre les trois quarts du royaume sous la protection de S. M. et sous la vôtre.

Nous avons gémi en silence, quelques années, sous le poids d'une multitude de lois, amas confus et inintelligible d'un reste de lois féodales, tant que nous les avons crues autorisées du Roi, mais S. M. nous permet, elle nous ordonne même de verser nos doléances dans son sein. Ce père commun ne peut être heureux, à moins qu'il n'ait mis tous ses sujets à portée de se faire rendre justice.

On ne déshonore plus, il est vrai, le lit nuptial par un droit de prélibation ; un seigneur ne méprise plus assez ses vassaux pour les faire venir imposer silence aux grenouilles, mais les aînés, à la tête des tribunaux, s'emparent du bien des puînés, les frères de celui des sœurs. On refuse à ceux des enfants qui ont le malheur d'avoir pour pères des puînés réduits à la pension, les aliments qu'on accorde aux bâtards, et la loi qui nous transmet la naissance nous ôte les moyens de la conserver. On veut, dit-on, conserver les biens dans les familles, et on accorde à la fille aînée même droit qu'ont eu ses pères. On défend à un père d'avantager un de ses enfants au préjudice des autres, et on lui permet de marier sa fille pour un bouquet de roses. Quand ces lois seraient faites pour des Iroquois, ils en seraient révoltés. La raison est pour nous, mais si vous ne nous secourez, Monseigneur, elle ne pourra se faire entendre.

Signé : CORDAY D'ARMONT (1).

Le 26 mars, dans la même assemblée de la noblesse, il est un des soixante-huit membres qui déclarent s'en rapporter aux états-généraux sur la question des privilèges en matière d'impôt ; soixante-et-onze avaient voté pour la conservation irrévocable de ces privilèges (2).

Le 17 juin 1790, il se plaint à l'Assemblée constituante de ce que la répartition des 40 millions qui doivent remplacer l'impôt sur le sel ait pour résultat de le faire payer à ses concitoyens cinq ou six fois plus cher qu'auparavant (3).

(1) Arch. nation. ; — Papiers Vatel.

(2) Placard in-fol. de 2 p., s. n. d'imprimeur et s. d. ; reproduit dans nos *Documents pour servir à l'histoire des élections aux États-Généraux de 1789 dans la généralité d'Alençon*, 1866, in-12.

(3) Arch. nationales. — A ce moment, il est devenu maire du Méné-Imbert.

Ses idées sur l'égalité des partages ont triomphé : la loi du 15 mars 1790 a statué que les successions seront désormais partagées entre les héritiers, « sans égard à l'ancienne qualité noble des biens et des personnes » (Tit. 2, art. 11). Mais la victoire ne suffit pas à cet esprit raisonneur et obstiné ; il veut encore démontrer leur tort aux vaincus. Il rentre dans l'arène et publie sur la question une brochure sous ce titre : *L'égalité des partages, fille de la justice, devint mère de la population, en multipliant les denrées par le travail* (1).

La partie historique de ce Mémoire où l'auteur, ignorant que le droit d'ainesse se retrouve au fond de la plupart des législations primitives et même dans la loi des Douze-Tables, qu'il était une des bases de l'organisation féodale, en attribue la création arbitraire à Geoffroy de Bretagne, en quête de subsides pour faire la guerre à ses voisins, ne soutient guère l'examen. Mais c'est avec toute raison qu'il condamne un pareil droit survivant au régime dont il faisait partie, l'ensemble des enfants sacrifié à la suprématie d'un seul, les filles exhérédiées et autorisées par la loi à s'exhérer pour ainsi dire elles-mêmes en se mariant. Ses considérations sur l'avantage que la culture du sol doit retirer d'un morcellement extrême sont moins décisives, et les économistes modernes ont pour la plupart abandonné ce système prôné par leurs devanciers.

Le président de Frondeville, membre de l'Assemblée constituante, qui ne partageait l'opinion de M. de Corday sur aucun de ces points, ayant prononcé un discours en faveur du droit d'ainesse (2), ou plutôt contre le morcellement des héritages, conséquence de la division forcée entre tous les ayants droit de toutes les natures de biens compris dans une même succession, celui-ci crut devoir y répondre et publia une seconde brochure : *Supplément au système de l'égalité des partages, ou développement de mes idées, et en forme de réponse à M. le président de*

(1) 14 p. in-8°, s. l., n. n., n. d.

(2) Séance du 12 mars 1791. Le *Moniteur universel* et le *Journal des Débats et Décrets* ne donnent qu'une analyse fort incomplète de son discours. On le trouve dans les *Archives parlementaires*, T. XXIV, p. 17. L'orateur, écouté avec impatience, n'avait même pu le terminer.

Frondeville, avec cette épigraphe : *Ami de Platon, plus encore de la vérité (1)*.

La réfutation, argument par argument, de l'écrit du président, est faible sur certains points, meilleure sur d'autres, sans rien offrir de remarquable sur aucun. L'auteur y a inséré un tableau de la population des communes composant le canton de Vimoutiers en 1790. Chaque famille n'y comptait en moyenne que deux enfants et 14/18. C'était peu dans ce temps-là, ce serait beaucoup aujourd'hui. Il relevait aussi cette particularité assez remarquable, pour établir que le droit d'aînesse n'était pas éminemment conservateur des familles nobles, que sur trente-huit de son prochain voisinage, existant encore il y avait peu d'années, il n'y en avait plus que dix à être représentées par des mâles.

Au mois de juin 1791, il faisait un dernier effort en faveur de sa thèse. Il demandait à l'Assemblée constituante de décider, par interprétation du décret des 8-15 avril précédent, que les puînés devenus aînés depuis leur mariage, par suite du décès de leur aîné, ne pussent jouir du bénéfice de la réserve accordée à ce dernier sur les successions collatérales : le mariage de celui-ci avait été contracté sous l'empire d'un droit acquis et sur lequel leurs femmes avaient dû compter ; celles des autres n'avaient pu compter sur rien de pareil (2).

..

Mais la Révolution marchait d'un tel pas que M. de Corday ne put la suivre longtemps.

Il avait gardé, tout en payant un large tribut aux justes revendications de son époque, sa double foi de catholique et de royaliste (3).

(1) 32 p. in-8, s. l., n. n., n. d.

L'épigraphe « *Ami de Platon* », semble indiquer qu'il aurait existé entre M. de Corday et le président de Frondeville quelques rapports d'amitié. La chose est très-possible en effet : Frondeville (Thomas-Louis-César Lambert, Mqs de) était né à Lisieux en 1756, c'est-à-dire dans le pays même qu'habitaient les Corday. Il joua un rôle considérable à l'Assemblée constituante et n'émigra qu'après sa dissolution. La Restauration le fit préfet de l'Allier et conseiller d'Etat honoraire. Il mourut en 1816. (*Biographie Michaud, Suppl.* ; — *Biographie normande*, par Lebreton.)

(2) Lettre A. S., dans ma collection.

(3) « Royaliste jusqu'à la moëlle, » dit M^{re} Loyer. Ce n'est pas le seul exemple d'un ardent amour pour la personne du roi et pour la royauté associé aux idées les plus libérales et les plus indépendantes, au goût des réformes les plus hardies.

Il ne se présenta point aux séances de la municipalité du Ménil-Imbert, où les prêtres de la paroisse, mis en demeure de prêter le serment constitutionnel, le refusèrent; lui-même ne prêta pas serment à la Constitution de 1791.

Le 29 septembre 1791, une scène d'un intérêt saisissant devait manifester la divergence existant entre ses sentiments politiques et ceux de Charlotte, dont la tête jeune et ardente penchait déjà vers les idées républicaines.

C'était à Caen, chez M^{me} de Bretteville, où Charlotte s'était retirée après sa sortie du couvent. Son père était de passage dans cette ville, où il avait amené son second fils, qui se préparait à rejoindre l'aîné dans l'émigration. Un dîner d'amitié et aussi de réconciliation, — car il y avait eu quelques nuages entre le père qui s'obstinait à laisser Charlotte chez leur vieille parente, et Charlotte qui aurait préféré le suivre, — réunissait un certain nombre de convives, parmi lesquels M^{me} Loyer de Maromme, encore jeune fille, à qui nous laissons la parole :

Le dîner fut d'abord très-gai...; on riait, on badinait, et jusque-là tout allait bien; mais enfin on porta la santé du Roi. Nous nous levâmes tous par un mouvement simultané, excepté mademoiselle d'Armont, qui resta assise et laissa son verre sur la table. A la santé du Roi! répéta-t-on une seconde fois. Même attitude et même silence. Les sourcils de M. d'Armont se froncèrent; il baissa les yeux avec un mécontentement visible. Ma mère toucha doucement le bras de la jeune personne pour l'engager à se lever. M^{lle} d'Armont la regarda avec son calme et sa douceur accoutumés, mais elle ne bougea pas. « Comment, mon enfant! lui dit ma mère à voix basse, vous refusez de boire à la santé de ce roi si bon, si vertueux! — Je le crois vertueux, répondit-elle avec un accent si doux qu'il était comme une harmonie; mais un roi faible ne peut être bon, il ne peut empêcher le malheur des peuples. » Un silence absolu succéda à cette réponse... Nous n'en portâmes pas moins notre santé chérie; puis chacun se rassit, visiblement assombri et contrarié.

Cette scène, si bourgeoise et si simple, n'atteint-elle pas la hauteur du drame antique, à la lueur rétrospective de l'échafaud de Louis XVI et de celui de Charlotte?

Un incident des plus désagréables décida M. de Corday à quitter le Ménil-Imbert.

Le 12 mai 1792, au soir, dans la commune et sur la bruyère de Montpinçon, il fut attaqué par un nommé Bellaunay, maréchal-ferrant, plus connu sous le nom du *Maréchal du Chêne-au-*

Loup, de celui de la maison qu'il habitait près de là. Bellaunay était ivre. C'était, d'ailleurs, un fort mauvais sujet, un malfaiteur dangereux. Sous prétexte que M. de Corday était porteur d'une canne à épée, arme prohibée, il se jeta sur lui, essaya de la lui arracher et même de le frapper de son bâton. M. de Corday, en le repoussant, l'atteignit légèrement à la poitrine; il lui fit aussi une blessure superficielle à la main. Bellaunay ne l'avait pas sentie tout d'abord, et s'étant radouci marchait tranquillement à côté de son adversaire; mais s'exaspérant à la vue de son sang, il courut chez lui s'armer d'un fusil et se mit à la poursuite de M. de Corday qui prit sagement le parti de se retirer par des chemins détournés. M. de Corday porta plainte contre son agresseur devant le juge de paix de Notre-Dame-de-Fresnai; de nombreux témoins furent entendus qui, tout en cherchant à se ménager entre les deux adversaires, furent forcés de reconnaître que tous les torts de l'agression étaient du côté de Bellaunay. Un mandat d'amener fut décerné contre lui; mais il ne put être saisi. Il eut même l'audace de se présenter armé d'un fusil et de pistolets devant le magistrat de sûreté, qui ne put ou n'osa le faire arrêter. L'affaire tomba, « les pouvoirs n'étant pas en pleine vigueur, » selon l'expression du juge de paix.

Bellaunay mena impunément, pendant plusieurs années, une vie de rapines et de brigandages. Il finit par être écroué, le 8 frimaire an XIV (29 novembre 1805), « sous l'inculpation de vols commis dans les campagnes, de nuit, par effraction, avec violences et usage d'armes contre les personnes. » Il eut le bonheur d'être acquitté par la cour d'assises, qui condamnait à mort deux de ses complices; mais elle le renvoya devant le tribunal correctionnel d'Argentan « comme étant d'une immoralité profonde, le fléau et la terreur de la contrée. » Ce tribunal, par jugement du 26 février 1807, le condamna à deux ans de prison (1).

Quant à M. de Corday, il s'expatria d'un pays où il ne se sentait pas suffisamment protégé et se retira à Caen, rue Venelleaux-Chevaux, hôtel de la Coupe-d'Or, chez Le Valois.

La municipalité du Ménil-Imbert, qui ne l'aimait pas, profita

(1) Tous ces détails sont empruntés à l'ouvrage de Charles Vatel : *Dossier historique de Charlotte Corday*.

de son éloignement pour le dénoncer comme émigré. « On ne l'avait vu ni aux séances où les prêtres de la paroisse avaient refusé le serment, ni à celles où les autres citoyens de la commune l'avaient prêté... C'est un ci-devant noble ; ses deux fils et son père, le curé de Vicques également... Ils paraissent tous conspirants. . » Il n'en fallait pas davantage : il fut porté sur la liste des émigrés, avec des désignations assez fautes :

Nom : CORDEY. — *Prénoms* : JACQUES-FRANÇOIS. — *Surnom* : VIDARMONT. — *Profession ou qualité* : — *Département* : ORNE. — *District* : ARGENTAN. — *Municipalité* : MÉNIL-IMBERT. — *Situation des biens possédés par l'émigré* : MÉNIL-IMBERT. — *Date des arrêtés ou listes qui ont constaté l'émigration* : 26 JUIN 1792. — A la colonne des *Observations*, cette mention : IL EST EN RÉCLAMATION (1).

Il se hâta bien de réclamer contre cette inscription dès qu'il la connut (2), mais la réponse se fit longtemps attendre.



Nous sommes en 1793. Charlotte Corday a frappé Marat. Elle va mourir à son tour. Au pied de l'échafaud, pour ainsi dire, elle écrit à son père la lettre fameuse :

Pardonnez-moi, mon cher papa, d'avoir disposé de ma vie sans votre consentement. J'ai vengé bien d'innocentes victimes, j'ai prévenu bien des désastres. Le peuple, un jour désabusé (3), se réjouit d'être délivré de son

(1) *Liste générale des émigrés*, Paris, de l'imprimerie de l'Administration des domaines nationaux, l'an deuxième de la République, in-fol., p. 38 du n° CI.

Sur cette liste figurent également un CORDEY, des Ligneriers, sans autre désignation ; un PIERRE CORDAY D'ORMONT, du Ménil-Imbert ; deux CORDEY, fils de JACQUES FRANÇOIS, de Rabodanges, qui doivent être les frères de Charlotte et dont l'émigration est constatée à la date du 27 mars 1793 ; quatre CORDEY, fils de JACQUES-ADRIEN, de Falaise, et dont l'émigration est constatée à la même date du 27 mars 1793 ; enfin, un FRANÇOIS-PHILIPPE-ISAAC CORDAY, d'Argentan, dont l'émigration est constatée à la date du 30 janvier 1793.

(2) Certificats de résidence délivrés par les officiers municipaux de Caen, les 5 août et 14 septembre 1792, et par ceux du Ménil-Imbert le 4 novembre 1792. Ces derniers attestent que Jacques-François de Corday « a demeuré plusieurs années dans la paroisse du Ménil-Imbert et jusqu'au commencement de mai dernier sans en partir ; » les autres qu'« arrivé à Caen, le 12 mai dernier, il y résida Venelle aux Chevaux jusqu'à ce jour sans interruption et n'a point émigré. » (Arch. de l'Orne, dossier 65 des réclamations.)

(3) *Un jour désabusé*, hémistiche de la tragédie de *Phèdre*, de Racine.

tyran. Si j'ai cherché à vous persuader que je passais en Angleterre, c'est que j'espérais garder l'incognito; mais j'en ai vu l'impossibilité. J'espère que vous ne serez pas tourmenté; en tout cas, vous trouverez des défenseurs à Caen.

Adieu, mon cher papa; je vous prie de m'oublier, ou plutôt de vous réjouir de mon sort. Vous connaissez votre fille, un motif blâmable n'aurait pu la conduire.

J'embrasse ma sœur, que j'aime de tout mon cœur, ainsi que tous mes parents.

N'oubliez pas ce vers de Corneille :

Le crime fait la honte et non pas l'échafaud.

Lettre plus romaine, il faut le reconnaître, que filiale et chrétienne.

Il était difficile, pour ne pas dire impossible, que l'émotion terrible causée par l'assassinat de Marat, assassinat où l'on ne pouvait voir un crime isolé et dont on cherchait partout les complices, n'amenât pas quelques mesures de rigueur ou du moins d'instruction contre la famille du meurtrier.

Un arrêté du conseil permanent de la commune d'Argentan, en date du 20 juillet, chargea les citoyens Féval, commissaire, et Raux, membre du conseil général, « de se transporter chez le citoyen Corday père, lui faire prêter interrogatoire sur les faits relatifs au dit assassinat et qui pourraient être à sa connaissance, vérifier exactement ses papiers et y apposer des scellés s'ils le jugent convenable. »

M. de Corday prêta en effet interrogatoire, le même jour. Il habitait, rue du Bègle, cour Besnier (ancien n° 22), au fond d'une cour où l'on pénétrait par une allée longue et étroite, une chétive maison, éclairée sur un jardin. Il la partageait avec sa seconde fille et ses vieux parents. Nous venons, avec quelques-uns de nos collègues, d'en faire la visite intéressante.

Cet interrogatoire, assez long, a été publié intégralement par Charles Vatel (1); nous ne pouvons le reproduire ici, mais en voici les passages les plus saillants.

(1) *Dossier historique*, etc. Il l'avait été fort incomplètement par Savary dans le tome I^{er} de son recueil : *Guerres des Vendéens et des Chouans contre la République française*. Paris, 1824 (6 vol. in-8° faisant partie de la *Collection des Mémoires relatifs à la Révolution française*, t. I^{er}, p. 415.) Cet extrait a été plusieurs fois reproduit.

Après quelques détails sur son affaire avec Bellaunay, le maréchal du *Chêne-au-loup*, M. de Corday :

Interrogé s'il n'est pas vrai que lui répondant et ses deux filles ont toujours manifesté des opinions contraires aux principes qui ont été généralement admis par nos législateurs ;

A répondu que le citoyen Belzais-Courménéil et le citoyen Lefessier-Dufoy, le premier maire et l'autre notable de cette ville, étaient plus en état d'en rendre compte que lui ; que dès les Assemblées provinciales et longtemps avant que personne demandât l'abolition des droits, étant, lui répondant, à la tête de l'administration de sa paroisse, il avait adressé un Mémoire pour en demander la suppression à l'Assemblée intermédiaire d'Argentan, dont le citoyen Belzais-Courménéil était alors procureur syndic ; que depuis ce temps, il avait écrit sur l'*Égalité des partages* et fait imprimer son sentiment dont il va nous remettre un exemplaire, et nous a en effet remis deux exemplaires, dont un est intitulé l'*Égalité des partages*, et l'autre intitulé *Supplément du système de l'Égalité*, et qu'actuellement il écrivait encore son sentiment sur les lois lors de notre entrée, et nous a fait apparoir un manuscrit sur trois feuilles de papier commun, dont les sept premières pages sont remplies et sur la huitième page sont huit lignes et demie d'écriture, lequel manuscrit est intitulé ainsi : *Les Principes du Gouvernement*.

... Quant à ses filles, il les avait toujours vues soumises à la loi et persuadées ainsi que lui qu'avant qu'elles soient faites, chacun peut dire et écrire son opinion, pour s'éclairer mutuellement, mais qu'une fois faites et acceptées, tout citoyen est coupable de les enfreindre.

Autres réponses :

.. Il ne croit pas que ses filles se soient jamais mêlées de discussions politiques ; quant à lui, persuadé que les bonnes lois doivent être adoptées de quelque main qu'elles nous viennent, il n'a jamais reconnu d'autre parti que celui de la raison.

.. Il écrivait quelquefois à sa fille et en recevait des réponses, mais leur commerce littéraire, tout épistolaire, n'avait pour but que de se donner réciproquement des marques d'amitié et des nouvelles de leur santé.

... Il avait reçu une lettre d'elle, il y a eu jeudi dernier huit jours, datée du mardi matin d'avant, où elle lui mande qu'à son départ de Caen elle met cette lettre à la poste ; que quand lui, répondant, la recevrait, elle ne serait plus en France ; qu'elle ne croyait pas que l'on pût y vivre tranquille d'ici à longtemps ; qu'elle le priait de ne faire aucunes démarches parce que personne ne savait encore où elle allait.

... Il a jeté cette lettre de colère au feu (1).

... Il n'a eu aucune connaissance de son dessein ; elle le connaissait

(1) Elle se serait cependant retrouvée ; du moins, les biographes en donnent un texte qui paraît authentique.

trop bien pour lui communiquer un projet qu'il n'aurait pu approuver et dont il aurait empêché l'effet...

... Les noms donnés par les journaux, quoiqu'ils fussent mal mis, et la singularité du départ que sa fille lui avait annoncé, lui firent appréhender qu'elle ne fût l'auteur de ce crime, quoique ne concevant pas qu'une fille de cet âge pût se porter d'elle-même à des choses si extraordinaires, ni qu'elle eût pu trouver un homme assez lâche pour en partager le projet et lui en laisser l'exécution...

... Interrogé si lui répondant connaissait en elle un esprit entreprenant et des connaissances suffisantes pour entreprendre de grands projets, et si enfin elle se mêlait des affaires politiques et en manifestait ses sentiments;

... A répondu qu'il ne lui connaissait aucuns talents, mais qu'il ne croyait pas qu'il en fût besoin pour commettre un meurtre...

Représentation faite d'un numéro du *Bulletin de la Convention*, où l'assassin de Marat donne tous les détails qui prouvent qu'elle est bien la fille du répondant.

A répondu : que voulez-vous que je vous dise ? Je ne puis répondre que ce que j'ai répondu ci-devant.

La quelle présente réponse a été faite par le répondant les larmes aux yeux.

Et avons cessé de l'interroger.

En suite de quoi nous avons fait une perquisition la plus exacte dans les papiers du dit citoyen Corday d'Armont étant dans différents tiroirs de table, secrétaire, commode et armoire, sur différentes tablettes, parmi les quels papiers nous n'avons rien trouvé de relatif au crime dont il s'agit, ni même rien de contraire aux lois de la République; nous n'y avons remarqué que différentes notes sur l'histoire de France, sur les décrets et autres matières, sans nous être aperçus d'aucune critique.

FÉVAL, RAUX et CHAPSAL, secrétaire (1).

Ne trouve-t-on pas dans la dignité et la correction de ces réponses, qu'assurément les commissaires ne se sont pas amusés à embellir, dans le sang-froid avec lequel ce pauvre père, au lendemain de la mort de sa fille, — et quelle mort ! — sous le coup prochain et inévitable des poursuites dont il va être lui-même l'objet, s'occupe à écrire sur *Les Principes du Gouvernement*,

(1) Il est permis de noter dans la manière dont cet interrogatoire est conduit une certaine pitié, un certain respect pour le malheureux père. Les administrateurs d'Argentan appartenaient en grande majorité à l'opinion modérée. Ils s'abstinrent d'interroger Mlle de Corday la jeune, le père et la mère de M. de Corday, qui demeuraient avec lui. Ils ne firent aucune allusion à l'émigration de ses deux fils, qui était de notoriété publique.

On ne lui parla pas même d'un voyage qu'il avait dû faire à Caen peu de temps auparavant, — le passeport lui est délivré à Argentan le 29 mai, — et dans lequel il aurait pu voir sa fille.

quelque chose de romain aussi ? Et M. de Corday est-il donc un anneau si disparate dans la chaîne qui relie les Cornéliens à Corneille, Corneille à Charlotte ?

On le laissa d'abord tranquille. Il obtint même, le 16 septembre suivant (1793), sa radiation provisoire de la liste générale des émigrés, où nous avons vu qu'il avait été indûment porté.

C'était un acte de justice et presque de magnanimité en un pareil moment ; mais le terrorisme croissant, il n'en profita pas longtemps.

Le comité de surveillance d'Argentan provoqua son arrestation comme père d'émigré. Tout d'abord on consentit à le laisser dans sa maison ; mais, le 19 octobre, il fut conduit et incarcéré aux Capucins (1).

Sa fille Éléonore étant parvenue à s'introduire auprès de lui sous un déguisement, grâce à la complaisance du caporal chef du poste, fut, elle aussi, retenue en prison ; le lendemain on la remit en liberté.

M. de Corday resta de longs mois captif. C'est à la fin de 1794 que la réaction d'humanité qui suivit le 9 thermidor amena la mise en liberté de beaucoup de détenus ; il fut du nombre. L'autour, agent national, avait adressé, le 29 nivôse an III (18 janvier 1795), aux représentants Brue, Guezno et Guermeur, en mission à Vannes, une note où il appréciait très favorablement la situation de M. de Corday :

1^o Corday d'Armont (Jacques-François), détenu à Argentan, est âgé de 56 ans, veuf et père de trois enfants, à savoir : d'un garçon âgé de 30 ans, qui est émigré, et de deux filles, dont l'une âgée de 22 ans, et l'autre assassin de Marat, exécutée le 17 juillet 1793, à l'âge de 25 ans.

2^o Corday d'Armont est détenu à Argentan depuis le 22 vendémiaire an II, par ordre du Comité révolutionnaire, comme père d'émigré ; mais, toutefois, il n'a jamais donné aucune preuve d'incivisme.

(1) De son côté, le comité de surveillance du Méné-Imbert consignait dans leur domicile et leur jardin, Adrien de Corday, âgé de 88 ans, père de Jacques-François, sa mère âgée de 82 ans, et leur fille Marguerite-Éléonore (Arrêté du 3 novembre). Leur crime était « de n'avoir point manifesté d'attachement à la Révolution et d'avoir des enfants qui ne sont pas au pays. » Adrien mourut au Méné-Imbert l'année suivante (20 janvier 1795).

L'inventaire dressé le 6 nivôse et le 2 pluviôse au domicile des Corday, au Méné-Imbert, constate l'existence d'un très-chétif mobilier. Il y a quelques livres parmi lesquels les commissaires n'en désignent qu'un seul qui, sans doute, leur a paru suspect : *Vie des hommes illustres de la France*.

3^e Avant et depuis la Révolution, il vivait de son revenu ; il avait environ mille livres de rente, mais depuis la Révolution, ce revenu s'était réduit à très peu de chose, parce que cette fortune était en créances sur un émigré.

4^e Enfin, il n'avait aucune relation dans la commune. Ses opinions n'étaient pas bien connues. Elles paraissaient cependant être celles d'un bon citoyen, et il avait écrit en faveur de l'égalité des partages. Il avait accepté la Constitution du 14 juillet 1793 ; il était porteur d'un certificat de la commune du Ménil-Imbert (Orne), lieu de sa résidence, établissant qu'il s'était conduit en bon patriote (1).

Ils ordonnèrent sa mise en liberté (2).

Il trouva ses biens au pillage ; ils avaient été mis sous le séquestre, comme appartenant en partie à ses enfants : arbres arrachés, haies brûlées, clôtures enlevées. La loi du 9 floréal an III, qui levait le séquestre sur les biens des émigrés et accordait à leurs parents la disposition d'une valeur de vingt mille livres sur la fortune de leurs enfants, le rassura un moment. Ses reprises ne dépassaient pas cette somme de vingt mille livres ; mais la loi du 11 messidor suspendit bientôt l'effet de celle de floréal. « La disette, écrivait-il à la Convention, le 3 thermidor, sera la conséquence de ces désordres... Hâtez-vous de sauver la République ! »

Une autre occasion allait s'offrir à lui de montrer que le malheur n'avait point abattu son courage.

Un grand nombre d'habitants de la section de Saint-Martin dite *Section de la Fraternité*, avaient demandé au conseil général de la commune d'Argentan que cette église, convertie en magasin à fourrages depuis deux ans, fût rendue au culte (3) ; ils ne s'expliquaient point sur la question de savoir par quelle catégorie de prêtres, assermentés ou non, il y serait célébré. Leur demande avait été repoussée, le conseil estimant que l'église Saint-Germain suffisait au besoin du culte, que la destination

(1) Pièce publiée par M. du Châtelier dans la *Revue des Provinces de l'Ouest*, t. IV, p. 674. Quelques noms y sont mal reproduits et l'éditeur suppose à tort que l'emprisonnement de M. de Corday d'Armont (qu'il appelle d'Armans) aurait précédé et peut être déterminé l'assassinat de Marat.

(2) Ils montrèrent beaucoup d'humanité envers les détenus en général. Voir sur ce point l'intéressante étude de M. du Châtelier, *Prisons et détenus de l'an II de la République*, publiée dans le *Compte rendu de l'Académie des sciences morales*, et notre *Histoire de Frotté*, t. I.

(3) Pétition du 9 messidor an III (27 juin 1795).

actuelle de Saint-Martin était d'intérêt public et que les réparations de la couverture et du clocher seraient trop dispendieuses (1).

M. de Corday avait-il été pour quelque chose dans cette pétition? On peut le supposer; on pourrait même trouver, quoi qu'il ne l'eût pas signée, que par son style dogmatique et raide elle rappelle un peu sa manière.

En tout cas, il ne se tint pas pour battu, et descendant à son tour, mais seul et à visage découvert cette fois, dans l'arène, il se hâta de présenter au conseil une nouvelle pétition où il demandait non-seulement que l'église Saint-Martin fût rendue au culte, mais qu'elle fût ouverte aux prêtres insermentés.

Aux citoyens composant le Conseil général de la commune d'Argentan.

Le citoyen Jacques-François Corday d'Armont vous représente qu'il est de votre intérêt comme de celui de tous les bons citoyens, de réunir les esprits et les cœurs pour ne faire tous ensemble qu'un peuple de frères; que peu importe au Gouvernement qu'un citoyen ait plus de confiance à un prêtre qu'à l'autre, pourvu que tous remplissent leurs devoirs.

Vous n'ignorez pas que les préférences entretiennent les jalousies et aigrissent les esprits. Pénétrés de ces vérités, vous accorderez une égale protection à toutes les sectes. En conséquence, celle qui est attachée aux prêtres insermentés désire un temple qui puisse contenir une grande population.

Pourquoi le pétitionnaire vous demande et attend de votre justice tant pour eux que pour lui, la ci-devant église Saint-Martin, afin de la mettre en état de réparation à nos frais, de manière à y faire célébrer décemment le culte auquel nous sommes attachés, par des prêtres qui, bien que non assermentés, seront soumis aux lois de la République.

Fait à Argentan, le 13 messidor an III de la République française.

CORDAY D'ARMONT.

Le conseil général rejeta la pétition le 17 messidor (5 juillet 1795), par le double motif qu'elle ne portait qu'une signature, contrairement au vœu de la loi du 11 prairial, et que « les ministres non assermentés qui, suivant cette pétition, désireraient exercer leur culte que le pétitionnaire énonce mal à propos comme diffèrent de celui de l'église catholique, apostolique et romaine (2) qui

(1) Délibération du 10 messidor.

(2) Voilà un singulier brevet d'orthodoxie catholique, apostolique et romaine, donné à l'église constitutionnelle!

y est maintenant seul exercé par des ministres assermentés, ne se sont pas présentés pour passer l'affirmation prescrite par l'article 5 de la loi précitée. »

Il est permis de supposer que le conseil général, en dehors de ces raisons peu sérieuses, était influencé soit par certains préjugés contre les prêtres insermentés, soit par la crainte de voir renaître entre l'église Saint-Martin et l'église Saint-Germain les jalousies et les conflits qui avaient de tout temps divisé les deux paroisses. Il faut, d'ailleurs, constater que cinq de ses membres seulement, sur plus de vingt, souscrivirent l'arrêté de rejet (1).

M. de Corday retourna au Méné-Imbert ; il y fut même, au mois de février 1796, visité par une colonne mobile sous la conduite du capitaine Dolis, dont voici le rapport textuel (2) :

Nous allâmes dans la commune du Méné-Imbert, dans la maison du ci-devant noble Corday d'Armont, dont les deux fils sont émigrés et soupçonnés rentrés. Après les recherches les plus exactes, nous n'y trouvâmes ni armes ni gens suspects ; nous vîmes seulement huit lits où il avait couché quelqu'un. Nous nous fîmes rendre compte du nombre des personnes qui habitaient la dite maison, il nous en fut déclaré trois. Ainsi cinq manquaient à l'appel et étaient évadés.

Tout s'expliqua sans doute ; M. de Corday ne fut ni arrêté ni inquiété à cette occasion. On peut remarquer que, dans ce rapport, il n'est fait aucune allusion à sa qualité de père de Charlotte, mais seulement de noble et de père d'émigrés.

*
* *

Croirait-on qu'après tant et de si authentiques preuves de sa résidence permanente en France, le pauvre Corday d'Armont ait pu être inquiété pour fait d'émigration ?

C'est pourtant ce qui arriva.

Le lendemain du jour où, par un coup d'Etat dont le succès a été contagieux, le Directoire violait la Constitution et s'emparait

(1) *Histoire d'Argentan durant la Convention*, par M. Eugène Vimont, 1888, p. 284-285. Nous devons à l'obligeance de M. Vimont la plupart des détails qui vont suivre.

(2) Rapport du 19 février, publié par M. Vimont, dans le *Bulletin de la Société Flammarion*, année 1888 et par nous-mêmes dans notre *Histoire de Frotté*, t. I, p. 400.

du pouvoir, il consacrait sa victoire par la fameuse loi du 19 fructidor (5 septembre 1797). Les élections législatives et communales de quarante-huit départements étaient annulées en bloc ; plus de soixante citoyens, du royaliste Henri Larivière au républicain Carnot et au terroriste Bourdon, étaient déportés sans jugement. Les émigrés, eux aussi, même ceux qui ne l'étaient qu'en apparence, étaient frappés par l'arbitraire draconien de l'article 15 :

Tous les individus inscrits sur la liste des émigrés et non rayés définitivement, seront tenus de sortir du territoire de la République, savoir : de Paris et de toute autre commune dont la population est de vingt mille habitants et au-dessus, dans les vingt-quatre heures qui suivront la publication de la présente loi, et dans les quinze jours qui suivront cette même publication, de toutes les autres parties de la République.

En cas de désobéissance, la mort (art. 16).

Or, par suite d'une négligence déplorable ou par toute autre cause que nous ne pouvons deviner, la radiation obtenue par M. de Corday en 1793 n'avait point été opérée, et son nom figurait encore sur la liste fatale, défiguré, comme nous l'avons vu, par certaines indications fausses, mais au fond trop reconnaissable.

Sa seule ressource était de faire décider que l'inscription portée sur la liste ne s'appliquait pas à lui, et que Jacques-François, Corday d'Armont ne devait pas être confondu avec le Jacques-François Cordey Vidarmont figurant sur cette liste. Quant au bien-fondé de l'inscription elle-même, il n'avait ni le temps ni même le droit de le discuter.

Il demanda donc à la municipalité d'Argentan de juger « si le nom de *Corday d'Armont* était identique à celui de *Cordey Vidarmont*, lequel était porté sur la liste des émigrés ; il demandait encore s'il devait être déporté, suivant la loi du 19 fructidor an V. » (Pétition du 27 fructidor.)

La municipalité n'était pas compétente pour trancher ces questions. Elle ne put que lui donner un passeport à l'effet de venir à Alençon consulter le Directoire du département,

Le Directoire, fort à regret sans doute, dut constater l'identité des deux noms.

Il ne restait plus à M. de Corday qu'à s'acheminer vers l'exil, et le 6 vendémiaire an VI (27 septembre), il partait pour l'Espagne.

Peut-être, s'il fut libre de choisir cette direction, était-il déterminé par le secret désir d'embrasser son fils Adrien, l'émigré, qui avait passé en Espagne et y était devenu capitaine dans le régiment espagnol de Naples.

Toutefois il s'empessa d'envoyer à sa fille Éléonore, restée à Argentan, les pièces et les instructions nécessaires pour faire régulariser sa situation ; le 21 nivôse an VI (10 janvier 1798), elle les présentait à l'administration municipale (1), et le 3 vendémiaire an VII (24 septembre), le Directoire exécutif prononçait la radiation définitive — non pas de l'*émigré* — mais, plutôt, du *déporté* Jacques-François de Corday d'Armont.

Il était trop tard, hélas ! Le malheureux était mort à ce moment, et mort sur la terre étrangère ! Il s'était éteint à Barcelone, le 30 juin précédent (2).



Quelles avaient été sur son lit d'agonie ses dernières amertumes et ses dernières consolations ? Il est permis de se le demander.

Son existence obscure et modeste avait été traversée par quelques-unes de ces épreuves auxquelles ne résistent pas toujours les âmes les plus fortes.

Gentilhomme et puiné, il avait été victime des lois protectrices de sa caste.

Libéral, il avait été proscrit par la Révolution.

Mari, il avait, jeune encore, perdu sa femme ; père, l'échafaud lui avait pris une de ses filles ; les massacres de Quiberon, un de ses fils.

Après avoir refusé de suivre dans l'émigration ses amis et ses parents, la plus inique des déportations l'avait jeté sur la terre étrangère.

(1) Éléonore avait montré dans ces tristes circonstances beaucoup de dévouement et d'activité. Elle était née aux Lignerles le 13 avril 1770 ; elle mourut à Argentan le 13 avril 1806.

(2) Traduction des registres de sépultures de l'église Saint-Jacques de Barcelone :

« ... Le 30 juin 1798... l'on a donné sépulture ecclésiastique au cadavre de M. Jacques-François Corday d'Armont, né à Ménilsimberg (*sic*), évêché de Lisieux, province de Normandie, en France, lequel est mort après avoir reçu les sacrements de N. S. M. l'Eglise, avec quatre torches. Il vivait rue des Escudillas (Papiers Vatel). »

Mais il avait cru, il avait travaillé dans sa mesure au triomphe de la vérité, de la raison, de la justice ; il en avait sans doute gardé le culte intérieur.

S'il ne lui fut pas donné d'entrer dans la terre promise de ses rêves, peut-être, comme ceux de Moïse, ses yeux, avant de se fermer, en saluèrent-ils le vague et lointain horizon... l'ère des réformes succédant à celle des révolutions.

Peut-être Dieu lui envoya-t-il cette suprême consolation, digne d'un bon citoyen, digne d'un descendant de Corneille et du père de Charlotte Corday.

Qui donc de nous a le droit de lui demander davantage ?



LE COMTE DE PARIS

LIBRAIRIE NATIONALE. 104, AVENUE VICTOR-HUGO, PARIS

SU PLÈMENT AU JOURNAL "LE SOLEIL" DU 29 SEPTEMBRE 1888

APPENDICE

Au Ménil-Imbert, ce 16 février 1788.

Messieurs,

Je suis chargé par MM. le curé et membre de l'Assemblée municipale du Ménil-Imbert de vous dire qu'elle n'aura jamais rien plus à cœur que de s'unir avec vous pour concourir aux vûes bienfaisantes du roy et au soulagement de la misère publique.

La paroisse est composée de 42 ménages et 182 individus de tout âge et de tout sexe, dont un curé et un vicaire, ou chapelain fondé; quatre gentilshommes, y compris le seigneur, y possèdent des fonds, deux seulement y demeurent; point de privilégiés d'ailleurs; le curé fait valoir sa cure et un pré cédé par la fabrique pour une partie de la noriture du vicaire et sa dimme; un autre gentilhomme seigneur dans la paroisse fait valoir la noriture de deux cheveaux et une vache. Je fais valoir une petite ferme que j'y possède, mais j'en paye la taille sous le nom de mon domestique et jouis dans une autre paroisse de mon privilège auquel je renonceray avec plaisir sitôt que cela contribuera au soulagement de la misère publique.

Nous avons beaucoup de pauvres et surtout de veuve et de père chargés de nombreuses familles, mais quoi qu'il n'y ait qu'un petit pré de demi vergée, il n'y a pas de mandiants.

Point de manufactures; notre commerce est du charbon, de l'eau-de-vie, du fil, du beurre, des fromages, des poulles, des bœufs et des vaches.

Nous n'avons pas de gentilhomme plus pauvre que moi et je n'ay pas besoin de secours; nous n'avons éprouvé aucuns fleaux.

Les travaux ordinaires nous laissent sans travail plusieurs temps de l'année, à moins qu'il ne se trouvent des bois en coupe.

Nul chemins de communication avec aucuns bours ou ville excepté Livarot; on y va à somme mais les chemins sont si mauvais qu'il y a huit jours qu'un cheval de la paroisse s'est abimé sous sa somme; nul atelier de charité; on a regardé le pays Dauge comme un pays perdu. Les débouchés qui nous ussent donné le moyen de vendre nos danrées les aurait randûes plus comunes dans les villes. Une lieu de route depuis la Com-bette jusqu'au dessus de la forge Caumont eut ouvert le pays et la com-

munication depuis Lisieux jusqu'à Argentan, par Livarot et Trun. La cavée d'Auge raccommodée donne une communication de Trun à Vimoutiers. Une route qui partirait de Lautellerye venant traverser la route de Livarot à Trun, soit au Ménil-Imbert ou Menpignon, et qui se dirigeroit après vers Falaise au moyen de quatre lieux de route, ouvriroit le pays Dauge en tous sens; alors chaque paroisse dirigeroit un chemin pour accéder à l'une de ces routes de charité et la danrée d'une facile exportation porteroit l'abondance à Argentan et Falaise en enrichissant les campagnes qui les aprovisioneroient. Nos terres situées entre la route de Livarot à Trun et la petite rivière de Monne sont en pente; la hauteur produit du bois qu'on converti en charbon faute de débouché, des nouveaux couchées, des broussailles, des bruyères; la m'y còtte, des nouveaux couchées et quelques labours; le bas, des herbes, le tout médiocrement planté; encor est-on obligé de convertir les boissons en eau-de-vie pour pouvoir s'en défaire. Les femmes s'occupent à filer du fil de lin dont on fait des toilles qui, blanchis à Vimoutiers, se vendent pour Paris, mais ce comerce va très mal.

Le plus grand encouragement du comerce et le seul que nous désirions est la liberté de l'argent.

Presque tout l'argent est encoffré; je conois trois maisons à ma porte qui ont depuis longtemps plus de cinquante milles écus dont ils ne font rien.

Chacque branche de comerce a sa saison d'action, et l'argent de chaque négotian est mort et oisif le reste de l'année.

Le comerce le plus intéressant est celui de l'argent. Cette danrée, qui représente toutes les autres, ne peut être trop multipliée; c'est le propre du comerce de multiplier l'objet comércé en le reproduisant sans cesse. Une femme qui achèpte toutes les semaines pour trois livres de lin et vand pour six francs de fil peut faire avec un ecu pour six cents francs de comerce tant en actif que passif; 150 livres d'achat de lin, 300 vante du fil, 150 liv. de profit mit en autre danrée.

Six cents millions d'impôts se paieroient avec cent millions de numéraire éfectif si la recette et la dépance étoient tellement compensés que l'argent fut répandu aussitôt qu'amassé.

Si celui qui ne fait son comerce que pendant six mois pouvoit maitre les six autres mois son argent à intérêt, il faudroit la moitié moins d'argent pour faire le même comerce.

Pourquoi l'Angletaire, avec moins de danrées et de numéraire à proportion que nous, a-t-elle un comerce si brillant, étant effectivement plus riche avec moins de moyens? C'est que le prest à intérêt y est tolléré; qu'on le permette en France, l'argent deviendra la moitié plus commun sans qu'il y ait plus de numéraire; mais sans cela on multipliera tant qu'on voudra le numéraire, on n'augmentera pas les richesses de l'Etat, mais seulement les jouissances de l'avare qui multipliera un monceau d'or aussi inutile que celui qui l'amasse.

« Tout est perdu; on paye plus de six cents millions d'impôts; le port de Cherbourg en coutra plus de cent; le luxe est excessif et ruine tous

les particuliers. » Ne semble-t-il pas à entendre toutes ces exclamations qu'on chette l'or et l'argent dans les connes, et la vérité est qu'on n'y mait que des pierres et que la même cantité d'or sera dans le royaume après la construction de Cherbourg, et il importe peu pour le bonheur de l'Etat dans qu'el poche il soit.

Si le luxe ruine les uns, il enrichit les autres, car il y a nécessairement autant d'acquéreurs que de vendeurs, et il est indifférent que ce soit Pierre et Jacques qui jouisse de cette terre ; mais il n'est pas indifférent que la dissipation de Pierre ait forcé l'avarissieux Jacques a reverser dans le comerce un or que son avarice en avoit sequestré.

Le prest de comerce dont le principal avantage est de faire le même comerce avec moins d'argent, a encor celui de le multiplier en forçant l'argent de sortir des cofres par l'espoir du profit, ce qui randra les emprunts plus faciles. La loi la plus utile comme la plus sage, est celle qui unit l'intérêt particulier avec le général.

Mais il est nécessaire de se bien convaincre que l'argent qu'on se prête à soy même, c'est à dire sans sortir du royaume, ne coutte rien, que les travaux publiques se font gratuitement par le journalier pour les avantages du propriétaire et cultivateur, car que lui en reste-t-il ? rien ; il a dépensé l'argent à mesure qu'il l'a ressu et le cultivateur qui lui a vandu sa danrée a retiré son argent. Croit-on pouvoir garder l'argent et vandre la danrée ? la chose est impossible ; tout l'argent donc que nous payons n'importe à qu'el tittre n'est que l'obligation d'en fournir le montant en danrée ou un moyen de nous en défaire, et tant que cet argent ne sort pas du royaume, la richesse de l'Etat est la même ; il est donc vray que plus nous gardrons d'argent, moins nous vandrons de danrée.

La misaire publique vient du manque d'ouvrage ; ainsi les travaux publiques sont des charittés faites au journalier par le cultivateur qui retourne à l'avantage de ce même cultivateur.

La seconde cause de la misaire publique sont les distinctions et les privilèges dans la répartition des impots.

Qu'est-ce qu'un impot, c'est une masse faite pour l'avantage publique dont chaque particulier jouit à proportion de sa fortune ; il doit donc y contribuer dans la même proportion, et celui qui n'a rien ne doit payer rien ; vouloir faire payer des impots au journalier c'est auter de devant le bœuf le foin qu'on y avoit mis, moins comme une récompense de son travail que pour le matre en état de le continuer.

Vous n'ignorez pas, Messieurs, que le tiers-état fut appellé pour la première fois aux états sous Philippe-le-Bel, parce qu'on vouloit alors des impots et que chacq'un y contribuât, et avant ces états n'étoient que l'assemblée des grands seigneurs pour leur intérêt et où on dispuoit des rangs, des préséances ; les impots d'abord sous le nom d'aides, ensuite de taille, furent payées par les trois ordres jusqu'à Charles six qui accorda des privilèges à la noblesse, au clergé, qui les exemptoit de contribuer, mais les états n'ont jamais accordé ces privilèges ; il eût été ridicule que trois ordres eussent accordé un privilège à condition qu'un les payroit.

Homme de condition et attaché au clergé par bien des liens, je crois ne

faire qu'exprimer leurs sentiments en réclamant les droits que le tiers-ordre m'a confiés. Vous n'ignorez pas, Messieurs, que lors de la cession de ces privilèges la noblesse étoit rare et il n'existoit pas alors en France six mille charges qui annoblisse, de façon qu'il n'y aura bientôt que celui qui n'aura rien qui sera roturier. Renonçons donc par bienfaisance à des privilèges que nous serions un jour obligés d'abandonner par nécessité. Il seroit d'ailleurs inutile de s'occuper du soulagement de la misère publique, si on en veut conserver la cause soit dans la chose, soit dans la répartition dont l'arbitraire vexe le pauvre. Je me flatte, Messieurs, que nous entrerons dans vos vûes en secondant les goûts de bienfaisance de sa Majesté.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos très humbles et très obéissants serviteurs.

CORDAY D'ARMONT, syndic de municipalité et
président de l'Assemblée en l'absence du seigneur.

J.-J. LE CHARTIER, c. du Ménélimbert.

E. CHEMIN, membre de l'Assemblée.

G. RIDEL, membre d'Assemblée.

N. GONTIER, membre d'Assemblée.

Si les gentilhommes de la paroisse faisoient valloire, les impots doubleroit pour les autres.

COMPTE RENDU

DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ

PENDANT L'ANNÉE

Par **M. Gustave LE VAVASSEUR,**

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

MESSIEURS,

Lorsque, il y a cinq ans, le 8 novembre 1883, nous vîmes tenir à Argentan notre seconde séance publique, nous nous présentâmes en amis, nous fûmes reçus en frères.

Le même sentiment nous anime aujourd'hui. Je le vois, je le sens, le même accueil nous attend.

J'ajouterai tout naturellement : comment pourrait-il en être autrement, puisque nous sommes les mêmes ? Et, si les esprits sont restés ouverts, pourquoi les cœurs se fermenteraient-ils ?

Oui, certes, la *Société historique et Archéologique de l'Orne* a gardé son esprit initial ; elle vit de sa vie propre, elle reste fidèle à son programme et le compte rendu succinct de ses séances mensuelles que je vais vous présenter tout à l'heure ne vous apprendra rien de nouveau. Vous y trouverez la trace des efforts incessants faits par les membres de la Société pour lui apporter un concours dévoué. Ceux d'entre vous qui ont lu nos *Bulletins* trimestriels leur rendront cette justice, de constater qu'ils n'ont pas diminué d'intérêt. Argentan leur a apporté son utile et remarquable contingent.

Et puisque le nom de notre ville a été prononcé, permettez au secrétaire de la *Société Historique et Archéologique de l'Orne*,

pardonnez à un enfant d'Argentan de se féliciter avec vous de la véritable explosion littéraire qui s'est produite dans notre arrondissement. Cette floraison poétique et dramatique nous ravit et nous honore. Le poète et le penseur n'appartiennent pas toujours à l'histoire générale, mais ce sont au moins les fleurs de l'histoire locale, qui est la nôtre. Nos poètes sont inscrits pour la plupart sur la liste des membres de notre Société et je craindrais d'en oublier si je voulais les nommer tous, depuis Paul Harel, le lauréat d'hier, jusqu'à Germain-Lacour, le lauréat de demain, depuis le R. P. Delaporte, critique dans sa chaire et la plume à la main, poète aux heures de récréation et aux jours de vacances, jusqu'au professeur latine Paysant, dont le livre paraît aujourd'hui. J'en passe et des meilleurs, signataires et anonymes. Les laïcs fredonnent ; les clercs bourdonnent à qui mieux mieux ; tous pindarisent à l'envi. Celui-ci traduit, celui-là compose. Tel curé de campagne revêt le cantique du déshabillé de la chanson. Vous allez entendre tout-à-l'heure M. Challemel et M. Millet. Au premier, nous ne reprocherons pas sa paresse, — nous ne com-mettons pas de péchés capitaux, — mais son silence. Au second, nous souhaitons de tout cœur le succès durable et éclatant que semblaient lui promettre ses premiers essais, interrompus par la maladie et auquel l'appelle son heureux retour à l'espérance et à la vie.

Ce ne sont pas seulement les poètes, Messieurs, qui naissent et fleurissent dans notre arrondissement privilégié. Je ne sais si en cherchant bien, on ne trouverait pas quelque plume savante ou légère, nôtre par la naissance, le passage ou le domicile, s'obstinant à la morale au milieu des fantaisies et des hardiesses documentaires de nos romans réalistes. En tout cas, nous pouvons entendre d'ici, tant ils sont retentissants et nourris, les applaudissements et les rires qui acclament et saluent à Paris le *Député de Bombignac*, le *Conseil Judiciaire* ou les *Surprises du Divorce*. Souvenons-nous qu'ils s'adressent à notre Alexandre Bisson.

Depuis la séance publique du 27 octobre 1887, à Alençon, la *Société Historique et Archéologique de l'Orne* a tenu plusieurs séances particulières, dont voici le résumé :

Séance du 5 janvier 1888

Présidence de M. DE LA SICOTIÈRE

Dépôts de nombreux ouvrages offerts à la Société.

Hommages faits à la Société :

— M. Antonin, photographie d'un beau meuble renaissance qui lui appartient.

— M. Moisson, un album de gravures historiques sur Argentan, des brochures normandes et plusieurs autographes.

— M. Beaudouin, des autographes, des professions de foi et autres documents pour servir à l'histoire du département en 1848.

Remerciements aux donateurs.

Admission d'un nouveau membre.

Articles divers proposés pour l'insertion dans le *Bulletin*.

Crédit alloué pour l'abonnement à prix réduits à la *Bibliographie générale de la France*.

Crédits alloués pour l'impression complète du *Cartulaire de la Trappe* et des Annexes publiées en appendice, dont la recherche et le classement sont confiés à MM. Lecointre et l'abbé Hommey

Séance du 11 février 1888

Présidence de M. DE LA SICOTIÈRE

Dépouillement de la correspondance. Lettres du Ministre. Concours Thomas Corneille. Dons de M. Hupier.

M. le Président annonce la mort de M. l'abbé Giet, aumônier de l'hospice de Vimoutiers, et se fait l'interprète des regrets de la Société.

Nombreux ouvrages offerts à la Société. Dépôt de mémoires destinés au *Bulletin*, entre autres l'article de M. du Motey sur la représentation des *Mystères* à Argentan, dont l'insertion est décidée dans le plus prochain *Bulletin*.

Séance du 5 avril 1888

Présidence de M. DE LA SICOTIÈRE

Dépouillement de la correspondance.

M. Descoutures donne sa démission de trésorier. La Commission nommée pour recevoir les comptes de M. Descoutures, est composée de MM. Lecointre, du Motey et Beaudouin.

Mention de nombreux ouvrages offerts à la Société.

Adoption pour insertion dans les prochains *Bulletins* d'un article de M. Roger de Semallé sur la paroisse, la famille et les fiefs de Semallé et de divers articles bibliographiques de MM. les abbés Rombault, Dupuy et Barret; de MM. de Lagarenne, Desvaux et Beaudouin.

Accusé de réception par M. l'abbé Hommey de diverses pièces relatives au *Cartulaire de la Trappe*, communiquée par le T. R. P. Abbé.

Commission nommée pour l'établissement d'une Bibliothèque et d'un lieu de séances.

Echange de publications consenti avec la *Société Française d'Archéologie*, dont le siège est à Caen.

Séance du 7 juin 1888

Présidence de M. LECOINTRE

Dépouillement de la correspondance. Lettre importante du Ministre de l'Instruction publique relative au classement des objets mobiliers présentant un intérêt archéologique. Ouvrages divers et brochures.

Démission d'un membre. — Admission d'un membre nouveau.

Les comptes de M. Descoutures pour l'année 1887 sont approuvés. Des remerciements lui sont votés pour sa bonne et fidèle gestion.

M. De Broise est nommé à l'unanimité trésorier à la place de M. Descoutures.

Travaux divers désignés pour être insérés dans les prochains Bulletins.

Sur le rapport de M. de Neuville, des remerciements sont votés à M. le Maire d'Alençon qui met à la disposition de la Société, pour y tenir ses séances et y déposer ses archives et livres, une chambre indépendante, rue de Bretagne, au premier étage, dans la maison en partie occupée par la Caisse d'épargne.

Vote d'un crédit de 300 fr. MM. de Neuville et Beaudouin en surveilleront l'emploi.

M. de Neuville est nommé bibliothécaire.

Séance du 6 août 1888

Présidence de M. DE LA SICOTIÈRE

Dépouillement de la correspondance.

Démission de deux membres.

Admission d'un membre nouveau.

Ouvrages offerts à la Société. Rapporteurs divers. Observations de M. De Broise, relatives à l'envoi d'une circulaire, et de M. de la Sicotière, relativement au maintien abusif des membres du bureau.

Fixation de la séance publique à Argentan.

Séance du 12 octobre 1888

Présidence de M. DE LA SICOTIÈRE

Envoi d'un travail de M. de Beauchêne proposé pour la lecture publique.

Article communiqué par M. l'abbé Gaulier.

Admission d'un nouveau membre.

Démission de trois membres, acceptée à partir du 1^{er} janvier 1889.

Ouvrages divers offerts à la Société.

M. le Président fait part de la mort de M. Gêrasime Lecoindre, sur la vie et les travaux duquel il se propose de rédiger une notice dont il demande l'insertion dans le *Bulletin*.

La Société tout entière s'associe aux regrets exprimés par son Président et aux quelques mots d'éloges qu'il prononce en l'honneur du savant et respectable défunt.

Désormais le bibliothécaire fera partie du bureau. Il y a lieu de nommer un nouveau membre du Comité de lecture.

M. le Président insiste de nouveau sur une observation au sujet du renouvellement des membres du bureau.

La Société fixe la date de la réunion publique à Argentan au jeudi 25 octobre et arrête son ordre du jour.

Peut-être, Messieurs, avant d'applaudir aux chants de nos poètes, aurais-je dû tout-à-l'heure commencer par rendre un hommage mérité aux infatigables chercheurs qui répondent plus spécialement à l'appel fait à ses membres par la *Société Historique et Archéologique*.

Si la brièveté de ce rapport ne me permet pas de les nommer tous, comment oublier de vous rappeler que nous avons toujours parmi nous un excellent et savant collègue dont les utiles et patriotiques travaux nous honorent en l'honorant lui-même? J'ai nommé M. Victor des Diguères. Loin d'être absorbé tout entier par les importantes recherches qui touchent à l'Histoire générale et lui donnent une notoriété qui dépasse les limites de notre arrondissement, fils pieux, il en revient toujours, j'en suis convaincu, au souci de la gloriole de nos pères et à la défense de la vertu de nos mères.

Le remarquable article de M. du Motey sur la représentation des *Mystères* à Argentan, nous fait regretter qu'il n'ait fait que passer parmi nous. Félicitons-nous de le conserver au moins dans le département. Lui aussi se souviendra de notre arrondissement et bientôt peut-être pourrons-nous lire l'Histoire de Saint-Germain-de-Clairefeuille, paroisse et commune riches en souvenirs anciens et dans lesquelles l'Histoire moderne s'alimente de piquantes, sinon édifiantes anecdotes. Le Camélia semble parfois y pousser en pleine terre. Quelqu'un que je vois d'ici et un historiographe à la plume à la fois expérimentée et légère nous ont

déjà diversement raconté comment naissent dans une chaumière et s'étiolent dans un boudoir certaines fleurs un moment à la mode, qui passent comme elle.

Si j'étais pédant, Messieurs, ce serait le cas de placer le *Paulo majora canamus* virgilien qui sert aux habiles de si banale et si facile transition. En effet, la Société qui nous reçoit aujourd'hui en sœur comme il y a cinq ans, la Société Flammarion ne s'occupe point de si scabreuses bagatelles, bien qu'elle soit depuis longtemps descendue du ciel en terre. Nous y gagnons du tout au tout, grâce à son directeur littéraire dont le travail opiniâtre ne recule devant aucune fatigue, devant aucune obstination de recherche pour éclairer les moindres faits de notre histoire locale. A d'autres, on peut reprocher leur stérilité. Cherche querelle qui voudra à M. Eugène Vimont de son abondance. Il vaut mieux tout dire que de trop taire. Les procès-verbaux n'ont pas de scrupule quand ils n'ont pas d'opinion.

En continuant sans relâche à fouiller dans les terrains inexplorés ou mal exploités, M. Vimont vient de découvrir un filon nouveau. Tout à l'heure vous serez à même de juger sur l'échantillon, l'importance des recherches de la mine nouvelle.

L'histoire d'Argentan n'est pas faite. Qui la fera ?

Nous tous, mes chers confrères. L'autre année, nous avions annoncé une bibliographie cantonale qui verra le jour à son heure et à laquelle les enfants d'Argentan avaient promis d'apporter le faisceau de leurs documents et de leurs recherches.

De toutes les études historiques, celle de l'histoire littéraire est la plus friande à certains palais. Ce fruit permis a des saveurs et des revenez-y de fruit défendu.

Qui a fait la chanson de Roland ? Je ne sais, mais je sais que celui qui l'a faite est un Homère et que cet Homère est normand.

Comment chantaient les trouvères à la Cour de Henri-le-Beau, clerc, et quels chants de guerre et d'amour répondaient aux plaintes cadencées de l'enmuré Robert Courteheuze ?

Quels étaient les ménestrels sous Henri II qui se plaisait tant dans les donjons d'Argentan et qui, brutal à ses heures, à ses heures aussi protégeait la gaie science ?

Et d'où fut ce Blondel qui délivra le Cœur de Lion ?

Plus tard quels joueurs de flûte et quels poètes égayaient la

Cour de ces « gentils » ducs d'Alençon qui prisait si fort le bon air de la ville d'Argentan et la courtoisie de ses habitants ?

Charmant, mais insoluble problème.

Quand on est descendu jusqu'à François I^{er} et qu'on s'est heurté à ce des Miroirs ou des Mireurs qu'un aimable couplet sur Argentan a suffi pour immortaliser dans l'esprit de ses habitants, on ne trouve plus rien... jusqu'à aujourd'hui.

En cherchant bien, pourtant...

N'avez-vous jamais lu dans l'ombre d'une bibliothèque hospitalière, dans le coin le plus obscur des dédaignés et des oubliés, au carrefour des dramatiques et des lyriques le nom de Nicolas Chrétien, sieur des Croix, argenteuais, disent les catalogues ?

Si vous l'avez lu sans émotion et sans un commencement de fièvre de curiosité, c'est que vous n'êtes pas d'Argentan, où les poètes étaient jadis plus rares qu'au temps présent.

Notre Chrétien des Croix florissait au commencement du xvi^e siècle et avait pour protectrice la maison de Médivy.

Notre excellent collègue M. des Diguères ne me démentira pas si je dis que c'est déjà une excellente référence.

Chrétien est l'auteur des cinq pièces de théâtre suivantes :

1° *Les Portugais infortunés*, dédiée à R. P. en Dieu, Claude de Bellay, abbé de Savigny, Rouen — Reinsart — 1608.

2° *Amnon et Thamar*.

3° *Alboin ou la Vengeance déçue*, dédiée à M. de la Seauverie.

4° *Le ravissement de Céphale*, dédiée à Mgr le Dauphin.

5° *Les amantes ou la grande pastorelle*, en cinq actes et cinq intermèdes, dédiée au Roy, 1613.

Ces ouvrages sont quasi-introuvables. Il faut grande chance ou bon hasard pour les rencontrer.

La richissime bibliothèque de notre excellent président a beau, comme son cœur, être ouverte à tous ses amis, elle a beau rayonner de bijoux normands, elle ne possède elle-même que la tragédie d'*Amnon et Thamar*.

Je l'ai lue et relue, hélas ! sans y trouver matière à citation, encore moins à panégyrique. J'ai pourtant fait bon marché des inconvenances de mise en scène et des crudités de langage. Avant Corneille, on faisait du théâtre libre tout comme aujourd'hui. Hardy, Mairet, Théophile et C^{ie} se permettaient d'étranges libertés dans le vestibule du palais tragique où Cinna et Britan-

nicus ont depuis revêtu la morale de la pourpre de leurs alexandrins sans tache.

Alboin était un sujet à la mode en 1608. Il est presque aussi tragique que celui d'*Hamlet* et *Billard de Courgenay* le traita la même année que *Chrétien des Croix*.

De la tragédie de celui-ci, les critiques facilement moqueurs des essayistes de la première heure ont extrait, pour s'en gaudir, le dialogue suivant :

Rosemonde, obligée d'épouser le meurtrier de son mari, se venge à l'aide du poison Elle présente résolument une coupe empoisonnée au tyran un peu dindon (*Chrétien* connaissait son parterre) qui boit de confiance et dit :

Ce vin-là n'est pas bon.

LA REINE

C'est donc que votre goût

Volontiers est changé

LE TYRAN

Hé ! comme cela bout

Dans mon faible estomac

LA REINE

Cela n'est pas étrange ;

C'est le mal qui sitôt pour votre bien se change

LE TYRAN

Hélas ! C'est du poison.

LA REINE

Que dites-vous, grands dieux,

LE TYRAN

Je suis empoisonné.

LA REINE

Vous êtes furieux.

Croyez-vous bien cela ?

LE TYRAN

Si tu ne bois le reste,

Je le crois.

LA REINE

Je n'ai soif.

LE TYRAN

O dangereuse peste,

Tu le boiras soudain !

LA REINE

J'ai bu vous l'apportant

Et ma soif est éteinte.

LE TYRAN

Il faut boire pourtant.

Çà, çà, maudite louve, ouvre ta bouche, infâme.

Malheureux est celui qui se fie à sa femme.

C'est un peu familier pour un héros chaussé du cothurne, mais c'est assez moderne. Qui sait le parti que pourrait tirer de cette scène Sarah Bernhardt secondée d'un compère farouche à point ?

Toutefois cette citation ne suffirait pas pour justifier la mise en lumière, même par un fanatique compatriote, de notre dédaigné auquel je ne sais quel collectionneur de ridicules hyperboles a reproché d'avoir appelé le soleil.

Souverain roi des célestes chandelles.

et je ne saurais comment justifier la démangeaison de ma plume si je ne trouvais dans un critique contemporain autorisé (M. Ti-vier) la page suivante :

« Nicolas Chrétien, seigneur (sic) des Croix, imagine d'enca-drer dans une « pastorelle » intitulée : « Les amantes » les grands souvenirs de l'histoire de France. Au milieu d'un cortège de bergers, de bergères, de satyres, de matamores, dans un dédale d'aventures champêtres et galantes où reviennent incessamment des scènes d'enlèvement et de meurtre par amour accomplis de la façon la plus invraisemblable. »

Il évoque le souvenir de Clovis, de Charlemagne, de Godefroid-de-Bouillon, de Saint-Louis et de Jeanne-d'Arc..... Jeanne exprime ses craintes tempérées par sa confiance en Dieu et prend la résolution d'obéir.

J'espère en ma faiblesse avoir trop de pouvoir
Pour accomplir mon veuil et faire mon devoir.
Dieu de ce qui lui plaît se sert en ses ouvrages
Et qui le sert ne peut encourir de naufrages ;
A la honte des grands au vice appesantis
Il élève en honneur les faibles, les petits.

Plus loin on trouve le dialogue entre Charles VII et son confi-dent Baudicourt.

Le roi s'étonne de l'intervention de Dieu et dit :

- Pourquoi nous ferait-il un si étrange bien ?
- B. — Pour montrer qu'il peut tout et les monarques, rien.
- LE R. — Un fait contre nature est toujours rejetable,
- B. — Un fait contre nature est plutôt admirable.
- LE R. — Il porte en lui souvent le mensonge inventé,
- B. — Ce qui de Dieu provient est plein de vérité.

- LE R. — Qui vous en fait juger ?
 B. — le propos, la fierté
 De la belle inspirée et sa simplicité.
 LE R. — Une fille aurait donc plus que nous de vaillance
 B. — Dieu exerce où il veut sa divine puissance.
 LE R. — Une fille combattre !
 B. — et combien autrefois
 En a-t-on vu combattre et défaire des Rois ?
 LE R. — Je ne croirai jamais une telle merveille,
 B. — Faut croire ce qu'on voit et ouyt par l'oreille.
 LE R. — Une fille remettre en vigueur notre Estat !
 B. — Ce n'est pas une fille, ains c'est Dieu qui combat.

L'allure du dialogue est à la fois lyrique et dramatique, le dernier vers est superbe, presque Cornélien.

Nous faisons peut être autrement les vers à Argentan en 1888, mais pas mieux.

Qu'en pensez-vous ?

GUSTAVE LE VAVASSEUR.

BALZAC ALENÇONNAIS

Si, il y a deux ans, nous avons infructueusement, hélas ! recherché dans nos chemins bas-normands la trace de Molière (1), plus heureux cette année, nous avons rencontré, dans les rues alençonnaises, celle de Balzac, compensation véritable. Non, bien entendu, que l'illustre romancier soit, à nos yeux, l'égal de l'immortel comique. Mais il est juste toutefois de reconnaître que, comme la comédie dialoguée de Molière, la comédie narrée de Balzac s'en prend aux qualités essentielles de l'homme, produisant, par ce fait, des personnages typiques, qui seront longtemps sans vieillir : le père Grandet par exemple, qui, dans la conclusion d'une affaire, ne redouterait peut-être pas Harpagon. C'est donc une heureuse fortune pour notre pays que Balzac parfois l'ait choisi pour théâtre, et c'est une réelle satisfaction pour nous de pouvoir indiquer ici (2) dans quelles circonstances l'auteur de *la Comédie humaine* a visité notre coin de province, quelles impressions il en a emportées, et comment il les a traduites dans ses livres.

Il n'est pas à Alençon de vue plus étonnante que celle de l'amoncellement de maisons, à moitié démolies ou semi-écroulées, qui forme l'angle de la rue aux Sieurs et de la rue de la Cave-aux-Bœufs. Echoppes tapies sous le sol, chambres nichées sur

(1) V. notre *Enquête Moliéresque*, publiée dans le *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne* (année 1886).

(2) Nous tenons à témoigner ici notre vive gratitude à M. L. de La Sicotière, pour qui les Alençons disparus n'ont pas de secrets et qui a bien voulu être notre guide dans celui de Balzac.

les toits, tourelles coiffées de tuiles, pavillons chapés d'ardoises, tout y présente sans vergogne, certain de son effet pittoresque, les sordidités de l'heure présente, sur lesquelles pourtant de larges fenêtres jettent, ça et là, un reflet des splendeurs du temps passé.

Ce fut en face de cet extravagant amas de maisons, digne de fournir à Célestin Nanteuil une cour des Miracles, au numéro 16 de la rue aux Sieurs, alors habituellement orthographiée rue aux Cieus, que Balzac se rendit, à son arrivée à Alençon.

Là se trouvait la librairie Godard, à laquelle était joint un cabinet de lecture, où l'on venait chercher *les Mystères d'Udolphe*, d'Anne Radcliffe, et *les Barons de Felsheim*, de Pigault-Lebrun (1). Ce magasin, à l'apparence vulgaire, était la demeure de véritables artistes, le père et le fils Godard, graveurs sur bois, qui s'étaient fait un nom même en dehors de leur province.

En 1825, Honoré Balzac, qui pressentait qu'il n'aurait pas trop de toutes les heures de son existence, pour les créations de son puissant génie, tenta de se débarrasser à jamais, avant de se mettre à la tâche, des préoccupations matérielles de la vie. Il imagina pour cela une spéculation, basée sur l'impression et la publication d'éditions compactes des classiques français. Balzac éditeur, — nous n'avons pas à donner ici ce lamentable chapitre de sa biographie, — se mit en quête, pour illustrer ses classiques, d'un graveur habile et de prétentions modestes. Godard fils, dont le père avait déjà donné des gravures pour un *La Fontaine* (2), lui ayant été spécialement recommandé, Balzac se mit en route pour Alençon.

Le dimanche 17 avril 1825, un traité fut passé, dans la petite librairie alençonnaise, entre « M. Pierre-François Godard, graveur sur bois, demeurant à Alençon, rue aux Cieus, n° 16, d'une part ; et MM. Urbain Canel, libraire, demeurant à Paris, place Saint-André-des-Arts, n° 30, et Honoré Balzac, demeurant

(1) V. Catalogue du cabinet de lecture de Godard, libraire, rue aux Cieus, à Alençon, département de l'Orne, in-8°, 60 p.

(2) V. *Fables de La Fontaine*, nouvelle édition, ornée de 202 gravures en bois du citoyen Godard, qui paraissent pour la première fois. *Alençon, Malassis-le-Jeune*, an ix, 2 vol. in-12, liv.-324, 404 p. Godard père avait en outre illustré les *Fables d'Esope*, les *Aventures de Télémaque*, les *Œuvres de Buffon*, etc. V. Notice biographique sur M. Godard, graveur sur bois, par M. L. de La Sicotière. *Caen, Leroy*, 1838, in-8, 7 p.

à Paris, rue de Tournon, n° 2, d'autre part ; ce dernier étant présent à Alençon, fondé de pouvoirs de M. Urbain Canel, et promettant d'envoyer sa ratification » (1). Godard, par ce traité, s'engageait à graver sur bois un certain nombre de vignettes d'après Devéria ou tout autre dessinateur, pour illustrer les œuvres de Molière, La Fontaine, Corneille et Racine, que Balzac et Canel se proposaient de publier. Il devait recevoir comptant la somme de soixante-dix francs pour chaque bois de vignette gravé, Canel et Balzac se regardant toutefois comme obligés d'augmenter ce chiffre de dix francs, si Devéria, après avoir vu les vignettes, jugeait l'augmentation méritée. Balzac repartit presque de suite pour Paris, car, dès le mardi 19 avril, il adressait par lettre à Godard la ratification du traité par le libraire Canel.

Ce fut sans doute pendant cette courte visite qu'employant la faculté de perception instantanée qui lui était particulière, il prit dans ce qu'il vit d'Alençon et dans ce qu'il en devina, tout ce qui pouvait lui servir pour son œuvre. Balzac revit toutefois le chef-lieu de l'Orne, en 1828, à l'aller et au retour d'un voyage à Fougères, mais ce ne furent, cette année-là, que des passages rapides, juste le temps de préciser des images antérieurement recueillies.

La spéculation qui devait affranchir le pauvre écrivain avait déjà, hélas ! abouti à la faillite. Contraint de s'atteler sans tarder au travail, Balzac commença par tracer le plan des *Chouans*. Mais, désireux de connaître le théâtre sur lequel il allait lever le rideau de la *Comédie humaine*, il réclama, au mois de septembre 1828, l'hospitalité d'un ami de son père, le général de Pommeréul, qui résidait à Fougères (2). Ayant reçu du général une réponse pressante et affectueuse, il prit aussitôt la diligence de Bretagne et s'arrêta, le lendemain sans doute, à cet hôtel du Maure où, dans les *Chouans*, publiés en 1829 (sous le titre : *le Dernier Chouan ou la Bretagne en 1800*) (3), il place la première de ses scènes alençonnaises.

(1) Nous donnons à l'appendice ce traité in-extenso.

(2) V. dans *le Livre*, t. VII, p. 257-277, le très intéressant article de M. du Pontavice de Heussey, *Balzac en Bretagne, cinq lettres inédites de l'auteur des Chouans*.

(3) *Le dernier Chouan ou la Bretagne en 1800*, Paris, Urbain Canel, 1829, un vol. in-16, xxiii, 192, 224, 243, 251 p. Ce roman remanié sous le titre : *Les Chouan*



Au cœur même d'Alençon, au carrefour où aboutissent la Grande-Rue et la rue du Cours, la rue Saint-Blaise et la rue de Cazault, se trouvait, à l'angle de ces deux dernières voies, le fameux hôtel du Maure (1). Le Maure était l'hôtellerie normande traditionnelle : une cour entourée de bâtiments à galerie ouvrant sur la rue Saint-Blaise ; à droite, sous le porche, la cuisine, cette antichambre obligée des auberges de l'ouest ; au fond de la cour, les écuries et, derrière, des jardins s'étendant jusqu'à la campagne, par lesquels nous voyons s'enfuir, dans le roman, les chouans du terrible Marche-à-Terre.

Dans cette hôtellerie se déroule une scène d'une merveilleuse finesse, traitée dans la première manière de Balzac, alors qu'il n'aspirait probablement encore qu'à devenir un Walter Scott français. Six personnages s'y meuvent ingénieusement : deux blancs travestis en bleus, deux républicains costumés en royalistes, une fine mouche de soubrette et une bête fauve de chouan.

ou la Bretagne en 1799, parut en deux volumes in-8, en 1834, chez Vimont. Il est assez curieux de rapprocher du texte de l'édition définitive celui de la première édition et de voir Balzac corrigé par lui-même :

« Pendant que le commandant et sa troupe ouvraient le compas, pour se servir de sa propre expression, la calèche avait promptement atteint l'hôtel des *Trois-Maures*, situé au milieu de la grande rue d'Alençon. Au son criard de cet équipage, devenu fort rare à cette époque, l'hôte courut se placer sur le pas de sa porte ; et, à l'aspect des deux voyageuses, il salua profondément. Elles entrèrent prestement dans la cuisine, cette antichambre obligée des auberges de l'ouest. » (1^{re} édition).

« Pendant que chaque soldat ouvrait le compas, pour employer l'expression du commandant, la voiture horrible, qui servait alors de malle, avait promptement atteint l'hôtel des *Trois-Maures*, situé au milieu de la grande rue d'Alençon. Le bruit de ferraille que rendait cette informe voiture amena l'hôte sur le pas de sa porte. C'était un hasard auquel personne dans Alençon ne devait s'attendre que la descente de la malle à l'auberge des *Trois-Maures* ; mais l'affreux événement de Mortagne la fit suivre par tant de monde, que les deux voyageuses, pour se dérober à la curiosité générale, entrèrent lestement dans la cuisine, inévitable antichambre des auberges dans tout l'ouest. » (Édition définitive.)

(1) Dès le siècle dernier, l'auberge du *Maure* était réputée la principale d'Alençon. Nous trouvons en effet dans le *Traité des eaux minérales de Bagnoles* (par Hélié de Cerny), publié à Alençon, en 1740, l'avertissement suivant : « De Paris, on trouve rue du Jour un carosse, lequel part toutes les semaines pour Alençon ; en logeant au *More*, le maître de l'auberge fournit toute sorte de voitures pour se rendre à Bagnoles. » Balzac, après avoir, dans un premier roman, transformé l'auberge du *Maure* en hôtel des *Trois-Maures*, lui a restitué, dans ses œuvres postérieures, sa véritable enseigne.

Un seul d'entre eux toutefois est originaire de l'Orne : Marie de Verneuil, l'espionne passionnée, la Judith du Directoire (Balzac avait pris pour son livre une épigraphe biblique) (1), qui se blessera mortellement avec son propre glaive. Fille d'une Castéran, elle est née à la Chanterie, petite terre située dans ce roman près d'Alençon, mais que nous trouverons dans un nouveau livre transportée aux environs de Caen, et qui donnera son nom à l'une des plus touchantes héroïnes du maître.

Mais si, parmi les hôtes de l'auberge du Maure, Marie de Verneuil appartient seule à l'Orne par sa naissance, nous n'en trouvons pas moins, en parcourant les *Chouans*, des faits et des types incontestablement notés en Basse-Normandie. C'est d'abord l'attaque de la diligence de Mortagne, événement réel survenu en 1808, qui frappa à ce point l'imagination de Balzac qu'il l'utilisa de nouveau dans un autre ouvrage. Puis, si Marche-à-Terre, la brute féroce et vaillante, est désigné dans le livre comme né à Fougères, nous n'en avons pas moins rencontré son nom dans une récente étude de M. Eugène Vimont (2), parmi ceux des chouans ayant fait le coup de feu aux environs d'Argentan. Et ce n'est pas le seul nom emprunté par Balzac à la chouannerie ornaise : dans le roman, comme dans le travail de M. Vimont, nous trouvons un la Clef-des-Cœurs. Seulement, usant de son droit de romancier, Balzac a fait passer le sobriquet du chouan à un soldat de la 72^e demi-brigade, ayant pu, en Allemagne et en Italie, cueillir, comme on disait alors, des myrtes avec des lauriers.

Et d'ailleurs la figure si chevaleresque du Gars, qui domine le livre, ne rappelle-t-elle pas, par ses traits les plus caractéristiques, celle du comte de Frotté, retouchée toutefois pour les besoins d'une œuvre d'imagination ? Dans l'introduction du *Dernier Chouan*, l'auteur en fait lui-même à demi l'aveu, en disant que « les qualités privées d'un jeune seigneur ayant succombé dans les insurrections de 1799 lui ont servi à perfectionner le caractère

(1) *Le Dernier Chouan* portait pour épigraphe : « Elle était parfaitement belle. — Elle lui dit : Qui suis-je pour résister aux désirs de mon Seigneur ! Faire votre volonté sera un sujet de joie jusqu'à ma mort — Elle frappe fortement deux fois son cou et lui sépare la tête du corps. *Judith*, ch. 8-12-13. »

(2) *Troubles et scènes de la Chouannerie dans l'Orne*, travail publié dans le *Bulletin de la Société scientifique Flammarion*, t. vi, p. 177.

de son héros, qui, pourtant, ne ressemble pas tout à fait au véritable chef » (1).

Nous voyons paraître dans *les Chouans*, — mais seulement dans la seconde édition de l'ouvrage, — ce réjouissant chevalier de Valois qui joue, dans *la Vieille Fille*, un des principaux rôles. Il occupait à Alençon, selon Balzac, un logement modeste situé rue du Cours, au deuxième étage d'une maison appartenant à M^{me} Lardot, blanchisseuse. Nous avons cru reconnaître cette maison presque au coin du chemin de la Demi-Lune, dans une des rares habitations anciennes de la rue, dont les jardins, en 1825, atteignaient le parc de la Préfecture. Quand le chevalier de Valois amusa la France entière, les Alençonnais tentèrent de soulever son masque et prétendirent qu'il cachait la figure d'un vieil émigré du pays, M. Boullemer de Thiville. Avaient-ils raison ? Nous ne le croyons pas, ayant eu sous les yeux un ex-libris de M. de Thiville, sorte de vilain cachet officiel, sans amours ni rocailles, tout à fait indigne des raffinements du galant chevalier, de ses têtes de nègre en diamants et de la boîte d'or, où la princesse Goritzka semblait perpétuellement sourire !



L'entrée du vieux château des ducs d'Alençon, étranglée entre ses deux tours massives, reçut assurément la visite de Balzac, dans ses promenades autour de la librairie Godard. Pour revenir à la rue aux Cieux, le romancier, quittant la place du Château, prit instinctivement la rue du Val-Noble. Puis, tournant à gauche vers la Halle-aux-Grains, il s'engagea dans le passage des Filles-Sainte-Claire (2). Traversant alors un pont jeté sur la Briante, il fut arrêté par le paysage le plus caractéristique, présentant dans un site pittoresque et reposé à la fois, ce qu'il allait appeler *la vieille, l'inaltérable province*.

A droite, un hôtel, à la toiture élevée, s'allongeait au bord de la petite rivière sur un jardin formant terrasse. Balzac prit aussitôt et garda dans sa mémoire cette demeure typique et

(1) V. *Le Dernier Chouan*, introduction, p. xv.

(2) Pour cette étude, nous nous sommes servi du très curieux plan d'Alençon. (*Guignet, sculp. — Martin j. scrips.* ; publié chez Godard, en 1827, qui fait connaître dans ses moindres détails, l'Alençon des romans de Balzac.

quand, plus tard, il écrivit *la Vieille Fille* (1), la plus populaire de ses scènes provinciales, il l'appela hôtel Cormon et y fit vivre son héroïne. L'hôtel soi-disant Cormon, situé au milieu de la rue du Val-Noble, était une construction du xvii^e siècle, élevée entre cour et jardin et composée d'un rez-de-chaussée et d'un étage. Un pavillon à toit aigu, décoré de bouquets en plomb, rompait seul, du côté de la cour, la régularité de la façade. Du côté du jardin, à droite et à gauche de la terrasse, ornée de grands vases en faïence bleue et blanche, deux couverts de tilleuls s'étendaient le long des murs.

La maison de la vieille fille, démolie vers 1840, a été remplacée par l'hôtel de Vaucelles ; le jardin a disparu ainsi que la terrasse et les tilleuls sont tombés.

Malgré cela, le paysage que l'on aperçoit du pont des Filles-Sainte-Claire, est encore rempli comme aux jours de Balzac, « de bonhomie pudique, de chasteté tranquille, de vues modestes et bourgeoises. » Voilà toujours la Briante, « aux eaux maigres chargées de teintures et de débris qu'y jettent les industries de la ville ; et, sur la rive opposée à l'hôtel de Vaucelles, les maisons aux vieilles galeries de bois, les fenêtres aux appuis en ruines, les états obliques de quelque chambre en avant sur la rivière, les jardinets où sèchent des guenilles, enfin ces misères de petites villes auxquelles le voisinage des eaux, un saule pleureur penché, des fleurs, un rosier, communiquent je ne sais quelle grâce. »

Mais revenons avec Balzac à la librairie Godard, près de laquelle nous allons trouver logés, à l'exception du chevalier de Valois, les principaux personnages de *la Vieille Fille*. Rue du Cygne, à deux pas, une petite maison, bâtie en chaussins gris, est la résidence de du Bousquier, jusqu'au jour où son mariage l'établira à l'hôtel Cormon. Tout près de là, rue du Bercaill, voisine du notaire Chesnel, dont nous parlerons tout à l'heure, M^{me} Granson, la mère du naïf et fatal amoureux de la vieille

(1) Le roman : *La Vieille Fille*, daté de Paris, octobre 1836, fut imprimé d'abord dans la *Presse*, du 23 octobre au 4 novembre 1836. Il parut pour la première fois en volume, avec la date de 1837, dans le t. ni de la première édition des *Scènes de la Vie de Province*, 1834-1837. C'est en 1844, qu'il prit place, avec le *Cabinet des Antiques*, sous le titre collectif de : *Les Rivalités*, dans le tome iii de la troisième édition des *Scènes de la Vie de Province*. (*Histoire des Œuvres de Balzac*, par le vicomte de Spoelberch de Lovenjoul, p. 93). Balzac mande à M^{me} Hanska, en octobre 1836 : « que *La Vieille Fille* a été écrite en trois nuits ! »

filles, occupe un de ces tristes rez-de-chaussée, qu'en passant dans la principale rue des villes de province, le voyageur embrasse d'un coup d'œil : « le froid salon à rideaux jaunes, le carreau rouge frotté, les meubles en velours d'Utrecht. »

Balzac, on le voit, est un grand saisisseur, à qui rien n'échappe ni un détail ni une ombre. C'est ainsi que, dans l'atmosphère familiale et vertueuse de notre chef-lieu, il distingue comme un souffle galant et libertin. Est-ce une brise aventureuse venue des grands arbres du parc d'Alençon ? Est-ce un méchant proverbe, que nous ne transcrivons pas (1), entendu à la table du libraire Godard ? Toujours est-il qu'il crée l'alençonnaise Suzanne et que Suzanne, l'Alençonnaise, est exacte. Elle eût été autrefois, dit-il, la rivale des Rhodope, des Impéria, des Ninon ; dans notre misérable siècle, elle fut seulement M^{me} de Val-Noble. Mais la belle Normande — il l'appelle ainsi — ne semble-t-elle pas, pécheresse sensible, annoncer Marie Duplessis, la Dame aux Camélias, qui, au cas d'un malheur survenu à Armand Duval, eût sans doute été pleurer comme M^{me} de Val-Noble sur les bords de quelque Sarthe ?



Dans la galerie si variée et si riche de la *Comédie humaine*, il est un coin particulièrement original, véritable musée de Curtius, appelé le *Cabinet des Antiques* (2). Musée vicillot et charmant, garni de personnages quasi de cire, qui se rapprochent autant du fantastique d'Hoffmann, que des êtres ayant chair d'homme peuvent honnêtement le faire. En contemplant ces bonnes gens, fanés mais toujours superbes, engoncés dans des habits démodés, entêtés dans des opinions défuntes, nous nous prenons à sourire, mais d'un sourire attendri, celui que l'on a pour certains portraits d'ancêtres, dont le costume amuse, dont la figure émeut. Le romancier ayant fait choix d'Alençon pour mettre en montre ses

(1) V. sur ce proverbe A. Canel, *Blason populaire de la Normandie*, t. I, p. 114-117.

(2) *Le Cabinet des Antiques* est daté des Jardies, juillet 1837. Les deux parties de ce récit parurent pour la première fois, l'une sous le titre de : *Le Cabinet des Antiques*, dans la *Chronique de Paris* du 6 mars 1836, l'autre sous le titre de : *Les Rivalités en Province*, dans le *Constitutionnel* (septembre et octobre (1838)). Nous avons vu qu'en 1834, ce roman fut réuni à *La Vieille Fille*, sous ce titre collectif de : *Les Rivalités*. (*Histoire des Œuvres de Balzac*, p. 93.)

mannequins impérissables, nous nous sommes mis curieusement à la recherche du cabinet où ils apparaissaient, invariablement attablés aux mêmes heures, dans un groupement théâtral, pompeux, surnaturel.

« C'était, nous dit Balzac, au coin de la place, une vieille maison à pignon, à girouette, à tourelle, à colombier, où jadis était établi le Bailliage seigneurial, puis le Présidial, qu'on appela hôtel d'Esgrignon.... Cet hôtel donnait sur deux rues à l'angle desquelles il était situé, en sorte que le salon avait deux fenêtres sur l'une et deux fenêtres sur l'autre de ces rues, les plus passantes de la ville. La place du marché se trouvait à cinq cents pas de l'hôtel. Le salon, autrefois la salle d'audience, avait une immense cheminée, au dessus de laquelle était un grand portrait équestre de Henri III, exécuté en ronde bosse et encadré de dorures. Le plafond, de châtaignier, était composé de caissons, intérieurement orné d'arabesques. »

Cette description nous permettra bien vite de désigner à Alençon le Cabinet des Antiques. Le salon de l'ancien Présidial, à la cheminée immense, surmontée d'un portrait, et au plafond à caissons dorés, est assurément la salle d'audience du Tribunal de commerce, ancien bureau des finances (2). Et l'extérieur du Tribunal de commerce correspond aussi à celui de l'hôtel d'Esgrignon, possédant comme lui pignon, tourelle et girouette. Seulement, soucieux de donner à son cabinet une transparence complète, Balzac a avancé l'ancien Présidial jusque sur la Grande-Rue et rapproché idéalement la rue du Jeudi de la rue du Bercail, pour former autour de ses *raretés* une véritable cage de verre.

Mais outre ce fameux Cabinet des Antiques, que l'explosion des folies du jeune comte d'Esgrignon faillit réduire en poudre, nous rencontrons, dans le roman de Balzac, la description de plusieurs maisons alençonnaises.

C'est d'abord dans le quartier Saint-Blaise aujourd'hui transformé et où nous l'avons vainement cherchée, la maison du juge Blondet, l'homme au *pelargonium*, avec sa petite cour proprette, séparée de la chaussée par une vieille grille de fer, et sa façade

(1) V. à l'appui de cette assertion, la lithographie de Lancelot (salle du Tribunal de commerce) donnée dans le *Département de l'Orne archéologique et pittoresque*, par M. L. de La Sicotière et A. Poulet-Malassis, p. 292, et le texte qui l'accompagne.

égayée par des persiennes d'un vert vif. Puis, rue du Cygne, où nous avons cru la voir encore, la maison remarquablement laide du juge d'instruction Camusot, avec sa cour humide, bordée par deux murailles, assombrie par un grand noyer planté au milieu. Mais nous ne pouvons, à notre grand regret, indiquer, rue du Bercaill, la demeure du vénérable Chesnel, cette maison « à toits peu élevés, à petite cour pavée, le long des murs de laquelle montent des rosiers, fermée d'une barrière à claire-voie armée de sonnettes, qui semblent dire autant que des panonceaux : Ici respire un notaire. » Nous eussions pourtant été heureux de la montrer, car le bonhomme Chesnel, dans sa fidélité sublime, est le personnage du roman que nous aimons le mieux, et nous savons véritablement gré à Balzac d'avoir, en dépit des rengaines sur les chicaneaux et des proverbes sur les normands, donné, dans sa collection alençonnaise, une place à cet *antique*.

∴

Le dernier roman, dans lequel Balzac ait choisi notre pays pour théâtre et employé des personnages ornaux, est *l'Envers de l'histoire contemporaine*, publié en 1843 (1). Il y avait alors déjà dix ans que le maître, sous le titre, abandonné depuis, de *Livre Mystique* (2), avait réuni certaines études psychologiques, comme *Louis Lambert* et *Séraphita*, œuvres laborieusement écrites, mais profondément pensées, qui aujourd'hui peut-être, viendraient à leur heure, dans l'évolution intellectuelle du siècle. *M^{me} de la Chanterie*, la *Femme de soixante ans* (titre momentanément donné l'on ne sait trop pourquoi au livre), eût eu droit plus tôt, dans son renoncement absolu et pourtant raisonné, basé sur un christianisme individuel et héréditaire, à une place d'honneur dans le *Livre Mystique*. Elle n'appartient à l'Orne ni par sa naissance, étant née une Champignelle du Bessin, ni par son mariage, la Chanterie, dans ce dernier ouvrage, ayant été trans-

(1) La première partie de *l'Envers de l'histoire contemporaine*, portant le titre : *M^{me} de la Chanterie*, parut d'abord dans le *Musée des Familles*, en 1842. Dans l'édition de Roux et Cassanet (1846), ce roman est intitulé : *La Femme de soixante ans*. (*Histoire des Œuvres de Balzac*, p. 152).

(2) Le *Livre Mystique* contenant *Louis Lambert*, *Séraphita* et *les Proscrits*, parut en deux volumes in-8°, chez Werdet (décembre 1835.)

portée entre Caen et Saint-Lô. Mais, en 1803, veuve de son abominable mari, elle se retire à Alençon, et, en 1807, y marie sa fille à un homme qui, selon Balzac, était *la coqueluche de la meilleure compagnie de la ville*. Le roman apprend ce que valait cette *coqueluche* et donne le dénouement de cette union funeste dans un acte d'accusation devant la cour de justice criminelle et spéciale du département de l'Orne. Il s'agit encore — les génies eux-mêmes ont leurs puérilités — de ces vols de diligences qui, à son premier voyage dans notre pays, avaient déjà frappé l'imagination de Balzac. Mais grande a été notre joie (car à l'âme idéale de M^{me} de la Chanterie, l'on est heureux de trouver un corps réel) de rencontrer dans un n^o du *Journal de l'Orne*, celui du 8 janvier 1809, des personnages correspondant exactement à ceux de la fiction (1). Nous avons tout d'abord cherché, dans l'arrêt de la cour criminelle de Rouen, l'héroïque M^{me} de la Chanterie et M^{me} Bryond, sa fille, et nous les y avons trouvées sans peine : la mère condamnée, comme dans le roman, à vingt-deux ans de réclusion ; la fille condamnée à mort et exécutée, après un répit de six mois dû, comme dans le roman, à une fausse déclaration de grossesse. Nous sommes donc autorisé à donner ici le nom de la vraie M^{me} Bryond : Caroline-Rosalie Hély-Combray, femme Aquet, née à Falaise ; et celui de la véritable M^{me} de la Chanterie : Geneviève Ouin, veuve Hély-Combray, demeurant à Aubevoye. Type bien normand d'ailleurs et fidèlement tracé que celui de cette femme à l'âme virile, qui, à travers les épouvantes de la Révolution et les hontes mêmes de la maison pénitentiaire, marche sans défaillir, l'*Imitation* à la main, croyante, cornélienne !

Nous n'aurions rien à ajouter ici sur les œuvres alençonnaises de Balzac, si un Balzacien éminent, — il y a aujourd'hui des Balzaciens comme des Moliéristes — M. le vicomte de Spoelberch de Lovenjoul, ne nous avait, avec une bonne grâce infinie, communiqué un début de roman inédit (2). où le maître a choisi

(1) V. *Journal du département de l'Orne, consacré aux nouvelles politiques, aux Sciences, aux Lettres et aux Arts*, rédigé par Louis Dubois, t. III (1809), p. 10.

(2) Le fragment inédit que M. le vicomte de Spoelberch de Lovenjoul a bien voulu nous communiquer se compose de 11 pages in-4° dont deux seulement ont été utilisées dans un roman postérieur. Les proportions de cette étude ne nous permettent de donner ici que les six premières. M. de Spoelberch est l'auteur d'une *Histoire des Œuvres de Balzac* (Paris, Calmann-Lévy, 1886, in-8°, 500 p.) que nous avons déjà citée et qui devrait être placée dans toutes les bibliothèques à la suite de la *Comédie Humaine*.

encore Alençon pour théâtre. Ce roman devait être intitulé *la Fleur des Pois*, titre donné primitivement à une œuvre postérieure, *le Contrat de Mariage*, qui n'a rien de commun avec notre fragment. « M^{me} du Bousquier, dit méchamment Suzanne en parlant de la *vieille fille*, ne sera jamais que M^{lle} Cormon ! » Dans l'œuvre inédite, le romancier pitoyable la marie pour de bon à M. de Sponde et nous la dit mère de quatre enfants. Mais M. de Sponde est la *fleur des pois*, et, pendant que sa femme est à l'agonie, il a le front d'aller écouter, sur la Promenade, la musique du régiment, C'est par cette scène de la Promenade, un jour de concert militaire, fournissant les différents types d'une ville de province en 1819, que nous avons l'heureuse fortune de pouvoir clore cette étude.

LA FLEUR DES POIS

En 1819, par une belle soirée de mai, la musique de la garnison exécutait l'ouverture d'un opéra de Rossini sous les arbres de la Promenade d'Alençon. Un grand nombre d'habitants et de femmes élégamment mises étaient réunis en cercle autour de l'orchestre ou se promenaient à travers les quinconces de ce mail, dont la situation est très pittoresque et favorable aux impressions que donne la musique.

Au moment où les musiciens terminaient leur premier morceau, l'attention générale se porta sur plusieurs personnes qui arrivaient du quartier de la ville, voisin de la Promenade, où s'élèvent quelques belles maisons, entourées de jardins et baignées par la rivière. Ce quartier remarquable par la fraîcheur, par l'originalité de ses aspects et que dominent les vieilles tours du château des ducs d'Alençon, est, en quelque sorte, le faubourg Saint-Germain de la ville. Là demeurent les familles nobles de la province, les gens distingués et les personnes étrangères au pays et qui s'y sont établis, auxquels une grande fortune a permis d'y acheter ou d'y construire des maisons.

La société qui venait d'entendre la musique se composait de cinq personnes, dont la présence devait être un sujet d'étonnement pour la plupart des promeneurs, car elles appartenaient à cette partie de la société qui, à tort ou à raison, se sépare de la foule, vit à l'écart et se plaît à opprimer moralement, par une constante exclusion, tout ce qui n'est pas elle, comme elle improuve toutes les choses qui n'émanent pas de sa sphère. Ces cinq personnes étaient, pour en exprimer nettement l'importance, l'élite de l'aristocratie, et le couple qui marchait en avant offrait les deux personnages dont la ville s'occupait le plus en ce moment. Aussi la sensation que produisit leur arrivée fut-elle assez vive, et les propos auxquels ils donnèrent lieu les pénétra peut-être infiniment mieux que ne le ferait la plus exacte description.

— Tiens, tiens, dit un jeune homme à sa promise, dont il pressa le bras, voilà M. de Sponde et M^{me} de Gordes.

— Oh, laissez-le moi donc voir ! répondit-elle. Comment ? C'est de ce petit maigrichon-là que toutes les dames d'Alençon raffolent ? Mais il ne me plairait pas du tout. Cependant il a de beaux yeux.

— Ah, voici M^{me} de Gordes et M. de Sponde, disait une femme à son mari. Mais sa femme se porte donc mieux, car, s'il est vrai qu'elle ait été administrée ce matin, il n'aurait pas le front de se promener ce soir ici avec M^{me} de Gordes.

— Je ne sais pas, répondit le mari d'un air distrait, mais M^{me} de Gordes est délicieusement mise.

— Mais, mon cher ami, si tu veux me demander à Paris des brodequins de peau bronzée comme ceux qu'elle porte, des ombrelles lilas à franges et à boutons d'or, des chapeaux frais qui ne font qu'un déjeuner de soleil, me payer des robes de mousseline des Indes et des écharpes, je serai *délicieuse* comme elle, et ce *délicieux*-là te coûtera vingt mille francs par an, que dépense M^{me} de Gordes pour sa toilette. Elle a Victorine pour couturière : elle peut la payer. Voilà le secret de son *délicieux* !

— Maman, voyez-donc la jolie pélerine qu'a M^{me} de Gordes, s'écria tout bas une jeune personne.

— Examine-la bien, Sophie. Tu m'en feras une pareille, et regarde bien comme la garniture est bouillonnée.

— Mais, maman, il est impossible de faire cela sans patron. Il n'y a pas de couture ; tout est dans la manière dont l'étoffe est taillée.

— Mon cher ami, dit un officier à un jeune homme de la ville à qui il donnait le bras, voilà cette M^{me} de Gordes, dont je suis amoureux fou, mais que je ne peux voir qu'à la messe. Je me sens une envie de tous les diables de souffleter ce dandy qui l'accompagne toujours.

— Mais il vous tuerait, mon cher ; il est de la dernière force à l'épée et au pistolet. C'est M. de Sponde, *la fleur des pois* et la coqueluche de notre aristocratie. Il est bien heureux, mon cher ; sa femme va lui faire le plaisir de mourir ce soir ou demain, et il épousera M^{me} de Gordes, qui a bien, ma foi, soixante mille livres de rente. Voilà ce que c'est que d'être joli garçon et de s'appeler M. de Sponde !

— Ma chère maman, dit un jeune homme à sa mère, tu me demandes ce que je veux pour ma fête. Eh bien, donne moi un gilet pareil à celui que porte M. de Sponde.

— Mais, Jules, sois donc raisonnable. Je ne suis pas assez riche pour te l'acheter. C'est un gilet de cachemire.

— Mon Dieu, que M^{me} de Gordes est jolie sous cette ombrelle chinoise, et comme ce petit chapeau lui sied, dit une jeune femme.

— Mais vous avez ici de bien belles femmes, s'écria un officier en voyant M^{me} de Gordes. Je viens de Paris, et je ne me souviens pas d'y avoir rencontré une personne mise avec plus de goût et qui eût des manières plus distinguées que celle-ci...

— Epousez-la, commandant, lui répondit le secrétaire particulier du préfet ! C'est une veuve, et elle n'a que vingt-neuf ans.

— Présentez-moi donc chez elle.

— Mais au risque de vous voir prendre une bien mauvaise opinion de moi, mon cher commandant, répondit le secrétaire, je ne suis reçu chez elle que les jours de bal. D'ailleurs, vous perdriez vos peines. M. de Sponde la serre de trop près pour vous laisser arriver près d'elle. Il ne lui permet de voir que des gens ennuyeux, comme M. de Mathon, ce vieux singe qui les suit ; un original qui n'a pas plus de quarante-cinq ans et qui s'amuse à faire le mourant pour placer son argent en rentes viagères. Il attrape tous les ans plus de trois ou quatre personnes.

— Je te soutiens que ces bottes-là viennent de Paris, disait un jeune homme à l'un de ses amis, en lui montrant la chaussure de M. de Sponde. Et nous avons beau faire, vois-tu, il faut aller passer deux ans à Paris, pour savoir porter ses habits comme il les porte, marcher comme il marche, monter à cheval comme lui. L'as-tu vu quelquefois passer dans la rue, quand il accompagne M^{me} de Gordes ? Oh ! mon cher, il se tient admirablement. Après tout, que veux tu ? Etre joli homme, c'est son affaire, ses gants sont faits exprès pour lui par un gantier de Paris. Il est riche, il se moque bien de ce que peut coûter un habit. Puis il est bien fait, il a une jolie figure, il dit ce qu'il veut dire aux femmes, sans gêne. Il sait ce qui leur plaît !...

— Qui, diable, s'imaginerait, répondit l'autre jeune homme, qu'il a une femme et quatre enfants ?

Enfin, chacun dit son mot, en apercevant ces deux personnes et celles qui les suivaient. Mais, malgré l'amertume épigrammatique de la plupart de ces propos, chacun témoignait, à leur passage, ces marques involontaires de respect, d'envie et d'attention qui attestent l'importance réelle des gens auxquels on les accorde, et tous ceux qui avaient le droit de les saluer, s'empresaient d'en profiter, politesse dont les constantes obligations grevaient d'une certaine fatigue le plaisir de la promenade. Mais la femme du receveur général, près de laquelle ils arrivaient, s'étant empressée d'offrir à M^{me} de Gordes et aux deux dames qui l'accompagnaient, les chaises de quelques hommes de sa société, qui se levèrent aussitôt, l'espèce de rumeur causée par l'arrivée de ces nobles personnages se calma, et les musiciens se disposèrent à commencer leur second morceau.

Comte G. DE CONTADES.

APPENDICE

I

TRAITÉ ENTRE BALZAC ET GODARD

Entre M. Pierre-François Godard, graveur sur bois, demeurant à Alençon, rue Aucieux (*sic*), n° 16, d'une part,

Et M^{rs} Urbain Canel, libraire, demeurant à Paris, place St-André-des-Arcs, n° 30 et M. Honoré Balzac, demeurant à Paris, rue de Tournon, n° 2.

Ce dernier étant pour le présent à Alençon, fondé de pouvoirs de M. Urbain Canel en ce qui le concerne et promettant d'envoyer la ratification du présent traité — d'autre part.

A été fait et convenu ce qui suit.

ART. 1^{er}. M. Godard s'engage à graver sur bois un certain nombre de vignettes d'après les dessins de M. Devéria ou tout autre dessinateur, destinées à une édition in-octavo en un seul volume des œuvres complètes de Lafontaine que M^{rs} Urbain Canel et Balzac se proposent de publier.

ART. 2^e. M. Godard s'engage à travailler à ces vignettes préférablement à toutes autres, à moins qu'il ne soit dérogé par écrit, tel qu'une simple lettre, à la présente convention.

ART. 3^e. — M^{rs} Urbain Canel et Balzac s'engagent à payer comptant Monsieur Godard la somme de soixante-dix francs par bois de vignette gravé, et ce, entre les mains et sur la quittance de M. Roret, libraire à Paris.

Néanmoins, M^{rs} Urbain et Balzac se regarderont comme obligés à augmenter ce prix de dix francs en sus si les soins donnés par M. Godard étaient tels que les vignettes fussent appréciées par M. Devéria mériter cette augmentation.

ART 4^e. M. Godard s'engage, par ces présentes, à faire les vignettes des éditions de Racine et de Corneille exclusivement à tout autre ouvrage, si, après les vignettes de Lafontaine exécutées, M^{rs} Urbain Canel et Balzac entreprenaient les susdites éditions de Racine et de Corneille ou tout autre.

Mais alors, si M^{rs} Urbain Canel et Balzac avaient accordé quatre-vingt francs par vignette du Lafontaine, ce prix de quatre-vingt francs serait alloué à M. Godard par chaque vignette des éditions projetées — sauf à Messieurs Urbain Canel et Balzac à augmenter encore de dix francs ce nouveau prix, si M. Godard, par son travail, et au dire de M. Devéria, le méritait encore.

ART. 5^e. Si par cas fortuit et qu'on ne saurait prévoir, l'édition de Lafontaine n'avait pas lieu, le présent traité serait nul de plein droit, mais les parties contractantes seront engagées par la gravure d'une seule vignette, et il demeurera bien entendu que M^{rs} Urbain Canel et Balzac peuvent seuls profiter du droit accordé par le présent article.

ART. 6^e. Si les deux premiers bois gravés ne convenaient pas à M^{rs} Urbain Canel et Balzac, ils auraient la faculté de résilier le présent traité, en désintéressant M. Godard par une somme de cent francs payée entre les mains de M. Roret, libraire, dont la quittance libérera M^{rs} Urbain Canel et Balzac de toutes sommes dues à M. Godard et ce, dans tous les cas du présent traité.

ART. 7^e. Les vignettes une fois approuvées de M^{rs} Urbain Canel et Balzac, le présent traité aura son exécution pleine et entière, M. Godard s'engageant, dans l'intérêt de son talent même à graver les vignettes suivantes comme il aura gravé les premières.

ART. 8^e. Les vignettes des éditions postérieures à celle du Lafontaine devront avoir les mêmes dimensions que les vignettes de la susdite édition de Lafontaine, sinon, M^{rs} Urbain Canel et Godard feraient un nouveau prix de gré à gré.

Fait double à Alençon, le dix-sept avril mil-huit-cent-vingt-cinq.

I l est entendu par les parties qu'une simple lettre de M. Urbain Canel suffira pour ratifier le présent traité et, au refus de M. Urbain Canel d'y donner sa ratification, M. Godard ne serait plus engagé que par M. Balzac.

Les frais d'envoi et de retour des bois seront au compte de M^{rs} Urbain Canel et Balzac.

Alençon, 17 avril 1825.

Honoré BALZAC.

GODARD.

Si le libraire Delongchamps (1) demande à M. Godard des vignettes

(1) Le libraire Delongchamps avait, en même temps que Balzac, entamé des négociations avec Godard, pour la gravure de vignettes destinées à illustrer une édition compacte des classiques français. Comment Balzac — il le dit dans sa lettre du 13 avril 1825, — était-il intéressé à la publication du *Molière* de Delongchamps? Comment l'édition de La Fontaine, préparée par Delongchamps, n'avait-elle rien de commun avec celle de Balzac? Petits mystères de bibliographie malaisés à débrouiller. Nous nous bornerons à donner ici, comme utile pour l'histoire de^s œuvres de Balzac, une lettre de Delongchamps à Godard, qui appartient à M. de La Sicotière :

Paris, ce 30 avril 1825.

Monsieur,

J'ai reçu votre lettre en date du 26, ainsi que la gravure, qui y étoit jointe. Le

pour l'édition de Molière, imprimée en un volume in-8° chez Rignoux, à Paris, M. Honoré Balzac consent par ces présentes à ce que M. Godard donne à M^{rs} Urbain Canel et Delongchamps une vignette pour le Molière sur trois vignettes exécutées, à savoir deux pour le Lafontaine et une pour le Molière.

H. BALZAC.

M. Balzac soussigné s'engage à payer comptant M. Godard par deux vignettes livrées ; ainsi M. Roret recevra à chaque remise cent-quarante francs pour le compte de M. Godard.

H. BALZAC.

Les parties contractantes afin d'éviter toute contestation dans le précédent traité, ajoutent pour expliquer ces mots de l'article premier *un certain nombre de vignettes*, que M. Godard fera exclusivement à toutes autres les vignettes qui lui seront données par MM. Urbain Canel et Balzac pour la collection des classiques français qu'ils entreprennent, en commençant par les éditions de Molière et de Lafontaine.

A Alençon, ce 17 avril 1825.

Honoré BALZAC.

Approuvé l'écriture ci-dessus,

GODARD.

(Collection de M. de La Sicotière).

porteur de la présente, vous remettra soixante-dix francs pour solde de cette gravure et des autres dessins, qui sont destinés pour une édition des Œuvres de Lafontaine, que je publie dans les mêmes format et papier, imprimée par M. Jules Didot, et dont je suis seul éditeur. Par conséquent, cette édition n'a rien de commun avec celle que M. Balzac a le projet de publier.

Les dessins sont de M. Desenne ; il m'a dit qu'il serait flatté que vous les fassiez. J'en ai un extrême besoin ; j'espère que vous me les remettrez dans six ou huit jours, comme vous avez eu la complaisance de faire pour l'autre.

Si toutefois, contre mon attente, vous ne pouvez les faire, vous me les retourneriez par le même courrier. J'espère bien qu'au contraire, vous vous chargerez de m'en faire encore d'autres.

Quant au prix, je vous le ferai passer par le même courrier. Voici nos relations qui commencent à s'établir ; j'espère bien qu'elles continueront, car j'ai au moins 100 à 150 dessins à vous faire faire, si vous voulez continuer à travailler pour moi. Je suis, etc.

DELONGCHAMPS.

P.-S. Dans ma prochaine lettre, je vous dirai franchement ce que m'aura dit M. Devéria. Je suis allé chez lui, sans le rencontrer ; mais M. Desenne à qui j'ai montré votre gravure, m'a chargé de vous faire compliment.

Je vous ai inscrit, comme vous me l'avez demandé, pour 2 exemplaires de mon Molière. La 1^{re} livraison de mon Lafontaine suivra de près celle de Molière, car elle est déjà sous pressé. Ainsi vous avez le temps de travailler pour moi, sans contrevenir à votre marché avec M. Balzac qui est beaucoup moins avancé. Dans tous les cas, je garderai le plus grand secret ; vous pouvez vous fier à ma parole.

II

LETTRE DE BALZAC A GODARD (1)

Paris, mardi matin (19 avril 1825).

Monsieur,

Je viens de communiquer à M. Urbain Canel le traité que nous avons souscrit ensemble dimanche dernier, et vous trouverez ci-jointe sa ratification. J'ai fait voir aujourd'hui même vos gravures à Devéria qui en a été très content, et il nous a témoigné sa satisfaction d'avoir su trouver en vous un digne traducteur de ses dessins. Il m'a dit qu'il lui était impossible de vous donner d'avis sur les gravures que je vous soumettais, parce qu'il n'en connaissait pas le dessin primitif : mais il est persuadé qu'en travaillant vous deviendrez, au bout de deux ou trois de nos gravures, le plus redoutable adversaire de Thompson et des Anglais.

Aussitôt que vous retournerez les bois du *Molière* que le sieur Delongchamps a dû vous remettre, M. Devéria s'empressera de vous communiquer ses observations, car il adopte votre talent avec d'autant plus de plaisir que vous êtes français.

Il est hors de doute alors que vous coopérerez par vos talents, à nos éditions de Lafontaine, de Racine et de Corneille, et nous serons flattés, Monsieur, d'avoir été les premiers à seconder votre essor ; nous ne négligerons rien pour augmenter et propager votre renommée, persuadés que ce service sera léger au prix de celui que vous nous rendrez par votre exactitude et votre travail.

Vous pouvez d'autant plus vous occuper de la vignette du *Molière* que M. Devéria ne pourra vous remettre de bois pour le *Lafontaine* que d'aujourd'hui en huit, et vous avez alors une dizaine de jours devant vous pour travailler. Mais, à compter du vingt-sept de ce mois, nous vous enverrons force dessins.

Vous pouvez préparer une vingtaine de bois exactement pareils à celui que Delongchamps aura dû vous remettre et nous les envoyer en même temps que la vignette du *Molière* quand elle sera gravée.

J'ignore comment vous aurez débrouillé la fusée de Delongchamps, mais je l'ai laissé dans une grande anxiété, quand je lui ai appris notre traité. Vous sentez que M. Urbain et moi ne nous opposerons jamais à ce que vous travailliez pour le *Molière*, puisque nous y sommes intéressés, mais nous voulons nous réserver le droit de faire passer telle ou telle vignette

(1) Cette lettre a été donnée in-extenso dans la *Correspondance de Balzac* publiée chez Michel Lévy, t. 1, p. 68. Nous la transcrivons ici d'après la pièce autographe qui présente avec la version imprimée quelques variantes légères.

avant telle ou telle autre ; aussi j'espère que Delongchamps ne vous aura pas effrayé.

Recevez, Monsieur, l'assurance des sentiments d'estime et de considération avec lesquels j'ai l'honneur d'être

Votre très humble et très obéissant serviteur,

H. BALZAC.

P. S. Présentez, je vous prie, mes civilités à Monsieur votre père, que M. Urbain Canel prend volontiers pour correspondant et, sous peu, vous recevrez des livres avec les dessins. De la persévérance et du courage, et vous acquerez gloire et profit.

Monsieur,

J'adhère aux sentiments que vient de vous exprimer M. Balzac et je ratifie pleinement et entièrement le marché que vous avez conclu et arrêté avec lui sous la date du dix-sept de ce mois et, conformément à l'article spécial de ce traité concernant la ratification, cette simple lettre doit équivaloir à ma signature sur le dit traité. Je vous prie, en conséquence, de m'en accuser réception.

J'ai vu les vignettes que vous avez confiées à M. Balzac, elles m'ont paru fort bien et je conçois de votre talent la plus haute opinion.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération,

Votre très humble serviteur,

Urb. CANEL.

Paris, 19 avril 1825.

(Collection de M. de La Sicotière).

AUX NORMANDS

Personne, je suppose, dans les cinq départements de notre vieille province, ne songera à s'inscrire en faux si je pose ici comme axiome : que le Normand, homme sage, très conservateur, généralement intelligent, professe un saint respect pour sa peau et par suite une horreur profonde du métier des armes ; comme à toute règle, il y a des exceptions, mais elles sont rares. Pour se pénétrer de la vérité que j'avance, il suffit de se rappeler les soins, peines et malices sans nombre des conscrits pour échapper au service militaire : une fois soldat, le Normand, facile à discipliner, n'est ni meilleur ni pire qu'un autre ; il se battra, mais certainement sans enthousiasme et saluera avec joie le jour de sa libération.

La gloire militaire ne le touche pas, loin de là : il ne comprendra jamais qu'on aille au feu de bonne volonté et sans y être forcé.

Exemple : un officier de ma connaissance intime, démissionnaire, reprit du service en 1870 et fut grièvement blessé pendant la campagne. Devinerait-on quelle consolation offrait à sa mère, inquiète et loin de lui, un des hommes raisonnables de sa commune ? Non, je parie : eh bien, voici la phrase : « Madame, ça n'est pas un déshonneur, ce n'est qu'un malheur. » Encore le bonhomme croyait-il dire une gentillesse, le fond de sa pensée était : « C'est bien fait, fallait pas qu'il y aille. »

C'est donc bien entendu, mes frères normands, nous sommes anti-militaires. Je n'ai nulle prétention d'en chercher les causes, mais n'est-ce pas prodigieux quand on songe à ce que furent nos aïeux, guerriers pillards et presque féroces, poussant à l'extrême l'amour des grands coups d'épée et des aventures héroïques ?

Le temps n'est plus, grâce à Dieu, où l'on ajoutait aux litanies le célèbre « *A Furore Normanorum libera nos Domine* », mais nous sommes, je trouve, passés d'un extrême à l'autre et je crains bien que l'amour du repos et de la bonne existence n'ait tué chez nous le sens patriotique.

Ces réflexions me venaient à l'esprit en relisant quelques-unes des pages les plus glorieuses et les plus extraordinaires des Annales des Vieux Normands, leur conquête des Deux-Siciles : et, sans prétendre faire jamais repartir mes contemporains en guerre pour un Tonkin quelconque, il m'a paru intéressant de passer avec vous en revue ces expéditions vraiment fantastiques et dignes des héros de la Table ronde.

I

Lorsque Roul le marcheur, le Rollon de l'histoire, ce géant qu'aucun cheval ne pouvait porter, après 40 années de guerres et de brigandages, eut obtenu de la faiblesse de Charles le Simple la possession de la Normandie et la suzeraineté sur la Bretagne, un autre homme se révéla en lui : le brigand devint un grand prince, ami de l'ordre et de la justice.

Par la distribution des terres à ses compagnons, par des lois intelligentes et appliquées d'une main de fer, il transforma rapidement la province qui lui avait été livrée dévastée et couverte de ruines en un centre de richesse et de prospérité. La sécurité y devint telle qu'il put laisser 3 ans son bracelet d'or pendu à un arbre de la forêt de Roumare sans que nul osât y toucher.

Les successeurs de Rollon suivirent la voie tracée par lui : leur prestige grandit vite et moins de 10 ans après sa mort, ce fut son fils Guillaume Longue Epée qui remplaça sur le trône de Charlemagne son descendant exilé, Louis IV d'outre-mer. 30 ans plus tard le tout puissant Duc de France Hugues le Grand, à ses derniers moments, ne trouvait pas de meilleur modèle à donner à ses fils que le Duc de Normandie, Richard sans peur.

⚔ Ces temps, prospères pour notre province, n'excluaient pas, de temps à autre, de brillantes expéditions guerrières, où le Normand à demi civilisé, retrouvait comme un écho des batailles sans fin de ses ancêtres : et souvent, malgré la richesse qui les entourait,

malgré les travaux sans nombre qui couvraient le pays de villages, d'abbayes et de châteaux, l'ambition des conquérants se sentait à l'étroit dans l'horizon trop borné de leur nouvelle patrie ; l'esprit d'aventure ne les abandonnait pas. Aussi, lorsque l'approche de l'an mil frappa tout l'Occident d'une superstitieuse terreur, on vit les Normands l'épée d'une main et le bourdon de l'autre, par bandes, tantôt de quelques hommes, tantôt de plusieurs milliers, aller chercher aux lieux saints le pardon de leurs péchés. Là fut une des causes de la conquête presque fabuleuse que nous allons raconter.

Une seconde existait dans le pays même : comme tous les peuples neufs, encore ignorants des raffinements malsains de la civilisation, la race normande des ^{x^e} et ^{xi^e} siècles était d'une fécondité prodigieuse, heureuse maladie bien disparue de nos jours ; les douze enfants de Tancrède de Hauteville étaient alors la règle et non l'exception. Il y avait donc pléthore d'habitants ; aussi, à ce moment, trouve-t-on les Normands sur toutes les routes, partout où il y a des coups d'épée à donner, du butin ou de la gloire à acquérir. Ils sont en Castille à combattre les Maures d'Espagne, bientôt ils vont conquérir l'Angleterre et nous allons ici les suivre en Italie.

II

Vers l'an mil, la partie méridionale de ce beau pays était partagée entre les propriétés Lombardes de Capoue, Salerne et Bénévent et les grecs d'Orient : ces derniers, bien déchus, possédaient encore la Pouille, la Calabre et le duché de Naples. La guerre était en permanence entre ces petits États que venaient d'ailleurs piller indifféremment les Sarrasins, maîtres de la Sicile.

Ce fut alors, croit-on, que quarante gentilshommes Normands, au retour d'un pèlerinage en Terre-Sainte, débarquèrent à Salerne. Un jour, au milieu des fêtes que leur donnait le duc Gaimar, un bruit singulier vint frapper leurs oreilles. On préparait dans une salle voisine le tribut annuel que Salerne payait aux Sarrasins pour éviter leurs ravages.

Voici comment J. Janin raconte cette scène :

« Mon hôte, s'écria Drogon, que fait-on là et qu'est-ce que la

« musique que j'entends ? — C'est une musique d'argent et d'or,
 « lui dit le duc de Salerne, une musique qui nous coûte cher et
 « dont nous n'aurons que le son ; car déjà vingt vaisseaux arri-
 « vent sur nos côtes pour emporter cet argent et cet or. — Pardieu,
 « dit le Normand, voilà une trop belle harmonie pour de pareils
 « mécréants : il ne sera pas dit qu'ils en auront toute la joie.
 « Achéons cependant notre fête et, demain, mes compagnons et
 « moi, nous irons recevoir ces avides Sarrasins. »

Bientôt en effet, les infidèles approchèrent de Salerne, mais les Normands passant des paroles à l'action, fondirent sur eux, en taillèrent en pièces une grande partie et le reste se sauva avec précipitation sur ses vaisseaux. Les vainqueurs rentrèrent à Salerne chargés de butin : ce coup d'audace inouïe leur valut l'admiration de tous et l'on chercha par toutes sortes de bons traitements à les engager à rester dans le pays mais rien ne put, à ce moment, les faire renoncer à leur patrie : ils partirent donc, chargés de tout leur butin et des présents que le duc Gaimar y ajouta.

Leur retour en Normandie fut un vrai triomphe et la manière dont ils avaient été accueillis à Salerne engagea bientôt nombre de leurs compatriotes à s'y rendre. La voie était ouverte.

Vers l'an 1020, Osmond Drengot, obligé de quitter la cour du Duc de Normandie pour avoir tué, dans une partie de chasse, un autre chevalier, Guillaume Repostel, alla chercher asile en Italie avec toute sa famille et quelques autres Normands. A leur exemple, de braves et jeunes chevaliers vinrent, à diverses époques, les rejoindre et se mirent à la solde des princes Lombards contre les Sarrasins et les Grecs : ils battirent les infidèles à plusieurs reprises et se firent redouter de tous ; mais, bientôt, les princes de Capoue, de Bénévent, de Salerne, auxquels l'empereur Henri II, lui-même, avait recommandé les Normands, oublièrent les services rendus et refusèrent de leur payer la solde qui leur était due.

Nos ancêtres n'étaient pas hommes à tolérer une semblable injustice et, choisissant un d'entre eux pour chef, ils tournèrent leurs armes contre les Lombards : ce premier chef était Toustain Citel, d'une bravoure à toute épreuve et d'une force prodigieuse.

La légende lui attribue certains actes de courage absolument

invraisemblables que Guillaume de Jumièges raconte avec un sérieux inouï :

« Entre autres actes de courage, il enleva un jour une chèvre
« de la gueule d'un lion, ensuite il saisit à bras nus le lion lui-
« même, furieux de se voir ravir la chèvre et le jeta par dessus
« le mur du palais comme il aurait jeté un petit chien. »

Le récit de sa mort, dans le même chroniqueur, montre à la fois et la crédulité de ces anciens âges et les histoires fantastiques qui, du ciel de Naples, venaient se répandre, enjolivées par la distance, dans les châteaux et les cloîtres de Normandie.

« Les Lombards remplis de haine contre lui et désirant sa
« mort, le conduisirent en un certain lieu où habitait un énorme
« dragon, au milieu d'une grande quantité de serpents et dès
« qu'ils virent venir le dragon, ils se sauvèrent en toute hâte. Or
« Toustain, qui ignorait leurs projets, voyant fuir ses compagnons,
« demandait avec étonnement à son écuyer pourquoi ils s'étaient
« sauvés si vite, lorsque tout à coup le dragon vomissant des
« flammes s'avança vers lui et porta sa gueule béante sur la tête
« de son cheval. Mais le chevalier tirant son épée, en frappa
« l'animal avec vigueur et le tua ; mais lui-même, empoisonné
« par son souffle vénéneux, mourut trois jours après. Chose
« étonnante à dire ! La flamme qui jaillissait de la gueule du
« dragon avait en un moment entièrement consumé son bou-
« clier. » (1).

Toustain mort, les Normands choisirent pour chef Rainulfe et, sous sa conduite attaquèrent vivement les Lombards : se mettant à la solde de Sergius, duc de Naples, ils le rétablirent dans son duché d'où Pandolphe, prince de Capoue, l'avait chassé. Fidèle à ses engagements, Sergius leur donna un riche et vaste territoire entre Capoue et Naples autour de la ville antique d'Atella où ils construisirent Averse la Normande.

Tel fut le premier établissement des Normands dans le royaume de Naples (1029).

(1) *Histoire des Normands*, liv. vii. Traduction Guizot.

Une fois comte souverain, Rainulfe invita ses anciens compatriotes à se rendre en Italie : son appel fut vite entendu :

« Le moyen (dit J. Janin), qu'il ne fut pas écouté de ces bons compagnons ? il leur promettait vie joyeuse, un beau ciel, beaucoup d'argent et des combats dignes d'eux ! »

Ce fut alors, vers 1035, que parurent sur ce théâtre, à la tête de 300 chevaliers déguisés en pèlerins, les premiers fils de Tancrède de Hauteville, Guillaume Bras de fer, Drogon et Onfroy.

Il serait trop long de les suivre ici dans toutes leurs conquêtes tantôt sur les Sarrasins de Sicile, tantôt sur les Grecs de la Pouille et de la Calabre, leurs alliés ingrats qui furent cruellement punis de leurs trahisons.

Je voudrais seulement en terminant vous signaler deux figures remarquables entre toutes dans ces temps héroïques.

La première est Robert Guiscard ou l'Avisé et jamais surnom ne fut si mérité. Venu lui aussi, déguisé en pèlerin, aux nouvelles des exploits de ses aînés, il vit bientôt son frère Drogon assassiné par les Grecs et aida Onfroy qui lui succéda dans les luttes contre les nombreux ennemis que leurs conquêtes suscitaient aux Normands.

A 28 ans, nous voyons Guiscard vaincre et faire prisonnier à Civitella le pape Léon IX suivi d'une armée de Grecs et d'Allemands : l'année suivante il s'empare de la Calabre et bientôt se fait proclamer comte de Pouille et de Calabre. Quelques années après, avec l'aide de Roger, le plus jeune de ses frères, il entreprend la conquête de la Sicile, lutte sanglante qui dura près de quinze années, jusqu'au jour où la prise de Palerme, après huit ans de siège, lui assura la domination sur toute l'île.

Entre temps, il avait chassé les Grecs de Bari, les Lombards de Salerne et, par quelques courses sur le territoire du St-Siège, s'était fait excommunier. Mais le trône de St-Pierre était alors occupé par le plus grand pape, peut-être, de tout le Moyen-Age, ce moine Hildebrand qui, depuis quarante ans, faisait nommer des pontifes à son choix et devint enfin pape lui-même sous le nom de Grégoire VII.

Ces deux hommes étaient dignes de se comprendre, et bientôt

pour l'opposer aux empereurs d'Allemagne Grégoire VII leva l'excommunication du Normand et lui renouvela l'investiture de ses conquêtes.

Quelques années plus tard, assiégé dans Rome même par Henri IV, le pontife fit appel à Robert qui s'empara de la ville et en chassa les Allemands. Grégoire VII n'osa plus rester dans sa capitale révoltée et ce fut sur la terre Normande, à Salerne qu'il vint terminer son orageuse et brillante carrière (mai 1085).

Son fidèle allié ne devait pas lui survivre longtemps.

Depuis 1080, non content d'avoir chassé les Grecs d'Italie, Robert Guiscard les avait attaqués sur leur propre territoire et rêvait de leur ravir Constantinople. Lui-même et son fils Bohémond, après avoir enlevé Durazzo à l'empereur Alexis Comnène en personne, poursuivirent l'ennemi à travers l'Épire, la Thessalie et jusqu'en Macédoine. Sa flotte victorieuse aussi des Grecs unis aux Vénitiens allait menacer Constantinople. Il avait enlevé Corfou et c'est sur ce rocher, face à l'ennemi que la mort vint le surprendre le 17 juillet 1085.

Quel rêve glorieux avait été la vie pour le fils du pauvre gentil-homme de Coutances !

Venu en Italie avec la cape et l'épée, il mourait à 60 ans, duc de Pouille, de Calabre et de Sicile depuis 26 ans, couvert de gloire, vainqueur des empereurs d'Allemagne et d'Orient, sauveur de Grégoire VII, après avoir été excommunié par lui !

Une légende lui met dans la bouche à son lit de mort un long discours aussi invraisemblable que ceux que Tite-Live attribue aux guerriers romains : je n'y crois pas, un soldat de la trempe de Robert Guiscard est mort sans phrases.

Je ne lui ferai qu'un reproche : il n'avait pas su garder intact le vieux sang Normand et son second mariage, avec une princesse italienne, fut le germe de discorde qui frappa, dès le premier jour, d'un coup mortel, l'établissement des Normands dans les Deux-Siciles.

Depuis cette Sichelgaite que l'histoire accuse d'avoir empoisonné Robert, en passant par les vèpres Siciliennes, les guerres de Louis XII et de François I^{er}, les Catherine et Marie de Médicis, jusqu'à l'ex Mazzinien Crispi, l'Italie a été et est encore fatale à la France.

Je voudrais enfin vous dire un mot du neveu de Robert Guis-

card, le normand Tancred, cette sympathique figure immortalisée par le Tasse auquel il a inspiré les pages les plus vibrantes peut être de sa Jérusalem délivrée. Qui de nous ne se souvient de ses luttes gigantesques avec le féroce Argant et de son amour aussi pur que tragique pour la belle Clorinde ? Je puis l'avouer ici, sans craindre de compromettre la mémoire de cette héroïne, elle fut la première passion de ma jeunesse et je n'ai pu résister au plaisir de lui adresser un souvenir.

Le prince Normand fut-il aussi poétiquement amoureux que nous le dépeint le Tasse ? J'en doute, mais ce fut en tout cas un fier et vaillant guerrier. Après avoir largement contribué à la prise de Jérusalem, il reçut la principauté de Galilée, puis Bohémond d'Antioche le nomma en mourant tuteur de ses enfants. Ce fut à ce titre qu'en 1110 il repoussa une attaque de 100,000 Sarrasins contre Antioche, puis moins heureux, en 1119, il expira, la dague au poing dans une autre lutte contre les mêmes ennemis : Fin bien digne de ce héros !

Bohémond II fut tué lui-même à 24 ans dans un combat contre le Sultan de Mossoul et en lui finit la descendance Normande de Robert Guiscard. En un siècle nos héros avaient assez fait pour leur gloire.

C^{te} DE VIGNERAL.

POÉSIES

CURÉ DE PRÉPOTIN

J'eus des talents au Séminaire ;
J'étais surtout apprécié
Pour ma force extraordinaire
Aux casus conscientiae.
De l'avenir je n'avais cure
Et, confiné dans mon latin,
J'ignorais le nom de la cure,
De la cure de Prépotin.

Un jour (ô scandale notoire !),
Le grand vicaire vint prêcher
Sur « *Saint Pothin devant l'histoire* »,
Sujet bien propre à nous toucher,
Il paraîtrait que d'aventure
Je m'endormis, et saint Pothin
Plus tard me valut une cure :
C'était celle de Prépotin.

On n'y porte point ses pénates
Hélas ! sans un certain émoi ;
Le curé de *Mille-Savates*
Était bien au-dessus de moi !

Pour presbytère, une mesure,
Avec un casuel incertain,
Deux cents âmes, voilà la cure
Qu'a le curé de Prépotin.

Moi qui dans mon outrecuidance
Avais, aussitôt tonsuré,
Forgé des foudres d'éloquence
Pour l'heure où je serais curé !
Moi curé ? Dérision pure !
En chaire, pauvre curotin,
N'ayant que l'ombre d'une cure,
Je prépotine à Prépotin.

Mon aventure est trop commune
Ici-bas ; que de concurrents
Sont maltraités par la fortune
Et repoussés aux derniers rangs !
Dans sa condition obscure,
Tel rêve un pa'ais, au matin,
Qui le soir — couche dans la cure,
Dans la cure de Prépotin.

Songeons plutôt au divin Maître
Qui nous dit : *Restez abaissés*
Sur terre, si vous voulez être
Dans mon royaume, haut placés.
Il faut que le ciel me procure
Large part à son grand festin,
Car j'ai trop jeûné dans la cure,
Dans la cure de Prépotin.

W. CHALLEMEL.

LA SOURCE PIEUSE

Descendons le chemin complice
 Qui conduit au ruisseau charmeur :
 A travers l'ombre un rayon glisse,
 Dans tes yeux noirs un rayon meurt.

Asseyons-nous. L'ombre est sereine,
 Le bois s'assoupit, l'étang dort ;
 Juste à nos pieds la source égrène
 Son rosaire de galets d'or.

C'est une source cléricale,
 Puisqu'elle égrène un chapelet ;
 Sa voix est claire et musicale,
 Son cantique a plus d'un couplet.

Prêtons l'oreille à ses murmures ;
 Commentons son chuchotement
 Qui monte à travers les ramures,
 Mystérieux, discrets, charmant :

« O Dieu de la mer infinie,
 « Dieu des vents soufflant sur les eaux,
 « Je te consacre l'harmonie
 « De mon onde et de mes roseaux.

« Protège, ô Dieu, les fleurs timides,
 « Aux papillons sois indulgent ;
 « Abats l'orgueil des Pyramides
 « Se mirant dans les Nils d'argent.

« Que l'arbre en s'effeuillant rougeioie
 « Dans les octobres empourprés ;
 « Que le saule en pleurs soit en joie,
 « Que tous les faisans soient dorés ;

« Aux moineaux ne sois pas sévère,
 « Ce sont les pitres du vallon ;
 « Pour l'abeille qui persévère
 « Chasse ou convertis le frelon.

« Ecoute, ô Seigneur, la prière
 « Qui vers toi monte avec douceur
 « Du genièvre ou de la bruyère
 « Pour le merle libre-penseur.

« Ici, la nature est aimante
 « Et tous les êtres sont unis ;
 « Le thym est l'ami de la menthe
 « Et l'églantier défend les nids.

« Quand, sur mes bords où l'ombre est sûre,
 « Je rencontre un cerf aux abois,
 « Je lave aussitôt sa blessure
 « Et ses pleurs de mort, je les bois...

« Passants, buvez, mon onde est saine,
 « A la santé des citadins
 « Qui, désaltérés par la Seine,
 « Nous honorent de leurs dédains.

« Les citadins sont gens moroses ;
 « L'ennui les suit dans leurs maisons ;
 « Ils ont civilisé les roses,
 « Ils font la toilette aux gazons...

« Mais les doux rêveurs me connaissent ;
 « Seuls, ils savent m'apprivoiser ;
 « C'est pour eux seuls que mes fleurs naissent,
 « Que la brise vient me friser.

« Plus d'un poète rend hommage
 « A mon flot grêle et miroitant,
 « On vient écouter mon ramage
 « De Caen, d'Echauffour, d'Argentan.

« Aux chants des linots et des grives,
 « Souvent, dans la sombre épaisseur,
 « J'ai vu s'embrasser sur mes rives
 « Paul Harel et Le Vavasseur.

« J'ai reçu des archéologues :
 « Venaient-ils à des rendez-vous ?
 « Cherchaient-ils des motifs d'églogues ?
 « — Non, ils ramassaient mes cailloux...

« Ce sont des savants pacifiques ;
 « Mais je suis bien sûr qu'au printemps,
 « Sous leurs crânes philosophiques
 « Tempêtent les vers éclatants...

« Mais sur ma verte rivulette
 « Je vois là-bas deux amoureux :
 « Sauge, anémone et violette
 « Mariez vos parfums pour eux,

« Tandis qu'à la brise éternelle
 « Qui berce l'arbre et les oiseaux,
 « Je confierai la ritournelle
 « De mon onde et de mes roseaux. »

ERNEST MILLET

LA PETITE VIEILLE

L'air minable, en haillons, le corps ratatiné,
 La petite vieille est dans sa chaise et grelotte,
 Les doigts gourds, le sein plat, maigrette et pâlotte,
 Elle tourne au hasard un long cou décharné.

Près d'elle, un angora, mûr pour la gibelotte,
 Gros et gras, museau rose et col enrubanné,
 Dos souple, paresseux comme tout chat bien né,
 Se pourlèche, ronronne et se roule en pelote.

Au chevet de l'alcôve un crucifix poudreux
 Pend. — Un enfant sourit dans un cadre en jonc creux.
 Sur le dressoir s'étale une rose vermeille.

Et c'est pitié de voir la vieille au front distrait
 Fixer parfois ses yeux tout grands sur le portrait :
 Jésus bénit, la fleur sent bon, minet someille.

E. MILLET.

JEHAN DU COING

« Michel Avesgo, escuier, lieutenant du baillly d'Alençon, aporta en ceste maison ung enfant qui est ung fils, lequel avoit esté trouvé en un Coing de la chapelle S^t-JEHAN sur le petit pont ès jectés et avoit par estimation III moys. — Lequel fut baptisé et nommé JEHAN DU COING, puis envoyé en « acornoitage chez une femme de Francheville, laquelle prenoyt X sols pour moys de nourryce. » (14 mars 1521).

(Registre de l'Hôtel Dieu d'Argentan).

Le quatorze mars, l'an mil cinq cent vingt et un,
Cinq heures vont sonner. Le jour tombe. Il fait brun.
La ville, où çà et là quelque flambeau s'allume,
Grelotte tristement sous son manteau de brume.
C'est temps de pénitence et de componction.

Nous sommes au Jeudi d'avant la Passion.

Les bons bourgeois, portant l'hiver sur leurs épaules,
Sont fourrés comme gens qui reviennent des pôles ;
Le vent du nord se traîne en laissant après lui
Je ne sais quel relent de tristesse et d'ennui.
Les commères tout bas se disent à l'oreille
Que la bonne duchesse est malade : la veille,
Maitre Jehan Gouësvrot, en l'entendant tousser,
A froncé les sourcils et ne sait qu'en penser.

Les pauvres, consternés, devisent sur la place
Et Michel Avesgo s'en va, la tête basse,

L'œil et le cœur contrits, prier Monsieur Saint-Jean
 De vouloir bien jeter un regard indulgent
 Sur « la sœur Marguerite, » autrefois suzeraine
 Du duché d'Alençon et fille de Lorraine.

La chapelle saint Jean à cette époque était
 Sur le « pont-ès-jectés. » C'était là qu'on jetait
 Les enfants nouveau-nés, — bien près de la rivière,
 Hélas ! — Notre Michel, en faisant sa prière,
 Était distrait ; dans l'ombre il entendait crier...
 Cela venait du coin... il cessa de prier
 Et courut au plaignant... Soupçonnait-il l'affaire ?
 C'était un galant homme, il commença par faire
 Ce que cent ans plus tard eût fait Monsieur Vincent ;
 Dans un pan de sa cape il porta l'innocent
 Tout droit à l'hôpital saint Thomas ; le soir même
 Le nouveau-né devint chrétien par le baptême
 Et *Jehan du Coing*, âgé de trois mois environ,
 Eut son coin pour ancêtre et saint Jean pour patron.
 Jean rappelle à la fois la chapelle et l'apôtre
 Et du Coing est un nom de fief tout comme un autre.
 JEHAN DU COING. — La copie authentique que j'ai
 Ecrit Jehan par un H et du Coing par un G. —

Des nourrissons d'alors les lèvres empressées
 N'avaient pour biberons que des cornes percées.
 Tout étant de l'époque et les enfants aussi,
 Il n'en mourait pas plus qu'aujourd'hui, Dieu merci,
 Je crois qu'il en vivait même un peu davantage.
 Notre Jehan du Coing fut mis en « acornoitage »
 A Francheville sur la Cance, dans les bois.

Bonne femme, bon lait, bon air, — dix sols par mois.

Il y teta sa corne et lutta pour la vie
 Sans entendre l'écho des douleurs de Pavie.
 Il revint au bercail en mil cinq cent vingt-neuf.

Pour la première fois on le chaussa de neuf.

L' « escolier », qui prenait son mal en patience,
 Mordait tout doucement aux fruits de la science ;
 Le but, lointain d'abord, finit par s'approcher.
 Jehan était à dix ans un apprenti porcher,
 Le troisième au-dessous du dernier titulaire,
 Avec ses souliers neufs pour unique salaire ;
 A l'automne, le temps d'épreuve étant passé,
 Il gardait dix pourceaux dans les bois de Messey.

Tous les ans, saturé d'atmosphère agricole,
 Jehan, après la « paisson » revenait à l'école.
 L'hiver, il traduisait Virgile, il s'éprenait
 D'Homère, il songeait grec et quand il reprenait
 Des grands bois aux glands d'or la route accoutumée,
 Il rêvait à Tityre en méditant Eumée.
 En ces temps reculés, — autres mœurs, autres lois, —
 Les enfants apprenaient l'Évangile et parfois
 Narguant la gueuserie et bravant la fatigue,
 L'enfant trouvé croyait être l'enfant prodigue.

La misère était grande en mil cinq cent vingt-huit.
 La terre fut stérile et l'homme fut réduit
 A fabriquer un pain de faine et de fougère.
 Si le vieux chroniqueur percheron n'exagère,
 Cela dura cinq ans et, dans certains endroits,
 Le sac de blé valut quinze livres tournois.
 Argentan pâtissait et subissait l'épreuve ;
 Un seul maçon resté dans son église neuve
 Gagnait trois sols par jour en grattant les piliers.

Les plus heureux du temps étaient les écoliers.

Calmé par le travail, charmé par la prière,
 Jehan du Coing souriait au nez de la misère
 Et déployait son aile au vent qui le poussait,
 Si bien qu'en l'an du Christ mil cinq cent trente-sept,
 A l'âge de seize ans, il reçut la tonsure.
 Il avait l'esprit droit, l'œil perçant, la main sûre ;

Savant, clerc émérite et pâtre sans rival,
En septembre il gardait les pourceaux « d'à cheval. »

Bon serviteur, allant de la crèche à l'église,
Il suivit le chemin qui mène à la prêtrise ;
Porte-cierge aujourd'hui, demain porte-guidon,
Tantôt Eliacin et tantôt Corydon,
Recevant l'eau qui mouille et l'huile qui consacre,
A vingt-trois ans sonnant, du Coing fut fait sous-diacre.

La dispense de Rome a coûté deux ducats
Et douze sols en plus pour les certificats.

Ayant mis un cuir neuf à sa double étrivière,
A la « poisson » d'automne il porta son bréviaire.

Le neuf mai de l'an mil six cent quarante-six,
Un dimanche, — la date et le jour sont précis, —
Dès l'aube à l'hôpital on était en liesse ;
Jehan du Coing s'habillait pour sa première messe.
On avait immolé le veau gras et, dit-on,
La broche gémissait sous le poids d'un mouton ;
Dix poulets et cent œufs escortant les chairs vives
Défiaient l'appétit de soixante convives.
Leur soif fut moins heureuse, ils durent s'abreuver
De cidre. Point de vin ; on ne put en trouver.
Aux *Trois Rois* même ; aux *Trois Sauciers*, aux *Trois Maries*
Les brocs étaient à sec et les cruches taries.
Jean dit la messe avec un calice d'étain
Et l'on dut modérer le menu du festin.
Lorsque septembre fut venu, le nouveau prêtre
Trouva son troupeau maigre ; il dut le mener pâtre
A petite journée, en épargnant les frais,
Au loin, devers Condé, dans le fond des forêts.
Tout faisait ventre alors pour les gens économes
Et les pourceaux devaient glaner après les hommes.

Ah ! le temps était dur, si j'en crois les récits.
En l'an de grâce mil cinq cent quarante-six.

Discordes, échafauds, peste, guerre civile,
 Éléments déchainés, dit Jean de Marcouville,
 En Normandie, hélas ! plus qu'en tout autre lieu
 Semblaient « exécuter la colère de Dieu. »
 Mais si les corps étaient frappés en Normandie,
 Ce n'est pas là qu'était la pire maladie
 Et les esprits troublés souffraient plus que la chair.
 François premier mourait sept mois après Luther,
 Alençon fermentait. La reine Marguerite
 Abandonnait en vain la réforme proscrite
 Et charmait les douleurs de son chagrin cruel
 Avec « les dicts joyeux du bon Pantagrue. »
 En vain poursuivait-on sans pitié l'hérésie
 Et la philosophie après l'apostasie ;
 Les Vaudois égorgés, c'est en vain qu'on brûlait
 Treize ans après Lecourt, Jean Leclerc et Dolet ;
 Le vent capricieux de la libre pensée
 Soufflait dans les esprits la révolte insensée.
 Sachant doser le fiel qui servait de levain
 Au pain dur et sanglant que pétrissait Calvin ;
 Théodore de Bèze apprenait sous le maître
 A faire le soudard, le despote et le prêtre.
 Chez nous des cœurs faillis battaient à l'unisson,
 Genève souriait à ses fils d'Alençon.
 Les prêtres délaissaient l'église pour le temple
 Et les bourgeois suivaient doucement leur exemple.

Que devint Jehan du Coing en ces temps hasardeux ?
 Vivait-il en l'an mil cinq cent soixante-deux ?
 Vit-il les Huguenots, comme en villes conquises,
 Renverser les autels et piller les églises ?
 Que faisait-il en mil cinq cent soixante-trois ?
 Priait-il, solitaire, en embrassant la croix,
 Pendant qu'à Saint-Germain saccagé par les reîtres,
 De Bèze pérerait en insultant les prêtres ?
 Pendant qu'au bruit des coups répété par l'écho,
 Le pavillon donné par Michel Avesgo
 Son premier bienfaiteur, s'en allait en poussière ?
 Pendant que l'on brisait les images de pierre,

Que les orgues criaient et que l'on renversait
 La Vierge du portail que donna Charles sept ?
 On sait qu'en tous les temps malheureux ou prospères
 Argentan fut fidèle à la foi de ses pères ;
 Notre raison répugne à la subtilité
 Et nous vivons en paix avec la vérité
 Argentan, à bon droit, de peu se scandalise,
 Chez nous jamais de fausse ou de petite église,
 Le peuple est aujourd'hui ce qu'il était hier,
 Narguant Jansénius et méprisant Luther.
 S'il ne fut point martyr, Jehan du Coing ne dut être
 Ni lâche, ni poltron, ni renégat, ni traître.

Où mourut-il ? J'ignore où, quel jour et comment,
 Mais je rêve à sa tombe et j'y lis couramment :

« Ici-gît vénérable et discrète personne,
 Messire Jehan du Coing, prêtre, à qui Dieu pardonne.
 Abandonné des siens et dans un coin « jecté »
 Il fut à l'hôpital tout petit apporté.
 Écolier vigilant et serviteur fidèle,
 Des pâtres et des clercs il devint le modèle.
 Se surveillant lui-même, adroit, simple et viril,
 Il sauva son troupeau quand il fut en péril.
 Écouté des enfants et respecté des femmes,
 Il porta la houlette et dirigea des âmes.
 En attendant le jour du dernier examen
 Que Dieu lui fasse grâce et nous absolve.

Amen. »

Argentan, octobre 1888.

BIBLIOGRAPHIE

La participation des hommes libres au jugement dans le droit Franc,
par M. Edouard Beaudouin, professeur à la Faculté de droit de
Grenoble.

Nous venons de lire avec le plus vif intérêt un remarquable travail dont l'auteur, M. Edouard Beaudouin, professeur à la Faculté de Droit de Grenoble et juriste de grand mérite, est le fils du très honorable secrétaire de la *Société Historique et Archéologique de l'Orne*. Cette importante étude consacrée à une question délicate et extrêmement compliquée de l'histoire du droit a été l'objet de la part de notoriétés françaises et étrangères des plus flatteuses appréciations. Qu'on nous permette à notre tour d'apporter à l'auteur nos chaleureuses félicitations, bien qu'en tout état de cause nous n'ayons pour le faire ni l'autorité ni la compétence requises.

Quelle est l'organisation judiciaire pendant la période Franque ? A qui surtout appartient le droit de juger ? Telles sont les questions que résout M. Edouard Beaudouin, dans un style aussi simple que clair et précis. L'auteur possède admirablement toute la littérature de son sujet et, comme l'a dit M. Labbé, professeur à la Faculté de Droit de Paris, on ne sait ce qu'on doit louer le plus en lui de la richesse de son savoir ou de l'habileté de sa mise en œuvre. C'est ce que dit également un savant allemand, M. Schroder, professeur à l'Université de Heidelberg et l'un des juristes les plus compétents en matière de droit Franc.

Pour permettre au lecteur de juger ces qualités, exposons sommairement le travail de M. Beaudouin. Il étudie tout d'abord la justice chez les anciens Germains et l'organisation judiciaire de la loi Salique, puis la justice dans l'état Franc à l'époque Mérovingienne et à l'époque Carolingienne.

La manière de rendre la justice chez les anciens Germains, d'après Tacite, paraît à l'origine avoir été patriarcale. C'était la réunion des chefs de famille, sous la direction du chef de la *civitas*, *princeps*, qui était chargée de prononcer sur les litiges. Différente était l'organisation judiciaire de la loi Salique qu'il faut étudier à part et indépendamment des documents de la période Mérovingienne, auxquels on l'a souvent mêlée. Il importe tout d'abord de déterminer l'époque de la rédaction de cette loi pour en exposer ensuite les caractères.

- La loi Salique d'une part a été rédigée dans un temps où les Francs Saliens étaient déjà en contact avec une population Gallo-Romaine, par conséquent avaient déjà porté leur établissement sur la rive gauche du Rhin. D'autre part, la loi Salique a été rédigée à une époque où les Francs étaient encore païens. En effet, les traces du Christianisme, si fréquentes dans toutes les autres lois Germaniques, sont ici tout à fait absentes; par exemple, pas la moindre mention d'une aggravation du *wergeld*, lorsque le crime est commis contre un prêtre ou contre un évêque, ce que les autres lois ne manqueront jamais de dire.

A cette époque, le tribunal ordinaire, la juridiction de droit commun s'appelle le *mallus*, de *mathljan*, lieu où l'on parle. Le *mallus* est convoqué par un personnage qui s'appelle *thunginus* aut *centenarius*. Le *thunginus* est le chef judiciaire de la centaine, circonscription judiciaire. Ce n'est pas un fonctionnaire, mais le représentant des hommes libres, et le jugement est rendu par des notables, soit même par tous les hommes libres de la centaine (*rachimburgii*).

Dans l'état Franc, à l'époque Mérovingienne comme à l'époque Carolingienne, deux faits sont prédominants : d'abord l'établissement d'une monarchie absolue, ensuite le pouvoir de l'église Gallo-Franque. Dans l'organisation judiciaire ce double triomphe de la Monarchie et de l'Église va amener une révolution complète :

Le tribunal ordinaire, au lieu d'avoir à sa tête le *thunginus* qui représente les hommes libres et qui est leur élu, est convoqué, présidé et dirigé par le comte qui est essentiellement l'agent du Roi, et, dans tous les cas, par un fonctionnaire.

De plus, la part décisive que les hommes libres prenaient au jugement dans l'organisation de la loi Salique va devenir de plus

en plus faible et finir par disparaître. Le jugement sera rendu par des fonctionnaires ; tel est, en effet, le caractère des *scabins* de l'époque Mérovingienne.

Le tribunal du Roi, juridiction extraordinaire très effacée dans la loi Salique, va acquérir de plus en plus d'importance et enfin, à côté de la juridiction ordinaire et de celle du Roi, s'établit une juridiction nouvelle, la justice ecclésiastique.

M. Edouard Beaudouin ne doit s'occuper que de la juridiction de droit commun et il étudie, à ce point de vue, les trois questions suivantes : 1° le président ou le chef du tribunal ; 2° la convocation des hommes libres à ce tribunal ; 3° la participation des hommes libres à la sentence rendue.

Quel est le personnage qui, dans l'organisation judiciaire de l'empire Franc, convoque, préside et dirige le tribunal de droit commun ? Dans les textes de l'époque Mérovingienne, le *comte*, c'est-à-dire le représentant et l'agent du Roi dans le *pagus* est le *judex* ordinaire et du droit commun. Quelquefois le tribunal est présidé par le *centenarius* ou par un personnage qui s'appelle *dux* ou *patricius*, quelquefois enfin par un *missus* du Roi. Ces *judices* extraordinaires sont, aussi bien que le comte, des fonctionnaires royaux

Il résulte de ce qui précède qu'à l'époque Mérovingienne tous les *judices* sont des fonctionnaires. Il en est ainsi, à plus forte raison, à l'époque Carolingienne. Le *comte* est toujours le *judex* par excellence et son tribunal est le *mallus publicus*. Au-dessous de lui sont divers *judices* inférieurs, ses subordonnés, ils se nomment *vicarii*, *centenarii* et *vicecomes*.

Arrêtons-nous un instant au *vicecomes*, dont le nom a figuré jusqu'en 1790 dans la hiérarchie judiciaire Normande. Ce lieutenant du comte était un délégué, un mandataire, agissant *vice comitis*. Il avait toutes les attributions du comte lui-même, mais il ne les avait que par délégation de celui-ci et par lui-même il était sans autorité propre.

Le comte n'apparaît pas seul au tribunal. A côté de lui sont des personnages qui, jusqu'à l'époque de Charlemagne, s'appellent dans les textes *rachimburgii*, et qui, plus tard, se nomment *scabini*. Sous la loi Salique, sans contestation possible, les *rachimbourgs* sont les véritables juges. Les *rachimbourgs* Mérovingiens et les *scabins* Carolingiens sont-ils encore les véritables

juges ? Telle est la première question qui se pose. De plus, à côté du comte, d'une part, des rachimbours ou des scabins, d'autre part, les textes mentionnent la foule des hommes libres qui sont présents au plaid ? Quel est le rôle de ces hommes libres, voilà la seconde question.

Et d'abord les hommes libres sont-ils présents au plaid parce que l'entrée du plaid est libre, ou sont-ils convoqués et légalement forcés d'être présents ? La question de la convocation des hommes libres au tribunal et leur obligation d'y paraître est claire pour l'époque Carolingienne. Les capitulaires de cette époque obligent tous les hommes libres à venir à un certain nombre de plaids chaque année. Avant l'époque Carolingienne cette obligation existait-elle ? Grave est la controverse sur ce point, et le seul point admis sans difficulté par tous les auteurs est la publicité du plaid. M. Beaudouin soutient, d'accord en cela avec Sohm, que tout homme libre doit se rendre à l'assemblée judiciaire sur la convocation du comte ou, en général, du fonctionnaire royal qui préside cette assemblée. L'auteur expose magistralement son opinion en démontrant que les capitulaires Carolingiens ont pris comme point de départ et comme base une ancienne règle d'après laquelle les hommes libres étaient obligés d'assister à tous les plaids sans exception.

Les hommes libres participent-ils au jugement ? A côté du comte et prenant part à l'instruction et au jugement de tous les procès, les textes de l'époque Mérovingienne nomment constamment des personnages qu'ils appellent *rachimburgii*, *boni homines*. Que sont ces hommes, et quel rôle jouent-ils dans l'assemblée judiciaire ? Bien des opinions très divergentes ont été produites sur ce point. Certains auteurs soutiennent que les *rachimburgii* ou *boni homines* ne sont autres que les hommes libres de la centaine. D'autres, comme M. Fustel de Coulanges, nient non seulement que les rachimbours soient les hommes libres de la centaine, mais même qu'ils soient les juges ou les conseillers des hommes libres rendant la justice. Au moyen des textes législatifs, des formules et des récits des historiens. M. Beaudouin démontre, d'une façon aussi brillante qu'indiscutable, que les rachimbours sont exactement les mêmes personnages que ceux qu'on nomme dans d'autres formules, *boni homines*, *auditores*, *magnifici* et *venerabiles viri*, que ces *boni*

homines ne sont pas tous les hommes libres de la centaine ou du *pergus*, mais des notables choisis pour leur science du droit ou leur situation sociale élevée, que ces notables ne sont pas seulement le public comme les autres hommes libres convoqués aux plaids, mais des juges.

Quant au comte, *judex* par excellence, quand on reste fidèle au droit commun, il juge avec les rachimbourgs et il ne juge seul que dans des cas exceptionnels se référant à un mode de *procédure extraordinaire*.

Charlemagne substitua aux rachimbourgs, pris à peu près indifféremment parmi les hommes libres de la circonscription judiciaire, un corps de fonctionnaires *scabini* revêtus d'un caractère officiel, ayant une mission permanente et chargés de rendre la justice avec le comte comme faisaient autrefois les rachimbourgs. Cette création des scabins n'est pas antérieure à l'année 803.

Que le plaid soit général ou non, les scabins sont toujours avec le comte les seuls juges, mais, quand le plaid est général, tous les hommes libres sont convoqués pour y assister. Cette solution est, du reste, conforme à l'ancien droit Mérovingien, car, à cette époque, la sentence était rendue non par tous les hommes libres, mais par un certain nombre de notables appelés rachimbourgs.

Il est des cas *exceptionnels* dans lesquels les rachimbourgs ou les scabins ne figurent pas au tribunal et ne rendent pas la sentence, mais dans lesquels le comte tranche l'affaire seul. Cette dérogation au droit commun se rencontre en matière de droit criminel. Le comte apprend qu'un crime a été commis, il fait saisir le coupable et le condamne. Les caractères de ce *jus extraordinarium* sont la procédure inquisitoire, le jugement par le comte seul, la peine publique. Suivant le droit commun, au contraire, la procédure est accusatoire, le jugement rendu par le comte et les rachimbourgs et la peine privée. Ce système *extraordinaire* de répression s'est développé de très bonne heure, de sorte que, à côté de la législation criminelle du droit commun, existe, à la même époque et dans les mêmes régions, ainsi que le démontre M. Beaudouin, une législation criminelle fondée sur des principes absolument opposés. L'auteur établit nettement l'origine et le domaine de ces législations distinctes.

De ce fait juridique des plus curieux, on peut rapprocher un autre fait analogue que nous révèle l'histoire du droit Romain. L'ancienne procédure accusatoire du droit criminel Romain, avec la juridiction des *quæstiones perpetuæ* fut, on le sait, remplacée dans les derniers siècles de l'empire par la *cognitio extraordinaria* des fonctionnaires de l'empereur. La coexistence dans l'empire Franc d'un droit ancien et d'un droit nouveau, ainsi qu'elle nous est excellemment démontrée par M. Beaudouin, n'est donc pas en somme un autre phénomène que celui qu'on est depuis longtemps accoutumé à voir dans le droit Romain de l'époque classique.

Comme l'a dit M. Paul Violet en présentant l'ouvrage que nous venons d'analyser à l'Académie des sciences morales et politiques, ces vues vraiment originales permettent à M. Beaudouin de ne sacrifier aucun texte et de leur donner à tous une place utile et raisonnable : son système s'impose désormais à l'attention et aux méditations de tous les travailleurs. Nous ne pouvions abriter notre humble opinion sous un meilleur patronage que celui du savant académicien

HENRY DU MOTÉY.

Les Sphaignes d'Europe, étude critique et description de ces végétaux, par C. Warnstorf ; ouvrage traduit de l'allemand avec la permission de l'auteur, par M. l'abbé A.-L. LETACQ. — Extrait de la *Revue de Botanique*, t. VI (1887-1888), brochure in-8° de 102 p.

Contributions à la flore phanérogamique du département de l'Orne. Notes sur la station des Drosera rotundifolia, L., longifolia, L., intermedia Hayne, à la Trappe (Orne), par M. l'abbé A.-L. LETACQ, Argentan, 1887, in-8°, 12 p. — Extrait de la *Revue Flammarion*.

A.-H. Duterte, sa vie, ses travaux botaniques aux environs d'Alençon, par M. l'abbé A.-L. LETACQ, Argentan, 1888, in-8°, 8 p. — Extrait de la *Revue Flammarion*.

M. l'abbé Letacq est infatigable ; j'ai à rendre compte aujourd'hui de trois nouvelles brochures de lui.

La plus importante est un traité, traduit de l'allemand, des sphaignes d'Europe. Les bryologues français seront reconnaissants à M. Letacq d'avoir mis à leur portée le meilleur ouvrage qui existe sur un des genres les plus difficiles et les plus discutés.

Il n'y a que les Allemands pour consacrer ainsi des années et presque des volumes à un tout petit coin de la science ; mais si les Français reculent souvent devant des travaux qui exigent une si longue patience, ils ne sont pas moins très-heureux d'en profiter.

Dans une autre brochure, M. l'abbé Letacq donne la liste des plantes rares ou peu communes qu'il a rencontrées dans ses excursions à travers le département. Ces sortes de listes sont commodes au botaniste qui désire explorer une région restreinte ; mais elles ont encore un autre avantage et sont très-utiles à l'auteur de livres plus importants. Je dirais volontiers qu'elles sont aux flores régionales ou nationales ce que sont à l'histoire de France les modestes travaux des sociétés archéologiques des départements ou des provinces. Sans les matériaux qu'elles amassent, les ouvrages généraux seraient, sinon impossibles, au moins beaucoup plus difficiles.

La même brochure est terminée par une note sur une station contestée de trois plantes dont deux au moins sont peu communes.

Enfin, je dois dire quelques mots d'une notice nécrologique sur M. Duterte. Ici on me permettra de m'associer personnellement aux justes éloges décernés par M. Letacq à notre botaniste alençonnais. M. Letacq salue en lui le travailleur intrépide, le chercheur assidu, le savant passionné qui, littéralement jusqu'à son dernier jour, s'est livré malgré ses douleurs à sa science de prédilection, l'auteur de travaux importants, notamment d'un *catalogue phanérogamique* des environs d'Alençon, qui est en effet un modèle, et d'un *catalogue de muscinées*, qui n'a paru que pour ainsi dire la veille de sa mort, et qui n'est peut-être guère moins parfait. Je dois ajouter que je regrette en outre en M. Duterte l'ami sincère, le collaborateur éclairé, toujours prêt à faire part de son expérience et de son talent de détermination à quiconque avait besoin de ses services, le compagnon précieux entre tous, connaissant mieux que personne les stations alençonnaises et ne demandant jamais mieux que de faire en toute occasion des excursions dans les limites et peut-être au-delà des limites de sa santé et de ses forces.

H. BEAUDOUIN.

TABLE

Des Matières contenues dans ce volume

1^{er} Bulletin

	Pages
Bureau et Commission de publication. — Liste des Membres de la Société	I
Catherine de Gonzague-Clèves, duchesse de Longueville, par M. le Marquis de la JONQUIÈRE	1
Les origines du Passais, par M. H. LE FAVERAIS	53
La Bannière de La Lande-Patry (1620), par M. L. BUREL.....	63
Analyse de divers actes du Tabellionnage d'Alençon (suite), par M. de COURTILLOLES	78
La Fresque de l'église Saint-Julien, à Domfront, par M. Florentin LORiot ..	94
Souvenirs littéraires d'un gentilhomme campagnard, par M. l'abbé J. ROMBAULT	103
Le Lierre du château de Domfront, par M. Gustave LE VAVASSEUR.	107
Nécrologie. — LIARD (Pierre-François).	113
Bibliographie, par M. l'abbé P. BARRET.....	117
Revues, par M. l'abbé P. BARRET.....	127
Comptes de la Société, présentés par M. DESCOUTURES.....	132

2^e Bulletin

La représentation des mystères à Argentan au xvi ^e siècle et la Frairie des prêtres, par M. Henry du MOTEY	133
L'ancien prieuré de Dampierre (canton du Passais), par M. H. LE FAVERAIS	154
Précis sur la paroisse, les fiefs et la famille de Semallé, par M. le comte de SEMALLÉ.	162
Bibliographie du département de l'Orne, pendant l'année 1887, par M. Henri BEAUDOUIN.....	186
Avernes-Saint-Gourgon, son église, son château et ses seigneurs, par M. A. DALLEt.....	203
M. Ruprich-Robert, architecte.....	224
Bibliographie	228
Chronique.....	282

3° Bulletin

Philologie (suite), par M. Gustave LE VASSEUR	237
Analyse de divers actes du Tabellionage d'Alençon (suite), par M. de COURTILLOLES.	253
Le Pré des Marettes, par M. Charles VÉREL.....	271
Bibliographie.....	298
Document sur La Carneille	297
Revue, par M. l'abbé P. BARRET	305

4° Bulletin

Séance publique annuelle : Procès-verbal, par M. H. BEAUDOUIN, secrétaire de la Société	309
M. de Corday d'Armont, descendant de Corneille et père de Charlotte Corday, par M. L. de LA SICOTIÈRE.....	313
Compte-rendu des travaux de la Société, pendant l'année, par M. Gustave LE VASSEUR	347
Balzac alençonnais, par M. le Comte G. de CONTADES.	357
Aux Normands, par M. le Comte de VIGNERAL	376
Le Curé de Prépotin (poésie), par M. W. CHALLEMEL.....	384
La Source pieuse. — La petite Vieille (poésies), par M. E. MILLET.	386
Jehan du Coing (légende en vers), par M. G. LE VASSEUR.....	390
Bibliographie, par M. H. du MOTEY et H. BEAUDOUIN	396

